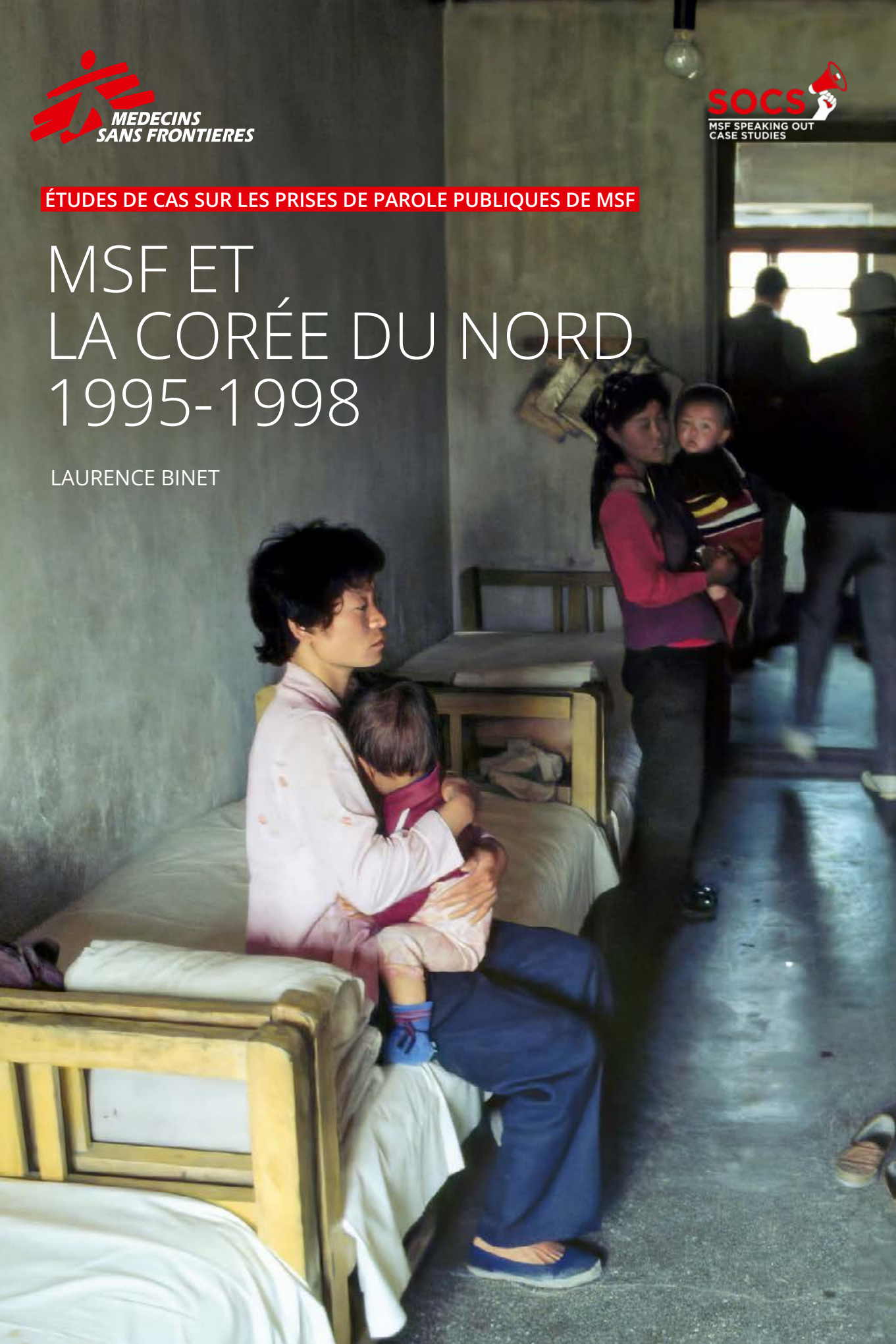


ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

MSF ET LA CORÉE DU NORD 1995-1998

LAURENCE BINET



ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

MSF ET LA CORÉE DU NORD 1995-1998

**DANS LA MÊME COLLECTION,
ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF**

Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Génocide des Rwandais tutsis 1994

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [août 2004]

Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010]

Somalie, 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

MSF et Srebrenica 1993-2003

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juillet 2015]

MSF et la guerre en ex-Yougoslavie 1991-2003

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [décembre 2015]

MSF et les Rohingya 1992-2014

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [novembre 2020]

MSF et le Darfour 2003-2009

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2024]

Comité éditorial : Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Katharine Derderian, Rebecca Golden, Michiel Hofman, Kris Torgeson - **Directrice d'études/Auteure** : Laurence Binet - **Assistante** : Bérengère Cescau - **Correction et préparation de copie** : Valérie Levêque, Sylvie Rouge-Pullon - **Conception graphique et mise en page** : fgraphite.

Merci à Rony Brauman pour ses conseils.

Projet du Conseil international de Médecins Sans Frontières

<https://www.msf.org/fr/speakingout/accueil>

AVANT-PROPOS

Les « Études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des membres du mouvement un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux membres de l'organisation pour comprendre et se réapproprier sa culture de prise de parole publique.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (*guidelines*), le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité de pilotage et éditorial. Chacun des membres de ce comité a été choisi par le Conseil international (désormais IB) ou co-opté pour son expérience et ses compétences et siège *intuitu personae*, indépendamment de son entité MSF d'origine.

Le comité éditorial privilégie l'étude des prises de parole publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il propose les cas à étudier au Conseil international, qui fait le choix final.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées présentent leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Elles s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont exhumés des archives des différentes entités impliquées et, dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre éthique, pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et accessibilité des documents d'archives.

Le montage principal, qui présente les faits dans un ordre chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes de liaison ou d'introduction. Les extraits de documents sont privilégiés pour établir les faits. À défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage de la part des protagonistes sur leur vécu et leur analyse personnels des événements.

Cette méthodologie permet de reconstituer les faits et de restituer les débats et les dilemmes rencontrés, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Le texte-montage principal est précédé d'une ou de plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées et de celle des personnes interviewées.

Un résumé de l'étude présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

Une chronologie détaillée resitue les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas représenter une référence universitaire.

Chaque étude de cas est disponible en français et en anglais.

Ces études de cas ont une vocation essentiellement pédagogique. Certaines d'entre elles servent désormais de base à des podcasts et des modules de formation et l'accès à l'ensemble de ce matériel est ouvert au public sur le site internet www.msf.org/fr/speakingout/accueil.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.
2026

SOMMAIRE

Personnes interviewées et leur fonction au moment des événements	6
Acronymes et abréviations	8
Carte	10
Résumé	11
MSF et la Corée du Nord 1995-1998	15
I. PREMIERS PROJETS DE MSF À L'INTÉRIEUR DE LA CORÉE DU NORD	25
II. MALNUTRITION ET MANIPULATION	49
III. CONFLITS D'INTERPRÉTATION	98
IV. MSF QUITTE LA CORÉE DU NORD	182
ÉPILOGUE...	270
Chronologie des événements 1910-2007	309

PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

(Interviews menées en 2000 et 2007)

Dr Philippe Biberson

MSF France, président du conseil d'administration

Marine Buissonnière

MSF France, administratrice en Chine, décembre 1996-janvier 1999 ; directrice des programmes MSF Japon, avril 2000-septembre 2001 ; MSF France, co-coordinatrice en Corée du Sud, février 2002-novembre 2003 ; MSF International, secrétaire générale, 2004-2007 ; MSF Suisse, mission exploratoire frontière Chine-Corée du Nord, avril 2007

Samantha Bolton

MSF International, coordinatrice de la communication

William Claus

MSF Belgique, responsable de programme

Sophie Delaunay

Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998 ; MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001 ; co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français)

Antoine Gérard

MSF États-Unis, responsable du département programmes

Dr Eric Goemaere

MSF Belgique, directeur général

Dr Pim de Graaf

MSF Hollande, directeur des opérations

Anne-Marie Huby

MSF Royaume-Uni, directrice générale

Dr Dominique Lafontaine

MSF, médecin et responsable de programme en Corée du Nord, août 1997-septembre 1998

Olivier Lesrel

MSF France, responsable de la cellule d'urgence alimentaire

Marie Rose Pecchio

MSF, coordinatrice en Corée du Nord, novembre 1997-septembre 1998

Jules Pieters

MSF Hollande, responsable des programmes d'urgence

Pierre Salignon

MSF France, responsable de programme, octobre 1997-décembre 2004, directeur général, janvier 2004-novembre 2007

Dr Corien Swaan

MSF, médecin, responsable de programme en Corée du Sud, janvier-septembre 1998

Dirk van der Tak

MSF Hollande, coordinateur en Chine, janvier 1999-mai 2000 ; conseiller au département des affaires humanitaires, juillet 2000-juin 2003 ; MSF Hong Kong, directeur général, 2003-2010

Dr [...]

MSF, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, septembre-décembre 1995, janvier-juin 1997

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACF	Action contre la faim
AFP	Agence France-Presse
AP	Associated Press
BBC	British Broadcasting Corporation (Royaume-Uni)
CAD	Comité d'aide au développement
CDC	Centres de contrôle et de prévention des maladies des États-Unis [<i>US Centers for Disease Control and Prevention</i>]
CBS	Columbia Broadcasting System (États-Unis)
CIA	Agence centrale de renseignement (États-Unis) [<i>Central Intelligence Agency</i>]
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNN	Cable News Network (États-Unis)
DG 8	Direction générale 8, chargée de l'action humanitaire à l'Union européenne
ECHO	Office humanitaire de l'Union européenne
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture [<i>Food and Agriculture Organization</i>]
FDRC	Comité de réparation des dommages causés par les inondations (Corée du Nord) [<i>Flood Damages Rehabilitation Committee</i>]
GAA	Action mondiale pour les personnes âgées [<i>Global Action on Aging</i>]
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés
ICN	Institut de recherche sur la nutrition de l'enfant [<i>Research Institute for Child Nutrition</i>]
IDA	Association internationale de distribution de médicaments [<i>International Dispensary Association</i>]
FIRC	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge
KEDO	Organisation de développement énergétique de la péninsule coréenne [<i>Korean Energy Development Organisation</i>]
MDM	Médecins du Monde
MOU	Accord de collaboration [<i>Memorandum of Understanding</i>]
MUAC	Méthode d'évaluation de la malnutrition par la mesure du périmètre brachial [<i>Mid-upper Arm Circumference</i>]
NBC	National Broadcasting Company (États-Unis)

NRC	Centre de réhabilitation nutritionnelle <i>[Nutritional Rehabilitation Center]</i>
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies <i>[United Nations Office for the Coordination of the Humanitarian Affairs]</i>
OMS	Organisation mondiale de la santé
ORS	Sels de réhydratation orale <i>[Oral Rehydration Salts]</i>
Oxfam	Comité d'Oxford pour les secours aux affamés <i>[Oxford Committee for Famine Relief]</i>
PAM	Programme alimentaire mondial
PDS	Système de distribution publique (Corée du Nord) <i>[Public Distribution System]</i>
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement <i>[United Nations Development Programme]</i>
RPDC	République populaire démocratique de Corée
SCF	Fonds de secours aux enfants <i>[Save the Children Fund]</i>
CNT	Centre de nutrition thérapeutique
UDA	Unité de distribution alimentaire
Unicef	Fonds des Nations unies pour l'enfance <i>[United Nations International Children's Fund]</i>
Unesco	Organisation des Nations unies pour la science, l'éducation et la culture <i>[United Nations for Science, Education and Culture]</i>
USAID	Agence états-unienne pour le développement international <i>[United States Agency for International Development]</i>
WTN	Worldwide Television News (Royaume-Uni) [agence de presse audiovisuelle internationale associée à Associated Press TV depuis 1998]



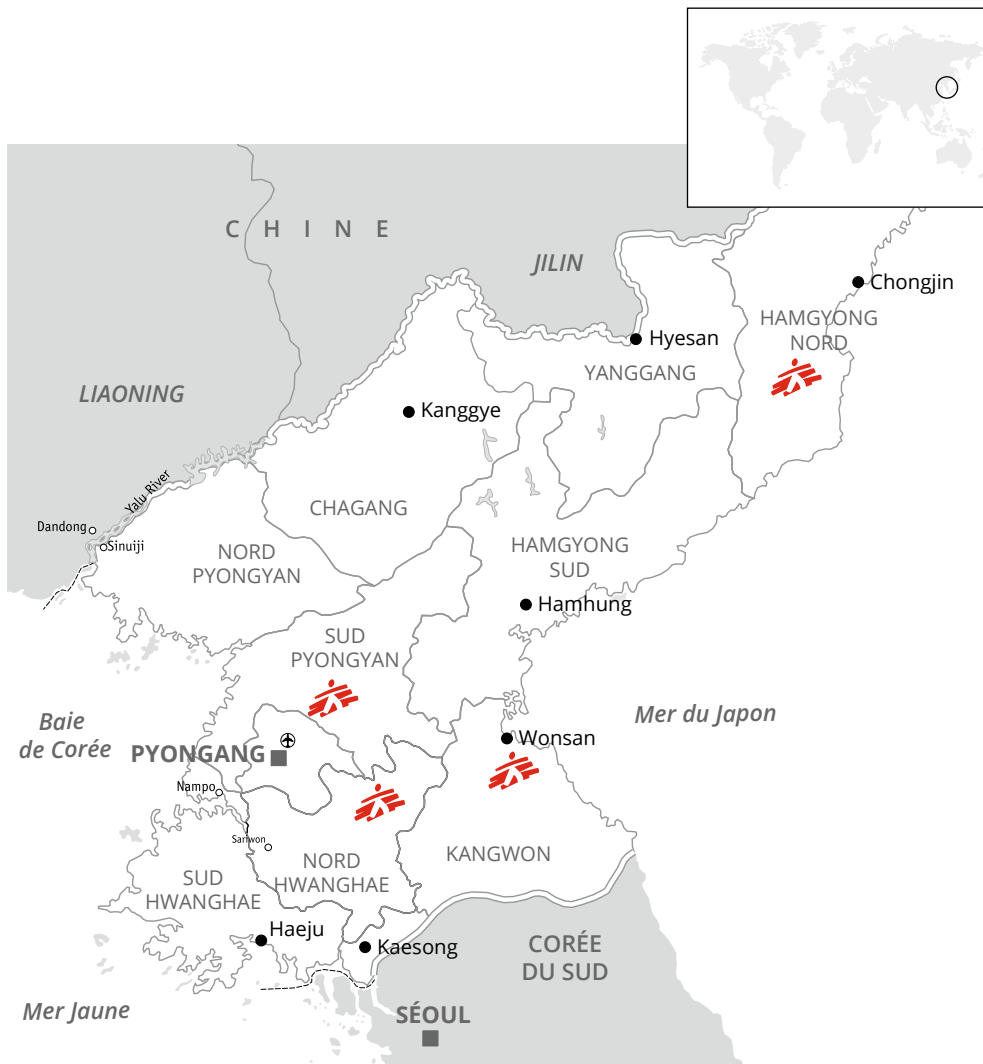
Extrait des archives
de MSF ou d'articles
de presse.



Extrait d'entretiens.



Pour retrouver la vidéo,
cliquez sur le numéro
correspondant dans
la liste de référence.



Présence MSF en Corée du Nord 1995-1998

RÉSUMÉ

En août 1995, la Corée du Nord lance pour la première fois de son histoire un appel à l'aide internationale, à la suite d'inondations qui auraient détruit toutes les récoltes. Depuis la disparition de l'Union soviétique, son principal soutien, l'économie planifiée de ce pays fermé s'est peu à peu effondrée. Les pénuries d'énergie, de nourriture, de médicaments sont générales. La population est complètement dépendante de la gestion arbitraire des ressources par le régime.

Pour les pays impliqués dans la crise coréenne (puissances régionales et USA), soucieux d'éviter un effondrement du régime de Pyongyang qui menacerait la région, la priorité est au processus de gel et démantèlement des armements nucléaires du régime nord-coréen et aux négociations de paix entre les deux Corée. Les Nations unies ont répondu à cet appel par la livraison de millions de tonnes d'aide, entrant ainsi pour plusieurs années dans un processus permanent de marchandage qui lie l'avancement des négociations à l'octroi de l'aide.

D'octobre à décembre 1995, une équipe internationale de Médecins Sans Frontières (MSF), composée de personnel des sections belge, française et hollandaise intervient en Corée du Nord pour assurer un suivi épidémiologique des diarrhées et distribuer des médicaments et du matériel médical.

En janvier 1997, MSF est de nouveau autorisée à intervenir pour distribuer des semences d'orge puis, à partir de juin 1997, pour mettre en œuvre dans plusieurs provinces, pendant un an, un programme de soutien à la prise en charge nutritionnelle des enfants malnutris, de formation et de distribution de matériel médical et de médicaments essentiels, de formation à leur utilisation et d'approvisionnement de plusieurs centres de santé en eau potable.

Pendant un an et demi, 13 expatriés des trois sections MSF, à l'instar de leurs collègues intervenus en 1995, travaillent sous surveillance étroite, dans des conditions qui ne leur permettent ni d'évaluer les besoins sur la base de critères objectifs ni de contrôler la destination de leur aide. Toutefois, plusieurs d'entre eux considèrent certains signes ou événements comme encourageants. Ainsi, ils réussissent pendant un certain temps à organiser la prise en charge d'un groupe d'enfants totalement mis à l'écart du système.

De son côté, l'équipe de MSF France en Chine, informée du sort des réfugiés nord-coréens en Chine, entreprend deux visites (en avril et en août 1998) sur la frontière sino-nord-coréenne. Ces réfugiés lui décrivent une situation de famine à grande échelle dans leur pays où règnent l'arbitraire et la violence organisée. Ils rapportent aussi que le système de distribution de l'aide internationale oriente les livraisons en priorité vers l'armée et les individus identifiés comme « *socialement utiles* » et politiquement loyaux au régime. Cette situation est par ailleurs rapportée par des organisations sud-coréennes d'aide aux réfugiés et la presse internationale commence à se faire l'écho d'une situation de famine en Corée du Nord.

En août 1998, après plusieurs mois de négociations sur le renouvellement de l'accord de collaboration, les autorités nord-coréennes proposent à MSF comme unique alternative d'organiser un programme d'importation de matière première, afin de réhabiliter l'industrie pharmaceutique. MSF refuse, considérant que ce type d'activité n'est pas du ressort d'une organisation humanitaire médicale, et se retire de Corée du Nord.

Pendant toute cette période, les prises de parole publiques de MSF, quoique initiées au nom de l'ensemble du mouvement, font l'objet de désaccords entre sections et entre les sièges et les équipes de terrain. Finalement, certaines contradictions apparaissent dans leur contenu.

En décembre 1997, au cours d'une conférence de presse, MSF insiste publiquement sur la nécessité d'une aide d'urgence au système de santé nord-coréen.

En avril 1998, dans la presse internationale, MSF décrit les entraves rencontrées par ses équipes dans leurs activités auprès de la population nord-coréenne et leurs doutes sur la destination de l'aide, mais affirme ne pas avoir d'éléments pour infirmer ou confirmer l'existence d'une famine. Toutefois, au même moment, la presse internationale diffuse les récits des réfugiés nord-coréens qui lui ont été remis par l'équipe de MSF en Chine et font état d'une situation de famine.

Le 1^{er} octobre 1998, au cours d'une conférence de presse, MSF explique publiquement les raisons de son retrait de Corée du Nord, fait part de son inquiétude sur le sort des enfants socialement défavorisés mis à l'écart par le système, et expose les récits de famine des réfugiés nord-coréens. Elle appelle également la communauté internationale à cesser de déverser de l'aide à la Corée du Nord sans être en mesure de vérifier que cette aide est bien distribuée aux plus vulnérables.

Pendant toute cette période, MSF est confrontée aux dilemmes et questionnements suivants :

- ▶ Jusqu'où pouvons-nous accepter de travailler pour approcher une population en détresse, sans pouvoir appliquer les principes de base de l'action humanitaire : libres contacts avec les populations, libre évaluation des besoins et supervision de la distribution des secours ?
- ▶ Pouvons-nous accepter de travailler auprès d'une population opprimée par un régime totalitaire, au risque que notre aide ne renforce cette oppression, ne cautionne ce régime ?
- ▶ En se contentant de réclamer publiquement une aide d'urgence pour le système de santé nord-coréen, MSF ne participe-t-elle pas à renforcer le régime ?

ÉPILOGUE

Dans les années qui suivent, la section française, avec l'appui de son centre de réflexion, continue le travail de documentation sur les dérives de l'aide internationale à la Corée du Nord et s'exprime à plusieurs reprises sur ce sujet dans la presse.

Parallèlement, à travers des programmes de faible envergure opérationnelle, car souvent clandestins, elle s'efforce de porter assistance aux réfugiés nord-coréens en Chine, en transit dans différents pays d'Asie et en Corée du Sud. De 2001 à 2003, à plusieurs reprises, elle prend la parole publiquement pour dénoncer la répression et le rapatriement forcé dont ils sont victimes en Chine, malgré la présence du Haut-Commissariat des Nations unies (HCR) pour les Réfugiés. Progressivement, toutes les activités de MSF envers les réfugiés nord-coréens sont mises en veilleuse.

Entre temps, en 2004, une visite d'une délégation de MSF Hollande en Corée du Nord dans le but de préparer une mission exploratoire reste sans suite.

En 2007, des nouvelles alarmantes sur la situation alimentaire en Corée du Nord et un afflux continu de réfugiés sur la frontière sino-coréenne incitent la section suisse à lancer une mission exploratoire, puis un processus de réouverture d'un programme auprès des réfugiés nord-coréens.

Pour citer ce contenu :

Laurence Binet, « MSF et la Corée du Nord 1995-1998 », Février 2008, URL : <https://www.msf.org/fr/speakingout/msf-et-la-cor%C3%A9e-du-nord-1995-1998>

MSF ET LA CORÉE DU NORD

1995-1998

En 1905, la Corée est occupée par le Japon, puis formellement annexée en 1910. En 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, après la défaite du Japon, qui occupait la Corée depuis 1905 (avec annexation formelle en 1910), des accords passés dans le cadre de l'ONU partagent la péninsule coréenne en deux territoires. Ils sont situés de chaque côté du 38^e parallèle, une ligne qui sert déjà de démarcation entre les positions des forces soviétiques et états-uniennes chargées de chasser les Japonais du pays.

Le territoire situé au Nord est censé être administré par l'Union soviétique, celui du Sud par les États-Unis. Mais en 1948, les Soviétiques et les Américains n'ayant toujours pas réussi à doter la Corée d'une administration, deux gouvernements distincts sont établis. Et le 38^e parallèle fait désormais office de frontière.

Une grande partie des troupes états-uniennes sont retirées de Corée du Sud.² Toutefois, c'est un régime militaire pro-américain qui s'y installe. De l'autre côté, un régime communiste est mis en place dans la toute nouvelle République populaire démocratique de Corée (RPDC).

En juin 1950, l'Armée du peuple nord-coréen traverse le 38^e parallèle et proclame la réunification de la Corée sous le régime communiste.

La « guerre de Corée » commence, qui durera jusqu'en 1953. Les troupes nord-coréennes sont soutenues par l'Armée populaire de Chine et reçoivent une assistance technique de l'Union soviétique. Le Sud est appuyé par les troupes des Nations unies, composées en majeure partie d'effectifs venus des États-Unis. Il s'agit du premier conflit de la guerre froide. Le 27 juillet 1953, un cessez-le-feu est proclamé à Panmunjeom. Depuis, aucun accord d'armistice n'a été mis en œuvre. D'un point de vue technique, la Corée du Nord et la Corée du Sud sont donc toujours en guerre, n'ayant jamais signé aucun traité de paix. Les deux territoires restent séparés par la « zone coréenne de démilitarisation ».

En Corée du Nord, le seul et à ce jour unique président de la République démocratique de Corée du Nord, le « Grand Leader » Kim Il-Sung met en place une dictature basée sur l'idéologie du *juche*, dont l'autosuffisance est le pilier central. L'objectif est de rendre la Corée du Nord suffisamment solide sur les plans économique, militaire et culturel pour résister aux « invasions étrangères

2. En 2025, la Corée du Sud accueillait environ 28,500 soldats états-uniens.

et aux interventions capitalistes ». Tous les observateurs s'accordent à reconnaître l'échec de sa mise en œuvre.

Pendant quatre décennies, l'économie étatisée de la Corée du Nord se développe de façon significative, principalement grâce à son partenariat avec l'Union soviétique et les pays du bloc de l'Est.

Mais au début des années 1990, après la chute de l'Union soviétique et la disparition de son soutien, la Corée du Nord connaît des pénuries d'énergie, une baisse de la production industrielle et le déclin de son agriculture mécanisée. Néanmoins, le budget militaire est maintenu à un niveau très élevé.

Selon les observateurs et chercheurs, c'est au début des années 1990 que les premières pénuries alimentaires apparaissent en Corée du Nord. Mais à cette époque, elles passent inaperçues aux yeux de la communauté internationale.

À sa mort, le 7 juillet 1994, Kim Il-Sung reçoit le titre de « président éternel ». Son fils, Kim Jong Il lui succède à la tête du pays. Il remplit les fonctions de chef de l'État, sans obtenir officiellement ni ce titre ni celui de chef du gouvernement³.

Le 22 juillet 1994, les États-Unis et la RPDC s'accordent pour reprendre les négociations de paix. Le 11 septembre 1994, des négociations sont entamées à Pyongyang, qui aboutissent à une impasse le 28 septembre, à Genève. Puis, en octobre 1994, les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée signent un accord de collaboration, selon lequel la RPDC accepte de geler son programme nucléaire avec pour objectif final de le démanteler. Cet accord de collaboration a pour but de résoudre dans leur ensemble tous les problèmes soulevés par le programme nucléaire de la RPDC, soupçonné de n'être qu'une étape vers la mise en place d'un programme nucléaire militaire. Les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon créent alors l'Organisation de développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO, acronyme anglais) afin de mettre en place ce cadre, principalement en construisant en Corée du Nord une centrale nucléaire à réacteur civil pour remplacer le système nord-coréen.

Depuis, la séquence « reprise-rupture des pourparlers de paix » se renouvelle régulièrement. La rupture est souvent motivée par la capture d'« espions » sud-coréens ou nord-coréens à bord d'un bateau, d'un sous-marin ou d'un hélicoptère, quelque part dans ou autour de la péninsule coréenne, la défection de hauts responsables nord-coréens ou des incidents dans la « zone coréenne de démilitarisation », par exemple.

Chaque fois, les enjeux du marchandage sont la reprise des pourparlers de paix et le contrôle de la capacité nucléaire coréenne, en échange d'une augmentation des livraisons d'aide alimentaire.

3. Il est nommé président de la Commission de défense de la RPDC et commandant suprême de l'Armée populaire de Corée.

En juillet et août 1995, des inondations affectent plusieurs régions de Corée du Nord. Pour la première fois de son histoire, le gouvernement de la RPDC, par l'intermédiaire du Comité de réparation de dommages causés par les inondations (FDRC, acronyme anglais) – une institution *ad hoc* créée pour gérer les interactions avec les étrangers opérant dans le pays – lance un appel à l'aide internationale.



« Appel d'assistance humanitaire d'urgence », **Lettre** de la Délégation générale de la République populaire démocratique de Corée en République française à MSF France, Paris, 28 août 1995 (en français) [edited].

Extrait :

La délégation générale de la RPD de Corée en République française présente ses compliments à votre organisation et saisit cette occasion pour lui lancer un appel d'une assistance humanitaire d'urgence pour les victimes d'inondations par des pluies diluviennes inouïes qui se sont abattues sur plusieurs régions dans notre pays depuis le 31 juillet jusqu'au 18 août 1995.

Comme vous le savez, notre pays ayant souffert déjà depuis l'année dernière des dégâts causés par des grêles précoces [qui se sont] abattues au mois d'octobre 1994, vient de subir cette année encore de considérables dégâts causés cette fois-ci par une inondation sans précédent frappant plus de 145 arrondissements dans 12 provinces et villes relevant de l'autorité centrale.

La précipitation journalière étant en moyenne de 110 à 362 mm, l'inondation a frappé 5,2 millions d'habitants et détruit un grand nombre de maisons d'habitation, d'ouvrages et installations agricoles, d'élevage, d'établissements d'enseignement, de sciences, de santé publique, du transport, des PTT et des usines, causant ainsi de considérables dégâts matériels.

Selon une estimation préliminaire, les dégâts s'évaluent à peu près à 15 milliards de dollars.

[Nous avons besoin de toute urgence de] vivres, de médicaments et de divers articles d'usage courant, ainsi que d'autres matériaux nécessaires pour stabiliser la vie des habitants sinistrés et [réparer] au plus tôt possible des maisons d'habitation, des écoles, des hôpitaux, des chemins de fer, des installations de PTT [télécommunications] ravagés. Connaissant la capacité d'intervention rapide de votre organisation là où il y a des souffrances de ce genre, la Délégation générale de la RPD de Corée compte sur votre bonne volonté humanitaire et vous remercie à l'avance, au nom des habitants sinistrés, de [l'intérêt] que votre organisation mettra à se joindre aux efforts pour soulager les souffrances des victimes de cette calamité naturelle.



« La Corée du Nord lance un appel exceptionnel après que des inondations ont dévasté le pays », Kevin Sullivan, **The Washington Post** (États-Unis), 22 septembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Kim Myong Chol, un porte-parole officieux de la Corée du Nord basé à Tokyo, a déclaré que la décision d'« envoyer un SOS » avait été prise par Kim Jong-Il. « Kim Il-Sung était de la première génération de guerriers révolutionnaires, il n'aurait donc jamais demandé de l'aide », a affirmé Kim Myong Chol. « Kim Jong-Il a fait des études universitaires. Il en sait un peu plus sur le reste du monde. Kim Jong-Il est fier. Mais ce n'est pas perdre sa dignité que demander de l'aide en cas de catastrophe naturelle. » [...]

La Corée du Nord a peu d'amis, mais parmi eux on trouve Bernard Krisher, un ancien correspondant de *Newsweek* à Tokyo. Krisher, qui s'occupe désormais des projets de secours en Asie, a récemment envoyé au gouvernement nord-coréen une lettre demandant aux autorités de le laisser poster un appel aux dons sur Internet.

Le Comité pour la réparation des dommages causés par les inondations lui a répondu par un fax, le 17 septembre, que cette campagne Internet était la bienvenue.

Le fax disait également que la nourriture et les vêtements étaient aussi bienvenus, mais que le personnel médical étranger ne l'était pas, parce que la Corée du Nord était dotée de nombreux « médecins et infirmières pleins de talents ».

« La Corée du Nord n'est peut-être pas très familière avec l'Internet, mais elle comprend que la crise qu'elle affronte est très sérieuse », affirme le texte que Krisher envisage de poster cette semaine sur Internet. « La politique ne devrait jouer aucun rôle dans l'assistance à ceux qui sont dans le besoin, sans toit et sans soutien. C'est la nature, pas le système politique qui a causé les inondations. »

Une équipe des Nations unies a visité la Corée du Nord ce mois-ci. Sur la base d'estimations fournies par le gouvernement nord-coréen, les Nations unies estiment que les inondations ont causé 15 milliards de dollars de dégâts, affectant 5,2 millions de personnes ; 96 348 logements ont été endommagés, entraînant le déplacement de 500 000 personnes et 1,9 million de tonnes de céréales ont été perdues. G. Faruq Achikzad, le chef du programme des Nations unies pour le développement [PNUD] à Pyongyang, a déclaré au cours d'une interview au téléphone, mercredi, qu'il venait de survoler en hélicoptère la plupart des terres affectées. Il dit que les dégâts sont sérieux, mais que la plupart des sans-abris vivent avec leurs voisins dans les écoles et les autres bâtiments publics. Il dit qu'il n'a vu personne qui soit sans abri.

« On ne voit pas de misère ou de choses comme cela », a déclaré Achikzad, « le gouvernement est très bien organisé pour gérer ce type de problème. Il applique avec discipline des règles très strictes ». En plus de 1,2 million de dollars de dons en liquide, les Nations unies et d'autres organisations internationales ont promis 700 000 dollars d'aide financière et plus de 1 million de dollars en équipements, fournitures et personnel. Il s'agit d'une aide significative, mais les relations compliquées du reste du monde avec la Corée du Nord communiste ont certainement émoussé la réponse des secours.

Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud essayent toujours de trouver un accord avec la Corée du Nord au sujet de la fourniture de réacteurs nucléaires en échange de la promesse de cesser ce que l'on soupçonne être un programme nucléaire à visées militaires. Ce marché, soutenu par le président Clinton, est très critiqué par le Congrès, tenu par les Républicains.

Les États-Unis, qui n'ont aucune relation diplomatique avec la Corée du Nord, doivent ouvrir un bureau de liaison à Pyongyang ce mois-ci. Mais cette semaine, la chambre des représentants a demandé à Clinton de ne pas renouer de liens diplomatiques avec la Corée du Nord jusqu'à ce que Pyongyang mette fin à son programme nucléaire, reprenne les négociations de paix, réduise sa présence militaire massive sur sa frontière avec la Corée du Sud et mette fin à ses exportations de missiles.

Le Japon a annoncé cette semaine qu'il allait envoyer 500 000 dollars d'aide à la Corée du Nord, mais pas sans la réprimander un peu. Plus tôt, cette année, le Japon avait soudainement mis fin aux dons de riz en urgence, lorsqu'un responsable du gouvernement nord-coréen avait déclaré que le Japon envoyait du riz pour « se racheter » de son agression dans le passé.

Dans sa déclaration annonçant les secours à la suite des inondations, le ministre des Affaires étrangères japonais a affirmé que le Japon se réjouissait de constater que la Corée du Nord comprenait que le riz était offert pour de seules raisons humanitaires. Il a ajouté que le Japon souhaitait discuter de la reprise des dons de riz.

C'est en Corée du Sud que la politique de secours en cas de désastre est la plus compliquée. Un récent sondage a montré que 63 % des Sud-Coréens étaient opposés à la fourniture d'aide à la suite des inondations.

La Corée du Sud fournit 150 000 tonnes de riz en urgence à la Corée du Nord. Mais en août, les Nord-Coréens ont provisoirement bloqué un bateau livrant du riz, et ont accusé l'équipage d'espionnage. Un autre navire transportant du riz a été obligé de hisser le pavillon nord-coréen pendant un court instant.

Du 4 au 9 septembre 1995, une équipe MSF composée d'employés des sections belge, française, et hollandaise entreprend une mission exploratoire en Corée du Nord. Promenée d'une réunion à une autre, l'équipe n'est pas en mesure de mener son enquête de façon indépendante. Toutefois elle ne remet pas en question la gravité de la situation telle que présentée par les autorités de la RPDC.



« Mission exploratoire - République populaire et démocratique de Corée, Médecins Sans Frontières, du 4 au 10 septembre 1995 », **Rapport** du Dr Gérard Viretto et de M. Patrick Chomier, 14 septembre 1995 (en anglais).

Extrait :

En réponse à l'appel du gouvernement de la RPDC à une aide internationale, à la suite des graves inondations qui ont atteint le pays en juillet et août 1995, une équipe MSF est arrivée à Pyongyang le 4 septembre. Ses objectifs sont les suivants :

- évaluer l'impact de la catastrophe sur le système de santé dans les zones affectées,
- concevoir et proposer un projet d'assistance en urgence.



Notre premier contact, c'était au moment où la Corée du Nord a fait appel à l'aide internationale, en arguant de trois années successives d'inondations et de sécheresses, donc de difficultés alimentaires, etc. On a envoyé une première mission exploratoire. À son retour, des photos ont circulé. On voyait qu'essentiellement l'équipe avait été baladée de réceptions officielles en célébrations, dans les stades. Cette première visite était extrêmement guidée, protocolaire, et consistait à prendre quelques garanties, à essayer de savoir si on aurait le droit de faire entrer du personnel étranger, si on aurait accès aux structures de santé, si même on pourrait se déplacer en province, si on pourrait y vivre, etc. La mission exploratoire était restée sur sa faim. Ils n'avaient pas été à même vraiment d'apprécier la situation du point de vue de la santé des gens, de leur état nutritionnel.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).

Pendant cette visite, après de difficiles négociations au sujet de la présence de personnel international MSF dans le pays, un accord de collaboration est signé avec les autorités de la RPDC. Les membres du conseil d'administration de MSF France considèrent l'appel de la RPDC comme un pas vers son ouverture au monde.



« Accord cadre DPRK[RPDC]/MSF : termes de la négociation », **Annexe au rapport** de la mission exploratoire de MSF en Corée du Nord, 8 septembre 1995 (en français).

Extrait :

Les articles 12, 13, 14 et 15 seraient acceptés si la présence permanente des expats [expatriés] sur le terrain était acceptée. Ce dernier point a représenté le point d'achoppement des négociations.

1. Argumentation :

Pour eux cette présence est :

- inutile : il n'y a aucune utilité à avoir des expats sur le terrain, les médecins coréens étant suffisamment compétents pour utiliser seuls nos médicaments.
- redondante : leur propre système de supervision de l'utilisation des médicaments est suffisamment performant.
- inadéquate : le système de santé étant totalement gratuit en DPRK, les médicaments (sous-entendu médicaments éventuellement subtilisés) ne peuvent être commercialisés ou négociés (faux car on trouve des médocs en vente dans les grands magasins de Pyongyang).
- techniquement difficile : il faudrait plusieurs semaines pour obtenir les différentes autorisations (capitale, province, *county* [comté], plusieurs ministères concernés). En fait, il suffirait que le cher leader (alias Kim Jong-Il) consente pour que tout aille très vite...
- illégale : la loi coréenne n'autorise pas la présence d'étrangers en dehors de P.Y. [Pyongyang]. C'est faux, des membres des UN (Unicef, OMS) ont passé plusieurs jours d'affilée de façon répétée dans certaines zones.
- inconfortable : les conditions de vie en campagne ne sont pas suffisantes pour les visiteurs occidentaux et ne remplissent pas les normes d'hospitalité du peuple coréen. (nous sommes habitués à vivre dans des conditions très difficiles et la vie en hôtel de luxe aurait plutôt tendance à nous gêner qu'à nous honorer).
- inhabituelle : les autres organisations (UN surtout) se contentent de superviser depuis P.Y ou mieux de faire une cérémonie d'inauguration (au mieux à P.Y ou moins intéressant sur le terrain). Ces deux options nous ont été proposées. (Nous leur avons rappelé que jusqu'à présent il nous avait affirmé être plutôt mécontents du travail des UN...)
- gênante : les Coréens des campagnes gardent un très mauvais souvenir de la colonisation japonaise et des conseillers nippons. La présence de nos expats pourrait leur rappeler de mauvais souvenirs et être mal vécue. (en fait, à notre avis elle est surtout gênante pour le gouvernement, les populations pourraient rapidement établir un lien de cause à effet entre l'existence soudaine en quantité suffisante de médicaments efficaces et la présence régulière de nos expats. Ceci pourrait révéler aux yeux des masses incrédules, l'incurie de son gouvernement et pire de son système).

Pour nous cette présence est indispensable car :

- elle est partie intégrante du contrat moral que nous avons, avec nos donateurs privés, à qui nous garantissons la bonne utilisation de leur argent.
- elle est fondamentalement « humanitaire », nos équipes travaillant auprès de la population qui souffre.
- c'est notre façon de travailler habituelle dans plus de 50 pays et nous ne voyons pas de raisons objectives (??) pour que ça se passe différemment en République démocratique populaire de Corée (un ange passe, la valise d'urgence bourrée d'arrière-pensées...).
- le contact et la collaboration entre personnels coréens et expat, sont une source d'enrichissement mutuel (là, on est franchement hypocrites).

2. Concessions :

- Ils ont admis la possibilité pour l'équipe basée à P.Y de se rendre périodiquement et régulièrement dans les différents *counties* [comtés].
- Nous avons proposé la possibilité de logement en hôtel, à condition qu'ils ne soient pas situés trop loin des lieux d'intervention et qu'il s'agisse d'une solution temporaire. On en est resté là, mais ils ont consenti à considérer attentivement cette dernière proposition. [...]

Impression générale

Ils ont essayé de nous rouler dans la farine...

Ils nous ont laissé entendre dès le début de notre séjour que nos conditions préliminaires ne posaient aucun problème (présence d'expats sur le terrain notamment) puis ils ont fait semblant de ne pas avoir compris lors de notre réunion finale (ah bon vous voulez des expats sur le terrain !! Tiens donc, et pour quoi faire !!). Leur objectif pourrait avoir été de nous laisser nous engager suffisamment (recrutement du staff pour P.Y, préparation des kits et des *full charters*) pour que nous ne puissions plus reculer au dernier moment.

Cette présence expatriée est vraiment le point clé de la négociation, et tous leurs arguments ne sont pas le fruit de leur mauvaise foi. Elle est réellement pour eux une source d'angoisse et de problèmes en perspectives... Leur fera-t-elle plus peur que la perspective d'affronter un hiver de famine ? Il ne serait, en tout cas, pas étonnant qu'elle soit d'ores et déjà un sujet d'affrontements entre anciens et modernes...

De notre côté, il serait peut-être possible d'atténuer notre position, pour leur permettre de nous connaître et de s'habituer à nous :

- deux expats par *county* [comté] au lieu de trois (1 méd[ecin], 1 log[isticien]).
- présence intermittente à l'hôtel avec retour fréquent sur P.Y. (facile à Unpa [comté], plus difficile ailleurs).

Si ce type de solution est accepté, il me semble qu'il sera quand même important d'insister dans le MOU [*Memorandum of understanding* : accord de collaboration] sur son caractère transitoire (le temps pour eux de trouver un logement acceptable), pour éviter de nous engager sur une voie sans retour. N'oublions pas en effet, que les Nord-Coréens nous ont démontré qu'ils pouvaient être joueurs. Ils étaient hilares quand ils évoquaient leurs négociations atomiques avec les Américains (elles ont duré vingt jours pleins), et ils ont obtenu des concessions inespérées...



Compte-rendu de la réunion de conseil d'administration de MSF France, 29 septembre 1995 (en français).

Extrait :

C'est la première fois que la Corée fait appel à l'aide internationale, à la suite de graves inondations dans le pays. C'est le dernier pays complètement fermé qui montre un vrai désir d'ouverture.

Deux missions exploratoires sont parties de Thaïlande et de Birmanie. Après la visite des lieux concernés, nous avons fait la proposition de monter un projet d'appui aux structures existantes avec trois sections sur trois provinces différentes.

Le pays est en état de délabrement économique. Le personnel et les structures de santé sont bons mais il n'a pas de médicaments.

Le protocole d'accord entre MSF et les autorités a buté sur la présence d'expatriés sur le terrain et les missions exploratoires qui ont quitté la Corée puisque les expatriés

n'étaient pas admis. Puis la Corée a fait savoir au Cambodge que les expatriés seraient tolérés, mais pas plus de trois nuits par semaine sur le terrain. Ils veulent par là garder le contrôle de nos actions et si nous partons le weekend, ils peuvent faire des *meetings* [réunions]...

MSF a accepté et les missions devraient rapidement se mettre en place. Deux avions sont prévus : 1 MSF Belgique et 1 MSF Bordeaux (hollando-français).

Nous avons prévu une mission de trois mois avec un facilitateur dans la capitale (représentant les différentes sections) transformé en chef de mission. C'est une véritable section internationale. Nous commencerons le travail par l'hôpital de district avant d'aborder les structures périphériques.



« Briefing de départ des expatriés », **Fax** de Maurits Van Pelt, coordinateur de MSF Hollande, Belgique et Suisse au Cambodge, membre de la mission exploratoire en Corée du Nord, à Wilna van Aartsen, responsable de programme MSF Hollande, 28 septembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Voici quelques informations pour les gens qui vont partir sur le nouveau projet. Si tu leur donnes cela à lire, cela nous fournira une base de discussion. Ils auront peut-être des questions à poser. [...]

Le contexte quotidien

L'État contrôle fermement la population. Le plus frappant, c'est que la population ne semble pas très malheureuse, au moins pas dans la ville de Pyongyang, mais pas plus à l'extérieur. Bien sûr, dans les zones affectées que nous avons visitées, en particulier dans le comté de Unpa, les gens donnent l'impression d'être très misérables : ils ont perdu leurs maisons, manquent d'outils pour les reconstruire, et ils ne semblent pas avoir assez à manger. Ils vont devoir affronter un hiver très rude.

L'État contrôle TOUTE l'information de l'extérieur vers l'intérieur, et vice-versa. Une impressionnante machine de propagande communique et interprète pour la population ce qui se passe dans le monde :

- les provocations de la Corée du Sud sur la zone démilitarisée ;
- l'ennemi américain qui complotte contre nous ;
- le Japon, cet ennemi héréditaire ;
- les problèmes des autres pays, comme le SIDA ou les catastrophes naturelles, sont utilisés pour montrer à quel point la Corée du Nord est le paradis des travailleurs.

Nous n'avons vu aucun commerce privé dans les villes. Il n'y a que quelques boutiques, essentiellement pour les touristes. La nourriture est distribuée par le ministère de l'Alimentation. Il n'y a ni boulangerie ni boucherie. Chaque individu est pris en charge par l'État, sur les épaules duquel pèse un poids énorme.

La population est maintenue occupée à des tâches futiles : nettoyage des rues, des tunnels, travaux publics inutiles. Cela l'empêche de « réfléchir sur son sort ». Mais on voit quand même beaucoup de gens qui traînent à ne rien faire. Il existe une production et une industrie, mais probablement pas suffisantes pour tenir tout le monde à l'écart de la rue.

Les agriculteurs peuvent vendre leur récolte à l'État (surplus). L'État le revend sous une forme subventionnée à la population. [...]

Presque chaque bâtiment possède une sorte de poste de santé au rez-de-chaussée, où les gens peuvent recevoir des soins de santé gratuits. Un médecin est responsable de la santé de 20 familles. Il est prévu d'étendre ce système à un médecin pour 5 familles. Il

rend régulièrement visite à la famille et vérifie l'état de santé de chacun des membres et leur donne des conseils, même quand ils ne l'ont pas appelé. Il rédige des ordonnances. Officiellement, 85 % des médicaments sont des produits de la médecine traditionnelle, et 15 % de la médecine occidentale. Nous n'avons pas vu de médicaments occidentaux disponibles pour les patients durant nos visites dans les hôpitaux et dispensaires des zones sinistrées.

Le taux de divorce est, paraît-il, très bas. Le divorce est découragé. La punition des crimes est rare, car la plupart des « corrections » sont effectuées par la pression sociale. Il s'agit d'une « culture de la honte », plutôt que d'une « culture de la culpabilité ».

Il existe une compétition réelle entre les travailleurs. Le meilleur travailleur obtient une récompense. Les gens sont très motivés dans leurs tâches. Ils sont fiers de leur pays et il y a quelques trucs dont ils peuvent être fiers, comme vous allez le voir. On maintient leur conscience du passé colonial. La critique directe ou subtile n'est pas acceptée. La critique du gouvernement et du régime semble complètement taboue. « Si le leader dit A, le peuple dit A. » [...]

Les représentants de ONU n'ont jamais été autorisés à loger ou à rester en dehors de Pyongyang. Ils n'ont probablement jamais été autorisés à entrer dans les hôpitaux à la campagne, excepté pour établir une collaboration de travail. [...]

Nous sommes la première ONG à travailler en Corée du Nord, en octobre 1995, pour une urgence qui a commencé en juillet 1995. Ils ne comprennent pas encore complètement ce que c'est qu'une ONG et comment ça fonctionne. Ils n'ont d'expérience qu'avec les organisations de l'ONU et les hommes d'affaires.

Cela signifie que notre entrée dans ce pays est une opération d'ouverture organisée par les membres du gouvernement les plus progressistes. Si l'expérience échoue, la faute retombera sur le dos de ces réformateurs, et l'entrée d'autres organisations sera retardée. Il n'est pas certain que MSF reste au-delà des trois mois prévus pour le programme initial. Il se pourrait bien qu'il nous soit plus facile de faire un « excellent travail » qui satisfasse tout le monde, aide les victimes et fasse bonne impression, puis de ressortir jusqu'à ce qu'un nouveau problème émerge dans le pays. Ils pourront alors nous appeler immédiatement et nous aurons un accès plus rapide.

Notre travail consistera à superviser l'hôpital du comté et les dispensaires des Ri-Dong⁴ en collaboration avec l'équipe de supervision de la santé du comté. Nous aurons des interprètes qui sont médecins et parlent anglais, avec lesquels nous pouvons aller travailler partout. On ne peut pas rester dans les districts au-delà du jeudi.

L'idée, c'est que le ministère de la Santé fasse réaliser des traductions en coréen du guide de prescriptions de MSF, et les envoie dans les comtés avec les médicaments. MSF a le droit de contrôler l'utilisation des médicaments et de poser des questions sur les traitements et la consommation. Il serait intéressant de voir pour quelles pathologies ils choisissent la médecine traditionnelle et pour lesquelles ils préfèrent la médecine occidentale.

Opportunités

La population endure une pénurie chronique de nourriture, mais le gouvernement a du mal à l'admettre et à laisser des étrangers surveiller la situation. Ce serait bien si progressivement MSF pouvait devenir l'organisation qui gagne la confiance des autorités de districts afin d'entreprendre une enquête nutritionnelle. Nous pourrions leur montrer comment la réaliser. C'est une question trop sensible politiquement pour commencer à en discuter dès le début, mais après quelques semaines de collaboration fructueuse, ce serait bien de prendre un moment pour en parler simultanément dans les trois districts

4. Le « ri » est le plus petit niveau administratif en milieu rural, cela signifie littéralement « village ». Un « dong » est une unité d'administration urbaine, souvent traduit comme « quartier » de ville.

où MSF travaille, avec les autorités de santé locales, pour voir comment elles réagissent à cette idée. [...]

À faire et ne pas faire

- Ne tapez pas sur la tête des gens (demander la permission avant).
- N'enjambez pas les personnes dont les jambes sont allongées (demandez-leur de retirer leurs jambes).
- Ne critiquez pas les gens directement (demandez à votre collègue superviseur de vous expliquer pourquoi M. X fait ceci), indirect + poser des questions au lieu de juger et condamner.
- Au début, n'utilisez pas toujours les noms des gens, mais plutôt leurs titres. Par exemple, « j'aimerais poser une question à M. le directeur de l'hôpital » ou « s'il vous plaît, vérifions plus tard comment cela fonctionne dans le travail quotidien » [...]
- Essayez de devenir ami avec votre interprète, afin de connaître mieux cette société.
- Essayez toujours de sentir ce que les autorités locales pensent d'une idée nouvelle ou d'une initiative que nous voulons prendre, avant d'en parler au ministère de la Santé. Si possible, laissez-les faire les démarches pour obtenir les autorisations de Pyongyang et éviter de faire les demandes vous-même. Faites-les passer par votre homologue. [...]
- Vous serez mis sur écoute et traduit. N'insultez jamais le chef de l'État, ne faites jamais de plaisanteries à son sujet. Tous les fax que vous enverrez hors du pays seront lus et traduits.
- Ne criez jamais, ne vous mettez jamais en colère, cela se retournerait contre vous et ne ferait qu'aggraver la situation. [...]
- Dès votre arrivée, vous serez immédiatement emmené rendre hommage à la statue de bronze du défunt père de Kim Jong-Il. Vous devez déposer une fleur et baisser le regard en signe de respect. Vous serez filmé par la télévision locale. Assurez-vous d'être habillé décentement.
- Ne faites jamais vous-même quelque chose qu'ils peuvent faire pour vous. Il ne s'agit pas d'une mission où on met les mains dans le cambouis. Ils n'ont aucun moyen de détourner des produits et de les revendre au marché noir, comme dans d'autres pays. Je suppose qu'ils auraient de sérieux problèmes s'ils étaient pris à voler.
- N'emportez pas ce document avec vous en Corée...

I. PREMIERS PROJETS DE MSF À L'INTÉRIEUR DE LA CORÉE DU NORD

Au début d'octobre 1995, MSF lance un programme d'approvisionnement en médicaments et en matériel médical dans les provinces de Nord Pyongyang (comté de Pakchon), Chagang (comté de Huichon) et Nord Hwanghae (comté de Unpa). Le 3 octobre, MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande publient un communiqué de presse annonçant l'ouverture du programme. À l'époque, le propos de MSF sur les inondations s'aligne sur la rhétorique du gouvernement.



« Médecins Sans Frontières répond à l'appel à l'aide de la Corée du Nord », **Communiqué de presse** de MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, 3 octobre 1995 (en anglais et en français).

Extrait :

Pendant les mois de juillet et août, des pluies torrentielles ont provoqué des inondations de grande ampleur dans la république de Corée du Nord. Ces inondations ont touché 145 départements sur les 200 que compte le pays. Plus de 5 millions de personnes ont été affectées et environ 100 000 foyers ont été détruits. De nombreuses infrastructures, des structures de santé, des stocks de médicaments et les systèmes d'approvisionnement en eau ont été partiellement endommagés.

Pour la première fois, le gouvernement nord-coréen a fait appel à l'aide internationale. Après une première mission exploratoire, Médecins Sans Frontières envoie des équipes composées au total de 10 volontaires [membres] dans les provinces de Pakchon, Huichon, et Unpa. Elles vont mener des activités d'approvisionnement en médicaments et en équipement médical de base, et assurer un suivi épidémiologique des diarrhées en collaboration avec les autorités médicales locales. La promiscuité, les problèmes d'approvisionnement en eau font en effet craindre l'apparition d'épidémies.

Deux avions transportant 21 et 40 tonnes de matériel médical et logistique sont partis hier soir et ce matin de Bordeaux et Ostende pour la Corée du Nord.



Compte-rendu de la réunion internationale du 5 octobre 1995 sur les opérations de MSF en Corée du Nord, 9 octobre 1995 (en anglais).

Extrait :

Étaient présents

- MSF Hollande : Wilna van Aartsen ;
- MSF Belgique : Mario Goethals et William Claus ;
- MSF France : Marc Gastellu, Jean-Hervé Bradol et Martine Lochin.

Sujet : organisation de la coordination de l'intervention internationale en Corée du Nord.

Décision

- Opérer une approche commune du gouvernement nord-coréen pour le programme d'urgence pendant les trois mois.
- Avoir un chef de mission international à Pyongyang (Hervé Isambert).
- Chaque équipe a un coordinateur de terrain qui est sous la coordination nationale de Hervé Isambert.
- Avoir un programme cohérent :
 - *le coordinateur médical vient de MSF Belgique,

*le coordinateur logistique vient de MSF Hollande,

*l'administrateur du pot commun à Pyongyang vient de MSF France,

- En Europe, MSF Paris sera la section en contact avec l'équipe.

MSF France aura la responsabilité du suivi quotidien de la mission et prendra les décisions au quotidien.

Les décisions importantes (orientation du programme, décision de rester ou de partir...) seront discutées entre Pyongyang et les différentes sections.

En cas de désaccord entre les différents desks, la décision sera prise par les directeurs des opérations des différentes sections.

L'activité principale du personnel international consiste à former du personnel médical local à l'utilisation des médicaments fournis par MSF. Le personnel international travaille sous la surveillance constante des guides, interprètes et chauffeurs fournis par les autorités nord-coréennes. Ils ne peuvent jamais visiter à l'improviste un hôpital ou un dispensaire. Ils n'ont pas non plus d'accès direct aux patients.



La première fois que je suis allé en Corée du Nord, c'était en octobre 1995, pour un projet qui a duré jusqu'en décembre 1995. Nous avons trois équipes : une équipe hollandaise, une équipe belge et une équipe française, et chaque équipe était chargée d'un comté. Nous ne travaillions pas encore au niveau régional. Chaque week-end, nous étions à Pyongyang, et pendant la semaine, nous étions dans les comtés. Ils étaient assez loin de la capitale. Je crois que le nôtre était situé à 150 kilomètres de Pyongyang. Les Hollandais étaient à Pakchon, au Nord de Pyongyang et les Belges étaient à Huichon, un peu plus loin, également au nord, et les Français étaient à Unpa, au sud, assez près de Pyongyang. Les lundis matin, nous partions vers les comtés. Nous soutenions l'hôpital du comté qui supervise et coordonne les dispensaires dans les petites communautés, les « ri-dispensaires ». Au cours de cette période de trois mois, nous avons pu nous rendre régulièrement dans l'hôpital du comté. C'était notre base, là où se trouvait notre bureau. Nous pouvions visiter tous les « ri-dispensaires » du comté.

Et nous pouvions communiquer avec les médecins, même si nous n'étions pas toujours certains que l'interprète traduisait tout ce que nous disions ou tout ce que le médecin disait. Car les interprètes dépendaient directement du bureau d'État et étaient membres de la sécurité d'État.

Nous avons été appelés à cause des inondations. Mais je dois dire que dans ces zones je n'ai pas beaucoup vu de dégâts causés par les inondations. Je pense que les zones les plus affectées étaient celles où nous n'étions pas autorisés à nous rendre, et que pour la Corée du Nord, les inondations étaient une bonne excuse pour dire : « OK, désormais nous autorisons l'aide à entrer. » Mais il est clair que le pays était en faillite : les hôpitaux fonctionnaient à peine, les dispensaires idem. Pas à cause des inondations, mais simplement parce qu'ils n'avaient pas de moyens, pas d'argent. À les écouter, tout était la faute des inondations. Les médicaments avaient été détruits. Ils travaillaient essentiellement avec des herbes médicinales, et nous apportions de quoi pratiquer la médecine moderne. Mais il y avait beaucoup de médicaments qu'ils ne connaissaient pas.

Tous les médecins des dispensaires du comté sont venus à Pakchon et nous leur avons donné des cours sur l'utilisation des médicaments. Puis nous avons fait le tour des dispensaires pour voir comment ils utilisaient ces médicaments et le matériel médical. Nous avons commencé simplement, avec de petits kits, puis nous avons peu à peu introduit des kits plus importants.

Les médicaments étaient livrés par avion. Ils étaient entreposés à Pyongyang. Les Nord-Coréens sont très bons en logistique, meilleurs que nous. Nous avons un logisticien, un Hollandais, pour les trois équipes. Au bout d'un mois, nous avons décidé qu'il valait mieux qu'il s'en aille, car les Nord-Coréens voulaient tout faire eux-mêmes, et en fait, ils le faisaient très bien. Il y a eu sans doute quelques détournements, mais en faible quantité. La plupart des produits sont allés là où ils devaient aller. En réalité, à Pakchon, l'hôpital était pratiquement vide. Il n'y avait pas de chauffage : c'était le milieu de l'hiver et il faisait plutôt froid ; toutes les mines avaient été inondées, donc ils n'avaient ni charbon ni fuel, rien du tout. C'est pour cela que les patients préféraient rester chez eux plutôt que de venir à l'hôpital. On utilisait les médicaments essentiellement pour les consultations externes. Les lits étaient vides. Et je dois dire que pendant le temps de notre présence, le taux d'occupation a de nouveau augmenté. Mais il y avait aussi un problème pour nourrir les patients, car il n'y avait pas d'électricité. Il faut s'imaginer l'équipe du comté composée de deux étrangers, d'un chauffeur et de deux guides. L'un était l'interprète et l'autre le guide. Le guide, l'interprète et le chauffeur étaient tous issus de l'administration de l'État.

Ils prenaient note de tout ce qui se disait et je pense que le chauffeur gardait aussi un œil et une oreille ouverts sur tout ce qui se passait. Donc nous étions sous la surveillance de trois personnes. Le vendredi, nous revenions du terrain et c'est à ce moment qu'ils allaient rendre des comptes à l'administration et rapportaient ce que nous avons fait et ce que nous prévoyions de faire. Le samedi soir, nous devions soumettre notre emploi du temps pour la semaine suivante, et le dimanche, on nous disait ce qui serait possible et ce qui ne le serait pas. Et le lundi nous repartions de nouveau sur le terrain, après qu'ils avaient donc décidé de ce que nous pourrions faire.

Et quand nous étions dans le comté, nous n'avions quasiment aucune possibilité de changer nos plans spontanément, tout devait se dérouler comme prévu. Il nous est arrivé qu'une démarche accomplie pendant la semaine nous soit reprochée le week-end et que nous ne puissions plus la refaire par la suite. Comme visiter un dispensaire plus d'une fois. Vers la fin, nous voulions faire une tournée finale de tous les dispensaires, à raison de deux ou trois par jour, et nous n'en avons pas eu l'autorisation. Nous devions nous limiter à un dispensaire par jour. Ils ne le disaient jamais clairement, mais ils organisaient tout de telle façon que nous ne puissions pas le faire. Nous étions continuellement en train de marchander. Parfois, lorsque nous nous rendions dans une boutique d'État, des gens essayaient de nous parler un peu. Mais en général, nous étions accompagnés d'un guide et d'un interprète. Les interprètes qui étaient trop proches de l'équipe étaient remplacés. Les trois mois de 1995 que j'ai passés là-bas ont été agréables. J'ai beaucoup aimé le travail. Nous acceptions mutuellement le fait que nous travaillions différemment. Entre MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, les approches étaient différentes, mais nous avons quand même réussi à finaliser le travail. Sur le programme lui-même, nous n'avions pas de désaccord. Nous n'en avons que sur la façon de le réaliser, les séquences de mise en œuvre, par où commencer et où finir. En ce qui concerne MSF Hollande, nous avons décidé de commencer par donner des cours à l'hôpital du comté où nous convoquons tous les médecins. Puis, après le cours, de distribuer et de superviser. De son côté, l'équipe de MSF Belgique avait choisi de se rendre dans chaque dispensaire, d'y donner un cours au personnel puis de revenir. Ils se rendaient ensuite dans un autre dispensaire et recommençaient. Cela prenait beaucoup de temps. En conséquence, ils n'avaient pas le temps de voir comment le matériel et les médicaments étaient utilisés.

Dr [...], MSF, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, septembre-décembre 1995, janvier-juin 1997 (en anglais).

Le 21 novembre 1995, l'Agence France-Presse (AFP) publie une dépêche au sujet des conséquences des inondations en Corée du Nord, supposée basée sur un « rapport » alarmiste de MSF et sur une interview avec un représentant de MSF. En réalité, le rapport en question a été produit par le CICR et le « représentant MSF » est un employé français de MSF Japon, dont les propos ont été mal interprétés.



« La Corée du Nord dévastée par les inondations, selon une organisation humanitaire », Pierre-Antoine Donnet, **AFP** (France), 21 novembre 1995 (en anglais et en français).

Extrait :

La situation créée en Corée du Nord par les grandes inondations de l'été dernier est grave, d'énormes étendues de terres arables ayant été détruites, a souligné mardi un responsable à Tokyo de l'organisation Médecins Sans Frontières, dont une équipe est dans ce pays depuis deux mois.

« Les destructions matérielles ont été énormes », a expliqué Franck Bocquet en citant des statistiques recueillies dans le pays par les médecins de MSF, qui font état d'un total de 400 000 hectares de terres agricoles détruites dans cinq des 200 districts que compte le pays.

Au total, quelque cinq millions d'habitants ont été affectés. Mais il est impossible d'évaluer le nombre de victimes qui ont péri dans ces inondations. « Des centaines ou des milliers ? Nous n'en savons rien », a-t-il dit.

« Mais à l'heure actuelle, il ne semble y avoir ni épidémie ni pénurie alimentaire grave, dans un rayon de 150 kilomètres autour de Pyongyang, la capitale, la situation dans cette zone n'ayant, semble-t-il, pas pris de proportions réellement catastrophiques », a-t-il indiqué.

La pénurie de médicaments se fait en revanche sentir. Ils sont rares et largement insuffisants pour soigner les petites pathologies que la mission a rencontrées dans cette région, a indiqué M. Boquet.

L'équipe de dix personnes de MSF séjourne en Corée du Nord depuis début octobre, une mission sans précédent dans un pays fermé sur le monde extérieur. Elle doit y rester jusqu'à Noël. Ce sont les autorités nord-coréennes qui avaient sollicité l'aide de l'organisation humanitaire française.



Fax de Hervé Isambert, coordinateur international MSF en Corée du Nord, à Martine Lochin, Wilna van Aartsen, William Claus, responsables de programme, 22 novembre 1995 (en français).

Extrait :

Reçu ton fax concernant les deux dépêches AFP.

Voici ce que j'en pense : [...] J'ai compris que l'état qu'il présente de la situation résulte des conclusions de la mission explo[ratoire] et non pas de la mission présente. [...]

3. En ce qui concerne la communication elle-même, je ne pense pas que cela présente beaucoup de problèmes : un appel à l'aide internationale provenant des organisations présentes sur place apparaît de plus en plus nécessaire si l'on veut sensibiliser les donateurs et recueillir des fonds. Certains membres du gouvernement commencent à en prendre conscience et le WFP [PAM : programme alimentaire mondial] travaille cette question. Il (WFP) m'a demandé si j'accepterais de répondre à une interview, je lui ai répondu qu'il n'y avait pas de problème, après accord du comité coréen. Mais c'était

encore un peu tôt pour en parler : il devait d'abord obtenir l'approbation du comité, ensuite je vous en aurais immédiatement parlé. Donc pour cela... à très bientôt.

4. Le contenu n'est pas complètement faux mais attention :

- Le problème numéro 1 reste la nourriture. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de pénurie alimentaire grave parce qu'on ne voit pas encore d'enfants somaliens ! Les dégâts ont été réellement catastrophiques, le WFP a demandé une expertise conjointe avec la FAO pour objectiver cette catastrophe. La nourriture qui était encore en stock a permis de réaliser les dernières distributions et d'éviter pour l'instant un retentissement visible « à l'œil nu » de l'état nutritionnel global.
- On travaille en ce moment pour sensibiliser les équipes pédiatriques coréennes à détecter la malnutrition infantile et prendre les mesures adaptées si besoin. On ne peut donc pas à l'heure actuelle se prononcer sur la malnutrition.
- C'est incontestable qu'il y a une pénurie de médicaments et un contexte de besoins actuellement augmentés en raison des inondations.
- L'énergie dépensée par les Coréens pour faire face à cette catastrophe est considérable, beaucoup de travaux de réparation (reconstruction de maisons...) ont été réalisés mais le pays a besoin d'aide alimentaire et sanitaire, c'est incontestable.

En conclusion : ce papier n'est pas *a priori* un gros problème mais il vaut toujours mieux, surtout dans ce contexte délicat prendre les précautions de concertation avec le siège parisien.



« Regrets et contritions », **Message** de Dominique Leguillier, directeur général MSF Japon à Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations, MSF France, 24 novembre 1995 (en français).

Extrait :

Salut Marc,

Bien reçu ton fax que nous attendions, le dos courbé...

Précisions, dont tu te doutes probablement.

Je te précise que nous n'avons aucune tentation de parler de la Corée, nous répondons au téléphone, c'est tout...

Le style général du fax AFP indique clairement que la totalité des informations sur la Corée du Nord provient de (Dr) Franck [Bocquet].

Franck a cité des informations provenant du sitrep [situation report] n° 1, que le journaliste s'est empressé d'attribuer à MSF (certaines informations étant les informations « officielles » diffusées par la Corée du Nord elle-même).

Franck n'a pas dit par exemple « Les destructions matérielles ont été énormes », il n'a pas parlé de glissement de terrain, ni de pénurie de médicaments, et surtout pas de pénurie concernant « les petites pathologies ».

Le fax ayant été diffusé et l'AFP étant une maison sérieuse, il est bien entendu impossible de revenir sur ces informations. Je me suis contenté de partager avec le patron de l'AFP les engueulades de ce matin.

À noter que généralement tout journaliste japonais fait relire les textes à diffuser avant diffusion (ce qui est le cas par exemple de P. Pons du *Monde*), ce que n'a pas fait le journaliste de l'AFP...

En conclusion, je considère que nous nous sommes fait gentiment piéger, vous assure de notre sincère contrition, vous promet de ne jamais recommencer et vous présente nos plus plates excuses...

La BBC m'ayant téléphoné le soir même, je me suis permis de ne pas leur répondre et leur ai aimablement donné tes coordonnées. J'ai demandé à tous mes collègues de me

passer directement tout appel concernant la Corée (La casse se limite pour l'instant à 1) BBC et 2) un journaliste coréen).

Le 11 décembre 1995, le directeur du PAM en Corée du Nord annonce que le pays court le risque d'une famine à grande échelle, l'aide alimentaire n'arrivant pas. Les autorités sud-coréennes, qui suspectent la RPDC d'exagérer la gravité de la situation afin d'attirer plus d'aide internationale, questionnent la réalité de l'urgence.



« Un demi-million de Coréens du Nord seraient menacés de famine », Philippe Pons, **Le Monde** (France), 15 décembre 1995 (en français).

Extrait :

Risque de famine en Corée du Nord ? Depuis trois ans, le pays traverse une grave crise économique consécutive au démantèlement de l'URSS [l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques], qui se traduit, entre autres, par une pénurie alimentaire. Le « royaume ermite », en proie à l'inefficacité de son système collectiviste, manque notamment d'engrais, de pesticides et de carburant. Ces carences ont été aggravées par de catastrophiques inondations, l'été dernier. L'ampleur du désastre et ses conséquences divisent les experts. Alors que les représentants du Programme alimentaire mondial (PAM) tirent la sonnette d'alarme, faisant état de signes de famine, les autorités sud-coréennes tendent à minimiser la situation. Ces divergences créent un climat de tension entre Séoul et Washington et paralysent l'envoi d'aide.

Selon le responsable du PAM en Corée du Nord (RPDC), « il existe une situation d'urgence en matière alimentaire ». Trevor Page a vu des paysans chercher des racines dans les endroits où les terres ont été emportées par les inondations dans la province de Huanghei. Il note aussi, un peu partout dans le sud de la RPDC, l'absence de ce chou qui, fermenté, est le condiment de base de la nourriture coréenne. Selon Médecins Sans Frontières, la catastrophe affecte l'essentiel du système sanitaire et d'approvisionnement en nourriture et en eau du pays ; elle note en outre le manque de médicaments.

[...] Il n'est guère aisé de vérifier les chiffres avancés par Pyongyang : 5 millions de personnes, sur 23, seraient sinistrées, et les dommages s'élèveraient à 15 milliards de dollars. La plupart des experts estiment que 400 000 hectares ont été ravagés et que 500 000 personnes ont perdu leur maison. Un représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Calvi Parisetti, qui vient de passer un mois sur place, fait état de symptômes de malnutrition. Selon Bernard Krisher, journaliste américain indépendant basé à Tokyo, qui revient de Corée du Nord, sans l'aide alimentaire d'urgence du PAM, dont une première livraison est arrivée le 23 novembre, « il y aura une famine en décembre ». M. Page estime que ces 5,1 tonnes de nourriture sont très insuffisantes. [...] Les rations annuelles de riz ont été diminuées de moitié depuis les inondations : de 340 à 150 kilos ; les rations par individu n'atteignent pas le minimum de 450 grammes de riz par jour fixé par le PAM. Dans un pays aux hivers rigoureux, la situation des populations sinistrées est alarmante. Les organisations internationales notent pourtant une relative confiance de la population en un soutien de l'État qui, en dépit de la pauvreté des infrastructures, semble pouvoir faire face à la situation, sauf en matière alimentaire. Selon les experts sud-coréens, le Nord a besoin de 6,7 millions de tonnes de céréales ; cette année, il ne pourra répondre qu'à 60 % de la demande. [...]

Selon Kim Hyung-Hi, vice-ministre de l'Unification nationale, à Séoul, les estimations des dommages subis par le Nord telles qu'elles sont faites par les organisations internationales ne font que reprendre les chiffres de Pyongyang, qui aggraverait la situation pour obtenir plus d'aide. Le Nord chercherait aussi, d'après lui, à faire croire à sa population que les inondations sont responsables de la pénurie, pas le régime.



« Un hiver assassin. Le régime isolé a désespérément besoin d'aide alimentaire, mais ne sait pas comment la demander », Tony Emerson, *Newsweek* (États-Unis), 18 décembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Quand les cieux se sont ouverts cet été, personne n'avait prévu que simplement la pluie pourrait éroder les barrières qui isolent la Corée du Nord depuis cinq décennies. Mais c'est pourtant ce qui s'est passé. Les inondations les plus graves du siècle ont obligé Pyongyang à lancer, avec réticence, son premier appel à l'aide internationale. Depuis, des travailleurs humanitaires étrangers se sont dispersés dans ce pays qui généralement confine ses invités dans la vitrine de la capitale. Poussés par Washington, qui est désireux d'anticiper la chute de l'économie nord-coréenne, une douzaine d'organisations privées états-uniennes fournissent aujourd'hui toutes sortes de produits, du lait en poudre au matériel dentaire. Dans un pays encore méfiant vis-à-vis des étrangers, dont les transports de passagers et de fret vers le monde extérieur sont erratiques, essayer de prodiguer des secours relève de la bataille. [...]

Toutefois, l'image que nous avons de la Corée du Nord est loin d'être complète. Dans les interviews, les travailleurs humanitaires dressent un tableau beaucoup plus sombre, celui d'une population affamée et sans espoir, et d'un pays dévasté. Les inondations ont détruit le tiers d'une récolte de céréales déjà faible, ne laissant à la Corée du Nord que seulement 40 % de ce dont elle a besoin. Trevor Page, chef du nouveau bureau du PAM à Pyongyang raconte que durant un voyage dans la province de Nord Hwanghae, fin novembre, il a vu « des vieilles femmes âgées ratatinées, à genoux dans des rizières fraîchement labourées, cherchant des racines à mettre dans la marmite familiale ». Plus tôt le même mois, Peter Lee, le coordinateur de l'organisation de secours privée MAP Asia, a observé dans la province de Hwanghae des enfants qui marchaient sous la grêle, sans manteaux ni chaussettes, par une température glaciale.

La campagne d'opérations de secours actuelle n'est pas suffisante. Une évaluation du PAM a conclu qu'un demi-million de personnes ont été déplacées, sur une population globale de 22 millions. Parmi ces déplacés, 55 000 ont moins de cinq ans. « Au fur et à mesure que le temps se refroidit, les enfants sont de plus en plus décharnés et rachitiques », a déclaré le PAM. [...]

« On ne peut pas dire que les offres d'assistance ont afflué », remarque le représentant du PAM Michael Ross. « En ce moment, la Corée du Nord n'est pas l'endroit le plus populaire au monde. »

Non, pas vraiment. Au début, la Corée du Sud et le Japon ont offert un approvisionnement massif en riz. Mais Pyongyang s'est montré particulièrement ombrageux, soutenant des attaques cinglantes contre Séoul, malgré ses souffrances. Après son appel à l'aide de septembre, la Corée du Nord a arraisonné un bateau sud-coréen qui venait de délivrer une cargaison de riz, et a emprisonné l'équipage. Séoul a déclaré que la Corée du Nord infiltrait des hommes en armes sur son territoire.

Dans ses négociations avec Washington, Pyongyang continue à exprimer des demandes financières en échange de l'abandon de ce qu'on soupçonne être un programme

nucléaire militaire. Et le président sud-coréen Kim Young Sam a récemment accusé la Corée du Nord de rassembler des avions de guerre près de la frontière.

En raison de ces tensions non résolues, ni Séoul ni Washington n'ont financé de façon substantielle les secours à la Corée du Nord. Pour compenser cette faiblesse de la contribution gouvernementale, Washington a discrètement encouragé des organisations privées à s'engouffrer dans la brèche. Mais la Corée du Sud s'est braquée, refusant d'encourager toute aide jusqu'à ce que Pyongyang en fasse directement la demande. Suivant l'exemple de la Corée du Sud, le Japon a également cessé toute aide gouvernementale. Le résultat : cet hiver risquait d'amener la Corée du Nord plus près que jamais de l'effondrement que Séoul comme Washington espèrent désespérément éviter. « Dans certaines provinces du Nord, raconte Page, on trouve déjà des cas de malnutrition aiguë, et cette année les rations de choux ont baissé de 120 à moins de 20 kilos par personne ».

Pendant ce temps, la Corée du Nord a accueilli ses nouveaux bienfaiteurs privés de manière typiquement déconcertante. Une organisation internationale comme le CICR s'est vu offrir l'accès total aux zones rurales. [...] Une livraison de nourriture a été réceptionnée par un groupe de musique pop. D'autres groupes, comme Médecins Sans Frontières France, ne savent même pas si Pyongyang va même les autoriser à rester. « Le problème de base, c'est que la Corée du Nord, comme toujours, n'a aucune politique cohérente concernant l'admission des étrangers, même en cas de réelle nécessité », constate Barron.

Fin décembre 1995, alors que le programme de trois mois touche à sa fin, l'équipe MSF de Pyongyang et les responsables de programme commencent à réfléchir à un nouveau programme, et entament des discussions avec les autorités de la RPDC. Les agences des Nations unies, prévoyant une détérioration future de la situation en Corée du Nord, tentent de convaincre MSF de rester impliquée dans le pays.



« **Sitrep** n° 8 », Fax de Hervé Isambert, coordinateur international MSF à Pyongyang (Corée du Nord) aux responsables de programme de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, 24 décembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Général

La préparation du départ prochain de l'équipe s'est bien déroulée. Vous avez déjà quelques informations sur le planning. Ils ont passé les deux dernières semaines à visiter d'autres terrains et à terminer leurs activités courantes.

Réunion des agences de l'ONU

La semaine dernière, Marcel [Roux, coordinateur en Chine], puis [un membre de l'équipe de MSF Pyongyang] cette semaine ont assisté à la réunion des agences de l'ONU. Rien de neuf, sauf qu'avant de rentrer à Rome pour Noël, Trevor Page a de nouveau exprimé très fermement son inquiétude au sujet de la situation alimentaire dans le pays et donné quelques interviews au téléphone. Il a déclaré que sans une réponse rapide de la communauté internationale, le PAM devrait se retirer du pays, ce qui serait dramatique... Marcel a annoncé « officiellement » notre prochain départ. Les agences ont réagi unanimement en exprimant le souhait de nous voir rester, manifestant leur inquiétude à la suite de la détérioration des conditions de vie dans le pays. Marcel a expliqué notre

situation actuelle : nous nous sommes engagés pour un contrat de trois mois qui s'achève très bientôt. Il a ajouté que nous avons déjà fait part au comité de notre volonté de reprendre des activités MSF en RPDC, juste après la fermeture du programme actuel, car nous sommes très inquiets de l'état de santé nutritionnelle général de la population coréenne. Il a dit que nous étions prêts à continuer à jouer un rôle dans l'opération d'assistance internationale, mais que nous n'avions reçu aucune réponse positive, ni aucun signe négatif de la part du comité. Le PNUD a proposé une approche commune, la rédaction d'une lettre au gouvernement expliquant la nécessité d'un travail complémentaire entre les agences des Nations unies et les ONG. [Un membre de l'équipe à Pyongyang] et moi-même avons rencontré les gens du PAM juste avant leur départ. T. Page a encore essayé de nous persuader de rester, et a souligné le fait qu'il avait besoin de notre travail pour convaincre les donateurs. Nous lui avons assuré que si début janvier, nous arrivions à un accord avec le comité, nous commencerions directement un programme consacré au suivi du statut nutritionnel.

Réunion avec le comité

J'ai été convoqué le 22 à une réunion avec le président du comité (M. Jong) pour discuter de notre avenir.

Il m'a fait part de la très bonne impression qu'a le gouvernement de notre travail humanitaire et de leur meilleure compréhension du terme « humanitaire », qui inclut l'engagement personnel de nos volontaires [employés]. Il a dit qu'il ne souhaitait pas un nouveau désastre, mais que si celui-ci se reproduisait, nous serions les premiers auxquels ils demanderaient assistance.

Il a rappelé le principe d'autosuffisance qui sous-tend les grandes lignes de la politique du pays, mais n'exclut pas l'aide internationale en cas de désastre.

Puis il a dit que différents officiels au niveau national (la représentation diplomatique à Paris) et international (PNUD, DHA [département des affaires humanitaires de l'ONU], PAM) lui ont demandé de nous autoriser à rester et à prendre part au suivi de la distribution des secours alimentaires dans le pays. Il a dit qu'il était d'accord, mais que tant qu'il n'y avait pas de nourriture à distribuer en dépit de l'appel déjà lancé, il ne voyait pas ce que nous pouvions faire puisque ce ne sont pas des médicaments qui peuvent nourrir les gens.

J'ai expliqué que lorsqu'un manque de nourriture devient un problème, cela signifie aussi qu'on a un problème de santé. La surveillance du statut nutritionnel devient obligatoire. C'est le seul moyen de détecter de façon précoce et de prendre les mesures nécessaires en temps et en heure. C'est la raison pour laquelle nous proposons d'aider le ministère de la Santé publique à réaliser cette enquête. L'expérience de MSF dans la mise en œuvre de telles évaluations est reconnue internationalement et cela vaut vraiment la peine de convaincre les donateurs de financer les secours alimentaires. Et puis le fait est qu'il nous sera très difficile de justifier notre départ du pays devant la communauté internationale, alors que la situation alimentaire actuelle nécessite une assistance internationale... [...] J'ai présenté nos propositions pour la négociation d'un nouveau mémorandum. C'est juste le bon moment, car le Comité semble attendre de voir ce que sera notre nouvel engagement. D'un autre côté, le PAM nous presse de passer à l'action en l'aidant. Après les discussions [...] voici en gros le nouveau programme que nous pouvons proposer. Les objectifs devraient se concentrer autour de deux axes :

1. Nutrition

- détecter tôt la détérioration du statut nutritionnel ;
- nourrir les enfants détectés mal-nourris avec la nourriture appropriée ;

- minimiser en intensité et en durée la répercussion de la faiblesse des secours alimentaires à venir.

2. Santé

- détecter et prévenir de façon précoce toute épidémie due à la situation précaire actuelle après les inondations (manque de nourriture, absence de système de chauffage) ;
- assurer l'approvisionnement en médicaments pour traiter 80 % des pathologies dans les structures de santé couvertes par le programme.

Activités

- coopérer avec le ministre de la Santé publique en organisant et en suivant des enquêtes nutritionnelles afin de fournir une reconnaissance au niveau international et d'alerter la communauté internationale sur ce grave problème actuel de nourriture ; [...]
- proposer et collecter quelques données épidémiologiques de base afin de détecter les épidémies qui peuvent se déclencher dans de telles situations.

Localisation géographique

Après une mission exploratoire, nous pourrions proposer un programme similaire au précédent, dans un nouveau comté. Les trois comtés où nous avons travaillé seraient inclus afin que nous continuions le suivi des indicateurs de santé et de nutrition. Les médicaments essentiels pourraient être fournis en cas de nécessité.

Au début, des centres de nutrition thérapeutiques devraient être mis en place dans chaque unité pédiatrique. Si nécessaire et après un recueil de données par notre équipe, une distribution générale de nourriture pour les moins de cinq ans devrait être réalisée à large échelle.

Commentaires

En dépit de l'appel international lancé par les Nations unies, il n'y a toujours quasiment aucune réponse. Si le manque de nourriture est aussi grave qu'il semble l'être, il y aura bientôt des répercussions sur le statut nutritionnel des moins de cinq ans. Si nous sommes en position de le détecter, nous serons capables de prendre la parole avec des arguments imparables et de convaincre la communauté internationale. C'est là, bien sûr, notre principale raison de rester. En même temps, cela vaudrait le coup de nous préparer à monter un programme d'assistance nutritionnelle en urgence, avec le tout nouveau département de MSF.

L'information du PAM au sujet des secours alimentaires nous inquiète : il risque de n'y avoir aucune réponse tant que des preuves des besoins ne sont pas fournies. C'est une des principales raisons pour lesquelles ils ont besoin que nous restions. Le délai obligatoire entre un appel finalement entendu et la digestion de la nourriture dans l'estomac des gens pourrait alors être raccourci, si nous sommes capables d'assurer en urgence une distribution de nourriture au moins aux enfants de moins de cinq ans. OK, nous savons que cela peut être prévu seulement si nous sommes en mesure de réaliser d'abord une réelle évaluation de la situation nutritionnelle. Nous essaierons de faire en sorte que le Comité comprenne cette absolue nécessité, mais bien sûr c'est à lui de décider.



« **Sitrep** n° 9 », **Fax** de Hervé Isambert, coordinateur international MSF à Pyongyang (Corée du Nord) aux responsables de programme MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, 25 décembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Ce matin, nous avons entamé de nouvelles négociations avec le président du Comité et je préfère vous tenir informés chaque fois qu'il y a du nouveau.

Avant tout, comme nous nous y attendions, il a clairement annoncé ce matin qu'il n'y aurait aucune confusion entre le projet actuel et les futurs projets. Nous l'avons assuré que notre objectif était aussi de terminer tout ce qui concernait le projet actuel avant le 6 janvier, date limite du contrat. Nous avons présenté ce que pourraient être nos activités futures dans le cadre d'un nouveau programme en RPDC, comme décrit dans le sitrep n° 8 [voir ci-dessus].

Ils ont dit que la porte n'était pas fermée mais qu'ils pensaient qu'ils avaient déjà fait beaucoup de concessions en autorisant différentes organisations à faire des évaluations, sans pour autant recevoir d'assistance depuis... Ils ont besoin de plus de garanties de notre part, même s'ils expriment leur satisfaction concernant le précédent programme. Nous avons exprimé notre souhait qu'ils nous considèrent dorénavant plus comme un partenaire que comme un donateur, un partenaire qui propose plus de ressources que seulement une garantie de disponibilité de financements.

Le fait est que la situation n'est toujours pas claire. Ils confondent toujours ONG, Nations unies et donateurs. À cet effet, nous essayons d'écrire un papier pour mieux expliquer le rôle des différents partenaires dans les opérations de secours.

Nous nous reverrons bientôt. En attendant, il serait utile de garder le contact avec le bureau de représentation de la RPDC à Paris pour les informer directement sur ce que MSF est prêt à faire dans le futur.

Vous savez que nous préférerions (comme vous, très certainement !) aboutir à un accord avant notre départ, car sinon cela prendra beaucoup de temps et coûtera beaucoup d'argent. Dans un certain sens, il y a vraiment urgence à agir – car il y a un besoin d'intervention par des professionnels – si nous voulons minimiser la répercussion d'une possible famine à venir... Nous ferons de notre mieux.



« **Sitrep** n° 10 », **Fax** de [...] et Hervé Isambert, MSF Pyongyang (Corée du Nord) aux responsables de programme de MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, 29 décembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Nous sommes un peu inquiets, avec cette nouvelle idée (distribution générale de nourriture), de perdre un peu de vue notre objectif principal : le rôle que nous devons généralement jouer dans ce genre de situation. Une clarification de notre part est peut-être nécessaire.

1. Il y a un réel besoin de nourriture. Même si cela n'est pas encore documenté en termes de répercussions possibles sur la population, tout le monde s'accorde là-dessus. Mais pour l'instant, le gouvernement ne considère pas la situation comme suffisamment grave pour en faire plus et faciliter le travail des agences d'aide internationale en matière de suivi du statut nutritionnel. Nous essayons de les convaincre que c'est le seul moyen d'obtenir une réponse de la communauté internationale, et au-delà, de se rendre compte de la gravité du problème pour une meilleure surveillance dans le futur.

2. La situation sanitaire est précaire et demande encore à être surveillée et soutenue. L'hiver est là, de nombreux systèmes de chauffage ne fonctionnent toujours pas et la température extérieure descend en dessous de 5 à 10 degrés au-dessous de zéro. La diarrhée reste un problème dans de nombreux endroits... Il n'y a que le gouvernement pour dire que la situation sanitaire est sous contrôle...

MSF a un rôle évident à jouer en assistant la RPDC dans des activités que nous avons l'habitude de gérer.

À présent, nous quittons le pays parce que le gouvernement de la RPDC ne voit pas pour l'instant la nécessité de notre appui technique. En cas de besoin, cependant, ils laissent la porte ouverte pour le futur.

Alors, nous menons des négociations et nous avons toujours espoir d'aboutir à un accord. Nous sommes d'accord avec Martine [Lochin, MSF France, responsable de programme] et William [Claus, MSF Belgique, responsable de programme] pour nous laisser une chance jusqu'au 15 janvier. Dans un nouvel accord, nous devons être considérés comme un réel partenaire et pas seulement comme un donateur commode. Nous sommes maintenant dans une position meilleure, après nous être présentés (c'était l'un des principaux objectifs de la première mission). Ce n'est probablement pas suffisant, mais il y a aussi d'autres choses qui joueront certainement en notre faveur : tout d'abord l'opinion unanime des autres agences internationales, que nous préférierions ne pas voir en termes de pression mais plus en termes de partenariat nécessaire, puis l'impact négatif que notre départ aura sur la communauté internationale, qui est inévitable et qui, comme nous l'avons entendu indirectement, a déjà été exprimé sans aucune demande de notre part (vous avez dû sans doute en entendre parler de votre côté).



« Corée du Nord », **Lettre** de Wilna van Aartsen, MSF Hollande, responsable de programme, à Martine Lochin, MSF France, responsable de programme, 29 décembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Voici ma réaction au fax d'Hervé. Il devrait continuer à faire pression sur le gouvernement pour :

1. Le suivi et la surveillance du statut nutritionnel. Effectivement, le seul moyen de susciter une réponse (= l'assistance des donateurs).

Sans données sérieuses, on ne peut pas s'attendre à une réponse des bailleurs.

2. Situation sanitaire à surveiller et assistance sanitaire à effectuer par MSF.

3. Notre départ est un mauvais signal donné à la communauté internationale (essayer de le faire comprendre clairement au gouvernement).

Sur la distribution générale de nourriture : dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire sans données, nos équipes n'observent aucun cas de malnutrition sévère (cela pourrait venir).

L'avis de l'équipe (Hervé, [...]) va dans le même sens.

Ils craignent même la confusion et la perte de crédibilité.

Pour moi, cela est essentiel, et c'est donc un facteur concluant.

D'autre part, nous ne devrions pas perdre de vue les raisons stratégiques.

Une distribution générale de nourriture comme stratégie, OK, mais alors pas avec un programme qui nous rend vulnérables à la manipulation. [...] J'aimerais suggérer que si nous n'arrivons pas à un accord avant le 15/01/96, Hervé négocie déjà une visite de MSF – Mauritz et l'un d'entre nous (moi) – dans deux mois environ (mars ?).



Nous nous étions attendus à un état nutritionnel très mauvais ; ce que nous avons vu parmi les enfants, ce sont des signes de malnutrition chronique, mais pas de malnutrition sévère. En fait, au bout d'un mois dans les comtés, nous avons commencé à penser qu'une enquête nutritionnelle était nécessaire. La question est passée à l'ordre du jour quand les Nord-Coréens nous ont dit : « Le projet ne dure que trois mois, nous ne le prolongerons pas. » Je pense que pour eux, l'expression « enquête nutritionnelle » est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Dès que nous sommes allés dans les comtés et qu'ils ont remarqué le type de conversation que nous avons avec les gens, je pense que pour eux, il est devenu clair que nous ne pourrions pas continuer au niveau des comtés : nous voyions et entendions beaucoup trop de choses. Donc c'était une question très sensible ; et ils n'ont jamais voulu en parler. Nous avons insisté de nombreuses fois, mais c'était une question qu'ils ne voulaient pas aborder. À la fin, les deux ou trois dernières semaines, Hervé [Isambert] et moi nous nous sommes échappés de l'hôtel et nous avons marché dans Pyongyang ; et quand nous sommes revenus, ils étaient inquiets : « Où étiez-vous passés ? » Nous avons beaucoup marché. Nous avons vu des boulevards désertés où passait de temps à autre une Mercedes-Benz, des gens qui n'osaient pas nous regarder. C'était un peu irréel. Pyongyang est une ville immense, qui semble assez développée mais sans aucune vie, sauf celle qui est organisée. On voit des gens faire de la gymnastique sur de grandes places, mais tout est organisé. On ne voit personne faire quoi que ce soit de sa propre initiative. Même pas simplement marcher.

Dr [...], MSF, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, septembre-décembre 1995, janvier-juin 1997 (en anglais).

Début janvier 1996, l'équipe MSF à Pyongyang propose aux autorités d'intervenir à l'avenir sur les situations d'urgence en lançant des activités médicales et nutritionnelles. Mais cette proposition n'est pas acceptée, pas plus que la mise en œuvre d'une enquête nutritionnelle. L'accord cadre n'est donc pas prorogé. Le 20 février 1996, les derniers expatriés MSF quittent le pays. Toutefois, MSF continue à s'intéresser aux opportunités de retour en Corée du Nord.



« **Proposition** pour une action d'urgence en République démocratique populaire de Corée », Médecins Sans Frontières, janvier 1996 (en anglais).

Extrait :

D'octobre à décembre 1995, les équipes de Médecins Sans Frontières ont apprécié de travailler avec les autorités et avec le personnel médical des comtés de Unpa, Huichon et Pakchon.

Organisation médicale et humanitaire, Médecins Sans Frontières se doit d'exprimer ses inquiétudes au sujet de l'évolution, dans les mois à venir, de l'état nutritionnel et sanitaire. Médecins Sans Frontières propose aussi une action.

Situation nutritionnelle

Les inondations de l'été 1995 ont massivement détruit les cultures. C'est la principale explication du besoin urgent de nourriture. Ce besoin a été reconnu par le gouvernement, ainsi que dans un récent rapport du Programme alimentaire mondial.

La conséquence de cette pénurie est la progression rapide de la malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans. Cette pathologie requiert un traitement médical adapté à ces différentes manifestations.

Aujourd'hui, des cas de malnutrition ont été identifiés dans les hôpitaux où Médecins Sans Frontières travaille. Le personnel médical coréen a été formé à reconnaître la malnutrition, mais cette action n'est pas suffisante s'il n'y a pas un suivi de l'état nutritionnel, et une prise en charge correcte des enfants mal nourris.

Cette action doit être renforcée par une distribution de nourriture aux enfants de moins de cinq ans, afin de prévenir l'apparition de la malnutrition.

Si le manque de nourriture est confirmé et se maintient, nous craignons que le nombre d'enfants mal nourris n'augmente.

La prochaine récolte devrait avoir lieu en septembre 1996, et durant les neuf prochains mois les enfants coréens auront des difficultés à survivre.

Situation médicale

Pendant les inondations, quelques structures de santé, des pharmacies et du matériel médical ont été abîmés ou détruits.

La diarrhée est la principale pathologie qui perdure après le désastre.

Les équipes médicales de Médecins Sans Frontières ont comblé la pénurie de médicaments essentiels et de matériel médical. La priorité est allée à l'approvisionnement des structures de santé, qui relançaient leurs activités, et à la formation du personnel médical coréen à l'utilisation des médicaments. À cause de la rigueur de l'hiver et du manque d'eau potable dans certains endroits, des pathologies telles que les infections respiratoires et les diarrhées sont en augmentation. Ces pathologies touchent en particulier les enfants, et parmi eux principalement les enfants mal nourris.

L'hiver dure jusqu'à fin avril. Les réserves de nourriture disponibles dans les trois provinces où Médecins Sans Frontières travaille seront épuisées à la fin de février 1996. La médecine coréenne fournit 50 % des besoins en médicaments, mais il manque des médicaments essentiels, en particulier des antibiotiques.

Propositions d'action

Pour réduire la mortalité et la morbidité causées par la malnutrition et d'autres pathologies aggravées par l'hiver.

1. Soins et prévention de la malnutrition

- Évaluer la malnutrition chez les enfants afin d'obtenir les taux de malnutrition et d'être capable de suivre leur évolution.

- Détecter de façon précoce les enfants mal-nourris et prendre soin d'eux en formant le personnel médical et paramédical. Fournir des médicaments et de la nourriture spécialisée.

- Prévenir la malnutrition en organisant une distribution alimentaire pour les enfants de moins de 5 ans.

2. Besoin de médicaments essentiels

- Continuer l'action de Médecins Sans Frontières dans les trois provinces et l'élargir à d'autres parties du pays où les besoins sont également importants.

Conclusion

Si les équipes de Médecins Sans Frontières notent que la situation nutritionnelle se détériore rapidement, Médecins Sans Frontières pourrait s'impliquer dans une distribution générale de nourriture. Puisque son action en situation d'urgence est appréciée par les institutions internationales, elle devrait pouvoir alerter les bailleurs de fonds et la communauté internationale sur les besoins de la Corée.

Médecins Sans Frontières travaillera en collaboration avec les autorités coréennes et le ministre de la Santé coréen. En 1995, 2 950 volontaires [employés] de Médecins Sans

Frontières travaillent sur le terrain dans 64 pays, avec un budget de 300 millions de dollars.



« **Sitrep** n° 14 », **Fax** de [...] et Hervé Isambert, coordinateur international MSF à Pyongyang (Corée du Nord), envoyé de Pékin (Chine) aux responsables de programme de MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, 22 janvier 1996 (en anglais).

Extrait :

Depuis le 20-01-96, nous sommes de retour à Pékin. [...]

Notre dernière semaine à Pyongyang

Nous avons quitté Pyongyang avec des sentiments très négatifs sur cette dernière semaine : nos souhaits de réaliser une visite finale de distribution, comme cela avait été convenu, n'ont pas été respectés. Notre position dans les négociations en tant que représentants de MSF a été ignorée et « faciliter notre travail » a clairement signifié, pour notre (nouvel) homologue, « faciliter notre départ le plus tôt possible ».

Plus en détail

Immédiatement à notre retour de Pékin, nous avons discuté avec notre (nouvel) homologue et l'interprète de nos souhaits, de l'agenda de la semaine, et du fait que nous avions deux mandats : terminer la distribution et représenter MSF dans les discussions futures sur un nouveau programme d'assistance.

En ce qui concerne les visites de distributions dans les trois comtés, nous serons brefs. Nous avons été promenés comme des pantins, considérés juste comme des livreurs, mis en présence de personnes qui avaient clairement reçu des instructions sur ce qu'ils devaient nous dire ou pas. L'accord selon lequel nous devons être accompagnés par un interprète médical pour discuter de l'expérience et l'utilisation de la *Ketamine* [produit anesthésiant] et d'autres éventuels sujets médicaux n'a pas été respecté à la dernière minute. Nos protestations à ce sujet ont été qualifiées de désagréables et pouvant mettre en péril une coopération future. Aucune excuse, seulement une remarque sur le fait que nous devrions apprécier leur soutien.

L'ambiance était assez négative et l'expérience plutôt humiliante. Nous avons décidé d'en finir au plus vite et nous étions de retour à Pyongyang le mercredi soir.

Pendant ces « discussions », nous avons appris que le département pédiatrique de l'hôpital de l'usine de Huichon était fermé à cause de problèmes de chauffage, et que jusqu'ici ils prenaient en charge 90 enfants (sur les 700 enfants dont ils sont responsables ?) [...]. À Pakchon, 27 enfants ont été traités.

Le jour suivant la distribution, nous avons attendu en vain notre homologue et la voiture. Nous nous sommes alors souvenus que notre fax et notre téléphone avaient aussi été déconnectés une journée plus tôt que prévu, immédiatement après la signature de la remise des voitures au gouvernement.

Le côté positif de l'épisode c'est que nous avons profité d'une journée « libre » pour marcher dans Pyongyang.

On nous a dit plus tard que, pendant ce temps, le président du Comité avait cherché à nous joindre (???). Notre emploi du temps, qui était régulièrement discuté, n'a de nouveau pas été respecté la veille de notre départ. Alors que nous nous préparions pour la réunion hebdomadaire du PNUD, nous avons été informés que le président du comité était en route pour venir nous voir.

La réunion s'est déroulée sous forme d'une discussion ouverte. Le président a mentionné le refus clair du gouvernement de voir les problèmes de nourriture et de santé liés l'un à l'autre. Leur opinion est que tous les fonds disponibles pour le DPRK devraient être utilisés pour répondre à leurs besoins alimentaires. Ils comprennent nos règles, mais nous avons besoin de plus de flexibilité pour nous adapter si nous voulons arriver à un accord. Il a clairement dit que la voix des pays en développement n'était pas suffisamment prise en considération par les pays riches, et qu'ayant le gouvernement en contrepartie, nous devons le respecter – ils ont leur propre unité de nutrition, qui peut nous fournir, mieux que quiconque, les chiffres et les informations nécessaires.

Il a mentionné aussi que dans le précédent projet, certains accords qu'il avait passés avec le négociateur MSF n'avaient pas été respectés par l'équipe et il a expliqué qu'il parlait de notre présence au niveau des ri-dispensaires, alors qu'il avait été convenu auparavant que nous travaillerions au niveau des comtés. (Selon lui, c'est la source des problèmes dans le comté d'Unpa, ce qui nous a surpris, puisque cela n'a jamais été expliqué ainsi auparavant et que nous n'avons pas eu ces problèmes à Huichon ou à Pakchon). Il a mentionné la déception de la population de Huichon de ne pas nous voir arriver avec des solutions, pour régler les problèmes d'eau dont ils nous avaient fait part. Puis il a répété que la conclusion générale du gouvernement sur notre précédent programme était positive et qu'ils espéraient qu'à l'avenir MSF pourrait prodiguer une assistance à leur pays. Les documents fournis par les sièges à la représentation nord-coréenne à Paris sont actuellement à l'étude. Ils regrettent le fait que ces documents n'indiquent pas un montant total en dollars pour une période spécifique et le nombre d'expatriés requis. Ils préfèrent négocier plus tard *via* Paris et espèrent que nous lancerons une action dès que nous aurons obtenu leur accord et que le rapport de leur département nutrition et du PAM/FAO sera suffisamment bon pour que nous commencions (ils n'aiment pas les évaluations).

Nous avons répondu aux différentes remarques :

Que les documents reçus de Paris consistaient en une explication et une présentation des différents types d'intervention de MSF, et pas en une proposition de programme, celle-ci ne pouvant être rédigée qu'après des discussions ouvertes et des suggestions de la part des deux parties.

MSF est avant tout une organisation de santé, prête, cependant, à s'intéresser à un problème d'alimentation (dont la distribution de nourriture).

MSF discute toujours de ses interventions en termes de réponse aux besoins d'une population affectée. À partir d'un accord commun sur une proposition de programme, le montant de l'aide est calculé. Les fonds viennent généralement d'autres sources que celles des autres agences. Nous leur avons exprimé, de nouveau, les inquiétudes de MSF au sujet du peuple coréen et affirmé que nous étions prêts à discuter à tout moment (y compris tout de suite) d'un futur programme. [...]

Conclusions à la fin de cette semaine.

Voici les commentaires que nous pouvons faire aujourd'hui :

Des remarques et des réunions, il ressort clairement que l'objection la plus forte envers MSF concerne notre travail au niveau du terrain. Notre attention envers les enfants n'est pas vraiment appréciée.

Ils ont cependant exprimé leur appréciation de notre « bon travail » et de notre « sincérité ».

Mais il est clair, une fois encore, que le gouvernement ne conçoit l'assistance qu'en termes de dollars et pas en termes de réelle assistance aux populations affectées. En mentionnant des « accords non respectés par MSF » et « différentes opinions au sein de

MSF», il fait clairement allusion au million de dollars qui n'a pas été totalement dépensé. C'est peut-être la raison pour laquelle ils préfèrent négocier directement avec Paris ou recevoir une autre équipe de négociation comme la précédente, qui serait prête à discuter en termes de dollars et de voitures.

Nous pensons que nous (Paris et nous) avons, pour l'instant, suffisamment essayé de discuter avec le gouvernement de la RPDC. Nous devons attendre leurs suggestions sauf si nous sommes prêts à leur proposer quelque chose de nouveau ou à accepter un compromis (le sommes-nous ?). Vous connaissez notre réponse...

La situation est certainement très critique et il est de notre devoir de préparer un nouveau programme d'assistance, mais pas à n'importe quel prix. MSF a un rôle spécifique à jouer. Si nous ne le pouvons pas, cela ne sera pas à cause d'un manque d'intérêt de notre part.

Nous devons construire une stratégie. Un document de recommandations suivra.

Bye,

[...] et Hervé



En fait, le premier projet était une sorte de continuation de la mission exploratoire. Nous aurions aimé continuer et étendre le programme, mais le gouvernement nord-coréen a dit « non, nous voulons la formation, les médicaments, mais quand le projet est terminé, vous partez. » Hervé Isambert [le coordinateur] et moi-même, nous sommes restés deux ou trois semaines de plus. Pendant ces deux semaines, nous avons distribué les stocks qui nous restaient, puis ils ont demandé les clés des voitures. Il était clair que c'était fini. À Pékin, à cette époque, il y avait un journaliste sud-coréen. Et il y avait beaucoup de gens en Corée du Sud qui étaient favorables à une assistance à la Corée du Nord. Hervé a parlé avec ce journaliste. Mais comme nous souhaitions continuer, nous ne voulions pas faire de vagues.

Dr [...], MSF, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, septembre-décembre 1995, janvier-juin 1997 (en anglais).

Début février 1996, alors que les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud viennent juste d'annoncer qu'ils ont décidé de fournir de l'aide alimentaire à la Corée du Nord, les autorités nord-coréennes demandent aux organisations de secours de cesser leurs appels à l'aide alimentaire pour les victimes des inondations. L'ancien coordinateur international de MSF en Corée du Nord déclare à la presse que sans parler de famine, la situation en Corée du Nord est grave et doit être rapidement prise en charge.



« La Corée du Nord renonce à l'aide destinée à soulager sa pénurie alimentaire », Philippe Pons, **Le Monde** (France), 11 février 1996 (en français).

Extrait :

La politisation de l'aide destinée à soulager la Corée du Nord de la grave pénurie alimentaire qui l'accable vient de provoquer un raidissement des autorités de Pyongyang. L'ambassadeur nord-coréen auprès de l'ONU, Pak Gil-Yon, a confirmé jeudi 8 février à l'agence de presse japonaise Kyodo que son pays ne demandera plus le secours de la communauté internationale tant que dureront les ingérences d'« éléments hostiles ». Il a accusé la Corée du Sud et le Japon d'avoir bloqué l'aide à son pays.

Le durcissement de la République populaire et démocratique de Corée (RPDC) qui, après les graves inondations de l'été, s'était tournée pour la première fois vers la communauté internationale pour demander assistance paraît être le signe d'un retour au retranchement qui a, par le passé, caractérisé le dernier régime stalinien de la planète. [...] La reprise, jeudi, par les Américains et les Sud-Coréens d'exercices militaires qui continueront jusqu'en mars n'est sans doute pas étrangère au raidissement de la RPDC. Pyongyang acceptera pourtant les aides déjà engagées, notamment les 2 millions de dollars accordés, à la fin de la semaine dernière, par Washington. En décidant, contre l'avis de ses alliés coréens et japonais, de fournir cette assistance, Washington tendait à rompre un cercle vicieux d'atermoiements et de controverses sur la crise alimentaire nord-coréenne en reconnaissant la gravité de la situation.

L'assistance américaine, qui transitera par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, s'ajoutera à la contribution de 1,9 million de dollars fournie par les pays européens. Ces aides représentent la moitié des 8,8 millions demandés en urgence par le PAM, qui évalue à 2,5 millions le nombre de femmes et d'enfants qui souffrent de malnutrition en RDPC.

Les inondations de l'été ont aggravé une pénurie chronique. [...] Séoul a minimisé l'ampleur du désastre. Il n'est pas exclu, à l'inverse, que Pyongyang ait cherché à obtenir davantage de manne étrangère en dramatisant la situation. Les missions humanitaires qui se sont rendues en RDPC sont néanmoins unanimes à reconnaître la gravité de la situation et soulignent les risques qu'elle s'aggrave. [...]

Le témoignage de Médecins Sans Frontières :

Selon le docteur Hervé Isambert, chef de mission de l'organisation non gouvernementale française Médecins Sans Frontières (MSF) en Corée du Nord, qui vient de séjourner trois mois dans le pays, « si on ne peut pas parler encore de famine je n'ai vu personne mourir de faim, la malnutrition et la sous-alimentation sont évidentes. Étant donné le froid sibérien qui règne actuellement en Corée du Nord, les enfants, dont certains présentaient, dès novembre, des signes de malnutrition, sont menacés par des infections pulmonaires. Une fois que l'on en sera arrivé là, on basculera rapidement dans une situation dramatique. Il ne faut pas attendre de voir des enfants très mal en point pour intervenir. La situation n'est certes pas équivalente à celle de certains pays d'Afrique, mais elle est potentiellement aussi sérieuse. La grande différence est que lorsque l'on s'en apercevra, on sera déjà au bord du précipice. »

Du 30 avril au 22 mai 1996, à l'invitation du représentant de la RPDC à Paris, une équipe internationale de trois employés de MSF entreprend une mission exploratoire en Corée du Nord. Toutefois, ils ne sont pas libres de circuler comme ils le souhaitent. Une fois encore, les négociations au sujet de la mise en œuvre par MSF d'un éventuel programme médico-nutritionnel se heurte à la ferme volonté des autorités nord-coréennes de recevoir de grandes quantités de nourriture sans qu'aucun expatrié ne soit présent pour en surveiller la livraison. Certains membres du conseil d'administration de MSF France expriment leur opposition à ce qu'ils décrivent comme de la « collaboration avec un régime totalitaire ».



« Mission exploratoire en RPDC, 30 avril-22 mai 1996, mission internationale MSF », **Rapport** de Georges Dutreix, Monique Peerden, et Hervé Isambert, MSF, mai 1996 (en anglais).

Extrait :

Introduction

En avril 1996, le gouvernement de la RPDC (République populaire démocratique de Corée), *via* son représentant à Paris M. Kim, a invité MSF à revenir en visite en RPDC. Le 30 avril, une mission internationale est arrivée à Pyongyang. Ses objectifs étaient les suivants :

- Continuer la discussion avec le gouvernement sur d'éventuelles interventions de MSF fondées sur le rapport de la précédente mission de MSF.
- Cibler les groupes les plus vulnérables en matière d'état nutritionnel, que l'on présume être les enfants de moins de cinq ans, en particulier ceux qui ne fréquentent pas les crèches.
- Produire une proposition de programme et un accord avec le gouvernement et lancer ce programme d'assistance dès que possible.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec le Comité de réparation après les dégâts causés par les inondations (FDRC), avec différents départements des Nations unies présents en RPDC (PAM, PNUD, UNICEF), ainsi qu'une visite dans la ville de Huichon (réunion avec le vice-président du comté, le directeur de la santé publique et le directeur de l'hôpital de la ville de Huichon. Nous n'avons eu aucune réunion avec les pédiatres et les médecins des familles. Pas de réunion possible, non plus, avec le ministère de la Santé publique à Pyongyang.

Résultats de la mission explo

- Les informations fournies par le gouvernement et les Nations unies laissent clairement apparaître que la situation nutritionnelle dans le pays est mauvaise, qu'elle va se détériorer dans les mois à venir car le gouvernement n'est pas capable de fournir assez de nourriture au système de distribution public, le pipeline de l'assistance alimentaire par les bailleurs de fonds se tarit et la récolte est repoussée en raison d'un printemps tardif. Les conditions nutritionnelles de la population vont sérieusement se détériorer jusqu'à un niveau alarmant si cette situation perdure.
- Le système de distribution public a besoin d'une assistance alimentaire générale.
- Il n'a pas été possible de mener une enquête nutritionnelle, donc les groupes vulnérables ne sont pas ciblés.
- Pendant les visites à Huichon, l'idée est venue que MSF pourrait commencer un programme d'assistance de distribution de nourriture aux patients hospitalisés, en combinaison avec la fourniture de médicaments essentiels et un soutien au système de surveillance nutritionnelle et épidémiologique.

MOU

Après des discussions avec les sièges MSF en Europe, la proposition a été rédigée dans un nouvel accord de collaboration [MOU] qui a été soumis au président du FDRC, M. Jong Yun Hyong, le représentant du gouvernement dans les négociations avec MSF.

Pratiquement, la proposition de programme concerne

- Une assistance nutritionnelle et médicale aux structures de santé dans les comtés de Huichon et Pakchon.

- Une distribution de nourriture à 8 000 autres patients hospitalisés dans différents hôpitaux du pays, de préférence dans des zones vulnérables, c'est-à-dire dans les provinces de Nord Pyongyang et Chagang, le long de la frontière chinoise.
- Une coopération entre les travailleurs de santé locaux et les expatriés MSF (un nutritionniste, un médecin et un logisticien-administrateur en capitale) pour soutenir le système de surveillance nutritionnel et médical et échanger des connaissances avec les médecins coréens. [...]

Bureau dans le pays

Le point principal de discussion a été la difficulté du gouvernement avec la condition incluse dans l'accord de collaboration concernant la volonté de MSF d'avoir un bureau dans le pays, à Pyongyang. Comme la présence des ONG en RPDC n'est prévue par aucune loi, cette condition est inacceptable. Bien que le gouvernement reconnaisse les besoins de sa population et soit reconnaissant de l'offre d'assistance de MSF, ils sont très réservés sur l'idée de permettre aux organisations de rester dans le pays et d'avoir de nombreux étrangers y résidant en permanence. Ils expliquent qu'ils sont fiers et préféreraient plutôt refuser l'assistance que de briser leurs règles. Le gouvernement préfère que MSF ouvre un bureau ailleurs, par exemple à Pékin, et vienne régulièrement faire des visites pour surveiller le programme (comme le fait Caritas). Cela vient aussi de leurs mauvaises expériences avec certaines organisations qui ont visité le pays pendant les derniers mois et qui ont collecté toutes sortes d'informations sensibles. Selon M. Jong, la situation politique dans le pays est très sensible et tendue en ce moment en raison des attaques continues de la Corée du Sud et des États-Unis à l'encontre de la Corée du Nord. Donc, ils ne peuvent se permettre d'avoir encore plus d'espions dans le pays. Bien qu'ils comprennent très bien que ce n'est pas le cas de MSF, ils craignent qu'en l'autorisant à rester en permanence dans le pays, ils ne puissent plus le refuser à des organisations moins dignes de confiance, et ceci malgré la bonne expérience qu'ils ont connue avec MSF.

De surcroît, la décision de laisser une ONG avoir un bureau à Pyongyang n'est pas du ressort du FDRC mais doit être prise à un plus haut niveau du gouvernement, ce qui prend du temps. Une période de visas de six mois pour les expatriés est très longue. Ils pourraient examiner la possibilité de visas d'un mois, qui pourraient être prolongés chaque mois. Mais ils ne peuvent pas garantir cette prolongation à l'avance.

Autres points de discussion

*Budget

- La proposition d'extension de budget (1 million de dollars) : ils ont demandé s'il existait une possibilité d'augmenter le budget qui n'est pas assez important. Ils ont demandé s'il s'agissait d'un projet pilote et ont fait remarquer que les autres ONG offraient de plus gros budgets. Ceci pourrait être influencé par la visite actuelle d'une délégation du DHA qui prépare un second appel consolidé des Nations unies concernant plusieurs millions, qui sera lancé à la fin juin.

*Expatriés

- Nombre d'expatriés : le FDRC a trouvé que le nombre d'expatriés de la précédente mission MSF (dix au total), était trop important. Suivre, organiser et contrôler une aussi grosse équipe leur a causé beaucoup de migraines. Cela a été aggravé par les problèmes de coopération avec l'équipe MSF de Unpa. Ils ont mentionné plusieurs fois le fait que cette équipe visitait les dispensaires des Ri sans permission et que ceci n'était pas prévu dans le précédent accord de collaboration.

*Accès aux structures de santé

Si un accord est conclu sur le premier point de discussion – la présence d'ONG et de MSF dans le pays –, il pourrait y avoir une discussion future sur une extension de l'accès aux structures de santé. Mais la première proposition du FDRC c'est une visite par semaine de deux ou trois jours, une semaine à Huichon, l'autre à Pakchon. En général, ils ont discuté et émis des doutes sur la nécessité d'avoir des expatriés sur le terrain. Ils ont dit que les médecins sont bien formés et n'ont pas besoin de supervision, de contrôle ou de quoi que ce soit et que ce n'est vraiment pas ce qu'ils attendent. MSF n'a pas non plus besoin de collecter des données de surveillance parce que leur système de surveillance, de même que celui de contrôle nutritionnel et épidémiologique fonctionnent parfaitement bien et que MSF peut utiliser les données collectées dans la capitale.

Pratiquement, les réponses suivantes ont été données par MSF :

*MSF pense qu'un bureau dans le pays est nécessaire afin de pouvoir surveiller de près le programme et d'aller le plus souvent possible sur le terrain afin d'établir une coopération efficace avec les travailleurs de santé. Pour MSF, il est obligatoire d'avoir des expatriés présents dans le pays. Il n'est pas envisagé du tout d'avoir un bureau à Pékin. Il est possible de ne pas parler de bureau mais d'hébergement, mais cela doit quand même se faire sur une base permanente. MSF ne souhaite pas commencer un programme qui serait fondé sur des visites irrégulières à partir de l'étranger.

Les visas peuvent être émis chaque mois, mais dans le cadre d'un programme de six mois, il faudrait que des garanties soient données sur leur extension. Que faire si au bout du premier mois, quand une grande partie des secours est arrivée, le visa n'est pas prolongé ?

Une intervention de six mois (au moins) est proposée, considérant la situation nutritionnelle alarmante de la population, qui va se détériorer dans les mois à venir et même après la récolte. La récolte est repoussée et attendue pour octobre. C'est à dire cinq mois à partir de juin, donc six mois d'assistance pourraient représenter un début pour couvrir cette période de vulnérabilité.

*Nous avons expliqué au FDRC qu'à MSF nous construisons une proposition de programme avant de construire un budget. En ce qui concerne tous les points de la proposition, une estimation des coûts est réalisée à partir de laquelle est produit un budget, et pas le contraire. Si une extension de programme était envisagée, une extension du budget serait nécessaire, mais dans ce cas MSF veut savoir à l'avance quelle population ou quelle zone cibler, donc MSF veut pouvoir visiter les structures de santé avant de mettre en œuvre son extension. MSF ne fait pas des dons « à l'aveugle ». C'est le type d'assistance que le gouvernement de la RPDC préférerait.

*La mission proposée serait composée de trois expatriés et, bien sûr, s'efforcerait de respecter les règles de la RPDC et de ne pas entreprendre d'action qui ne soit pas prévue dans l'accord de collaboration. Il est aussi garanti que MSF en tant qu'organisation humanitaire neutre et indépendante ne donnera aucune information à des tiers (journalistes, etc.), n'a aucun intérêt dans des activités d'espionnage et n'est là que pour apporter des secours à la population. Il est souligné que MSF en tant qu'ONG expérimentée et respectée a un rôle complémentaire à jouer pour mobiliser la communauté internationale afin qu'elle fournisse une aide alimentaire. À cet égard, MSF est différente du système des Nations unies et a des possibilités de faire du lobbying à plusieurs niveaux. Comme jusque-là il n'y avait aucune ONG en RPDC, le fait que MSF soit autorisée à y mener un programme serait une bonne opportunité pour mobiliser des ressources.

*Comme MSF veut mettre en œuvre un programme pour et avec la population en coopérant au niveau local, il est très important d'avoir un accès illimité aux structures de santé. Un jour ou deux de visite par semaine est une fréquence trop limitée, mais ceci

pourrait être discuté plus tard et pourrait être augmenté dès que le bureau de MSF serait installé dans le pays.

Remarques

Après un certain temps passé en RPDC, avoir entendu les expériences et les anecdotes des autres étrangers présents dans le pays et avoir senti l'atmosphère, nous avons trouvé les réticences du gouvernement à accepter les ONG dans le pays relativement compréhensibles.

*Bien qu'il y ait déjà eu une mission MSF, il y a des contraintes. Les autres organisations (PAM, PNUD, UNICEF) opèrent toutes au niveau de la capitale et par conséquent sont contrôlables. Après les inondations de ces dernières années, plusieurs délégations ont visité le pays. Et malgré sa méfiance, le gouvernement a besoin de demander de l'aide, mais dans des limites qu'il entend lui-même poser. La porte d'entrée dans ce pays semble s'ouvrir un peu, mais nous avons l'impression qu'il est juste un petit peu trop tôt pour que les ONG s'installent à Pyongyang et soient considérées comme des partenaires. De l'autre côté, il ne s'agit pas d'un « non » définitif à MSF et nous devons attendre les prochaines réactions du gouvernement. Si MSF est de nouveau invitée, il est très important qu'avant de partir, nous soyons clairs sur ce que l'équipe MSF ira y faire, ce qu'elle visitera, à qui elle parlera et quel genre de programme elle mettra en œuvre. Selon le système de la RPDC, ces éléments devraient être exposés en détail avant l'arrivée, sinon il sera impossible de faire quoi que ce soit. Nous en avons fait l'expérience au cours de la mission exploratoire et cela ne doit pas se répéter. Il est recommandé d'envoyer un emploi du temps détaillé au gouvernement à l'avance et de demander son approbation.

*Il est probable que la situation nutritionnelle se détériore rapidement dans les mois à venir, ce qui est un sujet d'inquiétude grave pour le gouvernement et les organisations présentes dans le pays. Il semblerait que des adultes soient rendus plus vulnérables parce que la nourriture est d'abord donnée aux enfants, qui sont bien pris en charge par le système et la famille. Mais quand même, nous n'avons toujours aucune idée sur la façon dont sont pris en charge les enfants qui ne vont pas dans les crèches, soit 25 % d'entre eux, selon une estimation. La malnutrition ne saute pas aux yeux, mais il nous semble que le statut nutritionnel de la population se détériore lentement, et qu'il s'agit essentiellement de savoir jusqu'où cela peut aller. Il doit aussi y avoir des déficits en nutriments, mais jusque-là, personne n'a été en mesure d'en rendre compte, tous les gens qui font des visites sur le terrain en ont l'« impression ».

Nous n'avons pas réussi à rencontrer des représentants du ministère de la Santé publique à Pyongyang. Tous les contacts et les rendez-vous ont été pris par M. Jong, notre homologue du FDRC et il est impossible de prendre contact avec qui que ce soit directement. L'information que nous avions demandée à M. Jong concernant le nombre d'hôpitaux et le nombre de patients hospitalisés dans ces hôpitaux, de préférence dans les provinces du nord du pays, afin de décider où les secours alimentaires pour 8 000 patients pourraient être livrés, ne nous a pas été fournie. Ceci en dépit du fait que nous l'ayons demandé plusieurs fois, que cela nous ait été promis chaque jour et que nous ayons attendu pendant plus de dix jours.

Il n'y a pas eu non plus de réunions avec des pédiatres, des médecins de famille ou tout autre travailleur médical au niveau du comté, à l'exception du directeur de l'hôpital municipal de Huichon. Comme on nous avait enjoint de ne pas demander de données, nous n'avons pas pu obtenir d'information ou même pu nous faire une idée de la mortalité et de la morbidité dans les soins de santé. Comme la nutrition et les maladies infectieuses sont intimement liées et que MSF est une organisation médicale dont

l'objectif est de mettre en œuvre un programme d'assistance médicale, il devrait être possible, la prochaine fois, d'obtenir plus d'informations sur ce sujet. [...]

Conclusions

- Pour le moment, aucun accord sur le programme d'assistance médicale de MSF n'a été passé avec le gouvernement de RPDC.
- Le FDRC va discuter de la possibilité de l'ouverture d'un bureau MSF à Pyongyang (= une ONG présente en permanence dans le pays) à un plus haut niveau du gouvernement. Cela pourrait prendre plus de temps au gouvernement de prendre une telle décision. Les résultats seront soumis au représentant de la RPDC à Paris, M. Kim, et des contacts ultérieurs avec MSF seront pris à Paris.
- En ce qui concerne le contenu de la proposition de programme, rien n'a changé, donc l'accord de collaboration actuel pourrait fonctionner comme base pour des activités MSF.

Recommandations

- Être prêt à commencer un programme en cas de réaction positive du gouvernement.
- Avoir une discussion au sein de MSF avec les différentes sections afin de reconsidérer notre position en tant qu'ONG en RPDC et de définir les objectifs d'un éventuel programme d'assistance. En d'autres termes, examiner si c'est le bon moment pour que MSF se lance dans une nouvelle tentative ou s'il faut attendre un moment plus favorable, considérant le climat politique en RPDC.
- Pour la prochaine visite : discuter et mettre par écrit en détail l'emploi du temps de la visite de MSF et insister sur sa validation avant de quitter l'Europe.
- Réviser l'accord de collaboration si nécessaire et indiquer plus en détail les hôpitaux où distribuer de la nourriture, en plus de Huichon et Pakchon. Nous avons besoin du nombre d'hôpitaux et du nombre de patients hospitalisés dans les différents comtés (de préférence dans le Nord, où se trouvent les régions les plus vulnérables après les inondations et considérant leur accessibilité).
- Lire le rapport du PAM, rédigé par Lola Nathaniel, et prendre contact avec Trevor Page.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 31 mai 1996 (en français).

Extrait :

Corée du Nord (Brigitte Vasset [directrice des opérations])

Brigitte explique qu'il y a actuellement deux missions auxquelles les opérations « s'accrochent » alors que l'intervention n'a rien d'évident et qu'il existe des risques de manipulation : la Corée du Nord et Bougainville (dont il sera question lors d'un prochain CA).

Après les inondations qui ont touché le pays, MSF est allé en Corée pendant trois mois, dans trois endroits du pays. Les négociations avec les autorités ont abouti à l'acceptation de la présence des expatriés quatre nuits sur le terrain pendant la semaine (alors qu'avant il était impossible de se rendre sur place). La conclusion à laquelle sont arrivées les équipes, c'est qu'un problème de nutrition devrait apparaître du fait de la décrépitude économique (baisse des échanges avec la Chine et la Russie) et des effets catastrophiques des inondations sur les récoltes... Les données communiquées par le gouvernement sont invérifiables et la mission exploratoire de fin avril (deux personnes) n'a pas pu circuler. Tout se passe dans un climat de contrôle maximal et de méfiance de la part des autorités qui n'ont pas apprécié les messages véhiculés par la presse internationale à la suite des inondations.

MSF propose une intervention médico-alimentaire dans les hôpitaux. Coût de l'opération : 1 million de dollars :

- nourriture dans les hôpitaux pour environ 1 000 patients (enfants et adultes) en tentant de monter vers les états du Nord,
- approvisionnement en médicaments et programme de formation pour apprendre l'utilisation de ces médicaments (pharmacopée essentiellement à base de plantes dans le pays).

Discussion


Les conditions d'une intervention en accord avec la charte de MSF sont-elles réunies ? Frédéric [Laffont, membre du conseil d'administration] souligne que MSF traite avec un régime « parfait » au sens orwellien. [...]

Une situation complexe

Martine [Lochin, responsable de programmes] explique que la Corée est un pays compliqué. Il y a une véritable fierté nationale : pour eux la médecine coréenne est la meilleure du monde et quand on leur parle de malnutrition ils en nient l'existence... Pourtant, pour la première fois le gouvernement demande de la nourriture...

Pour ou contre une intervention de MSF ? Une discussion a lieu entre :

- ceux qui se méfient terriblement du régime et qui pensent que si MSF est autorisé à intervenir, il ne peut s'agir que d'une manipulation (Frédéric [Laffont], Guy [Hermet]...).
- Esmeralda [Lucioli] ne comprend pas que l'on commence d'emblée par un programme de 1 million de dollars pour une tentative... Christiane [Vollaire] demande sur quelle base il est possible de travailler, alors que personne n'arrive à mener d'enquête nutritionnelle... et -ceux qui pensent que derrière ce régime il y a des populations et que cela vaut la peine d'essayer d'évaluer la situation malgré les risques, sans être naïfs et en faisant confiance aux opérations (Maurice [Nègre], Odysseas [Boudouris], Jean-Luc [Nahel]...).

Le 11 septembre 1996, MSF se voit attribuer le Prix de Séoul pour la paix. Son assistance aux victimes de catastrophes naturelles en Corée du Nord est citée dans l'ensemble des actions récompensées par ce prix. V1 



« Médecins Sans Frontières lauréat du prix de Séoul pour la paix », **Communiqué de presse**, comité du prix de Séoul pour la paix, 11 septembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Le groupe international de médecins, infirmières et personnel médical Médecins sans Frontières a été choisi comme lauréat du troisième prix de Séoul pour la paix. [...] Le prix de Séoul pour la paix a été établi à la suite des jeux Olympiques de Séoul de 1988, pour commémorer la contribution des olympiades en Corée à la paix dans le monde et au dégel de la Guerre froide. Les jeux Olympiques de Séoul ont brisé le cycle de boycottage mis en œuvre aux jeux Olympiques de Moscou de 1980 et de Los Angeles en 1984. [...] MSF envoie des équipes médicales dans des zones de conflits comme le Rwanda, le Burundi, l'Afghanistan, la Bosnie et la Tchétchénie, et pour porter secours aux victimes de catastrophes naturelles au Japon, en Chine et en Corée du Nord. Dans ce pays, d'octobre à décembre l'année dernière, une équipe de médecins et de personnel d'appui venus de France, de Belgique et des Pays-Bas ont fourni une assistance médicale à la suite des inondations qui ont dévasté le pays.

II. MALNUTRITION ET MANIPULATION

Malgré les visites de MSF en Corée du Nord et les discussions avec les autorités du pays, aucun accord sur des projets supplémentaires n'est conclu tout au long de l'année 1996. Cette situation évolue quand, en réponse à une demande formulée par la FDRC et à la suite d'une mission d'évaluation réalisée en janvier 1997, MSF met en œuvre une distribution de semences d'orge dans plusieurs comtés de la Corée du Nord du 25 février au 8 mars 1997. L'équipe est autorisée à visiter des endroits où les wagons de grains arrivent de Chine. De nouveau, certains membres du conseil d'administration de MSF France expriment leur ferme désaccord concernant cette approche.



« Corée du Nord », **Courriel** de Martine Lochin, responsable de programme MSF France, aux responsables de programme MSF Belgique et MSF Hollande, 22 janvier 1997 (en anglais).

Extrait :

Hier, l'équipe exploratoire est revenue de Corée du Nord. J'espère que vous avez reçu leur rapport. Hier, nous avons pris la décision d'essayer de lancer ce programme. Cela signifie que MSF va chercher des bailleurs de fonds pour financer le programme de semences. Le programme est agricole... mais nous pensons que c'est une opportunité de garder un contact avec la Corée du Nord... et d'essayer de trouver une possibilité d'évaluer les problèmes médicaux et de s'impliquer à l'avenir dans un programme médical.

La condition est de trouver un donateur avant le premier février afin d'être capable de commencer le programme au début du mois de mars. C'est un délai très court. Qu'en pensez-vous ?



« Projet MSF en Corée du Nord », **Courriel** d'Olivier Lesrel, cellule d'urgence alimentaire de MSF France, transmis par Mario Goethals, directeur des opérations de MSF Belgique, à William Claus et William Bourgeois, responsables de programme de MSF Belgique, 19 février 1997 (en anglais).

Extrait :

Après un appel de la Corée du Nord pour une distribution de semences d'orge afin de réaliser une deuxième récolte, une équipe d'évaluation a été envoyée en janvier : un agronome français et un médecin hollandais qui a travaillé avec MSF en Corée du Nord auparavant. Nous avons écrit la proposition après leur visite.

EuronAid⁵ a accepté de financer 2 200 tonnes de semences d'orge livrées à Pyongyang. Ils ont organisé l'achat avec un contractant (Chemimex) et un courtier (Hudig), qui ont tous deux quitté la Chine aujourd'hui. Sur notre conseil, ils ont posé comme condition que le fournisseur chinois livre les semences à la frontière avant le 28 février. Seul ce qui sera livré avant cette date sera financé et envoyé par EuronAid à Pyongyang.

Ils nous financent les expatriés et les autres coûts, mais ils paieront directement la grosse quantité de semences (environ 1 million d'écus). MSF ne courra donc pas de gros risque, mais aucune grosse somme ne transitera non plus par notre compte !

Selon l'accord passé, les expatriés se rendront deux fois en Corée du Nord :

5. Un réseau européen d'ONG spécialisé dans l'aide alimentaire.

- L'agronome et moi-même pour surveiller la distribution de semences, la coordination et la relation avec les bailleurs de fonds (il n'y a pas beaucoup de travail opérationnel à faire là-bas). Du 25 février au 8 mars.
- Deux expatriés, en juin, pour l'évaluation de la récolte. Trois personnes si nous arrivons à obtenir de pouvoir envoyer un médecin afin de réaliser une évaluation médicale, sur laquelle il reste à se mettre d'accord.



« Distribution de semences d'orge à la République démocratique et populaire de Corée (RPDC), 25 février-8 mars 1997 », **Rapport**, Olivier Lesrel et Patrick Lesgards, cellule d'urgence alimentaire de MSF France (en anglais).

Extrait :

Histoire du projet

En janvier, Médecins Sans Frontières (MSF) a envoyé une mission d'évaluation en RPDC afin d'analyser la demande du Comité pour la réparation des dégâts causés par les inondations d'une livraison de semences d'orge de printemps.

Le système de la double récolte, d'orge puis de riz ou de maïs, est appliqué en RPDC à partir de cette année comme l'une des mesures censées réparer les dégâts causés par les inondations et augmenter la production agricole.

La RPDC a demandé 14 000 tonnes pour 100 000 hectares. La mission MSF est revenue avec une proposition pour distribuer 2 200 tonnes d'orge (voir la proposition datée du 20 janvier 1997), qui semble raisonnable, étant donné qu'il sera difficile de gérer de grosses quantités en juin, quand il s'agira de récolter l'orge et le riz en une semaine ou dix jours. 2 200 tonnes de semences d'orge doivent être plantées sur 11 000 hectares. Des stocks de la RPDC couvriront 3 000 hectares de plus et un don de du PNUD, 1 000 hectares supplémentaires. La surface totale est de 15 000 hectares et devrait permettre de produire assez de semences d'orge (si elles ne sont pas consommées) pour replanter et cibler 100 000 hectares en 1998.

En janvier, la RPDC n'avait besoin que de semences, puisqu'ils prévoient de réparer à temps leur usine d'engrais, qui avait été endommagée par les inondations. [...]

Un accord de collaboration a été signé entre MSF et la FDRC, qui donne des détails sur le rôle et la présence de MSF en RPDC dans le cadre du projet. [...]

Évaluation des récoltes de juin

Comme prévu dans l'accord de collaboration, la même équipe MSF visitera en juin un échantillon de fermes qui auront reçu des semences MSF/EuronAid. L'objectif de cette visite sera d'évaluer les récoltes dans les champs avec une méthodologie appropriée. Elle aura lieu juste avant la récolte, entre le 10 et le 20 juin. Ce sera aussi une occasion d'estimer l'efficacité et les bénéfices du programme avec des agronomes coréens, afin de rendre compte à EuronAid. Si les fertilisants ont été donnés par EuronAid, la mission peut aussi inclure un audit de la distribution des fertilisants.

Projets médicaux

Il a aussi été décidé que la mission d'évaluation de la récolte de juin inclurait un médecin MSF, afin de discuter et de négocier d'éventuels programmes médicaux MSF à l'avenir. À cet effet, nous avons rencontré le Dr Kim Jong Ha, directeur adjoint du département des affaires extérieures du ministère de la Santé publique, le 7 mars. Aucune information pertinente n'a été récoltée. La malnutrition est censée être évaluée au MUAC [*Mid-upper Arm Circumference*, méthode d'évaluation de la malnutrition par la mesure du périmètre brachial], index poids/taille, et ... par des tests d'intelligence. Mais il n'y a pas de résultats

pour le moment. Les agences des Nations unies insistent depuis des mois pour effectuer une enquête nutritionnelle, sans succès. Selon le ministre, les besoins médicaux concernent seulement les médicaments et le matériel médical, sans expatriés si possible. Mais il accepte de discuter un peu plus avant en juin, avec le médecin MSF.

Situation générale en RPDC

La mission est arrivée au moment où M. Hwang demandait l'asile à l'ambassade de Corée du Sud à Pékin, mais il n'en a pas été fait mention en Corée du Nord. Juste avant l'arrivée de la mission MSF, le 16 février, c'était l'anniversaire de Kim Jong-Il à Pyongyang, sans grand succès visible, puisque peu de gens ont assisté aux festivités et que Kim Jong-Il n'est pas apparu officiellement, parce qu'il est encore en deuil de son père (depuis trois ans). Le jeudi 6, dans la soirée, un membre des Nations unies a observé le passage d'un important convoi militaire transportant des centaines de soldats, dans le centre de Pyongyang. Il paraît qu'il s'agissait d'un entraînement.

Les expatriés MSF ont été réellement bien accueillis et leur séjour a été facilité, avec des demi-tarifs pour les chambres à l'hôtel Koryo et un programme au jour le jour aussi flexible que possible. Le dimanche, ils ont pu marcher seuls dans Pyongyang et prendre toutes les photos qu'ils souhaitaient. [...]

La description d'une situation alimentaire gravement détériorée ne repose que sur les chiffres donnés par le gouvernement de RPDC. Aucun représentant des Nations unies ne semble avoir remarqué quelque signe que ce soit de pénurie alimentaire ou de malnutrition. Il semble que seules de petites anecdotes ou de grandes hypothèses soient avancées. La représentante de l'Unicef dit qu'elle ne peut jamais voir plus de 10 % des enfants enregistrés lorsqu'elle visite une crèche ou un jardin d'enfants. On lui dit que les enfants sont nourris au sein ou en vacances, mais elle se demande quel est leur état de santé. Le fait est qu'on voit beaucoup d'enfants dans les villages, en dehors des crèches. Tous les enfants aperçus semblent en bonne santé.

En gros, la production de céréales dans les années 1980 s'élevait à 7-8 millions de tonnes. À l'époque, la RPDC exportait. En 1996, pour la même surface, elle était de 2,5 millions de tonnes, et la perte due aux inondations n'est que de 0,3 million de tonnes. La différence peut s'expliquer par une baisse du rendement à l'hectare, ce qui n'a jamais été mentionné au cours des visites dans les fermes. Dans la plupart des fermes, les travailleurs gardent la quantité qu'ils avaient l'habitude de recevoir (260 kilos/personne et par an), même si des recommandations ont été faites d'en garder moins cette année. L'hypothèse la plus commune est que le marché noir se développe autour de la partie de la récolte de riz qui n'est pas déclarée dans les chiffres de production par les fermes coopératives. On dit que ce riz est en partie vendu à la frontière chinoise. L'équipe MSF a vu des individus acheter des sacs dans une ferme. La même ferme vend des excédents de riz sur les places de marché locales, où seule la vente de légumes et de produits autres que des céréales est autorisée (ces marchés ont lieu tous les jours). En même temps, il n'y a pas assez de nourriture pour le bétail, dont une grande partie est très maigre. Plus tard, on a pu voir des individus vendre de la nourriture ou des cigarettes le long des routes, ou en cachette derrière des immeubles de Pyongyang.

La pénurie de fuel et d'énergie est évidente et officielle. De nombreuses usines ne fonctionnent pas et les inondations servent toujours d'explication à cette situation. Les expatriés qui viennent en RPDC depuis plusieurs années (comme les sous-traitants) font état d'une détérioration permanente de la situation, incluant la qualité du travail et la motivation des employés. Sauf pour une élite qui semble bien se porter.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 28 février 1997 (en français).

Extrait :

L'an dernier, le gouvernement nord-coréen avait lancé un appel pour une distribution de semences dans le cadre d'une famine. Depuis 1995, où on avait eu une présence médicale en Corée du Nord, on avait essayé de garder le contact avec la situation en Corée du Nord. On a répondu à cet appel à travers la cellule alimentaire, parce qu'on pensait que c'était une manière d'approcher le problème nord-coréen. Une mission d'évaluation a été menée. On a proposé d'acheminer 2 000 tonnes de semences, financées par la communauté européenne. 1 200 tonnes sont arrivées sur la frontière sino-coréenne et acheminées sur Pyongyang, et l'équipe est en train de superviser la distribution au niveau des différentes fermes de l'État. En juin, un médecin fera partie de l'équipe d'évaluation.

Frédéric [Laffont] remet en question l'opportunité de cette mission. Il pense que cette annonce de famine est une fiction. Il dénonce cette mission comme une aide à une des plus grandes dictatures de la planète. Il soupçonne qu'une grande partie de l'aide est détournée par l'armée. On intervient là-bas avec des règles dictées par la dictature et on accepte ces règles, et sur des critères manipulés par la dictature et la CIA. Se repose la question de nos principes, jusqu'où on va pour travailler avec un régime clairement énoncé comme une dictature. Si on y va symboliquement pour apporter une aide dérisoire (2 000 tonnes par rapport au 100 000 dernièrement demandées par le gouvernement nord-coréen), il faut y aller avec nos règles, la capacité d'avoir un médecin qui sache voir autrement que ce qu'on veut lui faire voir.

Philippe [Biberson] : tous les gens qui sont sur cette mission, qui ont fait les évaluations sur le terrain, et qui ont aidé à prendre les décisions opérationnelles pour la suivre, ont autre chose que des informations sur Internet ou des photos satellites manipulées par la CIA pour déterminer leurs critères d'évaluation. On ne peut pas faire le procès à cette équipe d'être dans le cyber humanitaire avec nos 2 000 tonnes de semences ; on pense aujourd'hui que c'est ce qu'il faut apporter là-bas pour qu'il y ait demain des récoltes. Que cette manipulation existe c'est possible. On va essayer de voir et évaluer. De recueillir des informations concrètes. D'être vigilants.



En janvier 1997, ça n'a été qu'une brève mission exploratoire et rien n'en est sorti. Les autorités nord-coréennes ont-elles-mêmes proposé qu'il y ait un agronome pour les semences et MSF a proposé qu'un médecin vienne aussi et voie s'il était possible de mener aussi un programme médical. C'est pour cela que j'y suis allé, pour examiner de très près les possibilités d'ouvrir un programme médical. Pendant l'explo [mission exploratoire] avec l'agronome Patrick Lesgards, j'ai demandé à visiter un hôpital. Nous sommes allés à l'hôpital et on ne nous a montré qu'une seule pièce. Nous n'avons pas été autorisés à voir le reste. Et dans cette pièce, il y avait trois patients, dont on nous a dit qu'ils étaient sous perfusion, avec une chambre et des draps propres, et qu'ils étaient malnutris. Je n'ai vu aucun signe de malnutrition. Puis, j'ai voulu aller dans les autres pièces mais ce n'était pas possible. Donc nous avons dû sortir. J'ai ensuite demandé à voir le bloc chirurgical. Nous avons dû attendre environ quinze minutes et le chirurgien est arrivé et a ouvert la salle d'opération. Nous avons pu la visiter. Quand nous en sommes sortis, nous avons vu passer les trois patients qui étaient censés être sous perfusion, qui s'en allaient. Tout avait été mis en scène. Ils voulaient faire bonne impression, nous montrer ce que nous voulions voir. Vous souhaitez voir des enfants malnutris ? OK, voici des enfants malnutris. Vous voulez voir une chambre dans un hôpital ? OK, voici une chambre dans un hôpital. Je pense qu'en Corée du Nord, c'est aussi comme cela

qu'ils se comportent vis-à-vis de leur propre population. Tout est faux. C'est une pièce de théâtre, un film. On ne sait pas vraiment si tout le monde y croit ou si chacun est censé y croire, donc voilà.

Dr [...], MSF, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, septembre-décembre 1995, janvier-juin 1997 (en anglais).



Fin 1996, l'ambassade de Corée du Nord à Genève a envoyé à MSF une demande pour distribuer des semences, soi-disant à la suite des inondations. Brigitte Vasset, la directrice des opérations, nous a demandé de regarder cela de plus près. On se disait que c'était peut-être une opportunité de remettre les pieds là-bas, puisqu'on n'y arrivait pas par le biais des activités médicales. Avec Marie-Pierre Allié et Martine Lochin, du responsable de programme, nous avons entamé les négociations pour essayer de répondre à leurs demandes et monter un programme. On a monté une équipe pour une mission exploratoire, constituée de Patrick Lesgards, un agronome, et de [...] un médecin hollandais qui avait fait partie de l'équipe internationale MSF en Corée du Nord, l'année précédente. On avait insisté pour avoir un membre de l'ancienne équipe qui ait déjà séjourné en Corée. Il pouvait faire le lien et être capable de voir le changement, l'évolution, voir si les gens étaient plus pauvres, les autorités plus dures, les militaires plus présents. On voulait éviter de redémarrer de zéro et de se faire embobiner. Évidemment, les autorités n'en avaient pas envie. Ils auraient préféré que ce soient de nouvelles personnes. Cette mission d'évaluation MSF qui s'est rendue en Corée du Nord en janvier 1997 devait analyser une demande faite par le Comité de réparation des dégâts causés par les inondations pour distribuer des semences d'orge. Après l'exploration, Patrick Lesgards est allé directement en Chine voir les potentiels fournisseurs et regarder l'état des semences que nous pouvions trouver. Nous avons organisé l'achat de ces semences – EuronAid nous a financé les céréales, ainsi que leur transfert par train, de Chine en Corée. Puis ce sont les autorités coréennes qui se sont occupées des trains depuis la frontière chinoise jusqu'à Pyongyang. Ensuite, nous sommes allés vérifier ce qui s'y passait quand les trains arrivaient dans les différentes zones des 14 000 hectares qui devaient êtreensemencées. Ils auraient voulu que nous leur fournissions les semences et que nous n'y allions pas, c'était très clair. Nous leur avons dit « pas question, nous avons besoin de surveiller le déroulement des opérations, de savoir ce qui se passe, à quoi cela sert ». Nous avons compris qu'ils feraient eux-mêmes la logistique, mais nous avons dit qu'il n'y aurait pas de financement de l'Europe si nous nous ne pouvions pas aller sur place pour vérifier, que ça faisait partie des conditions du financement. Ils l'ont compris, mais cela a été assez difficile de les convaincre, parce qu'ils voulaient le moins d'étrangers possible, mais aussi parce qu'ils ne connaissaient pas bien notre fonctionnement. Certes, ils sont enfermés dans leur système mais ils ont des compétences, des structures, des organisations. Donc ils étaient plus habitués à recevoir des fonds de la Chine pour réaliser eux-mêmes les opérations qu'à d'avoir des fouineurs comme nous sur le dos leur demandant à qui ils allaient distribuer la nourriture. Nous avons dû organiser tout cela assez vite, car nous devons faire la distribution de semences avant une date précise. Cela nous a bien servi pour obtenir des visas parce que nous leur avons dit que si nous ne les obtenions pas assez vite, nous arriverions trop tard pour les semences, et que le programme ne serait plus pertinent et serait annulé. C'était assez intéressant, notamment parce que cela nous a permis d'aller ailleurs que dans les grandes villes. Les campagnes et les villages sont des endroits complètement décalés par rapport à Pyongyang, qui est une sorte de vitrine. Notre programme de visites était décidé chaque jour, mais il était très flexible. Il était établi en fonction des endroits où les trains arrivaient pendant la nuit et ce n'était pas toujours prévisible. Je crois que nous prenions quelques wagons et que nous comptions les sacs. Ils avaient décidé de répartir les semences dans le plus de fermes possible parce que cela servait d'opé-

ration pilote. Ils voulaient voir si cela marchait ou pas selon les régions, le climat. Chaque fois, nous avions un chauffeur et un interprète. Nous avions un programme assez précis que nous avons réussi, à plusieurs reprises, à faire changer au dernier moment pour arriver dans des endroits où tout n'était pas préparé pour nous recevoir et pour voir ainsi comment cela se passait vraiment. Nous étions reçus dans des fermes collectives. Il y avait un bâtiment central, les personnes habitaient dans des petites maisons. Je me souviens d'un champ, avec une chorale installée sur un talus qui chantait pour entraîner des travailleurs, qui plantaient tout à la main. Ils n'avaient pas de carburant pour faire tourner les tracteurs. Le dernier jour, je suis allé récupérer du matériel laissé par la précédente mission dans les locaux du PAM. Ce jour-là notre interprète n'était pas là, j'étais seul avec le chauffeur que nous avons depuis deux semaines, avec qui nous ne communiquons que par l'intermédiaire de l'interprète. Je me parlais à moi-même, et j'ai dit : « On n'a qu'à mettre le matériel devant. » Soudain, j'ai entendu la voix du chauffeur qui s'exclamait : « Devant ? » Il parlait français, et je suppose qu'il était chargé de surveiller notre interprète !

Olivier Lesrel, MSF France, responsable de la cellule d'urgence alimentaire (en français).

En avril 1997, des hommes d'affaires chinois – source principale d'information indépendante sur ce qui se passe à l'intérieur de la Corée du Nord, car plus libres de leurs déplacements – et des représentants d'agences internationales qui ont visité la Corée du Nord notent que l'approvisionnement en nourriture est insuffisant, et relèvent de sérieux signes de disette au sein de la population nord-coréenne à laquelle ils ont accès. À l'époque, cette situation est connue depuis un certain temps dans toute la Corée du Sud. Plusieurs articles sur la famine ont déjà été publiés dans la presse internationale. [V2](#) [V3](#)



« De l'autre côté de la rivière Yalu, des commerçants ont vu la famine en Corée du Nord », Steven Mufson, *The Washington Post* (États-Unis), 18 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

De 200 à 300 camions traversent chaque jour le pont de l'Amitié, sur la rivière Yalu, transportant des sacs de nourriture ou d'autres denrées désespérément nécessaires à la Corée du Nord. Quand les commerçants et les chauffeurs reviennent de cette nation stalinienne en souffrance, ils rapportent des histoires de famine et de désespoir.

Un groupe de chauffeurs chinois qui attendait au pied du pont mercredi a raconté avoir vu des enfants mourant de faim en Corée du Nord. Un homme qui n'a accepté de donner que son prénom – Re – et qui attendait pour aller livrer du matériel de construction à l'ambassade de Chine à Pyongyang, la capitale nord-coréenne, a déclaré qu'au cours d'un voyage récent il avait vu un enfant mort et deux autres presque morts, apparemment de faim, abandonnés au bord de la route.

« J'ai vu des écoliers tituber comme des ivrognes à cause de la faim », a raconté un commerçant du nom de Liu, qui possède une petite boutique de médecine chinoise dans les environs et qui dit être allé en Corée du Nord quelques jours plus tôt. [...]

Il est difficile d'évaluer l'importance de la crise en Corée du Nord, au moment où les autres pays essayent de prendre une décision sur la pertinence et l'ampleur d'une aide à cette dictature communiste dont l'économie planifiée s'est écroulée.

Les inondations désastreuses qui ont atteint le pays ces deux dernières années ont aggravé les malheurs qui se sont abattus depuis 1991, ainsi que la chute de l'Union soviétique, soutien de la Corée du Nord depuis de longues années.

Les experts de l'aide internationale qui ont visité la Corée du Nord ont aussi rapporté l'existence de pénuries de nourriture et de maladies associées à la malnutrition. Le mois dernier, Arthur Holcombe, le chef du programme des Nations unies pour le développement, basé à Pékin, a rapporté avoir vu plusieurs cas de rachitisme et de scorbut.

Mais les récits personnels de commerçants, recueillis dans cette ville chinoise [de la frontière], donnent des images plus crues d'une nation en crise. « L'année dernière, la situation était mauvaise. Cette année, elle est pire », affirme l'épouse de M. Liu.



« La communauté internationale hésite – une épidémie s'installe, l'aide n'arrive toujours pas », Carrol Bogert et Jeffrey Bartholet, **Newsweek** (États-Unis), 21 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

La première chose que Catherine Bertini a notée, c'est la petite taille des enfants. En tant que responsable du Programme alimentaire mondial des Nations unies, elle a eu un accès privilégié aux écoles, aux garderies, à l'occasion d'un voyage à travers les campagnes de Corée du Nord. Des enfants qui paraissaient avoir trois ans se révélaient en fait être âgés de six ans. Leur peau pendait de leurs poignets et de leurs chevilles amaigris. Dans la plupart des écoles – sans chauffage et littéralement glacées – seulement vingt pour cent d'entre eux étaient présents ; les instituteurs expliquaient que les autres étaient « en voyage ». Où pouvaient-ils être en réalité ? À la maison, peut-être, là où le poêle pour cuisiner le pauvre frichti de la famille diffuse un peu de chaleur dans l'air ambiant ?

Mourant lentement, où qu'ils soient. La plupart des Nord-Coréens ne reçoivent que 100 grammes de riz par jour, un régime qui fait mourir lentement de faim, et le gouvernement a récemment confirmé que 134 enfants sont morts de malnutrition l'an dernier. Des observateurs étrangers pensent que ce nombre doit en réalité être plus élevé. Les services de renseignements états-uniens prévoient que 100 000 personnes mourront cet été si l'aide n'arrive pas. « Même si on change le système [d'agriculture socialiste], cela ne sera d'aucun secours à la population en 1997, ni même en 1998 », affirme Bertini. « Est-ce que le reste du monde veut laisser des millions de Nord-Coréens mourir de faim ? »

Le reste du monde ne sait pas grand-chose de la famine nord-coréenne, en grande partie parce qu'elle n'est pas montrée sur CNN. [...]

Ce gouvernement paranoïaque a régulièrement refusé des visas à *Newsweek* et à d'autres médias qui voulaient couvrir le désastre. Pour le Programme alimentaire mondial et les autres organisations de secours, la tâche a été rendue plus difficile de sonner l'alarme et d'orienter la sympathie internationale vers le sort de la Corée du Nord. « Nous avons besoin de journalistes qui fassent connaître la situation, déclare un représentant d'une organisation de secours, mais cela revient à gifler la Corée du Nord en pleine face. »

Le régime de Pyongyang se battait pour nourrir sa population bien avant d'avoir été frappé par trois étés d'inondations désastreuses. Maintenant, il fait face à une pénurie de céréales de 2,3 millions de tonnes, quoi que 900 000 tonnes suffiraient probablement à maintenir les gens en vie jusqu'à la prochaine récolte, dans cinq ou six mois. Mais y aura-t-il une prochaine récolte ? Des représentants d'organisations de secours craignent que les Nord-Coréens affamés soient trop faibles pour labourer, semer et moissonner

– en particulier parce qu’il n’y a pas de carburant pour les tracteurs et que la plupart des animaux de trait ont été abattus.

Ce qui a d’abord frappé les experts de la faim, c’est à quel point ce qui se passe en Corée du Nord diffère d’une famine africaine typique. Il n’y a pas de migrations de masse de réfugiés affamés cherchant de la nourriture – s’ils quittent leur domicile, les Nord-Coréens perdent la faible ration que leur fournit le gouvernement. Il n’y a pas de marché où les gens vendraient leurs derniers biens pour acheter à manger – en Corée du Nord, le commerce privé est illégal et la vente de céréales est un crime passible de la peine de mort. Il est plus difficile de voir l’état physique des gens souffrant de la faim lorsqu’ils portent des vêtements d’hiver que sous les climats chauds africains. Mais, et c’est peut-être plus inhabituel, la Corée du Nord est un pays industrialisé, urbain – un trou perdu, mais pas une société paysanne. Et le gouvernement a tous les pouvoirs. « En Afrique, les groupes les plus vulnérables tombent d’abord dans les filets de sécurité de la société », remarque Michael Ross, du Programme alimentaire mondial. « En Corée du Nord, la réalité, c’est que le filet s’abaisse peu à peu, jusqu’à ce qu’il touche le fond. C’est exactement à ce niveau que se trouve la Corée du Nord aujourd’hui. »

Pourtant, de nombreux pays répugnent à aider le régime de Pyongyang à se sortir d’affaire. Après les accusations récentes selon lesquelles des agents nord-coréens auraient kidnappé une jeune Japonaise il y a vingt ans, et l’auraient escamotée vers Pyongyang, Tokyo a retardé tout envoi d’aide alimentaire. La Corée du Sud s’est engagée à verser 6 millions de dollars au Programme alimentaire mondial, mais veut d’abord que son vieil ennemi lui accorde quelques concessions politiques avant d’en faire plus. « Nous pouvons négocier l’assistance du gouvernement au Nord seulement si les négociations quadrilatérales sont lancées », affirme l’adjoint du ministre de l’Unification, Moon Moo-Hong, se référant aux négociations de paix formelles que la Corée du Sud souhaite voir enclenchées. Washington a promis 10 millions de dollars qui permettront d’acheter un supplément d’à peine 30 000 tonnes de grains, et envisage d’augmenter sa contribution. Mais le secrétaire à la Défense, William Conhen, en tournée dans la région la semaine dernière, a aussi lié l’aide alimentaire aux progrès des négociations politiques. Et les républicains du Congrès reprochent souvent à Clinton de « soutenir » la Corée du Nord. Les représentants des organisations humanitaires disent que c’est jouer avec des vies innocentes. « Il ne devrait pas être question de postures diplomatiques », regrette Andrew Natsios, vice-président de l’organisation de secours World Vision et qui fut responsable de l’aide de l’administration Bush. « Il s’agit d’un jeu politique avec le sort de personnes vulnérables qui n’ont pas de pouvoir politique, qui sont en train de mourir. Je suis républicain. Mais ceci n’est tout simplement pas acceptable. » Toutefois, personne ne nie que ceux qui pratiquent ce jeu politique sont les responsables nord-coréens, qui veulent conserver leur régime stalinien. Les deux plus grandes famines du siècle ont eu lieu en Ukraine dans les années 1930 et en Chine au début des années 1960, lorsque le système d’agriculture collectivisée a ruiné les récoltes. Le monde n’a compris qu’après coup l’ampleur du désastre. Et c’est vers le même type de tragédie que la Corée du Nord se dirige.



« Une agence de secours a constaté des décès dus à la malnutrition en Corée du Nord », **Reuters** (Royaume-Uni), Pékin, 29 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

La Corée du Nord glisse vers la famine, si l’on en croit les rapports sur les décès d’enfants de malnutrition, sur les paysans qui se nourrissent de poudre de bois pour survivre, a déclaré un responsable de l’organisation de secours internationale Caritas, mardi.

« La situation se détériore globalement », a déclaré Kathi Zellweger, la directrice de la coopération internationale de la section de Caritas à Hong Kong, dans une interview au retour d'une visite dans cet État stalinien fermé.

« C'est comme une échelle que je descendrais et dont je n'arriverais pas à savoir où se trouve le dernier échelon », a-t-elle déclaré en se référant à ses différentes visites, ces dernières années. La veille, l'agence des Nations unies pour l'alimentation a lancé un appel à l'aide d'urgence à grande échelle à la Corée du Nord, afin d'éviter une famine qui pourrait tourner au « pire désastre humanitaire de notre temps ». En visite dans des zones dévastées par des inondations sans précédent, en 1995 et de nouveau en 1996, quand toutes les récoltes ont été détruites, Zellweger a déclaré avoir vu peu d'enfants dans les écoles, ou seulement des enfants apathiques, et avoir entendu parler de décès dus à la malnutrition.

La directrice d'une école dans un comté a décrit la situation comme étant la pire depuis l'occupation japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, une invasion considérée par les Coréens comme l'un des points les plus noirs de leur histoire, a-t-elle déclaré. [...]

« Je pense qu'il s'agit d'une famine à rythme lent », a-t-elle dit. « Si aucune aide alimentaire massive n'est livrée rapidement, la situation va se détériorer très, très rapidement. Nous pouvons seulement espérer le meilleur et nous préparer au pire. » Le programme alimentaire des Nations unies a lancé un appel de 95,5 millions de dollars ce mois-ci pour la fourniture de 203 000 tonnes de nourriture en urgence à la Corée du Nord. L'agence a déclaré lundi qu'elle n'avait reçu qu'un tiers de l'argent et a estimé que la Corée du Nord avait besoin de 1,3 million de tonnes supplémentaires pour répondre à ses besoins de base en 2007.

Mme Zellweger dit que des responsables locaux lui ont affirmé avoir distribué 100 à 350 grammes de riz par adulte et par jour, mais que dans certaines régions ils ont été incapables d'en distribuer depuis la mi-mars. Il faut comparer ces quantités au minimum recommandé par Caritas, qui est de 450 grammes par personne et par jour.

« Les responsables affirment qu'ils vont très bientôt manquer de nourriture... Ils m'ont demandé plusieurs fois de prêter attention à la quantité plutôt qu'à la qualité de la nourriture que nous livrons », a-t-elle ajouté. [...]

La Corée du Nord a déclaré que les stocks de nourriture seraient épuisés fin avril. Le PAM estime qu'il y avait assez de nourriture pour satisfaire les besoins du pays jusqu'en juin seulement, et qu'ensuite ses 24 millions d'habitants devraient attendre la prochaine récolte en octobre et novembre.



« La famine en Corée du Nord n'est pas le produit de la nature, mais celui d'un système », Philip Bowring, *International Herald Tribune* (Séoul), 3-4 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Comment se fait-il que la société la plus contrôlée de la planète, avec une économie semi-industrialisée dans un pays plutôt densément peuplé, possédant de nombreux points d'accès terrestres et maritimes, meure de faim ?

La réponse est très simple : à cause d'un système politique similaire à celui qui a apporté la famine dans les régions les plus riches de Chine durant le « Grand Bond en avant » de Mao, et à l'Union soviétique pendant la campagne de collectivisation de Staline. Comme dans ces deux cas, la famine en Corée du Nord résulte essentiellement du fait que le régime qui la dirige a des objectifs plus importants que de nourrir son propre peuple. Dans le cas coréen, le premier objectif est de garder le pays aussi fermé que possible,

afin d'empêcher les citoyens de pouvoir comparer leur sort à celui de leurs voisins de Chine ou de Corée du Sud.

Ensuite, les ressources insuffisantes que Pyongyang a à sa disposition n'ont pas été consacrées à acheter du grain et du carburant pour les civils, mais à approvisionner une armée de un million d'hommes en pétrole et autres ressources nécessaires, pour maintenir une menace de guerre crédible vis-à-vis du Sud et des États-Unis. [...]

La pénurie de nourriture peut être une gêne et un motif de dénonciation du féodalisme de Pyongyang, habillé dans les habits de Lénine. Mais il joue aussi son rôle de levier, permettant à M. Kim de se rapprocher de son objectif, qui consiste à faire reconnaître officiellement son régime par les États-Unis. Sous couvert d'aide « humanitaire », les États-Unis s'efforcent de remplir leurs propres objectifs diplomatiques, en particulier celui d'amener Pyongyang à la table des négociations quadripartites – les deux Corées, la Chine, et les États-Unis – qui pourraient aboutir à un traité de paix. Les objectifs des États-Unis ne sont ni indignes ni complètement calculateurs.

Les sentiments humanitaires comptent aussi. Il existe une véritable inquiétude qu'une aide alimentaire limitée réduise le danger que la Corée du Nord se lance dans une guerre suicidaire pour échapper aux réalités de l'échec.

Pyongyang a jusqu'ici fait preuve d'une habileté sans pitié, plutôt que de tendances au suicide, mais l'éventualité d'un sursaut final de l'armée, toujours convaincue que son destin est de réaliser la réunification par tous les moyens, ne peut pas être complètement écartée. Du côté des États-Unis et de la Chine, on fait le calcul qu'un peu d'aide renflouera le régime et évitera ainsi la déstabilisation de la région que causerait la chute de la Corée du Nord. La Chine craint à court terme un afflux de réfugiés, et à plus long terme qu'une Corée unie non socialiste émerge de l'échec des cousins de la Chine communiste, de l'autre côté de la rivière Yalu. Pendant ce temps, le Sud gère ses propres dilemmes : la détestation du régime de Pyongyang est compensée par le désir d'aider à le changer, évitant ainsi un effondrement qui pourrait faire peser un lourd fardeau sur le Sud. De façon sous-jacente, il y a le souci d'aider les compatriotes coréens, mais sans aucune idée sur la manière de s'y prendre.



« Corée du Nord : bras de fer politique autour de l'aide du Sud au Nord. La famine semble imminente », Pierre Lefèvre, *Le Soir* (Belgique), 7 mai 1997 (en français).

Extrait :

La situation alimentaire s'aggrave dangereusement en Corée du Nord. Selon le représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Pyongyang, les réserves de grain sont épuisées depuis la mi-mars et la plupart des paysans ne survivent qu'en mangeant des herbes. Des voyageurs venant de Corée du Nord font état d'enfants affamés et abandonnés au bord des routes ou de paysans trop faibles pour cultiver leurs champs. Une catastrophe humanitaire paraît imminente.

Les États-Unis et la Corée du Sud ont finalement décidé d'accorder une aide substantielle à Pyongyang, mais celle-ci continue à dépendre d'une double négociation de nature très politique, qui n'a pas encore abouti. [...]

La question paraît en fait plus complexe et plus politique. La Croix-Rouge du Sud a lié son aide à trois conditions : que sa provenance sud-coréenne soit identifiable, qu'elle puisse transiter par la zone démilitarisée qui sépare les deux pays et que des agents du Sud puissent se rendre en Corée du Nord pour surveiller son bon acheminement.

On s'était offusqué, en Corée du Sud, du fait que Pyongyang avait interdit le moindre indice révélant la provenance de premières livraisons d'aide alimentaire faites en 1995.

Et l'on tient à s'assurer que les nouvelles fournitures ne soient pas détournées au profit de l'armée ou de l'élite politique.

Pour Pyongyang, cependant, il s'agit d'un triple tabou : c'est reconnaître que la doctrine de l'autosuffisance chère au régime de Kim Jong-Il est en échec ; c'est ouvrir la forteresse nord-coréenne à des agents étrangers ; et c'est montrer au monde dans quel état de détresse quarante années de ce régime stalinien ont laissé le pays.



« Récits de désespoirs en provenance de Corée du Nord », Seth Faison, *The New York Times* (États-Unis), 28 avril 1997 (en anglais).



« Corée du Nord : scènes d'horreur dans un pays affamé », Philippe Paqui, *La Libre Belgique* (Belgique), 29 avril 1997 (en français).



« Il y a une vraie famine en Corée du Nord. Témoignage d'un des rares Occidentaux ayant pu se déplacer dans les campagnes coréennes », recueilli par Pierre Hazan, *Libération* (France), 30 avril 1997 (en français).

Du 4 au 26 mars 1997, une équipe d'experts indépendants (dont Georges Dallemagne, l'ancien directeur général de MSF Belgique), mandatés par l'Office humanitaire de l'Union européenne (ECHO), réalise une évaluation de la situation humanitaire en Corée du Nord. Ils réussissent à effectuer une enquête nutritionnelle à petite échelle et décrivent une situation inquiétante, voire très grave dans certaines zones. En avril 1997, les responsables de programme MSF contactent les responsables de RPDC en Europe et préparent un nouveau plan pour retourner porter des secours en Corée du Nord. Leur objectif est de lancer un programme nutritionnel et de distribution alimentaire.



« Corée du Nord », *Courriel* de William Bourgeois, responsable de programme MSF Belgique à Martine Lochin, responsable de programme MSF France et Wouter Kok, responsable de programme MSF Hollande, 7 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Merci de trouver ci-après un résumé du débriefing de Georges Dallemagne. Vu la situation en Corée du Nord, nous proposons :

1. D'envoyer une équipe composée de Hilde Sleurs (médecin chef de mission), Peter Van Caille (logisticien), et une infirmière, le 1^{er} mai, en mission exploratoire, pour voir les possibilités de mettre en œuvre

- un programme médical et nutritionnel dans les hôpitaux et les structures de santé,

- un programme nutritionnel dans les institutions pour enfants.

Et ceci, au niveau des provinces.

2. D'assurer la coordination internationale de la mission.

Merci de me donner un retour sur ces propositions.

Réunion avec Georges le 04/04/1997

Georges a effectué une visite de trois semaines en Corée du Nord en mars 1997.

On estime que le pays affichera un déficit de 2 millions de tonnes de céréales. Officiellement uniquement dû aux inondations de 1995. En fait, la production agricole décroît régulièrement depuis un certain nombre d'années. Ceci, combiné au fait que la Russie et la Chine ont mis fin à leur aide, explique les problèmes actuels.

La crise n'est pas seulement agricole, l'industrie est aussi en panne. La production agricole baisse en raison :

- des dégâts causés par les inondations,
- de la baisse de qualité des semences,
- du manque de fertilisants,
- de la pauvreté du sol,
- pas de carburant, pas de tracteur, pas d'animaux de traits, agriculture à la main.

Les restes vont au gros de la population (l'armée est probablement servie en priorité), donc pas de motivation à augmenter la production.

Georges n'a pas pu rassembler de « preuves » que la situation soit dramatique. L'information disponible n'est pas fiable (seulement de l'information « politiquement correcte »). Mais il a réussi à rassembler quelques indices convaincants.

I. Données sur les stocks et les importations et données sur les rations distribuées :

Pas de stocks, des importations limitées (commerce de troc avec la Chine, commerce du bois, donc déforestation).

Les rations ont été réduites à 100 g/personne/jour.

II. Observations de l'environnement :

Des gens mangent le produit de leur cueillette. Les terrains de football sont cultivés. Des enfants courent derrière les camions pour récupérer quelques grammes de nourriture, les gens cherchent les algues dans les rivières, tout le monde est dans les champs...

III. Marchés/boutiques d'État :

Les boutiques d'État sont vides. Trois fois par mois, des marchés sont autorisés. Le prix du riz est un peu au-dessous du revenu mensuel (l'état de l'économie n'est pas vraiment évalué).

IV. Visites à domicile :

Les familles n'ont pas de stocks, sauf quelques patates douces et des algues (changement d'habitudes alimentaires ?).

V. « Évaluation au MUAC » réalisée dans trois endroits différents, dans cinq crèches et deux jardins d'enfants. Nombre total d'enfants : 437, échantillon 142 dont 135 de moins de cinq ans (trois kwash [kwashiorkor, syndrome de malnutrition]). Résultats : 9 % rouge, 22 % jaune, 19 % blanc. En dehors du biais méthodologique et du fait qu'à Wonsan c'était un jour férié, Georges pense qu'il n'y a eu aucune manipulation :

-> les résultats en institution n'ont pas montré de grandes variations ;

-> aucun feu vert officiel n'a été donné pour faire l'évaluation, officiellement il s'agissait d'une formation. Wonsan est un port situé sur la côte est. L'activité portuaire est arrêtée, les enfants étaient ceux de fonctionnaires et d'officiers.

Médical

La production et l'importation de médicaments ont été arrêtées. Seuls les médicaments traditionnels sont disponibles. Les hôpitaux n'ont ni nourriture, ni médicaments, ni fuel.



« Mission Corée », **Lettre** de Mario Goethals, directeur des opérations de MSF [Belgique] à M. Kim, chargé d'affaires à la mission permanente, 30 avril 1997 (en français).

Extrait :

Votre Excellence,

Notre organisation médicale, non gouvernementale et internationale, spécialisée en santé publique, est préoccupée par les difficultés que rencontre le peuple coréen en ce moment.

Médecins Sans Frontières souhaiterait offrir son assistance dans le domaine des soins de santé primaires ainsi que dans le domaine nutritionnel.

C'est pourquoi, nous vous proposons d'envoyer une équipe de Médecins Sans Frontières pour évaluer les possibilités d'assistance que pourrait apporter notre organisation. Cette équipe expérimentée serait constituée de :

Serge Depotter, responsable cellule opérations sécurité alimentaire.

Hilde Sleurs, médecin.

Peter Vanquaille, logisticien.

Je vous saurais gré de bien vouloir faciliter un visa pour ces personnes.

Une proposition d'action sera soumise aux autorités coréennes dès la fin de la mission d'évaluation. Nous sommes à votre entière disposition pour plus d'informations complémentaires et nous apprécierions de vous rencontrer bientôt à Paris.

Nous vous prions également de nous indiquer les institutions ou personnes en Corée que nous pourrions contacter afin de nous informer des besoins actuels et avec qui nous pourrions développer des propositions concrètes.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de notre haute considération.



« Corée du Nord », **Courriel** de Martine Lochin, responsables de programme MSF France aux responsables de programme MSF Belgique et MSF Hollande, 8 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Réunion avec M. Kim, délégué représentant la RPDC à l'Unesco. [...]

De nouveau, des inquiétudes de MSF sur la situation en RPDC en matière de nutrition et de santé, De nombreuses sources affirment que la situation se dégrade rapidement.

De nouveau, la proposition de MSF d'aider la population nord-coréenne.

Alors, aujourd'hui nous voulons savoir si nous pouvons obtenir l'autorisation de faire une nouvelle évaluation et de commencer un programme le plus tôt possible après cette évaluation. MSF est très soutenu par les bailleurs de fonds (UE, Norvège, etc.)

Nous avons une équipe prête à partir, et nous pensons qu'il serait intéressant qu'elle puisse visiter les structures de santé, les jardins d'enfants, les écoles...

Questions de M. Kim :

- combien de gens ?

- pour combien de temps ?

- combien pour la proposition ? [...]

M. Kim dit que six mois, c'est trop long. Les gens de Pyongyang vont refuser. Donc nous avons avancé l'idée que l'action de MSF pouvait être raccourcie en fonction des résultats de la mission exploratoire.

Combien de personnes ?

Nous avons dit trois, dont quelqu'un qui connaisse déjà la RPDC ([le médecin hollandais] qui est disponible seulement la semaine prochaine) avec deux autres personnes. Ces

deux personnes sont disponibles deux mois. Donc en mesure de faire l'évaluation et de commencer le programme. M. Kim a donné son accord pour trois semaines d'explo, mais l'équipe devra ensuite quitter le pays, parce qu'il ne pense pas que MSF aura l'accord des bailleurs de fonds assez rapidement pour commencer un programme dans la foulée. Nous bénéficions d'une grande confiance et d'une grande crédibilité auprès des bailleurs (etc., etc.) et nous avons l'habitude de travailler avec eux dans l'urgence.

Grosse confusion à cause du fax de Mario : M. Kim pense que deux équipes d'évaluation différentes de MSF ont demandé à se rendre en RPDC. De nombreuses délégations se rendent déjà en RPDC sans résultats positifs [...].

Nous avons donc expliqué qu'il s'agissait de la même équipe, d'une action internationale de MSF, avec trois sections impliquées, MSF Belgique, MSF Hollande et MSF France, et que c'est coordonné par Paris, etc.

En avril et mai 1997, la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon décident de reprendre la fourniture d'aide alimentaire à la Corée du Nord, à condition que les négociations de paix quadripartites reprennent. [V4](#) [V5](#) [V6](#)



« Affamée, la Corée du Nord ravale un peu de sa fierté », Nicholas D. Kristof, *The New York Times* (États-Unis), Tokyo, 29 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Avec cette grave famine qui se propage sur son territoire, l'un des obstacles centraux rencontrés par la Corée du Nord pour capter l'attention et l'assistance reste sa fierté, qui se révèle aussi importante que ses besoins.

Une grande partie des 23 millions de Nord-Coréens est sans doute en train de mourir de faim, mais le régime nord-coréen reste réticent à accepter une aide directe de la Corée du Sud ou à autoriser les journalistes à visiter les régions les plus touchées et faire connaître ses souffrances. Le gouvernement de Kim Jong-Il, le « bien-aimé leader » depuis des années, désormais élevé au titre de « Grand Leader », craignait que l'aide directe et la couverture médiatique des enfants mourant de faim n'humilie la nation et n'autorise la Corée du Sud à marquer des points de propagande. Mais cette semaine, pour montrer qu'une plus grande ouverture était peut-être en vue, les deux Corées ont passé un accord majeur qui autorisera le Sud à envoyer de la nourriture directement à la Corée du Nord et à étiqueter les sacs de telle façon que l'origine de l'aide soit clairement indiquée. L'accord autorise aussi les organismes d'aide à envoyer de la nourriture au Nord par de nouvelles routes et à stipuler quelle région de Corée du Nord recevra la nourriture. « Je pense qu'il s'agit d'une avancée majeure », a déclaré Lee Yoon Gu, le vice-président de la coalition sud-coréenne des organisations qui essaient d'envoyer de la nourriture au Nord. « Nous verrons bien si cela marche ou pas. Mais je suis optimiste. » D'autres sont plus sceptiques et chacun s'accorde à dire qu'une bonne transaction dépendra de la manière dont l'accord – obtenu lundi à Pékin – sera mis en œuvre, même avec une attitude plus flexible dans les négociations. Toutefois, la Corée du Nord a rejeté l'idée de recevoir de l'aide qui arriverait du Sud en passant la frontière à Panmunjeom. Le Nord était apparemment un peu inquiet de l'impact démoralisateur que pourrait avoir sur ses soldats affamés la vision de camions de nourriture déferlant du territoire ennemi. En conséquence, les 50 600 tonnes de blé, de nouilles et d'autres nourritures faisant l'objet de l'accord arriveront de Chine par trois voies de chemin de fer et dans deux ports différents – ce qui se révèle un progrès par rapport à l'unique ligne de chemin de fer et

au seul port désigné jusqu'ici par le Nord comme voies d'arrivée exclusives de ce type d'aide. Le nouvel arrangement devrait apparemment permettre aux organisations du Sud, qui contribuent à fournir 1 000 tonnes de nourriture, de pouvoir désigner quelle ville du Nord sera récipiendaire de cette aide. Mais il n'y aura pas de contrôle sur place et dans tous les cas il restera impossible pour les Coréens du Sud de vendre la nourriture directement aux particuliers ou aux familles.

« Les Nord-Coréens sont très suspicieux au sujet de tout ce qui vient du Sud », explique Bernard Krisher, un Américain de Tokyo qui a récemment livré de l'aide à la Corée du Nord. « Aussi désespérés qu'ils soient, ils ont beaucoup de fierté. Ce ne sont pas des mendiants et ils se méfient des motivations des Sud-Coréens. » [...]

Les États-Unis envoient l'équivalent de 251 millions de dollars en nourriture à la Corée du Nord, et le gouvernement sud-coréen a aussi envoyé un montant modeste d'aide autorisée de la part du secteur privé, comme les 50 000 won qui ont fait l'objet d'un accord cette semaine. Mais les autorités sud-coréennes insistent pour envoyer une aide à plus grande échelle, seulement quand le Nord aura accepté des négociations impliquant les deux Corées, la Chine et les États-Unis.

« Le problème urgent, c'est la paix dans la péninsule coréenne » a déclaré Moon Moo-Hong, le ministre adjoint à l'Unification en Corée du Sud. M. Moon a affirmé que l'obstacle fondamental est l'attitude agressive de la Corée du Nord et il a ajouté que si cette dernière avait besoin de 300 millions de dollars pour acheter de la nourriture et éviter la famine, elle dépensait chaque année des milliards de dollars pour son armée.

Un autre responsable sud-coréen a déclaré que l'accord de cette semaine avait pour objectif d'encourager le Nord à plus de flexibilité et à rejoindre les négociations de paix quadripartites, afin de mettre fin à l'état de guerre qui existe encore techniquement dans la péninsule coréenne. « Nous avons fait notre part, et maintenant nous attendons d'eux qu'ils soient plus positifs sur les négociations de paix quadripartites », a déclaré ce responsable.

Le gouvernement japonais a pris une position plus dure sur l'aide que celle de la plupart des autres pays, en partie à cause des récents rapports selon lesquels, depuis des années, des espions nord-coréens auraient kidnappé des Japonais et les auraient emmenés en Corée du Nord. Le Nord a nié ces accusations.

So Chung On, le porte-parole de la Corée du Nord au Japon, a fait remarquer que le Japon avait de grandes quantités de surplus de riz. Une partie de ce riz va pourrir avec les pluies de juin et sera bon à jeter, alors qu'il pourrait être utilisé pour aider à nourrir les Coréens, a-t-il déclaré.

En juin 1997, l'équipe de la cellule d'urgence alimentaire de MSF France revient en Corée du Nord pour évaluer les récoltes résultant de la distribution de semences réalisée en février, et pour négocier un programme médical avec les autorités. Finalement, MSF obtient l'autorisation d'ouvrir un programme d'un mois pour fournir du matériel médical à trois hôpitaux. Puis une proposition est négociée pour un nouveau programme de un an. Les responsables nord-coréens sont très clairs sur le fait qu'ils sont plus intéressés par la quantité de l'aide que par sa qualité et se montrent réticents à la présence d'expatriés MSF dans plusieurs comtés. Finalement, le 3 juillet 1997, MSF et le FDRC signent un accord de collaboration valable un an. Ils s'accordent sur la mise en œuvre d'un « programme d'urgence de secours nutritionnel et médical », commençant officiellement le 5 juillet 1997 dans 34 comtés des régions de Sud Pyongan, Nord Hwanghae et Kangwon. Alors que le premier programme d'un mois est essentiellement financé sur fonds privés, c'est

ECHO qui fournit la totalité des fonds nécessaires à la mise en œuvre du second projet, prévu pour une durée de un an.



« **Proposition** pour un programme de secours d'urgence médicale RPDC/MSF – Période du projet : 4 juin au 4 juillet 1997 », MSF, juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Introduction

Le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a demandé à MSF de constituer une petite équipe exploratoire composée d'un chef d'équipe, d'un médecin et d'un expert en logistique. Ces missions se sont déroulées du 24 mai au 4 juin 1997. L'objectif principal de la mission exploratoire de MSF était de rétablir un contact formel avec les autorités de Pyongyang. Lorsqu'elles étaient autorisées à circuler, les équipes avaient pour cahier des charges d'évaluer la situation médicale et nutritionnelle en RPDC en général, ainsi que dans des zones plus spécifiques. Le cahier des charges autorisait aussi la mission à proposer un programme au gouvernement, si certaines conditions étaient remplies. Le Comité pour la réparation des dégâts causés par les inondations a autorisé la mission MSF à visiter quatre comtés : Ichon, Unpa, Pakchon et Huichon. Le dernier jour de la mission exploratoire, une visite supplémentaire a été réalisée à la maternité de l'hôpital de Pyongyang, la capitale. [...]

Intervention proposée par MSF

La mission a proposé de commencer immédiatement un programme de secours médical en deux phases. La première phase du programme durera un mois, la seconde au moins six mois ou toute période plus ou moins longue acceptée par la RPDC et MSF. Il n'a pas encore été décidé si, dans la seconde phase, un volet nutritionnel serait ajouté au programme MSF. Principalement en raison du manque de données objectives sur l'état nutritionnel de l'ensemble de la population et en particulier des moins de cinq ans. En se basant sur des informations anecdotiques, le statut clinique des enfants dans les différents hôpitaux et dispensaires visités et une observation globale dans les rues des différents villages et villes, l'équipe pense pouvoir avancer que la RPDC n'est pas encore en situation de famine. Un volet nutritionnel pourra être ajouté plus tard, dans la seconde phase, comme part d'un programme MSF en RPDC. Aucun hôpital et dispensaire visité – voir le rapport d'évaluation – n'a plus aucun stock de médicaments essentiels de type occidental. Les patients atteints de maladies aiguës ne peuvent plus être traités correctement. La majeure partie du matériel médical de base n'est pas non plus disponible. La mission a proposé de commencer immédiatement par une distribution de médicaments et de matériel médical de base à une sélection d'hôpitaux et de dispensaires dans quatre comtés différents. Les institutions recevront du matériel MSF en fonction de leur niveau de connaissance, de la consommation de médicaments, de leurs habitudes de prescriptions et du fait qu'ils aient été en contact ou non avec MSF auparavant. Le premier mois du projet sera aussi consacré à affiner la relation avec la RPDC et à évaluer plus avant l'état nutritionnel et médical dans le pays.



Fax de Jules Pieters, cellule d'urgence de MSF Hollande de Bangkok, de retour de Corée du Nord, au responsable de programme MSF Hollande, 6 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Je pense réellement qu'il serait mieux pour MSF de financer le premier mois sur fonds privés. La raison principale, c'est que nous nous sommes mis d'accord là-dessus avec le gouvernement. C'est mentionné spécifiquement dans l'accord de collaboration. En plus l'aide humanitaire à la RPDC est très politisée et les bailleurs essaient d'influencer les organisations afin de baisser les standards. EFRC et l'UNICEF déclarent en toute simplicité que leur aide est « politique ». Il est important pour MSF d'être indépendant, spécialement le premier mois d'essais et d'erreurs. N'oubliez pas que le gouvernement est intelligent. Si nous ne nous conformons pas à la lettre à l'accord de collaboration que nous avons tous signé, nous leur donnons un prétexte pour faire de même. La délégation de l'UNESCO à Paris a déjà pris contact avec ECHO. Je suis certain qu'à l'avenir, les bailleurs voudront se montrer généreux avec la RPDC.

Informations supplémentaires :

Concentrez le contenu de vos messages par fax et téléphone vers Pyongyang uniquement sur le sujet concerné ; pas de plaisanterie ou de références à des questions d'argent si cela n'est pas nécessaire : pas de proposition de budget, pas de correspondance avec les bailleurs. Évitez aussi de donner l'impression qu'il pourrait y avoir des différences d'opinion au niveau de sièges européens de MSF (ce qui, bien sûr, n'arrive jamais). Ne jamais écrire « Corée du Nord » sur une adresse. Nous travaillons en Corée ou en République populaire démocratique de Corée.

Pour les membres futurs de l'équipe pendant la deuxième phase :

Nous ne cherchons pas du personnel MSF prêt à bondir, vêtu de tee-shirts MSF et de jeans (caricatural, désolé). Nous avons besoin de gens expérimentés, de plus de 30 ans, diplomates avec une expérience en santé publique, qui sont prêts à porter chemise et cravate si nécessaire. Le personnel MSF ne peut pas vraiment être opérationnel en Corée, où nous jouons un rôle de conseillers. Les médecins MSF ne peuvent pas être directement impliqués dans le soin aux patients. Cela peut bien sûr changer dans le futur quand nous aurons construit des relations de confiance. Les médecins MSF pourront peut-être alors être impliqués directement dans les soins aux patients, sur la base d'une confiance mutuelle entre collègues. En ce moment, les Coréens sont très sensibles sur ce point. Le terme « formation » doit être évité, il vaut mieux utiliser « échange d'information » entre collègues. Il vaut mieux recruter des médecins, car dans l'échelle sociale, les infirmières sont situées à un niveau trop bas. Je sais que c'est un peu compliqué et que cela peut sembler un peu trop, mais c'est la réalité. Si MSF veut rester en Corée, il faut jouer le jeu. L'anglais semble être mieux compris que le français ou toute autre langue internationale.



Lettre de Marie-Pierre Allié, responsable de programme de MSF France à Werner Scholtz, ECHO, 11 juillet 1997 (en anglais).

Extrait :

Cher Monsieur,
Médecins Sans Frontières prévoit de mettre en œuvre un programme de secours d'urgence médical et nutritionnel en République démocratique de Corée du Nord.

Une première mission a lancé un programme d'un mois en juin, qui a consisté en une distribution de médicaments essentiels et de matériel médical à des hôpitaux et des dispensaires sélectionnés dans quatre comtés différents. Pendant ce mois, l'équipe MSF en Corée du Nord a eu l'opportunité de rencontrer des responsables du secteur de la santé et de visiter différentes structures de santé. À la suite de cette première phase, MSF est désormais capable de proposer un projet à plus long terme en Corée du Nord pour six mois. Ce projet couvrira trois provinces et fournira des médicaments et du matériel médical aux structures de santé, formera à l'utilisation des médicaments essentiels, améliorera la prise en charge nutritionnelle des enfants mal nourris et fournira de l'eau potable à plusieurs centres de santé.

Il s'agira d'une mission internationale de MSF, impliquant les sections belge, française et hollandaise, chacune d'entre elles prenant en charge une province (MSF France : Kangwon, MSF Hollande : Nord Hwanghae, MSF Belgique : Sud Pyongan). Les activités seront similaires dans chaque province. Une équipe de deux expatriés sera présente dans chaque et l'équipe de coordination (deux personnes) sera basée à Pyongyang. En conséquence, nous aimerions qu'ECHO envisage trois financements différents et préférions signer trois contrats différents, un pour chaque section.

Vous trouverez ci-joint la proposition descriptive et financière pour cette intervention. Le montant total du projet s'élèvera à 3 875 000 écus.



« RPDC », **Courriel** de Jules Pieters, cellule urgence de MSF Hollande à Marie-Pierre Allié, responsable de programme de MSF France, 16 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Salut Marie-Pierre,

Hilde m'a appelé pour discuter argent en néerlandais. Trop d'oreilles nous écoutaient. Elle me rappellera plus tard.

Hilde et ses collègues discutent avec le comité [de réparation des dégâts dus aux inondations] de la deuxième étape du projet. À Pyongyang, le comité semble être un peu plus réticent que précédemment, à l'envoi d'expatriés dans les provinces pour la seconde phase du programme. La question principale reste la même : combien d'argent et de programmes MSF peut-elle aligner ? La RPDC n'est pas intéressée par la qualité, mais par la quantité.

Hilde et ses collègues n'ont pas de problèmes pour circuler, ce qui est très positif. Le processus de la collecte de données et de leur mise à disposition par le ministre reste lent et délicat à mettre en œuvre. L'appartement des expatriés n'est pas encore prêt, il semble y avoir un problème de meubles.

Nous avons besoin qu'ECHO nous dise combien d'argent ils vont donner à MSF en une seule fois. La RPDC veut que nous travaillions dans trois provinces. Si nous prévoyons une approche globale (distribution de médicaments, formation, distribution de BP5 [biscuits protéinés] et de lait hautement énergétique, par exemple) avec deux expatriés dans chaque province et deux expatriés à Pyongyang (huit expatriés), Hilde estime que le coût total s'élèvera aux alentours de 8 millions de dollars pour 6 mois.

Personnellement, je ne suis pas trop content des trois provinces, étant donné les contraintes qui pèsent déjà sur nous, nous allons tout simplement être débordés. Je préférerais commencer dans une province avec quatre expatriés, puis qu'on s'étende doucement. La RPDC n'est pas en faveur de cette solution. Ils aimeraient aussi avoir le moins d'expatriés possible. Les hautes autorités semblent avoir pris note de la présence croissante de MSF, et ne pas beaucoup aimer cela.



Accord de collaboration entre le Comité pour la réparation des dégâts dus aux inondations et Médecins Sans Frontières, Pyongyang, 3 juillet 1997 (en anglais).

Extrait :

[Le FDRC et MSF] prenant en considération :

- que de graves inondations en 1995 et 1996 ont causé des dégâts considérables à l'agriculture et des pertes d'approvisionnement alimentaire à la population,
- qu'en raison de sérieuses pénuries de nourriture, l'état nutritionnel et en conséquence l'état de santé de la population de la RDPC devient extrêmement inquiétant,
- l'expérience mutuellement positive d'une collaboration passée et présente entre le FDRC [Comité pour la réparation des dégâts dus aux inondations] et MSF,

Reconnaissent être d'accord sur le fait que :

- cet accord de collaboration est valable pour une période d'un an à partir du 5 juillet 1997 ;
- MSF peut continuer son programme de secours médical et nutritionnel en RPDC, commencé le 5 juillet 1997, pendant six mois ;
- ce programme sera désigné comme le « programme de secours d'urgence médical et nutritionnel FDRC/MSF » ;
- ce programme (pour les détails et le planning, voir la proposition de programme) sera mis en œuvre en coopération étroite et en collaboration avec le FDRC, incluant des réunions hebdomadaires avec le ministre de la Santé publique ;
- le programme sera évalué conjointement par les partenaires au bout de quatre mois, les résultats de cette évaluation seront utilisés pour faciliter la décision d'étendre le programme à une nouvelle période (troisième phase) ;
- l'assistance médicale et nutritionnelle telle que décrite dans la proposition de projet sera limitée à la zone de projet suivante :

Province de Sud Pvonqan

- Pyongson ville, Kaechon ville, Dokchon ville
- comtés : Unsan, Sukchon, Pyongwon, Mundok, Pukchang, Songchon, Daedong, Zungsan

Province de Nord Hwanghae

- Sariwon ville, Songrim ville,
- comtés : Hwangzu, Yontan, Bongsan, Unpa, Rinsan, Sohung, Suan, Yonsan, Koksan, Singye.

Province du Kanqwon

- Wonsan ville, Munchon ville,
- comtés : Chonnae, Anbyon, Kosan, Tongchon, Kosong, Hoiyang, Sepo, Pangyo, Popdong.

Population totale : 4 345 000.
Nombre total de comtés : 34. [...]

- Le coût total estimé du programme s'élève à 4,5 millions de dollars, MSF va rechercher des financements pour ce programme auprès de ses donateurs (institutionnels) parmi lesquels, ECHO, USAID, les gouvernements européens et autres et le grand public. [...]

- MSF peut installer huit de ses volontaires [employés] expérimentés pour la durée du projet : un chef de mission, six paramédicaux et un logisticien.

- Le personnel expatrié MSF peut voyager librement et remplir ses fonctions dans la zone du programme, sur la base d'un planning hebdomadaire qui sera fourni aux autorités. Les expatriés travaillant dans les provinces de Nord Hwanghae et Sud Pyongan seront basés à Pyongyang, mais peuvent effectuer des séjours réguliers dans les provinces. Les expatriés travaillant à Kangwon seront basés à Wonsan. [...]

- Un directeur opérationnel de MSF pourra rendre une visite de dix jours pendant la période du programme.

- Deux consultants médicaux et techniques (des spécialistes) pourront chacun faire une visite de 10 jours pendant la période du programme. L'objectif de leur visite, parmi d'autres, sera de conseiller le personnel du programme sur la mise en œuvre du projet en cours et le contenu d'éventuels projets complémentaires.
- Un contrôleur financier peut faire deux à cinq visites pendant la période du programme pour soutenir le personnel du programme dans l'administration du projet.



J'y suis retourné en juin, avec Patrick l'agronome et Maarten le médecin, pour voir ce que les semences avaient donné, comment elles avaient été utilisées. D'autre part, je devais essayer à nouveau, à travers ce programme qui permettait un retour en Corée du Nord, de renouer avec les autorités médicales et voir ce que nous pouvions faire dans ce domaine. J'avais organisé à l'avance des rendez-vous avec le ministère de la Santé pour [un membre de l'équipe MSF]. Mais entretemps, nous sommes tombés sur une autre équipe de MSF qui était venue en parallèle. Patrick et moi, nous nous sommes retirés de nous-mêmes de la partie médicale et nous avons dit aux deux autres MSF d'aller au rendez-vous au ministère de la Santé. Et nous avons continué sur notre affaire d'agriculture. Les autres volontaires [employés] de MSF avaient été logés dans une suite d'un ancien hôtel, à 10 ou 15 kilomètres en banlieue, tout seuls. Nous leur avons expliqué qu'ils avaient été mis dans un coin isolé dans le but de limiter leurs possibilités de contacts avec la population. Comme ils n'avaient jamais rien vu d'autre de la Corée du Nord, tout leur paraissait normal, ils ne se posaient pas de questions. Ils s'ennuyaient tellement qu'on se voyait assez souvent et le soir, ils nous racontaient ce qu'ils avaient fait. Chaque fois, je leur demandais s'ils étaient au courant des expériences vécues par les précédentes équipes MSF. Ils étaient partis sur des histoires de malnutrition. Je leur ai dit de vérifier si on ne leur ressortait pas chaque fois les mêmes enfants malnutris. Quand ils ont commencé à prendre des repères, ils se sont aperçus que c'était le cas. Ils leur ressortaient les enfants malnutris, qui d'ailleurs étaient plus malades que malnutris, car à l'époque il n'y avait pas de malnutrition flagrante.

Olivier Lesrel, MSF France, responsable de la cellule d'urgence alimentaire (en français).



Ils avaient été très clairs sur le fait qu'il s'agissait d'une opération temporaire et que de toute façon, ils pouvaient faire face à la situation. « Si vous voulez aider, vous pouvez ! » C'était difficile, parce qu'ils avaient clairement dit « vous donnez le matériel et nous le distribuons ». Ce n'est pas de cette façon que nous travaillons et il nous a fallu plus de deux semaines pour négocier l'accès à nos conditions. C'était une période très intéressante parce que c'est un pays inconnu, fermé, verrouillé. Nous étions parmi les rares Occidentaux autorisés à y pénétrer. Le marché que nous avons conclu c'est que MSF pouvait avoir des équipes dans trois provinces et qu'ils auraient accès partout où ils le désiraient sous la supervision des Nord-Coréens, bien sûr. J'ai conduit les négociations et rendu des comptes à Paris. Paris coordonnait les relations avec Amsterdam et Bruxelles et j'ai dit : « Voici le résultat du jury – allons-y – ou plutôt, essayons d'y aller. Une fois là-bas, avec un bon coordinateur, un bon diplomate, on pourra améliorer l'accès, mais pour l'instant, c'est tout ce qu'on peut obtenir. » Bruxelles était inflexible dans sa volonté d'y aller parce que, comme d'habitude ils avaient un gros contrat d'ECHO en poche. Et je pense que parfois il arrive que, pour Bruxelles, l'argent prenne le dessus sur les principes. Donc j'ai dû trouver un compromis entre ce que Bruxelles souhaitait et Paris, qui s'inquiétait : « Quid de l'accès, et nos médecins pourront-ils travailler ? » Toujours la même histoire ! Et Amsterdam était un peu entre les deux. Dans ces circonstances, je pense que j'ai obtenu le meilleur accord. Puis j'ai passé la main à l'équipe permanente. Dans un sens, rétrospectivement, je ne crois pas que MSF aurait dû intervenir

parce qu'il n'était pas évident qu'il y ait une famine à large échelle et MSF ne pouvait pas donner toute sa mesure dans ces conditions. Donc c'était un compromis entre MSF et le gouvernement nord-coréen. Mais, d'un autre côté, nous avons pensé qu'une fois là-bas nous pourrions voir ce qui se passait aux alentours, qu'il suffisait de continuer à négocier lentement, et qu'alors, nous aurions – ou pas – un meilleur accès.

Jules Pieters, MSF Hollande, responsable des programmes d'urgence (en anglais).



En juin, Jules Pieters avait réalisé une évaluation et un accord avait été passé selon lequel, durant le mois de juin ou de juillet, MSF distribuerait des kits médicaux dans les comtés où ses équipes avaient déjà travaillé et qu'on verrait bien comment les choses se passaient dans ces comtés. En même temps, les équipes se prépareraient pour de nouveaux projets, pas dans ces comtés mais au niveau provincial. Je pense que les distributions de kits, c'était plutôt fait pour faciliter les relations, cela faisait partie du contrat. J'y suis allé parce que j'y étais déjà allé auparavant ! Ils m'ont dit : « Il faut que tu retournes dans ces comtés distribuer du matériel médical et voir comment les choses évoluent. » C'était un peu à la dernière minute. Jules Pieters y est allé en mai et moi en juin, après la signature de l'accord. J'ai tout fait en un mois et je suis rentré. Je ne me souviens plus s'ils m'avaient demandé de continuer ou si je n'avais pas le temps. J'en avais aussi un peu marre de la Corée du Nord, je ne sais pas si j'aurais signé encore pour six mois dans ce pays. Il est clair que tout le monde t'écoute, il y a des micros partout dans les plafonds, tu n'es pas autorisé à te déplacer tout seul, il y a toujours quelqu'un qui te suit, tu ne peux rien faire spontanément, tu es toujours restreint dans ce que tu as envie de faire, parce que tu dois toujours marchander, négocier. C'est très fatigant. Tu te sens réellement enfermé et une sorte de paranoïa s'installe dans ta tête, ce qui n'est pas très sain.

Dr [...], MSF, médecin coordinateur en Corée du Nord, septembre-décembre 1995, janvier-juin 1997 (en anglais).

À partir d'août, la sécheresse frappe plusieurs provinces de Corée du Nord. V7 ▶
La question de la pénurie de nourriture est de nouveau soulevée par plusieurs agences de secours et couverte par les médias. Un officier déserteur nord-coréen rapporte ainsi que plusieurs personnes ont été exécutées pour s'être livrées à des actes de cannibalisme. L'opinion publique reste divisée sur la sévérité de la crise – et va le rester encore longtemps. Au sein de MSF, des discussions sont lancées sur une éventuelle communication au sujet des pénuries de nourriture, fondée sur l'expérience des équipes. Le 22 septembre 1997, l'agence officielle nord-coréenne conditionne la reprise des négociations de paix à la fourniture d'une aide alimentaire.



« Corée du Nord », **Courriel** de William Claus, responsable de programme MSF Belgique aux responsables de programme MSF France et MSF Hollande, 19 août 1997 (en anglais).

Extrait :

J'ai proposé à l'équipe de réfléchir à l'idée de faire un communiqué de presse sur ce que nous observons et ce que nous faisons. Il y a trop d'articles dans la presse décrivant dans

quelle situation dramatique se trouve le pays, sans que leurs auteurs y soient présents. C'est peut-être la réalité dans les régions montagneuses, mais pas dans celle où nous travaillons. Nous en discuterons plus tard. Adam a proposé d'envoyer six camions en Corée du Nord. Je ne suis pas d'accord avec cela. Nous travaillons déjà avec un énorme budget. Si nous importons encore du matériel, nous allons passer pour Saint-Nicolas. Gardons cela pour la deuxième négociation.



Fax de Janice Fung, chargée de communication de MSF Hong Kong au responsable de programme de MSF Belgique, 21 août 1997 (en anglais).

Extrait :

Chers William/Jean-Marc,

Pour votre information, je joins les dernières coupures de presse sur la RPDC et l'appel aux dons lancé par Oxfam Hong Kong aujourd'hui.

Le problème de pénurie de la RPDC est un sujet chaud à Hong Kong. Les médias parlent fréquemment du désastre en RPDC. Cependant, il n'y a pas de chiffres concrets et la vision globale de la situation reste vague. Nous pensons qu'il est très important d'informer les médias grâce à notre présence et nos comptes-rendus de la situation, avec le consentement des équipes de terrain. Avons-nous un rapport avec des données sur la RPDC ? Pouvez-vous, s'il vous plait, nous tenir informés.



« S'il vous plait, aidez Oxfam à lutter contre la faim », **The South China Morning Post** (Hong Kong), 21 août 1997 (en anglais).

Extrait :

Les trois garçons sur la photographie font partie des 600 000 enfants mal nourris de Corée du Nord. Si aucune aide alimentaire n'arrive rapidement, 2,6 millions d'enfants sont en danger. Il s'agit de la sécheresse la plus sévère du siècle. Sans pluie depuis cinquante jours, la plupart des rivières sont asséchées. Le gouvernement n'a plus de nourriture à distribuer. Les gens sont obligés de manger de l'herbe, des algues et des plantes sauvages pour survivre.



« La Corée du Nord envoie la troupe pour moissonner », Susanne M. Schafer, **The South China Morning Post** (Hong Kong)/ **AP** (Washington), 3 septembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Vacillant au bord de la famine, la Corée du Nord a envoyé la troupe dans les champs pour moissonner la récolte de l'armée, a déclaré un officier supérieur états-unien mercredi. L'opération a permis de collecter plus de nourriture, mais au prix d'une réduction de moitié de la période d'entraînement estivale. Le leader nord-coréen Kim Jong-Il a clairement donné l'ordre de donner plus de nourriture au million de soldats de l'armée nationale, a ajouté l'officier supérieur, qui est basé en Corée du Sud et se concentre sur la défense de ce pays.

« Ils font beaucoup d'efforts pour récupérer une récolte », a-t-il expliqué à des reporters auxquels il s'adressait sous couvert d'anonymat. Les États-Unis, la Chine et d'autres pays ont donné des milliers de tonnes de nourriture à la Corée du Nord, où les politiques agricoles inefficaces, les inondations et la sécheresse ont conduit à trois ans de récoltes

catastrophiques. On s'attend que la prochaine moisson soit très faible à cause de la grave sécheresse qui a sévi cet été.

Les agences de secours ont exprimé leur inquiétude sur le fait que les dons de nourriture sont parfois détournés au bénéfice de l'armée ou autre et ont pressé les Coréens de permettre un suivi afin de s'assurer que ce ne soit pas le cas. [...]

L'armée nord-coréenne possède ses propres fermes collectives et est tellement occupée à travailler aux champs que l'entraînement des forces terrestres et aériennes en est sérieusement diminué, a remarqué l'officier. [...]

Malgré les difficultés qui affectent la nation, l'officier supérieur a affirmé n'avoir noté aucune relâche dans la discipline des troupes, ni de faiblesse dans le leadership politique et militaire.

Et Mark Kirk, le conseiller en chef du Comité des relations internationales, a déclaré qu'il avait donné son accord après avoir obtenu ce qu'il a qualifié de « large accès » à l'intérieur de la Corée du Nord le mois dernier au cours d'une visite avec une délégation. « Le personnel militaire semble en très bonne forme », a-t-il déclaré. « Nous n'avons vérifié aucune des rumeurs de dissension au sein de l'armée que nous avons entendues avant d'entrer dans le pays. »

Le président du comité [...] a demandé au personnel d'étudier comment l'aide alimentaire des États-Unis et des autres fournisseurs à la Corée du Nord était utilisée. La Chine, qui fournit la majeure partie de l'aide à la Corée du Nord, n'a pas d'inquiétude sur la destination de cette aide et des expatriés nord-coréens au Japon pensent que la plupart de cette aide est donnée au gouvernement et aux responsables de l'armée, a ajouté Kirk. Selon lui, la Corée du Nord souffre d'une « grave pénurie de nourriture », plutôt que d'une famine. « Les responsables nord-coréens distribuent de la nourriture en fonction de leurs propres besoins et dans les régions où la production agricole est encore possible. En conséquence, certaines zones autour de Pyongyang, la capitale, sont bien mieux cultivées que les provinces moins fertiles du Nord-Est », a-t-il constaté. « Il est clair que l'aide alimentaire internationale a fait la différence, et là où elle n'est pas arrivée, les conditions de vie de la population sont pires. »



« Les rescapés de la famine se noient », **The South China Morning Post**, agences de presse à Washington, 3 septembre 1997 (en anglais).

Extrait :

La famine atteint un pic, avec des dizaines de milliers de morts de faim et une malnutrition infantile qui menace de peser sur la prochaine génération, a déclaré un ancien responsable des secours américains qui dirige maintenant une coalition d'organisations de secours non gouvernementales.

Pum Nyun, un moine bouddhiste qui demande une augmentation de l'aide à la Corée du Nord, a déclaré avoir vu 11 cadavres flotter sur la rivière Tumen, en juin.

« En été, les Nord-Coréens essayent de traverser [vers la Chine], mais l'eau est si froide qu'ils n'en ont pas la force », a-t-il déclaré *via* un interprète. « Ils tombent et ne peuvent plus se relever. Des Chinois disent qu'ils ont trouvé 100 cadavres rien qu'en juin. »

Pum Nyun a aussi cité un responsable chinois dont il a refusé de donner le nom, qui affirmait en juin que 2,8 millions de Coréens du Nord – plus de 10 % de la population – étaient morts de faim ou d'une maladie liée à la faim. Ces trois dernières années, la Corée du Nord s'est reposée sur l'aide internationale pour nourrir 22 millions de personnes.

Le moine, présent à Washington pour une conférence sur la famine en Corée du Nord, a déclaré que cette année, il s'était rendu cinq fois sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord et avait interviewé environ 35 Coréens du Nord.

Andrew Natsios, vice-président de l'organisation de secours World Vision, a déclaré que la famine « est bien là, même si sa représentation en images ne l'est pas encore, en raison de la réticence du gouvernement de Corée du Nord à admettre la gravité de la situation ». Selon lui, le pic pourrait être atteint d'ici un à deux mois.

Je pense que le chiffre de 120 000 personnes mortes de faim l'an dernier est proche de la réalité et qu'en ce qui concerne la situation aujourd'hui, on peut le multiplier, a-t-il affirmé, se référant à des évaluations du PAM et de World Vision.

« Le pire est à venir l'an prochain », a-t-il ajouté, remarquant que certains signes indiquaient que la prochaine moisson serait un désastre pire que celle de l'an dernier qui a conduit à la famine cette année.



Mémemorandum de MSF Hollande, 16 septembre 1997 (en anglais).

Extrait :

World Vision affirme que 1 million de Coréens du Nord sont morts de faim. Des cadavres seraient à l'abandon dans les rues, on recyclerait les cercueils. Ils demandent à la communauté internationale de cesser de prétendre qu'il ne s'agit que d'une « pénurie de nourriture » et de commencer à apporter une aide massive.

Conversation téléphonique avec William Claus, desk MSF Belgique.

Semble inquiet de ce message. Ce n'est qu'un parmi beaucoup d'autres (après celui d'Oxfam, du CICR, et du Vatican qui ont déjà fait des déclarations alarmantes). Le problème, c'est que l'ensemble des organisations de secours ne couvre que 15 % du pays, et pas la zone montagneuse du nord de la Corée du Nord. World Vision n'est pas sur le terrain, croit savoir William. Comment se fait-il alors qu'ils racontent toutes ces histoires ?

William a le sentiment que ce n'est pas vrai : nous en aurions vu ou entendu plus. Nous sommes également en Chine, où les principales histoires ont été entendues par des chauffeurs de taxi. Rien ne prouve que les besoins soient aussi importants. Mais nous ne pouvons pas non plus dire que ce n'est pas vrai, parce que nous n'avons pas l'information directe.

William a discuté avec le département de la communication de la stratégie à adopter. Il se rend bientôt en Corée du Nord. J'ai suggéré qu'un chargé de communication l'accompagne afin de repérer des possibilités de communiquer sur ce sujet et de construire un plan de communication. Il va y réfléchir. Je vais soumettre cette idée au département de la communication de MSF Belgique.



Article de **The Associated Press**, New York, 28 septembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Une équipe de CBS qui s'est rendue en Corée du Nord par un vol privé transportant des secours a enquêté sur les dégâts humains dévastateurs causés par la famine, en particulier sur la présence de cadavres gisant le long des lignes de chemin de fer et sur un orphelinat plein d'enfants aux visages émaciés. L'équipe est entrée en Corée du Nord avec l'organisation Amicor à bord d'un vol que cette dernière décrit comme le

premier vol civil venant du territoire états-unien autorisé à entrer dans le pays depuis la fin de la guerre de Corée, a déclaré CBS dimanche.

Les images montrent également des champs de blé rabougris, des rizières abandonnées et des files de gens attendant des secours qui se révèlent n'être composés que de feuilles de thé. Le reportage de Peter Van Sant sera diffusé au cours du premier épisode de « Public Eye with Bryant Gumbel » [L'Œil public de Bryant Gumbel] mercredi. Van Sant montre des bébés orphelins, dont les parents sont soit morts de faim, soit trop faibles pour s'occuper d'eux, et qui sont tellement malnutris qu'ils doivent se battre contre des infections mortelles.

Ce pays verrouillé est généralement hors d'atteinte pour des Occidentaux. En août, CNN a diffusé des images de Corée du Nord prises par le président du réseau international Eason Jordan, qui est arrivé de Pékin sur un vol commercial, avec la permission des autorités nord-coréennes. Utilisant une petite caméra digitale, il a fait un reportage sur la sécheresse. Une équipe de CNN a récemment réalisé un reportage sur l'ouverture d'une centrale nucléaire dans le pays.



« Des millions de morts de la famine en Corée du Nord », Jasper Becker, de Yanji, sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord, **The South China Morning Post** (Hong Kong, 30 septembre 1997 (en anglais)).

Extrait :

Au moins un million de personnes sont mortes des suites de la famine qui touche la Corée du Nord, selon des réfugiés qui ont fui vers la Chine.

« Ce sont les chiffres que j'ai trouvés dans les documents du parti communiste », affirme un étudiant de 25 ans dont les parents sont des cadres supérieurs du parti des travailleurs de Corée du Nord.

Cet énorme taux de mortalité, similaire à celui de la famine en Éthiopie en 1984-1985, a été démenti par la Corée du Sud et certains experts occidentaux.

Mais les Coréens du Nord, venus de diverses provinces, interviewés sur la frontière chinoise, affirment qu'un taux de mortalité d'une personne sur 20 était compatible avec ce qu'ils ont observé.

« Des gens meurent tous les jours, en particulier des jeunes et des vieux. On voit rarement quelqu'un âgé de plus de 50 ans, ou des enfants de moins de sept ans », a déclaré un paysan qui s'est échappé avec sa famille ce mois-ci. « Dans mon village, certaines personnes sont devenues folles à cause de la faim. »

Un homme d'affaire chinois qui voyage régulièrement à travers la Corée du Nord a dit avoir vu beaucoup de gens aux visages gonflés par l'œdème.

« Les autorités savent que les gens meurent, mais ils s'en moquent », a-t-il constaté.

Ils lui ont dit que dans le port oriental de Hamhung, environ 30 000 personnes sont mortes, sur une population totale de 500 000.

Selon des Coréens du Nord, le leader Kim Jong-Il a déclaré que si seulement 30 % de la population survivait à la famine, cela suffirait pour reconstruire le pays et le mener à la « victoire ».

« Au cours des séances d'éducation politique, on nous a dit qu'il était prêt à laisser 70 % de la population mourir, c'est pour cela que j'ai pris la fuite », a déclaré une ancienne professeure. Elle a raconté que dans sa ville, les membres du parti et les soldats recevaient de la nourriture, mais que les autres devaient se débrouiller tout seuls.

Cette année, le gouvernement a ordonné aux Coréens du Nord de mettre au monde plus d'enfants. Les médecins ont l'interdiction de pratiquer des avortements et tous les moyens de contraception ont été supprimés.

« Ils essaient d'enrayer le déclin de la population », a expliqué l'étudiant, « mais comment les gens peuvent-ils envisager d'avoir des enfants alors qu'ils n'arrivent même pas à se nourrir eux-mêmes ? ».

En 1995, la population de la Corée du Nord était estimée à 23 millions. On s'attend que le taux de mortalité grimpe énormément cet hiver, car la moisson de l'automne a été la plus mauvaise jamais enregistrée. Les personnes interviewées prédisent que des dizaines de milliers essaieront de fuir vers la Chine.

« Ce sera leur dernier espoir. Mais l'armée a déjà resserré les contrôles de sécurité à la frontière », a confirmé un ancien soldat, désormais réfugié.

Les experts occidentaux ont des avis divergents sur les taux de mortalité. La plupart disent que la Corée du Nord a réussi à juguler une mortalité à large échelle grâce aux 800 000 tonnes d'aide alimentaire. « Bien sûr, des gens sont morts. Les Nord-Coréens l'admettent. Mais l'aide atteint les plus vulnérables », affirme Kathi Zellweger, directrice du bureau de Hong Kong de l'agence catholique Caritas.

Mais Andrew Natsios, de l'organisation états-unienne World Vision, a déclaré que selon une enquête auprès de Coréens du Nord réfugiés en Chine, de 500 000 à 3 millions de personnes seraient mortes.



« Corée du Nord : la famine à huis clos », Romain Franklin, *Libération* (France), 7 octobre 1997 (en français).

Extrait :

Ce sont des gâteaux carrés, les uns marrons, les autres verts. Des ersatz que la Corée du Nord produit en masse dans des usines implantées en dehors de la capitale, Pyongyang, pour pallier la famine qui ravage depuis trois ans ce pays vivant en huis clos sous la dictature de Kim Jong-Il, héritier de la première dynastie communiste du monde. « Les premiers sont faits avec des écorces d'arbres, les seconds avec des feuilles. Ils remplissent l'estomac mais n'ont, bien sûr, aucune valeur nutritive. De surcroît, ils sont très difficiles à digérer, et de nombreux habitants souffrent d'hémorragies intestinales », raconte Catherine Bertini, la directrice du Programme alimentaire mondial (PAM), rencontrée vendredi dernier à Paris. Les autorités nord-coréennes en sont aussi réduites à moissonner les algues sur les côtes pour en faire des substituts alimentaires, « mais les algues, au moins, ont une certaine valeur nutritive », complète la directrice du PAM. Venue à Paris pour tenter de convaincre le gouvernement français d'apporter une aide alimentaire à ce pays, Catherine Bertini craint une aggravation de la situation. « Toute la nourriture est distribuée par le gouvernement de manière centralisée, même dans les campagnes. Le rationnement est mensuel. Or le gouvernement n'a plus rien à distribuer et la famine est très grave. À l'approche de l'hiver, les gens qui d'ores et déjà n'ont pas assez de nourriture vont en avoir de moins en moins. » Elle estime le déficit alimentaire, à l'issue de la moisson en cours, à 2,3 millions de tonnes de céréales, ce qui représente environ un tiers de la production nord-coréenne. [...]

Aide extérieure.

Dépendant étroitement des subventions fournies par le bloc et du troc avec les pays de l'Est jusqu'à la chute du mur de Berlin, Pyongyang a dû se résoudre à solliciter une aide extérieure à partir de 1995. Mais la Corée du Nord, l'un des régimes les plus répressifs et secrets de la planète semble ne vouloir dévoiler de l'ampleur de la famine que le strict minimum à même d'attirer l'aide internationale. Malgré une présence sur le terrain, il demeure impossible pour le PAM de se faire une idée exacte de la catastrophe. À l'échelle du pays, l'organisme n'a eu aucune statistique gouvernementale sur la famine. Une

étude nutritionnelle que vient de réaliser le PAM conclut que sur 4 200 enfants examinés, 17 % souffrent de malnutrition : un pourcentage assez bas et donc douteux. D'autant plus que le PAM n'a été autorisé à examiner que des sujets qui lui ont été présentés et s'est vu refuser de conduire une enquête récente. « D'où l'impossibilité d'extrapoler », conclut la directrice du PAM, « la seule chose que nous puissions dire sans nous tromper est que le déficit en nourriture est dramatique ».

Bilans invérifiables.


En mars, les officiers nord-coréens ont affirmé qu'à peine plus d'une centaine d'enfants étaient morts des conséquences de la famine. Chiffre plus qu'in vraisemblable. Dans le même temps, les hypothèses les plus extrêmes sont avancées. Le *South China Morning Post*, l'un des journaux les mieux informés de la région citait mardi dernier des réfugiés nord-coréens affirmant qu'au moins un million de leurs concitoyens étaient morts de faim. Le lendemain, un officier venant de faire défection affirmait que plusieurs personnes avaient été exécutées pour s'être livrées à des actes de cannibalisme. World Vision, une ONG américaine qui a fourni 1 680 tonnes de nourriture à la Corée du Nord depuis 1996, a estimé en septembre le bilan de la famine à un, voire deux millions de morts dans ce pays de 23 millions d'habitants. Une telle mortalité (5 %) n'est pas invraisemblable en regard d'un précédent comparable : la famine chinoise de 1959-1961, elle, fit 30 millions de morts – à l'insu du monde entier, y compris des nombreuses délégations qui se rendirent dans le pays pendant ces « trois années noires ». Plusieurs provinces chinoises avaient alors été le théâtre de scènes de cannibalisme. Plus tard, les autorités chinoises, plutôt que de s'en prendre au délire des politiques maoïstes rendirent responsables les « catastrophes naturelles ».

Aléas de la nature.

La Corée du Nord, où sévit le culte de la personnalité de Kim Il-Sung (décédé) et de son fils qui lui a succédé, Kim Jong-Il attribue aussi l'actuel naufrage économique aux seuls aléas de la nature. Ce que dément la directrice du PAM. Pour elle, sur le déficit de 2,3 millions de tonnes de céréales (équivalant à la totalité de la production de maïs en 1994), seulement 0,3 million de tonnes sont attribuables aux inondations et sécheresses successives qu'a connues le pays depuis trois ans.

Le fait que la Corée du Nord soit perçue comme un État peu respectueux des droits de l'homme, potentiellement agressif à l'encontre de son voisin sud-coréen, de surcroît disposant peut-être de l'arme nucléaire, ne facilite pas la tâche du PAM qui espère tout de même réunir suffisamment de contributions internationales pour poursuivre son programme d'aide. Un nouvel appel de fonds sera fait en novembre.

À partir d'octobre 1997, MSF Belgique, la section chargée de superviser le programme, mène des négociations avec les autorités de Corée du Nord pour une éventuelle extension à plusieurs autres comtés, avec une présence accrue d'expatriés. Les responsables de programme de MSF France et MSF Hollande ne sont pas convaincus par l'intérêt de cette extension.

Entretemps, de plus en plus de journalistes posent des questions sur l'action humanitaire en Corée du Nord. [V8](#) 

Les départements des opérations et de la communication de MSF discutent de la pertinence d'une démarche de communication sur ce sujet et de son éventuel contenu. Par la suite, MSF obtient le feu vert pour une mission exploratoire dans le nord de la province. Le 24 novembre 1997, les responsables du FDRC lui

donnent l'autorisation de mettre en œuvre la phase suivante de ses opérations, en ajoutant une province supplémentaire et étendant son travail à 59 comtés, avec 12 membres du personnel international.



Rapport de la réunion intersections sur la Corée du Nord, 22 octobre 1997 (en anglais).

Extrait :

Le principe d'une mission exploratoire dans la province de Chagang a été accepté. Elle sera réalisée dès que possible par Jacques Tremblay (chef de mission) et Dominique Lafontaine (médecin). [...]

Extension du programme actuel

- Débat sur la réalisation des objectifs du programme en cours : accroissement de l'accès de la population à une structure médicale, amélioration de l'état nutritionnel de la population, collecte d'informations sur l'état de santé de la population.

William a expliqué qu'il était impossible aujourd'hui de maintenir un équilibre car certains expatriés viennent juste d'arriver sur le terrain et les programmes ont pris du retard.

- La question d'une extension a été soulevée car différentes possibilités ont été envisagées à la suite des visites de William :

- Une extension de six mois du programme actuel a été acceptée. ECHO a montré son intérêt à le soutenir par un financement. Chaque section doit décider de sa propre source de financement.

- La proposition des autorités locales d'une extension géographique aux comtés qui ne sont pas encore couverts par le programme actuel dans les trois provinces où nous travaillions a été acceptée. Des négociations doivent être menées pour d'obtenir l'autorisation d'avoir plus de ressources humaines et de pouvoir ainsi remplir nos engagements (deux expatriés de plus par province).

- Sur l'extension à une quatrième province (Chagang) :

MSF France est contre l'idée. Il faut d'abord remplir les objectifs du premier programme.

MSF Hollande est contre, sauf si les besoins de secours d'urgence deviennent énormes.

MSF Belgique n'a rien contre l'idée et décidera selon les résultats de la mission exploratoire.

- Évaluation de la mission par un chirurgien et un anesthésiste (voir le rapport de William). MSF France et MSF Hollande demandent deux jours de délai avant de prendre une décision.

6. Communication [...]

Il a été proposé de profiter de la mission exploratoire dans le Nord pour informer les médias sur ce que nous faisons et ce que nous observons en Corée du Nord.



« Les objectifs de la mission », **Courriel** de William Claus, responsable de programme MSF Belgique, aux responsables de programme de MSF France et MSF Hollande, 30 octobre 1997 (en anglais).

Extrait :

Merci pour vos nouveaux objectifs.

Comme je l'ai dit en réunion, ça ne me plaît pas de revenir maintenant sur nos objectifs initiaux. Je préfère attendre d'avoir plus de données et une équipe stable sur le terrain.

Depuis un mois, nous sommes pleinement opérationnels avec trois sections. Il n'est pas

nécessaire de répéter pourquoi et, surprise !!! Dans l'une des provinces (Sud Pyongan) trois TFC [centres de nutrition thérapeutique] fonctionnent vraiment bien maintenant (trois mois d'expérience) et ils progressent de jour en jour. À la fin du mois, nous aurons donc des données. (C'est déjà bien qu'on parle d'une stratégie de sortie ou de transmission ??)

Deuxièmement, je n'ai pas de problème à faire du volume en RPDC. Cela entre dans mes objectifs, qui ne sont pas les mêmes que les vôtres, mais comme on travaille en système modulaire, cela n'a pas d'importance. Comme vous le dites, je suis certainement prêt à discuter mais je veux éviter que notre discussion n'affecte notre opérationnalité sur le terrain.

J'attends moi aussi votre réaction avec impatience.



« Objectifs pour la Corée », **Courriel** de Wouter Kok, responsable de programme MSF Hollande, à William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 4 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Cher William,

Par simple souci de formalité, j'aimerais résumer par écrit notre conversation d'hier.

- Nous nous sommes mis d'accord pour geler la discussion sur les objectifs de MSF en RPDC jusqu'au début de l'année prochaine.

- Nous pensons que cette période est la plus pertinente car le renouvellement ou non de l'accord de collaboration sera alors à l'ordre du jour.

- Le programme actuel aura eu le temps de se développer complètement et cela nous permettra de l'évaluer. Cette évaluation est pertinente pour la discussion sur le renouvellement des objectifs.

- Nous prenons cette décision aujourd'hui en acceptant que jusqu'au début de l'année prochaine, il n'y aura aucune extension des activités.

- Ceci en réaction au refus des autorités de nous autoriser à augmenter notre effectif.

Le niveau d'activité sera stabilisé sur la base des activités actuelles.



« Corée du Nord », **Fax** d'Alain Guilloux aux responsables de programme MSF et aux directeurs de la communication, 20 octobre 1997 (en anglais).

Extrait :

Ici, à Hong Kong, nous subissons une pression de plus en plus forte pour nous exprimer publiquement sur la Corée du Nord. Mais est-ce qu'aujourd'hui MSF souhaite s'exprimer publiquement sur la Corée du Nord ?

1. Ici à Hong Kong, en privé, les organisations se posent autant de questions que nous, tout en ayant lancé un appel aux dons commun très médiatisé. Les gens de Hong Kong se sentent concernés. La réponse à cet appel a été très importante, la plus importante à Hong Kong pour une urgence « non chinoise » depuis Goma 94⁶.

Oxfam Hong Kong a collecté 1,9 million de dollars de Hong Kong (245 000 dollars) auprès du public et 3 millions de dollars de Hong Kong (387 000 dollars) du Fonds de secours aux victimes de catastrophes du gouvernement de Hong Kong. Alors que Oxfam Royaume-Uni (selon Oxfam Hong Kong) a très peu collecté, sur un appel similaire – Anne-Marie [Huby, directrice générale MSF Royaume-Uni], as-tu des informations là-dessus ?

6. À Goma en juillet 1994, MSF intervient sur une épidémie de choléra qui se répand parmi la population de un million de réfugiés rwandais installés dans une situation d'extrême précarité, sur un terrain volcanique.

William, à la suite de notre conversation entre Hong Kong et Pékin du 15 octobre, je te faxe le communiqué de presse d'Oxfam Hong Kong, dans lequel ils citent un responsable du ministère de la Santé publique sur la malnutrition. Pourrais-tu remettre la main sur la dépêche AFP attribuant ces chiffres à Oxfam ?



« Communication sur la Corée du Nord », **Échange de courriels** entre Ruud Huurman, chargé de communication de MSF Hollande et William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 3 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

De Ruud Huurman :

Puis-je insister de nouveau sur le fait que nous devrions être plus attentifs à la partie communication de l'intervention en Corée du Nord ?

Nous avons eu plusieurs vagues d'attention des médias : qu'est-ce qui se passe, qu'est-ce qu'on fait, à quel point la situation est-elle mauvaise ?

La réponse aux médias doit être bien équilibrée, car certaines agences (World Vision, Nations unies) ont rapporté l'existence d'une famine désastreuse, alors que nous n'avons pas vraiment d'informations substantielles et seulement en provenance du sud du pays. Personnellement, je ne savais pas que d'autres ONG (Caritas, voir les notes d'Alain) avaient beaucoup voyagé dans le pays. Nous nous sommes fondés sur des informations venant des trois provinces où nous travaillons. Depuis le début, nous avons dit que l'existence d'une famine sérieuse ne pouvait être confirmée par personne, parce que tout simplement personne n'y avait accès. On m'a toujours dit que les autres agences n'avaient personne sur le terrain. Le Nord nous a été présenté comme un trou noir. C'est contradictoire avec les visites mentionnées ci-dessus.

Puis-je suggérer de nouveau que nous partageons l'information avec précaution et que nous suivions de près le volet communication ? Si nous-même et d'autres organisations avons des preuves substantielles que la description donnée par les autres agences est fautive, nous devrions prendre nos responsabilités et trouver un moyen de corriger le tableau.

De William Claus :

Mon cher Ruud,

J'espère que tu as suivi les articles publiés dans la presse internationale décrivant une énorme crise de malnutrition, des actes de cannibalisme et d'autres moyens de se nourrir.

Cette information a été rendue publique par Caritas et d'autres organisations à caractère confessionnel.

Je suis surpris qu'il n'y ait aucun autre compte-rendu disponible rapportant ce que Caritas a observé (c'est la raison pour laquelle nous n'étions pas au courant) et à nouveau, il s'agit d'une analyse et d'une réflexion personnelles. (Difficile de faire une évaluation de la malnutrition en hélicoptère ; je ne suis pas capable de la faire, mais avec l'aide de Dieu, on ne sait jamais, n'est-ce pas ?)

- Donc l'information n'est pas fiable.

- Pour éviter que trop d'acteurs n'entrent en jeu, Alain est informé au même titre que les autres directeurs des opérations.

- Le fait que nous n'ayons pas l'autorisation d'avoir plus d'expatriés sur le terrain (voir avec Wouter Kok) peut être un sujet de communication en soi, mais mon cher ami Peter [Thesin, chargé de communication MSF Belgique] te tiendra informé.

- Si nous communiquons, ce sera sur la base de nos propres expériences et personnellement j'essaierai d'éviter la collaboration avec Caritas sur ce sujet.
Merci pour tes questions, je comprends bien tes inquiétudes.
WC



« RPDC », **Courriel** de Pierre Salignon, responsable de programme MSF France aux responsables de programme MSF Belgique, MSF Hollande et aux directeurs des opérations, 5 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Je suis d'accord avec la décision de ne pas étendre les activités avant le début de l'année prochaine. Mais en fait, hier, vous avez décidé d'utiliser la réserve du budget d'ECHO pour l'achat de couvertures et de lits pour les hôpitaux des provinces dans lesquelles nous travaillons. Pourquoi pas ? Il m'est difficile d'avoir une image claire de la situation. Donc je vous fais confiance à vous et aux équipes si elles sont d'accord avec cette proposition (?). Mais c'est une extension des activités. Sur cette question spécifique, je vous donnerai la position de Paris demain.

- D'un autre côté, William est ouvert, si cela est possible, à l'envoi d'une mission d'évaluation dans le Nord. Nous devons être clairs sur le fait que si nous avons l'autorisation pour le faire, nous allons devoir nous mettre d'accord sur les objectifs de la mission et faire attention à ne pas lancer de nouvelles activités si le besoin s'en présente, avant d'avoir parlé ensemble. Je comprends que si nous acceptons d'y aller, nous devons, de toute façon commencer les activités. Pour moi c'est un problème. Je suis d'accord sur le fait qu'il est important d'évaluer la situation alimentaire dans la zone. En même temps, je m'inquiète du fait que nous continuions à étendre les activités de MSF en Corée du Nord sans être capables de contrôler quoi que ce soit, comme des « marionnettes » entre les mains des autorités.
- En ce qui concerne la communication, ici nous pensons qu'il est de plus en plus nécessaire que MSF prenne une position publique sur la situation alimentaire. Dans les provinces dans lesquelles nous sommes présents, nous n'avons aucune preuve de malnutrition. Si je ne me trompe pas, MSF Belgique a ouvert environ 10 CNT [Centre de nutrition thérapeutique] = 150 enfants (avez-vous plus de données ?) sans rencontrer un gros problème indiquant l'existence d'une éventuelle « famine ». Pensez-vous qu'il soit pertinent pour MSF de commencer par dire que dans ces régions, il est impossible de confirmer les déclarations conjointes du PAM et de l'UNICEF ? Je pense que ça l'est. Le problème : nous n'avons pas d'information sur le Nord, excepté un message d'Alain Guilloux. En fait, si nous allons dans le Nord et que la situation est sous contrôle, il sera difficile de ne pas prendre la parole, même s'il y a un risque de se faire expulser du pays. Qu'en pensez-vous ?



« RPDC suite », **Courriel** de Wouter Kok, responsable de programme MSF Hollande, aux responsables de programme et aux directeurs des opérations MSF Hollande, MSF Belgique et MSF France, 6 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Communications :

Nous sommes tous d'accord à Bruxelles sur le fait qu'il est temps de prendre une position au sujet de la « famine ». Également de nous protéger contre des accusations

d'exploitation du sujet pour des raisons institutionnelles. Les départements de la communication travaillent sur une stratégie. J'espère. William, peux-tu le confirmer ?



« RPDC. Dernière proposition du FDRC », **Courriel** de Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, aux responsables de programme MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande et aux directeurs des opérations, au directeur général de MSF Hong Kong, 18 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Deuxièmement, j'ai la dernière proposition du FDRC. Je ne suis pas surpris. Mais j'ai quelques questions.

Avec cette nouvelle proposition, qui prend effet en février 1998, MSF augmenterait ses activités en Corée du Nord. 59 comtés (35 auparavant). 13 expatriés (8 auparavant). J'ai un problème pour comprendre quelle est notre stratégie.

Je comprends la demande de soutien de l'équipe de Pyongyang pour les tâches administratives et logistiques (le programme de distribution et les tâches administratives sont importants), et l'augmentation du nombre des expatriés sur le terrain (la supervision sera plus facile... (?)) En même temps, je ne comprends pas le projet d'extension de nos activités à Pyongyang (centre du pays - neuf comtés) et dans le Nord Hamgyong. Sera-t-il possible, avant de décider d'une extension, d'évaluer la situation ? Quels sont nos objectifs ? Avons-nous des informations spécifiques au sujet de Pyongyang ? Je comprends aussi notre désir d'évaluer la situation dans le Nord Hamgyong (cf. info sur une éventuelle famine), mais je crains que nous ne soyons poussés à lancer un important programme de distributions sans avoir le choix.

Je sais que les autorités nationales négocient âprement avec nous. « Vous nous donnez ceci (cet argent, le matériel), je vous donne cela (le droit de continuer). » Mais j'ai le sentiment que nous sommes manipulés sans être capables de contrôler l'extension de nos programmes. Il est certain qu'il y a des problèmes structurels en RPDC. Mais nous ne pouvons pas oublier que lorsque nous avons décidé de commencer à y travailler, notre premier objectif était de collecter des données sur une éventuelle famine. En même temps, de plus en plus d'ONG s'installent maintenant en RPDC. Donc, pensez-vous réellement que nous devons continuer à étendre nos activités ? Et si oui, pourquoi ?

J'aimerais aussi connaître la durée de la dernière proposition du FDRC (six mois ?) et si les autorités nous ont demandé d'investir une somme spécifique dans cette extension ? Avons-nous une idée du prix de cette extension ? Vous pouvez constater, au vu de ma réaction, qu'il m'est difficile de prendre une décision en ce moment. Je vois le processus s'amorcer et j'aimerais savoir si nous pouvons nous rencontrer pour parler de nos objectifs en RPDC après février 1998. Avons-nous un peu de temps avant de donner notre accord aux autorités coréennes ? Je ne me vois pas donner une réponse dans les jours qui viennent. Désolé, de ne pas être en mesure de vous donner une position définitive. Peut-être que vos réponses à nos questions nous aideront... Je pense aussi qu'une réunion avec Jacques Tremblay [coordinateur Corée du Nord] en décembre est importante. William et Wouter, n'hésitez pas à dire clairement ce que vous en pensez.

En ce qui concerne la communication, pouvez-vous me dire quelle est votre stratégie puisque vous êtes d'accord avec la mienne qui consiste à commencer à prendre la parole sur la base de ce que nos équipes observent.



« Communication sur la Corée du Nord », **Échange de courriels** entre Peter Thesin, chargé de communication MSF Belgique et Pierre Salignon, responsable de programme MSF France (copie aux responsables de programme), 19 et 21 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

De Peter Thesin :

Chers collègues,

Lundi dernier (17/11) nous avons reçu le premier rapport sur la situation nutritionnelle dans quatre comtés de la province de Sud Pyongan. De plus, nous avons reçu l'autorisation pour une mission exploratoire dans la partie nord du pays. Cette mission se terminera fin novembre et sera accompagnée par notre directeur général Eric Goemaere.

Stratégie de communication :

1. Semaine du 24/11 : nous envoyons aux médias un communiqué de presse fondé sur le rapport nutritionnel, et en même temps nous annonçons le départ de la mission exploratoire.
2. Semaine du 08/12 : conférence de presse avec Eric Goemaere, juste de retour de la mission exploratoire.

De Pierre Salignon :

Comment ça va ? J'ai reçu hier ce message de votre département de la communication et j'aimerais savoir pourquoi nous souhaitons diffuser un communiqué de presse lundi prochain. En fait, je ne comprends pas la stratégie. Je suis d'accord sur la nécessité de prendre la parole publiquement. Ce n'est pas le problème. Mais pourquoi devons-nous annoncer la visite dans le Nord, et quelle sorte d'information voulons-nous utiliser (il est certain que nous recevons des nouvelles du terrain mais il est difficile d'en tirer un communiqué de presse). D'un autre côté, il est vraiment nécessaire de faire un communiqué de presse, et pourquoi ne pas attendre le retour de visite d'Eric pour décider quoi faire, quoi dire, comment le dire. Nous devons parler, mais peut-être avec certains journalistes en particulier, qui connaissent la situation, qui ont déjà écrit des articles. Je ne sais pas. Il faut aussi qu'on en discute. Peut-être la semaine prochaine.

Cordialement,

Pierre



« Phase suivante de l'opération MSF en RPDC », **Lettre** de Jong Yun Hyong, directeur des affaires extérieures, Comité pour la réparation des dommages causés par les inondations, République démocratique et populaire de Corée, à Jacques Tremblay, coordinateur MSF à Pyongyang, 24 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Cher Monsieur,

J'ai le plaisir de vous informer de notre position concernant les zones ciblées pour la prochaine phase de votre opération, et du nombre d'expatriés MSF nécessaire à la mise en œuvre du programme, ainsi que nous en avons discuté lors de notre conversation du 22 novembre.

En ce qui concerne notre discussion sur l'éventualité d'étendre la phase suivante de vos opérations à 68 comtés, incluant les banlieues de Pyongyang, j'ai consulté les autorités sur le nombre de 13 expatriés MSF. Mais pour certaines raisons, le maximum autorisé

est celui de 12 expatriés MSF. Puisque telle est la situation, je me vois obligé de vous recommander de mettre en œuvre la prochaine phase de votre opération dans 59 comtés, excepté la banlieue de Pyongyang, avec les 12 expatriés MSF, comme proposé dans votre lettre du 12 novembre.



« **Rapport** de fin de mission », Payam Fazel, médecin MSF dans la province de Kangwon, Corée du Nord, d'août à novembre 1997, 25 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Voici une brève revue des activités entreprises par MSF en général et MSF France en particulier en RPDC, suivie d'une évaluation, par le soussigné, de son activité MSF et de ses recommandations pour l'avenir [...]

3) Prise en charge de la malnutrition : plusieurs questions viennent à l'esprit au sujet de cette intéressante question. La réponse de l'auteur est le fruit de son séjour sur le terrain, de plusieurs visites dans les hôpitaux et de discussions avec les experts en alimentation et différents membres d'ambassades qui ont séjourné un certain temps dans le pays.

Je n'ai pas de preuves solides de ce que j'avance, mais je suis vraiment persuadé de ce qui suit :

Y a-t-il une catastrophe naturelle en RPDC dont la famine et la malnutrition sont le résultat ? NON, la récolte a été théoriquement moins qu'à son optimal, mais pas au point de parler de catastrophe naturelle ou de famine.

Y a-t-il une situation de malnutrition catastrophique en RPDC ? OUI, il y a eu une situation de malnutrition catastrophique dans la province de Kangwon. La preuve : l'occupation de plus de la moitié des lits du service de pédiatrie des hôpitaux du comté par des cas d'enfants sévèrement mal nourris, constatée lors des différentes visites que mon collègue et moi-même avons menées dans cette province. Plus de 50 % des cas relevaient de la catégorie des kwashiorkors (rapport de Fiona [Laird, infirmière MSF]).

La distribution de nourriture est profondément discriminatoire entre les gens qui servent activement le gouvernement et ceux des classes socio-économiques les plus faibles qui ne sont pas de première importance pour le régime. Comme les autorités affirment que l'armée est leur absolue priorité, je crois qu'elles stockent la nourriture qui est délivrée, mais dont la distribution n'est pas contrôlée par les organisations d'aide alimentaire, et qu'elles consomment celle de leurs stocks tampons.

On m'a dit, de source sûre, que la situation est plus grave dans les six comtés de Kangwon où nous ne sommes pas autorisés à nous rendre. Nous négocions l'ouverture d'un centre nutritionnel thérapeutique à la frontière de ces comtés pour recevoir les cas référés de malnutrition sévère. [...]

Je crois que notre représentation est très faible, dans un pays comme la RPDC, fonctionnant sur le « cérémoniel ». Le chef de mission, en particulier, passe la plupart de son temps enfermé. Nous jouons une sorte de comédie diplomatique qui complique la situation. C'est la principale raison pour laquelle les Coréens nous imposent leur bureaucratie. En RPDC nous ne devrions PAS être diplomates ! Nous devrions nous contenter d'être polis, patients mais très francs. Car ils sont beaucoup plus forts que nous à ce jeu.

La paranoïa des expatriés

Tous les expatriés sont paranoïques en ce qui concerne les services secrets de la RPDC, de leurs micros, de leurs prisons, etc....

Merci de dire aux expatriés que la RPDC est le pays le plus sûr du monde pour un expatrié. Si vous n'êtes pas un espion et si vous n'insultez pas Kim Il-Sung. Chacun a peur de son ombre, des chauffeurs, des interprètes, des serveurs... calmez-vous, personne ne nous menace réellement.

Approche des autorités

À cause de leur paranoïa, la plupart des expats ont une approche très naïve des autorités coréennes. Nous ne devons pas oublier que les dictateurs parlent deux langages : le langage passif et le langage agressif, et qu'ils maîtrisent parfaitement bien les deux. Nous ne devrions pas être naïfs quant aux droits qu'ils nous accordent pour notre vie quotidienne, et comme nous représentons leur première expérience, nous devrions ouvrir notre espace le plus possible. Peter était très franc et très dur et je crois qu'il a eu de bonnes relations avec eux.

MSF International

C'est la pagaille !!! On est loin du rêve. C'est coûteux, confus et chaotique. Nous devrions d'abord nous mettre d'accord sur nos plans, nos politiques, notre système financier, puis nous mélanger. Un desk décide, deux desks râlent et menacent de divorcer, des visiteurs des trois desks sur le terrain, chacun veut faire avancer ses nobles idées ; les pauvres expatriés ne savent plus à quel saint se vouer. Autant d'argent dépensé pour ça !!!!

Pour être honnête, la seule chose que les sections ont en commun, c'est leur nom : MSF !!!!!

Recommandations

Je le dis brièvement et franchement :

1) Je pense qu'il est extrêmement inconséquent de s'étendre plus, aussi bien horizontalement que verticalement. Si quelqu'un souhaite qu'on s'étende plus, il doit s'autoproclamer ministre de la Santé du prochain cabinet de Kim Jung-Il.

Au moment où la plupart des ONG prennent la responsabilité de quelques comtés, MSF a déployé ses ailes sur trois provinces et étend ses jambes sans vergogne pour explorer une quatrième province. L'argument avancé pour explorer la quatrième province, c'est d'aller voir ce qui s'y passe. On devrait se mettre d'accord : sommes-nous MSF ou un service de renseignements ? ACF et CESVI [Cooperazione e sviluppo, organisation italienne] arrivent, avec d'autres ONG, laissons-leurs la possibilité d'être bénis par Jésus-Christ et l'action humanitaire. Les Américains supplient qu'on leur laisse de la place en Corée du Nord, laissons-les prendre la main et ouvrir la voie à McDonald et KFC.

2) Je pense que les Coréens nous mettront dehors dès qu'ils auront reçu le matériel pour les six prochains mois.

3) Je pense que MSF devrait se retirer juste après avoir répondu aux besoins urgents en matière de malnutrition.

4) Je crois que tous les expats qui quittent la RPDC ont besoin d'aide psychologique pour se reconstruire (ou éventuellement psychosexuelle !).

En novembre 1997, dans un hôpital de Pyongsong, dans la province de Sud Pyongan, les membres de l'équipe MSF découvrent des enfants sévèrement malnutris, probablement des orphelins dont l'existence leur avait jusqu'ici été cachée. Ils doivent se battre pour obtenir l'autorisation de les prendre en charge. Puis ils essayent de déterminer d'où ils viennent et d'obtenir l'accès à ceux qui sont dans la même situation dans les autres provinces.



Au début, au cours des premières semaines, dans ces centres thérapeutiques il y avait plutôt des enfants souffrant de malnutrition modérée, toujours accompagnés d'un adulte, qui donnait souvent des explications nébuleuses, très peu cohérentes. Nous ne maîtrisions pas certaines choses. Vers novembre, il y a eu une sorte de déclenchement. Petit à petit, nous avons vu arriver des enfants vraiment mal nourris. De la part des autorités, c'était une démonstration d'une certaine ouverture. Jusqu'ici ils ne montraient les enfants très mal nourris qu'à l'occasion des visites internationales. De notre côté, nous soupçonnions l'existence, quelque part, de nombreux enfants gravement mal nourris. Lors des formations, il y avait toujours des enfants mal nourris, pour les besoins de la démonstration. Parfois même des enfants dans un état très sévère. Mais après, la fois suivante, nous ne les revoiyons plus. Un jour Brigitte [Noel, l'infirmière] faisait une formation. Elle est sortie pour fumer une cigarette et de manière un peu inattendue, elle a aperçu des enfants qu'on emmenait en dehors de l'hôpital dans une charrette. Elle a commencé à crier et à demander où ils allaient. Je ne sais plus très bien l'explication qui lui a été donnée, mais à partir de ce moment, nous nous sommes dit que visiblement quelque chose n'allait pas.

La fois suivante, dans le même centre, dans la même situation – nous étions toujours dans le même bâtiment, mais il y en avait d'autres – nous avons décidé de pousser un peu. Brigitte a poussé pour aller dans un autre bâtiment juste à côté. Et elle y a découvert 30 ou 40 enfants dans une pièce froide, nus, entassés dans un coin, des enfants qui étaient en train de mourir. C'était une situation inimaginable. Nous savions qu'il y avait des problèmes, nous ne comprenions pas cette situation-là. Brigitte a dit « demain, je veux voir ces enfants ». Nous y sommes retournés ensemble le lendemain. La situation n'avait pas changé, les enfants y étaient toujours. C'était un bâtiment abandonné, sauf une pièce au fond qui était négligée, qui avait encore un chauffage par le sol. Ils étaient entassés dans un coin où il faisait un peu chaud. Nous avons dit que nous ne partirions pas tant que ces enfants ne seraient pas pris en charge. Nous avons demandé que le bâtiment soit réaménagé. Nous leur avons dit qu'il fallait des chambres pour ces enfants, des lits, qu'ils soient habillés, que le personnel soit formé et que tous les jours nous passerions pour les voir, et voir l'évolution. À ce moment-là, nous avons commencé à travailler de manière plus claire, même si pendant deux ou trois mois c'est resté un peu flou, mais dans notre province, cela a été le point de départ.

En décembre, Brigitte et moi avons attrapé la typhoïde, et nous avons été rapatriés. Nous avons passé un bon mois à l'hôpital et ne sommes revenus en Corée qu'en janvier. Mais nous avons demandé aux autres membres de l'équipe de continuer à surveiller ces enfants, d'y aller régulièrement, et pendant que nous étions en Belgique et en France, nous nous tenions au courant de ce qui se passait. À partir de ce moment-là, les enfants commençaient à aller mieux. Il n'y avait plus rien à cacher vraiment. J'ai toutes les informations, nous avons photocopié tous les registres. Dans cet hôpital, nous en avons pris en charge une centaine. Et tous ces enfants souffraient de malnutrition très sévère, avec beaucoup d'œdèmes.

C'était la première phase, la deuxième était de savoir qui étaient ces enfants et comment c'était possible qu'ils soient dans cet état ? Les enfants étaient là, ils étaient acceptés jusqu'à un certain point. Chaque fois qu'on y allait, il y avait des enfants en plus. Un jour, nous avons vu arriver un groupe de cinq ou six enfants en guenilles, accompagnés d'une personne. Quand ils nous ont vus, ils ont commencé à s'enfuir. Nous leur avons couru après, nous en avons

attrapé une. Nous avons compris que ces enfants étaient des enfants sans famille, qu'ils venaient des rues, qu'ils étaient rassemblés et envoyés à ce centre pour récupération nutritionnelle. Mais les responsables ne voulaient pas nous montrer que ces enfants venaient de la rue. Donc, chaque fois les explications officielles étaient qu'ils avaient une famille, mais que les parents habitaient loin. Nous avons tout de suite compris que ce n'était pas cela. Ils étaient raflés. Vu leur état, ils étaient à bout de forces. C'était à la fin de l'hiver, ils n'avaient quasiment plus aucune ressource alimentaire. Parce que dans le système nord-coréen, chacun a sa ration de nourriture dans sa ville et dans un centre précis, donc ceux qui sont hors système n'ont rien.

*Dr Dominique Lafontaine, MSF, médecin en Corée du Nord, août 1997-septembre 1998
(en français).*



Dans une des provinces près de la capitale, l'équipe de MSF Belgique avait monté des centres nutritionnels, et en fouillant – c'était cela, selon moi, l'intérêt de cette présence, c'était d'avoir sur place des médecins qui fouillaient – ils tombent sur des enfants en très mauvais état. Dans nos centres nutritionnels, ce qui était frappant, c'est qu'il y arrivait des enfants effectivement malnutris mais toujours très bien habillés, accompagnés de leur mère. Il y en avait aussi un nombre qui n'était pas compatible avec l'image qu'on pouvait se faire d'une éventuelle famine dans le pays, qui aurait dû en produire beaucoup plus. On avait la certitude qu'il y avait un certain tri pour le droit d'entrée dans les centres. Mais ce n'est pas cela qui nous arrêtaient. Cela n'aurait servi à rien de hurler à la face des autorités qu'il existait un tri. Il fallait pousser la porte. Le médecin de cette équipe était très bon pour pousser les portes. Il se plaignait du fait que la population des enfants qui fréquentaient le centre n'était pas du tout représentative de la situation générale. Un jour, on lui montre un groupe d'enfants extrêmement malnutris plus grands, de sept à neuf ans de moyenne d'âge, en haillons, pas habillés, dans un état de malnutrition très grave, les jambes gonflées, avec des écorchures sur le corps. Tout de suite il veut déclencher une procédure d'urgence pour prendre en charge ces enfants, et le lendemain les enfants ont disparu, et donc il fouille pour savoir quoi.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



C'étaient des gosses qui n'avaient pas de parents, alors que tous les autres avaient au moins leur mère ou quelqu'un de la famille. On voyait vraiment que c'étaient des enfants rejetés. On en était sûrs, parce qu'on voyait l'état vraiment lamentable dans lequel ces gosses arrivaient. Au niveau de la peau, c'était la catastrophe. De temps en temps, ils arrivaient chez nous. [...] Ils venaient, parfois de très, très loin. En Corée, on ne voyage pas facilement, il n'y a pas de moyens de transport.

*Marie Rose Pecchio, MSF, coordinatrice en Corée du Nord,
novembre 1997-septembre 1998 (en français).*

Fin novembre début décembre 1997, Eric Goemaere, le directeur général de MSF Belgique, vient en visite sur le programme de MSF en Corée du Nord.



« Quelques interrogations après une courte visite en RPDC », **Rapport** d'Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, 15 décembre 1997 (en anglais).

Extrait :

1. Comme nous sommes à l'évidence dans une dictature militaire, avec peu d'espace pour la liberté individuelle, comment pouvons-nous justifier notre présence ? [...]

Pour les équipes MSF, il est important de garder à l'esprit cet environnement absolument inacceptable et l'origine de la catastrophe, qui est due principalement à la main de l'homme, quelque influence qu'aient pu avoir les désastres naturels de ces dernières années.

Pour l'action humanitaire, le principe essentiel dans ce type d'environnement, c'est de faire attention à ne pas renforcer, de quelque façon que ce soit, le contrôle et l'exploitation exercés par une oligarchie sur le peuple (« les victimes d'abord »), un principe auquel nous nous référons généralement, dans notre jargon comme « avant tout, ne pas faire de mal ».

En d'autres termes, la plupart du temps MSF, par essence, ne travaille pas dans ce que nous qualifions de régimes démocratiques : la question n'est pas là !

Je le dirais plutôt de la façon suivante : Sommes-nous piégés, par notre travail, dans un bloc de ciment ? Ou pire, participons-nous à le renforcer ? Ou contribuons-nous à y créer des fissures ?

Plusieurs indicateurs peuvent nous aider à répondre à cette question :

A : essentiel

- Le choix et l'accès direct aux bénéficiaires, le contrôle de l'aide distribuée et la possibilité d'un dialogue direct avec les acteurs locaux (médecins, infirmières...)

B : important (à moyen terme)

- La possibilité d'aborder les véritables racines du problème, la possibilité de changer l'organisation du système de santé et de la distribution de médicaments en cohérence avec les besoins ?

2. Avons-nous maintenant le plein accès aux bénéficiaires ?

Selon l'équipe, l'accès s'est sensiblement amélioré dans les six derniers mois. De là où nous sommes géographiquement positionnés dans la province, nous avons maintenant accès aux villages et visitons des dispensaires, et de plus en plus de comtés sont ouverts. Cependant, pour des raisons de « sécurité », nous ne pouvons pas encore aller dans tous les comtés de la province. Il est intéressant de voir que les leaders de ces comtés se plaignent maintenant au niveau provincial de ne pas recevoir d'aide comme les autres... Chaque mois, de nouvelles provinces deviennent accessibles : nous avons pu, pour la première fois, voyager dans le Nord Hamgyong. La semaine dernière, l'Unicef a reçu l'autorisation d'avoir du personnel international basé à Ryangan et le CICR vient juste de recevoir le feu vert pour Changan.

Aucune province n'est plus inaccessible, mais certains districts dans les provinces le sont. Le principal obstacle que nous rencontrons encore, c'est l'accès au domicile : il n'est pas question, pour l'instant, d'entrer dans les maisons, donc il n'existe pas de possibilité d'effectuer une enquête nutritionnelle ou de morbidité.

3. Contrôlons-nous l'aide distribuée ou bien est-elle donnée à l'armée et aux leaders du parti ?

Pour avoir une idée de l'importance quasi obsessionnelle de cette question, sachez que chaque journaliste en poste à Hong Kong ou à Bruxelles la soulève.

Depuis sa première intervention en 1995, MSF lie son aide à une condition complètement nouvelle pour eux : la présence de personnel international sur le terrain.

Cela a été un énorme problème et a été perçu comme une attitude arrogante ; aujourd'hui, c'est devenu normal. MSF a fait un travail de pionnier dans des conditions qui sont aujourd'hui transposées dans un « code de conduite », mis au point par les agences de distribution d'aide à Pyongyang.

En conséquence, comme notre aide est supervisée de près par le personnel international, nous pouvons clairement affirmer qu'AUCUNE aide ne va à d'autres bénéficiaires que ceux de notre projet.

Bien que nous ne soyons pas responsables de l'aide alimentaire, les informations collectées par le PAM et l'Union européenne (DG8 [Direction générale 8, chargée de l'action humanitaire à l'Union européenne]) convergent toutes pour dire que l'aide alimentaire est distribuée de façon juste et que l'armée a probablement ses propres canaux.

Mais il s'agit d'informations indirectes, pas systématiques et par conséquent bien moins fiables que celles de l'aide médicale. Pour résumer l'impression générale, je citerai le représentant du PNUD, présent dans le pays depuis X années : « Ce n'est pas en Corée du Nord qu'on va trouver des détournements massifs d'aide ; aucun système n'est parfaitement imperméable, mais celui-ci est probablement celui qui l'est le plus dans la région. » [...]

Dans cet environnement, MSF doit plus que jamais développer son image d'indépendance. Indépendante autant que possible du gouvernement (voir plus haut), des bailleurs de fonds pour lesquels l'aide est liée à la négociation politique. Le programme de 1997 est financé à 95 % par Echo et à 5 % par le gouvernement norvégien.

Echo jouera probablement encore un grand rôle dans le budget de 1998, car MSF est leur principale « vitrine » médicale.

Echo a déjà prévenu de sa réticence à financer le programme dans le Nord Hamgyong et l'a dit clairement au gouvernement...

Il ne faut pas rater l'occasion de montrer que nous ne sommes pas dépendants d'Echo pour monter un nouveau programme. [...]

6. Y a-t-il une famine en Corée du Nord comme le suggèrent plusieurs rapports ?

D'année en année, la situation alimentaire est de plus en plus précaire. [...]

Nous ne l'avons pas observée dans le Hamgyong du Nord, censé être particulièrement affecté par la sécheresse car ils ne cultivent que du maïs (plus sensible à la sécheresse que le riz en irrigation). Pour la même raison, nous n'avons pas d'enquête nutritionnelle et celle réalisée par Unicef/SCF [Save the Children Fund] en novembre (17 % < 80 % rapport poids-taille) a été réalisée auprès d'enfants sélectionnés par le gouvernement. Le seul « indicateur » de malnutrition est le nombre d'enfants qui passent dans nos centres de nutrition thérapeutiques : plus de 1 500 mal nourris sévères et modérés en deux mois et demi dans 38 centres, ce qui n'est pas un chiffre spectaculaire.

Mais le fait que les CNT [centres de nutrition thérapeutique] sont nouveaux pour la population, qu'il y a des problèmes de transport, et que les chiffres ont doublé le mois dernier, indique une situation de crise pour un pays où la malnutrition était jusqu'ici inconnue.

Nous n'avons pas observé de situation indiquant « des millions de morts » comme cela a été décrit, ni de « cadavres dans les rivières », ni de « cannibalisme envers les enfants » (déclaration plutôt stupide, sachant combien les Coréens sont attachés aux enfants et à la famille). [...]

7. Quel est le mot-clé pour notre programme médico-nutritionnel ? [...]

Décentraliser : nous devrions concentrer l'intervention sur les dispensaires (pour rétablir un lien de base avec la population) avec un niveau de référence à l'hôpital du comté. [...]

8. Autres remarques

Nous devrions envisager une évaluation de la qualité de l'eau au niveau périphérique. Pourquoi ne fournissons-nous pas de semences cette année, puisque l'intervention de 1997 a été très appréciée et que les besoins sont encore là ? Notre équipe de deux internationaux par province dans 15 comtés est bien loin de nous permettre d'atteindre nos critères de qualité dans la supervision et la formation. Enfin, l'esprit international de l'équipe est loin d'être bon, chaque section accordant souvent plus de poids à ses propres représentants qu'au chef de mission.



C'est complètement surréaliste, tout est faux. Il y a 80 % des gens qui sont bernés dans l'histoire. Pour arriver à un tel niveau de mise en scène, il faut au moins 20 % de complices, qui sont tellement habitués à faire de la mise en scène qu'ils ne s'en rendent même plus compte. Il n'y a même pas quelqu'un à qui on peut dire très clairement, même en confiance : « Oui, tout est faux. » Ils ne savent plus distinguer le vrai du faux.

L'équipe MSF m'accueille à l'aéroport, mais il y a des officiels déjà qui sont là et je ne peux pas monter dans la voiture MSF. Je dois monter dans la Mercedes officielle où tout de suite on me met un bouquet de fleurs dans les mains. On me dit : « C'est pour fleurir la tombe du Grand Vénéré. Vous avez oublié le bouquet, n'est-ce pas ? » À Pékin, l'avion pour Pyongyang a toujours quatre, cinq, six heures de retard et parfois même il ne vient pas. Donc ils ne vont pas acheter le bouquet à l'avance, ça coûte cher un bouquet de fleurs pour un Coréen du Nord. Et puis soudain, tu vois tout le monde partir pour aller chercher le bouquet. C'est à ce moment-là que tu sais que l'avion arrive. Tu ne sais pas comment ils l'ont su, mais tout le monde part chercher le bouquet parce que les Coréens ne peuvent pas revenir sans bouquet. Ils sont obligés d'aller fleurir la tombe chaque fois qu'ils voyagent. Donc on me met le bouquet dans les mains. Et puis on roule avec ces deux Mercedes sur cette route déserte en direction de Pyongyang. Il n'y a personne, et au loin tout d'un coup je vois une espèce de tour de Babel, un hôtel en forme de pyramide qui doit être la plus grande construction de la région. On s'arrête au 142e étage, c'est complètement vide. Ils ont dépensé des sommes faramineuses pour cet hôtel. Un peu plus loin, il y a le monument où je dois déposer des fleurs. Je refuse de m'incliner. Le guide doit me pousser un peu pour me faire trébucher et que je donne l'impression de m'incliner.

J'y allais pour visiter une nouvelle province, celle de Nord Hamgyong qui était considérée comme la province la plus à risque, avec le plus de problèmes. Une province où personne n'était encore allé. À la suite de longues négociations du coordinateur de l'époque, Jacques Tremblay, avec les autorités, ils nous avaient autorisés à y aller à certaines conditions. Le trajet avait été négocié pendant des mois. Il se demandait ce qu'ils allaient bien nous montrer. C'est la fameuse province qui est séparée de la Chine par une rivière. Juste de l'autre côté, on voyait la Chine à hauteur de la route, avec des voitures qui circulaient. Mais de notre côté, aucune voiture ne circulait. Il n'y avait pas une fumée d'usine. Nous avons parcouru cette province. Là aussi, tout était faux. Il était hors de question d'avoir un contact sans être accompagné. Le fait de ne pas parler le coréen rendait les choses très difficiles. On pouvait juste regarder autour de soi et essayer de se faire une idée de ce qui se passait. Mon idée c'était que sur ce programme il fallait fissurer le béton par tous les moyens, jusqu'à ce qu'on fasse un pas trop loin, et à ce moment-là, inch Allah. Tant qu'on avançait et qu'on avançait dans le bon sens, ça allait, à condition qu'on ne s'arrête pas. S'arrêter, c'était être complice. Là on s'avancait, on allait dans une nouvelle province et on allait pousser un peu plus loin. On avait

dit qu'on n'ouvrirait pas de centre nutritionnel sans avoir pu réaliser une enquête nutritionnelle à domicile.

Il y a beaucoup de médecins en Corée du Nord, et ces pauvres bougres... Je n'ai jamais vu un état de délabrement pareil, je n'ai jamais vu comme je l'ai vu là-bas, un hôpital où il n'y a pas un comprimé d'aspirine. Il n'y en a pas un ! Il y a des espèces de petites boulettes qui sont censément utilisées par la médecine traditionnelle. Les sutures après les opérations sont faites avec du fil de pêche. Ce sont des conditions apocalyptiques.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

Le 7 décembre 1997, à son retour de Corée du Nord, Eric Goemaere donne une conférence de presse à Hong Kong. Des images sanglantes d'une opération chirurgicale réalisée dans des conditions très précaires (sans anesthésie), qui ont été prises par un médecin de l'équipe MSF en Corée du Nord, sont projetées à la presse. MSF diffuse un communiqué de presse dont le message est essentiellement concentré sur l'état de délabrement du système de santé nord-coréen et parle de « pénurie de nourriture » plutôt que de « famine ». Le 9 décembre, Eric Goemaere donne une conférence de presse à Bruxelles et y délivre le même message, qui est critiqué au sein du mouvement. [V9](#) [V10](#)



« Plan-conférence de presse Corée du Nord ! », **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication de MSF International aux chargés de communication MSF, 4 décembre 1997 (en anglais).

Extrait :

1) COREE DU NORD – CONFERENCE DE PRESSE ! – Ce week-end, le docteur Eric Goemaere revient d'une mission d'évaluation en Corée du Nord et s'arrêtera à Hong Kong samedi pour donner, dimanche à 14 heures, heure de Hong Kong, une conférence à la presse locale et internationale. Ce sera le matin en Europe, donc parfait pour les délais de parution des journaux. [...]

Le principal message est de démystifier la famine – fondamentalement, il s'agit du résultat de l'effondrement du système communiste, et d'après ce que MSF peut en voir à travers son action médicale et nutritionnelle dans trois ou neuf provinces, les niveaux de malnutrition sont loin d'être aussi sévères, bien qu'il y ait des besoins médicaux.

Comme vous l'avez probablement noté, la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge a lancé une campagne de collecte de fonds pour la famine, mais l'un des dangers c'est que la Fédération est gérée localement et ne peut pas toujours travailler de façon indépendante (cette information est confidentielle et ne doit pas être diffusée publiquement).

Peter Thesin, le chargé de communication de MSF Belgique, prépare un rapport sur la situation qui sera distribué à tous, mais ne devra PAS être diffusé avant qu'on vous le dise.

Je pars pour Hong Kong ce soir, pour travailler sur la conférence de ce week-end avec Eric et la nouvelle chargée de communication du bureau de Hong Kong. [...] Cette histoire a un potentiel médiatique important, mais elle doit être gérée avec précaution.



« Communication Corée du Nord - Urgent ! », **Échange de courriels** entre Pierre Salignon, responsable de programme MSF France et William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 6-8 décembre 1997 (en français).

Extrait :

De Pierre Salignon :

Salut à vous,

On est contents de savoir que la visite d'Eric s'est bien déroulée. Merci de nous avoir fait parvenir le document de travail pour préparer la conférence de presse. On l'a lu avec intérêt et l'avons considéré comme un premier draft. Donc voici nos remarques/réflexions sur le texte, mais surtout sur le contenu des informations qu'il nous semble d'ici important de diffuser/ne pas diffuser. Ne vous formalisez pas, mais on a pas mal de remarques/questions. À vous de voir si vous en tiendrez compte.

On retient deux idées suite à la lecture du papier d'Eric :

(1) Il n'y a pas a priori de preuves de famine en Corée du Nord, mais il ne nous a pas été possible jusqu'à aujourd'hui d'évaluer réellement (enquête nutritionnelle) la gravité du problème alimentaire. Il semble exister un risque potentiel et des problèmes de malnutrition dans certaines provinces. Il n'est cependant toujours pas possible d'avoir des indicateurs nous permettant d'avoir une idée plus précise de la situation réelle. Situation confuse donc, les équipes MSF ont certes vu quelques cas de malnutrition, mais sans pouvoir en tirer des conséquences sur la gravité de la situation.

(2) Il existe un problème (structurel) important au niveau médical.

Nous avons été surpris par la formulation du message (comme c'est un draft on se permet de commenter) :

Il appelle (c'est le sentiment que l'on a après lecture) à un accroissement de l'aide internationale sans restriction.

Il appuie, de fait, les autorités DPRK [nord-coréennes], qui paraissent à la lecture du document, ouvertes, en accord avec la libre circulation de MSF (alors que jusqu'alors dans les trois provinces où MSF travaille, cela n'a jamais été le cas ou de façon très limitée...) et favorisant l'acheminement de l'aide vers les bénéficiaires (on a des doutes concernant la nourriture).

(3) Il appelle la communauté internationale à ne pas conditionner son aide.

Dernier point, on est gênés de voir, dans un papier destiné à être rendu public, l'annonce de l'extension importante de nos activités dans la province du Nord, alors que cette possibilité devrait être discutée, à ton retour, entre les trois sections MSF intervenant en Corée du Nord. La formulation laisse penser que la décision est prise, les engagements pris et que ni Paris, ni Amsterdam n'auront leur mot à dire (cf. mon message envoyé pour toi à Alain Guilloux avant ta visite).

Nous avons l'impression ici qu'il est très important de rester prudent et d'articuler un message public de MSF sur la Corée du Nord autour de plusieurs éléments :

(1) Ton témoignage sur ta visite dans le Nord comme tu le proposes ;

(2) Mais en soulignant que la situation est différente suivant les provinces dans lesquelles MSF peut travailler;

(3) Qu'il ne nous a pas été possible jusqu'à présent (depuis deux ans) de mener une enquête nutritionnelle digne de ce nom et que faute d'indicateurs sérieux, il nous est difficile d'évaluer la gravité du problème nutritionnel. Y a-t-il eu ou pas une famine, 1 ou 2 millions de morts ? Difficile de répondre. Seule chose que l'on peut dire sans crainte : nos observations de terrain laissent penser que la situation alimentaire est fragile aujourd'hui (mais ce n'est pas avec 350 enfants dans nos TFC [centres de nutrition thérapeutique] sur une population de 6 millions que nous pouvons parler de malnutrition sévère). Les causes sont diverses (récoltes, dépendance de l'extérieur, arrêt de l'aide

soviétique/chinoise extérieure... mais aussi le système nord-coréen lui-même en dehors de l'embargo).

(4) C'est pourquoi il serait important de pouvoir demander publiquement d'évaluer réellement la gravité du problème nutritionnel, ce qui n'a pas été jusqu'à présent possible faute d'autorisations et d'une liberté de mouvement réelle (la visite dans le Nord a peut-être été plus positive sur ce point... ?).

(5) Donner une photographie réelle de la situation nut[ritionnelle] en DPRK [Corée du Nord] est donc difficile.

(6) Il ne fait pas de doute que la population souffre. [Le] meilleur exemple [en] est la situation médicale rencontrée par les équipes dans les hôpitaux et les structures de santé (savoir si c'est ensuite à nous de développer ou pas nos activités est une autre chose à discuter à ton retour. Idem [en] ce [qui concerne] les limites de notre intervention). Il nous semble plus prudent de ne pas annoncer l'extension de nos activités, ni de parler des 8 millions d'écus pour 1998 ou d'un accord avec les autorités (faudrait déjà que l'on en discute au niveau des opérations quand Jacques va rentrer). Appeler à un accroissement de l'aide internationale alors que les bailleurs de fonds sont disposés à donner beaucoup d'argent sur cette crise nous semble contradictoire. Tu parles de l'embargo d'un côté sans appuyer aussi sur les difficultés rencontrées avec les autorités nord-coréennes comme si tout allait bien (tout au moins c'est l'impression que cela donne).

C'est pourquoi on a le sentiment qu'en limitant notre discours sur les points cités plus hauts cela peut nous permettre de diffuser un message plus équilibré vis-à-vis des autorités locales que des médias/la communauté internationale. Le risque d'avoir une partie de la situation humanitaire non évaluée est important et à ne pas sous-estimer alors que ce sera la première prise de position publique de MSF sur la Corée du Nord, un des plus beaux pays communistes et totalitaires que la terre ait connus. Ton appel à l'aide internationale laisse penser qu'il n'y a pas assez d'aide sur place (ce qui est certainement le cas), mais surtout qu'en DPRK elle arrive aux bénéficiaires (là on a plus de doutes).

Voilà en bref. J'espère que cela te sera utile.

Bien amicalement à vous.

Pierre

De William Claus :

Salut Pierre,

Je viens de recevoir tes réactions sur l'article maintenant. Je ne sais pas s'ils sont arrivés à temps a hkg [Hong Kong].

Je trouve que le message était clair.

Sur notre engagement dans le Nord, je n'ai aucune problème avec. Il faut être sur place avant qu'on puisse réagir. MSF qui travaille maintenant dans quatre provinces signifie un certain poids et nous donne une position confortable pour les négociations (voir les expats sur place).

WC



« À la suite de l'effondrement du système de santé de la Corée du Nord, une aide d'urgence est nécessaire, qui requiert supervision des distributions et formation du personnel », **Communiqué de presse** MSF Hong Kong, 7 décembre 1997 (en anglais).

Extrait :

« Il y a des médecins et des locaux, mais pas d'aspirine, pas d'anesthésiques, pas de médicaments de base, pas de chauffage, pas de savon, pas de lait et par conséquent pas de patients. Le système de santé de la Corée du Nord s'est effondré, laissant presque toute la population sans soins, hormis les traditionnelles plantes médicinales « Korio ». Une aide d'urgence est nécessaire », a déclaré le Dr Eric Goemaere, directeur général de Médecins Sans Frontières (MSF), qui est rentré hier d'une mission d'évaluation dans le Nord Hamgyong, la province la plus septentrionale de RPDC (Corée du Nord).

Mais le docteur Goemaere prévient : « La communauté internationale ne doit pas commettre les mêmes erreurs qu'en Bosnie et au Rwanda et parachuter des médicaments, de la nourriture et de l'aide de façon non discriminée. La distribution doit être supervisée et la mise en œuvre de formations est essentielle. » En Corée du Nord, il y a un médecin pour 300 habitants (dans la plupart des pays occidentaux, il y en a environ un pour 800, et ailleurs cela varie). Mais comme les hôpitaux n'ont pas été approvisionnés ces trois ou quatre dernières années, les médecins ne peuvent plus travailler et les patients préfèrent rester chez eux pour mourir. Sans patients, sans médicaments et sans pratique, le personnel médical a besoin d'être formé au traitement des patients et à la gestion des médicaments.

Bien que tout le monde reconnaisse l'existence d'une pénurie de nourriture (voir les données du gouvernement et du PAM sur les récoltes, etc.), il n'existe aucun signe visible d'une « famine » à grande échelle, comme des personnes squelettiques s'effondrant de faim dans les rues. Cependant des signes montrent que trouver de la nourriture est un problème et que les mécanismes d'adaptation sont faibles : les gens récupèrent les moindres grains de riz après la récolte, il n'y a ni marché, ni moyens de transport, ni fuel... L'accès à l'ensemble du pays s'améliore, mais des enquêtes nutritionnelles complètes pour évaluer les distributions de nourriture et les niveaux de malnutrition n'ont toujours pas pu être menées au niveau des villages ou des foyers.

Dans les trois provinces du Sud, où MSF travaille depuis deux mois et demi – Sud Pyongan, Nord Hwanghae, Kangwon –, 1 500 enfants de moins de cinq ans ont été traités pour malnutrition sévère dans les 38 centres de nutrition soutenus par notre organisation. Nombre d'entre eux souffraient de kwashiorkor ou d'œdème sévère (malnutrition qualitative due à un manque de protéines). Sur les 2 millions de personnes environ qui peuplent ces provinces, le nombre de 1 500 enfants malnutris n'est pas significatif. Ce qui l'est plus, c'est que le nombre d'enfants admis dans les centres de nutrition double au bout d'un mois, quand de plus en plus de gens sont informés que les hôpitaux et les centres de santé fournissent de nouveau des soins de santé primaire. Il est clair qu'il existe une crise de confiance dans le système de santé, mais que lorsque le personnel et l'équipement sont en place, les patients reviennent. La distribution des médicaments et sa supervision doivent s'effectuer au niveau des hôpitaux de comtés et pas seulement au niveau des hôpitaux de la capitale de la province (par exemple, dans le Nord Hamgyong, il y a 17 hôpitaux de comtés hors de la capitale, chacun soutenant 20 dispensaires pour 2-3 villages chacun ou 2 000 à 3 000 personnes).

Le docteur Goemaere ajoute : « Des dons directs ne couvriront jamais les besoins de 23 millions de personnes. Il faut diversifier l'assistance pour répondre aux besoins de la population. Ils n'ont pas seulement besoin de médicaments et de nourriture mais aussi de semences, d'outils, de fertilisants et de fuel et même d'équipements de base pour

redémarrer les quatre usines de médicaments qui produisaient la plupart des médicaments pour les hôpitaux. »

Le docteur Goemaere conclut : « Dans les hôpitaux et les dispensaires des villages, j'ai été impressionné par la motivation des médecins. Quoique l'accès s'améliore visiblement, les organisations d'aide doivent encore obtenir l'autorisation des autorités nord-coréennes pour obtenir un meilleur accès aux personnes dans le besoin. D'un autre côté, ceux qui fournissent de l'assistance doivent la diversifier afin d'augmenter les capacités de production de nourriture et de médicaments de la Corée du Nord. Si ces étapes ne sont pas franchies, la population de Corée du Nord va devenir plus vulnérable à la famine et aux maladies dans les années à venir. »



« Corée du Nord », **Échange de courriels** entre Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-Uni, Anouk Delafortrie, chargée de communication de MSF Belgique et William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 8 décembre 1997 (en anglais).

Extrait :

D'Anouk Delafortrie :

Je reçois le message suivant [voir ci-dessous] du Royaume-Uni. William, Jean-Marc, y-a-t-il une section qui coordonne la Corée du Nord ? Avez-vous un bon résumé des activités à m'envoyer ou dont je puisse faire une copie ?

Merci

Anouk

D'Anne-Marie Huby :

Chers tous,

Ces derniers jours, de nombreuses organisations britanniques ont commencé à collecter des fonds pour la Corée du Nord. Cela ne semble être que des publicités « tactiques » destinées à montrer aux bailleurs institutionnels qu'elles s'efforcent de trouver des sources de financement alternatives. Mais il va sûrement y avoir un regain d'intérêt des médias dans les jours et les semaines à venir, donc je pose la question : quelle est la section réellement responsable de nos activités en Corée du Nord ? Quel est le département de communication qui est chargé de l'information ? L'un d'entre vous peut-il nous aider ?

On a vraiment besoin d'un mémo sur ce que MSF fait vraiment. J'ai lu le sitrep [rapport de situation], mais il est très anecdotique, et il faut vraiment essayer de donner du sens à cette information. Cela devient très gênant, c'est le moins qu'on puisse dire, d'avoir à expliquer aux journalistes que MSF n'a pas vu de famine alors que tous les autres crient au loup. Si c'est le cas, alors nous devons argumenter notre point de vue.

Merci beaucoup pour votre aide,

Anne-Marie



« Suivi Corée du Nord », **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication de MSF International aux chargés de communication, 8 décembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Ici, Samantha et Justine.

La conférence de presse d'hier s'est bien passée, si l'on veut bien considérer que c'était dimanche et qu'une autre conférence de presse, sur la grippe aviaire, a monopolisé une bonne partie des journalistes.

La conférence de presse a commencé à 14 heures, heure de Hong Kong, et a duré un peu plus d'une heure. Nous avons commencé par la projection de la vidéo, puis Eric Goemaere a pris la parole en s'appuyant sur des cartes de Corée du Nord et des provinces visitées. Le communiqué de presse avait aussi été traduit en chinois. Merci de voir ci-dessous – et de lire jusqu'au bout ! – la liste des journalistes qui ont assisté et le suivi nécessaire.

Merci et gros bisous

1) Participants à la conférence de presse

Presse. Malheureusement, un grand nombre de correspondants étaient à Kyoto, au Japon, pour le sommet sur l'environnement (comme d'habitude, les Scandinaves et les Allemands sont très intéressés par les questions d'environnement) – et il n'y a pas non plus beaucoup de correspondants français basés ici – la plupart sont basés à Bangkok. Diplomates-politiques. Les ambassades et hauts-commissariats suivants étaient représentés : consul de Russie/Fédération de Russie + attaché de presse (a posé des questions à Eric sur le *grand master plan* et sur le comportement des responsables politiques locaux) ; le consul sud-coréen (Hy Song – a demandé une copie de la vidéo, on lui donnera une copie éditée par WTN, avec seulement quelques extraits médicaux) ; les comités des affaires étrangères du Sénat des États-Unis (personnel) ; l'assistant spécial de Martin Lee (chef du parti démocrate de Hong Kong, opposition) ; Alliance française (Henri Gérard, rédacteur en chef du magazine *Parole*).

2) Autres interviews-photos. WTN a interviewé Eric avant la conférence et fait un montage de la vidéo pour le diffuser sur le réseau satellite mondial. Interview en anglais seulement. AP et AFP photo ont des exemplaires des photos qu'Eric a prises, pour en faire des copies pour la presse internationale et locale hors de Hong Kong. Quoiqu'il ne soit pas certain que ces copies aient été demandées. AP a aussi accepté de faire des copies de la vidéo pour quiconque aurait besoin de la version courte éditée par WTN.

NBC a aussi envoyé par DHL à New York une copie de la version MSF raccourcie afin que les producteurs là-bas puissent la visionner et en faire un clip pour le « 1'15" personal point of view » [...]. Les vidéos comme les photos devaient être clairement estampillées MSF.

3) Félicitations à l'équipe de Corée du Nord et à Eric pour avoir réussi à obtenir ces images – ce n'est pas chose facile dans un tel pays et cela nous permet vraiment d'améliorer notre impact. C'était juste après le déjeuner et les journalistes et les diplomates ont eu du mal à digérer ce qu'ils ont vu sur l'écran.



« Malades, mourants, ils refusent les traitements », **The South China Morning Post** (Hong Kong), 8 décembre 1997 (en anglais).

Extrait :

« Le système de santé s'est effondré. Les malades et les mourants refusent d'aller se faire soigner dans des hôpitaux qui ne pratiquent que la médecine traditionnelle », a déclaré hier un responsable d'une organisation internationale. Des chirurgiens ont été filmés, vêtus de blouses souillées, en train d'opérer une femme de l'appendicite avec des ciseaux et des tenailles. Elle est décédée deux jours plus tard. Manquant de matériel, les médecins utilisent des bouteilles de bière usagées en guise de perfusion, a raconté à Hong Kong Eric Goemaere, le directeur général de Médecins Sans Frontières (MSF).

La famine, associée à la mauvaise qualité de l'eau et à la pénurie de savon, a pour résultat une multiplication des affections respiratoires, des maladies de peau et des diarrhées, a-t-il constaté au retour d'une visite d'une semaine dans cet État stalinien isolé. « Il y a des médecins et des hôpitaux, mais pas d'aspirine, pas d'anesthésiques, pas de médicaments de base, pas de chauffage, pas de savon, pas de lait, et par conséquent pas de patients », a-t-il déclaré. Ils savent qu'ils n'ont rien à leur offrir. « Le système de santé de la Corée du Nord s'est effondré, laissant presque toute la population sans soins, hormis les traditionnelles plantes médicinales *Koryo*. »

Une vidéo tournée par MSF dans un hôpital de la province de Sud Kangwon, et projetée ici hier, montre une femme grimaçant tandis que les médecins lui enlèvent l'appendice sous anesthésie locale. Attachée à son lit, la femme reste silencieuse tandis que les chirurgiens, faute de scalpels, coupent et tordent sa peau avec des ciseaux et des tenailles. Puis ils introduisent une serviette déjà tachée de sang dans la plaie ouverte pour éponger le sang avant de reprendre l'opération en toute hâte. **V11** ▶

« La femme a été victime d'un choc septique et elle n'a pas survécu plus de deux jours », a ajouté le responsable de MSF, qui envoie du personnel en Corée du Nord depuis 1995. « L'hôpital est l'un de ceux auxquels MSF fournit des kits de matériel de base, dont des médicaments qui ne sont plus disponibles en Corée du Nord, mais les médecins ne savent pas les utiliser, pas même les plus simples », constate M. Goemaere.

« Ils ne connaissaient pas le paracétamol, donc nous avons dû les former à son utilisation », a-t-il déclaré, ajoutant que les étagères de l'hôpital sont pleines d'herbes médicinales.

Il tient ces propos alors que la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Chine et les États-Unis se préparent à s'asseoir autour de la table de négociations demain à Genève, pour essayer de mettre fin aux cinquante ans de guerre dans la péninsule coréenne.



« MSF : la Corée du Nord est sous perfusion », **Le Soir** (Belgique), 10 décembre 1997 (en français).

Extrait :

Rentrant d'une mission exploratoire dans le Nord du pays, le docteur Eric Goemaere, directeur de Médecins Sans Frontières Belgique, a fait état, hier, devant la presse, d'une situation plus nuancée. « Bien que la nourriture manque, il n'y a pas de signe visible de famine à large échelle », a-t-il observé. « Par contre, le système de santé s'est écroulé. Les chiffres d'enfants souffrant de malnutrition sévère recensés dans les provinces méridionales où MSF travaille depuis six mois ne sont pas énormes », note le Dr Goemaere, qui dément certains comptes rendus faisant état de cadavres abandonnés au bord des routes.

Une enquête nutritionnelle complète en vue d'estimer le véritable degré de malnutrition n'est pas encore possible, a-t-il expliqué, car l'accès aux familles et à certains districts n'est pas autorisé par le régime. L'accès aux populations s'améliore. Depuis peu, MSF peut ainsi maintenir des équipes en province. Le médecin belge a pu lui-même visiter les centres de santé qu'il souhaitait voir, notamment dans le Nord, en bordure de la frontière chinoise, mais l'entrée dans une maison lui a été interdite.

Il est sûr, en tout cas, que la situation est alarmante dans le domaine de la santé. « Il y a des médecins, pleins de bonne volonté, et des bâtiments, mais pas d'aspirine, pas d'anesthésiques, pas de médicaments de base, pas de chauffage, pas de savon et pas de lait. Et donc pas de patients. N'ayant plus été approvisionnés depuis trois ou quatre

ans, ces médecins ne peuvent venir en aide aux patients qui choisissent de mourir chez eux » affirme Eric Goemaere.

Selon le médecin belge, les inondations et la sécheresse qui ont frappé la Corée du Nord ne sont qu'une part de l'explication. Des facteurs naturels et structurels se combinent, explique-t-il. Au nom de la doctrine de l'autosuffisance, la Corée a développé une agriculture intensive nécessitant beaucoup d'engrais, de pesticides et de mécanisation. Et, aujourd'hui, elle n'a plus ni engrais ni carburant, et les rendements diminuent d'année en année. De même, les usines de production de médicaments ne sont plus approvisionnées et ne produisent plus.

« Certains pays entendent maintenir la Corée du Nord la tête juste hors de l'eau, mais ne lui permettent pas de se redresser. Or on ne pourra maintenir longtemps un pays de 23 millions d'habitants sous perfusion. À la moindre catastrophe, il va replonger, et cela entraînera la mort de milliers de gens » conclut Eric Goemaere, pour qui l'aide humanitaire ne peut être liée à une quelconque condition politique.



« La Corée du Nord ne souffre pas de famine, mais de sous-alimentation », Dorian Malovic, *La Croix* (France), 17 décembre 1997 (en français).

Extrait :

« Il n'y a pas de famine généralisée en Corée du Nord, pas de cadavres ni de cannibalisme... c'est de la foutaise » s'insurge le président de Médecins Sans Frontières (MSF), section belge, Eric Goemaere, de retour d'une mission de huit jours dans l'un des pays les plus fermés au monde. « Ce pays souffre de malnutrition et ses habitants sont tout juste maintenus la tête hors de l'eau. En une semaine, dans les villes du Nord du pays, où la situation est très précaire, j'ai seulement vu quatre ou cinq femmes vendre quelques légumes à la sauvette au coin d'une rue... c'est tout. » Pour la première fois autorisée à se rendre dans les provinces du Nord du pays, la mission MSF a pu constater que les structures sanitaires s'étaient totalement effondrées : « il y a beaucoup de médecins dans les hôpitaux que j'ai pu visiter, mais ils n'ont plus de médicaments, perfusions, aspirines, compresses... et il n'y a plus de patients qui viennent. Les gens préfèrent mourir chez eux. »

Dans les régions du Sud, où MSF travaillent depuis plusieurs mois, les gens commencent à revenir dans les dispensaires car l'association apporte des médicaments. Ainsi, les médecins occidentaux ont pu se rendre compte de l'état de santé des enfants et faire une première évaluation : « Nous avons constaté que le nombre d'enfants malnutris venant nous voir (dans une zone de deux millions d'habitants) a doublé ces deux derniers mois, passant de 1 500 à 3 000. Il y a des carences en protéines, car avec du maïs ou du riz, l'apport nutritionnel n'est pas complet. »

Les facteurs combinés de la sécheresse et des inondations expliquent en partie cette situation catastrophique, mais c'est toute l'économie du pays qui ne marche plus : aucune usine ne fonctionne, il n'y a plus d'essence, plus d'électricité, tout gèle en hiver... pour Eric Goemaere, il faut augmenter l'aide avec une garantie qu'elle sera équitablement distribuée (comme le fait l'Unicef et le Programme alimentaire mondial), mais aussi la diversifier en permettant la production locale des produits. « Il y a un bras de fer politique international sur ce sujet » dit-il « mais il faut leur donner les moyens de restructurer leur production. Toutefois, certains pays ne veulent pas que la Corée du Nord se relève. Pour moi, on ne peut pas laisser 23 millions de personnes sous perfusion. »



Le premier témoignage que j'aie fait à Hong Kong, juste en sortant de Corée, visait à raconter ce que j'avais vu dans la province du Nord Hamgyong, l'état de délabrement extrême des structures de santé. Ce n'était pas un témoignage de dénonciation du tout, c'était un témoignage sur ce que j'avais vu. L'objectif était de raconter la situation des victimes en Corée du Nord, de dire que les choses ne se passaient pas bien du tout et que l'aide humanitaire devait être conditionnelle pour qu'on soit sûr qu'elle leur arrivait bien. On visait à faire pression sur les organismes internationaux d'aide humanitaire pour qu'ils appliquent les standards internationaux, afin de libérer un espace humanitaire pour pouvoir travailler correctement. En l'occurrence j'ai utilisé à ce moment-là la question de l'enquête nutritionnelle à mener impérativement et celle de la sélection des provinces et des foyers où il fallait la mener. J'avais aussi rapporté de Corée du Nord un film montrant une appendicectomie. Il n'y avait pas d'anesthésie et trois plans montraient le chirurgien coupant « dedans » avec des ciseaux. On avait donné à la patiente un bouchon pour mettre dans sa bouche... C'est un médecin MSF qui avait filmé. Pourquoi l'avaient-ils laissé filmer ? Parce que même en Corée du Nord, on peut jouer sur la complicité des médecins. MSF était la première organisation à avoir des équipes qui habitaient sur place, et une certaine complicité avait fini par s'établir entre médecins expatriés et locaux. Il y a de tout petits moments où ça échappe un petit peu au contrôle. Il n'y en a pas beaucoup. Ces médecins ne sont pas tous complices de ces tortionnaires, ce n'est pas vrai. Ils sont d'abord embêtés de devoir, en tant que médecins, pratiquer une appendicectomie dans des conditions pareilles. Quand même, les perfusions dans une bouteille de bière, ce n'est pas l'idéal ! Ils étaient les premiers embêtés et ils avaient finalement laissé filmer en disant : « Si ça permet de nous apporter plus d'aide, on veut bien. » La projection de ce film a provoqué un choc. Il existe des lobbies anti-coréens extrêmement importants, et cela a simplement donné des images un peu scoop sur le fait que ça ne se passait pas bien en Corée du Nord. Mais il y avait déjà suffisamment de gens qui le suspectaient ! Il n'y avait aucune volonté de pression sur le gouvernement à travers ce témoignage. On ne se faisait aucune illusion quant au fait que le gouvernement nord-coréen suivait les conférences de presse à l'étranger. D'ailleurs c'est une remarque d'ordre général, mais je trouve qu'à MSF on se gargarise très souvent de faire du témoignage pour dénoncer les autorités, alors qu'on le fait souvent en un lieu et un moment qui ne sont pas du tout cohérents avec cet objectif-là. Bien souvent, on le fait plutôt avec l'objectif de se mettre en avant, de montrer qu'on est intelligent et de pouvoir ensuite se targuer d'avoir pris la parole.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



Eric a fait tout un bazar à Hong Kong, en disant : « Les hôpitaux sont vides, on fait des opérations sans anesthésies, les gens meurent de faim, il faut absolument que l'aide afflue en abondance sur la Corée du Nord. Oui, on peut se poser des questions par rapport au régime. Moi je témoigne, j'ai vu quelqu'un opérer sans anesthésie, j'ai vu des gens transfusés avec une bouteille de bière accrochée à un tuyau, etc. » Il avait ramené des images. On a été très déçus par son intervention. Je lui ai dit : « C'est vrai que les hôpitaux sont vides, mais tu as fait du sensationnel sur quelque chose qui ne le mérite pas vraiment. Et tu n'as pas dit l'essentiel, c'est à dire que l'aide a été utilisée à tout sauf à sauver les gens. C'était là-dessus que notre responsabilité était impliquée. En disant que les gens étaient opérés sans anesthésie, tu ne prenais pas de gros risques. » À l'époque, on se posait des questions sur le sens de l'aide à la Corée du Nord, et je crois que ces questions-là, il les partageait avec nous parce qu'on travaillait ensemble et qu'il avait émis aussi des doutes. Mais finalement, ce qui l'a emporté dans sa déclaration, c'est le scandale de la pénurie, le fait que c'était un pays en pénurie totale. Il a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas mégoter notre aide à la Corée du Nord, qu'il fallait y aller de fond. Les Coréens du Nord ont fait semblant de mal le prendre : « Ce n'est

pas sympa, on invite quelqu'un chez nous, et quand il sort, il dit qu'on opère sans anesthésie, notre image a été ternie, etc. » Nous, on a tout simplement pensé qu'il faisait le jeu de la propagande du régime nord-coréen, en cautionnant l'idée qu'il fallait fermer les yeux et apporter l'aide massivement.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).

III. CONFLITS D'INTERPRÉTATION

À la fin de l'année 1997, l'équipe de MSF France en Chine commence à recevoir des informations, via la communauté sud-coréenne en Chine, sur le nombre croissant de Coréens du Nord qui fuient leur pays et passent la frontière dans l'espoir de trouver de la nourriture et de l'aide dans la province du nord-est de la Chine. L'équipe commence à discuter de cette question avec François Jean, directeur de recherche à la Fondation MSF France. Ces informations (description d'une famine à grande échelle) sont tellement différentes de ce que l'équipe basée à l'intérieur du pays peut constater, que l'idée commence à émerger d'une mission d'évaluation de la situation sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord.



Dès fin 1997, nous commençons à avoir des discussions avec François [Jean, directeur de recherche à la Fondation MSF France]. Il prend des contacts à Paris, sollicite Sophie Delaunay qui était contrôleur de gestion du programme Corée au siège à Paris et qui connaissait la Corée du Sud pour y avoir fait ses études. Il la sollicite en se disant que des choses sont peut-être à explorer en Corée du Sud. Il regarde aussi pour la première fois du côté de MSF Japon. Nous commençons vraiment à nous intéresser de près à ce qui se passe en Corée du Nord, à la suite de ces discussions avec François, mais aussi d'une réalité qui commence à émerger localement à Pékin, à travers la communauté sud-coréenne expatriée en Chine, notamment à travers le réseau d'amitiés sud-coréennes que j'ai sur place. On parle de plus en plus de ces Nord-Coréens qui quittent la Corée du Nord pour la Chine où ils sont venus chercher de l'assistance pour survivre et qui y vivent dans la clandestinité. Ce sont les premières fois où on entend parler aussi explicitement de famine, de morts dus à la famine et d'une situation qui se délite avec des centaines, voire des milliers de personnes qui passent la frontière.

Nous sommes fin 1997, début 1998. Avec Marcel, nous nous disons que nous avons peut-être intérêt à aller voir ce qui se passe du côté de la frontière, d'autant que, finalement, tous ces récits que nous entendons à distance – puisque nous n'y sommes pas encore allés, et n'avons pas encore rencontré de Nord-Coréens en fuite – sont très distants de ce que nous entendons raconter par les équipes qui ont très peu accès à une information directe. Les volontaires [membres de MSF] sentent bien que des choses se passent. Quand on écoute Marie Rose Peccio ou Dominique Lafontaine [équipe de MSF en Corée du Nord], on sent bien qu'ils perçoivent que quelque chose se passe [à l'intérieur], auquel nous n'avons pas accès. À l'époque, en nous appuyant sur nos contacts sud-coréens à Pékin qui sont très connectés avec des réseaux sud-coréens sur la frontière, certains religieux, certains non, nous décidons d'aller voir ce qui se passe sur la frontière sino-coréenne.

*Marine Buissonnière, MSF France, administratrice en Chine,
décembre 1996-janvier 1999 (en français).*

Entre temps, débats et questionnements au sujet du programme de la Corée du Nord reprennent au sein de MSF. Un nouvel accord de collaboration entre le responsable de programme de MSF Belgique et le FDRC est sur le point d'être signé, alors que les responsables de programme de MSF France et de MSF Hollande expriment toujours leur besoin préalable d'aller plus loin dans les négociations. Une fois encore, des membres du conseil d'administration de MSF France critiquent l'approche du programme et s'interrogent sur ses limites.



« RDPC, Nord Hamgyong », **Échange de courriels** entre William Claus, responsable de programme MSF Belgique, Pierre Salignon et Pierre-Pascal Vandini, responsables de programme MSF France, copie à Wouter Kok, responsable de programme MSF Hollande et aux directeurs généraux et directeurs des opérations, 9 janvier 1998 (en anglais et en français).

Extrait :

De Pierre Salignon :

William,

Nous ne te cachons pas notre surprise et notre désaccord sur ton dernier message. On trouve ici ta position inacceptable alors que nous venons de nous rencontrer à Bruxelles et que nous t'avons clairement exprimé notre position :

1. Pas de démarrage d'un nouveau programme dans la province du Nord sans poser nos conditions et donc renégocier avec les autorités notre intervention (notamment travail au niveau des cliniques et des hôpitaux de districts, évaluation nutritionnelle, accès à la population, limitation et ciblage du nombre de districts à prendre en charge avec trois expatriés). Nous t'avions expressément demandé d'en rediscuter avec toi/l'équipe avant d'aller plus loin sur le « nouveau » MOU concernant la nouvelle province du Nord et de le présenter aux autorités (idem pour ce qui est de la recherche de financements). Nous ne considérons pas la nouvelle province comme un module MSF Belgique, et même si c'était le cas, cela ne doit pas nous empêcher d'en discuter alors que cette intervention aura une influence importante et non négligeable sur la stratégie globale de MSF en Corée du Nord.

2. Pas d'extension de nos activités dans les trois provinces du Sud avec nécessité de recadrer celles-ci aussi.

3. Planifier une visite MSF France et MSF Hollande rapidement sur le terrain.

4. Planifier une discussion en avril, entre MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, pour redéfinir les objectifs pour la période courant après juillet 1998 .

Le point 1 est pour nous essentiel car il influence la stratégie globale de MSF en Corée du Nord. Il n'était pas question d'accepter de démarrer dans le Nord sur l'ensemble des 15 « comtés » avec trois expatriés sur le terrain, d'autant que notre positionnement dans les trois provinces du Sud montre que le volume des programmes actuels n'est pas gérable avec le nombre d'expatriés actuellement en Corée (deux dans chaque province du sud) ... ou pas de façon convenable. La question n'est pas simplement d'avoir plus d'expatriés. Il convient d'abord de définir précisément les objectifs MSF. Ils sont peu clairs et méritent que nous les précisions avant de nous lancer dans une nouvelle province. Tu vas nous répondre que nous sommes en Corée du Nord pour faire un approvisionnement en médicaments essentiels et petit matériel médical, « former » le personnel médical, et intervenir au niveau nutritionnel. Certes, mais est-ce suffisant ? Quelles limites/conditions (principes d'intervention MSF) mettre à cet investissement, que ce soit en volume, argent et durée ? Notre stratégie en Corée du Nord est loin d'être limpide et ce n'est pas avec l'augmentation du volume de nos activités que cela va

s'arranger. Les enjeux dans ce pays nous dépassent (que ce soit le jeu des Coréens eux-mêmes, la communauté internationale et les financeurs comme Echo). Et c'est pourquoi il faut être prudent. Nous sommes déjà un des gros acteurs en Corée du Nord, et c'est aussi pourquoi nous pensons que nous sommes désormais en position pour essayer de discuter certaines conditions de nos interventions dans nos discussions avec les autorités nord-coréennes.

Nous t'avions demandé d'utiliser cet argument pour ne pas accepter le développement d'activités nouvelles dans le Nord sans poser nos conditions (notamment l'accès à la population, le travail au niveau des villages, l'évaluation nutritionnelle et le travail plus ciblé au niveau des cliniques et des hôpitaux de district). La discussion d'un nouveau MOU pour la province du Nord nous semblait une opportunité pour ne pas accepter de faire ce que les NK [Nord-Coréens] veulent nous faire. Cela peut certes entraîner des tensions avec les NK mais nous sommes prêts à les assumer.

Le résultat est qu'aujourd'hui tu nous mets une nouvelle fois devant le fait accompli sans que nous ne puissions avoir notre mot à dire, et il nous paraît étrange de ne rien pouvoir dire de plus aux Nord-Coréens, comme si nous avions les mains liées. Si c'est le cas, cela pose une réelle question sur notre liberté d'action en Corée du Nord et sur le prix à payer pour y rester. Au contraire de ce que tu penses, ça nous paraît [être] le bon moment pour avancer des demandes, si ce n'est des exigences aux autorités NK.

Cette mission n'a plus rien d'international. On en est extrêmement gênés alors qu'il est essentiel de présenter MSF comme une entité unique dans ce pays et qu'il serait normal que la position des deux autres sections intervenant dans le pays soit au moins prise en considération.

Voilà pour le constat. Tu connais notre position. On ne peut pas continuer à collaborer sur la Corée du Nord dans de telles conditions.

Il nous paraît important de geler toute décision concernant cette quatrième province pour l'instant, étant donné nos désaccords.

Amitiés (tout de même) Pierre et Pierre-Pascal.

De William Claus :

Salut les chéris,

Comme je l'ai annoncé lors de notre dernière réunion, les négociations avec les autorités nord-coréennes sont terminées et il est très difficile de changer quoi que ce soit.

Donc il n'y a pas moyen de faire marche arrière. Le programme en cours ne change pas.

Pas d'extension, à moins d'un engagement clair pour augmenter le nombre d'expatriés.

Je présenterai les budgets au début de la semaine prochaine. La date de présentation se situera vers la fin janvier.

A +

WC



« La Corée et les frustrations », **Courriel** de William Claus, responsable de programme MSF Belgique, à Pierre Salignon et Pierre-Pascal Vandini, responsables de programme MSF France, et courriel de Mario Goethals, directeur des opérations MSF Belgique à William Claus, 11 janvier 1998 (en français).

Extrait :

Salut mes copains,

Merci pour votre réaction.

Une remarque générale sur l'international.

1. Cette mission était gérée pendant deux ans par Paris. Je ne me souviens pas que j'avais dit non sur le démarrage du programme de distribution des semences l'année passée. Un programme qui était décidé par Paris, exécuté par Paris et présenté après à Amsterdam et Bruxelles (fait accompli !!). Je vous conseille de regarder dans les documents. Donc je ne comprends pas votre réaction sur l'international. J'ai l'impression que c'est normal quand Paris est BUS [Back Up Section = section coordinatrice] mais une fois que ça passe vers une autre section, on commence à s'énerver. Bizarre !

c.c. vos points :

1. Comme vous avez eu le financement au début de la mission (desk Paris) je trouve que B[ruxelles] pourrait avoir le prochain financement (voir le courrier).

Vous avez l'impression que tout est accepté sans négociation (en tout cas, c'est ce que je comprends). Alors que, je vous assure, Jacques a eu un combat journalier avec le FDRC pour obtenir des avantages en plus. Comme j'avais dit – et cela ne se retrouve pas dans ton texte – un des objectifs principaux était de faire une explo dans le Nord. On l'a fait (!). Mais il y a un prix à payer qui est, à mon avis, justifié. Ce n'est pas négatif de faire une distribution des médicaments dans des cliniques et des hôpitaux vides ! Est-ce que c'est contre l'éthique de MSF de fournir des médicaments et de lancer une action nutritionnelle ??? Même si c'est dans 15 *counties* [comtés]. (Pour ton info, plus de la moitié des *counties* est située dans les villes). Je ne vois donc aucun obstacle pour commencer cette action. Jacques [Tremblay, coordinateur MSF Corée du Nord] passera à Paris dans deux semaines. C'est peut-être le bon moment pour l'interroger.

C'est vrai, nous sommes déjà un gros acteur, mais cela ne me gêne pas. Est-ce que c'est négatif ??? En tout cas, cela nous donne une position assez forte pour des futures négociations. (J'espère que votre réaction n'est pas inspirée [par] des vieilles réflexions sur le volume.)

Je suis entièrement d'accord avec le deuxième point.

Une visite de [MSF] Hollande et [MSF] France va certainement aider à comprendre la politique qui a été suivie jusqu'à maintenant.

Si je me souviens bien, c'était la proposition que j'avais faite pendant la réunion. Je pense qu'on doit inclure à ce moment les points que tu as cités :

- accès aux populations,
- enquête nut[ritionnelle],
- approche verticale.

J'espère qu'on aura assez de données à ce moment pour faire une bonne analyse (ce qui n'est pas le cas pour l'instant).

Je m'excuse s'il y a des frustrations, mais comme Marc Gastellu[-Etchegorry] dit : « avec l'international, on doit de temps en temps accepter ou respecter les décisions des autres, même si elles ne cadrent pas parfaitement dans la politique opérationnelle d'une section. » On l'a fait aussi.

Donc je continue comme j'avais prévu.



« Corée du Nord - MOU – objectifs », **Courriel** d'Eric Goemaere, directeur général MSF Belgique à William Claus, responsable de programme MSF Belgique et courriel de Pierre Salignon, responsable de programme MSF France à William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 22 janvier 1998 (en français).

Extrait :

De Eric Goemaere :

Chers,

J'étais intervenu à Paris auprès de Bernard et Philippe pour dire que les tons inquisiteurs et ultimatum de leurs derniers messages sur la RDPK étaient à l'encontre de la délégation et du principe de confiance, deux mamelles essentielles des constructions internationales. Je vois que le message est passé, au moins sur le ton. Essaie cette fois, William, d'ajuster le tien à leur changement d'attitude.

De Pierre Salignon :

Salut William,

Comment vas-tu ? Bien j'espère. Je te joins la fiche pays que j'ai faite sur la Corée du Nord avec les objectifs de Paris sur cette mission.

Concernant l'annexe du MOU pour la province du Nord ainsi que les trois provinces du sud, penses-tu possible d'y introduire plusieurs éléments/demandes, à savoir :

- accès direct à la population (accès aux habitants dans les villages) ;
- liberté pour MSF de cibler/réorienter ces objectifs en limitant le nombre de structures prises en charge (cliniques et hôpitaux de districts par exemple) ;
- objectif : réaliser un travail de qualité ;
- liberté pour MSF de décider quels districts plus particulièrement cibler en fonction de la nature des besoins et des limites/capacités financières de l'organisation (tu connais ma position sur le fait de s'investir dans les 15 districts de la province du Nord avec seulement trois expatriés) ;
- liberté de mouvement (peut-être ne pas parler des 2/3 jours de séjour possibles lors des visites dans les districts, ou alors demander plus) ;
- possibilité pour MSF, après évaluation, de limiter son action en raison notamment du nombre limité d'expatriés sur le terrain, ceci ne veut pas dire cependant que c'est parce qu'il nous sera accordé plus d'expatriés que nous ferons plus ;
- liberté d'évaluer la situation nutritionnelle (réalisation d'enquête par MSF notamment dans les villages).

Ceci dit, je suis conscient des contraintes que tu as expliquées lors de notre dernière réunion. Cela n'empêche pas néanmoins d'être plus explicite dans nos demandes et dans la formulation des deux annexes du MOU.

Merci d'avance.

Amicalement,

Pierre



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 31 janvier 1998 (en français).

Extrait :

Quelle approche et quelles limites à notre intervention ? (Pierre Salignon)

La Corée du Nord est un pays totalement déstructuré, sans production locale et dans une situation de pénurie généralisée (alimentation, médicaments, soins...), due essentiellement au régime politique.

Depuis juillet 1997, nous avons ouvert dans trois provinces un programme de distribution de médicaments et matériel médical, de mise en place de centres nutritionnels et thérapeutiques, de formation des personnels de santé.

Le budget global (Hollande, France, Belgique) pour la période juillet 1997 à mars 1998 est de 3,5 millions d'écus, financé par Echo.

Pour 1998, l'ouverture d'un programme dans une nouvelle province portera le budget à 8 millions de dollars alors que le gouvernement n'autorise que 12 expatriés.

MSF a été la première ONG à pénétrer en Corée du Nord, et à y développer des activités.

Toutefois, le risque que l'aide soit déversée sans aucun contrôle sur la situation reste majeur. Il faut mesurer à la fois les besoins qui sont immenses et l'étroitesse de la liberté de manœuvre pour développer nos programmes.

Certains, dont Frédéric Laffont, considèrent que l'aide humanitaire ne peut pas se concevoir dans ce pays où sévit une « dictature parfaite » ; d'autres pensent qu'il est nécessaire de se rendre sur place au plus vite pour évaluer nos programmes puis de rouvrir la discussion.

Cette deuxième proposition a été retenue.



Quand on a ouvert une quatrième province, il y a eu une discussion. Les Français étaient contre cette ouverture, parce que notre volume financier devenait trop important. Mais ils avaient complètement oublié que c'étaient eux qui avaient négocié tout ce volume financier. C'était Marie-Pierre Allié [responsable de programme en juillet 1997] qui avait donné son feu vert. Donc j'ai dit aux Français : « Quand c'était vous, c'était bien, et maintenant que c'est nous, c'est non. » Leur discours n'était pas cohérent. Ce sont eux qui avaient signé pour les 5 millions d'écus.

Quant à l'ouverture d'une quatrième province, il y a eu une mission exploratoire, réalisée par deux personnes expérimentées qui ont proposé ce programme. Moi, je n'avais pas beaucoup d'indications pour dire non. J'avais confiance en eux et Paris aussi. C'était beaucoup d'argent, mais je l'acceptais parce que cela correspondait à beaucoup de matériel et de médicaments. C'est assez cher, tout ça.

William Claus, MSF Belgique, responsable de programme (en français).



MSF Belgique était la seule section qui voulait aller plus loin, parce qu'il s'agissait d'un programme de distribution. En plaisantant, ici à Amsterdam, on disait – et je sais qu'ils disaient la même chose à Paris : « À MSF Belgique, aussi longtemps qu'ils peuvent remplir leurs étagères, ils sont contents. » On avait l'impression que tout était lié au fait qu'il s'agissait d'une distribution, pas aux réels besoins des Coréens du Nord, mais à la volonté de fournir des médicaments. C'est l'image qu'on en avait ici, et c'est aussi celle qu'ils avaient à Paris.

Dr Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).

En janvier 1998, un court article sur le programme MSF en Corée du Nord publié dans le journal satirique interne de MSF France alimente une polémique entre les sections. En Corée du Nord, les membres de l'équipe MSF éprouvent des difficultés à superviser l'aide et à obtenir plus d'accès à la population. Mais dans leurs rapports de terrain, la plupart d'entre eux nuancent ces inquiétudes, pariant sur des améliorations progressives et un élargissement graduel de l'espace de travail.



« Corée du Nord », **The Mission**, journal interne satirique de MSF France, 21 janvier 1998 (en français).

Extrait :

Corée du Nord

Les Belges étendent leurs programmes à quinze sous-régions dans le Nord pour une vaste opération d'approvisionnement. Ainsi pour l'année 1998, le budget de la 'world company' (trois sections présentes, MSF France, Hollande, Belgique) pour ce seul pays va friser les 50 millions de francs. Excusez-nous d'être un peu circonspects – de – nonnes quant à l'énormité de la chose. Non pas qu'on est contre par principe (c'est pas notre genre) mais ça sent un peu le piège à cons (sauf votre respect) : des évaluations dignes de ce nom n'ont pas pu être menées dans les zones en question, la situation n'est donc pas franchement claire ; le gouvernement nord-coréen a visiblement très envie de voir MSF étendre ses programmes, c'est bon pour l'image et bon pour les stocks, par la même occaze ; et Echo, qui nous sponsorise (encore plus que ce qu'on avait demandé), a trouvé, à travers MSF, un bon filon pour mettre des billes dans un des pays les plus fermés du monde. Je sais pas vous, mais moi je trouve qu'il y a comme une mauvaise odeur. L'autre petit problème, mais on n'est plus à ça près, c'est que pour un si gros volume financier, MSF Belgique ne peut mettre que trois expatriés. Remarque, c'est pas très grave, dans la mesure où les contacts avec les malades sont interdits. C'est un peu ambiance *Intermarché, les Mousquetaires de la distribution...* [allusion à une campagne de publicité pour une chaîne de supermarchés français].



« Mission impossible en Corée du Nord », **Courriels** de William Bourgeois, responsable de programme MSF Belgique et Jacques Tremblay, coordinateur (sortant) de MSF Corée du Nord, à Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, 29 janvier 1998 (en français).

Extrait :

De William Bourgeois :

Je me permets de commenter les sottises parues dans *The Mission* du 21 janvier 1998. On ne peut [pas] dire qu'avec ce genre de délire, la cause de MSF avancera... Je ne sais pas exactement de qui cette merde reflète l'opinion chez MSF France, car c'est un peu confus au niveau du « je » et du « nous » ... Pourrais-tu faire suivre, cette autre vision de la situation à qui de droit ?

Par Jacques Tremblay :

Corée du Nord (*The mission impossible*)

Toute une surprise que les « Belges » étendent (non) leurs programmes mais les programmes de MSF... dans le Nord du pays après six mois de négociations au nom de MSF pour pouvoir venir en aide à une population en détresse... (Vous) n'êtes pas contre par principe... excusez, là... mais sur le terrain on a juste compris le contraire. Sans doute sommes-nous embourbés dans « le piège à cons » (avec ou sans respect).

On se rappellera qu'avec le tact et la diplomatie déployés de main de maître en 1995, MSF a eu son « exit visa » de la Corée, peut-être une nouvelle façon de faire des évaluations « dignes de ce nom » à distance...

Pour la mauvaise odeur, je donne un 10/10 à l'auteur de cette merde sur la Corée qui mérite sûrement un bon savon pour son ignorance du dossier et son mépris du terrain. Eh passant,

- Echo ne finance pas ce programme (Nord) et MSF aura non (3) mais bien (13) expatriés pour ses programmes en Corée (pas facile de compter jusqu'au nombre 13 avec seulement 10 doigts...)

- L'équipe MSF Belgique est arrivée au début du programme, pas (3) mois après le début d'un programme de (6) mois... dont le « MOU » [accord de collaboration] avait été signé sous coordination MSF France, faudrait savoir ce qu'on veut quand on met « ses billes

dans un des pays les plus fermés du monde » il serait un peu prétentieux de croire pouvoir tout changer sans s'impliquer directement sauf peut-être pour un mousquetaire de la désinformation.

Et si on se souvenait qu'aussi bizarre que cela puisse paraître à certains esprits moralisateurs, les médocs distribués sont bel et bien utilisés par une population en détresse qui se fout royalement des guerres de clochers entre sections ou des « états d'ânes » ...



« Les petites mauvaises odeurs françaises », **Courriel** de Marie Rose Pecchio, nouvelle coordinatrice MSF DPRK [Corée du Nord], à Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, copie aux responsables de programme de MSF Belgique et MSF Hollande, 31 janvier 1998 (en français).

Extrait :

Après la réaction de Jacques Tremblay, l'ancien chef de la mission, voici les miennes, nouvelle chef de mission, sur les propos quelque peu injurieux pour l'équipe MSF en Corée.

[...] J'ai bien peur, en fait, que toute cette polémique sur la Corée du Nord ne se résume qu'à une minable querelle de clochers, une de plus. Les « p'tits Français » ne sont pas contents que les « *p'tits Belches* » aient la coordination : on aurait tellement pu faire mieux si c'était nous.

Vous vous rendez compte, il y a six mois que MSF est là et on n'a pas encore réussi à se faire jeter. Bizarre, non ? La dernière fois, cela avait été quand même plus rapide. Et vous vous rendez compte, on peut visiter les malades, on peut les toucher, on peut discuter des traitements, on peut vérifier que les médicaments sont bien employés. Et malgré cela, non, on nous garde. Ah si ça avait été nous, en deux mois on aurait été sur le départ, et qu'est-ce qu'on en a à foutre que les Coréens aient besoin d'aide. On n'était quand même pas là pour ça. Nous, on fait de la Haute Stratégie.

Messieurs les Français, l'époque féodale, où les Seigneurs se battaient pour garder un peu de leur pouvoir et privilège est révolue depuis, je pense cinq cents ou six cents ans. Ici c'est 1998, et on essaye de construire quelque chose qui s'appelle MSF, et plus précisément MSF International. Je pense que cela se fera, avec ou sans vous. Il est plus que temps d'y penser. Vous me faites penser aux Anglais qui ont freiné à fond l'Union européenne qui, malgré eux, s'est quand même construite.

J'aimerais quand même, que quelquefois, on parle de la principale raison de notre présence en Corée. Cela s'appelle BÉNÉFICIAIRE. Pour ceux qui ignorent ce que c'est, je conseille vivement le *Petit Larousse*.

Et j'ai peur, hélas, que pas mal de gens « cadres MSF » planqués dans leur bureau, aient noyé cette notion de bénéficiaire sous un fatras appelé Haute Stratégie Politique et Opérationnelle. Le bénéficiaire, ici en Corée, est un pauvre type broyé par un système à échelle inhumaine qui le dépasse complètement. Tout ce qu'il sait, c'est que son gosse va crever car il n'y a pas de médicaments pour le soigner. Un peu misérabiliste, désolée, c'est la réalité en deux mots, loin de toute Haute Stratégie Opérationnelle.

Lors des premières visites que les équipes ont faites sur le terrain, les hôpitaux étaient vides : pas de malades, pas de personnel, pas de médicaments, bref le désert.

Après trois mois de distribution de médicaments et de training, on y trouve des patients qui y sont soignés. Je reviens d'une visite sur le terrain, dans la province de Nord Hwanghae : j'ai fait le tour des patients avec le médecin expat, on a vérifié les prescriptions, on a contrôlé la pharmacie. Les gens sont soignés et pas si mal que ça. C'est quand même grâce à notre présence, me semble-t-il. Que pour 1998, on y dépense 10 millions

de dollars, moi je dis c'est pas assez, vu l'état de délabrement des hôpitaux et dispensaires, on a besoin du double.

Ici, on peut justifier jusqu'à la moindre aspirine que l'on a importée. (sauf cinq que j'ai données au responsable de la DG8). Peut-on en dire autant dans nos autres missions ?? J'ai 14 ans à mon actif, après sept ans avec MSF, je sais de quoi je parle.

Que ce soit Echo qui veuille « mettre des billes » dans le pays, et qui de ce fait nous refille du fric pour atteindre nos objectifs, franchement, je n'en ai rien à foutre.

Que ce soit Khomeiny, le pape, Dieu le Père ou Gorbatchev c'est du pareil au même. Et tant mieux si d'autres veulent encore donner du fric pour des médicaments et du matos médical. Je suis partante car, nous MSF, on peut vérifier « de nos yeux » ce qu'on fait avec ce matos et ce fric.

En conclusion, je dirais que j'en ai ras-le-bol de vos histoires à la con, [MSF] France – Hollande – Belgique. J'ai franchement d'autres choses beaucoup plus intéressantes à faire. Surtout que de telles polémiques, au ras des pâquerettes, ne feront jamais avancer le schmilblick de l'international et encore moins celui de MSF. J'ai honte d'appartenir à la même organisation que cet anonyme, qui ne dit pas un traître mot sur la population coréenne que MSF essaye de sortir de sa mélasse, nauséabonde, je le reconnais. J'ai honte, en tant que chef de mission, d'avoir à transmettre la haute opinion du siège de Paris, au sujet du travail fourni, depuis quelques mois par les expats sur le terrain. Ici, l'équipe MSF sur le terrain, eh bien ce sont toutes des premières missions. Si c'est la nouvelle manière de fidéliser les RH, chez MSF France, eh bien je pense que l'objectif est atteint... Merci le Siège.



« **Rapport mensuel** du 23/12/1997 au 31/01/1998 – rapport médical, province de Nord Hwanghae », Herbert Raaijmakers, médecin MSF Hollande, 31 janvier 1998 (en anglais).

Extrait :

Discussion générale

- Extension de la province de Nord Hwanghae à quatre comtés supplémentaires.

Personnellement, je crois qu'il est possible d'étendre le programme dans la province de Nord Hwanghae à quatre comtés proposés par le IFRC, avec le même personnel. J'ai déjà fait beaucoup de formation dans la province, donc mon successeur aura du temps pour prendre en charge d'autres comtés. Je crois aussi qu'il est plus efficace de prendre des comtés supplémentaires puis de demander un renfort en personnel plutôt que le contraire.

- Récemment, nous avons reçu un article publié dans *The Mission*, de MSF France.

Malheureusement l'article était anonyme donc je ne peux pas répondre à l'auteur personnellement. Je peux seulement espérer qu'il fera l'effort de lire les rapports que nous avons rédigés sur notre travail, mais je ne suis pas très optimiste à ce sujet. Dans l'article, l'auteur affirme que nous ne pouvons pas toucher nos patients. Pour corriger ce malentendu, je voudrais expliquer ce que nous pouvons et ce que nous ne pouvons pas faire. Ces quatre derniers mois, j'ai visité des hôpitaux et des dispensaires de ri [ri-dispensaires] presque chaque jour. Au cours de ces visites, nous voyons des patients, nous parlons avec eux, nous les examinons si nécessaire, nous vérifions les dossiers médicaux et nous discutons du traitement avec les médecins. Nous assistons aussi à des opérations, au bloc chirurgical. Bien sûr, nous allons dans les pharmacies et les entrepôts pour vérifier les médicaments.

Comme je l'ai signalé dans mes précédents rapports, nous sommes raisonnablement libres de visiter les structures de santé, au hasard. Chaque semaine la situation s'améliore

et l'atmosphère devient de plus en plus ouverte. Nous ne sommes pas autorisés à récupérer des données objectives sur la situation sanitaire des gens. Les données recueillies à ce jour ne sont pas fiables.

Bien sûr, on peut s'interroger sur notre présence et le choix d'étendre les programmes. Mais cette discussion devrait se tenir ouvertement et sur la base de faits et pas de façon anonyme, par une personne qui n'a pas la moindre idée de ce dont elle parle.



« The Mission, mise au point », **Courriel** de Bénédicte Jeannerod, chargée de communication de MSF France à Jacques Tremblay, coordinateur de MSF en Corée du Nord, 2 février 1998 (en français).

Extrait :

Message à l'attention de Jacques Tremblay

De Bénédicte (*The Mission*)

Salut Jacques,

Je ne pensais pas que ce numéro de *The Mission* déclencherait une telle tempête chez vous. Désolée, mais ici les débats existent. Ils portent sur :

- l'importance du volume financier déployé par MSF sur certaines missions (notamment sur la Corée du Nord, mais pas seulement – Cf. Angola) ; près de 50 millions de francs, c'est un cinquième du budget annuel de MSF France ;
- le monopole occupé par Echo dans certains budgets de MSF ;
- le déséquilibre entre le très gros volume financier déployé en Corée du Nord et la présence proportionnellement très faible sur le terrain ;
- la difficulté de mener librement des explo, d'avoir accès librement à la population.

Ces questions sont clairement abordées dans les échanges que vous avez avec les autres sections. Et vous n'êtes pas tous d'accord sur l'approche adoptée. Rien ne sert de se cacher derrière son petit doigt. D'une manière plus générale, la dépendance vis-à-vis d'Echo, la taille de nos budgets font l'objet de larges discussions au sein de MSF.

Ces questions ne remettent pas en doute la qualité du travail mené sur le terrain par les volontaires [employés] MSF, ni leur bonne foi, ni leur générosité, ni leur motivation, ni leurs compétences, etc. Tu sais bien que le problème n'est pas là. Le bon boulot de nos volontaires ne doit être prétexte à tuer le débat. La question porte sur une stratégie générale de la maison, sur des choix faits par la direction et avec lesquels tout le monde n'est pas obligé d'être d'accord.

Toi et moi travaillons dans une association où la parole est libre. Une association dont la survie dépend de la remise en question de certaines orientations et de la capacité de ses membres à ne pas se prendre – trop – au sérieux. C'est la règle du jeu.

Ne te mets pas dans ces états à cause de *The Mission*. Et ne lui demande pas d'être politiquement correcte et de pratiquer la langue de bois. Elle est justement là pour mettre le doigt là où ça fait mal et nous faire poiler. Allez, sans rancune. Bénédicte.

PS : Les colonnes de *Messages*, le journal interne (le vrai, le sérieux) sont ouvertes pour un débat sur l'intervention de MSF en Corée du Nord. Tu es bien sûr invité à t'y exprimer. Je ferai un rectificatif dans le prochain *The Mission* sur le nombre de MSF sur place. Et tenterai, dans la mesure du possible, de ne plus mentionner les sections, mais MSF tout court. MSF France est elle aussi embarquée dans l'aventure nord-coréenne.



« MSF RPDC : **Rapports mensuels**, février 1998 », 28 février 1998 (en anglais).

Extrait :

Compte-rendu de la réunion d'équipe sur les progress du projet médical

Jusqu'ici la distribution de médicaments s'est bien déroulée. Les médicaments sont là où ils doivent être, à quelques exceptions près. La plupart des Médecins les prescrivent correctement. La formation sur leur utilisation a été suivie correctement. Nous avons l'impression que les Médecins disposent de connaissances de base suffisantes pour les utiliser de façon appropriée.

Le nombre de patients qui se rendent dans les hôpitaux s'améliore (tout comme le temps). Nous sommes donc capable de mieux surveiller les maladies dans nos provinces. Les relations/contact avec les autorités sont bonnes; Il est évident qu'ils nous font de plus en plus confiance. Notre présence dans quatre province est considérée comme un point positif, car elle nous permet de travailler à plus grande échelle. Mais le système de santé coréen nous inquiète car il n'est pas durable et MSF ne sera jamais capable de le rendre durable...

Idées pour le futur

Pour pouvoir prendre des décisions sur lesquelles nous nous concentrerons à l'avenir, il est généralement admis que nous devons d'abord clarifier les objectifs et les buts du projet. La distribution de médicaments dans les quatre provinces est bonne/nécessaire, et elle nous donne une idée générale de la morbidité (peut-être suffisante?), mais les données mensuelles sur la morbidité recueillies ne seront jamais fiables alors qu'il n'y a qu'un seul médecin par province.

Pour cela, nous pouvons nous concentrer de façon plus efficace sur un seul comté par province et recueillir de meilleures données grâce à une présence commune (mais pouvons-nous extrapoler cela à d'autres régions du pays?). Donnons-nous la priorité aux systèmes à grande échelle/moins fiables ou aux informations à petite échelle/plus fiables?

MSF Belgique : Dominique Lafontaine

Rapport médical mensuel pour la province du Sud Pyongan – février 1998 [...]

Supervision

Pendant nos visites de terrain, nous pouvons désormais aller plus loin dans la collecte d'information auprès de nos hôtes. Il existe toujours des points sensibles, mais pas à pas, nous commençons à comprendre de mieux en mieux le système qui prévaut dans ce pays. Nous n'atteindrons jamais une compréhension totale, mais certains de nos problèmes peuvent être regardés avec un meilleur recul. C'est le cas pour la supervision de la distribution de médicaments. En fait, nous avons la nette impression que beaucoup de médicaments sont soustraits à notre attention et gardés dans un stock spécial.

Cela signifie que, pour l'instant, tous les médicaments ne sont pas livrés à la population. Nous pensons, et j'en suis personnellement persuadé, que l'intention n'est pas de détourner ces médicaments dans un but inavouable mais de les utiliser plus tard après notre départ du pays. MSF quittera un jour le pays sans être remplacée. L'état d'esprit de la Corée du Nord est à la guerre et au stockage des produits de base comme la nourriture et les médicaments. L'explication donnée ne nous satisfait pas, principalement parce que nous ne sommes pas certains que notre programme réponde aux besoins de la population. Toutefois, quand nous mettons la pression sur les différents responsables, nous sommes toujours (jusqu'à maintenant) en mesure de voir les stocks cachés. Cela signifie que les médicaments distribués sont à la bonne place, mais pas encore tous

utilisés pour l'instant. Une question reste sans réponse : est-ce qu'ils stockent parce que la consommation de la population est plus faible que prévu ou bien parce qu'ils souhaitent stocker même si la population en a besoin. Notre attitude peut tout à fait varier en fonction de la réponse à cette question.

Nous continuons à collecter les formulaires de consommation et de morbidité au cours de nos visites régulières dans les dispensaires. L'existence de stocks cachés prouve que la fiabilité des données de consommation est douteuse. Comme dans leur esprit il existe un lien entre les données de consommation et les données de morbidité, il est clair que les chiffres concernant la morbidité sont également complètement faux. Pour mieux comprendre la morbidité locale et la consommation des médicaments, nous envisageons d'analyser de façon plus approfondie les prescriptions réalisées par les médecins coréens. Elles représentent une source d'information assez riche puisqu'elles donnent les diagnostics, les médicaments choisis, le nombre de prescriptions chaque jour (donc, en gros, le nombre de consultations). Elles sont gardées pendant au moins trois ans, pour d'éventuels contrôles. Donc si nous avons accès aux six derniers mois, il sera possible de démontrer l'impact sur notre programme. [...]

1.2 MSF Hollande : Herbert Raaijmakers Rapport médical [final] Nord Hwanghae.

Période : septembre 1997/février 1998 [...]

Le programme

Mon sentiment personnel, c'est que le programme est un succès. Les médicaments que nous avons distribués l'ont été à des personnes qui en avaient besoin. L'utilisation des médicaments et du matériel médical est à peu près correcte. Bien sûr, les médecins ont besoin de plus de formation et d'information sur les médicaments et le traitement des maladies, mais ils sont motivés pour suivre nos leçons. La collecte de données pour le prouver est plus difficile. Comme je l'ai déjà dit, ils ont leur propre système de gestion de stocks et leurs propres formulaires, donc on pourrait peut-être les utiliser. Pour le moment, le seul moyen de vérifier que la distribution est correctement effectuée, c'est d'aller sur le terrain. À l'avenir, je pense qu'il est important de décider quelles sont nos priorités parce que nous ne pouvons pas soutenir l'ensemble du système de santé. Mon sentiment personnel est que nous devons nous concentrer sur les dispensaires au niveau des ri[dispensaires]. Nous n'avons tout simplement pas les moyens de soutenir tous les hôpitaux et nous atteindrons beaucoup plus de gens en soutenant les dispensaires de ri qu'en nous concentrant sur les hôpitaux. Pendant mon séjour en RPDC, j'ai remarqué plus d'ouverture et de confiance entre les Coréens et MSF. Pour moi, il est important que ce processus ne s'arrête pas et c'est la condition de base de l'extension de notre programme. L'une de mes principales déceptions durant ces cinq mois a été le manque de coopération et de confiance entre les trois sections MSF. Si on décide de n'avoir qu'une seule mission en RPDC, il faut s'y tenir. Pour l'instant, il y a trois politiques différentes, trois budgets différents, trois types de salaires, trois *per diem* différents, trois types d'arrangements pour les ressources humaines, etc. Inutile de dire que cela produit beaucoup de stress dans l'équipe. Je crois que les personnes responsables devraient agir de façon plus professionnelle.

1.3 MSF France : Rickard Ljung.

Rapport médical province de Kangwon février 1998 [...]

Les difficultés rencontrées avec la distribution ne concernent pas seulement le manque de transport. Dans ma province, il y a eu, nous l'avons vu plus haut, un changement délibéré d'orientation en faveur de certains hôpitaux. Ce mois a été décevant pour moi, j'ai rencontré plus de difficultés qu'avant pour superviser la distribution de médicaments. [...]

Données

J'ai reçu les chiffres de consommation de médicaments et les tableaux de morbidité par comté pour le mois de décembre. Comme on le craignait, les chiffres ne sont pas fiables. Quand on lui en a parlé, le directeur de la santé publique a admis que les chiffres étaient faux. [...]

Accès

L'hiver laisse la place au printemps, la neige a presque disparu, mais les routes sont encore très mauvaises à cause de la boue. Nous avons quand même pu visiter tous les comtés. Nous avons visité un orphelinat pour les plus de cinq ans et un autre pour les moins de cinq ans. On nous a régulièrement refusé l'accès au sanatorium pour les tuberculeux.

Futur

[...] Les objectifs et la stratégie de cette mission ne sont toujours pas clairs. Je suis ici depuis trois mois et je ne sais pas si ce que je fais est pérenne ou si je ne suis ici que pour déverser des médicaments. Comme je l'ai déjà dit, je vois un besoin de coordination médicale ainsi que de coopération entre les trois bureaux. [...]

1.2 MSF Hollande : Inge Verdonck.

Rapport final. [...] Collecte d'informations

Pendant nos visites, j'ai interviewé des médecins et des patients. La plus grande partie de l'information recueillie n'était pas utilisable, pour plusieurs raisons.

1. La nervosité : en particulier pendant mes premières visites, la plupart des gens étaient trop nerveux pour répondre, parce que c'était la première fois qu'ils voyaient des étrangers et parce que de hauts responsables nous accompagnaient. Plus tard, cela n'a plus vraiment été un problème, puisque les médecins nous avaient au moins vus pendant les formations et les patients avaient entendu parler de nous par d'autres patients. Je pouvais même voir la déception sur les visages des patients auxquels je ne parlais pas.

2. Des réponses préparées à l'avance : j'avais la nette impression que les médecins avaient reçu des instructions sur ce qu'ils devaient nous répondre sur certains sujets, car ils donnaient tous la même réponse.

3. Un manque de connaissance : certaines réponses étaient douteuses, car les médecins n'étaient probablement pas non plus au courant de la réalité de la situation. Par exemple, le pourcentage de la malnutrition et le nombre de patients vus en consultation ne correspondaient pas (les médecins n'avaient pas une idée réelle du pourcentage de gens malades). Et personne ne connaît probablement pas les chiffres réels de la malnutrition, parce que personne ne les cherche systématiquement.

4. Des raisons politiques : de nombreuses réponses sont sensibles politiquement, au point que la réalité ne peut pas être discutée.

5. Des attentes : il arrive souvent que des médecins disent qu'ils n'ont rien parce qu'ils espèrent que MSF va les approvisionner (ajoutez à cela le problème de la difficulté politique à admettre qu'ils n'ont rien, et vous ne saurez jamais comment interpréter une réponse).

6. L'information systématique : nous avons la permission du chef du département de la santé pour distribuer un questionnaire à tous les médecins des dispensaires pendant la formation (principalement des questions sur les chiffres de morbidité). Mais quand la FDRC à Pyongyang en a entendu parler, il nous a été interdit de poser des questions de cette façon. Nous pouvions seulement les poser dans le cadre d'entretiens individuels dans les dispensaires, probablement parce que cela laisserait moins de place à l'information.

7. Les interprètes : enfin, toutes les informations passent par des interprètes. Ils peuvent changer une information pour des raisons politiques. Ils peuvent oublier de traduire certaines choses parce qu'ils ne comprennent pas leur importance pour nous. Ils peuvent traduire nos questions différemment (par exemple sur un mode suggestif) parce qu'ils ne comprennent pas les techniques d'interview. Leur anglais n'est pas bon, donc ils ont souvent des problèmes à traduire correctement.

[...] Le seul moyen pour obtenir une information de meilleure qualité, c'est de convaincre la FDRC que nous ne pouvons mener un bon programme que si nous avons une meilleure connaissance de la situation. [...]

Évaluation du programme nutrition

Je pense que le programme nutrition est un peu faible. Le fait qu'il n'y ait pas d'objectifs fixés en rend l'évaluation problématique. C'est peut-être dans la philosophie MSF du « on fonce ». Mais après une année de « on fonce », je pense que je vais prendre quelques minutes pour réfléchir à ce programme.

[...] Besoin d'une meilleure définition du projet

Comme je l'ai dit plus haut, je pense que la définition du projet nutrition est un peu faible, elle se contente de décrire un supposé problème et deux solutions. Elle fait l'impasse sur toutes les étapes entre les deux. Je peux comprendre que cette information n'était pas disponible au moment de l'établissement de l'accord cadre. Mais je m'attendais qu'une proposition plus complète soit rédigée pour la troisième phase, parce que sans une définition de programme précise, on peut s'attendre à plus de problèmes dans la mise en œuvre du projet, et on court le risque de ne pas atteindre son but.

Je pense que nous en sommes encore à un stade où nous ne connaissons pas exactement l'étendue du problème de la malnutrition ou ses causes. Je pense donc que l'un des objectifs pour l'étape suivante devrait être de collecter plus d'information. [...]

Évaluation de ce que c'est que travailler avec MSF en RPDC

Le principal problème durant ces premiers mois a été le coordinateur MSF. Son manque de communication m'a empêché de voir clairement ce que MSF faisait et projetait de faire là. En comparaison, il était plus simple de communiquer avec les Coréens, et nous étions contents d'aller en visite sur les terrains. Donc, en un sens, le coordinateur a eu un impact stimulant...

En décembre, nous avons eu une nouvelle coordinatrice, ce qui a amélioré la situation. Toutefois, et c'est compréhensible, il a fallu un peu de temps avant qu'elle soit complètement au fait de tous les aspects du programme. Donc, maintenant je m'en vais et finalement le programme nutrition peut être discuté.

Le travail en RPDC est très intéressant. Il est très varié, pratique et valorisant. Il implique de comprendre la réalité du système de santé et de s'y adapter de la façon la plus adéquate pour mener à bien le programme. La collaboration serrée avec les médecins dans de nombreuses institutions est très intéressante. Le travail dans divers hôpitaux permet de vivre diverses expériences qui permettent plusieurs regards sur le système de santé.

Bien que le système, la suspicion de la population et les difficultés à obtenir de réelles informations soient souvent fatigants, j'ai beaucoup aimé travailler avec le peuple coréen. Les médecins sont très motivés, c'est encourageant de voir comment ils font de leur mieux dans des circonstances si difficiles. C'est un plaisir de leur fournir les moyens d'effectuer correctement leur travail et de voir l'impact de notre apport dans les traitements des patients. Leur gratitude et leur hospitalité font chaud au cœur.

1.3 MSF France, Fiona Laird

Rapport de synthèse pour la province de Kangwon octobre 1997-février 1998

[...] On parle souvent des orphelinats comme de centres pour enfants, bien que tous les enfants qu'ils abritent ne soient pas orphelins. Certains enfants viennent de familles monoparentales dont le parent unique ne peut pas prendre soin d'eux correctement ou est trop pris par son travail. Il existe un centre pour enfants dans chaque province. Apparemment, les enfants de 6 à 11 ans vont dans un centre situé dans le Nord puis, entre 12 et 17 ans, ils retournent dans la province de Kangwon dans le centre secondaire pour enfants (cette nomenclature me trouble !) [...]

Sur deux sites, le centre abrite 280 enfants, âgés de moins de cinq ans. Jusqu'à aujourd'hui, j'ai visité ce centre une fois par mois et je n'avais pas connaissance de l'existence du second. Les conditions de vie des enfants dans cette maison sont vraiment pires que ce que j'ai vu jusqu'ici et nombre d'entre eux semblent retardés dans leur développement, et souffrir de pathologies mineures. La majorité des enfants reçoit du lait thérapeutique. Le directeur du centre est charmant et semble être attaché aux enfants. Toutefois, il me semble que cette institution gagnerait à bénéficier de plus d'attention de la part des organisations d'aide.

Jusqu'à récemment l'existence de l'institution pour les enfants plus âgés a été niée. En partie parce que les orphelinats sont un sujet émotionnel et attire beaucoup l'attention des observateurs humanitaires. Il y a donc eu une réticence à autoriser l'accès à ces institutions, qui par la suite a alimenté les spéculations sur le sort des enfants.

Le centre secondaire de Kangwon abriterait 800 enfants. Les locaux sont très grands, donc il est probable que ce soit la réalité. Le directeur a expliqué que le gouvernement fournissait de la nourriture, mais qu'il n'y en avait vraiment pas assez. Parmi eux, 15 ont été référés à l'hôpital pédiatrique provincial pour des soins de nutrition thérapeutique et 30 autres ont été traités dans le centre. Dans une salle de classe, deux enfants avaient l'air d'avoir reçu de la nourriture thérapeutique, mais il y avait aussi des adolescents qui jouaient au ballon dehors qui semblaient en forme. Je crains que nous ne soyons passés sans le savoir devant des chambres pleines d'enfants en mauvais état, mais pour l'instant l'impression laissée par les deux visites c'est que ces enfants vivent dans des conditions raisonnables.

Le contexte de travail

[...] La communication n'est pas toujours facile. Il y a souvent une réticence à admettre les problèmes, à obtenir de l'information directe ou des retours et parfois il y a des preuves de manque de confiance. Les données ne sont pas fiables et un comté nous a donné des données différentes à chacune de nos trois visites. Habituellement ces problèmes peuvent être résolus ou écartés facilement. Malheureusement, nous avons aussi eu droit à des mises en scènes de tragédie, très élaborées et très perturbantes, qui utilisaient des enfants mal nourris. Les enfants sévèrement mal nourris sont vus dans le CNT puis disparaissent, censés repartir vers l'institution d'où ils sont venus. Dans tous les cas, les enfants semblent particulièrement mal soignés, et ont le crâne rasé. À Kangwon, j'avais déjà remarqué cette situation et il y avait eu des améliorations dans la salle d'hospitalisation, dont un changement de personnel après que j'avais dit au directeur que ceci était inacceptable. Mais ces enfants existent bien encore quelque part. La distribution de kits médicaux n'a pas permis d'améliorer les soins comme nous l'espérons. Les entrepôts restent souvent pleins de matériel non utilisé. En général, la salle d'hospitalisation pédiatrique possède au mieux une paire de gants et il faut insister constamment pour que le traitement médicamenteux des enfants mal nourris soit systématiquement mis en place. Les pédiatres sont généralement bloqués par les instructions du directeur de l'hôpital, mais en retour, lui aussi obéit probablement à des

ordres. Un médecin a expliqué que s'il utilisait une quantité inadaptée de lait, c'est parce qu'un responsable (de quel département ?) lui avait dit d'en utiliser moins. MSF ne réussira jamais à travailler dans ce pays tant que cette mentalité ne changera pas.

MSF

Jusqu'à Noël, les conditions de travail au sein de l'équipe MSF étaient très difficiles. [...] Il régnait une ambiance de guerre froide au sein de l'équipe et la communication avec le chef de mission était quasi inexistante, ou alors seulement avec MSF Belgique. D'un point de vue personnel, travailler dans un pays où règnent la suspicion, le secret et la méfiance n'est pas facile, mais j'avais aussi le sentiment que nous étions nous-même sur le registre : « Nous avons trouvé notre ennemi : nous-même. » Professionnellement, le manque de communication a des implications plus significatives sur l'efficacité du programme. Les membres médicaux et nutritionnistes de MSF France et MSF Hollande étaient des premières missions et un encadrement expérimenté aurait été bienvenu. Maintenant que la communication et le soutien se sont améliorés, le programme gagne en cohérence et en direction, ce qui permettra une analyse de notre travail.

L'avenir

Le programme nutritionnel actuel était approprié lorsque MSF a commencé à travailler en RPDC, et il ne fait aucun doute qu'il a permis d'éviter la mort de nombreux enfants. C'est ce qu'a déclaré le personnel hospitalier. Cependant, je pense qu'il perd aujourd'hui de son efficacité, et si le nombre d'enfants accueillis dans les centres de nutrition continue de baisser, il pourrait devenir difficile de justifier sa poursuite. Je pense qu'il faut prendre rapidement des mesures pour s'adapter aux besoins des enfants pris en charge dans les TFC et pour atteindre ceux qui ne le sont pas. Le programme complémentaire proposé, qui prévoit l'utilisation de rations sèches, semble approprié, mais il doit être mis en œuvre rapidement.

MSF a le privilège d'avoir un nombre important d'expatriés en RPDC, et en comparaison un excellent accès aux structures médicales et à la population. Nous sommes donc les plus expérimentés dans la mise en œuvre de centres de nutrition thérapeutique en RPDC ; Pour cette raison, je crois que nous pouvons offrir beaucoup aux centres pour enfants et j'aimerais que l'on augmente le niveau de notre soutien. Pour l'instant, cela ne semble pas aisé, mais ayant vu ces enfants, je suis prête à me battre pour eux.



Lettre de Fiona Laird, infirmière MSF en Corée du Nord à Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, 28 février 1998 (en anglais).

Extrait :

En ce moment, j'ai perdu mes illusions sur le programme. Je pense qu'au début il était bien planifié. Mais nous ne savons toujours pas ce qui se passe en matière de malnutrition, le lait n'est pas distribué et de moins en moins d'enfants visitent le CNT. Du coup, je me demande ce qu'on fait. De même les hôpitaux utilisent bien certains médicaments, mais nous ne savons pas s'ils les utilisent correctement et beaucoup d'équipement reste dans les entrepôts.

Je ne voudrais pas être trop cynique dans mon rapport parce que je crois que nous avons fait beaucoup de choses, au moins nourri 2 000 enfants. Je sais aussi que mon point de vue est influencé par les difficultés de travail dans ce pays. Je ne pense pas qu'en deux semaines tu auras l'occasion de faire cette expérience, c'est très oppressant et tout ce que nous faisons est sous contrôle. En tant qu'individus, nous sommes traités comme des marionnettes, mais il est très important que MSF n'en devienne pas une.

Cela m'intéresserait d'entendre tes commentaires au retour de ta visite. J'espère te voir à Paris, fin mars.

Le 5 février 1998, à la suite d'un appel lancé par le PAM début janvier, le département d'État américain annonce l'octroi d'une aide alimentaire de 75 millions de dollars à la Corée du Nord. Par la suite, les autorités de RPDC acceptent le doublement du nombre d'employés expatriés du PAM basés dans le pays.



« Les États-Unis octroient 75 millions de dollars d'aide à la Corée du Nord », Sarah Jackson-Han, **AFP** (France), 5 février 1998 (en anglais).

Extrait :

Jeudi, le département d'État a annoncé l'octroi d'une aide alimentaire de 75 millions de dollars à la Corée du Nord, sa plus grande contribution à ce jour à ce pays communiste en difficulté.

L'argent, attribué par l'intermédiaire de l'agence états-unienne pour le développement international (USAID) répond à un appel du Programme alimentaire mondial (PAM) et à un accord avec Pyongyang pour augmenter de façon conséquente le nombre d'expatriés humanitaires internationaux travaillant dans ce pays très fermé.

Il sera utilisé pour l'achat de 200 000 tonnes de céréales destinées aux « Nord-Coréens qui sont les plus vulnérables, en particulier les enfants », a déclaré le porte-parole du département d'État James Rubin.

Le mois dernier, le PAM a lancé un appel au financement d'aide alimentaire d'un montant de 378,2 millions de dollars, soit presque le double du montant requis en 1997. Les 75 millions de dollars des États-Unis seront attribués en trois tranches, d'avril 1998 à mars 1999, a précisé Rubin.

Depuis 1995, les États-Unis ont fourni l'équivalent de presque 71 millions de dollars à la Corée du Nord, dont 65,5 millions de dollars au PAM et 5,2 millions de dollars à l'Unicef. Un accord passé entre la Corée du Nord et le PAM autorise le doublement du nombre d'employés du PAM présents dans ce pays stalinien isolé, soit 46 personnes, dont 26 superviseurs de la distribution de la nourriture, a déclaré l'USAID.

Le PAM ouvrira aussi deux bureaux régionaux supplémentaires en Corée du Nord, chargés de superviser les livraisons, a précisé l'agence.

Un responsable états-unien, qui a requis l'anonymat, a ajouté que les deux bureaux seraient basés à Hyesan, dans le centre de la partie septentrionale de la Corée du Nord et à Wonsan, une cité portuaire située sur la côte est.

Les responsables de l'aide ont choisi ces deux villes en raison de la situation isolée au milieu des montagnes de Hyesan – ce qui rend les livraisons de nourriture particulièrement difficiles – et à cause du statut de port principal de Wonsan.

« Il est utile d'avoir des gens là-bas pour aider à gérer et superviser l'aide à son arrivée dans le pays », a déclaré le responsable.

Le PAM a déjà quatre bureaux en activité à Chongjin, Hamhung, Sinuiju, et dans la capitale Pyongyang.

Les nouveaux accords sur le personnel ont préparé la voie à la dernière contribution états-unienne, destinée à compenser les pénuries à grande échelle causées par les inondations, la sécheresse et une économie socialiste moribonde.

Ces dons ont suscité des critiques acerbes, de la part de la majorité républicaine au Congrès, qui craint que la Corée du Nord ne détourne l'aide alimentaire destinée aux

civils vers les militaires. Les responsables états-uniens disent que la situation nutritionnelle actuelle en Corée du Nord est difficile mais pas désespérée, grâce aux précédentes livraisons et aux récoltes locales de céréales, qui font la différence.

Ils insistent également sur le fait que l'aide fait l'objet d'une supervision adéquate et qu'une augmentation de l'aide d'urgence est nécessaire. « Sans une aide alimentaire conséquente, ils reviendront à la situation antérieure », a affirmé un responsable états-unien.

Cette nouvelle contribution est accordée malgré l'embargo appliqué depuis 48 ans sur toute opération commerciale des États-Unis avec la Corée du Nord. Il avait été imposé au moment de la guerre de Corée, qui a duré de 1950 à 1953.

Les responsables états-uniens veulent sortir la Corée du Nord de son isolement international et s'assurer qu'elle ne soit jamais affamée au point de recourir à des actes désespérés, qui mettraient en danger les 37 000 soldats états-uniens basés en Corée du Sud.

En février 1998, le Mouvement de solidarité bouddhiste coréen [*Korean Buddhist Sharing Movement*], une organisation présente sur le terrain à l'intérieur et à l'extérieur de la Corée du Nord depuis longtemps, et réputée pour la qualité de son réseau et la fiabilité de son information, publie un rapport. Au même moment, Jasper Becker, un journaliste basé à Pékin, auteur d'un livre sur la famine en Chine sous le régime de Mao Tsé Toung, publie également un rapport sur la famine en Corée du Nord, extrait d'un livre qu'il vient juste de publier en France⁷. Les deux rapports sont composés de récits de réfugiés nord-coréens en Chine.

Le directeur général de MSF Hong Kong interroge ses collègues du mouvement sur la possibilité pour MSF de mener une mission d'évaluation à la frontière ou dans les hôpitaux nord-coréens au sein desquels ses équipes travaillent.

Tony Hall, un membre du Congrès des États-Unis, qui milite pour une augmentation de l'aide états-unienne à la Corée du Nord, demande l'appui de MSF États-Unis.



Fax d'Alain Guilloux, directeur général MSF Hong Kong aux directeurs généraux de MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, MSF Royaume-Uni, au chargé de programme de MSF États-Unis, à la chargée des relations avec l'ONU, et à la chargée de communication de MSF International, 11 février 1998 (en anglais).

Extrait :

Veillez trouver ci-joint la une du dernier numéro du South China Morning [Post].

Pour information, Jasper Becker est l'auteur de *Hungry Ghosts*, une enquête sur la famine en Chine à l'époque du « Grand bond en avant ».

Le chiffre de 2 millions de victimes de la famine est apparu dans un rapport de World Vision. Il est basé sur leur propre enquête de mortalité rétrospective parmi les réfugiés nord-coréens en Chine.

Est-ce que MSF a réalisé une enquête similaire dans la région ?

Quid d'une éventuelle manipulation par les autorités chinoises pour maintenir l'aide et la Corée du Nord à flot ?

7. Les éditions des livres de Jasper Beckers sont : *Hungry Ghosts : China's Secret Famine*, John Murray, 1996 ; *La Grande Famine de Mao*, Éditions Dagorno, 1998 ; *Famine en Corée du Nord, 1998 : Un peuple meurt*, L'Esprit frappeur, 1998.

Avons-nous des chiffres sur l'activité des hôpitaux dans les provinces où nous travaillons actuellement ?



« Les réfugiés de la famine racontent la misère noire et la mort en Corée du Nord », Jasper Becker, sur la frontière avec la Corée du Nord, **The South China Morning Post** (Hong Kong), 11 février 1998 (en anglais).

Extrait :

Dépouillé, battu, affamé et en guenilles, Kim Aesang a rampé hors de vue des patrouilles qui gardent la frontière, et par une nuit de pleine lune, a traversé la rivière Yalu, gelée, pour chercher refuge en Chine.

Dans la petite ville frontière de Changbaishan, cette femme de 32 ans a déambulé dans les rues, frappant aux portes, mendiant de la nourriture et un abri. Émue par son sort, une famille coréenne d'origine chinoise l'a accueillie.

Son histoire est semblable à celle de milliers d'autres qui déferlent sur la Chine pour échapper à la famine qui, selon des rapports, a jusqu'ici tué 2 millions de personnes.

Mme Kim a laissé ses deux enfants, âgés de cinq et sept ans, avec leur grand-père à Hamhung, et a quitté cette grande ville industrielle de la côte est avec deux kilos de cuivre qu'elle espérait vendre pour acheter de la nourriture et nourrir sa famille. Le troc de cuivre, de bois, de résidus de minerai d'or, de morceaux de machine arrachés aux usines fermées, fonctionne beaucoup mieux à partir de la ville nord-coréenne frontalière de Hyesan que de n'importe quel autre endroit de l'État stalinien, mis à part Pyongyang. La fabrique de chaussure où travaillait Mme Kim a fermé il y a longtemps et son mari a disparu dans le pays, parti chercher du travail pour se nourrir. Sans travail elle-même, elle n'a pas d'accès à la nourriture.

« Pour les fêtes du printemps, on nous a donné cinq jours de rations de céréales. Auparavant, nous n'avions rien reçu depuis deux ans, raconte-t-elle. J'ai entendu dire que de la nourriture avait été livrée d'Amérique, mais les cadres prennent tout pour eux et nous ne recevons que les restes. » À la gare ferroviaire de Hamhung, Mme Kim et beaucoup d'autres ont attendu un train pendant des jours. Chaque matin, le personnel de la gare sortait une vingtaine de cadavres. Il y en avait tellement qu'ils ne prenaient même plus la peine de relever l'identité des victimes. De toute façon, nombre d'entre eux avaient depuis longtemps échangé leurs papiers d'identité contre de la nourriture. Quand un train est finalement parti, il était bondé et a mis trois jours à parcourir les 480 kilomètres jusqu'à Hyesan, la ville frontière, en raison des fréquentes coupures d'électricité.

Pendant le trajet, des gardes lui ont volé sa nourriture et l'ont battue parce qu'elle n'avait ni billet ni papiers d'identité. Quand le train est arrivé, dans son wagon, huit personnes étaient mortes de faim.

À Hyesan, comme des milliers d'autres migrants, elle a dormi dans la gare et d'autres espaces publics, espérant vendre quelque chose ou passer la frontière.

Elle souffrait encore d'une fièvre qu'elle avait contractée à la gare, et partout où elle s'arrêtait pour la nuit, plusieurs de ses voisins étaient morts le lendemain matin.

Ses chances de gagner de l'argent en vendant du cuivre ont disparu quand des gardes frontaliers l'ont fouillée. Dépouillée de tout, sauf de ses guenilles, elle a alors décidé de traverser la rivière et d'aller mendier de la nourriture en Chine.

Avec une autre jeune femme, elle a trouvé un guide pour les aider à traverser pendant la nuit. « Il voulait me vendre, mais quand il a découvert que j'étais mariée, il a pris l'autre femme et il s'est sauvé avec elle », raconte-t-elle. Les paysans chinois d'origine coréenne

sont prêts à payer pour des femmes coréennes, car beaucoup de femmes du coin sont parties chercher du travail ailleurs.

Mme Kim veut rester en Chine et, comme beaucoup d'autres, en particulier les jeunes, elle espère trouver du travail au printemps. En ce moment, c'est presque impossible, à cause des restrictions gouvernementales. « Que dois-je faire ? Si je reste, que va devenir ma famille ? » demande-t-elle.

À Hamhung, la propagande du gouvernement promet qu'à l'horizon 2003, il y aura suffisamment à manger pour tout le monde. « Ils disent que dans cinq ans, les choses iront mieux, mais personne ne les croit. D'ici là, combien seront morts ? » demande Mme Kim.



« 472 réfugiés nord-coréens interviewés en Chine témoignent de la famine. Selon les réfugiés, le taux de mortalité en Corée du Nord aurait atteint 29 % ces deux dernières années », **Mémo** sur la Corée du Nord, bureau de Tony Hall, représentant au Congrès des États-Unis, document transmis par Jim Bishop, InterAction, à Antoine Gérard, responsable du département programmes, MSF États-Unis, 25 février 1998 (en anglais).

Extrait :

Selon des interviews menées avec 500 réfugiés nord-coréens dans les villages à la frontière chinoise, pendant ces deux dernières années de famine en Corée du Nord, le taux de mortalité s'est élevé à 29 %. Les données de l'étude la plus importante auprès des Coréens du Nord en Chine, menée par le Mouvement de solidarité bouddhiste coréen, dressent le tableau le plus complet et le moins censuré de la famine en Corée du Nord auquel le monde extérieur ait jusqu'ici eu accès. 472 réfugiés ont donné des informations sur 2 583 membres de leur famille proche dont les grands-parents et les enfants non mariés, dans 231 villes d'origine. Tout d'abord, les résultats de l'enquête incluent des taux de mortalité par genre, âge et foyer depuis août 1995, époque à laquelle la Corée du Nord a été ravagée par les premières inondations de son histoire. Les taux de mortalité chez les enfants et les plus âgés, premières victimes de la famine, sont fournis avec les causes attribuées aux décès, dont les épidémies et la malnutrition. L'étude auprès des réfugiés révèle également les taux de mortalité dans 200 districts urbains de leurs villes natales, de 100 à 150 habitants.


L'étude dévoile également les mécanismes de subsistance que les Coréens du Nord mettent désespérément en œuvre en cette troisième année de famine. Enfin, le rapport d'enquête présente un graphique décrivant les mouvements de population de Coréens du Nord fuyant la famine.

Malgré la récolte agricole d'octobre 1997 et l'assistance alimentaire internationale actuellement en cours, la famine en Corée du Nord continue à faire un nombre de victimes important – en particulier dans la province montagneuse septentrionale de Jagang, sévèrement contrôlée, et dans la ville de Hamhung, dans la province du Sud Hamgyong – bien que les causes et le nombre des décès semble évoluer selon Pomnhyun, un moine bouddhiste qui a supervisé l'enquête du 1^{er} octobre 1997 au 31 janvier de cette année. Il est récemment rentré de sa onzième visite dans les villages de la frontière chinoise qui accueillent des réfugiés coréens du Nord.

[...] Les entretiens ethnographiques de terrain ont été menés par 23 Sino-Coréens parlant le coréen, associés au Mouvement de solidarité bouddhiste coréen, une ONG bouddhiste phare en Corée du Sud. Les entretiens étaient volontaires et garantissaient la confidentialité aux personnes interviewées. La conférence de presse sera donnée par des membres du Congrès, des responsables du gouvernement des États-Unis, du

Capitole et de la communauté des ONG, des diplomates des États bailleurs de fonds, des centres de réflexion et des médias.

Les résultats de l'enquête de terrain diffusés pendant la conférence de presse sont soutenus et confirmés par les principales ONG sud-coréennes – qui, pour la seule année dernière, ont envoyé plus de 100 000 tonnes d'aide alimentaire en Corée du Nord.

 À l'époque, aux États-Unis, ce qui se passait en Corée du Nord n'était pas très connu du grand public. C'était très cantonné au monde des ONG américaines, au département d'État, à USAID et au Congrès. Tony Hall était le représentant de l'Ohio au Congrès, un ancien membre des « corps de la paix » en Irak et au Soudan, qui militait pour que les États-Unis augmentent leur aide à la Corée du Nord. En février 1998, il nous a envoyé une lettre nous demandant de soutenir son initiative pour réclamer plus d'aide à la Corée.

*Antoine Gérard, MSF États-Unis, responsable du département programmes
(en français).*

Début mars 1998, MSF entame une nouvelle série de discussions avec le FDRC au sujet des activités à mettre en œuvre après l'expiration de l'accord de collaboration en cours, en juillet.



« Premier tour », **Courriel** de William Claus, responsable de programme MSF Belgique aux responsables de programme MSF France et MSF Hollande, 8 mars 1998 (en anglais).

Extrait :

Hello tout le monde,

Nous sortons juste de notre réunion avec le FDRC

De leur côté, ils ont déclaré que :

1. La phase d'urgence est terminée et désormais les efforts doivent se concentrer sur la réparation. Ils voient le rôle de MSF comme celui d'un fournisseur d'assistance technique dans le domaine de la production nationale de médicaments et la fourniture de matière première.

Ils sont toujours intéressés par la fourniture de médicaments.

De notre côté, nous avons proposé :

- Une réduction (géographique) du programme de distribution, sans entrer dans les détails.
- Plus d'investissement dans la qualité et l'accès (au niveau basique).
- En ce qui concerne les résultats du programme de nutrition = très faible participation (moins de 1 %) et le fait que si nous ne pouvons réaliser une enquête nutritionnelle, nous fermerons le programme.
- Notre interlocuteur doit être le ministère de la Santé.
- L'accès aux institutions.

Pour être clair, nous n'avons pas eu de discussion sur le type de programme que MSF mènera. Nous verrons vendredi quelle est leur réaction.

Personnellement, je ne suis pas en faveur d'un investissement de MSF dans ce type de programme de réparation. Je pense qu'il s'agit plutôt d'un terrain pour AEDS [Agence

européenne pour le développement et la santé] ou d'autres partenaires. Du côté de la distribution, nous verrons ce qu'ils nous proposent.

Du 10 au 20 mars 1998, Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France et Pierre Salignon, responsable de programme de MSF France, visitent les programmes de MSF en Corée du Nord. Au cours de cette série de visites ils se rendent compte que les équipes n'ont aucune visibilité sur la façon dont l'assistance est utilisée.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 27 mars 1998 (en français).

Extrait :

Point mission : Corée du Nord (Philippe Biberson et Pierre Salignon)

Un pays surréaliste

Philippe et Pierre ont visité la mission en Corée et se sont rendus dans trois provinces du Sud (là où les équipes travaillent) mais pas dans la province du Nord. Ils ont été très impressionnés par ce qu'ils ont vu. C'est sans doute un pays hors du commun avec le régime le plus fermé aujourd'hui au monde.

Lorsqu'on arrive en Corée du Nord, on doit avant toute chose faire allégeance à Kim Il-Sung en allant porter des fleurs devant sa statue ! Les coupures d'électricité sont fréquentes dans la capitale.

Cette semaine-là était une « semaine d'alerte ». Il s'agit d'une période de mobilisation populaire devant un risque de guerre, exercices d'évacuation des enfants de la ville, soldats avec des filets de camouflage sur le dos, bœufs et voitures camouflées... Tout cela a un aspect risible, puéril et dérisoire, mais montre bien l'embrigadement de la population aux ordres de la nation. L'ensemble du pays est mobilisé par des ordres à la radio. Les gens vivent imprégnés de propagande et de mots d'ordre, sans information de l'extérieur. Ils n'ont aucun recul critique et il règne un climat de paranoïa et d'observation.

Les niveaux de cloisonnement sont tels qu'on peut vivre très loin des réalités. On a des visions cauchemardesques au niveau humain et écologique qui ne sont pas sans rappeler les Khmers rouges au Cambodge. C'est un système fort, qui peut tenir très longtemps comme ça. 30 millions de personnes sur une terre « râpée comme un paillason », d'une propreté clinique, sans un brin d'herbe.

Un climat d'une grande rudesse : hivers rigoureux, étés chauds et trois années de catastrophes naturelles : inondations (détruisant les récoltes, emportant la terre...), sécheresse... On ne voit pas où la population – sans marge de manœuvre, dans une extrême précarité – peut trouver la moindre réserve : rien à manger, pas de marchés, pas de magasins, pas d'argent. 80 % de la population vivent de distributions (aliments, habits...) et on voit bien comment cette distribution peut se transformer en rationnement. Pour pousser la production agricole on a déboisé en dépit du bon sens en provoquant une véritable catastrophe écologique. Aujourd'hui, on replante des milliers d'arbres, mais qui sont prélevés d'une manière tout aussi incohérente dans d'autres provinces... Tous les secteurs de l'économie sont touchés et on a l'impression d'être dans un pays à l'arrêt. Tout se fait à la main. Il n'y a plus de machines, plus de carburant. Le métro et les trams en ville sont souvent en panne et on voit des masses de population qui se déplacent à pied.

« Rien de nouveau sous le soleil »

Jean-Luc [Nahel] et Serge [Stefanaggi] disent que c'est un modèle que l'on connaît depuis vingt ans et sont surpris par l'étonnement de Philippe [Biberson] et Pierre [Salignon]. Il se trouve simplement que c'est le dernier du genre...

La mission MSF

MSF est allé plusieurs fois en Corée du Nord : en 1995, en 1996 (distribution de semences) et en 1997. En juillet 1997, des négociations ont eu lieu avec les autorités et un mémorandum a été conclu sur l'approvisionnement en médicaments de trois provinces autour de Pyongyang (programme de 3 millions d'écus). Depuis 7-8 mois, MSF est présent sur le terrain. De huit expatriés, l'équipe est passée à 13. Courant janvier, MSF Belgique a pris en charge une province du Nord. Les activités consistent essentiellement en la distribution de médicaments, l'ouverture de centres de nutrition et la formation à l'utilisation des médicaments.

MSF est une des premières organisations à être entrée en Corée du Nord, mais aujourd'hui on compte au total 60-70 expatriés (qui n'ont pas tous accès aux provinces) : sont présents MSF, MDM [Médecins du Monde], la Fédération des [sociétés de la] Croix-Rouge[s], les agences des Nations unies et diverses associations comme OXFAM, Handicap International Belgique, etc. Environ 10 ONG + les agences des Nations unies vont commencer à travailler.

L'impression générale est qu'il y a un déficit alimentaire grave dans le pays ainsi qu'une pénurie de médicaments. La baisse de production a sans doute démarré au début des années 1990 et s'est trouvée accentuée par les récentes catastrophes naturelles. La malnutrition semble chronique mais il n'y a aucune possibilité d'évaluer librement la situation. Les visites sont organisées, on nous montre uniquement ce qu'on veut nous montrer et peut-être ce qu'on veut voir. Les situations sont inégales selon les arrondissements et les catégories de population.

Les autorités nous contraignent à une approche globale et planifiée, apte selon eux à traiter le problème. Une ONG par province, telle quantité par structure multipliée par le nombre de structures : voilà l'essentiel des termes du « contrat ». C'est le « ticket d'entrée » dans le pays.

Les activités de MSF couvrent une population de 7 millions de personnes, une vingtaine d'hôpitaux et plus d'une centaine d'établissements. Le travail est ingrat : il s'agit de vérifier que les médicaments arrivent à destination et de constater sur des listes le nombre d'enfants qui ont reçu du lait.

Des équipes MSF motivées sont soumises à des conditions de travail inacceptables.

On ne peut pas travailler correctement. Aucune activité autre qu'une supervision superficielle n'est possible. L'activité est réduite à de la distribution (même si on parle de médical et de nutritionnel) et les équipes sont insatisfaites par ce type d'intervention. Au niveau de la collecte des informations, on ne sait pas ce qui est fiable et ce qui ne l'est pas. On fait de la clinique sur papier, on ne peut donner aucun conseil, seules de petites conversations médicales sont possibles... Il n'y a aucun suivi, juste un « survol » des situations. Quand on voit un enfant, par exemple, on ne connaît pas son parcours, on ne sait pas d'où il vient, il est en pratique impossible de le revoir. On nous montre les enfants qu'on veut, ils apparaissent et disparaissent. On n'est pas sûr de connaître toutes les institutions. L'équipe a essayé de se concentrer sur certaines structures, mais la dimension des programmes ne le permet pas. Le style de travail est imposé par les autorités et accepté par nous. La situation se complique encore du fait d'avoir pris en charge une province supplémentaire. Tout est surdimensionné.

Conclusions

1) Discordance entre ce à quoi nous avons accès et les témoignages recueillis auprès des réfugiés à la frontière chinoise. C'est une énigme à résoudre : grande précarité généralisée ou catastrophe humaine de grande dimension ?

2) Si la pénurie alimentaire semble indiscutable, elle est à replacer dans un contexte d'effondrement économique général. La catastrophe naturelle étant tout au plus un phénomène aggravant.

3) Il est impossible de dire si l'aide apportée par MSF sauve des vies, combien et où. L'aide est ouvertement conçue comme un « système de contention » pour éviter de plus graves problèmes.

En pratique :

Nous sommes dans l'incapacité de définir exactement les besoins. Or, sans évaluation il est impossible de fixer des objectifs, de modifier une action, etc. On ne sait pas dans quelle mesure notre action influe sur la santé des malades. Ce n'est de toute façon pas proportionnel à l'argent dépensé. On paye trop cher et on ne sait pas si en procédant de cette manière on ne nuit pas à la population.

Philippe et Pierre n'ont pas constaté de famine, mais les gens ne peuvent pas bouger et on peut facilement imaginer que dans certains endroits la situation a dû être très grave (ex. goulag, camps de rééducation, districts enclavés...). Le lait et les médicaments sont utiles car il n'y en a pas dans le pays. Il n'y a sans doute pas de détournements, mais un stockage en prévision de périodes plus dures. Cette situation transforme les médecins de MSF en flics, chargés de vérifier que les médicaments sont bien utilisés. On se met dans un rôle qui n'est pas le nôtre. Le problème est structurel et demande d'autres solutions. Les donateurs nous instrumentalisent, car ils préfèrent être présents, même si l'action ne sert pas à grand-chose.

Problème de qualité. MSF fait de la distribution sur quatre provinces et sur énormément de structures, les erreurs sont ainsi multipliées par dix. Nous sommes submergés par le volume des commandes et nous approvisionnons en mauvais matériel à grande échelle. C'est très grave que MSF puisse faire ce genre d'erreur aujourd'hui.

Nous avons clairement dit ce que nous pensions aux équipes, aux gens qui nous entouraient et aux autorités. Notre contrat va jusqu'en juillet, au-delà nous ne continuerons pas à travailler de cette manière. Nous voulons rester et faire des interventions plus médicales et plus ciblées, plus proches des populations. Ces choses, une fois dites, se sont heurtées à un dialogue de sourd. Les officiels nous ont répondu qu'ils étaient contents de notre travail et qu'ils souhaitaient nous voir continuer à faire la même chose et dans le même volume... Ils nous ont précisé que la Corée du Nord était un régime socialiste, qu'il n'y avait donc pas de riches et de pauvres, que tout le monde était traité de la même manière et que si nous avions constaté des différences, c'est sans doute que la distribution avait été perturbée par des problèmes de transport et par un déséquilibre dans l'aide internationale...

Il est de notre responsabilité de tenir notre position auprès des donateurs de la Communauté européenne. Même s'il n'y a pas de famine aiguë aujourd'hui (ce n'est pas une affirmation), il faut des médicaments et de la nourriture, mais ce n'est pas le travail des ONG. Ce sont des accords politiques qui doivent être passés, en réponse à des problèmes structurels, économiques et politiques. Par exemple, redémarrer la production, l'importation des matières premières, faire de la reforestation, du drainage, etc.



J'y suis allé avec Pierre au printemps 1998. On commençait à avoir des témoignages de réfugiés, on avait un petit peu croisé nos informations, on s'était liés avec des experts sur la Corée qui nous avaient expliqué le régime. François Jean avait commencé à nous décrire le mode de fonctionnement, à chercher des informations sur la façon dont fonctionnait ce régime. Eric Goemaere y était allé un peu avant nous, il avait ramassé quelques images et il avait fait une conférence de presse à Hong Kong. Et c'est là qu'on a commencé à se sentir très mal à l'aise, en particulier avec nos partenaires belges et hollandais. Marie Rose, la coordinatrice, était plus encline à communiquer avec Bruxelles qu'avec nous. Pierre disait : « On est partie prenante dans cette mission, mais je la sens de moins en moins. » Mais il était très impliqué en tant que responsable de programme. Moi, j'étais très neuf là-dessus, j'étais ouvert, c'est la curiosité qui a été mon sentiment dominant. On nous attendait avec réticence, notamment Marie Rose : « Qu'est-ce qu'ils viennent faire ces Français, ça va encore être "l'accuse" dans Libération⁸ ». On nous a reçus un peu froidement, avec une certaine gêne, mais Pierre et moi, nous avons quand même bien joué le jeu. On a écouté, on était vraiment curieux, on s'est intéressés à tout, aussi scandaleux qu'ait pu être ce qu'on découvrait. C'était extraordinaire de vivre cela, on était franchement contents d'être là, avec les équipes. Pendant les dix jours de notre visite, on les a amenés eux-mêmes à réfléchir. On leur a dit qu'ils avaient été courageux, que la vie n'était pas drôle, qu'ils avaient été plutôt malins pour arriver à mettre leurs pieds un peu partout... mais que la mission n'allait pas du tout. Au début, toutes nos questions critiques se heurtaient au fait que, selon eux, chaque jour ça progressait, chaque jour il y avait un petit espace d'humanité qui s'ouvrait : « Tu te rends compte, on a réussi à retourner dans un endroit, c'est incroyable, au bout de deux semaines, avec une autorisation qui nous a finalement été donnée dans un délai très court de deux jours. » Au début, toutes les discussions portaient aussi sur le fait que la vie était très dure pour les équipes, mais sur un registre qui n'était absolument pas politique. À Wonsan, l'équipe était assignée à résidence dans une espèce d'énorme hôtel vide. Ils se plaignaient de la pénibilité du travail, du fait qu'il faisait froid, que c'était fatigant, qu'on dormait mal, qu'il n'y avait pas d'électricité, qu'il y avait à peine de l'eau, qu'elle était glacée, qu'il y avait à peine à manger, etc. Il a fallu un petit peu de temps pour les amener à se rendre compte que tout cela, ce n'étaient pas des conditions matérielles, mais des conditions politiques, qu'ils étaient en garde à vue, que les gens de l'hôtel étaient leurs geôliers involontaires, qu'on essayait de leur masquer le fait que personne n'avait rien à manger dans cette ville, et que s'ils n'avaient pas le droit de sortir, c'était pour qu'ils ne se rendent pas compte de la gravité de la situation. On a essayé de politiser un peu afin de leur faire accepter l'idée que malgré la prouesse réalisée par MSF en s'implantant, il y avait un problème. Ce problème, c'était que premièrement on larguait à l'aveugle des millions de dollars, et qu'on avait une responsabilité par rapport à cet argent-là. Deuxièmement, on n'était pas sûr que cet argent aille aux gens dont on voulait s'occuper. On les a amenés à le reconnaître : « C'est vrai, on tourne comme des fous, on ne repasse pas dans le même hôpital plus d'une fois par mois, quelquefois, c'est tous les 45 jours. Il suffit que pour une raison ou pour une autre, on crève, ou que la voiture soit en révision, on prend deux jours de retard. Tout de suite, ça fait une semaine et tout est décalé. Quand on va dans un endroit, c'est rituel, on arrive, il y a les sourires. Comme il fait très froid, on se met dans une pièce où il fait chaud. Il y a les cigarettes sur la table, le thé, les petits amuse-gueule. On demande si les colis sont bien arrivés. Oui, ils sont bien arrivés, voilà la liste. On consulte deux ou trois cahiers dans lesquels il y a des listes écrites à la main. Et puis, quand on demande quelque chose, il y a quelqu'un qui se lève, qui va le chercher et qui revient. Puis on va rapidement faire un tour à la pharmacie de détail. On voit quelqu'un de très poli, très propre qui nous montre les médicaments. On demande à voir le stock, on descend dans une cave glacée où à la lumière d'une lampe électrique on voit que les cartons sont bien là. Puis on demande à voir

8. Voir Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre-Congo 1996-1997, Laurence Binet, Médecins Sans Frontières, août 2004.

les enfants. On voit trois gosses dans un lit, etc. Et puis ensuite, il y a une espèce de petit banquet parce qu'il est déjà 11 ou 12 heures et qu'il faut manger. On nous donne à manger alors qu'on n'a même pas faim. C'est bon, on voit bien qu'ils sont allés chercher des herbes pour assaisonner. Et puis ensuite, on fait trois courbettes et on s'en va. On refait la route, soit pour aller à une prochaine structure, soit pour rentrer. On se rend compte qu'on n'a rien fait. On fait des listes, des visites pour vérifier que les listes sont vérifiées, etc. On ne fait rien, la frustration est très grande. »

En discutant avec les équipes, on a réussi à leur faire dépasser l'idée que cette frustration était une frustration de travail. On a dit : « Voilà, vous êtes les jouets de gens qui sont plus malins que nous, qui font ce qu'il faut pour faire croire que ça s'ouvre un tout petit peu. » Finalement, quand on est partis, on avait le sentiment qu'un grand chemin avait été fait dans leurs têtes. On avait fait avancer l'idée qu'ils étaient peut-être en train de contribuer à une énorme destruction planifiée d'une partie de la population, celle qui était considérée par le régime comme inutile, éventuellement nuisible à la stabilité du pays. Au-delà de toute ressource en termes de capacité du régime à sauver ces gens, on était en train de participer à la dispartition organisée de pans entiers de la population, un bilan que nous avons estimés à 10, 15 à voire 20 %.

Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).



Pour moi, le véritable évènement de prise de conscience est ma visite avec Philippe, la manière dont elle se passe, ce qu'on voit ou pas. Ces déplacements en voiture, ces images furtives, ce sentiment d'être dans une boîte, d'être écouté et regardé. On fait attention à la façon de parler dans les chambres. On est invité à des banquets le soir. Une sorte de parano ambiante. Ce sont les sons des exercices militaires la nuit ou le matin, mais tu ne sors pas de l'hôtel, tu ne peux pas aller les voir. Ce sont ces monuments bizarres un peu partout, à la gloire du grand leader. Ce sont les visites d'hôpitaux, au cours desquelles on se demande ce qui se passe. On va et on vient, un jour il y a des enfants et l'autre pas. C'est une route qu'on prend par hasard avec Philippe pour rentrer sur Pyongyang. À un moment, on voit un bâtiment tout neuf, des gens qui travaillent en contrebas, et on comprend que c'est une prison, parce qu'il y a un mirador avec des gars qui surveillent. Dans la voiture, on sent que le guide et l'interprète sont assez gênés. Alors, on leur dit : « Vous savez, il y a aussi des prisons en France. » Et les gars répondent : « Oui, c'est vrai. C'est une prison. »

Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme octobre 1997-décembre 2004, directeur général, janvier 2004-novembre 2007 (en français)

À la fin de leur visite, le président du conseil d'administration de MSF France et le coordinateur de programme avertissent les autorités que MSF ne continuera pas à travailler dans les conditions actuelles après l'expiration de l'accord de collaboration en cours. Ils sont convaincus que MSF ne peut pas dépenser une telle somme d'argent pour un programme sans être en mesure d'évaluer la situation et de superviser l'attribution de cette aide aux plus vulnérables. De leur côté, certains membres du conseil d'administration et le responsable de programme en Corée du Nord restent convaincus qu'étape par étape, ils pourront obtenir un meilleur accès aux personnes vulnérables. D'autres responsables dans le mouvement MSF partagent cette opinion.

Quelques jours après le départ de Corée du Nord de l'équipe de direction française, Pim de Graaf, responsable de programme de MSF Hollande visite également le

programme de Corée du Nord. Plusieurs incidents lui font penser que les équipes sont manipulées par les autorités nord-coréennes.



« Juste quelques mots avant mon départ », **Message** de Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration à l'équipe MSF de Pyongyang, Pékin, 17 mars 1998 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Merci beaucoup pour ce moment important que nous avons passé ensemble. Mes remerciements vont en particulier à Messieurs Lee, Pak, Hong, et à tous ceux qui ont rendu possible mon séjour et en ont fait une expérience très intéressante.

Ce fut un grand plaisir de rencontrer chacun d'entre vous, et j'ai une entière confiance en l'équipe que vous avez construite.

Merci, Marie Rose, je sais que notre visite était attendue avec des sentiments mitigés d'espoir et de gêne en raison de la pagaille internationale actuelle. Tu as une tâche difficile, et je suis sûr que tu es à la hauteur. Je te laisse quelques notes avant de partir ; je sais que de retour en Europe, je serai très occupé. Si je peux, j'essaierai de te donner des commentaires plus complets.

Désolé si je suis trop synthétique.

1) Pour le moment, comme nous l'avons constaté, il n'y a plus d'urgence nutritionnelle. Certaines zones, certaines populations sont encore dans des conditions précaires, mais cela ne change pas beaucoup d'autres pays qui connaissent des difficultés en termes économique et de développement. L'équilibre actuel dépend :

- du maintien de l'aide internationale,
- des prochaines récoltes,
- de l'amélioration de la production de nourriture (irrigation, drainage, érosion, fertilisants...).

En cas de nouvelle urgence, MSF devrait être en mesure de réagir de nouveau. Notre action a répondu aux problèmes nutritionnels de ces dernières années, mais les problèmes que nous constatons aujourd'hui ne peuvent plus être abordés de la même façon.

2) Pour l'instant, il n'y a aucune urgence médicale dans le pays. Pas d'épidémie, pas de crise aiguë en matière de « santé publique » (excepté peut-être le niveau de nutrition infantile).

Lorsque nous sommes entrés dans ce pays pour une urgence alimentaire, on nous a présenté un vrai problème de pénurie de médicaments essentiels dans les hôpitaux. Une productivité déclinant depuis longtemps, et trois ans de désastres ont conduit à la paralysie de ce secteur. Nous avons décidé de répondre à ce problème par un programme de distribution générale et standardisée juillet 1997-juillet 1998.

Nous avons fait de notre mieux, grâce aux équipes. Mais en raison de divers problèmes (définition du programme et contraintes locales), nous n'avons pas respecté notre éthique médicale.

Ces médicaments et ce matériel ont été utiles, mais nous ne pouvons pas évaluer le bénéfice pour les populations au niveau requis par notre énorme investissement financier.

Mon opinion est que MSF ne doit pas continuer ce type de programme une fois que nous aurons rempli le contrat actuel (juillet 1998). MSF ne doit pas étendre ce type de programme de six mois et 5 millions d'écus.

En ce qui concerne la disponibilité alimentaire en général, la disponibilité des médicaments, elles doivent être traitées par l'aide internationale multi ou bilatérale. Renforcer la production locale, les importations et les capacités de distribution de ce pays.

La fourniture en urgence de produits médicaux n'est pas une solution appropriée à moyen terme. Elle coûte très cher et crée une dépendance, et elle casse les canaux nationaux de répartition.

MSF doit jouer un rôle pour renforcer cette approche, plutôt que celle actuellement mise en œuvre.

En raison de l'échelle du programme de distribution, les médecins MSF sont incapables de faire plus qu'un contrôle d'investigation sur la répartition et l'utilisation. À partir de maintenant, MSF doit informer et discuter avec tous les autres partenaires pour faire connaître largement notre point de vue.

Pour les quatre mois à venir et dans les quatre provinces, nous devrions nous efforcer d'améliorer la mise en œuvre du programme actuel grâce à l'expérience que nous avons acquise au cours des mois passés et identifier des zones et/ou des populations sur lesquelles concentrer notre action. Se concentrer sur les gens plutôt que sur les structures. Nous devrions faire une proposition au FDRC chaque fois que nous faisons face à une situation particulière.

Si la réponse est négative, n'en faites pas plus que ce que vous faites aujourd'hui (FDRC), alors nous devons aussi dire non. Même provisoirement, quoi qu'ils aient vraiment besoin d'une position claire de notre part.

Si la réponse est positive, alors nous devons nous préparer aux difficultés, mais au moins il y a un challenge. En tant que MSF, nous devons montrer notre compassion, notre compétence et notre capacité à sauver des vies, des vies ordinaires. Les Coréens sont plutôt ouverts, francs et directs, soyons comme eux. Nous n'avons rien à perdre.

Dans un cas comme dans l'autre, il faudra beaucoup de franchise à tous les niveaux de la chaîne MSF. Il faudra prendre de bonnes et de solides décisions. Elles ne peuvent pas être prises si l'information n'est pas factuelle et fluide ou s'il règne une ambiance de mensonge et de dissimulation.

Je ferai de mon mieux pour que le siège vous aide à définir des objectifs plus clairs pour l'avenir et soutienne réellement le projet. Merci encore pour votre accueil, bonne chance. Avec mon amitié, Philippe.17/03/98.



« Quelques remarques sur la visite de Philippe Biberson (en vrac) », **Message** de Marie Rose Pecchio, coordinatrice de MSF en Corée du Nord, mars 1998 (en français).

Extrait :

- Idées très arrêtées sur le projet avant de voir quoi que ce soit : trop cher, pas le boulot de MSF, pas assez proche des populations.
- Pour MSF France, la décision est déjà prise : les kits ont été revus à la baisse pour terminer en juillet et pas un jour de plus. J'avais cru comprendre qu'il n'y a aucune décision internationale qui a déjà été prise, donc ??
- Pour eux, c'est très clair, le 1/8/1998, ils se retirent.
- N'a pas pris la peine de me voir pour avoir un avis sur ce que je pense du projet.

- N'a pas pris la peine de parler avec Dominique [Lafontaine] et Brigitte [Noel] qui sont là depuis le début du projet et qui auraient pu expliquer d'où on venait et où on était déjà arrivés.

- A oublié un peu vite que c'est MSF France qui a débuté le projet, avec de la distribution de médicaments, pour avoir une idée de la situation du pays. La fin justifie les moyens, dit-on. Les moyens = distribution. La fin = connaître l'état sanitaire du pays. Après six mois, toujours pas de résultats fiables donc, on jette l'outil.

- On commence à avoir des très bons contacts sur le terrain avec les médicaux, un climat de confiance a été instauré, on ne peut pas laisser tomber car c'est le point de départ pour une autre approche.

- On accède aux orphelinats ; les TFC nous permettent d'avoir un contact avec une population des plus vulnérables, on répond donc déjà à un de ses critères.

- Le contact que l'on a pu établir avec les médicaux est aussi quelque chose de différent de la distribution.

- Son idée d'être au plus près des populations vulnérables n'a rien de nouveau : déjà dans le rapport de William après sa visite en novembre 1997.

- Pas d'opposition sur sa proposition, c'est un peu la manière qui gêne : très vite, immédiatement, c'est un peu oublier le contexte et les cinquante ans de communisme.

- Pas une seule fois, on [n']a pensé à laisser quelque chose en sortant : on distribue dans quatre provinces. Si on stoppe tout du jour au lendemain : quid ??? Il faut prévoir une sortie en douceur avec passation vers quelque chose d'autre. En quatre mois, un peu court pour tout mettre en place.

- Si MSF n'est pas un distributeur de médicaments (avis France + Hollande), pourquoi a-t-on commencé ??

- Toutes ses propositions sont une idée générale, c'est le terrain qui doit trouver du concret. J'ai bien proposé de se concentrer sur un district pendant une semaine ou quinze jours, pour pouvoir aller plus en profondeur : training, suivi des datas (morbidité, consommation des médicaments, prescriptions), il n'en a pas tenu compte. On doit se concentrer sur des gens et pas sur des structures, dicit.

- Je pensais que quand les sièges descendaient sur le terrain, c'était pour parler d'avenir mais aussi peut-être pour aider dans le projet actuel. Cela a été très loin du compte.

- Je ne pense pas que c'est un pays où on peut aller vite, à la façon d'un autre projet MSF. C'est un pays où on doit inventer quelque chose qui sorte des sentiers MSF archi connus (rapidité, résultats immédiats...) : je ne pense pas que ce soit à son niveau. Les lignes pures et dures du « parti MSF » et rien d'autre. Tant pis pour ceux qui veulent autre chose. Ils ne sont pas des MSF.

- A fort remis en cause la coordination passée sans une coordination médicale : c'est nier tout le travail de Jacques [Tremblay] et de Dominique.

- Il est venu pour écouter les équipes, c'est son message : c'est lui qui a parlé les 80 % du temps...

Je me suis sentie très, très mal à l'aise pendant toute cette visite du « Grand Leader » qui détient la « vérité » MSF, et surtout qui arrive avec des *a priori* sur le projet. Avec des gens comme ça, je ne prends même pas la peine de me battre : il n'écoute de toute façon pas : IL SAIT et ce n'est pas à mon niveau, dicit. J'ai bien essayé, au début, mais j'ai vite compris. Marie Rose.



Message de Mario Goethals, directeur des opérations, à William Claus, responsable de programme et Eric Goemaere, directeur général, MSF Belgique, 25 mars 1998 (en français).

Extrait :

J'ai lu les deux messages – Biberson-Pecchio – et je crois qu'il y a eu un énorme malaise. Il serait utile – pour l'ego de Biberson – de lui faire lire la réponse/les commentaires de Marie Rose et comment il a été perçu sur le terrain.

J'espère que le rapport de Philippe va un petit peu beaucoup plus loin que la feuille « résumé » car comme le dit Marie Rose, c'est beaucoup trop général.

Je crois que nous – MSF toutes sections confondues – avons le même objectif, mais que les tactiques pour y arriver sont parfois complètement opposées (rapidité/patience, assistance massive/négociation politique, bosser/critiquer). Mais je suis quand même sûr que nous, en Belgique, nous devons intégrer un peu plus les regards critiques, politiques, sans pour autant diminuer l'assistance.



À l'époque, il y a des débats au sein de l'équipe de Corée du Nord. Ils sont mal à l'aise. Ils ne cachent pas leurs doutes. La visite du président du conseil d'administration de MSF France avec un responsable de programme dans une équipe coordonnée par MSF Belgique est vécue en termes institutionnels, comme si on était les bienvenus, mais qu'en même temps ils se demandaient ce qu'on venait faire : viennent-ils pour fermer ? Et on revient effectivement avec l'idée qu'il faut fermer... Et puis après, il y a la dynamique dans laquelle on se trouve. Si on ferme, on les laisse tomber, on est responsables. Ce sera l'argument utilisé contre MSF par ceux qui diront qu'on part en claquant la porte, et qu'on laisse les gens mourir par milliers, qu'on est responsables. On était quand même un faire-valoir. C'est ce que je dis dans mon rapport de visite : « Attention, ne minimisez pas ce qui a été réalisé depuis six mois, regardez les difficultés objectives des équipes. »

Je me souviens que j'ai mis beaucoup d'énergie à écrire ce rapport, pourquoi ? Parce que pour MSF, et vu les questions posées, il fallait essayer de poser un peu les éléments de ce qui nous amenait à dire qu'on devait arrêter nos distributions. On était dans la phase « est-ce qu'il ne faut pas d'abord resserrer ? ». Ensuite, on dirait qu'il fallait renégocier les conditions. Et s'il n'y avait pas négociation, le retrait devait être une option. On restait encore très polis. Et on mettait une date à juin-juillet.

Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme, octobre 1997-décembre 2004, directeur général, janvier 2004-novembre 2007 (en français).



Pendant le séjour, nous avons laissé filtrer auprès de nos interlocuteurs notre étonnement, notre malaise devant un certain nombre de choses. Je me souviens de conversations dans la voiture, en quittant un hôpital, des conversations en français devant des témoins qui comprenaient parfaitement le français – même s'ils étaient interprètes de l'anglais vers le coréen – des conversations qu'on avait un peu mises en scène avec Marie Rose ou avec Pierre : « Comment tu ferais, toi, si tu étais médecin et qu'on ne t'autorisait pas à voir un patient plus de deux fois de suite ? Moi, je trouve que ce sont des conditions de travail qui sont difficiles... » On avait donc déjà « travaillé » un peu les gens qui nous surveillaient pour évoquer notre malaise à nous, notre malaise de MSF, en disant : « Ce sont vraiment des conditions de travail qui ne nous satisfont pas du tout, MSF ne peut pas travailler. » Et puis quand on a rencontré les autorités du FDRC – ces gens-là, qui étaient des gens intelligents, puisqu'ils

négočiaient avec MSF et l'extérieur, mais ce n'étaient pas vraiment eux les décideurs – on a commencé à leur dire : « On a fait une visite très intéressante, mais les conditions de travail sont vraiment de plus en plus difficiles à accepter, on n'a pas l'habitude de travailler comme ça. On est une organisation indépendante, on a un devoir moral vis-à-vis de nos donateurs de s'assurer de l'impact de ce qu'on fait, et là, les conditions de travail qui nous sont imposées ne nous permettent pas de le faire. Et puis, on souhaiterait dans le temps qui nous reste avant de renouveler notre contrat – on avait signé un contrat de un an – examiner la possibilité de travailler de façon totalement différente, c'est-à-dire de travailler sur un endroit, de s'occuper des enfants, de ne pas faire du saupoudrage d'aide comme ça. » Ils ont eu l'air extrêmement perplexes, il y a eu des conciliabules, etc., et avant que la réunion ne se termine, ils nous ont dit : « Vous ne pouvez pas partir comme ça, vous partez quand exactement ? Il faut qu'on se revoie dans deux jours au sujet de ce que vous avez dit. » Et avant de partir, on a eu une réunion avec les mêmes, plus d'autres gens – manifestement, ils avaient rendu compte au-dessus – une conversation beaucoup plus politique. On leur a dit : « C'est un peu à prendre ou à laisser. Le contrat en cours, on va l'honorer, mais sachez qu'on n'est absolument pas satisfaits de la façon dont l'aide est délivrée, car on n'a pas de garantie qu'elle va réellement aux gens. On se pose des questions quant à la présence de certains enfants en très mauvais état, dans des hôpitaux qui ont l'air de fonctionner très correctement. On est très mal à l'aise avec ça. D'où sortent ces enfants ? On voudrait avoir l'autorisation de travailler dans ces structures qu'on a identifiées, mais où, ici, là, etc. »

Marie Rose pensait que j'étais déjà embarqué dans une décision et prêt à la lui imposer. Elle m'a probablement dit quelque chose du genre : « J'espère que tu ne vas pas faire le con, parce que c'est moi qui suis ici et qui vais ensuite récolter les pots cassés, et toi tu seras là-bas. » Je lui ai sans doute répondu : « Je t'ai fait un compte rendu avant de partir, de ce que je pense. On a passé dix jours ensemble, on s'est bien entendus, on a fait du bon boulot, je crois qu'on a beaucoup avancé, maintenant je crois que notre responsabilité, c'est quand même de faire sortir l'affaire. Il faut que tu te fasses à cette idée. Je ne veux pas faire du sensationnel, mais je pense qu'on n'est pas dans les standards, les principes que MSF souhaite respecter. On est complètement en dehors des clous, tu l'admetts toi-même. » Elle m'a dit « oui, oui, ça, je suis d'accord ». J'ai répondu : « Donc il faut l'assumer. » En fait, elle avait peur de se faire taper sur les doigts par Bruxelles ou par Amsterdam. « On est une mission internationale, etc. » Je lui ai dit : « Ça, je m'en charge, je vais parler avec Eric [Goemaere, directeur général de MSF Belgique] en rentrant. » Je comprends que Marie Rose se soit sentie squeezée, dérangée par notre visite, par nos déclarations. On est peut-être resté sur un non-dit, aussi bien elle que moi.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).



Les visites étaient organisées et manipulées de A à Z. Il fallait fournir un programme de visite hebdomadaire. Le lundi, on allait à tel hôpital, le mardi à tel autre, et ainsi de suite. En général, c'était accepté, mais dans certains cas, ils disaient : « Votre programme de mercredi ne peut pas avoir lieu. » Ils ne donnaient aucune explication. Une autre situation : ils avaient donné leur accord, mais à notre arrivée, le directeur de l'hôpital, ou le chef du parti ou je ne sais pas qui disait : « Nous avons des exercices d'incendie aujourd'hui, donc vous ne pouvez pas visiter l'hôpital, car nous avons évacué tous les patients pour l'exercice. Vous pouvez rentrer chez vous. » Donc il est arrivé qu'on passe des heures dans la voiture et qu'une fois à l'hôpital, on soit obligés de repartir sans aucune explication. Pendant les visites, on pouvait voir des gens en traitement – j'ai assisté moi-même à plusieurs consultations – le dentiste, les enfants, mais il n'y avait pas moyen de savoir si c'étaient vraiment des patients. Il existe quelques exemples, quelques preuves concrètes de manipulation. Je me

souviens d'un rapport qui racontait que les membres de l'équipe MSF avaient visité un hôpital et vu une salle avec des enfants et leurs mères. Puis ils sont repartis. Mais quelqu'un avait oublié quelque chose, et ils sont revenus au bout d'une demi-heure ou trois quarts d'heure sans prévenir, et ils ont vu ces mères et ces enfants sur le chemin de l'hôpital, qui rentraient chez eux. À l'évidence ils avaient été mis là pour montrer aux gens de MSF que les enfants étaient hospitalisés et que leurs mères étaient avec eux. Pourquoi voulaient-ils donner cette impression à MSF ? Je n'en sais rien. Mais c'était une preuve de manipulation. Il y a eu d'autres incidents de ce type qui nous ont donné des preuves confirmant nos soupçons.

Dr Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).

À la même époque, pendant les deux dernières semaines de mars 1998, une équipe menée par le coordinateur de MSF France en Chine collecte des récits de réfugiés, avec l'aide des réseaux locaux de travailleurs humanitaires et d'activistes. Ceux-ci portent assistance aux personnes réfugiées dans les provinces du nord-est de la Chine (district autonome de Yanbian, provinces de Jilin, Liaoning et Heilongjiang), près de la frontière nord-coréenne.



« Mission exploratoire, province de Liaoning et du Jilin », **Collecte des récits de réfugiés**, mars-avril 1998, Marcel Roux et Marine Buissonnière, 7 avril 1998 (en français).

Extrait :

Baishan, [témoignage d'un membre d'une] Organisation de secours sud-coréenne

Nous animons depuis 1996 un petit réseau de support aux réfugiés nord-coréens dans la région de Changbaishan. Nous réceptionnons les réfugiés à la sortie de la Corée du Nord, principalement sur les villes frontalières de Ji'an, Lanjiang et Changbai. Une fois dans le réseau, les réfugiés sont rapatriés sur un front arrière, dans une zone un peu plus éloignée de la frontière, plus en sécurité. Nous avons des antennes à Meihekou, Liuhe, Tonghua, Baishan, Songjianghe, [Erdaobaihe], pour citer les plus importantes. Les réfugiés sont soit placés dans des familles qui supportent notre réseau, soit dans des locaux spécifiques loués à leur intention. Une fois les réfugiés soignés, nourris et remis sur pied, nous les aidons à trouver un travail dans une grande ville où ils se fondent dans la communauté coréenne : Yanji, Sh[e]nyang, Dalian, Qingdao... Il est même parfois possible d'acheter un *Hukou* [système d'enregistrement de ménages], pour une somme d'environ 8 000 yuans. Pour les plus jeunes qui ne sont pas en âge de travailler, nous essayons de trouver une famille d'accueil, ce qui n'est pas toujours facile. Ils arrivent tous avec la gale et diverses dermatoses. C'est pour cela que l'an passé nous avons dû garder, dans nos propres locaux, 30 jeunes de 12 à 18 ans.

Nous estimons que depuis 1996, il en est passé entre 50 000 et 70 000 sur la frontière. Par l'intermédiaire de notre réseau, nous avons pu en supporter quelques centaines. Le nombre de réfugiés a augmenté de manière drastique à l'été 1997, avec de plus en plus d'enfants. Cette augmentation a engendré une forte hostilité de la population chinoise qui a arrêté de les prendre en pitié. Aujourd'hui, personne n'ouvre plus sa porte à un Nord-Coréen. D'autant qu'une amende de 3 000 à 6 000 yuans est infligée à quiconque aide un réfugié. Il y a quelques semaines, à Baishan, un couple qui avait accueilli un réfugié pour la nuit a été assassiné par celui même qu'ils voulaient aider. Les vols se multiplient : on ne peut pas blâmer les gens de laisser porte close. Nous-mêmes, l'an

passé, avons dû faire face à de nombreux problèmes de vols lorsque tous les enfants étaient dans nos locaux : tout disparaissait !

L'an passé, au plus fort du flot des réfugiés, quelques centaines de Nord-Coréens qui avaient été ramassés par les autorités chinoises ont été amenés dans un camp au Heilongjiang (août 1997). Après quelques semaines et des froncements de sourcils de Pyongyang, tous les réfugiés ont été renvoyés en Corée du Nord. Certains réfugiés sont dénoncés par des Chinois qui veulent toucher la prime de dénonciation. D'autres encore tombent simplement aux mains de la police chinoise ou dans les filets d'agents nord-coréens infiltrés en Chine. Il semblerait néanmoins que les agents ne s'en prennent qu'aux réfugiés qui sont impliqués dans une activité commerciale conséquente, aux militaires et à ceux qui occupaient des postes à responsabilité et auraient fait défection. En septembre 1997, un couple a été arrêté à Jinan. Les agents nord-coréens les ont attrapés, puis leur ont passé un mors à travers la joue et les ont ramenés en Corée comme du bétail. À Tu[m]en et Changbai, on leur passe en général un anneau dans le nez et on les tire avec une corde. Et tout cela en territoire chinois.

J'ai 46 ans. Je suis moi-même née en Corée du Nord et j'ai fui la Corée avec mes parents lorsque j'avais 9 ans. Toute ma famille habite encore de l'autre côté, dans la zone de Zhong Jiang [référence possible à Chongjin]. Je fais moi-même plusieurs allers-retours dans l'année pour apporter au village dont je suis originaire des céréales, des médicaments essentiels, du lait pour enfant et des vêtements. Ce type de distribution qui dépasse le cadre familial n'est pas autorisé par les Chinois. Je passe donc la frontière sous licence commerciale, en camion. Lorsque je rentre en Chine, j'achète une cargaison de bois symbolique pour équilibrer l'échange, et le tour est joué.

J'ai effectué mon dernier voyage en août 1997. La situation alors était critique. J'ai vu des enfants avec des gros ventres, des grosses têtes et les cheveux décolorés. J'ai vu des corps d'enfants et de vieillards dans la rue. J'ai vu des gens se masser près des gares dont les portes demeuraient obstinément closes. C'était terrible. Il n'y a pas de nourriture, pas de médicaments, pas d'engrais pour cultiver la terre, pas d'outils de travail. Les familles explosent : les gens se séparent et c'est chacun pour soi. À Jiang Jie, une femme a mangé son enfant de deux ans pour ne pas mourir de faim. Je ne sais pas où va l'aide internationale, mais une chose est sûre, elle n'arrive pas jusque dans cette région. Depuis quelques semaines, je reçois de plus en plus de lettres me demandant de l'aide. Toutes me disent qu'on ne trouve plus de nourriture, que la situation empire de jour en jour. Mais aujourd'hui, nous sommes arrivés à capacité. Nous ne pouvons pas faire plus. Les gens me connaissent et mon numéro de téléphone circule parmi ceux qui veulent tenter leur chance en Chine. Une fois la frontière passée, ils me contactent pour demander de l'aide. Nous sommes submergés. Je ne sais plus quoi faire. [...]

Homme, Hui Shan (Hyesan), 34 ans

« Je viens de la ville de Hui Shan, juste de l'autre côté de la frontière chinoise. J'ai passé la frontière sino-coréenne en traversant la Yalu, peu profonde, en juillet 1997. J'étais employé dans une entreprise d'état, je n'avais pas de qualification particulière. Je ne sais rien faire. Quand mon entreprise a peu à peu arrêté sa production, je me suis retrouvé sans salaire, sans recours. Les rations de céréales que distribuait l'état ont commencé à s'amenuiser en 1991 et ont totalement disparu en 1995. A Hui Shan, nous n'avions absolument rien reçu depuis plus de deux ans, il ne me restait plus de quoi nourrir ma femme et mes trois enfants. Nous avons survécu pendant quelque temps, tant bien que mal. Je voyais des gens mourir de faim autour de moi, mais cela ne me touchait pas. Et puis mon fils de 5 ans est mort de faim lui aussi. Alors tout a changé (pleurs). Ma situation

n'a rien d'exceptionnel. C'est partout pareil, et encore Hui Shan, ville frontière, reste privilégiée. Les distributions de céréales à Yun Shan se sont arrêtées, il y a plus de cinq ans !

En juin dernier, on nous a soudain distribué une ration d'un kilo de riz par famille. J'ai demandé d'où provenait ce riz. On m'a répondu : prends et ne t'occupe pas du reste. J'ai pensé qu'il devait s'agir d'aide internationale. C'est la seule fois qu'une telle chose s'est produite. La majorité de l'aide va aux cadres de l'armée et du gouvernement mais n'arrive jamais jusqu'aux gens du peuple. Ceux qui ont un peu d'argent s'enrichissent et font du commerce, les autres s'éteignent dans le froid, la faim et la maladie. A Hui Shan, il y a eu des épidémies de choléra. Les hôpitaux sont vides et la médecine n'est pas plus gratuite que la nourriture. Comme les ouvriers d'usines qui démantèlent les entreprises d'état et vendent le métal morceau par morceau, les médecins aussi vendent leurs outils de travail. Les médicaments des hôpitaux sont vendus sur le marché et les stocks des hôpitaux sont vides. Les médecins aussi doivent vivre.

De plus en plus de gens quittent les villes pour se diriger vers les campagnes, en quête de nourriture. Les gares sont bondées et les morts, surtout des personnes âgées et des enfants, s'y amoncellent. A tel point que les gares de la région sont aujourd'hui fermées. Les corps dans la rue font partie des visions quotidiennes. La violence est devenue endémique : ceux qui n'ont rien volent pour survivre, c'est le seul moyen d'obtenir quelque chose. Les honnêtes gens meurent en premier. Depuis la mort de notre fils, ma femme s'est lancée dans un petit commerce frontalier pour survivre. C'est elle qui fait vivre nos deux autres enfants. Elle va vendre à l'intérieur des terres des vêtements en provenance de Chine que des Chinois de minorités ethniques font passer à la frontière. Elle vend aussi toutes sortes d'autres choses. »

Homme, Bei Qing (Buk Cheng), 23 ans

« Je viens de la ville de Bei Qing. J'ai 23 ans. Nous sommes une famille de quatre enfants. J'ai deux frères et une sœur. L'été dernier, la situation dans la ville de Bei Qing est devenue de plus en plus difficile. En plus des gens morts du typhus et du choléra, on voyait les corps de gens morts de faim dans la rue. Nous n'avions plus rien à manger. La distribution de céréales en zone urbaine s'est arrêtée, il y a un peu plus de trois ans et les prix sur les marchés libres étaient exorbitants. Nous n'avions plus rien à vendre, pas de revenus, pas d'argent. Nous avons donc décidé, d'un commun accord, de nous séparer et d'aller chacun notre chemin. Aujourd'hui, la situation est la même dans la plus grande partie des familles. C'est chacun pour soi. Mes parents ne pouvaient pas nous assumer, ils n'avaient pas assez, même pour eux. Quand je suis parti, mon père souffrait déjà de malnutrition. Il était faible et maigre. Je pense qu'il doit être mort aujourd'hui. Je ne sais pas ce qu'il est advenu de mes frères et sœurs. Nos voisins quant à eux ont mangé leur propre fille pour ne pas mourir de faim. C'est vrai. Je l'ai vu.

Depuis l'arrêt des distributions de céréales, les gens ont commencé à circuler. Auparavant, les contrôles étaient très stricts et pour passer d'un comté à un autre, il était nécessaire de posséder un permis de circulation en règle. Aujourd'hui, il y a tellement de gens qui circulent dans le pays que les mouvements de population sont devenus incontrôlables. J'ai alors décidé de partir pour la ville de Hui Shan, où j'avais entendu dire que grâce au commerce frontalier, il y avait plus de nourriture. J'ai pris la route vers le Nord, parfois, je parvenais à faire un bout de chemin en bus. Mais le bus qui est censé être quotidien ne passait déjà plus qu'une fois par semaine et tombait souvent en panne. Il était bondé et n'aurait de toute façon pas pu prendre la totalité des gens qui voulaient y monter. Alors j'ai marché, comme des milliers d'autres. Tout le long de la route de Bei Qing à Hui Shan, des corps gisaient sur les bas-côtés. Des adultes, des enfants, de tout. On voit aussi des enfants avec des gros ventres et des grosses têtes, des gens extrêmement maigres.

Quand je suis arrivé à Hui Shan, j'ai décidé de passer la frontière. J'ai entendu dire qu'il y avait à manger de l'autre côté. J'ai traversé la rivière et j'ai frappé à la porte de gens qui m'ont indiqué d'autres personnes qui pourraient peut-être m'aider. C'est comme cela que je me suis retrouvé ici. Ici, les Coréens s'intéressent aux Coréens. Dans notre pays, nous n'intéressons plus personne. »



Nous montons pour la première fois sur la frontière en mars 1998, Marcel, moi et une amie sud-coréenne qui nous sert de traductrice et d'introduction dans ce réseau. Nous parcourons la frontière nord-coréenne, quasiment de Yanji jusqu'à Dandong [toute la longueur de la frontière]. Nous rencontrons à différents endroits et à différents points de la frontière, via les contacts facilités par les réseaux sud-coréens, des réfugiés nord-coréens, dont certains viennent juste d'arriver. À un moment, nous sommes dans une maison, et un groupe arrive. Ce sont vraiment des personnes qui viennent de passer. D'autres sont là depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, et commencent à nous décrire une réalité complètement apocalyptique qui suscite d'abord chez nous, comme chez d'autres, le scepticisme. Nous nous demandons vraiment ce qu'ils nous racontent. Nous entendons les descriptions de personnes fatiguées au point de s'allonger sur le bord de la route, de ne pas se relever et de mourir sur place. Nous entendons parler de gamins avec des œdèmes, des kwashiorkors, de la dépigmentation, en sus de la malnutrition chronique, puisqu'ils sont tous tout petits. Nous entendons également parler de ce système de distribution publique qui ne fonctionne déjà plus, selon les personnes que nous rencontrons, depuis plusieurs années. Ces personnes datent le début de la famine au début des années 1990, et non pas à la période des inondations au milieu de l'année 1995, et commencent à nous décrire le système. Cela nous donne un éclairage complètement différent sur ce qui se passe à l'intérieur, sur le fameux système de classes à l'intérieur de la Corée. On nous explique que Untel et Untel, dont les grands-parents ont combattu au côté de Kim Il-Song, sont ceux qui ont le droit d'habiter à Pyongyang et d'avoir accès à la nourriture et dans une certaine mesure, d'avoir accès aux universités, etc. A contrario, ceux que nous rencontrons à ce moment-là ont été depuis longtemps envoyés dans les provinces du nord, dans les zones minières, parce que leurs grands-parents étaient propriétaires terriens ou parce qu'ils étaient du mauvais côté au moment de la guerre de Corée. Ce sont ceux qui souffrent en premier ordre de ce nonaccès à des ressources alimentaires.

À l'époque, nous entendons aussi les descriptions d'exécutions publiques de personnes accusées et arrêtées pour avoir vendu de la chair humaine sur les marchés. C'est le cannibalisme en Corée du Nord, terme repris à loisir par les journalistes et qui est une partie de la représentation de ce qui se passe à l'époque. On nous parle de personnes mourant par dizaines. Un pasteur nous explique qu'un matin il est allé dans la porcherie voisine et qu'il a vu six enfants morts congelés et qu'il les a enterrés. La population décrit ces scènes d'horreur.

Et au-delà de l'abandon du système – puisqu'ils ont été abandonnés par le système depuis longtemps – ils décrivent le délitement total des familles. Ils sont obligés de se séparer pour survivre. Certains ont décidé de tout vendre, y compris la maison, pour se partager le bénéfice et partir en espérant se retrouver plus tard, en fonction de ce qu'ils auront réussi à faire. Ils ont le sentiment d'arriver à mieux survivre s'ils se séparent que s'ils restaient ensemble.

À l'époque, nous retrouvons de nombreux enfants des rues, côté chinois. Ils ont traversé le fleuve. Ils traversent en groupe, au petit bonheur la chance, en espérant trouver de l'aide parce qu'ils ont entendu dire qu'en Chine, ils pouvaient manger, que « même les mendiants mangeaient du riz blanc ». C'est une phrase maintes fois répétée. Je me souviens d'un Nord-Coréen effaré de voir qu'on donnait du maïs au bétail alors qu'eux n'avaient même plus de maïs à manger depuis longtemps. Il racontait que pour survivre, il fallait manger de l'herbe, l'écorce des arbres.

Toutes ces descriptions montraient une très grande violence, un système en déliquescence qui ne fonctionne plus. C'est l'époque où, en Corée du Nord, les personnes démantèlent les usines auxquelles ils ont appartenu et vendent les morceaux de métal sur les marchés en Chine. Ils passent en Chine pour essayer de trouver une assistance.

Devant ces premiers récits récoltés, au début nous sommes sceptiques, parce que la distance entre ce qu'ils nous décrivent et l'information qui nous arrive de l'intérieur de la part des équipes basées en Corée du Nord est incroyable. Le hiatus est tellement important entre les deux que cela nous surprend. Mais au fil des entretiens avec des personnes différentes venant de provinces différentes (Nord Hamgyong, Hwanghae et Chagang), de personnes prises en charge par des réseaux différents, nous arrivons à une description cohérente.

Marine Buissonnière, MSF France, administratrice en Chine, décembre 1996-janvier 1999 (en français).

Fin mars 1998, MSF est approché par des journalistes sollicitant sa réaction aux récits de réfugiés collectés par le Mouvement de solidarité des bouddhistes coréens. MSF Belgique établit alors un plan de communication sur la situation en RPDC, et la coordinatrice de la communication de MSF International commence à rassembler de l'information afin de préparer un communiqué de presse. Mais finalement, constatant que cette communication arrivera bien trop tard après la déclaration des bouddhistes coréens, et que les autorités de RPDC seraient d'accord avec l'idée d'une enquête nutritionnelle, l'équipe de terrain conclut que le communiqué de presse n'est pas nécessaire.



« Saga nord-coréenne », **Courriel** de Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique à William Claus, responsable de programme MSF Belgique, copie à Jean-Marc Biquet, responsable de programme MSF Belgique et Daniel de Schryver, directeur de la communication de MSF Belgique, 24 mars 1998 (en anglais).

Extrait :

William,

Voici comment je verrais un plan de communication sur la situation en RPDC.

L'objectif serait d'obtenir que la communauté internationale accroisse sa pression sur le gouvernement pour obtenir l'accès à la réalité (et pas seulement MSF, pour qui un contact direct serait probablement plus utile).

1. MSF est présent depuis... avec des expatriés dans quatre provinces.

Nous avons monté XXX CNT et distribué XXX kits à XXX centres de santé et hôpitaux.

2. La situation telle que nous l'observons :

- Le nombre d'enfants mal nourris dans les CNT (en particulier le fait qu'il monte et descende, ce qui donne un point de comparaison).

- Les difficultés d'accès aux CNT pour les patients (climat, distance, autres obstacles ???).

- Le manque de médicaments et les effets de la distribution sur le nombre de patients (la réalité, autant que possible).

3. Conclusions de nos observations :

- Sur le million de morts enregistrés de l'autre côté de la frontière.

- Sur la malnutrition en général (soyons prudents : l'extrapolation faite dans le rapport souffre d'une grosse erreur de méthodologie... interdite).
- Sur la situation médicale et la fréquentation des structures de santé.

4. Conclusion générale

1. La communauté internationale – et MSF en particulier – s'est embarquée dans l'un de ses plus importants programmes de secours.
2. Nous craignons que les stratégies actuelles soient inadaptées et ne répondent pas aux problèmes réels des gens.

Par exemple : les CNT sont trop loin et ne sont pas accessibles à tout le monde.

CELA ENTRAINERA DES MORTS INUTILES DE MILLIERS DE PERSONNES ; LES GENS MEURENT CHEZ EUX ET NOUS NE POUVONS PROBABLEMENT PAS LES ATTEINDRE A CE NIVEAU.

Nous demandons :

- Un accès illimité aux villages et aux foyers dans les provinces où nous travaillons, afin d'évaluer correctement les problèmes que rencontrent les gens et d'être en mesure de répondre par une stratégie adaptée.
- Un effort coordonné de toute la communauté de l'aide [internationale] pour poser un diagnostic de situation précis en accédant aux villages dans toutes les provinces où elle travaille et adapter les stratégies en conséquence.

Il est inacceptable que, alors que la communauté internationale déploie sa plus coûteuse opération de secours, on parle encore de millions de morts.



« Communiqué de presse », **Courriel** de William Claus, responsable de programme MSF Belgique aux responsables de programme, directeurs des opérations et directeurs de la communication de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, 25 mars 1998 (en anglais).

Extrait :

[RE] De William Claus

Hello les amis,

Hier j'ai eu un contact téléphonique avec Samantha au sujet du communiqué de presse. Nous nous sommes mis d'accord pour qu'elle propose une stratégie de communication et rédige les grandes lignes d'un communiqué de presse.

A +.

WC



« Re : Communiqué de presse », **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication de MSF International au réseau MSF, 26 mars 1998 (en anglais).

MESSAGE – Après avoir discuté avec le terrain et plusieurs sections, il semblerait que le but de cette communication soit de mettre la pression sur le gouvernement nord-coréen ou de demander plus d'accès aux populations dans les provinces, afin de pouvoir mener une étude scientifique pour établir à quel point la situation nutritionnelle est mauvaise. Il s'agit d'un message cohérent, qu'on peut faire passer, mais qu'on doit travailler.

TIMING – C'est le 3 mars que les moines bouddhistes ont annoncé publiquement les morts, donc il n'y a pas d'urgence à faire une déclaration pour les contredire.

L'appel de la Croix-Rouge nord-coréenne est diffusé en mars et avril, donc bientôt la Corée du Nord sera sur l'agenda et nous devons nous caler juste avant cette campagne – quelque part en avril. (Comme vous le savez probablement tous, ils se démarquent d'un appel à une aide alimentaire car il n'y a aucun contrôle sur la destination de la nourriture ou sur la quantité qui passe dans le circuit PAM/gouvernement).

La plupart des desks et directeurs concernés qui sont allés sur le terrain seront de retour lundi et tous les chargés de communication du mouvement sont en réunion jusqu'à la fin de la semaine et ne seront pas de retour à leur bureau avant lundi.

Pour cette raison, je suggère que nous laissions de côté toute discussion ou plan d'action jusqu'à lundi. Comme cela on pourra se faire une idée, au cours de cette réunion, du niveau de visibilité de la Corée du Nord dans les médias du monde entier.

ENTRE TEMPS – si l'équipe de terrain pouvait continuer à répondre aux questions de la presse au sujet des déclarations des bouddhistes, comme elle a commencé à le faire et comme cela semble fonctionner, c'est le meilleur moyen d'aller de l'avant jusqu'à ce que nous ayons organisé quelque chose.

AUTRES COMMENTAIRES – Au sujet d'une réponse par écrit aux bouddhistes. Rien qu'en les mentionnant sur notre papier à en-tête, nous leur donnons une crédibilité. Nous n'avons aucun moyen de savoir comment ils ont fait leurs recherches et nous pouvons avoir des problèmes avec les autres agences, sauf s'ils ont attaqué directement MSF et que nous soyons obligés de publier un démenti. Nous devons nous concentrer sur les informations rapportées par le terrain.

Le problème principal, c'est de trouver de l'information que nous puissions diffuser qui donne de la crédibilité à notre point de vue. MSF a apparemment signé une sorte d'accord avec le gouvernement nord-coréen qui stipule que nous ne sommes pas autorisés à diffuser publiquement des informations médicales/sanitaires. Il est surprenant que MSF ait signé un tel accord, vu notre charte et étant donné qu'un peu partout les informations sanitaires sont jusqu'à un certain point publiques (les gouvernements fournissent toujours des statistiques), et si c'est nous qui les collectons, alors ce sont des données MSF et pas des données du gouvernement coréen. Cette question doit être réglée par les opérations et le terrain, et la communication doit travailler avec ce qu'on lui donne, mais nous devons être crédibles pour communiquer !

CRÉDIBILITÉ – D'un point de vue de pure crédibilité médicale des opérations et de la communication, nous avons vraiment besoin d'un minimum d'informations pour appuyer toute déclaration, même si elle a déjà été rendue publique. L'information sanitaire de base ou les indicateurs de malnutrition ne sont pas des secrets d'État et il serait bon que les équipes puissent voir ce qu'elles croient être faisable ou pas pour donner de la crédibilité à ce que nous avançons.

L'information n'a pas besoin d'être trop détaillée (il y avait déjà des détails dans la proposition de communiqué de presse que j'ai reçue), mais elle doit être crédible. En quelque sorte, MSF a besoin de montrer que nous travaillons et observons vraiment ce qui se passe dans les dispensaires et ne passons pas notre temps à traîner dans la capitale, ce que, bien sûr, nous ne faisons pas – sinon ça donne l'impression que nous ne faisons même pas le travail de base de collecte et d'analyse des données médicales, de qui nous voyons dans les dispensaires, etc., ou bien que le gouvernement censure nos propres données médicales !

[...] J'attends vos commentaires avec impatience et je vous parlerai à tous lundi.

Passez un bon week-end.

TERRAIN – Merci de me dire comment se passent les discussions avec les autorités nord-coréennes.

Et puis, ne vous inquiétez pas, la comm[unication] vous enverra toujours tout pour commentaires avant de le publier ! On a plus besoin de vous que de quiconque pour commenter !

Bien amicalement et bon week-end,

SB



« Re [2] : communiqué de presse », **Courriel** de MSF Pyongyang à Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF International, 29 mars 1998 (en anglais).

Extrait :

Chère Samantha,

Nous avons reçu ton message au sujet du communiqué de presse. Toute l'équipe est d'accord avec tes remarques et tes commentaires.

1. Au sujet de l'information : nous ne collectons pas de données. Elles nous sont transmises par les responsables de la santé des comtés. En Corée du Nord, les données sont un secret d'État et un sujet très sensible. Si ce point est évoqué dans l'accord de collaboration, je crois que c'est à leur demande.

2. En ce qui concerne la réunion avec les autorités, Pim [MSF Hollande, directeur des opérations] et moi-même : c'était le mardi 24/3. J'en ai eu une autre, le vendredi 27/3.

Le point principal a concerné le communiqué de presse. Pim a expliqué le pourquoi et le comment. Il a demandé plus d'accès, c'est à dire de pouvoir faire une évaluation au sein de la population, afin que nous soyons en mesure d'adapter nos programmes aux besoins.

Pour le FDRC, ce communiqué de presse n'est pas un problème, mais ils répètent qu'ils ne sont pas satisfaits du précédent et de l'expression « effondrement des structures de santé ». Avec des commentaires négatifs sur le pays (pas d'accès libre, par exemple) nous risquons d'effrayer les bailleurs de fonds.

Au sujet de l'enquête nutritionnelle, ils acceptent. Il reste à discuter de la façon de la faire. Ils n'ont pas dit NON, comme auparavant.

J'en ai reparlé pendant la réunion suivante, j'ai eu la même réponse.

Donc,

- comme nous sommes plutôt en retard pour répondre aux déclarations des bouddhistes coréens sur les 2 millions de morts,

- comme les autorités sont d'accord avec l'idée d'une enquête nutritionnelle, nous ne pensons pas que ce type de communiqué de presse soit encore nécessaire. Les conversations avec le FDRC ont permis d'obtenir l'autorisation de faire l'enquête.

Marie Rose



« Re [3]: communiqué de presse », **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF International aux responsables du mouvement MSF, 30 mars 1998 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Suite à la note ci-dessous et aux commentaires de Pim [de Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations], disant que le message ne doit pas consister en une demande d'accès (puisque'il semble que désormais, nous l'ayons), mais que finalement nous voulons déterminer s'il y a ou non une « famine », là où nous travaillons.

Opérationnellement, il semblerait que la priorité soit de 1) réaliser une enquête nutritionnelle 2) faire une analyse pour voir/prouver là où c'est possible, s'il y a ou non une famine.

En conséquence, du point de vue de la communication, deux stratégies sont possibles :

A) COMMUNIQUER FRANCHEMENT DES LE DEBUT :

1. Remercier publiquement le gouvernement nord-coréen de nous autoriser à réaliser une enquête nutritionnelle/ annoncer que MSF va en réaliser une (en indiquant où et quand et dans quel but), et mettre ainsi directement la pression sur les autorités pour être certains d'arriver à nos fins.

2. Produire un rapport médico-nutritionnel précis (pas de conclusions politiques/d'interprétations – car les faits parlent d'eux-mêmes). On a besoin d'être précis quel que soit l'objectif final – officiel ou pas.

3. Puis, publier les résultats pour mettre en lumière les niveaux nutritionnels dans les provinces concernées.

Ou bien

B) ATTENDRE ET VOIR VENIR AVANT DE COMMUNIQUER

1. Faire l'enquête nutritionnelle et collecter le plus possible de données.

2. Produire un rapport médico-nutritionnel précis (pas de conclusions politiques/d'interprétations – car les faits parlent d'eux-mêmes). On a besoin d'être précis, quel que soit l'objectif final – officiel ou pas.

3. Travailler la stratégie de publication des résultats de l'étude pour confirmer ou infirmer les rapports sur la famine – en prenant en considération quel accès nous avons obtenu, à quel point les informations sont fiables, etc.

RECOMMANDATIONS

Je recommande que MSF choisisse l'option B – pour les raisons suivantes :

1) MSF veut pouvoir faire ses recherches discrètement, or si c'est public et sur l'agenda, les gens que nous allons interroger seront plus réservés pour donner des informations.

2) Si nous annonçons que nous réalisons une enquête, notre crédibilité professionnelle est en jeu, car nous serons alors sous la pression de produire publiquement des résultats cohérents, quels qu'ils soient.

AUTRES COMMENTAIRES

Nous ne pouvons pas dans une déclaration publique commenter la fiabilité des données d'autres organisations (ici, les moines) – cela nous mettrait dans une situation juridique et sous la menace d'un « retour de bâton » terrible pour notre image, de la part des autres organisations, en particulier si c'est nous qui attaquons.

Le meilleur moyen de confirmer ou infirmer les rumeurs, c'est de produire des preuves – telles les données médico-nutritionnelles de l'enquête.

C'est tout pour le moment.

J'attends vos retours.
Bien amicalement,
SB

Le 1^{er} avril 1998, le quotidien français *Libération* publie un dossier de trois pages sur la situation en Corée du Nord. Un des articles est fondé sur une interview de Philippe Biberson, le président du conseil d'administration de MSF France. Celui-ci décrit les difficultés rencontrées par les équipes MSF pour obtenir l'accès aux plus vulnérables et superviser la distribution de l'aide. Selon lui, les enfants mal nourris ne sont montrés aux équipes MSF que pour attirer l'aide, mais ces équipes n'ont aucune preuve qu'une famine soit en cours. Toutefois, il souligne que cela ne permet pas d'affirmer qu'il n'y ait pas de famine. Cette publication donne lieu à de vives réactions au sein du mouvement MSF et de la part de l'équipe de MSF en Corée du Nord, qui se sent trahie.



« Corée du Nord : la famine manipulée », Romain Franklin, *Libération* (France), 1^{er} avril 1998 (en français).

Extrait :

Une centaine d'employés d'organismes humanitaires internationaux résident aujourd'hui en Corée du Nord. Voilà un an, il n'y en avait pratiquement pas. Raison de leur présence : une situation de disette ou de famine dont il est pourtant très difficile de cerner l'ampleur. Les estimations vont de quelques centaines à un, deux, voire trois millions de morts depuis 1995. Cette incertitude savamment entretenue commence à susciter un profond malaise chez certaines ONG, qui ont la sensation d'être manipulées. Présente sur place depuis 1995, Médecins Sans Frontières (MSF) annonce sans ambages à *Libération* sa volonté d'une « remise en question » de son action en Corée du Nord.

Il est temps de « redéfinir nos missions avec les autorités », explique Philippe Biberson, le président de MSF, de retour d'un voyage d'enquête d'une semaine. « En Corée du Nord, poursuit-il, notre organisation ne fait pas ce qu'elle voudrait, c'est-à-dire agir à hauteur d'homme. Notre geste est utile mais peut être jugé condescendant et récupérable politiquement. » MSF, dont le programme actuel se poursuit jusqu'en août consacre près de 30 millions de francs en distribution de médicaments. « Un programme coûteux », commente le président de MSF.

Depuis le 13 janvier, l'assistance humanitaire globale à la Corée du Nord (via l'ONU, les ONG et l'assistance bilatérale) se monte à 415 millions de dollars. Cette aide comprend l'envoi de 658 000 tonnes de nourriture par le Programme alimentaire mondial (PAM) – la plus grosse opération jamais menée dans le monde. « La pénurie alimentaire est telle que nous n'avons pas de doute sur l'utilité de notre présence, modère Biberson. Mais les contraintes qu'on nous impose sont très dures. On ne peut pas aller chez les gens car c'est interdit. Nos équipes sur place voient leur rôle souvent réduit à celui de policiers vérifiant, dans les hôpitaux et les dispensaires, si des médicaments n'ont pas été détournés. Ils voient des enfants mal en point dans les hôpitaux, mais ne peuvent pas les suivre. Cela leur pose bien évidemment un problème éthique. »

Étroite surveillance

MSF, l'organisation la plus présente dans ce pays sans doute le plus secret au monde, maintient douze expatriés sur place depuis juillet dernier. Ces équipes, étroitement

surveillées, sont chargées de faire fonctionner une quarantaine de « centres de renutrition » et d'approvisionner en médicaments les dizaines d'hôpitaux et dispensaires dans trois provinces situées autour de la capitale, Pyongyang (Hwanghae, Kangwon et Sud Pyongan), et bientôt dans une troisième, Nord Hamgyong, en bordure de la Chine. À l'instar des agences onusiennes, comme le PAM, Philippe Biberson se dit pourtant incapable de dresser un tableau d'ensemble. Faute d'une autre expression, on pourrait appeler cela une « énigme humanitaire ».

« On voit des enfants atteints de malnutrition chronique, mais on ne peut pas extrapoler à l'ensemble de la population infantile », explique le médecin. La volonté de dissimulation des autorités est patente. Comme d'autres organisations, MSF a demandé d'effectuer une étude nutritionnelle. Celle-ci pourrait permettre de cerner un bilan plus précis. La requête a été refusée, sans explication.

Mises en scène

« Au cours d'une visite dans un des hôpitaux, des patients avaient été installés dans les lits juste avant mon arrivée, explique-t-il, mais le fait est qu'ils étaient réellement malades... » Des mises en scène sont parfois décelées. D'hôpitaux en cliniques, la statistique la plus souvent colportée par les autorités est de « 10 à 15 % d'enfants malnutris ». Mais les interlocuteurs s'embrouillent parfois avec les chiffres, qui ne cadrent pas avec les pourcentages officiels. L'impossibilité des ONG sur place de se faire une idée de l'ampleur du désastre à l'échelle nationale tient également à la volonté délibérée du régime de dissimuler les faits non seulement aux visiteurs, mais aussi à sa propre population.

Le secret, si bien entretenu, cache-t-il un bilan minimal ou, à l'inverse, une hécatombe monstrueuse ? Les estimations catastrophiques mises en avant par certaines ONG – l'organisation américaine World Vision, ou sud-coréenne du Mouvement bouddhiste coréen du partage – sont-elles plausibles ? La première évalue le nombre de victimes entre un et trois millions. À partir d'études réalisées auprès de 472 réfugiés nord-coréens en Chine, la dernière fait état, par extrapolation, d'un bilan de trois millions de morts de faim depuis 1995 (sur une population de quelque vingt-deux millions d'habitants). Réponse de Biberson : « On n'a aucune information médicale sur ce pays, c'est pourquoi ces études extrapolant à partir de chiffres pris sur un échantillon réduit sont malhonnêtes. » Pourtant, certains diplomates, cités anonymement par des agences de presse, ont cru pouvoir dire qu'il s'agissait là d'une étude « la plus complète » réalisée jusqu'alors sur cette question.

Stimuler la générosité

À l'inverse, Pyongyang exagère-t-il l'ampleur de la dénutrition afin d'attirer une aide alimentaire venant ainsi pallier les carences de son économie ? Le régime communiste suscite-t-il ces informations catastrophiques – mais invérifiables – pour stimuler les générosités ? C'est ce qu'on semble croire à MSF. « Les autorités veulent nous en montrer suffisamment pour entretenir l'émotion de la communauté internationale. On nous prend surtout pour des fournisseurs. On apporte des médicaments en quantité, qui entrent dans leur système d'économie planifiée. Et nous avons l'impression que ce qu'ils nous montrent en termes de malnutrition sert à attirer cette aide. »

Dans le même temps, Biberson n'exclut pas *a priori* la possibilité d'une réelle famine à grande échelle, étant donné la nature cloisonnée et hiérarchique d'un système où, même en temps normal, le rationnement alimentaire est différencié selon les « catégories » de citoyens et leur loyauté au régime. « Dans les endroits que j'ai visités, je ne pense pas que les gens meurent de faim. Mais j'ignore ce qui s'est passé les années précédentes et je ne sais pas ce qui se passe dans les régions les plus touchées. Il n'est pas impossible

que certaines zones soient encore plus défavorisées. » Patrick McCormick, porte-parole de l'Unicef à Genève, affirme que les équipes sur place « ont vu des enfants sur le point de mourir de faim », le plus souvent de maladies liées à la malnutrition, comme la diarrhée. Une étude de l'Unicef, publiée en novembre 1997, estime à 800 000 (soit 38 %) le nombre d'enfants malnutris de moins de 5 ans. Grâce à l'aide internationale, poursuit-il, la situation s'est légèrement améliorée. Pour l'Unicef, où l'on se dit incapable, par manque de données, de confirmer ou de démentir les bilans les plus alarmistes, la Corée du Nord est cependant bel et bien en proie à « la plus importante famine sévissant dans le monde aujourd'hui... »



« Corée du Nord », **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication de MSF International à MSF Pyongyang, aux responsables de programme, directeurs généraux, directeurs des opérations, chargés de communication MSF, 1^{er} avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Après le retour de plusieurs d'entre vous de Corée du Nord, il serait bon que nous ayons un accord verbal sur une position commune. Elle n'a pas besoin d'être figée dans le roc, mais il faut juste que nous soyons clairs sur notre ligne de communication vis-à-vis de la presse. La question de la famine va encore durer un certain temps, donc les points principaux que MSF veut mettre en avant ont besoin d'être éclaircis pour le réseau !

POSITION DE BASE À TENIR À L'ORAL – Pierre termine son rapport de visite, mais il serait utile d'avoir un ou deux paragraphes d'indications sur ce qu'est notre position de base commune à toutes les sections, pas pour être distribuée par écrit, mais juste pour donner une direction aux interviews données sur le terrain ou par les desks et les directeurs.

Comme pour tous les pays où nous travaillons, nous devons être en mesure de répondre à des questions de base et de diffuser publiquement une information simple sur ce que nous faisons, les problèmes/aspects positifs auxquels nous faisons face, mais cela serait mieux si cela était clair pour tout le monde.

Pendant ce temps, les équipes répondent aux demandes occasionnelles des journalistes comme elles le sentent. Il est aussi parfaitement normal et prévisible que lorsqu'un directeur/président revient d'un voyage en Corée du Nord (que ce soit Eric Goemaere [MSF Belgique, directeur général], il y a quelques mois, Biberson [MSF France, président du conseil d'administration] maintenant ou Pim [de Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations]), il soit contacté par la presse locale à son retour (c'est le cas) et qu'il s'attende à devoir répondre à des questions simples (c'est aussi le cas).

Pour cette raison, il faudrait que les desks puissent clarifier notre message prioritaire, même s'il s'agit seulement d'interviews orales.

AU SUJET DES PROPOS DÉJÀ TENUS – Sachez que ces dernières semaines, un certain nombre d'articles ont déjà mentionné les réserves de MSF quant à la sévérité de la famine. Eric Goemaere a fait des déclarations dans ce sens en conférence de presse, William Claus l'a dit dans des articles ainsi que Philippe Biberson dans l'article de *Libération* publié aujourd'hui (qui, à part le titre, est un papier plutôt juste et neutre), donc au moins là-dessus il semble que les sections soient d'accord, et c'est un bon début !

SUGGESTION POUR UNE POSITION DE BRIEFING – En nous en tenant à ce que nous avons déjà dit publiquement, voici ce que cela pourrait donner :

- En Corée du Nord, il n'y a pas de preuves médico-nutritionnelles sur la réalité ou l'étendue d'une famine, puisque jusqu'ici il a été très difficile de faire des enquêtes dans les foyers (accès, etc.).

- Il existe un intérêt politique très fort, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, à confirmer ou à infirmer l'existence d'une famine. Les organisations d'aide et autres travaillant dans le domaine des secours se trouvent souvent prises au milieu de ces enjeux et risquent d'être manipulées.

- Il existe des poches de malnutrition sévère, comme dans certains orphelinats, mais il n'existe pas de preuves que ce soit le cas dans le reste du pays. Les autres données produites par les autres organisations ne peuvent pas plus confirmer ou infirmer l'existence de la famine que MSF, qui mène le programme médico-nutritionnel le plus important dans le pays, en collaboration avec le ministère de la Santé.

AUTRES COMMENTAIRES – Tant que nous affirmons qu'il existe une pression politique de tous les côtés et que nous risquons, comme d'autres, d'être manipulés, nous ne sommes pas particulièrement polémiques et nous nous protégeons à l'avance au cas où nous serions accusés, plus tard, d'avoir été manipulés.

Il semblerait que depuis un certain temps, divers journalistes et World Vision, etc., disent que MSF et la Croix-Rouge sont manipulés car ils ne peuvent pas circuler dans le pays (source MSF Hollande). Même si nous pouvons être manipulés, nous sommes honnêtes sur la situation et nous n'accusons personne en particulier.

RECOMMANDATIONS

De ce que je comprends de vos diverses réponses, l'idée initiale de publier un communiqué de presse demandant l'accès est passé à la trappe. MSF va avancer le plus possible avec l'enquête nutritionnelle et nous verrons alors si nous pouvons confirmer ou non l'existence de la famine avec nos données. Pendant ce temps, nous avons besoin d'une position de base provisoire car nous ne pouvons pas empêcher la presse d'appeler et, comme cela est normal et attendu, de donner nos informations.

Peut-être pourrait-il y avoir une téléconférence demain entre les desks concernés, pour clarifier notre position – avec la comm[unication], afin que nous puissions informer le reste du réseau.



« La Libération », **Courriel** de Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations à Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration, copie aux responsables de programme de MSF France et MSF Belgique, à la coordinatrice de la communication de MSF International, 1^{er} avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Bonjour Philippe,

Je n'apprécie pas le message que tu as diffusé dans *Libération* pour deux raisons :

Nous sommes en train de construire une stratégie pour la Corée du Nord avec Samantha Bolton, qui nous sert de conseillère. Pendant que nous sommes occupés à cela, toi tu suis ton propre chemin. Pourquoi n'as-tu pas communiqué avec les autres sections ou la mission de Pyongyang ? Les autorités de Pyongyang recevront aussi ce message. Il se peut qu'elles réagissent contre MSF, alors qu'en ce moment se déroulent d'importantes négociations au sujet d'éventuelles enquêtes nutritionnelles. Nous avons plaidé pour

ces enquêtes, Marie Rose et moi au cours de réunions avec le FDRC, et depuis Marie Rose a suivi l'affaire. L'accès s'obtient pas à pas. Cet article risque de mettre en danger ce processus. Maintenant, nous n'avons plus qu'à espérer que cela se passera bien, et c'est Marie Rose qui va avoir la corvée d'expliquer pourquoi tu dis dans *Libération* le contraire de ce que nous disons au FDRC.

Pim



« Re [5] Réunion à Bruxelles », **Courriel** de Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme à William Claus, MSF Belgique, responsable de programme ; **Courriel** de Mario Goethals, MSF Belgique, directeur des opérations au responsable de programme, au directeur général et au directeur de la communication de MSF Belgique, au président, au directeur général et au directeur de la communication de MSF France, 1^{er} avril 1998 (en anglais) [édité].

Extrait :

De Pierre Salignon :

[...] Il n'y a rien de particulier dans cet article qui puisse poser problème. J'en ai déjà parlé ce matin avec Mario et il est d'accord avec moi.

D'un autre côté, tout ce qui est écrit dans cet article (le problème avec les autorités par exemple) a déjà été formulé aux autorités pendant notre visite. Nous espérons vraiment qu'il sera possible d'entamer des négociations avec elles dans le futur. De toute façon, il y a beaucoup de sujets à discuter la semaine prochaine. Je vous enverrai mon rapport de visite de terrain à la fin de la semaine.

De Mario Goethals :

Bon, les amis,

Au moment où Pierre Salignon m'a parlé, je n'avais pas encore lu l'article, et Pierre m'a dit que l'article ne posait pas trop de problèmes, donc j'ai en effet dit que ça ne me posait pas de problèmes non plus.

Cela dit, après lecture, je trouve quand même qu'il y a des problèmes essentiels et je ne comprends pas, mais peut-être qu'on peut m'expliquer :

1. Le but de cette « dénonciation », quel est notre objectif ?
2. S'il y avait un objectif, avec un accord sur l'objectif, même éventuellement avec une décision des sièges de dénoncer, mais au moins avec une appropriation de cette initiative par le chef de mission et le desk ?
3. Pourquoi un article dans *Libé*, pourquoi pas une campagne plus large si, en effet, il y avait une stratégie concertée ?

Et pour le fonds, je trouve que le message n'est pas très cohérent, car on dit qu'on est manipulé, qu'on le sait (alors qui manipule qui ?), qu'on fait des programmes qu'on ne veut pas vraiment faire, mais qu'on les fait quand même, qu'ils coûtent cher pour nous, mais que nous les faisons quand même, qu'il n'y a pas de famine, mais qu'on ne peut quand même pas démontrer ce qu'on dit...

Bref, je ne suis pas trop fier et j'espère que les équipes sur le terrain ne vont pas en souffrir trop.

Cependant, je trouve dommage qu'une discussion fondamentale sur nos projets en Corée du Nord n'ait pas encore eu lieu après les visites de Philippe [Biberson, MSF France, Président du conseil d'administration], Pierre [Salignon, responsable de programme] et Pim [de Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations], ça me semblait essentiel. Pourtant il paraît qu'une date est maintenant fixée, mais que tout le monde ne peut pas venir ?

Et cette discussion me paraît plus importante qu'un article dans *Libération*. Je me demande quand même si nous devons traiter les gens sur le terrain en permanence comme des « rien-à-dire ». Le message de démotivation est trop fort et nous ne pouvons pas nous le permettre.

Fatigué de tout ça, les amis, fatigué, car c'est du déjà-vu.

Allez, courage.

Mario



« A Marie Rose et à l'équipe », **Courriel** de Pierre Salignon, responsable de programme MSF France à MSF Pyongyang, copie aux responsables de programme et directeurs des opérations de MSF Belgique et MSF Hollande, 2 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

J'espère que vous allez bien.

Après le coup de fil de Marie Rose, hier, j'aimerais d'abord revenir sur l'interview donnée par Philippe à *Libération* et vous donner quelques explications.

Comme je l'ai dit au cours de ma visite, de nombreux journalistes nous ont appelés avant notre départ pour la Corée du Nord, qui souhaitent connaître notre position sur la « prétendue » famine dans ce pays.

En fait, quand Philippe est revenu à Paris, l'un d'entre eux l'a appelé. Romain Franklin (*Libération*) avait en fait déjà prévu d'écrire un article sur la situation en Corée du Nord. Donc Philippe a répondu à certaines de ses questions et *Libération* a décidé de publier une partie de cette interview hier avec d'autres informations et leur propre analyse. Comme vous pouvez le constater, l'interview est posée et principalement concentrée sur « y a-t-il ou pas une famine en Corée du Nord ? ».

J'ai parlé avec Mario ce matin, et il ne voyait pas de problème avec ce qui est écrit.

D'un autre côté, je comprends aussi la réaction de Marie Rose.

Je suis d'accord avec elle sur un point : nous ne vous avons pas informés directement de cette interview. J'en suis désolé. Nous ne savions pas quand *Libération* allait publier cet article. Mais ce n'est pas une raison. La prochaine fois, je vous informerai directement avant, ainsi que William. De toute façon, je pense qu'il nous faut être prudents et ne pas attacher trop d'importance à cet article. Philippe n'a pas donné de conférence de presse et n'en donnera pas. Mais il est pratiquement impossible après une visite en Corée du Nord de ne pas répondre aux questions sur la situation actuelle dans un pays aussi fermé. De plus en plus de gens posent des questions et comme MSF est une des plus grosses ONG présentes dans le pays, il est difficile de dire non : « Non, nous ne voulons pas répondre. »

J'ai parlé avec Samantha hier et elle est d'accord. C'est la raison pour laquelle elle a fait une proposition, il y a quelques jours, dont nous devons discuter avec William et Pim. Vous avez raison de dire que nous devons être prudents. Vous avez déjà commencé à négocier avec les autorités. Mais ce n'est pas pour cela qu'il est impossible de parler publiquement de notre action en Corée du Nord et des problèmes que nous rencontrons. Cela pourrait renforcer notre position.

N'hésitez pas à nous dire ce que vous pensez. Mais s'il vous plaît, ne faites pas de cet article un problème international entre sections. Ce n'est pas le cas.

Pour votre information, nous prévoyons de nous rencontrer à Bruxelles la semaine prochaine (le 9 avril) William, Pim et moi-même. Nous avons beaucoup de points à discuter. Comme je l'ai déjà dit, j'espère vraiment que nous arriverons à adopter une approche commune. La Corée du Nord n'est pas un pays facile à aborder (vous l'avez dit

à plusieurs reprises pendant notre visite), mais MSF est confronté à des questions éthiques et nous devons en discuter. Je suis certain que nous parlerons également de la position de MSF vis-à-vis des médias et du lobbying.



« Re : Corée du Nord », **Courriel** de Pim de Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations, aux directeurs des opérations de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande et au réseau Corée du Nord de MSF Hollande, 2 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Il n'est pas question de dire aux autorités nord-coréennes que nous sommes (ou risquons d'être) manipulés. Elles ne l'accepteront pas. C'est le plus sûr moyen d'être obligés de quitter le pays.

Au mieux, MSF peut leur dire que d'autres pensent que nous sommes manipulés – et ils l'ont lu dans les journaux ! Vous connaissez probablement la susceptibilité des autorités – quand nous avons parlé, la semaine dernière, de notre « manque d'accès », notre interlocuteur du FDRC était extrêmement ennuyé. Nous pouvons utiliser le terme « accès conditionnel » ou quelque chose comme ça, mais pas plus.

Soyez conscient du fait que nous avons déjà annoncé que nous allions diffuser un message publiquement dans lequel nous essayerions d'éviter le terme « pas d'accès libre ». Vous pouvez imaginer que nous n'avons pas dit que nous utiliserions le terme « manipuler ». Peut-être que maintenant, notre interlocuteur se sent manipulé...

Il est extrêmement important d'ajouter au message que, vous voyez, nous ne demandons pas seulement pour nous-mêmes, mais nous sommes aussi pressés par les autres, donc nous avons besoin d'une meilleure information, donc nous demandons de pouvoir faire des évaluations, ENTRE AUTRES.

Le piège serait que nous soyons autorisés à conduire une ou deux vagues petites enquêtes nutritionnelles, et après plus rien. Avec ces gens, il faut se battre pied à pied ! Donc, au cours des discussions avec le FDRC la semaine dernière, nous avons fait passer le message selon lequel nous voulions obtenir une meilleure information, en réalisant des enquêtes nutritionnelles ENTRE AUTRES.

Quand nous aurons trouvé d'autres possibilités d'obtenir des données sur la situation nutritionnelle (par exemple la collecte longitudinale de données) nous devons aussi insister là-dessus. C'est pourquoi nous devons envoyer un nutritionniste très expérimenté dès qu'une petite ouverture se présente – au fait, nous en avons une de disponible [nutritionniste].



Rapport de visite de terrain, Pierre Salignon, responsable de programme adjoint, MSF France, mars 1998 (en anglais).

Extrait :

Remarque : pendant notre visite se déroulaient des manœuvres militaires à l'échelle nationale qui ont commencé le 12 mars. Cela nous a donné une impression forte et étrange de « mobilisation de guerre virtuelle » pendant tout notre séjour dans le pays. Certaines de nos visites de terrain ont été annulées à la dernière minute, et nous avons pu voir des gens en « uniformes militaires » dans les trois provinces que nous avons visitées. [...]

Commentaires :

Tout d'abord, il est clair que MSF a réalisé beaucoup de choses au cours des six derniers mois. Quand MSF a ouvert la mission il y a presque un an, il y avait beaucoup de contraintes pour la mise en place, pas de liberté de mouvement, de longues procédures, pas d'accès direct à nos homologues. Si l'on compare à ce que nous faisons maintenant.

- Parmi toutes les ONG et les agences des Nations unies qui travaillent en RPDC, il semble que MSF soit celle qui a le plus d'accès au terrain. Les équipes peuvent visiter « librement » les dispensaires. Pour les hôpitaux, elles doivent fournir un emploi du temps à l'avance. Certains membres du personnel des hôpitaux rapportent que depuis le début de notre programme, de sérieux progrès ont été réalisés dans plusieurs structures de santé et que les cas sévères de malnutrition ont été traités (le nombre d'hospitalisations est en train de se réduire).

De toute façon, cela serait une erreur de sous-estimer les difficultés rencontrées par les équipes MSF en raison de la taille de notre programme en Corée du Nord.

- Pour la plupart des expatriés MSF en Corée du Nord, les objectifs et la stratégie de la mission restent peu clairs. Ils ne savent pas si ce qu'ils font est durable ou s'ils sont là pour déverser des médicaments sur la Corée du Nord.

- La façon dont nous travaillons pose des problèmes techniques et éthiques majeurs aux équipes MSF. Il est impossible pour les équipes actuelles de gérer un programme de distribution comme celui-ci. Elles partagent leur temps entre la supervision de la distribution de médicaments et de lait et la formation. Vu les longues distances à parcourir, il est difficile de visiter plus d'un comté par jour. Cela signifie qu'il faut 3 à 4 semaines pour terminer chaque session de formation et qu'il reste très peu de temps pour former efficacement le personnel médical sur les questions importantes. En fait, il ne reste pas de temps (ou pas assez) pour le travail clinique. La qualité de notre action n'est pas bonne.

- Aujourd'hui, les équipes admettent aussi que notre programme de nutrition perd de son efficacité et que si les effectifs des centres de nutrition continuent à baisser, cela va devenir difficile de justifier de continuer ainsi. Des étapes doivent être rapidement franchies pour atteindre ces enfants que nous ne voyons pas dans nos centres.

- Un autre problème important réside dans le délai de distribution, en raison de l'arrivée tardive des médicaments d'Europe. IDA⁹ ne s'en sort pas avec les grosses commandes des ONG (MSF, MDM, IFRC) et les transports maritimes vers la Corée du Nord prennent du temps. À cause de cette urgence, la qualité des matériaux fournis n'est pas toujours bonne (les couvertures pour les réfugiés, le matériel chirurgical cassé, tels les ciseaux, la mauvaise qualité de certains outils).

Nous devons reconnaître que MSF crée une dépendance vis-à-vis de la médecine curative dans de larges zones et que nous n'avons pas encore trouvé d'organisation pour prendre le relais à l'avenir. Je ne suis pas certain que nous ayons le choix. Mais je suis convaincu qu'à l'avenir MSF ne doit plus s'impliquer dans ce programme de distribution. Les besoins sont trop importants et exigent un autre type de réponse à long terme qui doit être discutée directement avec les autorités par la communauté internationale. Quant à la disponibilité de la nourriture en général, la disponibilité de médicaments, l'aide internationale bi ou multilatérale devrait y répondre en renforçant la production locale et les capacités de distribution du pays. La fourniture en urgence de produits médicaux n'est pas appropriée pour une solution à long terme. C'est très coûteux, cela crée une dépendance et cela casse les canaux nationaux de distribution. C'est pourquoi, à moyen terme, la communauté internationale a besoin d'apporter des réponses structurelles aux difficultés du système de santé. Ce n'est pas un travail pour MSF, mais plutôt pour

9. IDA Foundation est une fondation à but non lucratif, basée à Amsterdam depuis 1972, qui approvisionne les ONG en médicaments essentiels génériques.

les agences des Nations unies et les gouvernements étrangers à travers l'aide bi et multilatérale (sous certaines conditions).

Conclusion :

Inutile de dire que MSF doit cesser son programme de distribution ou, au moins, réduire de façon drastique le nombre de structures/provinces qu'elle soutient. Stopper/réduire de façon drastique la fourniture de médicaments ne signifie pas que MSF quitterait le pays : toutefois, certaines conditions doivent prévaloir, qui n'existent pas aujourd'hui. MSF ne peut pas continuer à travailler sans être capable d'évaluer les réels besoins et avoir accès à la population. Éthiquement, ce n'est plus acceptable.

C'est pourquoi nous devons renégocier avec les autorités nord-coréennes les modalités de notre intervention dans le pays. Nous sommes en position de le faire et nous devons accepter de prendre des risques. Après les discussions que nous avons eues avec les représentants du FDRC au cours de notre visite, je suis convaincu que nous pouvons travailler en accord avec nos principes :

- besoin d'avoir un accès direct aux populations/villages/habitations/institutions ;
- besoin d'organiser des évaluations nutritionnelles et médicales ;
- nécessité de se concentrer sur les groupes vulnérables (enfants, orphelins ?), les institutions (centres pour enfants, par exemple) ;
- nécessité de développer une approche médicale au plus près des patients. MSF est une organisation médicale et pas une agence d'approvisionnement. Au cas où il n'y aurait pas d'espace pour la négociation, MSF devra prendre des décisions concernant son implication dans ce pays. Nous devons être clairs (toutes les sections MSF – Belgique/France/Hollande – et la coordination en Corée du Nord) sur le fait que notre retrait est une option envisageable. Cela devrait être de nouveau expliqué au FDRC. Les négociations sont désormais ouvertes et une décision définitive doit être prise avant juin 1998 (notre accord de collaboration expire en juillet 1998).

Enfin, il est important d'informer toutes les ONG (en Europe, aux États-Unis et sur le terrain) de notre position et de voir s'il est possible de développer une approche commune en relation avec les autorités nord-coréennes. MSF doit aussi soulever cette question auprès des bailleurs de fonds et des gouvernements étrangers impliqués dans l'actuelle crise nord-coréenne.

À cet effet, il faut que nous discutons de la façon dont fonctionne actuellement la coordination entre les sections.



« Re[3] : Corée du Nord », **Courriel** de MSF Pyongyang à Samantha Bolton, coordinatrice de la communication de MSF International, 4 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Quelques détails pour une meilleure compréhension.

MANIPULATION : « Contrôle de l'influence, intelligemment ou par des moyens déloyaux » (dictionnaire d'Oxford).

Nous n'avons pas l'impression d'être manipulés dans le sens négatif du terme. Bien sûr, il y a des tentatives d'orienter notre action, comme dans n'importe quel endroit du monde. Mais nous ne sommes pas des pantins au bout d'une ficelle.

Pour mieux comprendre, il faut connaître le système en vigueur ici et comprendre que, comme tous les autres, et particulièrement la population locale, vivons et travaillons dans un pays où tout est méticuleusement orchestré et contrôlé. De plus, il est important de comprendre qu'il s'agit d'un pays d'Extrême-Orient, avec une mentalité différente de

celle à laquelle nous sommes habitués, nous, Occidentaux. Montrer le mauvais côté des choses, c'est perdre la face.

Étant là depuis longtemps, MSF a appris comment s'arranger avec cette situation, et lentement mais sûrement, nous arrivons à aller beaucoup plus loin que n'importe quel journaliste ne pourrait le faire (ou nouvelle ONG, ou directeurs en visite strictement orchestrée). Savoir si le rythme d'avancement est suffisant reste un sujet de discussion. En fait, comme beaucoup d'autres, nous ne sommes vraiment tolérés dans ce pays qu'à condition d'y apporter des montants d'argent et de produits considérables et de signer un accord de collaboration avec le régime au pouvoir. D'un autre côté, nous ne sommes pas obligés de corrompre, ou de rendre des services ou de fournir des biens aux responsables comme dans beaucoup d'autres endroits du monde.

Contrairement à la dernière remarque de Pierre dans l'annexe de son rapport, je dirais que la coordination entre les acteurs humanitaires est plutôt bonne. Tous rencontrent les mêmes problèmes pratiques et éthiques, et c'est quelque chose qui est discuté fréquemment et ouvertement.

Le libre accès et le besoin d'avoir des données correctes et indépendantes est en haut de tous les agendas. (Un des noms suggérés pour notre nouveau « club social » est « le club de l'accès à l'aveuglette ».) [...]

Il est très difficile pour les autorités d'accepter une enquête nutritionnelle parce que la nourriture est considérée comme un produit militaire stratégique. La santé ne l'est pas, donc la coordination sera assurée par l'Unicef et on parlera d'évaluation sanitaire.

Pour en revenir à la nourriture : Tous ceux qui fournissent de la nourriture sont pressés d'accélérer les opérations et d'utiliser en un mois les stocks prévus pour six mois, en élargissant le groupe cible. Cela indique qu'ils font face à de graves pénuries.

Tout le monde a également compris qu'ici, superviser la distribution de nourriture est impossible et, en quelque sorte, inutile. Normalement nous avons des populations cibles clairement définies (réfugiés, déplacés, victimes de désastres, etc.). En pratique, la supervision consiste à localiser ces gens et vérifier qu'ils ont reçu la nourriture. Ici, les groupes cibles, comme les moins de cinq ans, etc., sont à l'échelle nationale, ce qui fait plus ou moins de toute la population la population cible. À cause du plan de distribution de nourriture à l'échelle nationale, la quantité de nourriture attribuée à une cible particulière sera déduite de ce qu'elle reçoit normalement. Donc, ce qu'on supervise, c'est le remplacement d'une livraison de nourriture par une autre.



« Communiqué de presse Corée du Nord », **Courriel** de Marie Rose Pecchio, coordinatrice MSF en Corée du Nord au responsable de programme de MSF Belgique, au directeur des opérations de MSF Hollande, au président du conseil d'administration de MSF France, 7 avril 1998 (en français).

Extrait :

Après l'article de presse paru dans *Libé*, il me semble que le terrain, a peut-être, lui aussi quelques remarques à formuler.

1. En partant, Philippe Biberson avait promis de nous avertir en cas de conférence de presse ou autre.

Cela aurait pris entre 5 et 10 minutes pour taper un mail ou passer un coup de fil à Pyongyang.

Pas le temps, trop cher, ou bien « ce n'est que le terrain, quantité négligeable s'il en est ». En un mot comme en cent, on se sent trahi par un non-respect de la parole donnée et ce, de la part d'un des présidents de MSF.

2. Certaines prises de position ne correspondent pas tout à fait avec la suite des discussions entre Pierre S, Pim et les équipes. L'article cite à plusieurs reprises MSF. Pour moi MSF, en Corée, c'est France + Belgique + Hollande, si mes souvenirs sont bons. Cet article reflète la seule position de MSF-France, ou plutôt celle du Grand leader, marxiste, léniniste de la pensée unique MSF. J'aimerais, quand même, que ce soit noté quelque part.

3. Vu le peu de considération que les F[rançais] ont sur la mission Corée, le peu de respect du travail des gens sur le terrain – y compris des expats MSF France –, je me demande pourquoi les Français attendent juillet pour se casser du pays.

4. Je n'ai pas la moindre idée de comment les autorités vont réagir. Pim a lui aussi répondu à des journalistes. J'espère, mais hélas, je doute, que les deux articles vont dans le même sens. Il me paraît un peu difficile de défendre une position MSF unique, avec des avis qui ne concordaient pas.

5. Cet article n'a pas fait beaucoup avancer le schmilblick [l'affaire]. Il repose, à nouveau, le problème de l'international et des sensibilités qui ont du mal à s'accorder.

Je trouve toute cette histoire lamentable. Une fois de plus, le terrain sert d'enjeux à la guéguerre intersection.

J'espère que ce n'est pas comme à la maternelle, « tu l'as fait en décembre, je le fais en avril », parce qu'alors, là, c'est la fin de tout.

Marie Rose



Tout s'est déclenché avec la visite de Philippe Biberson et Pierre Salignon, qui a eu lieu en mars début avril. Ils sont venus dix jours en Corée, on est allés un peu partout avec eux et quand Philippe est rentré, il a fait une conférence de presse qui a fait la première page de Libération. [...] Il a parlé du régime, des conditions de travail de MSF, des conditions de vie de la population. Il a dit qu'on n'avait pas accès aux gens. C'était une attaque en règle contre ce pays totalitaire. Il a dit qu'on n'arrivait pas à évaluer la malnutrition parce qu'on n'avait pas accès aux gens, il a expliqué les conditions des hôpitaux, les conditions des enfants mal nourris. Ils ont fait ça comme ça. Sur le terrain, on n'était absolument pas au courant. On a vécu ça très mal, ça a fait du foin. On n'était pas contents de ne pas avoir été prévenus. Il n'est même pas dit qu'on aurait été d'accord. J'ai vraiment eu l'impression d'un coup de couteau dans le dos, parce qu'en partant Philippe avait dit qu'il ne ferait rien sans nous prévenir. Trois jours après, il y a la première page de Libération ! J'en ai eu un peu gros sur la patate.

On a eu pas mal d'ennuis avec les autorités. Évidemment, quand on leur casse la baraque dans la première page de Libération en racontant des énormités – qui sont vraies, je ne mets pas ça en doute – mais quand on les traite de cannibales et qu'on les accuse de détournement d'aide humanitaire, ça n'aide pas au dialogue !

Ça n'a pas aidé à créer un climat de confiance. Or c'est le genre de pays où, pour y arriver, il faut vraiment être ami avec les gens, il faut qu'un véritable climat de confiance s'établisse.

Marie Rose Pecchio, MSF, coordinatrice en Corée du Nord, novembre 1997-septembre 1998 (en français).



Marie Rose était sur place et moi pas, c'est difficile de dire que ma parole a plus de valeur que la sienne. Je crois que les propos de Philippe dans Libération ont certainement un peu fâché les autorités, rendu le contexte et le quotidien encore plus désagréable pour l'équipe sur place. Marie Rose avait été convoquée par les autorités. Mais le but n'était pas de s'entendre avec les autorités nord-coréennes. C'était éventuellement d'éviter

l'expulsion. Les témoignages à l'étranger pour les autorités de la Corée du Nord, ça leur déplaît, ça les énerve. Mais c'est un pays qui est tellement loin, qui a une image de marque tellement dégradée que je ne suis pas convaincu qu'ils en soient à ce point soucieux. La presse n'entre pas dans le pays, ils ne peuvent pas écouter les radios étrangères, ils s'en moquent.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

« » *Ça donne l'impression que tout le monde peut dire n'importe quoi, même si c'est quelqu'un de haut placé chez MSF. Au moins, Philippe aurait pu avoir une petite discussion avec l'équipe. Je comprends qu'il ne discute pas avec les autres sections, ce n'est pas le style de Paris, mais par respect pour son équipe sur place, il aurait dû l'informer. Ça, il ne l'a pas fait. J'en ai parlé au siège à Bruxelles et j'ai écrit mes frustrations. Après, j'ai laissé tomber, parce que j'avais assez de problèmes pour garder les gens sur le terrain. Je sais qu'Eric en a parlé avec Paris et qu'il était beaucoup plus pour le compromis. Mais moi, pas du tout.*

William Claus, MSF Belgique, responsable de programme (en français).

« » *Et puis il y a eu une déclaration inattendue de Philippe Biberson qui, nous le craignons, allait déclencher un effet rebond de la part des Coréens du Nord. En fait, quelques mois plus tôt, Eric Goemaere de MSF Belgique avait aussi donné une conférence de presse à Hong Kong, et ne disait rien de différent de ce qu'allait dire Philippe Biberson plus tard. Mais Philippe Biberson pointait plus clairement qu'Eric Goemaere la responsabilité des autorités nord-coréennes et leur refus de nous laisser avoir accès et de coopérer avec nous. Il y avait effectivement une différence.*

Dr Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).

« » *Ce qui me paraît inquiétant, c'est qu'il y ait encore des responsables de MSF qui disent que tout ça était surfait, que c'était de la publicité ou que c'était encore une fois une façon de faire typique des Français, de dire une chose et de faire le contraire, une trahison en quelque sorte. Je trouve que ça prouve bien qu'ils n'ont pas encore compris. On n'a pas pris une décision comme ça, froidement, en disant : « On rentre et on rend public. » Mais petit à petit c'est monté en nous comme une évidence : tous les contacts pris avant le départ, cet incroyable privilège que nous avons eu d'observer, de comprendre et de pouvoir faire une synthèse, tout cela nous imposait pratiquement de rendre compte de ce qu'on avait compris, au risque de faire un peu de sensationnel. Il y avait effectivement un peu de sensationnalisme dans ces articles. Mais c'était plutôt le fait de Romain Franklin, le journaliste, que dépendant de notre volonté. Néanmoins, petit à petit, on faisait avancer la question. On considérait qu'on ne pouvait pas être des témoins muets, qu'il fallait revenir en disant : « On a la quasi-certitude que le pays va très, très mal, qu'il y a une très grande pénurie. » Je crois que c'est exactement ce qu'on a dit : « Il y a une très grande pénurie qui touche tous les niveaux de la société. » Je suis rentré pour une réunion du conseil d'administration. Et puis ensuite j'ai parlé avec Bruxelles au téléphone et on a assez vite convenu qu'il fallait rendre clairement publique la question qu'on avait posée aux autorités coréennes : « Est-ce que, oui ou non, on a le droit de sauver des gens en Corée, ou est-ce que l'aide participe à tout autre chose ? » Bruxelles était*

d'accord là-dessus. À l'époque, Eric avait déjà un peu reconnu que son message à la conférence de presse de Hong Kong était à côté de la plaque.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).

Le 8 avril 1998, de retour de son voyage à la frontière entre la Chine et la Corée du Nord, V12 l'équipe MSF France de Pékin transmet les récits qu'elle a collectés aux membres du responsable de programme de la section française. Ceux-ci les transmettent à leurs homologues de MSF Belgique et MSF Hollande. Le sujet est mis à l'ordre du jour de la réunion de responsables de programme du lendemain. Au cours de cette réunion, les responsables de programme décident que MSF doit mettre fin à son programme de distribution en Corée du Nord et renégocier ses modes d'intervention avec les autorités. MSF continuera à expliquer sa position sur la Corée du Nord et les récits recueillis par l'équipe de MSF France en Chine ne seront plus transmis aux journalistes. Mais entre-temps ces récits ont déjà été remis à cinq correspondants de presse à Pékin. L'équipe a également donné quelques interviews et plusieurs journaux ont déjà publié des articles, dont plusieurs mettent en avant les histoires de cannibalisme rapportées par certains réfugiés.

L'équipe de MSF en Corée du Nord, ainsi que les responsables de programme et les responsables exécutifs de MSF Belgique et MSF Hollande, déjà contrariés par les citations du président du conseil d'administration de MSF France dans *Libération*, sont fâchés de ne pas avoir été informés de la transmission des récits à la presse. Ils expriment leur désaccord avec les déclarations du coordinateur de MSF France en Chine. Plusieurs responsables du mouvement MSF réagissent vigoureusement à ce qu'ils perçoivent comme un manque de professionnalisme.

Le directeur général de MSF Belgique envoie un courrier au directeur général du FDRC, déclarant que ce rapport ne représente pas la position officielle de MSF.

Entre-temps, le responsable du Programme alimentaire mondial menace de réduire les livraisons d'aide alimentaire à la Corée du Nord, si aucune amélioration ne se fait sentir dans la supervision de la destination finale de cette aide.



Message de Pierre Salignon, responsable de programme MSF France à Marcel Roux et Marine Buissonnière, MSF France en Chine, 7 avril 1998 (en français).

Extrait :

Salut Marcel et Marine,

Merci beaucoup pour votre rapport de visite. C'est très intéressant... ou plutôt effrayant.

Plusieurs remarques :

1/ Après cette lecture, je retiens plusieurs éléments :

- Les témoignages recueillis recouvrent principalement la période 1997 (avril/août/décembre) et la fin de l'année dernière (à l'exception du témoignage du pasteur chinois dont la dernière visite remonte au mois de janvier 1998).

Donc peu d'infos sur la période récente même si certains témoignages disent que rien ne s'est arrangé, au contraire (réception de lettres par exemple). Ce qui semble logique.

Pour info : le programme MSF a débuté en septembre 1997 dans les trois provinces du Sud. L'équipe MSF Belgique n'est arrivée dans la province du Nord-Est que début février 1998 et commence tout juste à travailler. Donc jusque-là il n'y avait aucune présence expatriée sur la zone et aucun soutien en médoc (c'est différent pour la nourriture).

- Vos témoignages confirment des informations déjà rendues publiques par d'autres sources (ONG ou journalistes comme Jasper Becker, dont vous m'avez parlé, et qui vient pour votre info de publier un livre en français *Famine en Corée du Nord, 1998 : un peuple meurt*, éd. *L'Esprit frappeur*), avec les mêmes informations sur les manques de nourriture, l'éclatement des familles, les morts, la violence qui se développe, le marché noir, les inégalités dans la population face à la tragédie, la « folie » du système, les privilégiés du système.

- Dans votre rapport, je distingue d'une part des témoignages directs de « réfugiés » et de Chinois/membres de la communauté coréenne en Chine pouvant se déplacer en Corée du Nord, ainsi que des témoignages « indirects » d'autres personnes impliquées dans l'accueil de ceux qui ont décidé de fuir.

- La description des conditions de vie de la population est terrible et complète les mêmes questions/interrogations que certaines de nos observations faites pendant notre séjour en Corée du Nord.

En bref ce qui m'a frappé :

- Une situation de disette/famine (sans que l'on puisse extrapoler sur le nombre de morts malgré les chiffres avancés par certains témoins).
- L'arrêt des distributions de céréales par les autorités de Corée du Nord à la population il y a un an dans le meilleur des cas et plusieurs années dans d'autres endroits (ça semble très différent suivant les témoins. Mais c'est une des infos importantes).
- De fortes présomptions sur le détournement de l'aide internationale/absence de distribution (la nourriture en particulier) qui n'arrive pas ou peu aux populations concernées;
- L'absence de structures de santé fonctionnelles et le détournement vers le marché noir des quelques médicaments encore disponibles (cf. visite de Eric Goemaere en décembre 1997 qui confirme les témoignages de votre rapport sur les hôpitaux vides).
- L'activité économique/industrielle réduite à zéro.
- La recherche continuelle de nourriture par la population et les mouvements de population malgré les restrictions administratives.
- Des échanges cependant avec la Chine sans que l'on sache s'ils permettent d'améliorer le quotidien de la population.
- La politique des autorités chinoises (en collusion avec les autorités de Corée du Nord) pour limiter le flux des « réfugiés » / de ceux qui passent la frontière (difficile d'avancer un chiffre malgré quelques témoignages faisant état de 50 000 à 70 000 personnes depuis 1996 ou de plusieurs dizaines de passages - 30 à 90 - (définitifs ?) par mois. Mais dans tous les cas, il ne faut pas attendre de ce type de témoignages des chiffres précis. Ce n'est pas le plus important).

- La zone dont parlent les témoins est relativement large et touche à la fois des villes frontalières avec la Chine mais aussi certaines plus éloignées.

- Concernant les témoins qui ont vu des cadavres dans la rue, sur le bas-côté des routes, ou sur la rive chinoise du fleuve qui sépare les deux pays, là aussi les témoignages correspondent à l'année 1997 (août à décembre 1997 + janvier 1998).

Ce qui n'enlève rien à la gravité de ce qui est décrit.

Voilà, en bref, les éléments principaux que je retiens de votre rapport de visite (sans oublier toutes les autres infos riches dont je ne parle pas).

Merci de me dire si j'ai bien compris et n'ai rien oublié.

2/ La lecture du rapport soulève plusieurs questions auxquelles vous pourrez peut-être répondre :

- On souhaiterait en savoir plus sur les personnes rencontrées (je n'ai pas besoin de noms) qui ont témoigné. Notamment celles qui ont encore la possibilité d'entrer et de sortir, de circuler. Dans un pays aussi fermé que la Corée du Nord, ça peut paraître étonnant. Ça pose la question de leur statut vis-à-vis du régime en place en Corée du Nord.

- Un membre du « réseau » fait état de la prise en charge médicale « des cas les plus graves ». Avez-vous plus de détails sur l'état de santé de nouveaux arrivants ? Les témoins font état d'escarres, plaies dues au froid, dermatose. Qu'en est-il de leur état nutritionnel ? Avez-vous pu recueillir quelques données ?

- On voudrait savoir aussi pourquoi dans les témoins il n'y a pas de personnes arrivées depuis le début de l'année 1998. À moins que vous ne nous ayez pas t[ou]t envoyé par faute de temps.

- Savez-vous si le HCR à Pékin s'intéresse à cette question de réfugiés ?

Merci d'avance.

3/ Concernant l'utilisation des témoignages, le discours à tenir par MSF et le futur de MSF en Corée du Nord, je vous propose la chose suivante (j'espère que vous avez reçu mon rapport de visite, cela vous donnera déjà notre point de vue à Philippe et à moi sur les opérations dans ce pays et le positionnement MSF).

- Une réunion des desks est prévue jeudi 9 à Bx [Bruxelles]. Je t'envoie l'agenda, et il sera discuté la stratégie opérationnelle MSF et la communication notamment + lobbying vers les donateurs/les ONG.

- Vendredi toujours à Bx [Bruxelles], on remet ça avec les directeurs des opérations des sections (Belgique/France/Hollande) avec un compte rendu sur la réunion des desks. Ceci permettra de réellement caler tout le monde ou de faire le constat de nos désaccords.

- Conclusion : mardi, on fait le compte rendu des discussions et des décisions prises tant au niveau opérationnel qu'au niveau communication.

- Je souhaite aussi diffuser demain (mercredi) votre rapport à MSF Belgique (William) et MSF Hollande (Pim de Graaf), afin qu'ils puissent le lire avant la réunion de jeudi. C'est important pour avoir tous les éléments en main avant de discuter stratégie d'information et prise de position MSF.



« Réunion RPDC demain ou vendredi !? », **Courriel** de Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme à William Claus, MSF Belgique, responsable de programme Pim de Graaf, MSF Hollande, responsable de programmes ; copie à Mario Goethals, MSF Belgique, directeur des opérations et Brigitte Vasset, MSF France (en anglais).

Extrait :

J'espère que vous allez bien et que nous organiserons une réunion sur la Corée du Nord cette semaine. Nous avons besoin de temps pour discuter. C'est pour cela qu'on doit se rencontrer rapidement. Comme Pim ne vient pas demain, je voudrais savoir ce que vous comptez faire maintenant.

William, merci de me tenir informé.

D'un autre côté, je vous envoie par fax à tous les deux le rapport – reçu ce matin – de la visite de notre équipe (en Chine) dans les provinces de Liaoning et de Jilin à la frontière de la Corée du Nord. Cette visite avait été décidée lors de mon passage en Chine, en route pour Pyongyang.

L'équipe a passé dix jours dans la région, à rencontrer différentes organisations locales, des « réfugiés » arrivés de Corée du Nord ou des Chinois qui font des allers et retours en Corée du Nord. Désolé, le rapport est en français. Mais je sais que vous pouvez le lire. Vous verrez que les informations qu'il contient sont intéressantes et confirment les observations des autres organisations et journalistes. Les gens interviewés donnent essentiellement des informations sur la période d'avril à décembre 1997 (une seule personne est allée en Corée du Nord en janvier 1998).

Je joins également à ce message une copie du courriel envoyé par Marcel et Marine avec quelques commentaires sur leur rapport. J'attends vos réactions.

Je pense qu'il serait important de parler de ce rapport au cours de notre réunion

Si vous avez des commentaires, merci de m'envoyer un message. Je le ferai suivre à Pékin.

William, peux-tu envoyer ce message à Pyongyang ?

J'aimerais aussi avoir leurs commentaires.

C'est tout pour moi. Bien amicalement, on se parle bientôt.

Pierre



Lettre du docteur Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique à M. Lee, directeur général du FDRC, 9 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Cher M. Lee,

Vous avez certainement entendu ces dernières semaines des informations transmises par la presse internationale, selon lesquelles MSF a fait des déclarations au sujet d'une situation alimentaire alarmante et d'une mauvaise utilisation de l'aide. Nous aimerions souligner que ces informations n'ont pas été diffusées officiellement par un communiqué de presse de MSF, mais ont été extraites d'interviews de réfugiés coréens réalisées par les équipes de MSF en Chine, dans le cadre de leur travail quotidien auprès de toutes les personnes réfugiées dans le pays.

Ces interviews ne sont pas nouvelles et ont les mêmes sources que celles recueillies auparavant par d'autres ONG.

Nous voudrions insister sur le fait que la diffusion de ces informations relève d'une initiative totalement personnelle, qui n'est pas soutenue par les sièges, ni à Bruxelles ni à Paris.

Son contenu représente le point de vue des réfugiés, mais n'est en aucun cas confirmé par les équipes MSF présentes sur le terrain ni par notre visite en décembre dans le Nord Hamgyong. Nous avons transmis ce message à tous les journalistes qui nous ont contactés, ici en Europe.

Nous vous demandons de bien vouloir considérer ce qui s'est dit au cours des réunions avec le docteur P. Biberson, président de MSF France et avec moi-même en décembre comme le point de vue officiel de MSF sur ce sujet. Nous saisissons cette opportunité pour réaffirmer l'importance pour notre équipe d'avoir un accès libre à la population, en particulier au niveau des villages, afin d'avoir une vision plus claire en tant qu'observateurs indépendants de la situation alimentaire et d'être en mesure de mettre fin définitivement à toutes les sortes de rumeurs.

Bien à vous.



Compte-rendu de la réunion sur la Corée du Nord, MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, 9 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Présents : William Claus et Pierre Salignon + Pim de Graaf.

Un débriefing avec les directeurs des opérations a eu lieu vendredi matin.

OPÉRATIONS

MSF doit cesser son programme de distribution ou, au moins, réduire de façon drastique le nombre de structures/provinces soutenues. Il n'est plus possible de continuer ainsi (voir le rapport de visite de terrain et les contraintes que subissent les équipes de terrain).

Stopper/réduire de façon drastique la fourniture de médicaments, ne signifie pas que MSF quitterait le pays : toutefois, certaines conditions doivent prévaloir, qui n'existent pas aujourd'hui. MSF ne peut pas continuer à travailler sans être capable d'évaluer les réels besoins et avoir accès à la population. Éthiquement, ce n'est plus acceptable, et pratiquement, le programme de distribution est trop important (nombre de structures, etc.).

- C'est pourquoi notre priorité est d'évaluer le plus tôt possible la situation nutritionnelle en Corée du Nord.

- Dans ce but, il a été décidé que William retournerait en Corée du Nord fin avril pour négocier de nouveau avec les autorités nord-coréennes les modalités de notre intervention dans le pays. [...]

- Au cas où il n'y aurait pas d'espace pour la négociation, MSF devra prendre des décisions concernant son implication dans le pays.

Il est clair à Bruxelles, Paris et Amsterdam que notre retrait est une option à envisager. Il faut l'expliquer au FDRC.

- Les négociations sont maintenant entamées et une décision définitive sera prise en juin 1998 (notre accord de collaboration expire en juillet 1998 pour les trois provinces du Sud et en septembre pour la province du Nord dans laquelle MSF a commencé à travailler en février 1998). Nous déciderons alors quoi faire, comment continuer, si nous continuons à travailler dans le pays, jusqu'à quand et à quelles conditions.

Sans doute les dernières déclarations de MSF Pékin pourraient provoquer des réactions de la part des autorités nord-coréennes. Nous verrons dans les jours qui viennent. Mais nous devons rester fermes sur nos principes et sur la façon dont nous souhaitons travailler en Corée du Nord et être clairs avec les autorités sur les problèmes que rencontre MSF dans le pays et les conséquences en matière de qualité et de travail. Nous devons expliquer aussi pourquoi nous nous exprimons dans les médias (attention à ne pas s'en excuser). [...]

- Il est clair pour nous tous qu'il est important d'informer de notre position (en Europe, aux États-Unis ou sur le terrain) toutes les ONG qui travaillent en Corée du Nord et de voir s'il est possible de développer une approche commune vis-à-vis des autorités nord-coréennes. MSF doit aussi soulever cette question auprès des bailleurs de fonds et des gouvernements étrangers impliqués dans l'actuelle crise nord-coréenne.

- Il a été décidé d'organiser plusieurs réunions avec les acteurs humanitaires qui travaillent en Corée du Nord dans les semaines à venir.



Dépêche Reuters, Pékin, 11 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Selon un rapport de Médecins Sans Frontières (MSF) que nous avons vu à Pékin samedi, des Nord-Coréens affamés ont recours à la violence et au cannibalisme pour survivre, tandis que les responsables de l'armée et du gouvernement détournent les livraisons de secours d'urgence.

Selon l'organisation, un strict minimum de nourriture et de produits médicaux envoyés par les agences d'aide internationale à cette nation dévastée par la famine a atteint les malades et les mourants. Les réfugiés et les voyageurs chinois interviewés par MSF du côté chinois de la frontière avec la Corée du Nord décrivent des cadavres dans les rues, une violence largement disséminée et des maladies, et même quelques cas de cannibalisme.

La plupart des livraisons ont été consommées ou revendues par l'armée malgré les efforts des organisations d'aide pour superviser la distribution, ont-ils déclaré. Des étrangers sont venus vérifier que les céréales avaient bien été distribuées à la population raconte un professeur dans la ville frontalière chinoise de Tumen. « Après leur départ, le gouvernement a confisqué les sacs et on n'a plus jamais entendu parler de l'aide. »

« La majorité de l'aide va à l'armée et aux cadres du gouvernement, mais n'atteint jamais le peuple », affirme un ancien ouvrier d'une entreprise d'État nord-coréenne, âgé de 34 ans.

Des histoires horribles comme celle de cette femme qui a mangé son enfant de deux ans pour ne pas mourir de faim sont courantes, racontent les personnes interviewées. « Notre voisin a tué, salé et mangé un orphelin dont personne ne se souciait », raconte dans le rapport un orphelin de 18 ans.

La plupart des personnes interviewées déclarent que l'État a cessé de distribuer des rations de céréales il y a au moins trois ans. « Le gouvernement n'a pas distribué de céréales depuis 1994 et je n'ai jamais rien entendu au sujet d'une quelconque aide internationale », affirme un chauffeur chinois qui traverse régulièrement la frontière pour livrer de la nourriture.

Des témoins affirment que la tuberculose, la typhoïde et le choléra sont répandus. Et que l'approvisionnement en produits médicaux est rare. Selon un homme de 34 ans, « les médicaments des hôpitaux ont été vendus sur les marchés et leurs stocks sont vides ».

D'autres décrivent d'importants mouvements de population à travers la Corée du Nord. Beaucoup de gens sont morts dans les gares où ils cherchaient un moyen de fuir pour ne pas mourir de faim.

Un membre d'une organisation de soutien aux réfugiés nord-coréens réfugiés en Chine estime que depuis 1996, entre 50 000 et 70 000 personnes ont fui en traversant la frontière.



« L'aide alimentaire au secours des enfants de Corée du Nord. Un responsable de l'ONU signale des ratés dans la distribution », Elisabeth Rosenthal, **The International Herald Tribune/The New York Times** (USA), Pékin, 11 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Les jeunes enfants de Corée du Nord semblent bien mieux nourris qu'il y a un an, sans doute grâce à l'aide alimentaire internationale, a déclaré la directrice générale du

Programme alimentaire des Nations unies après un voyage de quatre jours dans ce pays ravagé par la faim.

Mais la directrice, Catherine Bertini, a critiqué les responsables nord-coréens pour leur manque de coopération avec son agence, qui récupère et distribue la plus grande part de l'aide attribuée à cette nation de 23 millions d'habitants. Dans ses commentaires, dimanche, elle a déclaré que les dons de nourriture à la Corée du Nord seraient diminués si cette dernière n'autorisait pas un contrôle à plus grande échelle de la manière dont l'aide alimentaire était utilisée.

Plusieurs rapports, dont l'un publié samedi par l'organisation Médecins Sans Frontières, suggèrent que l'aide alimentaire destinée à la population est consommée ou entreposée par les responsables et l'armée. [...] Bien que Mme Bertini ait constaté que de sérieuses pénuries de nourritures continueraient à se produire en Corée du Nord, elle a souligné que les enfants qu'elle a vus dans les écoles et dans les centres d'accueil de jour étaient en général moins maigres et émaciés que ceux qu'elle avait vus lors de sa dernière visite, un an auparavant. Elle en attribue le crédit au quasi million de tonnes d'aide alimentaire qui a été déversé sur le pays, dont la plupart était réservée aux enfants de moins de six ans, mais elle a averti qu'il y avait encore de nombreux cas de malnutrition chez les enfants.

Elle a reconnu que les problèmes de nutrition restaient sérieux pour le reste de la population – qui doit se débrouiller toute seule pour combler les lacunes des distributions alimentaires du gouvernement. [...]

La sobriété de sa déclaration, faisant allusion à des progrès, contrastait avec le rapport beaucoup plus désespéré produit samedi par Médecins Sans Frontières, qui est fondé sur des interviews avec des réfugiés nord-coréens ayant traversé la frontière avec la Chine. Le rapport des médecins contient des descriptions effroyables de cadavres alignés le long des routes, de parents affamés et désespérés, réduits à manger leurs enfants.

En vingt-quatre heures, ces récits disparates ont ajouté de la confusion au débat sur la gravité de la situation alimentaire en Corée du Nord, sans doute l'un des États les plus secrets au monde.

Alors qu'il n'y a aucun doute sur le fait que la faim et la malnutrition règnent dans le pays, la question perdure de savoir si les gens y meurent de faim en masse.

Mme Bertini affirme que les déclarations des réfugiés, qui ont fait la une de journaux asiatiques, sont une source d'inquiétude pour son agence. Mais elle prétend que les observateurs de l'agence « n'ont rien vu de tout ce que nous avons lu dans les journaux. » Quelques experts de l'aide alimentaire croient que les réfugiés exagèrent les problèmes ou rapportent des rumeurs au lieu de choses qu'ils ont personnellement vécues ou auxquelles ils ont assisté.

« Certains disent qu'il y a 3 millions de morts, d'autres qu'il s'agit juste d'une situation de mauvaise nutrition », constate un expert de l'aide qui a travaillé dans la région. « Mais nous ne savons pas vraiment, nous devons être prudents. »



« L'aide alimentaire est détournée par l'armée », Jasper Becker, *The South China Morning Post* (Hong Kong), 11 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Selon des témoins, les agences d'aide internationales qui envoient de la nourriture aux affamés de Corée du Nord sont grugées, car la majeure partie de l'aide va aux responsables et à l'armée, affirment des témoins.

Un rapport de Médecins Sans Frontières fondé sur des interviews de personnes du côté chinois de la frontière affirme que presque rien n'atteint ceux qui meurent de maladie et de faim.

[...] La plupart des Nord-Coréens interviewés affirment que l'État a cessé de distribuer des rations en 1995. Et depuis cinq ans, pour certains endroits.

Un homme de Hyesan, dont le fils de cinq ans est mort de faim, raconte que sa famille a reçu un kilo de riz en juin dernier.

« J'ai demandé d'où cela venait », dit-il « Ils m'ont répondu prends et ne pose pas de questions. Je pense que c'était de l'aide internationale. C'est la seule fois que cela est arrivé. La majeure partie de l'aide va à l'armée et aux cadres du gouvernement, mais jamais au peuple. » Un Sud-Coréen qui a essayé d'installer un cabinet de dentiste en Corée du Nord raconte avoir vu de la malnutrition chronique et des tombes fraîches. Les gens se déplaçaient en grand nombre à travers le pays, et certains étaient détenus dans des camps pour vagabonds. De nombreux Coréens du Nord parlent d'actes de cannibalisme.



« Infos », **Courriel** de Pierre-Pascal Vandini, responsable de programme MSF France, à Marcel Roux, coordinateur MSF France à Pékin, copie aux responsables de programme, directeurs des opérations et directeurs généraux de MSF France et MSF Belgique, et au président du conseil d'administration de MSF France, 11 avril 1998 (en français).

Extrait :

Salut Marcel,

J'écris ce message pour déjà faire avancer la discussion.

Nos deux problèmes sont :

- le risque d'expulsion de MSF de DPRK.
- la perte de crédibilité auprès de journalistes au moment où nous voulions parler de la situation en Corée du Nord.

Nous te devons cette situation et je m'explique.

Les infos que tu as communiquées à la presse sont bien sûr connues de MSF c'est-à-dire en particulier de l'équipe de DPRK, Pierre [Salignon] et moi, Philippe [Biberson], Brigitte [Vasset, directrice des opérations], Karim [Laouabdia, directeur médical], le CA [conseil d'administration], les desks de Bruxelles et de Amsterdam... Donc largement diffusées dans MSF.

Personne ne remet en cause les témoignages que tu as recueillis. La seule question est comment les utiliser. Tous ensemble et c'est suffisamment rare pour qu'on le signale, tous ensemble donc en international nous avons décidé au cours des réunions jeudi et vendredi de la stratégie = négocier fermement avec le gouvernement coréen pour enfin avoir un accès direct à la population. C'est uniquement comme cela que nous pourrions répondre à leurs besoins (évaluation du statut nutritionnel dans les villages, recherche active d'enfants dénutris, prise en charge correcte) et éventuellement dénoncer une manipulation de l'aide (documenter, diffuser).

Je pense que tu es d'accord avec ces objectifs : aider et dénoncer.

Malheureusement, tu viens nous couper l'herbe sous le pied et il semble probable que nous n'aboutirons à rien sauf à notre départ de Corée. En effet, ta démarche affaiblit MSF dans la négociation et tu nous aliènes les Coréens.

Cela affaiblit MSF : fort de tes déclarations dramatiques, les Coréens auront beau jeu de nous mettre en avant l'aspect quantitatif (toujours plus de nourriture, de semences) alors que nous insistons sur la remise aux bénéficiaires, c'est-à-dire sur l'aspect qualitatif.

Je ne sais pas si tu as conscience de la difficulté à négocier habituellement avec eux. Tu nous aliènes les Coréens : plus même car autorités et populations. Tes déclarations sur le cannibalisme insultent gravement la population. Il s'agit d'actes inhumains et tu accuses les Coréens de les commettre. Toujours dans tes déclarations, tu précises que l'aide est en partie détournée par l'armée. La grande paranoïa de nos interlocuteurs coréens va se nourrir avec avidité de ce genre de phrases.

Nous essayons de rattraper les dégâts en Europe en diffusant le discours légitime de MSF, c'est à dire : de nombreux témoignages récoltés depuis des années font craindre de graves problèmes alimentaires.

MSF qui travaille en Corée n'a pu jusqu'ici confirmer l'ampleur de la catastrophe. Aucun de ces témoignages n'a jamais été confirmé par les équipes MSF présentes en Corée. Nous souhaitons donc réaliser une enquête nutritionnelle et être proches des Coréens les plus affectés pour être certains que l'aide leur bénéficie.

Bien entendu, nous pouvons dire cela aux journalistes occidentaux, maintenant pour la catastrophe locale (le jour où une délégation nord-coréenne arrive à Pékin), je ne sais pas trop que faire...



« Selon des témoignages recueillis par MSF - Corée du Nord : les nouveaux damnés de l'Asie », Jean Leclerc du Sablon, Pékin, **Le Figaro** (France), 11-12 avril 1998 (en français).

Extrait :

Un peuple entier, celui de la Corée du Nord, est en train d'agoniser de faim, de froid, d'épuisement et de violence. « La vie est trop dure, nous mangions des herbes et des racines pour survivre, les enfants abandonnés par leurs parents, ou orphelins, affrontent tous les dangers. La pitié n'existe plus. Notre voisin a tué, salé et mangé un orphelin dont personne ne s'occupait... »

C'est le témoignage de deux rescapés de la tragédie des nouveaux damnés de l'Asie, une jeune fille de 18 ans et son frère de 8 ans, originaires de Hamhung, sur le littoral sud-est, recueillis dans un orphelinat de Yanji, ville du nord-est de la Chine, aux confins de la Corée du Nord et de la Sibérie.

« On peut estimer aujourd'hui que 15 à 20 % de la population meurent de faim, et que 5 % vivent bien, les autres tentent de survivre, mais ils sont épuisés, en janvier, j'ai vu sept corps d'enfants à moitié nus, recroquevillés les uns contre les autres, personne n'avait voulu leur donner refuge, ils s'étaient abrités dans une porcherie où ils ont succombé au froid », raconte un pasteur chinois d'ethnie coréenne, qui a de la famille de l'autre côté de la frontière.

L'ONU relativise

Deux récits parmi les dizaines d'odyssées de l'horreur entendues et soigneusement consignées par une équipe de Médecins Sans Frontières (MSF) qui vient de sillonner les abords de la frontière sino-nord-coréenne pendant douze jours. Ils ont écouté une trentaine de réfugiés nord-coréens, de passeurs et de volontaires, sino-coréens, sud-coréens ou chinois.

Ces histoires, parvenues de douze villes ou provinces différentes du Nord de la péninsule, peuplée (en 1994) de 22 millions d'habitants, convergent et se recoupent sur des « détails » suggérant qu'une des plus grandes tragédies du siècle se déroule dans le « paradis terrestre » créé par le régime stalinien du dictateur Kim Il-Sung et de son fils et successeur Kim Jong-Il.

« Désinformation ! Tout cela est manipulé par les services américains », s'écrient des diplomates de l'Union européenne, qui assurent avoir dépêché sur le terrain une douzaine de spécialistes qui n'ont rien vu de tragique. L'ONU et de nombreuses organisations humanitaires entretiennent à Pyongyang, la capitale, une centaine de représentants qui, interrogés à leur retour à Pékin, prétendent eux aussi qu'« il ne faut pas dramatiser. » « La situation alimentaire n'a pas atteint le niveau du désespoir », avançait récemment un responsable du Programme alimentaire mondial.

Le problème, c'est que la plupart de ces « fonctionnaires de l'humanitaire » ne peuvent voyager en province, que sous étroite surveillance, par des itinéraires imposés officiellement.

Lorsqu'au début des années 60, une famine résultant des mensonges et trucages des cadres du parti communiste de Mao Zedong fit une trentaine de millions de morts en Chine, des Occidentaux invités par Pékin en revinrent avec des « informations » rassurantes : « Des difficultés, certes, des calamités naturelles, mais pas de vraie famine ! »

Va-t-on, une fois de plus et lorsqu'il sera trop tard, entendre : « Nous ne savions pas » ? [...]

Les interlocuteurs de MSF racontent un exode de pauvres hères à peine vêtus ou chaussés, d'enfants au ventre gonflé, au visage noirci par le froid, à la peau craquelée. [...]

Gares fermées parce que les vieillards et les enfants venaient y chercher un refuge pour leur dernier soupir ou pour un ultime espoir, cadavres ramassés le soir par des camions benches de l'armée, femmes vendues pour 5 000 yuans (3 500 francs) à des paysans chinois, cannibalisme : le tableau retransmis par les « french doctors » est celui du malheur dans tous ses extrêmes.

« Ma grand-tante, âgée de 72 ans, éduquée en Russie, s'est laissée mourir, elle disait qu'elle avait vécu et qu'elle préférait laisser aux jeunes leur part de vie », a expliqué une commerçante de Tumen. [...]

« On tue pour manger, on vole tout ce qui vous tombe sous la main, le seul moyen de protéger son bien, c'est de dormir dessus, j'ai vu des enfants se faire voler le pain de la bouche par des adultes », confie un autre témoin à MSF.



« Rumeurs de cannibalisme en Corée du Nord », **Courriel** de Janne Gustafsson, chargé de communication MSF Suède au réseau MSF Corée du Nord, 12 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Hello,

Je voulais juste vous demander si vous savez quelque chose au sujet de ces rumeurs de cannibalisme en Corée du Nord, apparemment vaguement attribuées à Marcel Roux, le chef de mission de MSF France. Je pense que c'est sorti *via* l'AFP, il y a quelques jours et cela semble assez incroyable que Roux ait fait de pareilles déclarations. Je suppose qu'il a été mal cité. J'ai la chance d'avoir ici un médecin (Rickard Ljung) qui revient juste de Corée du Nord et peut rectifier les faits pour les journalistes qui appellent, mais ce serait bien de SAVOIR ce que Roux a vraiment dit.



« Déclaration de MSF sur la Corée du Nord », **Courriel** de Catherine Harper, chargée des relations de MSF avec l'ONU, New York au réseau MSF Corée du Nord, 13 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Bonjour tout le monde !

J'ai été plutôt surprise d'entendre parler vendredi soir sur CNN d'un rapport de MSF sur la situation en RPDC mentionnant des actes de cannibalisme.

Ce que j'avais compris (cela remonte à jeudi soir) c'est qu'il y avait une réunion à Bruxelles ce même jour pour définir la position de MSF vis-à-vis de la RPDC et par conséquent, on s'attendait à recevoir des informations dans la foulée (cette semaine ?).

Aujourd'hui les citations de MSF dans divers journaux dont le *New York Times* aujourd'hui, sont plutôt contradictoires avec les précédentes déclarations de MSF et nous prennent par surprise. En fait, dans différentes réunions ici aux Nations unies, MSF répétait régulièrement que nous ne pouvions pas confirmer les chiffres dramatiques avancés par certains de nos collègues (dont ceux de World Vision).

Nous faisons face à de nombreuses questions/enquêtes de la part de journalistes et de collègues, auxquels nous sommes dans l'incapacité de répondre correctement faute d'informations.

Je pensais que dans des circonstances précédentes, nous nous étions mis d'accord sur le fait que nous ne pouvions pas nous reposer sur – et par conséquent publier – des récits/interviews de réfugiés sans vérifier leurs histoires, ou au moins obtenir quelques preuves (dont nous savons que c'est impossible puisque nous n'y avons pas accès).

Je suis désolée de le dire, mais je pense que la façon dont ces informations ont été publiées n'est pas le reflet réel de ce qu'est MSF, et qu'ici nous sommes en train de perdre notre crédibilité.

Comme l'article du *New York Times* le mentionne aujourd'hui, ces récits disparates (après la déclaration sobre de Bertini faisant allusion à une certaine amélioration et le rapport MSF) rendent encore plus confus le débat sur la gravité de la situation alimentaire en Corée du Nord ; nous reconnaissons nous-mêmes que la situation est extrêmement difficile à évaluer et que nous devons donc nous montrer très prudents. Alors, pourquoi soudainement distribuer cette information – que nous ne pouvons pas vérifier – alors que nous ne sommes pas nous-mêmes vraiment informés ??



« L'ombre de la crise alimentaire obscurcit les pourparlers sur la Corée » Philippe Pons, Tokyo, **The Guardian Weekly** (Royaume-Uni), 14 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Le 11 avril, juste après qu'une équipe de Médecins Sans Frontières (MSF) a apporté des preuves de l'existence de pénuries alimentaires alarmantes en Corée du Nord, près de la frontière avec la Chine, les pourparlers entre la Corée du Nord et la Corée du Sud ont repris à Pékin. [...]

Selon le rapport de MSF, publié à Pékin le 11 avril, des civils affamés sont aussi impliqués dans des actes de violence et de pillage. On rapporte que des cadavres sont abandonnés sur le bord des routes et que des maladies déciment une population fragilisée.

Les autorités nord-coréennes ont admis que la situation se détériorait. La semaine dernière, la radio de Pyongyang a fait part des « graves inquiétudes au sujet de la façon dont les réserves de nourriture se réduisent », exprimées par le chef du programme des Nations unies pour l'alimentation, Catherine Bertini, qui rentre d'une visite en Corée du Nord. [...]

En janvier, le PAM a lancé sa plus grande opération d'aide d'urgence et a lancé un appel à contribution pour l'année 1998 de 650 000 tonnes de produits alimentaires. Les États-Unis ont répondu à l'appel en promettant 200 000 tonnes. Fin mars, dans le cadre de discussions entre l'organisation des sociétés de la Croix-Rouge des deux Corées, la Corée du Sud a promis de fournir 50 000 tonnes. Les premières livraisons devraient s'effectuer cette semaine.

Mais le facteur inconnu, qui pourrait rebuter les bailleurs et retarder les livraisons, c'est la question de qui doivent être les bénéficiaires de cette aide. Est-ce qu'elle ira à l'ensemble de la population ou à l'élite du régime et à l'armée ?

Les réfugiés interrogés par les médecins de MSF ont déclaré que seul le strict minimum de produits alimentaires et de médicaments atteignaient la population civile.



« Le ras le bol de la Corée du Nord », **Lettre** de Marie Rose Pecchio, coordinatrice de MSF en Corée du Nord au responsable Corée du Nord à MSF Belgique, 14 avril 1998 (en français).

Extrait :

En 97, j'ai lu quelque part, que de nouvelles règles sur le témoignage avaient été décidées par toutes les sections MSF et entérinées par le bureau international.

Depuis 11 jours, ces règles ont été par deux fois ignorées, pour une même mission qui est la Corée du Nord.

Pour le premier, les commentaires ont déjà fait le tour des cc mails de toutes les sections et personnes impliquées, je ne reviendrai pas dessus.

Le deuxième, plus grave, à mon sens, raconte ce que des gens ont entendu dire par d'autres gens. Aucun fait vérifié, ni vu réellement par la personne qui transmet à la presse. Peut-on parler de témoignage ??

Pas non plus des faits anodins, mais de très graves accusations : cannibalisme, détournement de l'aide humanitaire vers l'armée et les dignitaires du régime.

Pas même avec les réserves d'usage, employées par d'autres avant lui, sur le même sujet. Et qui témoigne, MSF ! Ou du moins, quelqu'un qui se dit de MSF.

De quel droit quelqu'un peut-il parler au nom de MSF, au sujet d'une mission qui n'est pas la sienne, sans consulter les responsables à Paris, Amsterdam et Bruxelles ? Les trois sièges sont concernés, me semble-t-il : nous sommes une mission internationale.

De quel droit peut-on ne pas avertir la mission que l'on va porter de telles accusations sur le pays où on essaye de travailler. Je ne dis même pas consulter, on n'en est même plus à ce stade-là, par les temps qui courent...

Je ne ferai pas un nouveau topo de la Corée : pays fermé, complètement parano et bla bla bla. On en a parlé suffisamment, à Bruxelles, lors des réunions des desks et directeurs des opérations.

Dixit mon contrepart [mon interlocuteur], le FDRC est très fâché. Il n'exclut pas le fait que l'on nous demanderait de quitter le pays. Avec les fêtes en Corée, je ne peux les rencontrer que vendredi.

On va peut-être se faire jeter. Si cela ne se fait pas, ce sera pareil, le mal est fait, et au nom de MSF. Les bonnes relations avec les autorités, le climat de confiance qui avait été instauré entre MSF et nos partenaires, le peu d'acquis – importants par rapport à là où on a commencé – obtenus, eh bien c'est fini. On repart de zéro et il va falloir passer un temps fou à essayer de restaurer un climat de confiance, si on l'obtient jamais.

Et tout ça, pour des faits qui n'ont pas été vérifiés et qui sont colportés depuis quelque temps déjà, par d'autres, toujours sans preuves.

À ce jour, nous n'avons toujours pas, en Corée, le dossier qui a été remis à la presse. Un peu léger tout ça, alors que le FDRC a ce dossier.

Alors pour une fois, j'aimerais que MSF reconnaisse que quelqu'un de notre organisation, même si celui-ci est super protégé par la nomenclature MSF France, a merdé et d'une façon magistrale. Et il n'y a que MSF France pour le faire. Il travaille avec MSF France.

Marcel Roux, pour ne pas le nommer, que j'ai eu hier au téléphone, estime qu'il sauvera plus de vies coréennes par son rapport que nous sur le terrain avec nos médicaments. Je lui laisse son avis.

Maintenant je dis, ça suffit. La mission Corée en a jusque par-dessus la tête de toutes ces conneries.

Nous en appelons au bureau ou comité international (je ne sais pas qui sert à quoi) pour que des mesures soient rapidement prises pour mettre fin à de tels agissements qui n'apportent strictement rien à personne, sauf des emmerdes aux gens du terrain qui essayent de faire du boulot. Pouvons-nous accepter que de telles personnes, qui ne respectent pas les règles internes à MSF, continuent à travailler avec MSF ?

L'humanitaire est d'aider les gens mais peut-être, aussi, quelque part, de commencer par les respecter.

Et pour nous, accuser quelqu'un sans preuve est un manque de respect.

Marie Rose et l'équipe de MSF Corée.



« Pour ton info », **Courriel** de Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme à Patrick de Briey, MSF Belgique, adjoint au responsable de programme, 22 avril 1998 (en français).

Extrait :

Salut Patrick,

J'espère que tu vas bien.

Je me permets juste de réagir aux petits messages envoyés par Marie Rose avec quelques références « savoureuses » à MSF France, je te serais reconnaissant de bien vouloir lui faire savoir que les décisions prises pendant la réunion à Bruxelles ne sont pas du simple fait de Paris mais acceptées par toutes les sections intervenantes en Corée du Nord. Si j'ai écrit le compte-rendu de la réunion, c'est à la demande de William [Klaus, MSF Belgique, responsable de programme] et Pim [de Graaf, MSF Hollande, responsable de programme].

Je ne souhaite pas lui envoyer de message sur ce sujet pour ne pas envenimer les choses. Je fais confiance à ta persuasion quand tu l'auras au téléphone.

Certes, il y a eu l'épisode *Libération* (ce n'est pas le fait que Philippe ait donné cette interview le problème, c'est le fait que Pyongyang n'ait pas été prévenu. Et on le regrette. Nous l'avons dit). Il y a eu l'épisode Marcel Roux en Chine (peu importe ce que pense Pyongyang sur une « manipulation » de Paris, il n'en est rien et vous le savez). Maintenant il y a l'épisode « Marie Rose énervée contre Paris », et vraiment j'aimerais qu'elle revienne à de meilleures intentions et qu'elle se concentre sur les négociations avec les autorités sans rejeter encore la responsabilité des tensions actuelles avec les autorités sur Paris. S'il y a tension, c'est qu'il y a un réel problème pour MSF. Quand je vois ses petites remarques sur la visite des directeurs et MSF qui fait de la politique, j'ai peur qu'elle se trompe de bataille et ne se concentre pas sur le plus important, à savoir, les négociations avec les autorités (et y a de quoi discuter). Le positionnement MSF pose un réel problème éthique et en termes de qualité de notre action. Il ne faudrait pas se le cacher ou refuser de l'aborder de front avec les autorités de peur de se faire virer. Voilà, donc, juste un petit billet d'humeur pour toi et William seulement pour vous faire part de mes

inquiétudes sur la coordination. Je fais confiance à Marie Rose, mais attention que d'un problème de fond, on ne fasse une affaire entre sections. Ce n'est pas le cas. J'espère réellement que William obtiendra son visa. C'est plus qu'important et faut être clair avec les autorités là-dessus.



« Corée du Nord », **Lettre** d'Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale, au réseau Corée du Nord MSF (transmise par William Claus, responsable de programme MSF Belgique à Patrick de Briey, responsable de programme MSF Belgique), 15 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Comme beaucoup d'autres au sein du réseau MSF, j'ai été estomaquée d'entendre (de la bouche d'un producteur de la BBC) que MSF avait déclaré, pendant le week-end de Pâques, que « la famine amenait les Coréens du Nord à commettre des actes de cannibalisme. »

C'est une honte qu'un seul individu soit autorisé à faire dérailler nos efforts continuels pour mettre en lumière les vraies questions, telles que : 1) nous ne savons pas exactement ce qui se passe, 2) il nous faut mener le plus tôt possible des enquêtes nutritionnelles « libres et correctes ».

Le coup de Marcel avec la presse est désastreux pour les raisons suivantes :

A. La crédibilité de MSF est fondée sur notre présence sur le terrain et notre capacité à produire des comptes-rendus de première main sur la situation. Nous ne POUVONS PAS NOUS PERMETTRE de mener des enquêtes sous-journalistiques sur la situation et de les faire passer pour des rapports de missions d'enquêtes factuelles.

L'utilisation des « interviews » de réfugiés est complètement discréditée au Royaume-Uni, à la suite de la crise des Grands Lacs. La BBC, par exemple, prévient les producteurs et les journalistes de ne pas utiliser ce type de matériel. Cela n'a pas été facile de limiter les dégâts causés à notre réputation ces derniers jours, en essayant de ne pas désavouer un collègue du terrain (et de passer pour des clowns). Si même les journalistes peuvent avoir des règles déontologiques de base, alors MSF DEVRAIT POUVOIR S'ASSURER QUE SON PERSONNEL DE TERRAIN EST AUSSI PROFESSIONNEL.

B. Chaque fois que nous nous préparons à parler à la presse, nous avons une idée claire de la couverture que nous voulons vraiment (sinon, nous devons changer de métier !). Est-ce que MSF (Hong Kong, Pékin, ou tout autre) souhaite avoir des articles du genre « LES CORÉENS DU NORD MANGENT LEURS ENFANTS » ? Ou souhaitent-ils plutôt soulever plus subtilement la question de l'absence de supervision ?

Quelle que soit la réponse, MSF s'est montrée soit IRRESPONSABLE (et malhonnête ce qui est probablement pire) ou COMPLÈTEMENT STUPIDE (il ne faut pas s'attendre que les journalistes fassent de la dentelle avec une question aussi émotionnelle que le cannibalisme). Faites votre choix.

Puis-je signaler qu'il aurait été parfaitement possible de présenter ces témoignages aux journalistes comme ANECDOTIQUES, comme des récits complémentaires, plutôt que comme l'évangile d'une agence médicale. Cela me fait de la peine de voir quelle bande d'amateurs nous sommes réellement.

C. L'affaire tourne maintenant à la vendetta entre organisations. Catherine Bertini, qui avait en fait rejoint notre position la semaine dernière, doit maintenant discréditer nos témoignages (voir le Herald Tribune d'aujourd'hui). Au lieu de l'évocation des vrais

problèmes, nous avons droit à « Les Nations unies critiquent le rapport de MSF ». C'est pénible, et pas du tout nécessaire. Les seuls qui se tirent bien de cette affaire, ce sont les Coréens du Nord. Bien joué.

Ce qui m'amène au point final.

QUI EST RESPONSABLE ?

Le caractère informel de MSF et son côté « laissons de la place pour les initiatives » est tout à fait formidable, mais bien trop souvent, il n'y a pas de sanctions, ou plus important, pas de leçon tirée après un fiasco médiatique ou autre. Maintenant, je pose ma question : qu'est-ce que vous prévoyez de faire pour vous assurer que votre personnel de terrain joue le jeu plutôt que de mener ses propres croisades ? Si l'un d'entre nous à Londres ou New York vous avait mis une telle pagaille, nous nous serions attendus à voir notre carrière à MSF quelque peu écourtée – et à juste titre. Donc j'attends avec impatience vos commentaires.

DERNIER POINT, ET PAS LE MOINDRE : j'ai besoin de voir une copie du rapport. Tout le monde l'a vu, y compris les médias – tout le monde sauf moi. Est-ce qu'une âme charitable peut rendre ma journée un petit peu plus facile à vivre en me le FAXANT, s'il vous plait ? Merci. Au cas où cela vous inquiéterait, je ne compte pas le distribuer plus largement...



De retour à Pékin, nous nous sommes dit qu'il fallait tout retranscrire, nous retapons toutes les interviews des réfugiés. Nous étions étonnés que personne ne parle de cette histoire, parce que c'est l'époque où on se demandait si la Corée du Nord connaissait la famine. Nous sommes dans une période hallucinante où le degré de violence contre cette population et de souffrance est innommable et en même temps il y a un silence total. A contrario, à l'époque, les Nord-Coréens parlent de normalisation, disent que tout va bien. Nous nous disons qu'il faut sortir d'une manière ou d'une autre ces interviews. Je n'ai pas la mémoire précise de la manière dont cela se monte, mais à l'époque nous sommes en contact avec des journalistes qui sont basés à Pékin et suivent les événements de la Corée du Nord depuis longtemps. Ils ne sont pas nombreux : Jasper Becker, qui travaille encore pour le South China Morning Post, a été le premier en 1997 à sortir les premières histoires de réfugiés nord-coréens ; Jean Leclerc du Sablon pour Le Figaro à l'époque, John Pomfret, du Washington Post, Francis Deron, du Monde, et Alain Extramiana, de l'AFP. Nous partageons avec eux le contenu de ces témoignages avec la volonté et le sentiment qu'il faut absolument que cela sorte.

Ça ne passe pas par le responsable de programme, mais directement par Philippe Biberson [président du conseil d'administration de MSF France]. J'ai le souvenir d'une conversation téléphonique entre Marcel [Roux, coordinateur MSF France en Chine] et Philippe Biberson. Marcel dit qu'il lâchera les témoignages et Biberson ne lui dit pas non. Cette interprétation a fait couler beaucoup d'encre. Je n'ai pas la version de Philippe, mais celle de Marcel. Donc, nous avons donné les témoignages aux journalistes quelques jours après être revenus de la frontière, nous leur avons expliqué ce que nous avons vu et entendu sur la frontière. Cela a donné lieu à des articles début avril. Jean Leclerc du Sablon a fait une grande page dans Le Figaro en utilisant des extraits : « Les nouveaux damnés de l'Asie, selon les témoignages recueillis par MSF. » Jasper a fait aussi un article ; on a eu le Financial Times ; l'AFP a repris également et Elisabeth Rosenthal, du New York Times pour l'International Herald Tribune.

Je crois qu'à cette époque, Éric Goemaere s'est aussi distancié en faisant une lettre aux autorités nord-coréennes. J'ai également le souvenir d'une dispute entre Pierre Salignon [responsable de programme MSF France] et Marcel. Pierre lui reprochait de ne pas avoir assez

construit cette démarche, de ne pas avoir suffisamment d'éléments solides pour soutenir la sortie de ces informations. J'ai le souvenir de discussions assez houleuses.

*Marine Buissonnière, MSF France, administratrice en Chine,
décembre 1996-janvier 1999 (en français).*



Cela a continué avec Marcel Roux, le coordinateur de MSF France en Chine. On parlait régulièrement de réfugiés nord-coréens qui traversaient la frontière avec la Chine.

Marcel est allé à la frontière, et à son retour, il y a eu un article dans le South China Morning Post, un journal chinois publié en anglais, qui parlait de détournement d'aide humanitaire, de cannibalisme. Ça n'a pas aidé les relations avec les autorités, qui se sont détériorées de plus en plus.

Il avait interrogé des réfugiés et une organisation bouddhiste qui s'occupait de tous ces réfugiés qui passaient clandestinement la frontière avec la Chine. Tout un dossier a été monté là-dessus, à partir des témoignages. Entre autres, des réfugiés disaient qu'il y avait du cannibalisme en Corée du Nord. Ce sont 40 réfugiés qui ont parlé. Est-ce qu'on pouvait extrapoler à tout un pays ? Ça n'a pas été recoupé par qui que ce soit d'autre. Ils n'ont pris l'avis que d'un côté. Et puis le cannibalisme, ça va à l'encontre de la culture coréenne.

Personne n'était au courant et ça a fait beaucoup de foin à Paris et à Bruxelles.

Des articles sur la Corée du Nord, il y en a régulièrement, tous les ans. Les histoires des réfugiés et du cannibalisme, les bouddhistes les avaient déjà publiées dans le South China Morning Post quelques mois plus tôt, avec les mêmes sources. Mais ce n'était pas MSF qui dénonçait. Alors que dans l'article de Marcel Roux, MSF était cité.

*Marie Rose Pecchio, MSF, coordinatrice en Corée du Nord,
novembre 1997-septembre 1998 (en français).*



Marcel Roux a commencé à sortir des rapports sur des choses qui avaient déjà été dites avant, confirmant qu'il y avait du cannibalisme à l'intérieur de la Corée du Nord et ça n'a pas fait avancer le débat. D'un côté, tu essayes de négocier pour rester et d'avoir plus d'accès et de l'autre tu as quelqu'un qui dit des choses sans apporter de preuves. Dire qu'il y a du cannibalisme dans un pays, c'est grave.

Sur la frontière chinoise, ils avaient interviewé des gens hébergés par des « sectes » religieuses bouddhistes. Les bouddhistes avaient sorti un rapport. Peu après, il a sorti le même rapport. C'étaient les mêmes personnes, une centaine de réfugiés¹⁰. Les gens interrogés savaient très bien quel message ils devaient passer. C'étaient des bouddhistes opposés à la Corée du Nord qui essayaient depuis des années de passer le message qu'ils allaient christianiser la Corée du Nord, et ils voulaient en montrer une image très négative. Il n'y a jamais eu une seule preuve. Il y a une rivière frontière entre la Chine du Sud et la Corée du Nord, l'hiver cette rivière est sèche. S'il y a une famine, on ne peut pas arrêter les gens, tout le monde traverse. Mais cette frontière était très contrôlée par les militaires. Dans tous les contextes, on a vu que les gens bougeaient quand ils avaient faim.

Paris a toujours dit qu'il n'était pas au courant des intentions de Marcel. Mais je travaille depuis trop longtemps avec MSF pour savoir que quelques personnes au moins étaient au courant. Marcel n'était pas assez fou pour faire une chose pareille, il a dû avoir un back up

10. En réalité, dès le début, l'équipe de MSF a rencontré des difficultés pour travailler avec les organisations bouddhistes et a principalement coordonné ses efforts avec le réseau protestant. Ainsi, les réfugiés qu'elle a interrogés n'étaient pas les mêmes que ceux interrogés par les bouddhistes.

de [directeur général de MSF France, Bernard] Pécoul ou de quelqu'un d'autre. C'était encore une fois un article pour choquer sans être capable de prouver quelque chose.

William Claus, MSF Belgique, responsable de programme (en français).



Marcel est en Chine, donc il est intéressé par la Corée. Lui et son équipe, ils ont beaucoup de marge de manœuvre dans la manière de travailler. La présence de MSF en Corée du Nord nous pose quand même question : on se demande ce qui se passe dans ce pays. Marcel est convaincu que ce qu'on voit n'est pas ce qui se passe et il commence à creuser au niveau de la frontière. Je n'arrive pas à le dater, mais il nous dit « vous vous racontez des histoires, c'est le pire régime qui existe, pour recevoir de la nourriture les gens sont sélectionnés sur d'autres bases que celles auxquelles vous pensez. » Et c'est confirmé. Je pense qu'avant sa visite sur la frontière, on avait déjà une idée. Mais on sait bien que lorsqu'on est occupé à agir à l'intérieur, il faut aussi se nourrir en ayant un regard de l'extérieur. Et d'emblée avec Marcel, on était d'accord pour qu'il creuse. Bien sûr, j'ai eu des engueulades avec lui sur la façon de faire. Mais sur l'idée de communiquer ou sur la nécessité d'avoir cet effet miroir, à l'intérieur et à l'extérieur, il n'y a jamais eu de désaccord. Le problème, c'est qu'il travaillait tellement en franc-tireur... mais en même temps, c'est une méthode qu'il faut utiliser à certains moments. En tous cas, je me souviens d'une période riche en discussions animées par Marcel, qui comme d'habitude est rentré dedans !

Marcel n'agit pas tout seul. On est tous d'accord. Cela étant, qu'il aille un peu plus loin sur le cannibalisme, et que ce soit cela qui remonte dans la presse... c'est autre chose. Il y a un des témoignages qui fait référence à du cannibalisme. Je l'ai entendu de nouveau, par la suite, de la bouche d'autres réfugiés que j'ai rencontrés. À l'époque, certains médias s'en sont saisis. Marcel décrivait une horreur. Et il était connu pour sa capacité à attirer l'attention des gens en disant les choses simplement et crûment. Il est possible qu'il ait mis ce témoignage plus spécifiquement en avant. On ne peut pas l'exclure. Mais je n'en sais rien.

Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme, octobre 1997- décembre 2004, directeur général, janvier 2004-novembre 2007 (en français)



Cette histoire est sortie d'Asie. On nous a appelés. On a un peu calmé les choses. J'ai trouvé que la déclaration de Marcel n'était pas crédible. J'avoue que je n'avais pas envie de mettre ses thèses en avant. On a eu des tensions avec MSF France, parce qu'on nous disait : « Vous êtes des censeurs, vous ne jouez pas le jeu. S'il y a un témoignage, vous devez le relayer, etc. » J'ai bloqué. Je leur ai dit : « Ça ne passe pas le test journalistique. Si je suis un journaliste et que je reçois cette information, je ne la crois pas. » On a eu souvent des prises de tête avec toutes les sections quand l'équipe ici disait : ça ne va pas passer le test. On connaît nos cibles. Je crois qu'on a suffisamment démontré qu'on avait du courage politique, qu'on arrivait à parler, à tenir des lignes qui n'étaient pas terriblement populaires. J'étais plutôt à l'aise pour pouvoir à certains moments faire des choix personnels parce que je n'ai pas de mal à tenir des discours qui ne sont pas populaires. Mais sur la Corée du Nord, cette déclaration, je le trouvais inutile. J'étais persuadée que d'autres gens partageraient ces doutes-là. Le témoignage, c'est aussi raconter une histoire, et quand ça a l'air hystérique et anti-communiste, ça n'est pas crédible. L'hystérie est acceptable quand tu as vu toi-même. Mais quand tu es en Chine, tu manges tes nouilles tous les soirs et tu gamberges, c'est dangereux. Je crois qu'avant de témoigner, il faudrait faire comme au théâtre, faire une répétition générale et se demander : est-ce que l'on va me croire ? J'ai souvent l'impression qu'en France, dans la tradition latine, l'intention prend un peu le pas

sur la rigueur. La tendance est à fonctionner de la façon suivante : on a une idée et on cherche les preuves qui vont la soutenir. Quand tu as des preuves tangibles, ou alors quand tu as une très grande peur que la situation se détériore, comme c'était le cas pour les réfugiés Rwandais au Zaïre en 1996¹¹, c'est légitime. Mais je crois qu'il faut pouvoir avancer des preuves ou, en l'absence de preuves, montrer quels sont les éléments factuels qui sont alarmants. Et puis je pense que certains avaient une position très messianique par rapport à la Corée du Nord. Comme si personne n'avait jamais remarqué que la Corée du Nord était totalitaire, comme si les agences humanitaires étaient toutes aveugles au sujet des crimes qui s'y commettaient quotidiennement. Je ne pouvais pas m'empêcher de penser qu'il y avait beaucoup de névrose autour de cette question-là. Je connais tous les aspects névrotiques de la révélation du mal liée à la question politique. Ils ont trait à la mise en œuvre du socialisme, aux expériences socialistes. Je les reconnais, les gens qui ont un problème de preuve par rapport au mal. À MSF, on attire énormément de gens qui veulent prouver l'existence du mal, donc on a quand même un peu tendance à délirer. Alors, aux gens de MSF qui me prenaient la tête sur mon blocage, je disais : « Faites comme vous voulez. Mais moi, je n'y crois pas, à cette histoire. Il y a des gens qui sont tellement heureux que le mal communiste totalitaire continue d'exister parce que ça donne un sens à leur vie. Mais ça n'a pas forcément de sens par rapport à notre mission. »

Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale (en français).

À Pyongyang, les autorités nord-coréennes expriment directement à la coordinatrice leur désaccord avec les déclarations de MSF. Le 24 avril 1998, elles envoient également une lettre à MSF, avec copie à l'Union européenne et aux représentants des Nations unies en Corée du Nord. Au même moment, le PAM, l'UNICEF et ECHO négocient l'autorisation de mener une enquête nutritionnelle.



Courriel de Marie Rose Pecchio, coordinatrice MSF Corée du Nord à William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 19 avril 1998 (en français).

Extrait :

Voici les derniers épisodes de la saga MSF-DPRK et FDRC. J'ai rencontré cet après-midi (samedi) M. Lee, l'acting directeur du FDRC. En fait la pomme de discorde n'est pas tellement les conneries du Roux, ce n'est que la cerise sur le gâteau, mais bien l'article du Biberson, où il y a des remises en question de la politique du pays. Le message, en gros est le suivant :

- Le FDRC a cautionné la venue des directeurs vis-à-vis des autorités (entendre l'armée), pour qu'ils puissent obtenir des visas.
- Chaque fois que quelqu'un des H.Q. [*headquarters* : sièges] vient dans le pays, il y a des communiqués de presse qui attaquent le régime : Eric, Philippe.
- Le FDRC est dans une très mauvaise position et ne sait pas quelles décisions vont être prises vis-à-vis de MSF.
- Le FDRC est très conscient du travail accompli pour la population coréenne par MSF, mais constate avec regret, tous les problèmes que les directeurs apportent. Avec la visite des directeurs des autres organisations, ONG ou Nations unies, les problèmes ne se posent pas. Donc, pourquoi avec MSF ?

11. Voir « Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre-Congo 1996-1997 », Laurence Binet, Médecins Sans Frontières, août 2004, document interne MSF.

- Nous avons pu faire tout ce qui était inscrit dans notre MOU. Le *nutritional survey* [enquête nutritionnelle] n'a jamais été inscrit dans notre MOU, donc pourquoi le réclamer maintenant ?

- FDRC ne comprend pas très bien pourquoi MSF passe un message politique alors que nous sommes des humanitaires.

- Ils me tiendront au courant des décisions qui seront prises.

Fin.

Voilà où nous en sommes.

CC [En ce qui concerne] le *nutritional survey*, WFP [PAM] + Unicef + Echo sont en voie de l'obtenir car il est mis dans leur MOU. Michel de Echo pense pouvoir le faire vers la fin mai, début juin. À voir. De toute façon, c'est pour tout le pays et les ONGs [ONG], qui sont sur le terrain, seront associées au truc.

Je suppose que tu as compris entre les lignes, ton visa c'est pas gagné. Désolée, mais dans le climat, un peu froid du moment, je ne sais pas si je l'aurais. Tu peux ne pas être content et pousser des cris de vierge effarouchée, cela ne fera rien changer. J'aurais quand même voulu que tu viennes pour te rendre compte du climat avec les autorités. Pas triste...

J'ai lu avec grand intérêt le compte-rendu de la réunion des desks, où en fait c'est la position des Français qui prime, avec tout, tout de suite ou sinon on s'en va. Je pense qu'il est temps, alors de préparer nos valises pour juillet car de la façon où c'est dit et doit être abordé avec les autorités, ce sera rien.

Je n'ai jamais ressenti aussi fort le clivage entre siège et terrain que par ce compte rendu, surtout avec le passage de Salignon, qui a quand même vu le style avec les autorités et parle avec les gens sur le terrain.

MSF Belgique a déjà fusionné avec MSF France ou bien n'est-ce prévu que pour l'assemblée générale de juin ?



Courriel de Marie Rose Pecchio, coordinatrice MSF Corée du Nord à William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 19 avril 1998 (en français).

Extrait :

Je sors d'un *meeting*, avec le FDRC qui avait déjà été postposé trois fois. J'ai eu un des acting directeurs, entre autres, comme interlocuteur.

Les grandes idées sont :

- Ce genre de truc est très regrettable pour le FDRC qui doit rendre des comptes à l'autorité supérieure.

- Les mêmes autorités ont poussé le FDRC à prendre de graves mesures à notre rencontre.

- Grâce aux explications qui ont été données, ils ont pu réduire les sanctions.

- Le dialogue avec les autorités supérieures a duré très longtemps. J'ai reçu la lettre qui est la page suivante de ce fax.

- Elle ne m'est pas adressée car les fautes viennent de l'extérieur.

- Si de telles choses se répètent, cela pourrait être catastrophique pour MSF et pour lui personnellement.

- Il faudrait que MSF prenne des mesures pour que de telles choses ne se reproduisent pas.

- Ils sont très positifs vis-à-vis de MSF et espèrent que cela pourra continuer.

À ce stade j'ai expliqué que si nous avions plus d'accès, il serait possible d'éviter ce genre de chose.

- Il ne faut pas oublier que c'est la première fois qu'ils travaillent avec des humanitaires et qu'il leur faut du temps pour pouvoir entendre nos demandes et y répondre de façon positive. Que les forces hostiles se servent de la presse pour dénigrer le pays.
 - Que notre bonne collaboration continuera pour essayer de satisfaire nos demandes.
 - Qu'ils sont sensibles aux problèmes soulevés et qu'ils essayeront dans la mesure du possible d'y répondre.
 - Ce sont les cadres qui posent problèmes après leur visite du pays.
 - Jusqu'à nouvel ordre, les autorités supérieures refusent de délivrer des visas aux cadres des H.Q. [sièges].
- Voir mon [cc] mail, envoyé ce matin : il n'y a pas que MSF, toutes les agences sont concernées...
- J'ai expliqué que les H.Q. [sièges] étaient nos chefs et qu'ils doivent venir pour évaluer notre travail.
- Le FDRC, à l'heure actuelle, ne peut absolument pas pousser pour les visas.
 - La prochaine fois que de telles choses arrivent, ils ne pourront pas empêcher que nous soyons dehors.
- Fin de l'entretien.

Je continue à défendre la position de MSF aussi bien au FDRC que vis-à-vis des autres agences présentes ici et vis-à-vis des équipes MSF. C'est donc de façon interne à MSF que je m'exprime.

Après cette lettre et mon *meeting*, la hiérarchie MSF, comme Patrick l'appelle, peut réagir de deux façons :

- Soit on pousse des grands cris de vierge outragée et on décide que c'est inadmissible, bla, bla, bla.
 - Soit on écrase parce que, là franchement, de mon avis personnel, on ne l'a pas volé. Cela peut aussi confirmer mon point de vue que par la manière forte, les poings sur la table, on veut, tout de suite et tout, on n'arrivera à rien. On peut très bien obtenir plus d'accès sans passer par une pleine page de *Libération*.
- Si on veut continuer à essayer de faire quelque chose dans ce pays, on devrait cette fois, prendre la deuxième option.

À vous de voir et de décider puisque c'est la hiérarchie qui décide.

Un dernier mot, tout à fait perfide, je le sais, mais je ne peux pas m'en empêcher :

J'aimerais que la décision soit prise par MSF Belgique, qui est la *leading section* [leader]. Si on demande l'avis des Français, tels que je les connais, ils sont capables de nous faire une conférence de presse pour dénoncer ce scandale...

Marie Rose



Lettre du Flood Damage Rehabilitation Committee [Comité de réparation des dégâts causés par les inondations], République populaire démocratique de Corée à Médecins Sans Frontières, Pyongyang, 24 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

On nous a rapporté que M. Philippe Biberson – président de MSF France, qui est rentré d'une visite dans notre pays en mars dernier – et les membres de l'équipe de MSF en Chine se sont mis au service des intérêts ignobles de certains médias, dont des journaux britanniques et français, pour salir et couvrir de boue notre pays en leur donnant des informations infondées et incohérentes sur la situation actuelle dans notre pays et le travail de distribution d'aide matérielle.

En décembre dernier, M. Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, avait lui aussi critiqué notre système de santé, et ceci après une visite dans notre pays.

Dans ce cas, le FDRC ne peut qu'exprimer ses craintes que MSF ne soit manipulée par des éléments malhonnêtes pour leurs sales objectifs politiques de nous nuire, au lieu de s'en tenir à son but de fournir une aide basée sur les principes humanitaires. Nous apprécions l'aide humanitaire offerte à notre peuple par les organisations internationales, dans le cadre des difficultés provisoires causées par les désastres naturels, mais nous ne pouvons pas rester indifférents à tout acte visant soit à nous couvrir de boue sous le prétexte de l'aide soit à déformer la réalité.

Le FDRC appelle l'attention de MSF sur ces faits et indique clairement que si une telle situation se renouvelait, MSF serait tenue pour totalement responsable de toutes les conséquences qui en découleraient.



Ils n'ont pas voulu nous voir pendant une semaine. Puis, on a reçu une lettre avec des termes disant qu'on s'était laissé manipuler par la presse réactionnaire (c'était assez dantesque !) et que la prochaine fois, on était dehors.

Marie Rose Pecchio, MSF, coordinatrice en Corée du Nord, novembre 1997-septembre 1998 (en français).



Bien sûr, là-bas Marie Rose a été convoquée par les autorités pour expliquer pourquoi MSF avait fait une telle déclaration. J'étais aussi allé là-bas peu de temps après Biberson, mais avant que MSF ne soit sommée de s'expliquer, juste entre les deux. J'étais aussi allé voir les autorités et j'avais dit : « Eh bien, nous ne sommes pas satisfaits de la situation et nous allons le faire savoir. » Mais les mots que Philippe a utilisés et la façon dont cela a été publié, tout cela est allé plus loin que là où je serais allé moi-même. Je me souviens d'une discussion avec notre homologue là-bas, en présence de Marie Rose. J'ai dit : « Nous ne sommes pas d'accord avec vous et nous n'allons pas garder notre désaccord pour nous. » Ils ont répondu : « Bon, ça ne nous plaît pas mais OK, c'est votre décision. » C'est le genre de réaction qu'ils avaient. Et puis – c'est ce que j'en comprends – les mots choisis par Philippe ont suscité plus de critiques de leur part et les ont menés à décider qu'ils n'autorisaient pas MSF à continuer.

Dr Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).



Il me semble que cette période de tension n'a pas eu de conséquences directes, ni en termes d'opérationnalité de MSF à l'intérieur de la Corée du Nord – même si pour les autorités nord-coréennes nous avons toujours été des empêcheurs de tourner en rond – ni en Chine. Les négociations avec la Corée du Nord ont achoppé sur les termes de nos exigences opérationnelles, pas sur les mots utilisés par les uns ou les autres à ce moment-là. Cela n'a pas eu de répercussion, ni sur les programmes chinois ni sur notre aptitude par la suite à retourner sur la frontière et à amorcer un travail plus poussé auprès des réfugiés. En revanche, cela a fait du bruit à MSF. Marie Rose Pecchio, qui avait la coordination de l'équipe MSF en Corée du Nord à l'époque, a appelé Marcel. Elle était très en colère contre lui et lui a dit qu'il était fou et que nous mettions en danger la possibilité de MSF de travailler à l'intérieur de la Corée du Nord. Pour Marie Rose, nos propos et la manière dont nous répercutons la réalité telle qu'elle nous était décrite par les Nord-Coréens risquaient de mettre en danger la présence de MSF à l'intérieur de la Corée du Nord, notamment à une époque où elle et

Dominique [Lafontaine, médecin MSF en Corée du Nord] avaient le sentiment qu'ils pouvaient arriver à gagner un espace au niveau du travail qu'ils essayaient de faire dans les centres nutritionnels et au niveau de l'approche qu'ils avaient tentée pour travailler avec les enfants des centres 9-27.

Marine Buissonnière, MSF France, administratrice en Chine, décembre 1996-janvier 1999 (en français).



L'impact de ces contacts avec la presse a été très négatif pour nous sur le terrain. En juin-juillet nous devons négocier un nouvel accord de collaboration, voir jusqu'où on pouvait aller, et si je me souviens bien, l'équipe de coordination a passé beaucoup de temps avec le FDRC à essayer de réparer ce qui avait été cassé par les sièges. Je crois que la confiance a été endommagée. Je pense que les déclarations à la presse ont fait du mal à la coopération. Et ce n'est pas moi qui en ai souffert sur le terrain, car nous ne savions rien de ces déclarations à la presse, mais j'ai vu quelle énergie l'équipe de coordination a dû déployer pour essayer de restaurer les relations et aligner la France et la Belgique sur la même position. Cela a influencé l'avenir du projet. Je pense que c'était à cause des déclarations à la presse, mais je peux me tromper.

Dr Corien Swaan, MSF Hollande, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, janvier-septembre 1998 (en anglais).

À New York, l'équipe de MSF États-Unis intensifie ses efforts pour expliquer la position de MSF aux Nations unies, au Congrès, au département d'État et aux ONG états-uniennes.



« Groupe de travail sur la Corée du Nord, Washington D.C., 23 avril 1998 », **Message** d'Antoine Gérard, responsable du département programmes, MSF États-Unis, au réseau Corée du Nord de MSF, 5 mai 1998 (en anglais).

Extrait :

I - Réunion d'InterAction¹² :

Il a été demandé à MSF États-Unis de donner des informations sur les témoignages collectés parmi les réfugiés à la frontière sino-coréenne. J'ai clarifié notre position et nos inquiétudes quant à la situation dans le pays. Puis j'ai donné quelques informations sur l'activité de MSF en Corée du Nord et les conclusions de la dernière visite du desk et du président. En commentaire, certaines organisations états-uniennes ont exprimé leurs souhaits d'intervenir en Corée du Nord et déclaré ne pas être en faveur de prises de position publiques sur les difficultés rencontrées par les ONG pour superviser leurs activités.

Elles ont mis en question l'indépendance financière de MSF en Corée du Nord. Certains des responsables ont fermement insisté sur le fait que MSF devrait maintenant réévaluer ses activités, sachant que l'Union européenne souhaitait réduire son soutien aux ONG internationales impliquées en Corée du Nord. (Je n'étais pas au courant de la politique de financement des ONG par l'UE en Corée du Nord, j'ai dit que MSF était suffisamment

12. Groupe de travail d'ONG états-uniennes.

indépendante financièrement pour mener un programme avec ou sans le soutien des bailleurs...)

InterAction et Mercy Corps ont exprimé leur inquiétude sur le manque de coordination des ONG internationales, en particulier en cas de difficultés opérationnelles. « MSF est libre de réévaluer ses programmes, mais devrait se coordonner avec les autres, devrait s'associer aux efforts des autres. » [...]

III - Réception au Centre du Congrès sur la faim

Le représentant au Congrès Tony Hall a organisé un cocktail de bienvenue pour la délégation du FDRC. C'était l'opportunité de s'ouvrir à lui de quelques inquiétudes sur les effets négatifs d'une aide à grande échelle à la Corée du Nord non contrôlée et non supervisée. Nous aurons d'autres contacts avec ce représentant au Congrès.

IV - Questions et suggestions :

Brièvement, je voudrais partager quelques réflexions avec vous :

1. Quelle est la position de MSF sur l'évaluation nutritionnelle qui devrait être menée par le PAM, l'UNICEF et l'Union européenne dans les semaines à venir ?
2. Jusqu'où MSF est-elle indépendante financièrement d'ECHO, existe-t-il un plan pour diversifier nos financements ?
3. Devons-nous nous reposer sur des fonds gouvernementaux pour un tel pays, vu les intérêts politiques évidents des principaux bailleurs ?
4. Avons-nous déployé une forte activité de lobbying vis-à-vis des différentes agences des Nations unies impliquées en Corée du Nord, telles que l'UNICEF et le PAM ? Si oui, puis-je avoir quelques retours sur les réunions qui se tiennent en Europe ou en Corée du Nord ?
5. La Corée du Nord est une question très sensible chez nos collègues ONG états-uniennes. Puis-je avoir des retours rapides des membres de notre équipe de terrain sur leur perception du travail des ONG états-uniennes en Corée du Nord ?
6. Toute campagne de lobbying aux États-Unis, à différents niveaux de l'administration et du Congrès, devrait être associée à un travail similaire en Europe. Refugees International est ravi d'envoyer une lettre à Tony Hall, qui peut facilement l'envoyer à Madeleine Albright. Mais il serait peut-être plus significatif de mener des actions similaires en Europe (lettre à Emma Bonino, au PAM, etc.).
7. Je ne partage pas du tout le point de vue de mes collègues états-uniens selon lequel les autorités nord-coréennes ne connaissent pas la culture occidentale, et par conséquent ne peuvent comprendre et répondre aux requêtes des ONG internationales comme MSF. Vous pouvez me croire, l'ambassadeur du FDRC, Kim Su Man comprend mieux la politique et la culture américaines que beaucoup d'entre nous à MSF. Nous ne devons pas entretenir l'idée naïve, qui est partagée par les représentants des ONG états-uniennes et encore plus par ceux des agences des Nations unies, selon laquelle nous devrions laisser le temps aux autorités nord-coréennes de comprendre les requêtes des Occidentaux pour mettre en œuvre des programmes de secours auprès des populations. Il est surprenant que le FDRC, l'institution qui négocie avec les ONG, prétende n'avoir aucun contrôle sur le processus de décision nord-coréen... Cela me rappelle quand j'étais à Khartoum (Soudan) et que nous devions jongler avec les différents départements de secours gouvernementaux soudanais et les responsables du ministère de la Santé... C'est une vieille stratégie, et MSF possède une longue expérience de ce type d'institutions gouvernementales non décisionnaires.



Très rapidement, Pierre et surtout Philippe avaient voulu que je sois informé du dossier Corée du Nord. Ils m'avaient demandé de venir assister à la réunion du conseil d'administration à Paris en mars, pour pouvoir commencer à travailler la question aux États-Unis. Je me souviens de Pierre faisant sa présentation et de Maurice [Nègre, membre du CA de MSF France] lui disant : « Un régime communiste, c'est toujours un régime communiste, qu'est-ce que vous êtes en train de découvrir ? On n'avait pas besoin d'y aller pour le savoir. » J'avais donc commencé à en parler au mois d'avril à la réunion des ONG américaines, à laquelle assistait en particulier Deborah Deyang, l'assistante de Tony Hall. Je leur ai dit : « À MSF, on est en train de refaire une évaluation. On a l'impression qu'il est impossible d'avoir accès à la population. On est dans une phase de renégociation avec le gouvernement coréen. On a posé un certain nombre d'exigences. Si ces exigences ne sont pas prises en compte, on entrera dans une phase de retrait. » Tony Hall et son assistante étaient furieux à l'idée qu'on allait leur casser leur baraque.

Antoine Gérard, MSF États-Unis, responsable du département programmes
(en français).

Le 24 avril 1998, le coordinateur de MSF France en Chine rend compte de sa mission exploratoire sur la frontière sino-coréenne au conseil d'administration de la section française. Après un débat approfondi sur la pertinence des opérations de MSF en Corée du Nord, le conseil d'administration conclut que MSF doit rester dans ce pays et prendre la parole publiquement.

Le 29 avril 1998, les responsables de programme MSF se réunissent et décident que l'organisation fera son possible pour rester en Corée du Nord, apporter son soutien à l'équipe, suivre les questions posées par les témoignages des réfugiés et informer activement les autres acteurs humanitaires, afin d'augmenter la pression sur les autorités.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 24 avril 1998 (en français).

Extrait :

Mission exploratoire à la frontière Chine-Corée du Nord (Marcel Roux [coordinateur en Chine de MSF France])

À l'issue de leur visite il y a un mois et demi en Corée du Nord, Philippe [Biberson] et Pierre [Salignon] avaient fait part de leurs doutes sur la qualité du travail de MSF dans ce pays : simple livraison de médicaments et de matériel, pas d'accès à la population, impossibilité de communiquer et de soigner les gens...

Il y a un mois, Marcel a pu recueillir des témoignages de gens qui interviennent auprès des réfugiés nord-coréens dans les provinces du nord-est de la Chine :

- réseaux religieux actifs dans la région depuis environ deux ans,
- membres de la minorité coréenne vivant en Chine (avec de la famille en Corée),
- Chinois frontaliers,
- réfugiés nord-coréens...

Tous les témoignages convergent vers une description cauchemardesque de la situation. Il y a probablement une famine monumentale, totalement occultée. L'aide humanitaire ne rencontre pas la population et ne sert vraisemblablement qu'à alimenter le pouvoir en place : pas de distribution alimentaire depuis au moins trois ans ; des gens qui

meurent partout (toutes les personnes interrogées comptent des morts dans leur famille : de maladie, de faim...), aucun accès aux médicaments qui sont hors de prix, pas d'accès aux soins : les hôpitaux sont vides.

Les familles sont éclatées, les gens émigrent sur les routes, les cas d'anthropophagie semblent très répandus... La situation est terrible et catastrophique. Un recueil de témoignages rédigé par Jasper Becker (journaliste) a été transmis à Paris. Les informations réunies confirment l'énorme drame dont est victime la Corée du Nord : un pays fou, fermé, une population prise au piège, sans aucune possibilité de s'en sortir. Comme une secte qui irait jusqu'au bout de sa logique avec la mainmise sur une population anesthésiée.

Les Coréens croient que le monde extérieur ressemble à la situation dans laquelle ils se trouvent.

Ils n'ont donc pas le réflexe de se révolter, de se plaindre ou bien de témoigner. Ils n'attendent plus rien et ignorent tout de l'aide internationale. Les gens ne cultivent plus, il n'y a plus de semences, plus d'énergie...

La violence est très grande. On tue pour voler. Les gens deviennent fous. Les enfants sont tués (ils représentent de la nourriture...).

Marcel pense que la mission exploratoire ne fait que confirmer ce que d'autres disent déjà. Il y aurait vraisemblablement entre 1 et 3 millions de morts...

Un tableau exagéré ?

Philippe B. souligne qu'après dix jours de visite en Corée du Nord et bien qu'ayant le sentiment que tout était préparé avec un grand sens de la mise en scène, il ne peut aller complètement dans le sens de ce que dit Marcel. Il n'y a certes plus de production, plus de commerce, mais il y a certainement des régions plus touchées que d'autres et des couches de populations plus atteintes que d'autres.

Marcel répond qu'il y a probablement entre 15 et 20 % de la population qui vit bien. Le système est tellement pervers que c'est ce pourcentage-là qui est montré et mis en scène pour préserver la face et pour faire la démonstration de l'accès aux soins, aux médicaments et à la nourriture. Mais 50 % environ de la population vit un véritable cauchemar.

Quelle est la situation à la frontière entre la Corée du Nord et la Chine ?

C'est une région sibérienne et il y fait froid pendant au moins huit mois de l'année.

Les gens qui tentent de passer la frontière sont souvent repris par les Nord-Coréens. Les Chinois qui [les] accueillent sont punis par des amendes. Une prime est offerte à ceux qui dénoncent les clandestins.

Les femmes et les enfants sont achetés.

Le côté chinois de la frontière est très boisé et il est impossible d'estimer le nombre de gens qui y sont cachés.

Peut-on avoir des repères quantitatifs et mesurer les évolutions ? demande Odysseas.

La plupart des témoignages se télescopent dans le temps et géographiquement. Il est difficile d'en tirer des pourcentages. Il est cependant possible de dire que pour 23 millions d'habitants une mortalité de 20 pour dix mille et par an égale environ 500 000 décès. Une mortalité de 2 pour 10 000 et par jour (seuil d'alerte en camps de réfugiés) équivaut à 1,5 million de morts par an. En trois ans ça fait 4 à 5 millions de morts. C'est tout à fait possible sans qu'on s'en rende compte. (Philippe B).

L'appréciation ne peut se faire que de manière empirique dit Marcel. Depuis longtemps la toile de fond est : pas de distribution alimentaire et beaucoup de morts de faim. On peut penser que l'aide est insuffisante. Il manque sans doute entre 2,5 et 3 millions de tonnes de nourriture par an.

De toute façon, quelle que soit la quantité de nourriture qui rentre, elle va à ceux qui représentent la Corée du Nord et non à l'ensemble de la population. Les gens du World Food Program [Programme alimentaire mondial] ont des informations qu'ils ne délivrent pas... Des centaines de millions de dollars sont investis dans l'aide humanitaire en Corée du Nord. Si la famine venait à être connue, la perte de crédibilité serait énorme.

Jean-Hervé [Bradol, directeur de la communication] rappelle qu'il ne faut pas se laisser abuser par les méthodes pour prouver les choses.

C'est le problème par exemple du PAM qui doit prouver par une enquête nutritionnelle que si les gens mangent moins, ils sont malnutris !... Les régimes totalitaires peuvent avoir une perméabilité à la visite et cacher de grandes catastrophes. Les Nord-Coréens sont sans doute dans une situation très difficile.

La faillite d'un système politique :

Pour Philippe B. c'est plus qu'une famine, c'est une pénurie généralisée avec un effondrement total de l'économie et une population qui souffre.

Le pays fonctionnant sur un système de distribution, on peut facilement deviner la gravité de la situation si cette distribution s'arrête... C'est un régime usé, absurde, qui affame les gens.

Pourquoi un tel soutien de la communauté internationale ?

Pour Jean-Hervé, la véritable question est de savoir pourquoi la Communauté européenne et les États-Unis ont cette politique de soutien à la dictature ? Le sujet semble politiquement ultrasensible. Sont en jeu :

- la sécurité collective : à travers la question du nucléaire,
- la sécurité économique : à travers l'effondrement financier en Asie et notamment en Corée du Sud.

La Chine, la Corée du Sud et le Japon sont les principaux fournisseurs de l'aide humanitaire en Corée du Nord. Ils ne diffusent aucune information sur la situation dans le pays et on peut supposer qu'ils ne veulent pas que leur frère coréen perde la face. Tout est fait pour que le régime ne s'effondre pas et pour éviter de s'orienter vers un scénario de réunification catastrophique. La Chine ne veut sans doute pas non plus voir débarquer des millions de réfugiés...

Face à cela, quelle est la position de MSF ?

Pour Jean-Hervé la décision est vitale. On ne doit pas se tromper de direction ce soir au CA.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'il est impossible de continuer à travailler de cette manière sans contrôler ce que l'on fait. MSF doit rester dans le pays et parler. C'est la stratégie la plus forte (Jean-Hervé, Marc [Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations] ...). Nous devons dire que nous n'avons pas accès à l'information et que nous ne pouvons pas travailler (Christiane [Vollaire]). Après les résistances, les doutes et les questionnements normaux, les sections de MSF France, Hollande et Belgique sont d'accord sur l'évaluation de la situation (Pierre [Salignon]).

Pourquoi ne pas demander une commission d'enquête à l'ONU ? (Odile [Cochetel]).

Est-ce qu'il serait utile d'être entendu par un groupe de députés ou de sénateurs et d'impulser une enquête de journalistes sur le terrain ? (Jean-Luc [Nahel]).

Philippe B. et Jean-Hervé pensent qu'il serait possible de demander à être accompagnés par une équipe de journalistes pour une visite.

Conclusion

MSF reste en Corée du Nord et parle. Nous avons toutes les raisons de nous battre contre les [Nord] Coréens et contre ceux qui les soutiennent. Notre présence serait

néfaste si nous nous taisions et si nous faisons comme si l'aide fonctionnait. Nous dirons – en connaissance de cause – qu'on arrive à une impasse.



« Résumé conclusions meeting Corée du Nord », **Courriel** de Patrick de Briey, responsable de programme MSF Belgique, aux responsables de programme et directeur des opérations de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, 30 avril 1998 (en français).

Extrait :

Conclusions :

- MSF est en Corée et ne veut pas s'en faire expulser ; tous les efforts doivent aller dans ce sens.
- Soutien actif des équipes sur place : cela passe par plus de transparence, transmission de toutes les infos.
- Approfondir le fond du problème soulevé par les témoignages recueillis par l'équipe de Chine :
 - *Envoi d'une nouvelle mission au SUD DE LA CHINE et/ou VLADIVOSTOK pour recueil d'interviews plus récentes pour augmenter la crédibilité des témoignages existants et dans le but de pouvoir faire des recoupements avec l'accès/ou non à l'aide internationale.
 - *Parallèlement, en Corée du Nord : on devrait essayer de regrouper des données en vue de la détermination d'une « carte de l'aide humanitaire » pour pouvoir répondre clairement OUI, DEPUIS QUAND et COMBIEN d'aide a été distribuée.
- Lobbying actif auprès des autres acteurs humanitaires : ECHO/PAM/UNICEF/CICR/MDM/ACF/OXFAM ; contact, faire partager notre réflexion, enrichir les expériences mutuelles... dans le but d'augmenter la pression face aux autorités en termes d'accès. Ne pas s'isoler dans nos démarches – Témoignages.
- Au niveau de la comm[unication] : mise en veilleuse par Marcel de toute déclaration/communication liée à son « rapport » ; si une quelconque info ou événement important devait se produire, accord impératif des sièges et du terrain pour toute décision au niveau de la communication.
- Marcel et Marie Rose se rencontrent à Pékin avant la semaine des coordos de MSF-France pour faire le point.



Courriel de Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme, à Marie-Christine Ferir, MSF Belgique, directrice des opérations, 30 avril 1998 (en français).

Extrait :

Côté USA, Antoine Gérard [...] nous fait, dans les jours qui viennent, un compte rendu des meetings qu'il a eus avec les UN (UNDP [PNUD], UNICEF, WFP), les ONG US [états-uniennes], des gens du Congrès et du département d'État. Il fait un super boulot de lobbying et d'explication de la position MSF/des questions que se pose MSF. Côté FDRC, je voudrais savoir si vous êtes d'accord pour répondre à la lettre reçue la semaine dernière. Non pas pour en remettre une couche, mais pour affirmer l'urgence de discuter de notre future collaboration après juillet 1998, sur la base des principes suivants : réduction des distributions de médicaments, accès à la population, liberté d'évaluation, ciblage de nos actions. On pourrait en profiter pour insister sur l'importance d'obtenir un visa pour William (ou une autre personne s'il n'est pas disponible). Ceci n'empêche pas Marie Rose de discuter dès maintenant avec les autorités cc [au sujet des] problèmes

rencontrés par les équipes et par exemple [de l'] accès aux maisons du médecin MSF avec les médecins locaux lors de leurs visites à domicile.

Côté frontière avec la Chine, vous en avez discuté hier et Marcel vous a expliqué la prudence pour poursuivre cette démarche. Si j'ai bien compris, on est OK pour approfondir notre réflexion sur le sujet en retournant à la frontière pour recueillir des témoignages récents et en confrontant les informations avec les données du terrain des équipes en Corée du Nord (je vais voir le dossier avec lequel Marcel est revenu). Il y a une carte précise des endroits dont sont originaires les réfugiés que je t'envoie ASAP [as soon as possible : le plus vite possible].

Merci de me dire si tu es OK avec tt ça. [...]

Dernier point, je travaille avec François Jean pour trouver des contacts universitaires et autres connaissant la problématique Corée du Nord pour obtenir d'autres informations sur le contexte actuel... etc. Des pistes et des contacts la semaine prochaine sur Paris. Je te tiendrai au courant là-dessus aussi.



« La voix du terrain », **Courriel** de MSF Pyongyang au responsable de programme de MSF Belgique, 4 mai 1998 (en anglais).

Extrait :

Nous avons tenu une réunion ce dimanche, au cours de laquelle, entre autres points, nous avons discuté des résolutions prises après la réunion de M. Roux [MSF France], E. Goemaere [MSF Belgique], P. Biberson [MSF France], M. C. Ferir [MSF Belgique], Patrick de Briey [MSF Belgique]...

1. Nous sommes complètement d'accord avec les décisions prises concernant :

- La mission internationale. Nous n'avons aucun problème avec tout cela. Il semble qu'il n'y ait des problèmes qu'entre sièges. Nous espérons qu'ils sont résolus parce qu'ils interfèrent trop dans les opérations sur le terrain.

- Lobbying actif auprès de Echo-WFP-Unicef...

Nous demandons à être tenus informés de ce qui est dit, afin de pouvoir dire la même chose localement.

Le premier point a été accepté sans discussion. Les suivants ont été discutés.

2. Marcel Roux : nous comprenons que la décision de le garder comme membre de MSF France vient de cette section.

Si, à MSF France, ils ne voient pas où est le problème (non-respect des règles internationales de MSF, destruction de mois de travail à essayer de construire de bonnes relations avec les autorités...), cela les regarde. Nous espérons que MSF France ne regrettera pas cette décision.

3. Nous sommes prêts à accepter une nouvelle évaluation sur la frontière, c'est intéressant, sans aucun doute. Sur le terrain nous distribuons des médicaments, pas de la nourriture. [...]

Avant tout, nous sommes responsables du témoignage dans les zones/terrains où nous travaillons, dans quatre provinces, pas à la frontière. Deuxièmement, nous n'avons pas la responsabilité de mener une enquête sur les détournements de biens dont nous ne sommes pas les fournisseurs. Nous avons besoin de connaître clairement les raisons pour lesquelles nous, MSF, devrions faire cette évaluation.

4. NOUS N'ACCEPTERONS JAMAIS QUE MARCEL ROUX FASSE CETTE ÉVALUATION.

- Nous pensons qu'il ne peut plus être objectif, après la grande pagaille causée par sa précédente mission, parce qu'il voudra prouver qu'il avait raison.
- Les journalistes le connaissent et connaîtront les dates de son voyage. Nous ne pensons pas qu'il sera capable de se taire à son retour.
- Nous n'avons pas, du tout, confiance en ses promesses. Il agit de façon solitaire et sans aucun contrôle.
- Nous ne comprenons pas qu'il soit autorisé à revenir en Chine et à être la personne de référence sur la Corée du Nord pour les journalistes. Il sera l'épée de Damoclès sur la mission Corée du Nord.

Nous sommes certains que les sièges peuvent trouver quelqu'un d'autre qui aura les compétences adéquates pour le faire correctement. Pour nous, il est très important d'avoir un cahier des charges précis pour cette mission.

5. Nous respectons ainsi la volonté de transparence et de transmission d'informations du siège. Nous tenons à le souligner...

En conclusion, nous pouvons dire que depuis deux mois, la mission est un grand « bordel ». Les visites de présidents, desks, les communiqués de presse, les interviews, les bagarres et les noms d'oiseaux... Nous espérons que c'est désormais fini. Nous aimerions réussir à travailler selon les règles MSF. Nous essaierons, mais nous ne sommes pas sûrs d'y arriver.

Nous aimerions rappeler à quiconque souhaite avoir son moment de gloire, que nous avons eu notre dernière chance. On nous l'a très clairement fait comprendre.

Nous espérons que les décisions prises, au cours de cette réunion, seront suivies par tous.

Les membres des équipes MSF en Corée du Nord remarquent de plus en plus souvent que tous les médicaments fournis par l'organisation ne sont pas utilisés pour traiter les patients. Selon eux, les médecins nord-coréens mettent des médicaments de côté, au cas où MSF se retirerait du pays.



Quand nous sommes arrivés, tous les médicaments étaient régulièrement consommés. Ce n'est pas spécifique à la Corée du Nord, ça se passe comme cela dans beaucoup de pays ! Mais d'un autre côté, nous ne voyions pas autant de patients que cela. Donc nous avons commencé à vérifier la pharmacie, d'abord pour voir comment étaient stockés les médicaments, s'ils l'étaient dans un endroit sec. Puis, dans un deuxième temps, nous avons vérifié comment ils étaient utilisés, comment ils étaient prescrits. Puis la phase suivante : « OK, les médicaments sont partis, mais pouvez-vous nous dire quand ils sont donnés ? » Au cours de mon troisième ou quatrième mois sur place, mon interprète s'est aussi prise au jeu de la vérification, et elle me disait : « Corien, ce n'est pas vrai, ce n'est pas possible. » C'est ce que je pensais déjà, mais au bout de trois mois, j'ai réussi à l'embarquer avec moi ! C'est assez amusant, parce que la confiance est assez rare, tout est filtré, et sa réaction aurait dû l'être aussi. Elle adhère à l'idéologie et représentait un exemple parfait de la génération Kim Il-Sung. Quand je l'ai entendue traduire « Où sont les médicaments ? », au ton de sa voix, c'est comme si j'avais entendu « comment est-ce possible ? ».

Au cours du 4e et du 5e mois, ceux qui travaillaient à la pharmacie ont commencé à reconnaître qu'ils avaient mis quelques médicaments de côté. Alors je leur ai dit : « D'accord, ce n'est pas un gros problème, on doit juste le savoir, pour passer une nouvelle commande. » On ne contre-vérifiait pas tout, car on aurait eu des problèmes, cela aurait gâché nos bonnes

relations. Cela leur était difficile d'expliquer, car ils n'en étaient pas fiers. Ils ont dit qu'ils n'avaient pas reçu de médicaments depuis très longtemps et qu'ils voulaient juste en mettre de côté, parce qu'ils ne savaient pas combien de temps MSF allait rester, si les approvisionnements allaient continuer. Je ne pouvais que les comprendre. Herbert [Raaijmakers], mon prédécesseur, avait écrit qu'à son arrivée, il ne restait strictement plus rien dans les hôpitaux. Ils avaient été construits 30 ou 40 ans auparavant, et depuis tout était sans cesse recyclé et réutilisé. Il n'y avait pas de pansements. Tout ce qui était vieux et cassé était réparé. Et soudain, ils ont reçu 50 boîtes de médicaments. Après 30 ou 40 ans passés sans quasiment rien, et à recycler ce « rien », c'est une attitude normale de stocker toute livraison et de commencer à l'utiliser au compte-gouttes. C'est ce que mon prédécesseur m'avait dit : « Ils ne les utilisent que par petites quantités chaque fois. » Il faut leur dire : « Allez-y, utilisez-les, c'est pour les gens ici. S'ils ont une pneumonie, utilisez tout le traitement antibiotique et n'arrêtez pas au bout de deux jours parce que le patient se sent mieux. On vous réapprovisionnera. » Donc on devait réellement les pousser pour qu'ils les utilisent, mais c'est très compréhensible. Quand on leur donne autant de boîtes, évidemment, ils veulent les garder !

Mais l'autre problème c'est que je n'étais pas vraiment en mesure de mener une vraie enquête, de compter toutes les boîtes et de comparer pour voir ce qui manquait. Et je ne pouvais pas être sûre que les boîtes qui étaient là aujourd'hui ne seraient pas transportées le soir même dans un autre comté. Et finalement, ils avaient raison, nous avons cessé nos activités en août. Il n'y a donc pas eu de réapprovisionnement après août. Mais il est clair qu'à Pyongyang, les ministres pouvaient facilement dire : « OK, ces boîtes, demain elles iront aux militaires. » Oui, il y avait un conflit d'intérêt.

Dr Corien Swaan, MSF Hollande, médecin, responsable de programme en Corée du Nord janvier-septembre 1998 (en anglais).



Semaine après semaine, les relations ont été de plus en plus simples et plus franches. Nous avons eu parfois des choses un peu cachées au niveau des médicaments. Des médicaments étaient détournés. Mais par la suite, j'ai toujours tenu à dire que même si les médicaments n'étaient pas utilisés là où nous le voulions, ils étaient dans une pièce à côté. Si nous insistions en disant que nous ne partions pas sans avoir vu les médicaments, nous finissions toujours par les voir. Nous n'avons jamais vu des médicaments donnés à l'armée. De ce côté-là, c'était clair. Le message dénonçant des détournements de l'aide humanitaire a parfois été diffusé à l'extérieur. Mais nous n'avons même pas vraiment parlé de détournement de médicaments, puisque cela n'a jamais été prouvé. Nous ne pouvons pas dire qu'après notre départ, ces médicaments n'ont pas été mal utilisés. Mais pendant le temps de notre présence, du fait que nous étions très stricts pour voir ces médicaments, nous avons toujours pu quasiment les suivre.

Dr Dominique Lafontaine, MSF Belgique, médecin en Corée du Nord août 1997-septembre 1998 (en français).

En mai 1998, le PAM, en association avec l'Unicef et Echo, se prépare à lancer une enquête nutritionnelle en Corée du Nord. Aucune ONG n'est impliquée dans le projet et la population cible de l'enquête est choisie de façon à justifier le programme du PAM. Le 19 mai, le directeur de programme du PAM déclare une nouvelle fois que l'agence cessera son aide à la Corée du Nord si elle n'obtient pas l'accès à l'ensemble du pays.



« Enquête nutritionnelle en RPDC », **Courriel** de Sonia de Meyere, MSF Corée du Nord aux responsables de programme de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, 11 mai 1998 (en anglais).

Extrait :

Le nutritionniste du PAM a demandé une réunion avec toutes les ONG présentes dans le pays pour discuter de cette proposition de protocole, car ils n'ont aucune expérience en matière d'enquête nutritionnelle et ont peu d'informations sur ce qui se passe sur le terrain.

Collaboration avec les ONG :

Un accord a été passé avec le gouvernement pour que cette enquête soit menée par trois organisations : l'Unicef, le PAM et ECHO, aucune autre agence ne sera autorisée à participer à la collecte de données sur le terrain. Ils discuteront peut-être de la participation d'autres agences (OMS et FAO), mais le gouvernement veut que le moins possible d'étrangers soient impliqués, les expatriés ne seront peut-être même pas autorisés à peser ou mesurer. Cela sera fait par les gens de l'ICN (Institut pour la nutrition de l'enfant), les expatriés étant autorisés à enregistrer les données.

Apport des autres ONG : discuter du protocole, obtenir des informations pratiques sur les structures de santé dans les comtés.

Calendrier :

Juin est le bon mois !!! La collecte de données devrait avoir lieu pendant la seconde moitié de juin, l'analyse commençant en juillet, bien que les négociations avec le gouvernement puissent prendre du temps, en particulier lorsqu'on abordera les visites à domicile.

Population cible :

De nombreuses discussions au sujet du groupe d'enfants à inclure dans cette enquête : selon ce protocole, les moins de cinq ans devraient être presque exclus, donc pourquoi parle-t-on d'enquête nutritionnelle ? Cette question a permis de clarifier les objectifs du PAM : ils aimeraient avoir une justification à leur distribution de nourriture aux enfants dans les écoles primaires, aux femmes enceintes et à celles qui allaitent. Ce sont de nouveaux groupes cibles pour eux, ces besoins doivent être justifiés. Il a finalement été décidé que les moins de cinq ans devaient être aussi inclus dans l'enquête. Un expert des échantillons sera requis.

Enquête aléatoire :

Ils sont tous d'accord pour dire que le choix de 4 000 enfants, comme cela a été fait précédemment, ne sera pas renouvelé. Les problèmes à résoudre :

Choisir les comtés au hasard, lorsqu'environ 20 % d'entre eux ne sont pas accessibles pour des raisons de sécurité.

Comment sélectionner les femmes enceintes ? (La feuille de surveillance de l'alimentation pourrait inclure les données requises.)

Comment éviter le biais des enfants non présents à l'école, mais hospitalisés ou restés à la maison ?

Conclusion :

La proposition sera réécrite, nous aurons une mise à jour vendredi (le nutritionniste quitte le pays samedi).

Remarques :

- Il est clair que nous ne participerons pas à cette enquête.
- Il sera très intéressant de voir comment se dérouleront ces discussions avec les autorités pour obtenir un accès aléatoire.
- Pour nous, il était important d'être présents à cette réunion pour :
 - essayer au moins d'obtenir un brouillon de protocole correct ;
 - nous informer sur leur méthodologie afin d'être capables, plus tard, d'interpréter les résultats.



« L'enquête nut[ritionnelle] », **Courriel** de William Claus aux responsables de programmes de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, et à MSF Pyongyang, 19 mai 1998 (en anglais).

Extrait :

J'espère que tout le monde a lu le message de Sonia au sujet de l'enquête nutritionnelle. Ce scénario était plus ou moins prévu et va bloquer notre stratégie, comme nous en avons discuté lors de la dernière réunion interdesk.

Je pense que nous devons intensifier notre stratégie de lobbying et essayer de convaincre ou d'influencer les décisionnaires politiques afin d'éviter qu'une fois encore une enquête nutritionnelle n'ait aucun sens. Ce n'est pas aux agences des Nations unies de conduire des enquêtes nutritionnelles, puisqu'elles ne sont pas elles-mêmes impliquées dans la mise en œuvre sur le terrain.

Un autre phénomène est alarmant : il n'y a ni réaction ni position de la part des autres acteurs impliqués en Corée du Nord. J'ai appris par un coup de téléphone à la Fédération des Croix-Rouge à Genève que personne là-bas n'était au courant des derniers événements, alors qu'il s'agit du deuxième plus important acteur sur le terrain.

Ce que nous devons proposer ou expliquer :

1. Le PAM est responsable de la distribution alimentaire. Depuis le début de l'opération, l'ensemble de celle-ci est mis en question sur le fait de savoir s'il existe ou non une famine et si l'accès aux distributions est correct ou pas. Jusqu'ici, personne ne sait si la nourriture arrive jusqu'à la population ou non. Cela devrait être le premier angle d'évaluation du PAM. Ce n'est pas avec une enquête nutritionnelle, mais en utilisant des outils de surveillance comme le « panier de la ménagère » qu'ils auront une meilleure opinion ou visibilité là-dessus.

2. Il est illogique d'utiliser un outil comme une enquête nutritionnelle pour justifier une action à venir sans savoir ce qui s'est passé auparavant, et on doit l'éviter.

3. La méthodologie n'est pas plus claire qu'auparavant, mais ce qui est inacceptable c'est que toutes les mesures sur le terrain soient faites par les Coréens eux-mêmes. Donc, une fois de plus, aucun accès aux foyers, une fois de plus, un biais dans le choix de l'échantillon.

4. Seules les agences de l'ONU sont autorisées par le gouvernement à mener une enquête. Les ONG sont complètement hors-jeu, ce qui est inacceptable car elles sont les principaux acteurs de terrain.

5. La position de MSF sera très difficile à tenir si nous ne sommes pas capables d'évaluer une année de programmes de CNT.

Donc, il existe suffisamment de raisons pour réexpliquer notre position et l'importance d'avoir accès à la population pour avoir une image claire de son état nutritionnel. En conséquence, je propose que nous contactions les quelques organisations qui sont actives sur le terrain.



« Les Nations unies vont couper l'aide alimentaire à la Corée du Nord », *The New York Times* (États-Unis), 19 mai 1998 (en anglais).

Extrait :

Le Programme des Nations unies pour l'alimentation va couper son aide à la Corée du Nord parce que cette dernière ne tient pas sa promesse de donner accès à tout le pays, a déclaré aujourd'hui le directeur des programmes.

Le mois dernier, la Corée du Nord a assuré aux responsables des secours des Nations unies qu'elle donnerait aux employés du Programme alimentaire mondial, basé à Rome, l'accès à 210 comtés, dont des régions qu'elle avait interdites pour des raisons de sécurité, a rappelé Catherine Bertini, la directrice des programmes.

Toutefois, l'agence ne s'est vu autoriser qu'un accès partiel, et on lui a refusé l'entrée de 39 comtés où elle cherchait particulièrement à entrer, a ajouté Mme Bertini.

L'agence a exprimé son inquiétude au sujet du manque d'accès, car elle ne peut pas contrôler si la nourriture est bien livrée aux personnes auxquelles elle est destinée.



On lançait le filet. On voulait préparer un voyage de François [Jean] qui nous permette d'explorer et de comprendre un peu plus ce qui se passait en Corée du Nord. Évidemment, en regard du hiatus entre les propos recueillis à l'extérieur et ceux des équipes à l'intérieur, mais aussi en regard de ce qu'on commençait à comprendre au travers des récits des réfugiés sur le fonctionnement de l'assistance à l'intérieur. C'est-à-dire à travers le système de classes et la canalisation de l'assistance internationale via le système de distribution publique, qui discrimine la population en fonction de l'utilité sociale, de la loyauté politique. Nous comprendrons ces choses de manière plus fine plus tard, mais nous commençons à le sentir au niveau du fonctionnement de l'assistance dans ce régime totalitaire, et nous savons que nous devons aller plus avant et nous documenter.

Marine Buissonnière, MSF France, administratrice en Chine, décembre 1996-janvier 1999 (en français).

IV. MSF QUITTE LA CORÉE DU NORD

Le 16 mai 1998, dans le cadre de son rapport annuel à l'assemblée générale de l'association, le président du conseil d'administration de MSF France raconte en détail les défis et les dilemmes rencontrés par MSF en Corée du Nord.



Rapport moral de Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France, 16 mai 1998 (en français).

Extrait :

La Corée du Nord :

C'est une mission qui pose plusieurs problèmes, et je vais essayer de vous les exposer.

Famine ou pas ?

Depuis 1995, la Corée du Nord ne nourrit plus toute sa population. C'est une certitude. L'effondrement de la capacité de production agricole, combiné à l'arrêt des aides en

provenance des « pays frères » a mis le pays à genoux. Trois années de catastrophes naturelles semblent avoir parachevé le désastre.

Il faut préciser que, dans le système nord-coréen, la population est nourrie par l'État, par la coopérative ou par l'unité de production, y compris les paysans. De la même façon qu'elle est vêtue, logée, éduquée, soignée, etc. Les Nord-Coréens ordinaires n'ont pas le choix de produire pour eux-mêmes, de faire des réserves, ils sont soumis à la planification et dépendent totalement de ce qui leur est redistribué. Il n'y a pratiquement pas d'argent et pratiquement pas de marché.

Pourquoi préciser « toute sa population » ? Parce que, à l'évidence, tout le monde ne souffre pas de la même façon. En dehors des fortes variations individuelles de résistance aux privations et au manque de soins que nous connaissons dans toutes les populations, et sans qu'il soit vraiment possible de préciser les zones géographiques ou les catégories de population à risque, s'agissant d'un système dit égalitaire, il existe des contradictions fortes entre ce qui peut être vu lorsque l'on se déplace à l'intérieur du pays et ce qui peut être recueilli comme témoignage auprès des gens qui ont fui le pays.

- De l'intérieur, on découvre un pays [où règne] une intense pénurie généralisée, mais pas d'image de famine classique : pas d'errance des populations, pas de cadavres, pas d'émeutes sur les points de distribution... Des cas de malnutrition sont visibles, souvent gravissimes, mais ne se rencontrent que dans les institutions où nous sommes admis : hôpitaux, orphelinats. Le reste de la population semble vaquer à ses occupations.

- Les témoignages recueillis dans la zone de la frontière chinoise évoquent, eux, une situation de cauchemar : des familles décimées, des distributions interrompues depuis des mois – voire des années – (et notablement pas de trace de l'aide internationale), l'errance improbable à la recherche de nourriture, les morts de faim, de froid, de maladie, des cas d'anthropophagie, les trafics d'enfants et de femmes, des rassemblements dans les gares, de la violence, de la répression et de la corruption.

Aussi contradictoires qu'elles puissent apparaître, notre hypothèse est qu'il s'agit bien de deux images d'un même pays et que nous parlons bien, dans un cas comme dans l'autre, des habitants de Corée du Nord.

La famine est difficile à quantifier, mais il est vraisemblable, sinon certain, que la pénurie, alimentaire et générale, frappe un grand nombre de Nord-Coréens, qu'elle a tué et qu'elle tue aujourd'hui en Corée du Nord.

Quelle aide pour les populations nord-coréennes ?

Pour la première fois, en 1995, le gouvernement nord-coréen a fait appel à l'aide internationale, mais en fixant ses conditions : aucune évaluation des besoins, aucun contrôle sérieux de la destination de l'aide, sélection [des organisations autorisées à travailler en Corée du Nord] et discipline drastique exigée de ces organisations d'aide. Aucune ouverture, aucune remise en cause apparente du système ; c'est à prendre ou à laisser.

Médecins Sans Frontières, à force de persuasion, mêlant une certaine candeur, une forte capacité de mise en œuvre et aussi un volume d'aide représentant plusieurs millions d'écus, a réussi à prendre pied en Corée du Nord et à assurer l'essentiel des approvisionnements en médicaments et nourriture spécialisée pour quatre provinces. C'est assez remarquable en soi, mais l'on sait bien que, si l'on ne fait pas l'effort de rapprocher l'action réelle de l'intention et de remettre tout cela en situation, on peut se planter.

Plusieurs questions se posent en effet :

1. Cette aide sauve-t-elle les Nord-Coréens ou plutôt, ceux qui meurent de la famine et des privations ?

Il y a un vrai doute. Elle en sauve quelques-uns, mais nous n'avons pas les moyens de les quantifier. Sans vouloir tomber dans les considérations de coût/efficacité, vous savez bien que ce n'est pas notre critère préféré en matière d'action humanitaire, nous avons tout de même une responsabilité. Combien de morts avons-nous évitées en un an avec une aide évaluée à 50 millions de francs ?

Aujourd'hui, il est impossible de répondre à cette question. En d'autres termes, nous ne savons pas si cette aide desserre l'étau de la famine pour ceux qui en souffrent. De plus, parce que l'aide ne questionne pas les causes du désastre, il est permis de craindre qu'elle renforce le système qui affame et asservit une partie de la population.

2. L'aide apportée par Médecins Sans Frontières exprime-t-elle la solidarité, l'humanité à l'égard de ceux qui souffrent injustement ? Malgré le dévouement des équipes (et je veux dire ici qu'elles ne sont pas en cause et qu'elles méritent tout notre soutien), j'ai le regret de dire non, en tout cas très insuffisamment. Parce que nous sommes dans un pays totalitaire et parce que nous avons été contraints de couvrir des territoires et un nombre de structures qui ne permettent pas d'exprimer cette attitude. Bien sûr, c'était le but visé par le gouvernement : nous autoriser à rayonner et à distribuer aussi largement que possible sans pouvoir nous arrêter nulle part plus de quelques minutes au contact des gens.

Si cette aide n'exprime pas suffisamment la solidarité c'est aussi parce que nous n'avons pas, jusqu'à une période récente, su parler dans nos pays de l'absolue détresse des Nord-Coréens et du cauchemar que représente le régime.

Aussi, parce qu'en dehors de quelques mesquineries que nous leur faisons et qu'ils nous rendent bien, nous n'avons pas su montrer notre indignation aux autorités nord-coréennes.

3. L'aide apportée par Médecins Sans Frontières a-t-elle dérogé aux exigences de qualité, qui n'est qu'une des formes d'expression du respect que nous avons d'autrui ? Oui hélas, par effet de masse, des petites erreurs, des petites approximations se transforment en gros gaspillage, en grosses inadéquations. Voilà en quoi, si l'on n'est pas extrêmement vigilant, un geste de bonne volonté peut se transformer, le volume aidant, en geste de condescendance, voire de mépris.

4. La communauté internationale, et plus précisément les organisations d'aide, ont-elles une responsabilité ?

Oui. Il ne s'agit pas de dire que ce sont elles qui font souffrir les Nord-Coréens. C'est évidemment faux. Mais par le silence qui l'accompagne, par les renoncements aux principes qui sont consentis, cette aide massive (et paradoxalement peut-être insuffisante) a toutes les apparences d'un compromis politique. C'est parce qu'il y a aujourd'hui un gros effort en matière de secours internationaux que les États se dispensent de répondre à la question : famine ou non ? Quelle ampleur ? Quelle en est la cause ? Et comment y remédier ?

Tout indique qu'à cette dernière question la réponse consiste exclusivement en l'acheminement de secours. Et peut-être, en effet, n'y a-t-il pas de moyens au niveau international pour avoir une autre politique. Mais alors, elle doit être explicite et rendre des comptes. Pourquoi ? Parce que de telles options, tout en se disant humanitaires, assument le risque de laisser tuer des gens au nom d'une raison « supérieure ».

Nous en avons été les témoins dans l'est du Zaïre : la soi-disant éradication des foyers génocidaires du Kivu valait bien – pour certains stratèges – le sacrifice de quelques dizaines de milliers de réfugiés ! A propos, quelle éradication ? Dans le cas de la Corée du Nord, cette raison supérieure pourrait s'appeler stabilité régionale, voire prévention des crises, et cette politique aurait pour nom « *soft landing* ».

Au nom d'un soi-disant atterrissage en douceur, il nous faut s'assurer que Médecins Sans Frontières ne participe pas à masquer une hécatombe.

5. Plus loin encore des Nord-Coréens, mais question d'importance tout de même : dans ce contexte d'instrumentalisation de leur action, le rôle des ONG n'est-il pas

1. de questionner et chercher à comprendre,
2. de témoigner de ce qui se voit et de ce qui se dit,
3. de prendre position ?

Je réponds oui, c'est ce que nous avons commencé à faire, dans le brouillard mais avec les mains dans le cambouis, ce qui nous donne une vraie crédibilité, et j'invite les autres membres de la famille Médecins Sans Frontières à nous rejoindre sur ce débat plutôt qu'à nous isoler.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que Médecins Sans Frontières n'aurait jamais dû mettre les pieds en Corée du Nord. Au contraire, je félicite ceux qui ont été les explorateurs de cette mission en terrain extrêmement hostile. Et je reconnais qu'ils ont été malins, sensibles et bien inspirés.

Mais nous ne sommes pas quittes avec notre mission. Je suis critique dès lors qu'elle ne se remet pas suffisamment en cause. Il ne s'agit pas de se faire virer, mais de se battre pour un meilleur accès à ceux qui crèvent de faim et de maladie.

Une fois qu'on a vu et entendu tout ce qu'on a vu et entendu, que faut-il faire ?

Dans le cas de Médecins Sans Frontières, il ne s'agit pas simplement d'être un témoin honnête, dans le sens où l'on s'est accidentellement trouvé en situation d'être le témoin de quelque chose. A Médecins Sans Frontières, nous nous portons au-devant de situations qui réclament de comprendre – donc d'ouvrir les yeux et les oreilles – et ensuite de dire ce que l'on a vu et compris. Si nous ne le faisons pas, c'est de simple voyeurisme à complicité de meurtre que nous sommes coupables selon les circonstances. Le témoignage est bien ainsi une conséquence du choix de se porter au-devant des gens qui souffrent.

Les responsables de MSF font une tournée de visites aux bailleurs de fonds, aux acteurs de l'aide, et plusieurs enquêtes sont lancées auprès des réfugiés nord-coréens en Chine et en Russie. Le 29 mai 1998, le conseil d'administration de MSF France discute de la stratégie à appliquer concernant la présence de MSF en Corée du Nord.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 29 mai 1998 (en français).

Extrait :

Philippe Biberson : Nous avons décidé de rencontrer tous les partenaires de l'aide en Corée pour partager notre analyse, tenter de les convaincre et leur demander leur appui. Eric Goemaere, Doris [Schopper, MSF International, présidente du conseil] et moi avons rencontré Emma Bonino à la Commission européenne le 26/05.

Elle avait réuni un staff important dont M. Navarro, directeur de Echo.

Une mission de l'UE (parlementaires plus commission) vient de rentrer de Corée. Les grandes lignes du rapport indiquent : famine semble finie mais nécessité pour Echo de rester présent.

Évaluer la situation après les récoltes à venir, privilégier l'aide structurelle.

Nous avons livré notre analyse :

- Situation de pénurie probablement réelle, gravissime et ancienne : confrontations d'observations à l'intérieur et à la frontière chinoise.

- Manipulation de la part des autorités : dissimulations alternant avec informations.

- Pseudo « ouvertures », pseudo accès.

- Aide délivrée quasiment à l'aveugle et contrairement à tous les principes... Inquiétude que l'aide massive donnée actuellement co-existe simultanément avec une hécatombe. Nous avons présenté la très grande précarité de la situation de MSF (risque d'expulsion pure et simple).

Nos prises de positions et nos propositions pour les modalités futures de notre aide (ciblage et proximité) n'ont déclenché qu'une lettre d'intimidation de la part des autorités coréennes.

Intimidation valable pour l'ensemble des organisations.

Nous avons demandé le soutien de Echo dans cette approche.

Les difficultés que rencontre MSF d'avoir une position commune ne doivent pas être tournées en dérision. Nous avons le sentiment d'être les seuls à essayer d'avoir une vue globale sur le problème et nous vivons très mal le rôle de livreurs d'assistance.

Mme Bonino s'interroge sur l'opportunité de faire une visite en Corée. Elle est très consciente qu'elle sera promenade comme tout le monde, qu'elle aura à faire des déclarations très critiques et elle craint que ce soit contre-productif. Elle est assez lucide sur son impuissance. Nous avons souligné l'importance de rassembler toutes les informations disponibles et les communiquer aux partenaires. Nous avons suggéré que Echo devrait pouvoir se procurer des informations précises sur la crise de production alimentaire et sur la crise économique. Le problème étant l'aide à l'aveugle, toute lumière est à rechercher activement.

Nous n'avons pas eu le sentiment qu'il existe une réelle politique à l'UE sur la Corée, sinon d'être sur la photo. François J. [François Jean, Fondation MSF, directeur d'études] pense au contraire qu'il doit y avoir une politique tout à fait élaborée mais que ce n'est pas à E. Bonino qu'il faut la demander.

Pierre [Salignon, responsable de programme] : Les ONG américaines sont prêtes à aller en Corée du Nord. Les Médecins du Monde partagent la même politique que nous et le sentiment que les Coréens veulent fermer la porte aux ONG européennes. L'offre de service étant pressante, le « dumping humanitaire » peut jouer à plein.

Il faut essayer de multiplier les voyages sur place pour essayer de voir ce qu'il s'y passe, essayer de drainer les informations en périphérie, réseau sur le Japon etc. Il est prévu de retourner du côté chinois et sur la frontière avec la Russie.

François B[ourdillon, membre du conseil d'administration] : Jusqu'à quand peut-on attendre avant de prendre une décision claire ?

Même si de CA en CA on raconte ce qu'il se passe, il faut se mettre une limite. Avant juillet, il faut un regard extérieur, quelle marge de progression ?

Jean-Hervé [Bradol, directeur des opérations] : nous sommes assez pessimistes mais il faut continuer de rassembler des informations dérivées d'actions concrètes. Les visites en Chine et en ex-URSS, peuvent se doubler d'une aide aux réseaux d'entraide. François [Jean] travaille sur la Corée et il est envisagé de rassembler une conférence internationale à la rentrée.

Xavier [Jardon, membre du conseil d'administration] : Est-ce qu'on ne devrait pas faire du bruit avant juillet ?

Jean-Hervé : Faire du bruit n'aurait pas beaucoup d'échos si on n'apporte pas plus d'éléments...

Odysséas [Boudouris, membre du conseil d'administration] : la logique politique, probablement, est de faire acte de présence en Corée et ne se soucie pas de ce que va devenir cette aide, ce n'est pas intéressant. La logique humanitaire doit être différente.

Nous devons vérifier l'utilité de l'aide, exiger qu'elle sauve des gens et nous ne devons pas avoir peur de nous faire expulser.

Rony Brauman [Fondation MSF France] : la logique humanitaire et la logique politique ne se confondent pas, mais là, la politique souvent se fait un peu au pif et éventuellement il n'est pas interdit de penser qu'elle est floue, faute d'être autre chose.



On s'était réparti la tâche, et moi je suis allé avec Eric Goemaere, le directeur général de MSF Belgique, rencontrer à Bruxelles les représentants de l'Union européenne. Je pense que c'était parce que l'Union européenne finançait massivement MSF et les autres ONG là-bas. On a eu cette entrevue avec madame Bonino. Eric et moi, on entretenait une bonne complicité et on a fait un numéro à deux voix qui a bien impressionné Bonino. On l'a bien retournée. Elle avait tout son aréopage autour d'elle, dont Navarro, qui s'occupait de la Corée. En vérité, elle connaissait mal la Corée, mais jusqu'ici elle s'était reposée sur certains membres de son staff qui étaient des spécialistes, qui avaient été là-bas ou qui géraient le programme. En gros, elle nous avait reçus avec un air un peu amusé en disant [Philippe imite Emma Bonino et son accent] : « Alors, c'est quel MSF qui vient encore aujourd'hui, c'est les Hollandais, les Français, c'est quoi ? Vous êtes en Corée, alors c'est qui en Corée, les MSF, c'est MSF International ? » Elle jouait un petit peu là-dessus. Tout en prenant son thé et ses petits gâteaux... Mais elle ne jouait pas la comédie. C'était juste que la Corée du Nord, ce n'était pas son truc. C'était exactement ce qu'on voulait lui dire, qu'elle lâchait des millions d'euros dans une situation sur laquelle elle manquait manifestement d'informations. « Alors, c'est quoi le problème de la Corée du Nord ? » nous demande-t-elle. La conversation s'engage, et tout de suite elle capte qu'on n'est pas venus pour rigoler, que peu importe de savoir si les Français, les Belges et les Hollandais sont d'accord ou pas tout à fait d'accord, qu'on a des trucs à lui dire, et on lui explique ça. Eric en rajoute et elle commence à poser des questions à son équipe : « Et ça ? Vous êtes au courant ? Qui s'occupe de ça ? Il y a eu un rapport là-dessus, eh bien je n'ai pas compris ça ! » Et puis nous on met vraiment la sauce. Elle dit : « Bon, j'ai compris, c'est un scandale ! Alors quoi ? Qu'est-ce qu'il faut que je fasse ? Est-ce que je dois aller là-bas ? » Je lui réponds : « Ça serait une très bonne idée que vous alliez là-bas, madame. Oui, il faut que vous alliez là-bas ! » Et elle dit : « Oui, mais si je vais là-bas, je vais faire un scandale ! » À l'époque, elle faisait toujours ses mini scandales en Afghanistan, en Sierra Leone. Elle disait « C'est quoi, ce bordel ? Ce n'est pas normal, l'Union européenne va faire ceci, va faire cela ! » Je lui dis : « Oui, je crois que vous allez faire un scandale si vous allez là-bas, parce que vous n'allez pas en revenir de ce à quoi contribue l'Union européenne. » Elle dit : « Ah bon ? Alors ce n'est peut-être pas très bon que j'aille là-bas ! » Là-dessus, on a un petit peu rigolé, mais je crois qu'à partir de ce moment-là, elle a compris. Et puis, au sein de MSF, même s'il y avait encore de très grosses réticences sur le terrain – de la part de Marie Rose et peut-être du responsable de programme à Bruxelles –, au niveau d'Eric, il n'y avait plus de doute.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).



L'Union européenne soutenait cette stratégie que certains ont appelée du « soft landing », c'est-à-dire transformer petit à petit la situation, à l'intérieur de la Corée du Nord. MSF s'y opposait. On est donc allés voir Emma Bonino, pour lui demander clairement de poser plus de conditions à l'aide alimentaire de l'UE.

Elle a dit qu'elle en tiendrait certainement compte. Malheureusement, pour cet entretien, elle avait fait revenir le représentant local de l'UE en Corée du Nord qui, sur le terrain, avait plus ou moins maltraité MSF. Il a évidemment défendu son bout de gras en disant qu'il n'y avait

aucun problème, qu'il contrôlait toute l'aide. Nous étions financés en partie par des bailleurs de fonds, dont Echo et par quelques fonds propres.

Pour moi, il n'y avait aucune contradiction à utiliser les fonds de l'UE, car nous nous efforcions d'appliquer les critères internationaux : accès direct, contrôle de la distribution.

Il faut bien se rendre compte aussi que ce que l'UE nous finançait représentait une infime partie, comparé à ce qui était donné par l'ensemble de l'aide internationale. C'était monstrueux. La plus grosse opération d'aide alimentaire que le PAM a dû faire, c'est la Corée du Nord.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

Le 9 juin 1998, la fondation MSF France consacre sa conférence-débat mensuelle à la question de la famine potentiellement en cours en Corée du Nord. Des chercheurs et des expatriés qui ont vécu en Corée du Nord échangent informations et points de vue avec des membres de MSF et des journalistes. Sur le terrain, l'équipe rencontre des difficultés croissantes à obtenir l'accès aux populations les plus vulnérables. François Jean continue son travail de recherche sur les causes structurelles des pénuries alimentaires en Corée du Nord et sur les routes d'exil des Nord-Coréens en Russie et en Asie.



Courriel de François Jean, directeur de recherche à la Fondation MSF France, à Barnett Rubin, chercheur, 5 mai 1998 (en français).

Extrait :

Cher Barney,

J'ai commencé à travailler sur la Corée du Nord – ou plutôt à débroussailler – et, à première vue, il y a peu d'études sérieuses sur la situation. Le contraire serait étonnant : le pays est plutôt opaque...

J'ai tout de même retenu les noms de quelques chercheurs :

- Nicholas Eberstadt, *American Enterprise Institute*
- Marcus Noland, *Institute of International Economics*
- Scott Snyder et Stanley Roh, *United States Institute for Peace*
- Stephen Linton, *Center for Korean Research, Columbia University*

Pourrais-tu, si tu les as, me transmettre les coordonnées de ces institutions ?

Par ailleurs, si tu avais entendu parler d'autres chercheurs, centres de recherche ou même journalistes travaillant sur la question (nature du régime, mode d'encadrement de la société, politiques agricoles, situation alimentaire, etc) merci de me le faire savoir. Je crois que le seul moyen d'avancer, à ce stade, est de me mettre en contact avec les *Korea watchers* [experts observateurs de la Corée] travaillant aux États-Unis, en République de Corée ou d'autres pays.

D'avance merci pour tes informations et tes suggestions.

À bientôt, amicalement,

François



« Famine en Corée ? Histoire, enjeux, problèmes », **Invitation**, Fondation MSF France, 9 juin 1998 (en français).



« Corée », **Courriel** de Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France, à François Jean, directeur de recherche Fondation MSF, Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, Sophie Delaunay, Epicentre, 12 juin 1998 (en français).

Extrait :

Juste pour rappel à tous les trois. Si un voyage d'étude en Corée du Sud s'organise cet été, il est impératif de reprendre contact avec les gens du comité du prix de Séoul pour la paix. Je viens d'avoir une conversation très intéressante avec son président M. Lee Chul-Seung. Il est très critique de l'attitude de la communauté humanitaire internationale et en particulier des Américains = Clinton. Il dit que dans quelque temps les historiens dévoileront que l'aide a été déversée à l'aveugle dans un pays qui viole quotidiennement les droits de l'homme. etc.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 19 juin 1998 (en français).

Extrait :

Pierre Salignon [responsable de programme] fait part de l'évolution de différentes démarches.

François Jean [Fondation MSF France] est parti à Moscou pour identifier deux personnes avec qui MSF pourrait travailler pour faire du recueil d'informations. Projet d'une visite dans la région frontalière avec la Corée, courant juillet, voire courant août.

Sophie Delaunay [Fondation MSF France] et François préparent actuellement une visite en Corée du Sud pour rencontrer un certain nombre d'interlocuteurs, courant juillet. Ils souhaitent prendre le temps de faire un tri parmi ces interlocuteurs car les recherches sur la Corée du Nord sont nombreuses. On commence à avoir un petit réseau grâce auquel on obtient pas mal d'informations. Parallèlement à cela, François Jean devrait aller, à son retour de Moscou, aux États-Unis, afin de préparer d'ici le mois d'octobre, une réunion avec des intervenants sur place, savoir qui pense quoi, les ONG américaines [et] notamment les ONG européennes...

Sur le terrain, on se heurte actuellement à un problème de délivrance des visas et de limitation du nombre des expatriés.

Médecins du Monde, toujours en phase de négociations, arrête fin juin. Pour MSF, il y a un problème, éventuellement, dans le Nord. Dans la dernière province où l'on s'est investi, courant février 1998, toute la population est mobilisée pour aller aux champs, ce qui pose des problèmes pour les visites dans les hôpitaux, peu de gens sont accessibles. Marie Rose, la coordinatrice, va se rendre dans cette province pour comprendre la situation. William Péréa dit que ça devient de plus en plus inacceptable dans la quatrième province. On pourrait prendre la décision de stopper toute action mais auparavant on a besoin de prendre davantage d'informations. On verra en fonction des négociations mais les échéances sont données, c'est juillet/août.

Il y a eu une conférence organisée par la Fondation sur la Corée du Nord, avec Pierre Rigoulot [chercheur] et P. Biberson. Ce qui a permis d'élargir le cercle des gens à qui on pose la question de la nature de l'aide en Corée du Nord, sa pertinence. La conférence a été suivie d'un débat et nous a permis de rencontrer des familiers de la Corée.

En particulier une personne qui a passé un an à Pyongyang, en tant qu'enseignante. Ce qu'elle avait à raconter était passionnant. Elle a gardé des amitiés, et ne voulait pas, en se mettant en avant, les compromettre. Ce qu'elle a dit était assez poignant. Elle a vécu dans un milieu assez aisé, parmi des enseignants, et surveillée en permanence donc

entourée par des gens, chauffeurs, traducteurs, etc. Elle s'est rendu compte assez rapidement que ces gens avaient faim. Ce qu'elle pouvait faire de mieux pour égayer leur vie ou leur rendre service, était de dépenser une partie de son salaire mensuel pour organiser des repas chez elle. Elle a donné beaucoup d'informations sur le système D mis en place par les gens, qui témoigne de la pénurie totale au point de vue alimentaire, et de tout le reste, accès aux soins, hôpitaux, médicaments et forme ouverte de corruption. L'accès au médecin, des choses relativement simples, se paient avec une cartouche de cigarettes, etc. Même si les gens avaient des réticences à parler, elle a vite compris quel cauchemar ils vivaient. Et elle a quitté la Corée du Nord en décembre, ce qui est relativement récent.

Pierre Salignon : ça glace les os et confirme tout ce qu'on a entendu dans les camps des réfugiés. La lecture qu'elle fait du système, du mode de stratification sociale est intéressante. A Pyongyang, les gens reçoivent 100 grammes de nourriture. Le système d'aide et la distribution posent des problèmes.



Rapport mensuel, MSF RPDC, juin 1998 (en anglais).

Extrait :

Il semble que la situation générale dans le pays se soit améliorée grâce à un afflux continu de nourriture et de médicaments. Il reste toutefois possible que la situation se dégrade de nouveau pendant la période de soudure en juillet et août.

Malgré les améliorations de la situation dans le pays et la perspective d'une implication plus active de la communauté internationale dans la remise en route de l'agriculture, les organisations internationales de secours présentes dans le pays ont commencé à subir de nouvelles restrictions dans la mise en œuvre de leurs programmes, plus sévères, avec l'éventualité de conditions d'opérations encore plus limitées pour leurs futures activités. [...]

L'enquête nutritionnelle est toujours sur la table, des discussions se déroulent avec les partenaires exécutifs au sujet du protocole, mais peu d'information est donnée aux ONG. Il semble que l'Unicef sera le principal interlocuteur des autorités pour mener l'enquête. Le délégué de Echo a quitté le pays temporairement (?). Le chef du PAM (Douglas Coutts) est aussi parti, et ils ont dit que le Dr Omawale partirait en août, donc qui va assurer le suivi de cette question ?

UNICEF : le mauvais fonctionnement de l'Unicef a aussi été mentionné dans le rapport de visite de la délégation de l'EU en mai. Pour ajouter aux ennuis, trois membres du personnel international (tous norvégiens) ont démissionné : le coordinateur médical, un chargé d'approvisionnement et un expert en eau et sanitation. Aucune raison n'a été avancée, juste l'assurance qu'ils seraient remplacés le plus tôt possible.

Un programme va être mis en place pour soutenir la production de SRO [sels de réhydratation orale] dans le pays. Le pays réclame plus d'importations de matière première, plutôt que de médicaments. Selon son mandat, l'Unicef ne peut qu'apporter son soutien à la production de SRO. Pour les trois prochains mois, l'UNICEF nous garantit une livraison mensuelle de 15 tonnes métriques de lait à haute valeur énergétique destinée aux centres d'alimentation des trois provinces du sud. Unicef a reçu une demande de financement pour la traduction en coréen des guides nutrition de MSF. Personne n'était au courant que ce guide était à la traduction. L'Unicef demande son autorisation à MSF.

MDM [Médecins du Monde] : Le programme chirurgical de la province du Sud Hamgyong a été fermé plus tôt que prévu. L'équipe a trouvé que les conditions de travail n'étaient plus acceptables : pas d'accès aux patients avant et après les opérations, difficultés avec les traductions des termes techniques, faible niveau des connaissances. Les techniques d'opération utilisées sont si archaïques qu'une collaboration plus avancée est impossible. Le programme médicaments continue jusqu'à la fin du mois, et la première semaine de juillet, toute l'équipe MDM devra avoir quitté le pays. [...]

Province du Nord Hamgyong

Les conditions de l'équipe à Chongjin ne se sont pas améliorées ce mois-ci, sous prétexte de la saison des semences, les voyages dans les différents hôpitaux ont été restreints : un seul pays par jour, les membres de l'équipe doivent rester ensemble. Ceci diminue l'efficacité du programme car les hôpitaux ne peuvent être visités qu'une fois par mois et les durées de voyage raccourcissent d'autant celles des visites. Comme nous avons de nouveaux médecins dans la province, la situation devrait s'améliorer, les médecins devraient pouvoir voyager vers des destinations différentes, sinon cela n'a pas grand sens d'avoir deux médecins.

Les discussions au sujet des planifications avec les autorités provinciales et centrales ont abouti au changement de l'un des traducteurs (il aurait dû mieux expliquer les conditions du pays). La situation s'est améliorée après la visite de Marie Rose à Chongjin. Le FDRC de la province a accepté que pendant plusieurs jours de la semaine, l'équipe se rende à plusieurs destinations.

Les conditions de travail de l'équipe sont aussi très difficiles : les promenades en ville sont limitées, l'utilisation d'une bicyclette n'est permise qu'en dehors de la ville et toujours accompagnée par des traducteurs. L'équipe reste six semaines avant de rentrer à Pyongyang. [...]

Province de Nord Hwanghae [...]

Dans la plupart des lieux, le stockage est « correct » mais pas fiable... Les autorités locales font de plus en plus savoir que les médicaments sont stockés pour plus tard (de nombreux hôpitaux s'attendent que nous partions bientôt, nous « n'étions là que pour une année seulement... ») Message très difficile à démentir, en particulier quand nos kits arrivent en retard...

Morbidité

Les formulaires de collecte de chiffres de morbidité sont « une prière sans fin ». Le concept ne fonctionne tout simplement pas : dans certains dispensaires, ils n'enregistrent spécialement la morbidité que pour les patients traités avec nos médicaments, dans d'autres hôpitaux, ils ajoutent une « seconde ligne » aux patients traités, et surtout, la collecte est très lente (des mois). Mon idée est de miser sur différentes méthodes de collecte de données (dossiers/administration des salles d'hospitalisation) et, dans l'accord de collaboration, d'insister sur l'accès. [...]

Province du Sud Pyongan

[...] Contrôle

Discussion avec les homologues sur les plans de distribution. Il est clair qu'ils n'ont pas été respectés :

- Redistribution des kits sur une base équitable : 450 kits ont été envoyés dans les comtés hors-limites.
- Les listes de distribution fournies par les autorités ne reflètent pas la réalité : certaines structures ne sont pas incluses et les plus petites ne reçoivent pas de médicaments. Les autorités du comté et de la province ont adapté les plans de distribution, et certains hôpitaux provinciaux inclus initialement ont reçu certains kits.

- Les autorités sont réticentes à nous laisser une liste mise à jour des structures de santé. Aussi nous avons décidé de demander aux directeurs de comtés de présenter le plan de distribution dans leur comté. L'évaluation est réalisée au cours de visites de terrain et semble être faite correctement. Les structures de santé étaient moins librement accessibles en utilisant ce système de distribution.



À l'occasion de cette conférence de la Fondation, on avait rencontré cette femme, V., qui avait été interprète à Pyongyang pendant un an. Elle nous avait dit qu'elle avait la certitude qu'il y avait de l'anthropophagie en Corée du Nord, même dans les classes d'un niveau assez élevé. Elle était interprète en chinois et en coréen et vivait en Chine depuis longtemps. Elle était allée faire un intérim à Pyongyang pour remplacer une vieille interprète française qui était très malade. Toute la propagande du régime est en fait écrite par des interprètes qui vivent là-bas à demeure depuis des années, qui sont complètement acquis à la cause, complètement amoureux des Coréens, etc. La vieille interprète, trop malade, n'avait pas pu revenir en Corée. Donc V. était finalement restée un an à Pyongyang. Là-bas elle était très proche des gens avec lesquels elle travaillait. Et elle nous a dit : « J'invitais de temps en temps mes collègues de travail à prendre le thé dans ma chambre, dans une cité où vivent les interprètes, et je me suis rendu compte très rapidement que ce n'était pas le thé qui les intéressait, c'était le sucre, c'était le beurre. Ils mangeaient le sucre et le beurre à la cuillère. Quand j'ai réalisé cela, je les ai invités souvent chez moi. On mettait le thé de côté et je leur faisais des tartines avec du beurre et du sucre. » Un de ses collègues lui avait dit qu'il était invité à l'enterrement d'un proche, mais qu'il ne voulait pas y aller, parce qu'il savait qu'aux enterrements on mangeait de la viande, et que...

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).

À leur retour de visite en Corée du Nord, le 14 juin 1998, les représentants du PAM et de la FAO annoncent que la situation alimentaire dans le pays reste précaire et que la crise alimentaire n'est pas terminée. Ils racontent que les autorités nord-coréennes ne distribuent pas tous les stocks de nourriture, les mettant de côté pour d'éventuelles pénuries.[V13](#)



« Situation alimentaire précaire en Corée du Nord, selon FAO et PAM », **AFP** (France), Pékin, 14 juin 1998 (en français)

Extrait :

La situation alimentaire en Corée du Nord reste « précaire » et les mois de juillet et août vont s'avérer « critiques » pour la population, ont indiqué dimanche à Pékin deux organisations de l'ONU chargées de l'alimentation.

« La situation alimentaire reste précaire. Nous avons voyagé dans tout le pays et nous pouvons dire que la crise alimentaire n'est pas finie », a déclaré Abdur Rashid, chef d'une mission de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) en Corée du Nord.

« Nous sommes particulièrement inquiets pour les deux prochains mois critiques, alors que les stocks de vivres sont au bord de l'épuisement et que le système de distribution publique ne fonctionne plus depuis mars dans de nombreuses régions », a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse, au terme d'une mission de dix jours dans le pays.

Avant la fin de la distribution de l'aide alimentaire, les rations avaient été réduites à 100 grammes par jour et par adulte, alors que le besoin normal est de 450 grammes. Selon M. Rashid, les autorités ont apparemment choisi pour l'instant de conserver les stocks d'aide alimentaire internationale pour les distribuer en cas d'aggravation de la pénurie.

Si les récoltes « apparaissent généralement dans une situation satisfaisante », les perspectives pour l'année restent « incertaines » avant juillet et août, les deux principaux mois de l'année pour les précipitations, a déclaré M. Rashid. [...]

Douglas Coutts, coordinateur humanitaire de l'ONU en Corée du Nord, s'est refusé de son côté à confirmer les informations selon lesquelles la famine a fait plusieurs millions de victimes dans le dernier bastion staliniste de la planète.

« Les gens ne meurent pas de faim dans les rues. Ce dont ils meurent, c'est de maladies qui auraient normalement pu être facilement soignées s'ils avaient été convenablement nourris », a-t-il expliqué.

Selon lui, les habitants en sont réduits à « cueillir des herbes dans les parcs de Pyongyang afin de préparer des biscuits de couleur verte » qui sont devenus « la principale forme d'alimentation pour la plupart des gens, malgré leur absence de valeur nutritive ».

Les carences alimentaires ont provoqué une recrudescence de pneumonies et de diarrhées chroniques, surtout chez les enfants. Dans les campagnes, les représentants des organisations internationales ont constaté une absence quasi-totale d'eau courante et de chauffage l'hiver, même quand le thermomètre tombe à moins 20 degrés dans la journée. « Les gens en sont réduits à laver leur linge dans les rivières », a-t-il indiqué.

Pyongyang est confronté à un « déficit considérable » d'aide alimentaire internationale, a estimé M. Rashid. Alors que la FAO et le PAM évaluaient en octobre dernier les besoins à 1,95 million de tonnes pour la période de novembre 1997 à octobre 1998, seules 400 000 tonnes ont été acheminées et 400 000 autres sont attendues. [...]

Selon certaines informations, la famine a fait au moins un million de victimes ces dernières années en Corée du Nord. L'organisation Médecins Sans Frontières a récemment fait état de cas de cannibalisme et affirmé que l'aide alimentaire internationale était détournée au profit des militaires et des cadres du régime.

En avril, les deux Corées n'ont pu se mettre d'accord sur l'envoi d'engrais du Sud vers le Nord lors de discussions organisées à Pékin.



« Corée Nord – famine – commentaires », **Courriel** de Pierre Salignon, responsable de programme MSF France au réseau Corée du Nord, MSF Belgique, MSF Hollande, MSF États-Unis, 15 juin 1998 (en français).

Extrait :

Je me permets de vous envoyer cette dépêche afin que vous cherchiez auprès de vos interlocuteurs du PAM et de la FAO à obtenir plus de détails sur ces déclarations. Peut-être un rapport de mission a-t-il été diffusé à cette occasion ? Merci Catherine à NY de te renseigner.

Comme vous pourrez le voir, on peut retenir plusieurs choses troublantes sur le système de distribution de l'aide en Corée du Nord et la situation actuelle :

- La conclusion de la mission FAO et PAM : la situation serait pour la FAO et le PAM toujours aussi « critique » (Indicateurs ? Observations directes ?);

- « Le système de distribution public ne fonctionnerait plus depuis mars dans plusieurs régions. » On en a entendu parler avec les réfugiés à la frontière... mais c'est la première fois dans le discours de représentant UN que cela apparaît... Ils vont même plus loin : « Les autorités ont apparemment choisi pour l'instant de conserver les stocks d'aide

alimentaire internationale pour les distribuer en cas d'aggravation de la pénurie. » Est-ce une découverte récente du PAM ? Un demi-aveu du détournement de l'aide alimentaire ? On peut se/leur poser la question.

- Trois autres remarques/observations troublantes sur lesquelles il faut se renseigner tant à Pyongyang qu'à NY/Genève :

(1) « L'absence d'engrais, de mécanisation et de source d'énergie obligent les enfants des écoles à travailler dans les champs pour cultiver la terre. »

(2) « Les rations auraient été réduites à 100 grammes par jour et par adulte. Selon la FAO, les autorités ont apparemment choisi pour l'instant de conserver les stocks d'aide alimentaire internationale pour les distribuer en cas d'aggravation de la pénurie... »

(3) « Les habitants en sont réduits à cueillir des herbes dans les parcs de Pyongyang afin de préparer des biscuits de couleur verte qui sont devenus la principale forme d'alimentation pour la plupart des gens, malgré leur absence de valeur nutritive. »

Sans présumer des raisons de telles déclarations aujourd'hui de la part du PAM et de la FAO (leur appel annuel a reçu peu de réponses), on doit noter encore une fois une différence de discours avec ce qui a été dit, il y a quelques mois par le PAM qui se réjouissait de l'« efficacité » de l'aide qui avait évité une catastrophe...

Ces dernières déclarations posent énormément de questions... que nous devons leur poser directement.

En juin 1998, la plupart des ONG, dont MSF, font face à des difficultés croissantes pour accéder aux populations dans le besoin et travailler correctement. À la mi-juin, Médecins du Monde échoue à signer un nouvel accord de collaboration. L'organisation est la première à quitter le pays et sera suivie par d'autres dans les mois qui suivent. Les autorités nord-coréennes annoncent aux responsables de MDM qu'elles préfèrent importer de la matière première et produire elles-mêmes des médicaments, plutôt que recevoir ces derniers des ONG.



Mémo de Marie Rose Pecchio, coordinatrice MSF Pyongyang à William Claus, responsable de programme MSF Belgique, juin 1998 (en français).

Extrait :

Voici les nouvelles que j'ai eues hier soir au social club de Pyongyang. Ce sont les bruits qui courent pour la plupart, d'autres sont officiels. [...]

Le bruit court que les autorités ne voudraient pas garder les gens trop longtemps car ils connaissent bien comment ça marche. Or les « vieux » sont en train de partir : [...] Douglas Coutts [directeur du PAM en Corée du Nord] (1 an) ; le n° 2 du PAM, John Prout (2 ans) ; le représentant de Swiss Disaster Relief (2 ans) ; Omawale [Omawale], Unicef (1 an).

3. MDM : C'est pas très clair. Le hom [chef de mission] a commencé à négocier avec FDRC. Ils en sont à parler argent et durée, pas encore de programme. En mai, il y a eu des visites du siège pour lancer l'idée des nouveaux projets.

Pour FDRC, ils ne savent pas encore si c'est oui ou non. Motif : MDM a commencé très tard le projet, donc ils ne sont pas très fiables... Mais FDRC va voir. Bref, rien encore de définitif. Il semblerait, d'après l'anesthésiste qui était ici pour une mission d'un mois, que le siège serait prêt à faire des concessions pour rester. Un peu contradictoire avec les informations de Paris, isn't it. Les commentaires sur la mission anesthésiste + chirurgien,

un mois sur le terrain sont plus qu'horribles. Ils ont pu assister aux interventions mais n'ont pas pu voir le patient avant et après. Les techniques datent d'avant 1960, règles d'hygiène et aseptie inexistantes, motifs des interventions très peu clairs. Bref, très très très dangereux. Ils regrettent un peu d'avoir introduit l'anesthésie générale...

En entendant cela, je suis très heureuse qu'on ne fasse pas de chirurgie et que l'on n'ait pas distribué la kétamine...

Ils n'arrivent pas à avoir de visa pour quelqu'un du siège qui voudrait venir discuter des modalités d'une continuation des programmes.

4. ACF : Complètement bloqué dans le travail : ils n'ont toujours pas reçu de liste des enfants dans les *kindergarden* [jardins d'enfants]. Tant qu'ils ne l'ont pas, pas de distribution. En plus, les deux infirmières sont obligées de partir ensemble, comme nous, en fait. Bref, le chef de mission est rentré sur Paris pour discuter. [...]

7. La Croix-Rouge, qui suite de l'évaluation faite en avril, a décidé de stopper le *food* [l'approvisionnement en nourriture]. Gros tollé de la Croix-Rouge locale et des autorités. Le représentant a plaidé auprès de Genève pour qu'ils revoient leur position, avec comme preuve un semblant d'étude sur le *food basket* [panier de la ménagère] chez certains bénéficiaires choisis par la Croix-Rouge locale...

Tant qu'une décision n'est pas prise à Genève pour cette histoire de *food*, les gens du siège n'obtiennent pas de visa.

8. Nous c'est pas mieux : À Chongjin, ils sont obligés de partir tous les trois ensemble tant que la saison de repiquage n'est pas finie. Deux médecins dans le même hôpital pour compter les boîtes, c'est un peu beaucoup. Ils ne peuvent pas sortir de l'hôtel, même accompagnés. [...] Pour toutes les provinces, les plannings doivent être rentrés le mardi précédent à la place du vendredi [...].

Je pense que la situation est en train de se détériorer petit à petit. Ils mettent de plus en plus de barrières pour, à mon avis, qu'on en ait marre et qu'on s'en aille. L'équipe ici le pense, les autres expats aussi, ainsi que moi-même. [...]

Certains TFC, il n'y a pas d'enfants. Pour l'option qui a été prise etc. : on ferme s'il n'y a pas d'enfants, cela me paraît logique, non ??



« MDM », **Courriel** de Marie Rose Pecchio, coordinatrice MSF en Corée du Nord, à William Claus et Patrick de Briey, responsables de programme MSF Belgique et Marie-Christine Ferir, directrice des opérations, MSF Belgique, 17 juin 1998 (en français).

Extrait :

Hello,

Voilà, c'est fait, MDM s'en va. Ils ne peuvent pas avoir un nouveau MOU [accord de collaboration]. Pas de notifications écrites, mais orales lors d'une réunion avec le FDRC. Motifs invoqués :

- La Corée préfère, à l'avenir, importer les matières premières à la fabrication de médicaments, plutôt que de faire venir des médicaments à travers les ONG.

- MDM n'est pas très sérieux : ils ont signé leur MOU en septembre mais le programme a commencé en janvier, seulement. Echo n'a signé le contrat qu'en janvier.

La personne du siège de Paris ne peut pas venir.

Ils peuvent rester jusqu'au 10-15 juillet pour monitorer les 72 tonnes de médicaments qui sont arrivées, il y a une semaine et puis basta.

C'est tout pour le sujet certaines autres NGO [ONG] vont suivre (CAD, Helpage).
Marie Rose

En juillet et août 1998, l'accord de collaboration arrivant à expiration, MSF négocie avec les autorités de Corée du Nord au sujet d'un avenir éventuel de ses programmes dans le pays. L'une des questions abordées est la possibilité pour MSF d'avoir accès aux enfants socialement défavorisés, dont le staff pense qu'ils sont des enfants des rues orphelins.

En préparant les négociations, l'équipe découvre que ces enfants sont identifiés sous le matricule « 27/09 » en référence à un décret de Kim Il-Sung sur les personnes classifiées comme « rejetées de la société ». Elle rédige alors un rapport sur le sort de ces « enfants socialement défavorisés » qui sera diffusé, à partir de septembre 1998, aux autorités, aux agences de secours et aux bailleurs de fonds présents en Corée du Nord. Son objectif est de convaincre les organisations humanitaires qui resteront dans le pays de suivre le sort de ces enfants.



« Identification d'un groupe d'enfants à risque : les enfants socialement défavorisés », **Lettre** de Marie Rose Pecchio, coordinatrice MSF à Pyongyang et rapport à Unicef, PAM, FALU, PNUD, OCHA, OMS, DG8, Echo, FICR, SDR, CAD, Concern, ACF, Cap Anamur, OXFAM, Cesvi, USA PVO Consortium, GAA, 11 septembre 1998 (en anglais et en français).

Extrait :

Merci de bien vouloir trouver ci-joint un rapport réalisé après un an de visites de terrain effectuées par les équipes MSF. Ce rapport concerne un sujet important, l'existence de certains groupes spécifiques d'enfants, qui a été adressé aux autorités et discuté avec elles.

Notre principale inquiétude concerne la santé des enfants. En conséquence, nous voulons partager cette information avec les organisations humanitaires encore présentes dans le pays, afin qu'elles puissent continuer le suivi et aider les autorités à trouver des solutions. Comme MSF quitte le pays, nous n'aurons pas l'occasion de développer d'autres activités dans ce sens.

En aucun cas, ce rapport n'a pour objectif de critiquer les autorités ou le système politique de ce pays et les informations données ne doivent pas être interprétées en ce sens. Nous sommes certains que toutes les organisations se sentiront concernées par ce problème et trouveront une solution humanitaire.

Rapport :

Identification d'un groupe à risque, « les enfants défavorisés »

MSF est arrivé en Corée du Nord avec un programme double : la distribution de médicaments et la mise en place de centres de nutrition thérapeutiques dans les mêmes provinces. Ces deux activités ont été conduites entre juillet 1997 et septembre 1998. Après une année de programme, il est possible de faire certaines observations sur le programme nutritionnel.

Les centres de nutrition ont été organisés dans tous les comtés où nous avons été autorisés à travailler. En général, les centres fonctionnent bien techniquement car le personnel coréen a vite compris les nouvelles méthodes de diagnostic de malnutrition et aussi les protocoles curatifs spécifiques.

Toutefois :

- Le nombre d'enfants admis dans les centres est relativement bas : le nombre d'admissions d'enfants de moins de cinq ans ne dépasse pas 1 % de la population des moins de cinq ans (estimée à 10 % de la population globale).
- Nous n'avons toujours aucune idée de ce que représentent ces enfants traités dans les centres. Sont-ils tous des enfants mal nourris du pays ou seulement une partie d'entre eux ?

Ce sont les raisons principales de notre décision de mettre fin au programme nutritionnel, avant même la fin du contrat-cadre en vigueur et des discussions en cours pour le suivant. Il est clair que MSF ne mènera pas d'enquête nutritionnelle, pas même dans les comtés où nous travaillons. Nous ne sommes donc pas capables d'évaluer le statut nutritionnel de la population (y a-t-il encore de la malnutrition aiguë et quel groupe d'âge est le plus affecté ?) et en même temps nous ne sommes pas capables d'évaluer le programme actuel (est-ce que ce type de centre nutritionnel est une solution au problème nutritionnel ?).

Un autre facteur important de la décision de fermer ces centres de nutrition a été que dans de nombreux hôpitaux nous avons remarqué qu'on avait abusé de notre confiance : les critères d'admission n'étaient délibérément pas respectés, de nombreux « faux mal-nourris » étaient ajoutés aux registres seulement pour augmenter la consommation journalière théorique de lait. Est-ce que ces quantités de lait ont été « épargnées » afin de constituer un stock pour la période qui suivra la fin du programme ? Est-ce que ces quantités de lait supplémentaires ont été données à d'autres enfants ? Est-ce que le lait a été donné à des enfants qui n'en avaient pas besoin ? D'un autre côté, parmi les enfants admis dans les centres de santé nous avons découvert un groupe spécifique d'enfants qui a besoin de notre aide de toute urgence. Avec toutes les observations que nous avons faites, nous pouvons dire qu'ils n'ont pas seulement un problème nutritionnel, ce qui est souvent très grave, mais aussi de véritables problèmes sociaux.

MSF est une organisation médicale qui travaille au plus près de la population et insiste pour que l'aide qu'elle apporte aille aux plus vulnérables. Nous avons des doutes que cela ait été le cas ici.

Nous avons, de manière répétée, demandé à avoir accès à ces enfants, aux différentes autorités, afin de pouvoir les aider et résoudre leurs problèmes de base. Les autorités de santé locales et provinciales ont plus ou moins admis la nécessité d'une intervention et même la difficulté à atteindre ces enfants. Les autorités centrales ont simplement nié leur existence.

Nous ne comprenons pas la raison pour laquelle un tel mur de silence a été érigé autour de ces enfants, peut-être est-ce seulement parce que les Coréens ont des difficultés à admettre que certaines choses ne fonctionnent pas comme elles le devraient, ce qui n'est pas étonnant, si l'on prend en compte les difficultés rencontrées après plusieurs années de désastres naturels.

En même temps, nous avons noté que des efforts importants étaient menés par les autorités de santé pour prendre soin de ces enfants. Certains centres y ont mis beaucoup d'énergie et nous avons été impressionnés par la volonté de nombreux pédiatres nord-coréens d'aider ces enfants.

Mais maintenant, nous pensons qu'il est temps d'aller un peu plus loin et d'essayer de résoudre le problème au plus haut niveau possible. Pour l'instant, nous pouvons seulement poser un pansement sur la blessure car nous n'avons aucune possibilité de traiter le problème à sa source.

Les centres de réhabilitation nutritionnels de Pyongsong

C'est à travers nos activités dans les centres de réhabilitation nutritionnels que nous sommes capables de collecter les informations concernant les enfants défavorisés. Il est fort probable que ces centres n'aient pas participé de façon déterminante à la résolution des problèmes nutritionnels du pays. Ils ne nous ont pas non plus donné une idée plus claire de l'état nutritionnel des enfants, mais ils nous ont permis d'identifier certains problèmes spécifiques que nous n'aurions probablement pas notés autrement.

Deux centres de réhabilitation nutritionnelle (NRC) sont particulièrement intéressants : celui de l'hôpital de Pyongsong et celui de l'hôpital pédiatrique provincial, également situé à Pyongsong. Le nombre d'enfants traités là-bas est assez important (613 admissions en neuf mois, dans les deux hôpitaux, des enfants de moins et de plus de cinq ans). Mais le plus important c'est que les enfants vus dans ces centres présentent des caractéristiques que l'on trouve peu chez les enfants des autres centres de la province.

A. Historique

Jusqu'à la mi-novembre 1997, le fonctionnement de l'hôpital pédiatrique semblait sans particularité, du moins à première vue. Relativement peu de visites y avaient été faites, le programme se concentrant essentiellement sur les structures d'un niveau plus bas, à savoir les hôpitaux d'arrondissement. Néanmoins, vu son rôle de référence, il avait servi deux fois comme lieu de rencontre aux pédiatres responsables, pour y dispenser le cours sur le traitement des enfants mal nourris. Le premier de ces cours avait eu lieu fin juillet et avait été donné pour le personnel de l'hôpital par le Dr Eigil Sorensen de l'Unicef, en présence de Brigitte Noël de MSF.

Déjà, ce premier cours avait [été] agrémenté d'un petit incident qui avait pris toute sa signification par la suite. En effet, une vingtaine d'enfants, sévèrement malnutris, étaient présents pendant les deux jours de cours et ont d'ailleurs servi à la démonstration pratique. En milieu de matinée, Brigitte et le docteur Sorensen, attendant sur le pas de la porte, avaient été surpris de voir deux enfants, en très mauvais état, sortir sur une petite charrette pour être emmenés on ne sait où. À leurs questions, leurs interlocuteurs, embarrassés n'avaient pu donner aucune réponse satisfaisante. Une visite de travail, faite deux jours plus tard, n'avait pas permis de retrouver un seul des enfants, ceux-ci ayant visiblement été utilisés et déplacés pour le besoin du cours.

Le second cours a été dispensé par MSF à tous les responsables des services de pédiatrie de la province à la fin août et s'est déroulé sans incident. Comme il était concentré sur une journée, il n'a pas été possible de voir les enfants.

Par la suite, deux visites de contrôle faites par Brigitte n'ont rien révélé de nouveau, à part la présence de quelques enfants mal nourris mais sans particularités. Au mois d'octobre, William Claus, responsable du desk MSF Corée à Bruxelles a visité également l'hôpital et plusieurs enfants lui ont été présentés dans plusieurs chambres de l'hôpital, le tout dans une atmosphère suspecte. Suspicion levée deux jours plus tard par une visite inopinée de Brigitte qui a constaté qu'aucun des enfants présentés à William n'étaient encore présents. Aucune explication cohérente n'a été émise à cette occasion. Après cet incident, les visites ont été interrompues pendant quelques semaines pour se concentrer sur l'ensemble des centres de la province. Ce n'est que le 21 novembre que Brigitte y est retournée pour une visite de contrôle régulière. Elle a constaté toutefois l'absence d'enfants mal nourris dans le bâtiment habituel et il lui a été répondu que ceux-ci avaient été déplacés dans un autre bâtiment. L'accès à celui-ci lui a d'abord été interdit mais devant son insistance, le responsable de l'hôpital l'a autorisée à entrer. Elle a vu une trentaine d'enfants dans un très mauvais état physique, médical et nutritionnel. Ils étaient regroupés dans un coin d'une pièce pratiquement pas chauffée. Ils souffraient tous de malnutrition sévère et plusieurs d'entre eux étaient trop faibles pour se lever.

À partir de ce moment, il a été décidé de ne plus lâcher ces enfants et des visites hebdomadaires ont été programmées afin de s'assurer qu'ils bénéficiaient de soins minimaux.

À notre surprise, cela a été le début d'un flux continu d'enfants qui tous présentaient les caractéristiques communes que nous reprenons ci-dessous en décrivant d'abord les impressions d'ensemble.

L'hôpital municipal distant d'à peine 500 mètres de l'hôpital provincial, a eu une histoire plus progressive. À la suite de travaux de rénovation, le service de pédiatrie et le centre nutritionnel ne furent (ré)ouverts que durant le mois d'octobre.

Au début, les enfants mal nourris ne différaient pas tellement de ce que nous étions habitués de voir ailleurs. Ce n'est qu'à la fin de l'hiver qu'il est apparu clairement que les enfants hospitalisés appartenaient à la même catégorie que ceux de l'hôpital provincial et la description donnée ci-dessous s'applique aussi totalement à eux.

B. Impression d'ensemble

- Le modèle de distribution des âges est totalement différent de celui observé dans les autres centres de réhabilitation nutritionnelle. Alors que les enfants âgés de moins de 5 ans constituent le plus gros des effectifs dans les centres normaux (moyenne : 4,1 ans) ici nous retrouvons essentiellement des enfants au-dessus de 5 ans (moyenne : 8,8 ans) et cela est particulièrement net pour l'hôpital pédiatrique provincial (moyenne : 9,9 ans) qui recrute par ailleurs des enfants d'âge moyen plus avancé que l'hôpital municipal (moyenne : 7,4 ans).

- Le modèle de distribution des sexes est plus en faveur des garçons (61 %) que dans les autres centres (53 %). Cela n'est pas dû à l'âge différent des populations concernées puisqu'en sélectionnant uniquement les enfants entre 6 et 18 ans, la différence s'accroît (43 % dans les centres normaux contre 62 % à Pyongsong). C'est dans l'hôpital pédiatrique que la différence est la plus nette : 67 % contre 54 % à l'hôpital municipal.

- Le flux des enfants sortant de ces centres est particulièrement remarquable et obéit apparemment à des lois qui sont loin d'être aléatoires. Deux faits sont particulièrement frappants :

- À côté des sorties quotidiennes, plus ou moins régulières de quelques enfants, on observe à intervalles variables des flux d'enfants sortant en bloc, jusqu'à 12 enfants sortant le même jour pour les deux hôpitaux.

- Ces flux massifs se passent parfois exactement le même jour pour les deux hôpitaux, ce qui est surprenant pour deux structures sensées être indépendantes.

- L'absence des parents ou d'autres membres de la famille est un fait remarquable. Il est vrai que souvent dans les autres centres les grands enfants ne sont pas toujours accompagnés de membres de la famille, mais ici, sur huit mois de suivi hebdomadaire, nous n'avons pas vu une seule fois un accompagnant, hormis quelques mères pour de tous jeunes enfants malnutris, tenus dans une salle séparée.

- L'absence d'effets personnels est quasi-totale, hormis de petits bibelots ou livres provenant de l'hôpital.

C. Caractéristiques individuelles communes

1. Aspect général

À l'arrivée, l'hygiène corporelle et vestimentaire de ces enfants n'est pas celle qu'on trouve généralement dans la population coréenne. Leurs vêtements sont crasseux et en guenilles.

2. État nutritionnel

- La majorité des cas de malnutrition sont sévères (surtout sous la forme de kwashiorkor) ce qui contraste fortement avec le modèle observé dans les autres centres nutritionnels où la part de malnutris marasmatiques modérés est dominante (même en prenant compte de manipulations statistiques plus ou moins volontaires).
- Le taux de mortalité est le plus élevé de tous les centres nutritionnels : 3 % pour l'hôpital municipal, 3,8 % pour le centre provincial et 0,3 % pour les autres centres. Cela est certainement dû à la sévérité des cas entrants, mais est sans doute dû en partie au relatif « désintérêt » ou « découragement » du personnel face aux cas les plus graves.
- Quelques cas de carences spécifiques ont également été constatés, dont de nombreuses anémies, plusieurs cas de pellagre, et un cas de scorbut.

3. Maladies de peau

- Chez quasiment tous les enfants, la gale est très importante avec un fort taux de surinfections bactériennes au niveau des mains souvent accompagnée d'œdèmes inflammatoires.
- Nombreux abcès ou cicatrices d'abcès, surtout au niveau du cuir chevelu. Les oreilles sont très souvent infectées, avec le pavillon enflammé et suintant.
- Pédiculose sur la plupart des enfants (tous au mois de février), beaucoup d'enfants entrants ont le crâne rasé.
- Quelques enfants sont particulièrement tannés par le soleil, et dans ce cas, ils ne souffrent pas de maladies de peau.

4. Retard psychomoteur

Quelques enfants sont particulièrement absents (regards fixes, pas de réaction émotionnelle même après récupération nutritionnelle).

5. Autres problèmes

- Quelques cas de gelures au niveau des pieds, avec amputation.
 - Suspicion de tuberculose chez certains enfants.
 - La prévalence des maladies diarrhéiques est importante, de même que celle des maladies respiratoires, avec évidemment une distribution saisonnière marquée pour ces dernières.
- Ce ne sont que des impressions, car nous n'avons pas eu accès aux dossiers médicaux des enfants.

D. Origine des enfants

Actuellement, l'origine de ces enfants n'est pas claire. Leur provenance est sans doute multiple, mais on peut néanmoins dégager deux origines plus que probables :

- L'aspect général et sanitaire des enfants de Pyongsong démontre qu'ils ont vécu depuis quelque temps dans des conditions précaires. Il est important de noter que dans la vie courante (le long des routes, les autres hôpitaux, les quelques institutions visitées dans la province...), nous ne trouvons pas ce type d'enfants.
- La présence de la gale et des pédiculoses est un signe de conditions de promiscuité qui nous font penser qu'au moins certains des enfants proviennent d'institutions. Pour l'instant nous ne connaissons que celles s'occupant d'orphelins.

Nombre de ces enfants sont sans aucun doute des enfants des rues, un fait récemment admis par certaines autorités locales.

Certains des CNT ont sûrement (et ils l'admettent) accepté des enfants des rues, d'autre pas car ils considèrent le problème comme trop important pour être réglé à leur niveau, d'autres en nient l'existence.

Il n'est pas non plus impossible que certains de ces enfants viennent des institutions listées mais les pires cas ne nous ont jamais été montrés au cours de nos visites régulières. [...]

E. Institutions pour enfants de la province de Sud Pyongan [...]

Conclusions :

- Les enfants orphelins officiellement montrés ne correspondent pas à ceux retrouvés à Pyongsong. Aucun de ceux-ci ne présente les problèmes dermatologiques observés dans les deux hôpitaux.
- Les enfants orphelins non pris en charge par les autorités (nombre ?) et les enfants abandonnés par leurs parents doivent bien être quelque part, soit dans une institution sous la responsabilité d'un comté, soit dans des familles, soit dans la nature...
- Nous n'avons aucune idée de leur devenir après leur passage dans les institutions pour tout-petits.
- Le nombre d'orphelins présents dans les institutions officielles est moins important que le nombre d'enfants traités dans les centres de nutrition.

F. Le devenir des enfants des centres

La destinée de ces enfants n'est pas claire non plus. Nous n'arrivons à obtenir aujourd'hui aucune explication franche sur le lieu de destination. Cela n'est pas très encourageant, mais renforce notre idée qu'ils appartiennent à une catégorie particulière de la population. Une des hypothèses les plus vraisemblables est qu'ils vont ou retournent dans une ou des institutions spécialisées pour ce type d'enfants.

Les mises en scènes organisées au début du programme (cours de l'Unicef, visite de William [Claus]) peuvent indiquer que l'institution qui s'occupe de ces enfants ne se situe pas trop loin de l'hôpital provincial. Le fait que nous ayons aussi quelques cas de réadmission va peut-être dans le même sens. Mais il reste très difficile de comprendre ce qui se passe réellement.

Conclusions :

- MSF a travaillé pendant un an auprès d'enfants coréens mal nourris. L'une des conclusions est qu'il est très difficile d'avoir une image claire de l'état nutritionnel de la population. Cela ne changera pas tant qu'une enquête nutritionnelle sérieuse ne sera pas menée.
- Dans les centres de nutrition nous avons clairement identifié une population d'enfants dans un état nutritionnel très mauvais, avec des caractéristiques qui indiquent qu'ils vivent dans des conditions sociales difficiles.
- Ces observations nous amènent à penser qu'en dehors des institutions dont nous avons la liste officielle, il existe d'autres institutions où séjournent des enfants de diverses origines.
- Nous espérons qu'après notre départ des efforts seront faits pour trouver une solution au problème humanitaire des enfants défavorisés et ceci en collaboration avec les autorités coréennes. Dans ce cas, le travail des médecins coréens pour ces enfants n'aura pas été vain.



Au bout d'un an, il y a eu une négociation pour le renouvellement du contrat. Je ne sais pas très bien ce qui s'est passé au niveau des sièges, des décisions prises, mais à partir des discussions que nous avons eues avec les autorités, nous avons comme

mandat, pendant la seconde année, d'essayer d'avoir accès d'une manière officielle à ces enfants. En compensation, nous aurions continué à fournir des médicaments. La condition était que nous puissions développer un programme nutritionnel pour ces enfants. En préparant les négociations, nous avons collecté des informations un peu partout, pour identifier où nous pourrions mettre en place ce programme, dans quel centre et à quelle échelle. À ce moment-là, nous nous sommes rendu compte que dans les registres, ils utilisaient une abréviation qui revenait assez souvent pour les enfants dont les cas se révélaient les plus graves. Nous nous sommes rendu compte que ces enfants étaient dans une classification particulière. Ils n'avaient vraisemblablement pas de parents et ils avaient une sorte de matricule, commun à tous, le 27-9. Nous avons su ensuite ce que cela signifiait. Le 27-9 correspond à la date d'un arrêté édicté par Kim Il-Sung concernant la reprise en main des éléments qui sont hors société, les enfants des rues. Chaque fois que nous avions cette date, il s'agissait d'enfants en très mauvais état, qui venaient probablement d'institutions rassemblant les enfants des rues qui avaient subi des maltraitances. Ceux qui étaient dans les états les plus graves étaient renvoyés dans les centres nutritionnels.

Dans la réalité, ce n'était pas facile de voir des enfants des rues. On en voyait de temps en temps, et visiblement plutôt concentrés dans certains coins comme les gares. Dans les provinces, les membres d'Action contre la faim ont parfois aussi vu des choses surprenantes, des groupes de 30 à 40 enfants qui se baladaient ensemble la nuit. Ce qui est un peu étrange, c'est que dans les autres provinces, les équipes n'ont quasiment pas vu ces enfants. Pourtant, en poussant un peu les autorités, c'était vraiment très flagrant. Nous n'avons jamais réussi à savoir ce que devenaient les enfants après leur passage dans notre centre nutritionnel. Nous n'avons jamais eu de preuve de ce qui se passait après, dans quelle situation les enfants allaient se retrouver. Est-ce qu'ils restaient dans la rue ou étaient remis dans des institutions ? On a eu des discussions entre nous pour savoir s'il fallait chercher à les suivre ou non. On était plutôt pour l'option de les remettre sur pied, car visiblement ils arrivaient de la rue et non des institutions, pour une grande part, et allaient sans doute y retourner.

*Dr Dominique Lafontaine, MSF, médecin en Corée du Nord, août 1997-septembre 1998
(en français)*



Ils arrivaient à l'hôpital, dans la pédiatrie, en groupe mais pas de leur propre initiative. On pense que c'étaient des enfants des rues régulièrement ramassés par les autorités, qui étaient mis dans certains centres, que personne ne prenait en charge. Ni l'Unicef ni personne n'avait accès à ces enfants parce qu'en principe ces enfants n'existaient pas. Les autorités disaient qu'ils n'existaient pas. Nous, on était prêts à les prendre en charge. On proposait un supplément de programme, sans enlever d'argent ailleurs car les autorités étaient très tatillonnes à ce niveau. On leur proposait de les prendre en charge en allant à la source, c'est-à-dire dans ces orphelinats dont on soupçonnait l'existence. C'étaient des orphelinats tout à fait spéciaux pour ces enfants « qui n'existaient pas », et qui étaient en fait des enfants des rues dont les parents étaient morts ou en prison, et qui n'étaient pas pris en charge par le régime.

*Marie Rose Pecchio, MSF, coordinatrice en Corée du Nord,
novembre 1997-septembre 1998 (en français).*



J'ai été étonné de cette espèce de naïveté avec laquelle on utilisait la locution « enfants des rues ». C'était comme le jeu « cherchez l'intrus » : tu as douze animaux africains, et au milieu tu as un renard ou un loup, et on te dit « cherchez l'erreur ». Parler

d'« enfants des rues » en Corée où tout était cliniquement propre, organisé, sans aucun désordre, ça paraissait totalement déplacé. Comment des enfants pouvaient-ils être autorisés à errer ? Et s'ils n'y étaient pas autorisés, quelle force les amenait à se regrouper dans les gares, et quelle était cette réalité ? Pour moi, employer le terme « enfants des rues » pour la Corée du Nord avait des conséquences plus importantes que parler des enfants des rues du Caire, de Bangkok ou du Guatemala. C'était une façon de banaliser un symptôme pourtant extrêmement incroyable : s'il y avait des enfants des rues en Corée du Nord, c'est que le régime avait perdu du contrôle. Des gens pouvaient se déplacer, pouvaient errer, pouvaient sortir de leur zone de production où ils étaient résidents, alors que normalement, pour sortir du moindre district, il fallait montrer un papier, que tout était organisé. Cela donnait donc foi à quelque chose qu'on n'avait pas vraiment vu, mais que les réfugiés nous avaient raconté, que les chercheurs nous avaient raconté : il commençait à y avoir des gens qui passaient la frontière. Mais ça nous a quand même fait réfléchir sur des choses qu'on avait observées. Après réflexion, on s'est souvenus que dans ce pays d'une propreté clinique et d'un ordre absolument glacé, on avait bien vu des gens sur la route. On avait cru que c'étaient des camions en panne, mais en fait, en y réfléchissant, sur certaines routes, il y avait quelquefois des gens qui brandissaient un paquet de cigarettes. Nos interprètes n'avaient pas réussi à nous expliquer ça, mais on s'était dit : « Il y a quand même des gens qui sont en transhumance, des gens qui tracent la route. Ce sont peut-être des camions en panne, ou des militaires qui se sont arrêtés et sont en train de marchander pour prendre quelques personnes dans le camion moyennant quelques prébendes, etc. » On avait commencé à se dire que ce n'était pas uniquement un théâtre d'ombres, fait pour épater l'étranger ou pour garder secrètes certaines choses, mais qu'on était au milieu d'un cauchemar. Il avait fallu ce déclic-là.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).



À mon avis, c'est surtout le fait qu'on commence à soulever le couvercle au sujet des enfants des rues qui a gêné les autorités au plus haut point. Le médecin et l'infirmière de l'équipe qui avaient identifié ces enfants étaient très préoccupés. Pour eux, tant qu'ils n'avaient pas accès à ces enfants, ce qu'ils faisaient-là n'avait pas d'utilité. Ils étaient tristes de partir, c'était un constat d'échec. Mais l'objectif n'était certainement pas de rester à tout prix. Cette bataille permanente pour avoir accès, c'était épuisant.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

Les négociations sur un éventuel nouvel accord de collaboration sont alimentées par diverses discussions au sein de MSF. Les 20 et 21 juillet 1998, toute l'équipe MSF en Corée du Nord se réunit à Pyongyang pour discuter des réalisations et des perspectives du programme. Le 24 juillet, une extension d'un mois de l'accord de collaboration en cours est accordée à MSF. Le 29 juillet, un groupe de la section hollandaise recommande que MSF continue à essayer d'avoir accès à la population nord-coréenne vulnérable et définisse un seuil de tolérance au-delà duquel elle partira. Le 10 août, la coordinatrice de MSF à Pyongyang propose un plan de fermeture de mission.

Le 13 août, au cours d'une réunion des responsables de programme, les trois sections impliquées s'accordent pour fermer la mission MSF en Corée du Nord à la fin de l'accord de collaboration en cours.



Compte-rendu de la réunion de MSF RPDC à Pyongyang, 20 et 21 juillet 1998 (en anglais).

Extrait :

Qu'avons-nous réalisé en un an de programme ?

RÉALISATIONS	CONTRAINTES
Fourniture de médicaments et matériel médical aux structures de santé de quatre provinces.	<ul style="list-style-type: none"> - Listes de distribution non respectées (des médicaments ont franchi les limites du comté sans notre accord). - Certains patients n'ont pas eu les médicaments (cas de méningite à Chongjin incorrectement traité). - Retards importants dans la distribution des médicaments pour des raisons logistiques et financières (pour l'obtention des budgets) et aussi à cause de problèmes logistiques de transport en RPDC (idem pour les autres ONG).
Nous gérons un gros programme (énorme apport financier), nous sommes donc considérés comme importants et avons un énorme impact.	- Contraintes logistiques et financières pour continuer un aussi gros programme.
Les gens connaissent MSF et en ont une image positive.	
Il a été possible de superviser toutes les structures où sont officiellement distribués les médicaments.	<ul style="list-style-type: none"> - Obligation de fournir un emploi du temps, chaque vendredi pour la semaine suivante. À rendre désormais le lundi. - Information sur l'accessibilité dans un comté/structure, toujours fournie à la dernière minute. - Difficultés pour MSF de changer ses plans si nécessaire ou pour raisons de « sécurité ». - C'est une flexibilité d'un seul côté qui restreint nos mouvements.

<p>L'accord cadre a globalement été respecté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'accord de collaboration était trop restrictif. - Souvent des problèmes pratiques sur le terrain. - Est-ce que l'accord de collaboration est respecté ? L'accès y est mentionné... - Il est difficile de changer les choses en un an dans un tel pays, mais il devrait y avoir plus de volonté politique pour soutenir notre programme. - Pas assez d'explications à un niveau plus élevé sur le but de notre travail. - Peu de marge de manœuvre.
<p>On pourrait identifier les besoins en formation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accès limité aux outils pour réaliser une véritable évaluation : dossiers des patients, formulaires de morbidité.
<p>Nous avons pu rester à l'intérieur du pays pendant un an.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Important apport financier. - Jugement au nom de l'organisation : intérêt politique à nous garder dans le pays. - Nous ne sommes que tolérés. - Nous n'avons pas fait de grandes déclarations. - Notre présence a moins d'impact que nous ne l'avions espéré.
<p>MSF est présente en cas d'épidémie.</p>	<p>Il est peu probable que nous soyons informés d'une épidémie.</p>
<p>Mission internationale.</p>	<p>Le siège ne sait pas exactement ce que nous faisons (page vide dans le rapport annuel de MSF Hollande).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méthodes de travail différentes dans les trois sièges pour établir les politiques, les ressources humaines, les finances, la logistique. - Retard dans nos activités en raison d'un manque de politique commune de la part du siège.

<p>Améliorer la connaissance de base sur les médicaments et le matériel médical.</p>	<p>Contact difficile avec le ministère de la Santé car le FDRC n'était pas en faveur de ces contacts.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de politique médicale claire, MSF Belgique n'a personne au département médical qui suive la Corée. - Coordinateur médical non accepté par la FDRC avant janvier 1998. - Évaluation trop optimiste des connaissances des médecins et de la coopération avec le ministère de la Santé. - Le professionnalisme a souffert de l'approche urgentiste.
<p>Ouverture de la quatrième province.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - On aurait dû partager plus l'expérience entre les différentes provinces. - Nous voulions y aller, car c'était loin et difficile d'accès, bien que le PAM y ait un bureau depuis septembre 1997. - On ne peut pas se fier aux données.
<p>Nous avons désormais une idée sur la situation sanitaire de la population coréenne, sur le système de santé, sur les maladies, des impressions mais pas de données chiffrées claires. Dans certaines provinces, au niveau du terrain, il est possible de voir les dossiers des patients et les prescriptions, un accès est possible.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les formulaires de morbidité sont extrêmement difficiles à analyser : souvent mal remplis (seulement les OPD [centre de consultations externes] ou les consultations qui utilisent les médicaments MSF), définitions de cas différentes, observations personnelles plus importantes. - Prendre soin des autres ne fait peut-être pas partie de cette culture, les médecins ont d'autres obligations et ne travaillent pas seulement à l'hôpital. - Manque d'engagement auprès des patients. - Trop de structures de santé et trop de personnel, mais seulement à mi-temps.
<p>Les objectifs du programme actuel ont été réalisés : distribution de médicaments, formation sur l'utilisation des médicaments ; mise en place de centres de nutrition.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'objectif caché, évaluer l'état nutritionnel de la population n'a pas été atteint. Relativement peu d'enfants ont été admis dans les centres de nutrition.
<p><u>Des centres de nutrition ont été mis en place et quelques enfants en ont bénéficié.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Soins difficiles pour les cas sévères. - Doute sur la qualité de gestion du lait à haute valeur énergétique.

[...]

Pourquoi est-il important pour MSF de rester dans le pays ?

POURQUOI RESTER	POURQUOI PARTIR
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la qualité des soins de santé primaires. • Témoigner. • Préparation à l'urgence : évaluation plus rapide, connaissance de la situation. • Réhabilitation nutritionnelle. • Formation, mise à jour des connaissances : <ul style="list-style-type: none"> - plus d'objectifs à long terme, - personne d'autre ne le fait, - doit être reconnu au niveau national. • Distribution de médicaments : <ul style="list-style-type: none"> - pas de plan de reprise par le gouvernement et les donateurs, - peut être réduit en temps, moins par province et moins de produits, - pour la formation, nous avons besoin de médicaments - doit être relié aux données de consommation 	<ul style="list-style-type: none"> • Phase d'urgence probablement terminée, la nutrition devient un problème chronique, la situation a même été reconnue par les autorités pendant la table ronde. Les programmes généraux peuvent être assurés par l'UNICEF et l'OMS. Des mécanismes de survie se développent, pas d'accès aux groupes vulnérables. • En cas de non-respect de l'accord de collaboration • Pouvons-nous soutenir un régime qui ne prend pas en charge les soins à sa population et a d'autres priorités : de nombreuses livraisons d'aide finissent à la capitale – en nouveaux véhicules pour l'armée. • Les distributions de médicaments à ce rythme ne sont pas tenables : <ul style="list-style-type: none"> - nous avons distribué de grandes quantités de médicaments, - de nouveaux médicaments sont introduits. - L'utilisation des médicaments traditionnels (koryo) est toujours largement répandue.



« Texte de discussion ou réflexion sur les négociations à venir avec la RPDC », **Mémo** de William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 23 juillet 1998 (en anglais).

Extrait :

Contraintes majeures

- Accès difficile voire inexistant à la population (fenêtre de la consultation).
- Petit nombre d'expatriés sur le terrain, comparé à l'ampleur du programme.
- Pas d'accès aux données ou données biaisées en fonction de la quantité fournie.
- Pas de moyens d'évaluation, spécialement pour le programme nutritionnel.
- Collaboration difficile avec les autorités.
- Liberté de mouvement limitée (planning hebdomadaire obligatoire).
- Pas d'accès ou d'accès préparé [de possibilité de préparer l'accès] aux groupes vulnérables.
- Quantité suffisante, qualité insuffisante.

Un point positif c'est que, bien que l'espace humanitaire soit très, très limité, il y a eu quelques améliorations dans la collaboration avec les autorités, ce qui représente plutôt un succès, connaissant la rigidité du gouvernement.

Points de négociation pour le deuxième accord de collaboration :

1. Distribution de médicaments

Il est impossible de continuer la distribution de médicaments « en couverture », sans avoir aucun moyen d'évaluer son impact. On peut négocier une distribution de médicaments basée sur une consommation mensuelle et des données de morbidité « fiables ». Cela mènera certainement à une diminution de nos activités de distribution.

2. Amplitude du programme, approche médicale

Comme il y a peu de chances que nous puissions envoyer plus d'expatriés sur le terrain, pour garantir un certain degré de qualité, nous devons limiter notre aire géographique. L'option serait de travailler dans un hôpital de comté (service pédiatrique, consultations au pied du lit ???) et les différentes structures de référence au niveau de base (consultations à domicile). Où et comment ? Cela peut être discuté en fonction de l'appréciation du gouvernement. Les possibilités sont les suivantes :

- 3 sections travaillent dans 3 hôpitaux de comté dans chaque province.

- 3 sections travaillent dans un hôpital de comté, chacune dans sa province respective.

En aucun cas une province ne doit être fermée après l'expiration de l'accord de collaboration.

Il doit être clair que l'accès à la population à tous les niveaux et l'amélioration de la qualité doivent être une priorité.

3. Le programme nutritionnel

Au cours de notre dernière réunion entre desks, nous nous sommes mis d'accord sur le fait que pouvoir mener une enquête nutritionnelle était une condition *sine qua non* à la négociation de tout programme de nutrition. En fait, l'Unicef, le PAM et Echo négocient une enquête nutritionnelle qui inclut les 2/3 de l'ensemble des comtés (83 sur 210 ne sont pas inclus). Dès maintenant, les garanties de pouvoir conduire une « vraie » enquête ne sont pas très encourageantes.

Ceci, bien sûr, change notre position. Je pense que nous ne pouvons plus insister pour faire une enquête, car quelqu'un d'autre va la faire. Ce serait une bataille perdue d'insister pour que MSF en fasse une.

Donc, je propose de passer le relais des centres actuels au gouvernement ou à ceux qui mènent l'enquête nutritionnelle (parce que nous n'avons aucun moyen d'évaluation) et de conserver un programme nut[ritionnel] intégré dans le programme médical mentionné ci-dessus.

Pour le moment, Sonia travaille sur un panorama et une analyse des données des différents centres.

4. Institutions

S'il y a des poches de malnutrition, elles doivent aussi exister dans les institutions (centres sociaux, pensionnats, orphelinats). Les négociations étaient déjà terminées et un accès minimal avait été accordé... mais comme auparavant, les visites étaient la plupart du temps arrangées. Nous devrions dire clairement que nous devons avoir accès aux institutions existantes, être libres de faire une évaluation, et si nécessaire de monter un programme.

Emploi du temps

À mon arrivée, il y aura une première discussion avec l'équipe. Lundi, il y aura une première discussion avec le FDRC au sujet de l'avenir.

À la fin de ma visite, il y aura une autre discussion sur les objectifs proposés et un débriefing avec l'équipe.

À mon retour, nous devons avoir une réunion interdesk pour débriefing, conclusions et plans d'avenir (13/08/1998 si possible).

Pour le moment, il est difficile de poser des dates limite, je préfère attendre le résultat des négociations.

Voilà, c'est une synthèse de ce qui est plus ou moins discuté pendant les réunions interdesk. Entre temps, l'équipe de Corée du Nord a fait une réunion sur les mêmes sujets [voir ci-dessus] et il sera intéressant de comparer les deux et de les rapprocher. N'hésitez pas à faire des commentaires. Je pars le 29 pour la Corée du Nord.



Compte-rendu de la « Réunion du groupe Corée du Nord : Conclusions et recommandations », Amsterdam, MSF Hollande, 29 juillet 1998 (en anglais).

Extrait :

À la lecture des différents documents... :

1. Compte-rendu de la réunion de MSF RPDC à Pyongyang
2. Données sur les centres de nutrition
3. Interprétation de ces données [...]

... en prenant en compte nos objectifs originaux... :

1. Enquêter sur la réalité d'une crise nutritionnelle/sanitaire.
2. Obtenir l'accès et porter assistance à la population victime de cette crise (au cas où on établit qu'il y en a une).

...et en faisant les observations suivantes... :

1. Nous ne sommes toujours pas en mesure de documenter une crise nutritionnelle ou sanitaire.
2. Nous ne sommes pas capables d'avoir un accès libre aux populations et aux endroits et il est peu probable que nous n'ayons jamais la permission de faire une enquête aléatoire.
3. Nous ne sommes pas capables d'identifier qui sont les personnes vulnérables autres que les enfants dans les institutions. (Existe-t-il des familles/communautés vulnérables, groupes de population, régions géographiques ?)
4. Nous avons distribué avec succès des médicaments et du matériel médical dont au moins 75 % semblent avoir atteint les structures de santé.
5. Nous ne savons pas si toute la population a accès à ces structures de santé.
6. Les centres de nutrition que nous gérons ne reçoivent qu'un nombre limité d'enfants malnutris. On ne sait pas bien si cela est dû au faible nombre d'enfants mal nourris ou au manque d'accès. L'efficacité des traitements dans les centres de nutrition ne peut pas être évaluée de façon indépendante.

...nous en arrivons aux conclusions préliminaires... :

- Jusqu'ici, le programme n'a pas rempli ses objectifs originaux et il n'est pas certain que nous puissions les remplir dans un avenir proche.
- Le gouvernement coréen a déjà la mainmise sur nous et il nous a sans doute déjà efficacement utilisés pour couvrir la crise.
- Par manque d'autre accès et en raison du financement massif d'Echo, l'attention semble désormais s'être beaucoup trop portée vers la partie « distribution » du programme.

Sinon, nous pensons que trois questions n'ont pas été suffisamment étudiées jusqu'ici :

- Nous affirmons que les droits humains sont violés. De quels droits humains parlons-nous ? Et comment sont-ils violés ? Et qu'est-ce qu'on doit répondre à cela ?
- Quelles sont les populations vulnérables auxquelles nous essayons d'avoir accès ?
- Y a-t-il eu une famine/crise et sommes-nous informés qu'elle est terminée aujourd'hui ?

En pesant les raisons pour rester... :

- Nous pensons que le gouvernement coréen essaye de couvrir une crise et nie à la population dans le besoin le droit d'être aidée et secourue. Nous avons besoin d'être le plus près possible des gens et de continuer à essayer d'obtenir l'accès. Essayer d'aider (une aide humanitaire efficace).
- Mais même si nous ne sommes pas très efficaces, au moins soyons présents (proximité, solidarité).
- Nous avons besoin de continuer à essayer de témoigner de la crise humanitaire et des violations des droits humains (témoignage / advocacy).
- On s'attend à un changement à court ou moyen terme. Le scénario le plus probable serait un changement violent avec une crise humanitaire importante. Si cela se produit, nous devons être présents et préparés.
- Nous n'avons peut-être pas encore épuisé toutes les stratégies possibles pour obtenir l'accès.
- Tenter d'obtenir l'accès dans un pays comme la Corée du Nord requiert de la patience.
- Si une nouvelle catastrophe se produit, nous sommes à portée de main et avons toujours des contacts avec le gouvernement.

...contre les raisons pour ne pas rester :

- Le gouvernement semble réussir à nous utiliser pour couvrir la crise et les violations des droits humains. Nous sommes donc impliqués.
- Pendant la prochaine famine ou crise sanitaire, il se passera la même chose.
- Il se peut que nous ne soyons jamais en mesure d'atteindre notre but (atteindre les populations vulnérables ou obtenir des informations fiables).

...nous concluons et recommandons :

Nous devrions probablement rester et continuer à essayer de construire des relations et une base d'informations et à obtenir l'accès. Toutefois, nous devons par tous les moyens essayer d'éviter d'être impliqués au point d'être utilisés comme une couverture par le gouvernement, et nous proposons donc des préconditions :

- Continuer le lobbying actif afin de gagner l'accès aux populations vulnérables.
- Continuer les tentatives actives pour avoir accès à plus d'informations fiables et à plus de sources d'information. Ceci peut être en partie réalisé par le choix des zones pilotes sur lesquelles nous nous concentrons et par la constitution de contacts plus profonds et plus réguliers. En même temps, nous devons assurer une couverture géographique largement raisonnable, afin de pouvoir voyager et remarquer les changements dans les récoltes et les désastres naturels.
- L'amélioration des soins de santé primaire ne devrait jamais être l'objectif de ce programme (elle ne peut être utilisée que comme un instrument /une stratégie pour réaliser le principal objectif).
- Annoncer clairement au monde extérieur que nous n'avons pas de preuve de l'existence d'une situation d'urgence, mais que cela ne signifie pas qu'elle n'existe pas.

En conséquence, l'accord de collaboration devrait inclure les points suivants :

- Un accès géographique le plus large possible.

- L'accès aux institutions.
- Il devrait nous autoriser à intervenir sur les prochains désastres (les inondations comme les sécheresses ou les épidémies, etc.).
- Il devrait nous donner la permission de faire des formations au niveau des communautés.

Finalement, nous avons besoin de définir clairement les seuils indiquant que le moment est venu de quitter le pays, et toutes les sections doivent s'y tenir.



« Fermeture, premier épisode », **Courriel** de Marie Rose Pecchio, coordinatrice MSF Pyongyang, à William Claus et William Bourgeois, responsables de programme MSF Belgique, 10 août 1998 (en français et en anglais).

Extrait :

Hello les deux,

Ci-joint, vous avez la proposition de plan de fermeture MSF DPRK. Je pense qu'il serait bien de [ne] le donner à MSF France et MSF Hollande qu'au moment de l'inter-desk meeting de jeudi. Qu'en penses-tu ?

Je serais absente jusqu'à samedi, mais je vous téléphonerai vendredi pour voir ce qui s'est passé à ce meeting.

Bisous

Marie Rose

Questions politiques.

1. Niveau de l'Europe : je suppose que le siège décidera quelle action et quel message donner à l'Europe. Merci de faire en sorte de donner un seul message pour les trois sections et pas trois messages différents.

2. Niveau local : après quelques réunions entre MSF et le FDRC, il semble que les objectifs de MSF et du FDRC soient plutôt différents ; la nouvelle politique de santé du pays consiste à demander des matières premières et la réhabilitation de l'industrie pharmaceutique. MSF est une organisation qui travaille sur le terrain, au plus près des médecins locaux et de la population. Un nouvel accord de collaboration ne sera donc pas signé et MSF fermera sa mission en RPDC. Cela sera annoncé à la réunion inter agences mercredi. Comme le siège est venu pour négocier une extension de l'accord de collaboration, il vaut mieux qu'il envoie une lettre officielle aux autorités annonçant la fermeture de MSF RPDC.



Compte-rendu de la réunion internationale sur la présence de MSF en Corée du Nord, Bruxelles, 13 août 1998 (en anglais).

Extrait :

En avril 1998, toutes les sections présentes en Corée du Nord se sont mises d'accord sur une stratégie commune aussi bien que sur des objectifs. Ces derniers ont été le sujet de discussions menées au cours de la visite de William Claus en juillet 1998.

Discussion :

Après une année de présence dans le pays, MSF ne peut toujours pas confirmer la réalité de la supposée crise de malnutrition. L'accès à certaines zones ou institutions est refusé et MSF n'a aucune marge de manœuvre pour aucune action.

Toutefois, MSF doit réagir MAINTENANT (même publiquement, par un communiqué de presse) en utilisant les résultats de nos huit mois d'étude.

Est-il concevable de maintenir notre présence ? Présence ne signifie pas nécessairement présence permanente, mais aussi des visites régulières dans le pays ! MSF pourrait arrêter ses activités mais continuer à être présent.

Communiqué de presse ? MSF doit s'exprimer publiquement pendant qu'elle a des expatriés sur les lieux qui peuvent assurer le suivi de l'impact. Peut-être que le communiqué de presse poussera l'Unicef, le PAM et d'autres agences à réagir en examinant la situation de plus près et en allant dans les institutions.

MSF pourrait organiser une table ronde avec l'Unicef, le PAM et les agences bailleurs de fonds afin de discuter de leur approche ainsi que des activités de MSF dans le pays. Cette table ronde pourrait être combinée avec l'étude de François Jean.

Conclusions :

Nous sommes d'accord sur les points suivants :

- MSF fermera la mission DPRK.
- Communiqué de presse (fin août ou mi-septembre) annonçant que MSF quitte le pays et expliquer pourquoi. Les données dépendront de la confirmation des rumeurs sur la vente des médicaments MSF en Chine.
- Réunion table ronde en Europe (deuxième moitié de septembre) avec l'Unicef, le PAM, ECHO, et les ONG afin de partager nos informations et discuter d'une approche mutuelle sur la Corée du Nord. MSF Hollande est chargé d'organiser la table ronde.
- Lettre officielle (dans les deux semaines) à la FDRC annonçant que MSF quitte le pays le 31 octobre 1998 et signée par le président de MSF.
- L'argent allemand, toujours à la disposition de MSF Hollande pour la Corée du Nord sera utilisé :
 - pour la table ronde,
 - pour payer les coûts supplémentaires de la période qui ne sont pas financés par des fonds institutionnels, en particulier pendant la phase de retrait (à définir par Marie Rose et à voir avec Pim comment l'argent restant peut être utilisé).
- Le suivi de la Corée du Nord pour garder des contacts après la fermeture de la mission sera assuré par MSF Hollande.
- En cours : tout ce qui est en cours d'envoi sera acheminé, mais aucune nouvelle commande ne sera passée.



Lettre de Ri Si Hong, directeur par intérim, département des Affaires extérieures, Comité de réparation des dommages causés par les inondations en RPDC, à William Claus, responsable de programme MSF Belgique, 24 août 1998 (en anglais).

Extrait :

Cher monsieur William Claus,

Je voudrais vous remercier, vous et MSF, pour avoir fourni une aide sincère à notre peuple qui souffre de pénurie de médicaments en raison des catastrophes naturelles qui sévissent depuis plusieurs années consécutives.

Votre assistance humanitaire permet à notre peuple de mettre fin plus rapidement aux conséquences néfastes des catastrophes naturelles et est utilisée efficacement pour soigner nos patients. Je saisis aussi cette occasion pour vous dire à quel point nous avons apprécié Mme Marie Rose Pecchio et les membres de l'équipe de MSF pour leur travail dans ce pays et nous leur exprimons nos remerciements.

Nous n'oublierons pas MSF et le soutien qu'elle nous a apporté, à nous qui souffrons de difficultés.

Nous espérons que vous et MSF considéreraient avec attention la proposition que nous vous avons faite lors de votre récente visite dans notre pays, de nous fournir des matières premières pour notre industrie pharmaceutique.

Je vous souhaite, à vous et à MSF, tous les succès dans votre travail.



À cause du manque d'accès, de moyens d'évaluer la qualité de notre programme, et en l'absence de perspective d'amélioration, on a décidé de quitter. Je comprends le raisonnement de Marie Rose [qui voulait rester]. Mais on parlait d'un budget de 5 millions d'euros, on ne voulait plus s'investir au même niveau. Les autorités voulaient qu'on continue comme avant avec la distribution, et il n'y avait rien de leur part qui garantissait qu'on aurait plus d'accès aux orphelinats ou aux institutions psychiatriques. On n'avait aucun accès là où justement on voulait travailler. Ça ne les intéressait pas. Ils ne voulaient pas qu'on soit présents avec des expatriés dans les provinces. Ils disaient qu'ils étaient capables de faire le travail eux-mêmes, qu'ils manquaient juste de matériel. Quand on leur parlait des maladies, à les écouter, tout était éradiqué.

Donc, finalement, quand j'ai négocié pour un éventuel nouveau contrat, je leur ai dit : « On veut avoir un accès libre, on veut faire une enquête nutritionnelle. » Ils ont répondu : « On peut vous comprendre. » Mais à ce moment-là ils n'avaient plus besoin de MSF. Ils savaient qu'il y avait tellement d'acteurs sur le terrain qui suivaient ce qu'ils disaient, tellement d'argent disponible, tellement d'ONG que c'était bon. Quant à rester comme distributeurs de médicaments et de matériel... Ils n'avaient qu'à faire appel à DHL, c'était la même chose !

*William Claus, MSF Belgique, responsable de programme en Corée du Nord
(en français).*



On devait renouveler une sorte de protocole de collaboration avec les autorités. Là-dessus, les autorités nous convoquent à Pyongyang pour nous dire qu'ils sont très contents du travail de MSF. Ils se félicitent de notre collaboration et ils ont décidé de continuer avec MSF. Ils nous annoncent que d'ailleurs, dorénavant, ce n'est plus la peine que MSF soit présent dans les provinces, puisque nous avons fait un excellent travail de formation des équipes nord-coréennes. Donc MSF interviendra désormais seulement au niveau de la capitale. Ils nous annoncent cela à la coréenne, avec un large sourire. Lors de ma visite, j'avais pourtant expliqué de façon on ne peut plus claire au responsable de l'aide humanitaire quelles étaient nos conditions d'intervention, que c'était cela ou rien, et que sinon MSF préférerait ne pas être là. Quand il a fait sa proposition à l'équipe locale, je lui ai écrit tout de suite une lettre qui disait : « Si je me réfère à notre précédent entretien, dont vous vous souvenez sans doute, je dois penser qu'il s'agit ici d'un malentendu. À l'époque, je vous avais expliqué qu'en aucune manière MSF ne pouvait se permettre de travailler à distance. » Évidemment, je n'ai jamais reçu de réponse à cette lettre. Il n'en a jamais fait référence à l'équipe locale. C'était une expulsion polie, à la coréenne. Ce sont eux qui nous ont expulsés. Nous ne nous sommes pas retirés. Nous nous sommes battus jusqu'au bout pour avoir accès aux victimes. La question qui se pose évidemment, c'est la limite qu'on pose à cette bataille.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



On a essayé de donner l'image que c'était MSF qui avait pris la décision de ne pas continuer. Mais les Coréens du Nord avaient posé de telles conditions qu'en fait, ce sont eux qui ont pris la décision de ne pas laisser MSF continuer. Je pense que sur ce point, il n'y a pas eu beaucoup de désaccord entre les sections. À la fin, cela ne nous gênait plus vraiment d'être obligés de nous retirer, les Coréens du Nord nous rendaient le travail impossible. Le moins que nous puissions faire, c'était d'organiser une conférence et de partager l'information avec les gens concernés relevant.

Je pense que nous aurions dû rester en Corée du Nord. C'est en décidant d'y aller que nous aurions dû être conscients du fait que c'est le type de pays où les progrès ne se mesurent qu'au millimètre, tous les ans ou tous les cinq ans. Il ne fallait pas aborder cette question comme celle des Grands Lacs d'Afrique centrale. Ou toute autre situation. Nous aurions dû nous rendre compte avant de nous lancer que cela était inévitable et que pour travailler là-bas, il fallait accepter le fait que c'était la seule voie.

Dr Pim de Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).



Il est clair que le gouvernement ne nous a pas mis dehors, mais nous a dit très amicalement : « C'est la fin du projet, maintenant vous devez partir. » C'est un pays qui a besoin d'assistance, ils essaient de prendre tout ce qu'ils peuvent, juste pour maintenir le statu quo. Depuis 1995, de plus en plus d'ONG voulaient y aller, et à la fin ils avaient un tel choix d'ONG qu'ils pouvaient aisément en remplacer une par une autre. Ils avaient dû avoir tellement de visites d'ONG, et ils savaient qu'au niveau de l'Union européenne il y avait tellement d'argent pour la Corée du Nord, et que c'était par les ONG qu'ils pouvaient y avoir accès. Ils essayaient juste de mettre la main sur cet argent. C'était ça, la politique de la Corée du Nord. Je ne pense pas qu'il y avait une relation particulière entre MSF et la Corée du Nord.

Dr [...], MSF Hollande, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, septembre-décembre 1995 (en anglais).



Nous avons tenu une réunion avec toute l'équipe et une autre avec William [Claus, responsable de programme MSF Belgique]. Nous avons dit que nous souhaitions travailler dans notre propre province. Et c'est ce que William et Marie Rose ont proposé au FDRC le 7 août, je crois. Ils ont répondu : « Non, ce que nous voulons, c'est que vous nous fournissiez de la matière première pour reconstruire le système. » Donc c'est comme cela que les choses se sont terminées, assez naturellement. Tous les expatriés étaient là pour six ou douze mois et tous étaient assez fatigués. Nous n'avions pas cessé d'essayer de trouver les enfants et c'était difficile. Nous voulions faire une enquête nutritionnelle et ils ne voulaient pas nous laisser faire. L'équipe était démotivée. Quant à l'équipe de coordination, je peux imaginer qu'elle était triplement démotivée après les communiqués de presse. Au bout d'une ou deux semaines, William est revenu, a rencontré les autorités et a dit quelque chose comme : « Voilà ce que nous voulons, voilà ce qu'ils veulent, ce n'est pas la même chose, donc on s'en va. On n'a pas d'accès, ça coûte cher et on n'a aucune garantie que cela va s'améliorer. C'est tout. »

Dr Corien Swaan, MSF Hollande, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, janvier-septembre 1998 (en anglais).

Le 19 août 1998, quelques journalistes se révélant être informés de son retrait de Corée du Nord, MSF commence à élaborer une stratégie de communication. Le même jour, après une visite de quatre jours à Pyongyang, une délégation du Congrès des États-Unis déclare sur CNN que depuis 1995, 10 % de la population de Corée du Nord pourrait être morte de faim.



« Retrait de MSF de Corée du Nord », **Courriel** de Peter Thesin, chargé de communication de MSF Belgique, aux directeurs de la communication et aux chargés de communication de MSF, 19 août 1998 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

La nouvelle du retrait de MSF de Corée du Nord a atteint les oreilles des journalistes. Au cours d'une réunion entre les trois sections, la semaine dernière, il a été décidé que :

- Un communiqué de presse officiel sera rédigé pour expliquer les raisons pour lesquelles MSF se retire de Corée du Nord. Le calendrier dépendra du résultat de l'enquête auprès des réfugiés nord-coréens menée par Paris. Avant cela, il n'y aura aucune déclaration officielle de MSF.

- Après le communiqué de presse, MSF organisera une conférence table-ronde pour discuter des défis de la Corée du Nord, avec les agences des Nations unies et les ONG. Si tout va bien, elle devrait avoir lieu fin septembre, début octobre. Vous serez tenus informés.

Si des journalistes appellent au sujet d'un éventuel retrait de MSF, vous pouvez leur dire que :

- Les résultats des dernières négociations sur un second accord de collaboration sont négatifs. Les autorités ont demandé à MSF d'intervenir dans la reconstruction de l'industrie pharmaceutique et de fournir de la matière première pour la production de médicaments.

MSF insiste sur l'accès à la population, la réduction du programme actuel, l'accès aux groupes vulnérables et l'amélioration de la qualité du programme. Il est clair que ces deux points de vue ne vont pas de pair.

- Il y aura une déclaration officielle de MSF dès que nous aurons tous les éléments pour faire un communiqué de presse unique et de qualité.

- Nous avons toujours des équipes sur le terrain qui continuent leur travail.

Nous tiendrons tout le monde informé des développements de l'affaire.



« Corée du Nord », **Courriel** de Justine Geldard, chargée de communication de MSF Hong Kong aux directeurs et aux chargés de communication de MSF, 20 août 1998 (en anglais).

Extrait :

Merci de trouver ci-dessous l'un des nombreux articles publiés aujourd'hui citant William Claus, de MSF, au sujet de la Corée du Nord. AP [Associated Press] m'a appelée hier pour me demander des détails sur le retrait de MSF de Corée du Nord. Comme c'était nouveau pour moi, j'ai appelé William Claus. Voici ce qu'il m'a dit :

1) MSF négocie un accès plus important aux populations ciblées, aux institutions et aux groupes vulnérables...

2) Les priorités du gouvernement ne semblent pas être les mêmes que celles de MSF.

3) Si nous n'aboutissons pas à un accord, nous devons revoir notre position.

« La famine pourrait avoir tué 2 millions de Nord-Coréens », CNN-Pékin, 19 août 1998. Deux millions de Nord-Coréens, presque 10 % de la population, pourraient avoir péri pendant ces trois années de famine en Corée du Nord, ont déclaré des représentants du Congrès des États-Unis mercredi. [...]

« Les pénuries de nourriture perdurent », a déclaré Mark Kirk, un des quatre membres de la délégation bipartisane. « Ils n'ont plus de nourriture. C'est clair. »

Pendant les trois dernières années, la famine a tué environ 300 000 à 800 000 personnes chaque année, avec un pic en 1997, a constaté Kirk. Selon lui, ces chiffres viennent de sources du gouvernement états-unien, de réfugiés et de Coréens du Nord exilés.

« Deux millions serait la plus haute estimation », a-t-il ajouté.

Les décès sont dus pour la plupart à des maladies liées à la famine, comme la pneumonie, la tuberculose et la diarrhée, plutôt qu'à l'inanition elle-même. [...]

Entre temps, un responsable de Médecins Sans Frontières a déclaré mercredi que l'organisation d'aide humanitaire pourrait quitter la Corée du Nord, à moins que le gouvernement ne lui accorde un meilleur accès aux personnes malades à cause de la famine.

Médecins Sans Frontières a distribué des médicaments en Corée du Nord pendant un an, mais a eu beaucoup de difficultés à mesurer les résultats en raison du manque de coopération du gouvernement, a déclaré William Claus, un responsable de l'organisation basé à Bruxelles.

Celle-ci, parmi la demi-douzaine d'organisations de secours en Corée du Nord, a 12 personnes qui travaillent dans les trois provinces, a déclaré Claus.

Du 18 au 25 août 1998, l'équipe de MSF France en Chine et François Jean, de la fondation MSF France, mènent une deuxième enquête sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord. Au-delà de la collecte de témoignages, leur objectif est aussi d'explorer d'autres options pour la fourniture d'aide aux réfugiés à partir de la frontière et à la population à l'intérieur de la Corée du Nord. Le 9 septembre, des extraits de témoignages présentés comme ayant été collectés par une équipe MSF sont publiés dans le *South China Morning Post*.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 28 août 1998 (en français).

Extrait :

Corée du Nord

Les négociations d'un protocole d'accord avec les autorités nord-coréennes n'ont pas abouti. Nos activités sont suspendues à partir de fin septembre.

François Jean est en mission exploratoire à la frontière sino-coréenne, afin de recueillir les témoignages de réfugiés nord-coréens, d'universitaires ; d'identifier les réseaux et de réfléchir aux possibilités d'action. Mise à plat dès son retour, début septembre.

MSF souhaite organiser mi-octobre une table-ronde avec des intervenants extérieurs ayant une analyse plus large de la situation et du système.



« Mission exploratoire à la frontière sino-coréenne, 18-25 août 1998 », **Rapport**, Equipe de MSF France en Chine, Marcel Roux, Marine Buissonnière, Dou Rae, et François Jean, Fondation MSF France, septembre 1998 (en français).

Extrait :

Cette mission avait un double objectif : recueillir des témoignages de réfugiés sur la situation en Corée du Nord et réfléchir aux possibilités d'action dans/à partir de la zone frontière.

Nous ne développerons pas ici le premier point. Soulignons toutefois que les témoignages recueillis (en annexe) confirment ceux de la mission d'avril dernier et, surtout, sont cohérents avec les travaux des chercheurs travaillant sur la Corée du Nord. Les récits des réfugiés confirment, précisent, éclairent, à travers des histoires personnelles, les analyses des universitaires spécialistes de l'économie et du système nord-coréen.

Notre propos, aujourd'hui, est surtout de vous faire part de nos réflexions actuelles sur la dimension opérationnelle. Bien entendu, nous ne sommes pas en mesure, à ce stade, de vous faire des propositions précises. Cette brève visite sur la frontière n'est que la première étape d'une recherche de nouveaux moyens d'action en Corée du Nord. C'est, en tout cas, comme cela que nous l'envisageons et c'est un premier résultat : nous avons décidé de tenter de faire quelque chose à partir de la Chine, Marcel, Marine et Dou Lei ont envie de s'impliquer et d'essayer d'inventer de nouveaux modes d'intervention. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, il y a, évidemment, un côté volontariste dans cette démarche. D'abord parce que nous n'avons pas envie de laisser tomber les Nord-Coréens, compte tenu de la situation dramatique dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui, ensuite parce que nous sommes bien conscients des difficultés et des limites de l'aide que nous voudrions apporter aux laissés pour compte de Corée du Nord à partir de la Chine.

Que faire ?

1) Aide aux réfugiés

Peu d'espace en Chine (!), *a fortiori* pour une organisation étrangère... Reste la possibilité – très limitée, compte tenu des faibles possibilités d'action – de soutenir des initiatives individuelles ou l'action de certains réseaux, en s'assurant au préalable que le soutien que nous pourrions apporter n'est pas redondant (aide des églises coréennes ou américaines, des mêmes réseaux). Bref, peu de possibilités *a priori*, même s'il faut rester attentif au sort de ceux qui se sont fait casser par le business des amendes pour aide aux illégaux...

À première vue, cependant, il semble y avoir plus d'espace à Yanji (ville/anonyme, coréenne/chinoise, préfecture/autonome, investissements/business, etc.), peut-être aussi à Hoonchoon – avec la Russie en prime – (?) et dans les endroits où la dilution Chine/Corée est plus équilibrée ; à creuser...

2) Aide en Corée du Nord

Nous pensons qu'il est possible d'apporter une aide à la population de Corée du Nord à partir de la Chine. Ce n'est évidemment pas la voie la plus facile. La Chine, comme vous pouvez l'imaginer, ne verrait pas d'un très bon œil le lancement d'initiatives humanitaires sur l'une de ses frontières les plus sensibles. Quant à la Corée du Nord, le moins qu'elle puisse dire est qu'elle n'est pas très ouverte à une action en *cross border* (!). Pour autant, il nous semble possible de monter une opération, à condition d'avoir une démarche discrète et indirecte, par exemple en s'appuyant sur des réseaux de Coréens chinois. En tout cas, il n'est pas certain que ce contexte défavorable soit plus contraignant que celui dans lequel nous nous sommes débattus pendant un an, à l'intérieur du pays où il

semble impensable, sinon impossible, de sortir du cadre fixé par le régime à l'aide internationale. Ici, du moins, nous sommes en dehors du cadre, et peut-être est-il possible de passer la frontière sans rentrer dans le système de distribution du régime ? C'est ce qu'il faut tester. C'est, à l'évidence, possible pour les Coréens qui cherchent à aider leur famille. Au-delà, beaucoup dépendra de notre capacité à nous connecter avec des réseaux coréens susceptibles de nous aider à identifier des groupes de bénéficiaires, à entrer en contact avec des autorités locales soucieuses du sort de leurs administrés (directeurs d'usines ou d'institutions, etc.) et à nous assurer que notre aide parvienne effectivement et en partie à ceux qui en ont besoin. Comme vous pouvez le constater, tout cela est encore très théorique. Beaucoup de questions se posent – notamment sur la possibilité de dealer au niveau local – qui ne trouveront de réponses qu'en essayant, au fil d'une approche progressive et prudente. En tout cas, nous sommes bien conscients des difficultés et des limites de ce projet. Sans compter les paradoxes et les dilemmes soulevés par la question de l'aide à la Corée du Nord en général et par cette approche en particulier. En effet, une intervention par la frontière :

- passe par une démarche prudente, discrète et indirecte, pour une action qui, dans le meilleur des cas, restera très limitée eu égard à l'ampleur des besoins...

- suppose un engagement patient, persévérant et de long terme, évidemment décalé par rapport à l'urgence de la situation... mais seul susceptible, éventuellement, de déboucher progressivement sur une aide concrète et directe.

Théoriquement, deux types de possibilités se présentent : soutenir les organisations ou les réseaux déjà engagés dans la fourniture d'une aide à travers la frontière ou monter nos propres filières.

- La première orientation ne nous semble pas très prometteuse. Suite à nos premières discussions avec des gens déjà engagés, il apparaît, en effet, que le problème est moins le manque de moyens que la difficulté de mettre en place des filières et de monter des opérations qui aillent au-delà des réseaux et des gestes de solidarité familiaux. Au-delà d'un certain volume, les Coréens de Chine cherchant à aider leurs proches doivent trouver un habillage commercial à leurs envois de vivres. Quant aux rares organisations impliquées (Korean buddhist sharing movement [Mouvement de solidarité bouddhiste coréen], par exemple), elles n'ont pu faire passer que des quantités très modestes (271 tonnes en un an) fractionnées en petits envois (moyenne de 10 tonnes par opération). La modestie de la démarche nous a été présentée comme le meilleur garant d'une distribution effective et équitable au niveau local, toute opération plus importante étant susceptible d'être recyclée dans les circuits opaques du système de distribution du régime. Dès lors, le problème est moins de renforcer les initiatives existantes que de multiplier les filières ; ce qui n'exclut pas, bien au contraire, de chercher à établir des formes de collaboration avec les organisations impliquées.

- Monter nos propres filières suppose de constituer des réseaux, de créer, éventuellement, une organisation *ad hoc* et, surtout, de trouver les bonnes personnes... Nous avons bien conscience que tout cela est à la fois très banal et un peu mégalo mais ne sommes pas en mesure, aujourd'hui, d'être beaucoup plus concrets... Les propositions viendront et se préciseront au fil du processus exploratoire dans lequel nous souhaitons nous engager.

Pour en rester aux grandes lignes, il nous paraît essentiel, à ce stade, de multiplier les contacts dans le Nord-Est, et particulièrement dans le Yanbian. D'abord avec les Coréens de Chine (réseaux religieux ou autres mobilisés sur la question, mais aussi businessmen). Ensuite avec les Chinois en contact avec la Corée du Nord (à cet égard, le fait de n'avoir pas de *guanxi* [réseau] dans la région est certainement un handicap, tant il est vrai que

les cadres d'ici pourraient sans doute nous faciliter les contacts avec certaines autorités locales de l'autre côté de la frontière). Enfin, il serait sans doute très intéressant d'aller faire un tour dans la « zone de développement » de Rajin-Sonbong (notamment pour voir si cette région pourrait être un sas d'accès à la Corée du Nord ou n'est qu'une simple zone d'investissement isolée du reste du pays). L'objectif de ces contacts est de mieux identifier les réseaux existants et de mieux comprendre les modalités d'action des gens impliqués dans l'aide et le commerce transfrontalier.

Se placer dans une perspective opérationnelle à cette frontière ouvre, à terme – et peut-être même assez rapidement, dans l'éventualité d'une visite à Rajin-Sonbong – la question du positionnement institutionnel. Il est peut-être préférable, tant vis-à-vis des autorités chinoises que du régime *juche*, et surtout, compte tenu de l'autre dimension de notre implication sur la Corée du Nord, que MSF n'intervienne pas en tant que tel. D'où la question de la création d'une association paravent ou d'une société écran. La société écran est peut-être une solution – tant il est vrai que le business est, paradoxalement, la meilleure voie de rapprochement avec ce régime stalinien, comme en témoigne le fait que la plupart des initiatives d'assistance transfrontalière se déploient sous un habillage commercial – mais on peut également envisager une solution de type UDA [unité de distribution alimentaire]. Quoi qu'il en soit, il faut faire aussi simple que possible : un montage trop sophistiqué nous ferait courir le risque de nous prendre les pieds dans le tapis... Il ne s'agit pas de cacher les liens avec MSF mais de garder une certaine distance afin de dégager un espace d'intervention tout en préservant la possibilité de prises de position critiques et publiques à l'égard de la Corée du Nord.

En Corée comme ailleurs, nos possibilités d'intervention dépendront très largement des gens qui lanceront la mission. En Corée plus qu'ailleurs, tout dépendra des gens : détermination à faire quelque chose dans un contexte particulièrement difficile, innovation dans les modes d'intervention, constitution de réseaux et gestion à distance... Encore une fois, on cherche des oiseaux rares... mais on en a déjà quelques-uns ! Marcel, Marine et Dou Rae sont prêts à s'engager dans cette démarche qui prend déjà l'allure d'une longue marche. Cette équipe a beaucoup d'atouts : motivation, qualité de contact, connaissance de la Chine, aptitude à sentir les possibilités de mouvement dans un contexte possiblement contraignant, etc., et, pour Dou Rae, connaissance de certains réseaux coréens.

L'exploration peut donc commencer... dès que, dans cette mission Chine déjà surchargée, l'équipe se sera organisée pour assumer cette nouvelle priorité sur la frontière coréenne. Dans un premier temps, l'équipe doit pouvoir se rendre disponible pour deux ou trois voyages dans le Nord-Est afin de se connecter avec les réseaux impliqués et de tirer parti de leur expérience pour affiner notre approche et définir les modalités de notre intervention. L'objectif de cette première étape est également de chercher à identifier de possibles collaborations avec des réseaux/organisations et de recruter des collaborateurs dans la communauté coréenne de Chine (ou d'Australie, du Canada, du Japon, etc.). Ce recrutement sera un élément déterminant pour le démarrage de l'opération compte tenu du rôle central qu'assumeront la ou les personnes choisies dans le pilotage d'un programme que, pour des raisons pratiques comme en raison de l'exigence de discrétion, les expatriés de MSF ne pourront assumer directement. Là encore, il va falloir trouver la, ou les bonnes personnes. Il n'est donc pas question de fixer un délai *a priori*, mais l'idéal serait que le passage de l'étape exploratoire à la phase opérationnelle se fasse en décembre prochain.

Jeunes, 19 et 25 ans, Yanji

[...] Notre famille comprenait six personnes : mon père et ma mère, ma sœur aînée, mes deux petits frères et moi-même. Nous avons grandi dans la ville de Musan, tout près de la frontière chinoise. En 1989, notre père est mort d'une infection du gros intestin alors qu'il était âgé de 45 ans. Maman s'est remariée en 1992, et nous sommes allés nous installer à Chongqing, sur la côte est du pays.

Jusqu'en 1992-1993, nous vivions plutôt bien, mais fin 1993, les distributions de céréales se sont faites de plus en plus rares. Avant, le système de distribution était très organisé, avec des rations définies comme suit :

- Adulte	700 g
- Diplômé d'école technique	600 g
- École moyenne, 4e année	500 g
- Petite école	400 g
- Infans	100 g
- Retraité valeureux	600 g + 2 wons [monnaie de la Corée du Nord] par jour

Quand aujourd'hui des distributions sont encore effectuées à l'occasion des fêtes, c'est la même ventilation qui est utilisée. En 1994, il y a eu six distributions. En 1995, une distribution tous les trois ou quatre mois. Ensuite, les distributions n'ont plus correspondu qu'aux grandes fêtes nationales : 1^{er} janvier, 16 février, 15 avril, 9 septembre, 16 novembre. À chaque fête nationale, nous recevions l'équivalent de deux jours de céréales, soit 1,2 kg par famille. Bien sûr les distributions n'étaient pas suffisantes pour vivre. Notre frère âgé de 22 ans est mort de faim en 1997.

Ma sœur aînée, qui est mariée et vit à la campagne, nous donnait parfois du maïs ou des produits agricoles. Nous allions revendre ces produits sur le marché, puis, avec l'agent récolté, nous pouvions acheter de la farine de maïs ou des céréales moins chères en quantité supérieure. Ma sœur travaille dans une ferme collective à Kyangsan [Kyongsong] (Hangyan Bukdo [Nord Hamgyong]) mais elle peut cultiver dans la montagne une petite parcelle de terre dont elle conserve la production pour sa propre consommation. C'est de cette manière qu'elle pouvait nous aider. L'équivalent en ville n'est bien sûr pas possible, et la vie en ville est bien plus terrible qu'à la campagne.

Un autre moyen pour vivre était de se rendre aux bords de la mer pour ramasser des coquillages et des fruits de mer que nous pouvions revendre sur le marché. Tout le monde fait ça. En Corée du Nord, il n'y a pas de magasins, simplement des marchés. On y trouve des céréales, des produits alimentaires, des médicaments. Le commerce de produits alimentaires nord-coréens sur ces marchés est autorisé, ce qui est interdit, c'est le commerce des produits provenant de l'étranger... et c'est ce que tout le monde recherche, car les produits coréens sont vraiment de mauvaise qualité. Ceux qui font commerce de vêtements en provenance de Chine décousent les étiquettes pour ne pas se faire attraper. Puisqu'il n'y a pas de médicaments dans les hôpitaux, le seul moyen de s'en procurer, c'est de les acheter sur les marchés. Les médecins conseillent aussi d'aller chercher des herbes et des racines dans la montagne.

En 1993, quand les distributions ont commencé à diminuer, le gouvernement ne nous a guère donné d'explications. Quant à l'aide internationale, on la voit arriver à Chongqing, dans le port. Elle est entreposée dans des centres de distribution puis divisée en priorité entre l'armée et les cadres. Plus de 70 % de l'aide leur est attribuée, puis ce qui reste est distribué à la population lors des fêtes nationales. Une petite part de l'aide se retrouve

aussi sur les marchés : certains cadres et leurs dépendants font un commerce fructueux en revendant des céréales. Ils se servent de leurs positions et de leurs relations pour récupérer des marchandises. Un kilo de riz se vend 70 wons, un kilo de maïs se vend 35 ou 45 wons. Le peuple achète en général de la farine de maïs ou des sous-produits. Les cadres achètent les meilleurs produits.

Je suis diplômé d'un institut de mécanique automobile qui dépend de l'armée (diplôme en deux ans). Une fois mon diplôme en poche, j'ai été affecté à une usine, mais ma présence s'est limitée à mon nom sur la liste des employés. Puisque nous ne recevions ni salaire, ni céréale, je n'allais pas au travail et me livrais principalement à un petit trafic alimentaire avec mon frère. En Corée du Nord, la vie est de plus en plus difficile et nous ne nous en sortons plus. Mon frère et moi sommes venus en Chine afin de prendre contact avec des membres de notre famille qui vivent en Corée du Sud et aux États-Unis. Il n'est pas possible, depuis la Corée du Nord, de rentrer en contact avec ces pays, nous sommes donc venus en Chine pour, d'ici, solliciter leur aide.

Avant, les contrôles des mouvements étaient très stricts, et il n'était pas possible de circuler. Aujourd'hui, la surveillance s'est relâchée, il suffit d'être discret et de ne pas clamer sa destination ni son lieu d'origine. Si l'on est contrôlé, il faut payer une amende de 50 wons pour déplacement non autorisé. Nous avons quitté Chongqing le 29 juillet au matin par le train. Nous sommes arrivés à Musan après 3 h 30 de trajet. Nous avons ensuite marché pendant 2 ou 3 heures, puis nous avons franchi la frontière. À Haeliang, tout le monde sait que la vie est meilleure en Chine et beaucoup de gens voudraient passer de l'autre côté. Mais ce sont des choses que l'on ne peut pas dire, ouvertement. Dire, c'est déjà commettre un crime, et tout le monde se surveille mutuellement.

Sur les routes, on ne voit pas de corps entassés car des ramassages sont effectués régulièrement. Par contre, dans les trains bondés, les accidents sont fréquents. Des gens installés sur le toit qui s'électrocutent, d'autres accrochés aux portes qui tombent du train. Tout cela je l'ai vu. On voit beaucoup d'enfants errants, très maigres, qui volent pour se nourrir. Beaucoup de jeunes aimeraient bien entrer dans l'armée. Au moins, on peut encore espérer y recevoir des rations, même si elles ont faibles (on raconte que certains soldats trop faibles sont renvoyés chez eux pour reprendre des forces). De toutes les façons, je ne pourrai jamais rentrer dans l'armée. Le fait d'avoir de la famille aux États-Unis et en Corée du Sud me disqualifie d'office. Dans la vie courante, cela n'a pas d'incidence, mais je ne pourrai jamais m'élever dans la société. Le 26 juillet dernier, il y a eu des élections en Corée du Nord. Cela a été aussi l'occasion pour le gouvernement de changer les « huxi », les permis de résidents. Mais pour nous, cela n'a pas vraiment d'importance... Cela ne change pas grand-chose.



« Récits de souffrances » Jasper Becker, *The South China Morning Post* (Hong Kong), Pékin, 9 septembre 1998 (en anglais).

Extrait :

Ce qui suit est extrait des interviews de Coréens du Nord réalisées par Médecins Sans Frontières sur la frontière chinoise et qui donnent, de l'intérieur, un aperçu de la vie dans ce pays verrouillé.

Couple, âgés de 68 et 63 ans :

En comptant nos enfants et petits-enfants, nous étions une famille de quatorze. Sept sont morts en Corée du Nord. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que sept, réfugiés en Chine depuis un peu plus d'un an. Nous avons passé la frontière non loin de Tumen, en soudoyant un garde-frontière, en lui donnant la dernière distribution de céréales dont nous ayons bénéficié en date de mai 1993. Le gouvernement a annoncé que les districts devaient résoudre leurs propres problèmes alimentaires, et ainsi de suite... À l'époque, des gens ont écrit au gouvernement pour exprimer leur mécontentement : ils ont fini dans des camps.

Je suis un soldat à la retraite. J'étais malade depuis plusieurs années, c'est pour cela que j'ai dû quitter le service actif. Mon fils cadet aussi était dans l'armée. Les soldats y recevaient quotidiennement des rations, mais ces rations étaient insuffisantes pour vivre. Alors, leur chef leur donnait l'ordre d'aller voler des céréales à la campagne. On les envoyait par petit groupe dévaliser les stocks villageois ou lorsque ceux-ci étaient vides, rapiner chez les gens. Un jour, mon fils s'est exclamé qu'il n'était pas dans l'armée pour voler les gens. Il a été fusillé sur-le-champ. Aujourd'hui, les gens ont peur de l'armée. Ils n'osent même plus élever d'animaux, de peur de se faire agresser et dévaliser par les soldats. À la mort de mon fils, j'ai demandé des explications et j'en suis venu aux mains avec un officier supérieur. Nous nous sommes battus, et j'ai été puni d'une peine d'emprisonnement dans un camp de travail pour trois ans. [...]

Soldat, 35 ans et son fils, 9 ans :

Au moment où j'ai quitté l'armée en 1994, après plus de dix ans de service, je me suis aperçu qu'à l'extérieur les gens n'avaient rien à manger.

En 1995, un soldat de base recevait 200 grammes de nourriture par repas, trois fois par jour. Les meilleures rations étaient réservées aux pilotes, qui recevaient 800 grammes par jour.

À l'arrivée d'une livraison, 30 tonnes de céréales, par exemple, 20 tonnes sont tout d'abord distribuées aux militaires, puis les cadres se servent. Ce qui reste est distribué à la population pendant les fêtes.

Deux frères, 15 et 19 ans :

Nous étions cinq personnes dans ma famille, originaires de Haeliang. Mon père travaillait dans une usine métallurgique. Il y a quatre ans, il est mort d'un para typhus. Notre mère est morte du typhus la même année. Peu de temps après, notre plus jeune frère, âgé de cinq ans, est mort d'une inflammation des intestins. Nous avons alors vécu avec notre grand-père. Au début, les voisins nous aidaient à survivre en nous donnant de la soupe de maïs ou de riz. Puis les gens n'ont plus rien eu à nous donner. Il y avait des cadavres sur la route. Nous avons dû quitter la maison et voyager loin pour trouver de la nourriture. Il y a quatre mois, j'ai rejoint quelques amis et nous avons traversé la frontière. En mendiant, j'ai récupéré 300 yuans (environ 280 dollars de Hong Kong), et je suis revenu à la maison. Grand-père avait vendu la maison pour 300 wons (environ 280 dollars de Hong Kong). Nous avons repris la route, cette fois-ci avec deux autres garçons. Avec l'argent, nous avons pu prendre le train. Les wagons étaient verrouillés et les cadavres de ceux qui mouraient étaient simplement empilés près de la porte. Lorsque nous sommes arrivés à la frontière, nous avons juste traversé la rivière. C'était facile. Quand nous aurons assez d'argent, nous reviendrons.

Couple avec enfant, originaire de Hyesan, une ville à la frontière avec la Chine :

Si quelqu'un est dénoncé pour avoir tenu des propos considérés comme de la trahison, la punition est appliquée à toute la famille jusqu'à la troisième génération. Donc tout le monde se tait. Tout le monde a peur. Aujourd'hui, la situation est terrible. Beaucoup de gens ont marché jusqu'à Hyesan. De nombreux enfants sont épuisés. Leurs têtes sont gonflées et leurs yeux à peine visibles. Leurs membres sont boursoufflés, leur peau est noire et infectée.

Le gouvernement nous dit que nous devons nous serrer la ceinture jusqu'en 2003. La Corée du Nord est trop fière pour accepter l'aide extérieure. Ils nous disent même que les vêtements venant de Chine transportent des virus, que l'aide alimentaire fait maigrir et que les médicaments étrangers rendent malade.



Avant d'être à MSF, j'étais en Corée du Sud, je faisais un master de sciences politiques sur la Corée du Nord. En 1995, quand MSF a répondu à l'appel de la Corée du Nord en faveur d'une aide internationale, j'occupais un poste au siège à Paris. J'avais suivi en pointillés le dossier Corée du Nord avec Marc Gastellu[-Etchegorry], le directeur adjoint des opérations qui s'en occupait à l'époque. À l'occasion du prix de la Paix de Séoul, donné à MSF en 1997, Philippe Biberson m'avait demandé de lui fournir quelques contacts sud-coréens parce qu'il devait se rendre là-bas et voulait connaître les us et coutumes, les positionnements à envisager en s'y rendant. J'ai été impliquée dans ces deux circonstances. La troisième fois, à l'été 1998, alors que MSF s'apprêtait à se retirer de la Corée du Nord. Il était acquis que les opérations s'achevaient et que le memorandum of understanding n'allait pas être renouvelé. À cette occasion, MSF France souhaitait, d'une part documenter cette « famine » et essayer de montrer les façons dont elle était instrumentalisée, d'autre part explorer d'autres alternatives opérationnelles. C'est à ce moment-là que François Jean, qui travaillait à la Fondation [de MSF France], m'a sollicitée pour me demander de le mettre en contact avec des personnes de mon réseau, et pour me proposer de l'accompagner en Corée du Sud. Nous y sommes allés en août 1998, où nous avons rencontré les personnes qui travaillaient sur la Corée du Nord, essentiellement des universitaires, puisque les universitaires sud-coréens sont extrêmement investis dans ce sujet de recherche qui les concerne directement. J'avais gardé des contacts avec eux et avec des organisations principalement protestantes, qui apportaient une aide ponctuelle aux Nord-Coréens de manière tout à fait officieuse et clandestine à travers la frontière chinoise. Nous avons fait cette petite exploration pour voir qui faisait quoi. Mais l'objectif de François était de documenter la situation, pour montrer que l'aide n'atteignait pas les plus vulnérables, mais aussi d'essayer de mieux documenter les mécanismes du pouvoir et du système qui permettaient d'expliquer pourquoi l'aide humanitaire ne pouvait pas, en tant que telle, atteindre les populations vulnérables. Le système étant discriminant par nature, dès lors que l'aide passait par le système, ils suivaient la même logique.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1997, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).



Le deuxième voyage se concrétise à l'été avec une première étape pour François [Jean] et Sophie [Delaunay] en Corée du Sud. Là, ils prennent contact non seulement avec des activistes, qui sont les têtes de pont des groupes de personnes travaillant auprès des réfugiés sur la frontière, mais aussi avec des chercheurs travaillant sur la Corée du Nord. Ces derniers pourront décoder pour nous des éléments concernant la structure de la société et de l'économie nord-coréennes. Ensuite, François enchaîne directement avec nous, Marcel

[Roux], la Coréenne qui travaillait avec nous à l'époque [Dou Rae] et moi-même, les trois de la première exploration. Nous montons sur la frontière et nous voyons non seulement toutes les personnes rencontrées en mars, mais en plus des contacts pris en amont par François et Sophie pendant leur visite en Corée du Sud. Cela nous permet de compléter l'image de ce qui se passe sur cette frontière. Nous refaisons le même exercice : rencontres d'activistes sur place qui prennent en charge des personnes et rencontres directes de réfugiés nord-coréens à différents points de la frontière, à travers différents réseaux. Cela donne lieu à un second rapport qui essaye, avec l'apport de François, d'être moins anecdotique dans les histoires racontées et plus structuré dans les éléments que nous essayons de comprendre à partir des propos des personnes. On ne prétendait pas appliquer une méthodologie parfaite mais on avait la volonté d'aller plus loin que le rapport de mars.

On obtient confirmation de ce qu'on pressentait du système, de sa structure en classes, de la discrimination qui a toujours existé depuis 1953, qui a toujours structuré le pays et organisé l'accès aux services et aux biens de consommation courante à l'intérieur du pays et qui n'a fait que perdurer quand l'aide internationale est apparue. Cette aide a été canalisée à travers le système de distribution publique, un système discriminant sa population, et sert donc d'outil de discrimination. Nous avons compris aussi, un peu plus, le fonctionnement de l'armée. Parce que la Corée du Nord est techniquement en guerre depuis 1953, mais aussi parce que l'armée tient le pays, celle-ci reste un des groupes privilégiés pour recevoir l'assistance. Nous comprenons plus avant le fonctionnement de cette assistance : les stocks servant à nourrir l'armée, les stockages en vue de l'effort de guerre, la distribution aux cadres du parti et aux fidèles concentrés autour de Pyongyang et des grandes villes, sur les axes de communication, à cette classe des « Faithful » [fidèles] qui représente à peu près 11-12 % de la population et qui tient le régime.

On a une vision de la violence que génère ce système en rencontrant des personnes sorties des camps. On obtient confirmation des événements économiques depuis l'effondrement du bloc de l'Est et d'une famine qui débute dès le début des années 1990, qui touche les classes « hostiles », et qui finit par atteindre les classes aisées au milieu des années 1990 (1994-1995), c'est-à-dire au moment de l'appel à l'assistance internationale et à l'arrivée de MSF. On fait le lien entre ce qui s'est passé au niveau de l'effondrement économique de la Corée du Nord, la manière dont le système est structuré, la manière dont l'assistance a été canalisée. Cela a fait écho à notre présence à l'intérieur et à notre difficulté à y travailler et nous pousse à questionner la pertinence d'une présence. On se rend compte que cette assistance sert à renforcer un régime qui opprime sa propre population et qu'elle n'atteint pas les plus vulnérables que nous souhaiterions assister si nous le pouvions.

Marine Buissonnière, MSF France, administratrice en Chine, décembre 1996-janvier 1999 (en français).

Le 9 septembre 1998, le responsable du département programmes de MSF États-Unis participe à une réunion sur la Corée du Nord avec un groupe d'ONG états-uniennes, des représentants au Congrès et un représentant de l'Unicef.



Notre message allait complètement à l'opposé de ce que les autres ONG américaines et le Congrès étaient en train d'essayer de faire passer. Au cours de cette réunion, je me suis fait incendier.

La communauté américaine des ONG comme le Congrès s'intéresse à la Corée. Aux États-Unis, la Corée, c'est toujours passionnel. C'est un peu comme le Congo pour la Belgique. Il y a des

liens, des missions religieuses américaines installées en Corée depuis toujours. Il y a eu la guerre de Corée.

À cette réunion du matin du 9 septembre étaient présents le docteur Omawalé de l'Unicef, le représentant de l'Union européenne pour l'Asie, et la numéro deux du PAM pour toute l'Asie. Il y avait certainement quelqu'un de USAID ou du gouvernement ou du département d'État et il y avait donc les ONG américaines qui travaillaient dans le consortium du PAM.

En septembre 1998, toutes les ONG américaines qui intervenaient en Corée du Nord étaient sous la tutelle du PAM. Elles n'avaient pas l'autorisation d'envoyer du personnel américain, elles n'étaient donc pas directement opérationnelles et ne militaient que pour une chose – et elles l'ont obtenu un an plus tard – c'est se faire reconnaître comme indépendantes. C'est-à-dire avoir la possibilité de se faire enregistrer directement auprès du gouvernement nord-coréen. Leur objectif était de pouvoir mener directement des opérations afin de pouvoir montrer à la communauté américano-coréenne qu'elles avaient obtenu des choses que le gouvernement américain n'arrivait pas à obtenir, etc.

Donc à l'époque, quand elles entendaient MSF, qui était enregistrée auprès du gouvernement nord-coréen, qui avait du personnel sur place et, malgré toutes les restrictions qu'on connaît, ce qu'elles pensaient être un certain accès à la population, dire : « On s'en va, on ne veut plus travailler là-bas. » C'était terrible, ça les rendait complètement malades. Elles disaient : « Vous êtes complètement fous. »

Le docteur Omawalé, de l'Unicef, nous a dit : « MSF, vous êtes arrogants. Vous n'avez pas compris la culture nord-coréenne. C'est une culture de lentes négociations. L'Unicef a peu à peu réussi à ouvrir des bureaux régionaux dans différentes provinces où elle n'avait pas accès auparavant. Vous n'avez pas compris, c'est un problème à long terme, etc. »

Devant le représentant de l'Union européenne, les représentants des ONG américaines ont remarqué « tiens, c'est amusant, vous avez pris cette décision de vous retirer juste au moment où vos financements par l'Union européenne s'arrêtaient ». Ils ont essayé de nous noyer là-dedans. Sur les trois provinces dans lesquelles on travaillait, le programme géré par MSF Belgique et une partie de celui géré par MSF Hollande étaient financés presque à 100 % par l'Union européenne. On ne pouvait donc pas nier qu'on était financés par l'Union européenne d'une façon assez conséquente. Les ONG américaines étaient bien contentes de montrer la dépendance de MSF vis-à-vis d'un bailleur de fonds. « Et pas n'importe lequel : l'Union européenne ! Vous voyez bien. » Ça, c'était assez pénible, parce qu'en plus MSF Belgique n'avait pas été très claire dans ses relations avec son bailleur de fonds. C'est vrai que le représentant de l'Union européenne buvait du petit lait. Il disait : « Effectivement, MSF nous a approchés. Oui, c'est nous qui finançons leur projet, etc. »

Il y avait Deborah Yang, la représentante de Tony Hall, le représentant au Congrès qui militait pour augmenter l'aide à la Corée du Nord. Elle était tout excitée et disait : « MSF, vous ne pouvez pas faire ça. Vous ne pouvez pas partir de la Corée. Vous ne pouvez pas continuer à communiquer comme ça au moment où on va approcher le Congrès pour demander plus d'aide. C'est un message qui est complètement contradictoire. Il faut absolument que vous revoyiez votre position ! »

L'après-midi, avec le même groupe de travail, nous avons eu une réunion avec trois représentants de Flood Damage and Rehabilitation Committee [Comité de réparation de dommages causés par les inondations] du gouvernement nord-coréen. L'un des trois a commencé à dire : « On a des relations difficiles avec une organisation, en anglais ça doit être : Doctors without frontiers. » J'étais dans la salle, je dis : « Oui, c'est avec nous que vous avez des difficultés. » Le type ne s'attendait pas qu'il y ait dans la salle un type de MSF qui soit encore là en train de l'agacer. De ce fait, j'ai remis un peu de sauce en lui disant : « Je peux vous expliquer pourquoi on a des problèmes, etc. »

C'est comme ça qu'on a commencé à participer un peu à ce groupe de travail des ONG américaines, pour essayer de voir un peu ce qu'elles faisaient. On n'a pas pu faire changer grand-chose.

*Antoine Gérard, MSF États-Unis, responsable du département programmes
(en français).*

Le 21 septembre 1998, l'Unicef, le PAM et l'UE reçoivent l'autorisation de mener une enquête nutritionnelle en Corée du Nord. L'équipe obtient l'accès à un tiers du territoire ayant déjà bénéficié auparavant d'une aide internationale. Sans pouvoir visiter les deux autres tiers du pays, qui demeurent interdits à toute visite d'étrangers.



« La difficulté d'enquêter », Romain Franklin, *Libération* (France), 30 septembre 1998 (en français).

Extrait :

La difficulté d'enquêter

Le 23 septembre, la Corée du Nord a autorisé pour la première fois la réalisation d'une « enquête nutritionnelle » par le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef et l'Union européenne. Mais les enquêteurs ne sont autorisés à se rendre que dans 130 comtés sur les 210 que compte le pays... Les régions frontalières de la Chine d'où émanent la plupart des témoignages recueillis par MSF. Au PAM qui travaille dans 12 provinces nord-coréennes, on affirme n'avoir constaté qu'un seul détournement de l'aide, en février : « 1 000 litres d'huile fournis par le PAM ont été retrouvés dans trois magasins de Pyongyang », raconte Christiane Berthiaume, du PAM. L'Unicef se dit également incapable de dresser un bilan de la famine, comme la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui a sept personnes sur place depuis 1995. « On n'a jamais vu de gens mourir de faim. Tout ce qu'on a pu constater, ce sont des cas de malnutrition chronique », rapporte Michel Tailhades, un médecin de la fédération [internationale de la Croix-Rouge] ; son organisation « peut contrôler » la destination des aides et « aucun détournement n'a été constaté ». La fédération a toutefois un mandat très large. Les objectifs des organisations sur place sont différents, et « si on veut un impact à long terme, il faut rester dans le pays ». À Action contre la faim (ACF), sur place depuis le début 1998, on ne s'aventure pas à dresser un bilan. Jean-Fabrice Pietri, chef de mission, fait toutefois état des difficultés rencontrées pour « réellement atteindre les plus vulnérables. On peut suspecter qu'il y ait des zones dans le pays où la situation soit plus dramatique ».

Le 20 septembre 1998, les responsables de programme travaillent ensemble sur le message à diffuser à la presse au sujet du retrait de MSF de Corée du Nord. Un embargo est posé jusqu'au 30 septembre. Le 28 septembre, les directeurs généraux des trois sections présentes en Corée du Nord informant le FDRC que MSF va publier un communiqué de presse pour expliquer son départ de Corée du Nord.



« Conférence de presse Corée du Nord », **Courriel** de Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, 24 septembre 1998 (en anglais et en français).

Extrait :

Salut tout le monde,

Lundi dernier, nous avons organisé une réunion pour parler de la prochaine conférence de presse sur la Corée du Nord, qui se tiendra à Hong Kong. Merci de trouver ci-joint un petit point sur cette réunion.

La conférence de presse sera organisée à Hong Kong le 30 septembre à 15h00 (9h00 heure de Paris).

Seraient présents : Eric Goemaere, Dominique (?) [Lafontaine] médecin MSF Pyongyang, Marine [Buissonnière] MSF Pékin qui est allée à la frontière chinoise et peut-être Marie Rose, chef de mission à Pyongyang.

Samantha [Bolton] sera chargée de l'organisation de la conférence de presse.

Contenu de notre message (désolé, c'est en français, mais je l'avais préparé à l'avance).

1/ MSF est forcé de quitter la Corée du Nord (pas de départ volontaire ; la santé n'est pas une priorité pour les autorités ; demande par les autorités de matières premières pour relancer l'industrie pharmaceutique ; accès/proximité impossible avec ce que nous définissons comme de « groupes vulnérables » – rien à voir avec la définition plus politique des autorités, etc.).

2/ Départ obligé alors que conviction que la situation va encore se dégrader et que des milliers de personnes vont continuer à mourir et à payer le tribut de la politique du régime. Évidence d'une situation alimentaire catastrophique (peu importe comment on appelle ça, famine, disette... etc.), cf. argumentaire de François Jean. Il y a eu des discussions entre sections pour savoir si le terme famine est adapté. Les avis divergent. Il ne s'agit pas d'une famine à la soudanaise, mais des conséquences 1) d'un déficit, alimentaire structurel depuis plusieurs années ; 2) d'une répartition des ressources disponibles par le régime en fonction de ce qu'il considère comme des priorités pour sa survie (autant dire que certaines catégories de population n'ont rien d'une priorité). Les gens meurent car ils sont faibles, victimes d'un déficit alimentaire chronique auquel s'ajoute l'implosion du système de santé.

3/ Illustrations :

- Analyse du programme médical des derniers mois de présence MSF avec toutes les limites de notre positionnement ; implosion du système de santé, futur très noir en termes de santé, etc.

- Évaluation de la situation des enfants en institution, (cf. rapport de Dominique qui recoupe [les] info[r]mations] obtenues sur la frontière chinoise. En cours de mise en forme).

- Témoignages des réfugiés sur la frontière chinoise (cf. rapport en cours de traduction en anglais).

4/ Analyse :

- Situation dramatique, perversion du système, inadéquation du système de l'aide (l'assistance ne touche pas les vulnérables, aucun contrôle possible... etc.), etc.

- Urgence pour la communauté des États donateurs de redéfinir leur politique et les conditions de délivrance de l'aide, et d'arrêter de se cacher la face devant un tel système.

Documents qui seront diffusés : témoignages de la frontière (on s'occupe de la traduction sur Paris), communiqué de presse annonçant le départ de MSF et les raisons, rapport de Dominique (synthèse) sur les enfants en institution.

Embargo avec les médias jusqu'au 30 septembre, contacts au niveau national en France, Belgique et Hollande + autres sections en cours/à faire.

Pour ce qui concerne Paris, des contacts ont déjà été pris avec différents médias que ce soient des journaux (*Libération*, *Le Monde*... etc.), des hebdomadaires, des radios. Il semble ici qu'il y ait un intérêt important sur l'annonce de notre départ et en raison de notre analyse de ces derniers mois, avec visite sur la frontière, travail sur les enfants en institutions, analyse de la situation sanitaire et de notre conviction que des milliers de Nord-Coréens vont continuer de mourir.

On peut donc s'attendre à une couverture importante avec des journaux comme *Libération*, qui souhaitent consacrer le 30 septembre ou le 31 à notre départ des dossiers spéciaux avec interview et utilisation des documents qui seront distribués à l'occasion de la conférence de presse. Autant dire que cela ne va pas plaire aux Nord-Coréens.

Marie Rose et Sonia sur Pyongyang en ont été informées ainsi que Bruxelles en raison du départ planifié le 5 octobre environ des derniers MSF du pays.

Voilà en bref.

Amitiés.

PS : La traduction en anglais des témoignages de réfugiés recueillis en août est en cours. Ils seront disponibles au plus tard lundi matin et transmis à Samantha et le *network* MSF.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 25 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Une conférence de presse aura lieu à Hong Kong le 1^{er} octobre pour annoncer et expliquer notre départ de Corée du Nord. Philippe Biberson précise qu'il nous faudra bien peaufiner notre discours car notre position n'est pas simple à défendre. Nous ne devons pas en dire trop et en même temps nous devons être capables de donner des arguments factuels sur ce qui est avancé car on nous soupçonne d'être purement dans « l'idéologie ». Le 21 octobre, il y aura une réunion de travail sur ce thème à Amsterdam. D'ici la fin de l'année, cinq ou six personnes se réuniront pour réfléchir à un discours plus politique : comment le système fonctionne-t-il ? Comment est-il organisé ? Nous devons réunir des témoignages de réfugiés sur plusieurs années.



Lettre de Lex Winkler, directeur général de MSF Hollande, Alex Parisel, directeur général de MSF Belgique et Karim Laouabdia, directeur général de MSF France, à M. Lee, FDRC, 28 septembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Cher M. Lee,

Le FRDC et Médecins Sans Frontières n'ayant pu se mettre d'accord sur les termes d'un renouvellement de l'accord de collaboration, nous avons entamé le processus de cessation de nos activités et de fermeture de notre bureau de Pyongyang.

Depuis que nous avons commencé nos activités en RPDC, en juin 1997, à plusieurs reprises, nous avons exprimé au FDRC notre souhait d'avoir un contact plus direct avec la population, dans le cadre de notre assistance humanitaire. L'évaluation des besoins

dans les domaines nutritionnel et médical et le contrôle des résultats de notre travail sont des standards communs dans le champ du travail humanitaire. Ils font également partie de l'effort de rendu de compte que nous devons à nos donateurs privés et institutionnels. L'accès restreint qui nous a été accordé par la RPDC a limité notre capacité à évaluer correctement les besoins dans les provinces, à contrôler l'utilisation des médicaments fournis par nous et à collecter les données médicales et nutritionnelles qui auraient appuyé notre travail.

Pour cette raison, nous avons formellement exprimé notre désaccord avec les conditions de travail qui nous sont imposées. Toutefois, nous avons vu suffisamment d'enfants mal nourris pour être convaincus qu'il est nécessaire de leur porter plus d'attention et d'assistance comme aux autres enfants. Nous avons également observé de nombreux besoins dans le domaine médical, auxquels il faudra répondre. À ces observations s'ajoutent des récits de réfugiés nord-coréens en Chine ; ils témoignent de l'acuité des besoins médicaux et nutritionnels en RPDC.

Nous pouvons seulement regretter que le FDRC ne donne pas la priorité à ces besoins en demandant une assistance renforcée à Médecins Sans Frontières. Comme l'a déjà expliqué le docteur Goemaere, entre autres dans une lettre que vous avez reçue mi-août, le soutien à la production de médicaments par la RPDC elle-même n'est pas une activité qui s'inscrit dans le mandat de MSF.

Au moment de notre départ, nous avons besoin d'informer le public et les donateurs des raisons de ce départ et de notre opinion sur la situation en RPDC. Il s'agit là encore de notre devoir de rendu de compte déjà mentionné plus haut. Pour cette raison, une déclaration sera diffusée à la presse, dans laquelle nous ne pourrions pas faire abstraction de nos divergences avec le gouvernement de RPDC.

Nous rappelons que nous sommes disponibles pour porter assistance au peuple de RPDC et souhaitons y retourner, bien que sur la base d'accords différents.

Nous sommes prêts, à tout moment, à reprendre le dialogue sur ces sujets avec le gouvernement de RPDC.

Très cordialement

Dr Lex Winkler, directeur général MSF Hollande,
Dr Alex Parisel, directeur général MSF Belgique,
Dr Karim Laouabdia, directeur général MSF France.



J'étais en Afrique quand j'ai entendu dire qu'on allait quitter la Corée du Nord et qu'on n'allait rien dire. Là, j'étais écœurée parce que pour moi c'était essentiel de parler : il y avait beaucoup d'intérêt pour la Corée du Nord et on ne pouvait pas quitter ce pays sans rien dire. C'était très bizarre parce que, pour une fois, c'étaient les Hollandais qui voulaient faire une déclaration, faire tout un cinéma sur le départ et les Français qui refusaient, qui ne voulaient pas parler de ça. C'était devenu une affaire entre Pim de Graaf [directeur des opérations MSF Hollande] qui disait qu'ils voulaient faire un évènement en Hollande pour déclarer pourquoi ils étaient partis et Jean-Hervé [Bradol, directeur des opérations de MSF France] et William Bourgeois [responsable de programme MSF Belgique]. Tout le monde a dit : « Vous faites ce que vous voulez en Hollande, mais on ne veut pas y faire la conférence de presse. » Les Français ont dit : « On fait une table ronde pour discuter avec des intellectuels qui s'intéressent à la Corée. »

Je suis revenue et j'ai fait un peu de scandale en appelant tout le monde et en disant que ça n'allait pas du tout : « Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Vous ne pouvez pas quitter la Corée du Nord sans parler en public. Ce n'est pas acceptable. Ça ne sert à rien de le faire à Amsterdam. Il faut qu'on le fasse à Hong Kong, comme ça ce n'est sur le territoire de personne. » Ils ont tous dit : « OK, on fait une réunion à Bruxelles. » On a fait cette réunion avec

les responsables de programme, les différentes personnes de la communication, et je ne sais plus qui d'autre. On a passé une journée à se mettre d'accord et à décider que ça serait moi qui irais à Hong Kong pour organiser. On a plus ou moins construit le message, mais il y avait des différences entre les sections. On avait besoin qu'ils soient tous d'accord pour que l'on puisse faire ça depuis Hong Kong. Quand tu fais ça à Hong Kong, les horaires sont un peu en avance, et donc que c'est toi qui fais l'actualité. Là-bas, les gens connaissent la situation et c'est plus facile de gérer des sujets internationaux sur le terrain où les gens sont informés et intéressés. Au cours de la réunion de Bruxelles, les Français continuaient clairement à pousser sur la famine. Les autres et moi, on disait : « Oui, très bien la famine, mais tout le monde en parle et il n'y a rien de nouveau sur la famine. Les moines bouddhistes et "tout le monde et son frère" parlent de cette fichue famine. Et on n'a pas de données super excitantes là-dessus. En revanche, ce qu'on a à dire, c'est qu'il faudrait vraiment que la communauté internationale revoie sa politique d'aide à la Corée du Nord parce qu'on ne sait pas où arrive cette aide. L'aide alimentaire, on ne sait pas où elle va. Quant à l'aide médicale, on n'a pas le droit d'accès pour faire le suivi. »

Un message qui disait en accroche « réfléchissez à ce que vous faites en Corée du Nord » était beaucoup plus politique et soulevait beaucoup plus la controverse. Tout le monde au sein de MSF était d'accord sur la famine mais ils trouvaient que c'était surtout sur le médical qu'on devait travailler. C'était vrai. Mais comme les Français étaient en Chine, à faire des allers-retours sur les frontières, on a dit : « OK, on fait un truc avec la famine. On ne peut pas bouger, on n'a pas accès pour assister médicalement, on a de gros soupçons qu'il y a une énorme famine, et en plus on n'arrive pas à savoir où arrive toute l'aide envoyée là-bas. On aimerait bien le savoir, donc il faudrait que les gens regardent. » C'était ça, le message.

Samantha Bolton, MSF International, coordinatrice de la communication (en français).

Le 1^{er} octobre 1998, MSF diffuse un communiqué de presse et organise une conférence de presse à Hong Kong. Marie Rose Pecchio et Dominique Lafontaine, membres de l'équipe MSF en Corée du Nord, Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique et Marine Buissonnière, membre de la mission exploratoire de MSF Chine à la frontière sino-coréenne prennent part à la conférence de presse. Ils présentent les raisons du retrait de MSF, la question des enfants socialement défavorisés, ainsi que celle de la famine et de la nature discriminatoire du système nord-coréen, tel que décrit par les réfugiés à l'équipe MSF sur la frontière sino-coréenne. [V14](#)

Dans la plupart des journaux occidentaux, ces informations sont publiées le 1^{er} octobre. Selon certains observateurs, et les articles eux-mêmes, le message de MSF sur la famine tel qu'il est délivré pendant la conférence de presse manque de clarté. Certains affirment même que le message est contradictoire. Les principales contradictions touchent deux questions : y-a-t-il une famine, oui ou non ? Est-ce que MSF a décidé de partir ou a été congédiée ? [V15](#)

De plus, avant la conférence de presse, des indiscretions ont été commises. Dès le 30 septembre 1998, le quotidien français *Libération* a publié plusieurs des témoignages des réfugiés. De son côté, le quotidien états-unien *Herald Tribune* cite MSF sur la question des enfants socialement défavorisés.



« MSF appelle les bailleurs de fonds à revoir leur stratégie en RPDC. Les besoins sont urgents en Corée du Nord mais MSF est forcée de se retirer », **Communiqué de presse** MSF, Hong Kong, 30 septembre 1998 (en anglais).

Extrait :

L'organisation de secours médical internationale Médecins Sans Frontières (MSF) a annoncé aujourd'hui qu'elle a été obligée, cette semaine, de se retirer de Corée du Nord, malgré la persistance des besoins médicaux et nutritionnels dans le pays. MSF était la plus importante organisation médicale travaillant en Corée du Nord. Elle a essayé de négocier la poursuite de ses activités, sous réserve d'avoir le libre-accès, la possibilité d'évaluer les besoins, d'apporter une assistance humanitaire à ceux qui en ont le plus besoin et de contrôler la destination de son aide. Le gouvernement, de son côté, refuse de reconnaître que l'urgence existe toujours et n'accepte qu'un soutien structurel pour reconstruire l'industrie pharmaceutique nationale.

« Nous sommes désolés d'être obligés de nous retirer alors que persistent de graves problèmes médicaux, nutritionnels et sanitaires », a déclaré le Dr Eric Goemaere, directeur général de MSF. « La nouvelle politique de normalisation n'a rien à voir avec la réalité de la vie en Corée du Nord et coûtera la vie à des milliers de personnes. Ce dont ces personnes ont besoin en urgence, c'est d'une assistance humanitaire plus contrôlée, et qu'on trouve des solutions structurelles à la crise en cours », a-t-il ajouté.

Depuis début juin, des changements politiques à haut niveau ont été mis en œuvre pour réduire et limiter l'efficacité de l'aide humanitaire, ce qui rend impossible la fourniture d'une aide conformément à nos principes et contrôlable.

Aujourd'hui, MSF demande à tous les gouvernements bailleurs de fonds de revoir leurs politiques d'aide envers la RPDC en s'assurant que cette aide soit plus contrôlable, afin que les organisations humanitaires puissent évaluer les besoins de façon libre et impartiale, délivrer l'aide, avoir un accès direct à la population et évaluer l'efficacité de leurs programmes.

Des besoins médicaux urgents

- Depuis la désagrégation du système national coréen de production de produits pharmaceutiques au début des années 1990, la plupart des hôpitaux et des centres de santé que MSF a visités n'avaient reçu aucun antibiotique ou matériel médical nouveau depuis des années. Au niveau local, les médecins estiment qu'en l'absence d'une aide extérieure, 75 % des traitements qu'ils prescrivent sont à base de plantes médicinales ou de médecine traditionnelle.

- Le niveau d'admission dans les hôpitaux est anormalement élevé pour les groupes d'âges jeunes et en bonne santé : environ 50 % des patients admis en consultations internes dans les salles de médecine interne et de chirurgie ont entre 20 et 40 ans.

- La majorité des admissions dans les services d'hospitalisation (IPD) concernent des pathologies gastro-intestinales (gastro-entérites, typhoïde, diarrhées), dues essentiellement à la détérioration des conditions sanitaires : manque d'approvisionnement en eau potable ; lessive et consommation d'eau dans les mêmes rivières*.

- Pour lutter contre ces infections et prévenir l'expansion du choléra et d'autres maladies, le gouvernement mène des campagnes de vaccination forcée contre le choléra et d'autres maladies. La chaîne de froid nationale n'étant pas fiable, les gens sont souvent vaccinés pendant l'hiver**.

- Parmi les patientes hospitalisées pour des raisons gynécologiques, environ 50 % le sont pour des avortements. Avant que MSF ne distribue du matériel gynécologique standard, les hôpitaux réalisaient des césariennes, des avortements et d'autres opérations

chirurgicales avec des instruments rouillés et quasiment sans anesthésiques ; sans matériel stérilisé, antibiotiques ou antihémorragiques [oxytocic]**.*

« Les terribles conditions sanitaires et nutritionnelles entraînent de sérieux risques d'épidémies et de décès, mais il existe aussi un problème avec les priorités posées concernant les besoins et les solutions », a déclaré le Dr Dominique Lafontaine, médecin de terrain. « Alors qu'il y a urgence à restructurer le système d'approvisionnement en eau et le système sanitaire, le gouvernement répond par une campagne de vaccination de masse contre le choléra. Alors qu'il s'agit de répondre chaque jour aux besoins nutritionnels et médicaux, le gouvernement refuse d'autoriser les organisations humanitaires à porter secours et ne se concentre que sur la reconstruction de l'industrie pharmaceutique. »

Les réfugiés témoignent d'une situation de famine

En plus des problèmes médicaux, des récits inquiétants font état d'une grave situation de famine en Corée du Nord. Des réfugiés interviewés par MSF en avril et en août et qui sont récemment arrivés de Corée du Nord en Chine parlent d'une famine étendue, de parents, d'amis, de voisins mourant de faim à la suite d'un manque de nourriture récent ou plus ancien. Ils décrivent également un système de distribution de nourriture discriminatoire, basé sur le statut social et la loyauté au parti et mentionnent un nombre important d'enfants sans foyer errant à travers le pays, à la recherche de nourriture. Cause supplémentaire d'inquiétude sur l'état nutritionnel de la population, MSF a été systématiquement empêchée d'avoir un accès libre et complet nécessaire à la conduite d'enquêtes à l'intérieur du pays. Depuis 1996, MSF négocie avec les autorités la permission de mener des enquêtes nutritionnelles fiables et représentatives. En vain.

Populations vulnérables

En raison des conditions de vie difficiles, du mauvais état sanitaire et nutritionnel, des milliers d'enfants sont orphelins, dont la plupart sont sans foyer ou vivent dans la rue. MSF s'inquiète du fait que nombre d'entre eux ne sont pas pris en charge par le système de santé et les structures institutionnelles. Les autorités locales reconnaissent qu'il existe un problème auquel elles ne peuvent faire face, mais au niveau central, les autorités continuent à nier l'existence d'enfants sans foyers ou à la rue.

Pendant dix mois, MSF a travaillé dans 64 centres de nutrition, dans quatre provinces, prenant en charge 14 000 enfants. Il était difficile de savoir d'où venaient les enfants et où ils allaient à la fin de leur traitement. Toutefois, dans une province, celle du Sud Pyongan, MSF a pu obtenir plus d'informations et estimer qu'environ un quart des enfants fréquentant les centres nutritionnels que ses équipes ont pu visiter étaient des orphelins ou des enfants abandonnés. Nombre d'entre eux étaient sans foyer et avaient été ramassés mourant de faim dans la rue. MSF est convaincue qu'il existe des institutions où ces enfants sont rassemblés. Le personnel en faisait mention discrètement, mais les équipes internationales n'y avaient pas accès.

Besoins humanitaires vs [versus] priorités gouvernementales

Un changement de politique s'est produit en Corée du Nord, après deux ans durant lesquels le gouvernement avait commencé à mener une politique d'ouverture et autorisé les organisations de secours internationales à prendre en charge les besoins urgents de la population en nourriture et en assistance humanitaire. Pourtant, malgré un investissement financier important de la part de la communauté internationale, les priorités semblent avoir changé. « Il est clair qu'en Corée du Nord, la préservation de l'idéologie d'autosuffisance a désormais la priorité sur la fourniture d'une aide efficace et contrôlable à ceux qui en ont le plus besoin », a déclaré le docteur Eric Goemaere.

Ce mois-ci, les négociations entre MSF et la RPDC sur le renouvellement de l'accord de collaboration, contrat de travail qui définit le type d'assistance requis et sa mise en œuvre, ont été rompues. Ces dernières années, MSF avait organisé ses programmes d'assistance de manière à soutenir environ 1 400 dispensaires et hôpitaux, portant ainsi secours à sept millions de personnes dans quatre provinces, en fournissant des médicaments, du matériel et de la formation.

MSF négociait la poursuite de cette assistance et le ciblage de groupes particulièrement vulnérables tels que les enfants orphelins et sans abri. Mais de leur côté, les autorités préfèrent insister sur le fait que le mode d'assistance nutritionnelle et médicale le plus efficace pour la RPDC serait que « MSF porte particulièrement attention à la fourniture de matière première pour l'industrie pharmaceutique ».****

MSF est convaincue qu'il est nécessaire de répondre aux importants besoins médicaux et humanitaires de la RPDC, mais elle respecte les principes internationaux de l'action humanitaire concernant l'impartialité, la liberté d'évaluer librement les besoins, d'assister les plus vulnérables et d'évaluer l'efficacité de cette assistance.

« Quand on est médecin, ce n'est pas facile de se retirer alors que tant de personnes meurent et que la santé et la survie de tant d'autres sont encore en danger. Mais au fond, l'action humanitaire ne peut aider ceux qui en ont besoin que si elle est impartiale et responsable. Ce n'est pas le cas en Corée du Nord », a déclaré le docteur Eric Goemaere, qui conclut : « Il faut maintenant que le gouvernement nord-coréen se montre responsable de la santé de son peuple et autorise l'assistance humanitaire directe. Il est temps que les gouvernements bailleurs de fonds s'assurent que l'aide humanitaire qu'ils financent soit mise en œuvre dans le respect des principes et de manière efficace. »

La dernière équipe internationale de MSF quittera la Corée du Nord demain matin, jeudi 1^{er} octobre 1998, après seize mois ininterrompus de programmes de distribution de médicaments, de formation et de soutien aux centres de nutrition thérapeutiques et aux structures de santé.

*Des membres de l'équipe MSF ont également attrapé la typhoïde à cause de la mauvaise qualité de l'eau et de la nourriture.

**Il n'existe sur le marché mondial aucun vaccin contre le choléra internationalement reconnu comme efficace. En RPDC, l'Unicef et l'OMS vaccinent la population contre la polio, la rougeole et le tétanos.

Le gouvernement de RPDC organise des campagnes de vaccination de masse contre la diphtérie, la coqueluche et le choléra. Les origines et le contenu de ces vaccins sont difficiles à vérifier.

***Le matériel standard d'obstétrique fourni comprend des instruments stérilisés de dilatation et de curetage, des antibiotiques pour prévenir l'infection, et des médicaments pour prévenir les hémorragies.

****Extrait d'une lettre envoyée à la chef de mission de MSF par M. Ri Si Hong, directeur par intérim, département des affaires extérieures du Comité de réparation des dégâts causés par les inondations, RPDC, daté du 24 août 1998 à Pyongyang.



« Retour d'information Corée du Nord », **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication, MSF International, et Justine Geldard, chargée de communication MSF Hong Kong, au réseau communication de MSF, 30 septembre 1998 (en anglais).

Extrait :

Ça s'est vraiment bien passé, bien qu'on soit arrivés en sueur, à 3 heures tapantes, à cause des embouteillages de Hong Kong et du chauffeur qui s'est perdu.

Tous les participants ont été très clairs et se sont tenus au discours préparé avec chacun d'entre eux ce matin.

Il y a eu beaucoup de questions et à la fin ils ont dû raccourcir.

La fuite dans le *Herald Tribune* a énervé certains journalistes, en particulier celui du *Boston Globe* (US) (mais il s'est calmé quand il a compris que MSF était également irritée de cette fuite), parce que les papiers ont été rédigés à partir du service de dépêches du *Washington Post* et pas à partir de leurs propres infos.

Toutefois, selon le secrétaire du club de la presse, un certain nombre d'entre eux lui ont dit qu'ils avaient été alertés par leurs rédacteurs en chef à cause de la parution dans le *Post* et dans *Libé* et qu'on leur avait demandé de venir quand même à la conférence de presse et de faire comme si c'était de l'info fraîche. Certains correspondants dont je ne savais même pas qu'ils étaient à Hong Kong sont venus pour cette raison. La fuite dans *Libération* était décourageante parce que cela nous avait pris des heures pour négocier chaque mot du communiqué de presse, et puis soudain trop d'infos sont sorties trop tôt, mettant d'autres journalistes en colère et les obligeant à relayer la fuite, et rendant difficile l'organisation de quoi que ce soit au niveau international. Il y a beaucoup de gens en colère qui disent que ce n'est pas la peine de respecter les embargos, mais l'impact général de notre action reste très élevé. Marie s'inquiète également pour le prêtre dont le nom et l'endroit où il vit ont été mentionnés. Elle craint que sa vie ne soit en danger. Toutefois, jusqu'ici la couverture médiatique est meilleure que prévue.



« L'organisation humanitaire se retire de Corée du Nord. Médecins sans Frontières craint que la nourriture à destination des enfants ne soit détournée », John Pomfret, **The International Herald Tribune** (*Washington Post Service*), Pékin, 30 septembre 1998 (en anglais).

Extrait :

La plus importante organisation humanitaire internationale à l'œuvre en Corée du Nord a annoncé mardi qu'elle se retirait en raison du refus du gouvernement communiste de lui donner accès à un nombre significatif d'enfants malnutris et malades.

L'organisation humanitaire européenne Médecins Sans Frontières a retiré son équipe composée de 13 professionnels, dont neuf médecins.

Cette décision, peu commune pour l'organisation internationale, souligne les problèmes croissants rencontrés par les ONG en Corée du Nord alors qu'elles tentent d'évaluer si les médicaments et la nourriture parviennent à ceux qui en ont le plus besoin dans cette nation asiatique isolée.

Début août, Médecins du Monde, basée à Paris, avait quitté la Corée du Nord pour des raisons similaires. Les responsables de Médecins Sans Frontières ont dénoncé la politique à deux vitesses adoptée par le gouvernement nord-coréen, nourrir les enfants de familles loyales au régime et négliger les autres.

Les responsables ont déclaré avoir la preuve que les enfants orphelins et sans-abri avaient été rassemblés dans des centres nommés « camps du 27 septembre », d'après

la date à laquelle, l'année dernière, le leader nord-coréen Kim Jong-Il avait ordonné l'établissement des centres afin de « normaliser » le pays.

Les conditions à l'intérieur de ces camps sont supposées déplorables, d'après les responsables, qui s'appuient sur des interviews de réfugiés de ces centres ayant fui vers la Chine.

« Nous regrettons de devoir nous retirer alors que de sérieux problèmes médicaux, nutritionnels et sanitaires nécessitent d'être traités », a déclaré Eric Goemaere, directeur général de l'organisation. « La nouvelle politique de "normalisation" n'a rien à voir avec la réalité de la vie en Corée du Nord et coûtera la vie à des milliers de personnes. » L'organisation humanitaire a annoncé son retrait de Corée du Nord quelques semaines seulement après que les États-Unis se sont engagés à augmenter de 300 000 tonnes les dons de nourriture à la Corée du Nord, ce qui fait des États-Unis de loin le plus important soutien d'un programme destiné à arrêter une crise alimentaire qui tue entre 300 000 et 800 000 Coréens du Nord par an.

La décision américaine a rencontré l'opposition des responsables de l'aide, qui ont remis en question la capacité du Programme alimentaire mondial et des cinq ONG américaines présentes en Corée du Nord à contrôler les distributions alimentaires.

L'annonce de mardi a détaillé la série de contretemps subis par une des organisations humanitaires les plus respectées dans le monde dans sa tentative de s'infiltrer dans le système nord-coréen et d'aider les enfants souffrants. Les responsables de l'aide ont affirmé qu'en comparaison avec les ONG européennes, les Américains avaient été encore moins capables de s'assurer que l'aide n'allait pas seulement aux personnes loyales au parti communiste ou à l'armée.

Les responsables de l'aide occidentale ont critiqué en privé les États-Unis pour leurs envois de nourriture en Corée du Nord, qui ne sont pour eux qu'une vaine tentative de s'assurer que l'État communiste instable ne s'effondre pas ou ne s'aventure dans des opérations militaires telles que l'attaque de la Corée du Sud, alors que 37 000 soldats américains patrouillent actuellement dans la zone démilitarisée le long de la frontière Nord.

« C'est un pot-de-vin, rien de plus », a déclaré un responsable de l'aide. « Mais si on n'insiste pas sur un meilleur contrôle, une très faible part de la nourriture parviendra à ceux qui en ont besoin. Elle ira aux personnes loyales au parti et à l'armée. »

Dominique Lafontaine, médecin français en Corée du Nord depuis août 1997, affirme que Médecins Sans Frontières a nourri 14 000 enfants malnutris dans ses centres thérapeutiques depuis son arrivée.

En procédant à leurs inspections, les responsables de la santé ont noté que certains enfants se trouvaient dans un état de malnutrition sévère tandis que d'autres étaient en relative bonne santé. Lorsqu'ils ont posé des questions sur les enfants malnutris, ils se sont rendu compte qu'ils venaient des « camps du 27 septembre ».

Selon les responsables de l'aide, le leader nord-coréen a établi les camps dans le cadre d'une action de police destinée à faire rentrer chez eux des millions de personnes ayant quitté leurs villages à la recherche de nourriture.

Les individus sont arrêtés, internés dans les camps et ensuite renvoyés chez eux, où ils sont à nouveau incarcérés, selon les responsables de l'aide occidentale.

« Nous avons demandé un accès à des lieux où se trouvent les enfants, mais il nous a été refusé », a expliqué le docteur Lafontaine. « Les autorités locales ont confirmé qu'il y avait beaucoup d'enfants sans-abri et orphelins, mais lorsque nous avons posé la question au gouvernement central, leur existence a été niée. L'état désespéré dans lequel se trouvent ces enfants me touche profondément. »

Les responsables de l'ONG ont affirmé que la Corée du Nord devait autoriser les responsables de l'aide à mener une enquête nutritionnelle auprès des enfants de tout le pays.

Les opérateurs d'une enquête lancée le 21 septembre par l'UNICEF, l'Union européenne et le Programme alimentaire mondial ne seront pas autorisés à entrer dans plus d'un tiers du pays.

Un responsable de l'aide occidentale a exprimé sa crainte que les Nord-Coréens n'influent sur l'Unicef pour rapporter une situation moins préoccupante qu'elle ne l'est en réalité. « Ensuite, ils s'assureront que l'aide limitée ira à la bonne catégorie d'enfants », a-t-il rajouté.



« Corée du Nord, récits d'une famine cachée. La Corée communiste est devenue l'enfer de la faim. Médecins Sans Frontières se retire du pays et dénonce le détournement de l'aide humanitaire par le régime », Romain Franklin, *Libération* (France), 30 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Médecins sans Frontières (MSF) doit annoncer aujourd'hui son départ définitif de Corée du Nord. L'organisation humanitaire, la première ONG, en 1995, à tenter de pallier la famine qui frappe le pays, se dit aujourd'hui consciente d'avoir été « instrumentalisée ». Désireux d'attirer l'aide internationale afin de renforcer un régime stalinien en faillite, les dirigeants communistes nord-coréens ont accueilli, depuis, de nombreuses autres organisations caritatives. Mais Pyongyang n'a levé qu'un tout petit coin du voile de l'horreur vécue quotidiennement par la population. Les ONG qui apportent leur aide ont dû, jusqu'ici, se plier aux conditions imposées par la dictature. Conditions contraires, pour beaucoup, à l'éthique humanitaire. Non seulement l'aide, selon MSF, est détournée par le pouvoir, mais, de surcroît, les plus démunis sont les laissés pour compte de cet effort international.

Pays à l'agonie

Afin de savoir ce qui se passe réellement dans ce pays passé maître dans l'art de la dissimulation et la propagande, l'ONG a dû effectuer deux enquêtes à la frontière qui sépare la Corée du Nord de la Chine, la première en avril, la seconde en août. Côté chinois, des équipes de MSF ont interrogé des réfugiés. Leurs témoignages décrivent un pays à l'agonie : des usines ferment, des populations gagnent les campagnes pour ne pas mourir de faim mais, ne trouvant rien, elles finissent par périr dans la torpeur, l'estomac vide, au côté de centaines d'autres. L'armée ramasse quotidiennement sur les bords des avenues des villes et le long des routes des cadavres de gens morts de faim ou du typhus, pour les enfouir dans des fosses communes. Des cohortes d'affamés s'entassent dans les gares.

MSF affirme à *Libération* ne « plus avoir de doute » sur le fait qu'en trois ans « plusieurs centaines de milliers de personnes au moins » sont mortes de faim ou de maladies liées à la famine. D'autres estimations invérifiables font état de 3 millions de morts depuis 1995 dans ce pays de 23 millions d'habitants. Le régime nord-coréen en reste apparemment à son estimation faite l'an dernier de... 134 morts. Dans le même temps, le régime de Kim Jong-Il continue d'entretenir l'une des plus grandes armées du monde et consacre un budget faramineux pour tenter ce mois-ci de mettre en orbite un satellite diffusant des « chants révolutionnaires immortels » à la gloire de son « Grand Leader ». Ce ne sont là que quelques-uns des aspects ubuesques d'un système où, par ailleurs, la

moindre déviance politique se traduit par un châtement sans rémission pour son auteur et sa famille, souvent jusqu'au plus lointain cousinage.

Surveillance

MSF, qui jusqu'à la semaine dernière maintenait sur place une équipe de 13 personnes, a commencé à travailler en Corée du Nord en 1995, pendant six mois, puis de manière permanente à partir de juillet 1997. Malgré sa présence dans plusieurs provinces et son insistance à vouloir faire « un travail à hauteur d'homme », MSF s'est rendu compte qu'il ne pouvait guère être autre chose qu'un pourvoyeur d'aide alimentaire et de médicaments. L'ONG a réalisé, en outre, qu'il lui était impossible, jusqu'au printemps dernier, de se faire une idée réelle de l'ampleur de la famine. Médecins du Monde, en butte aux mêmes problèmes, après six mois sur place, s'est retiré en juillet. Surveillées en permanence par des cadres du régime, les équipes de MSF ne pouvaient jamais rencontrer des gens à même de s'exprimer librement. « Pour visiter les dispensaires, il nous fallait faire la demande une semaine à l'avance, rapporte un responsable de MSF. Lorsque celle-ci était accordée, nous avions l'impression de visiter un village Potemkine où tout était mis en scène. »

« Nous avons eu des doutes sur notre action dès 1995, reconnaît François Jean, le directeur de recherches de MSF. À présent, MSF est convaincu qu'il y a une discordance absolue entre la logique de l'humanitaire et la logique du régime. L'objectif de l'humanitaire est d'apporter l'aide aux plus vulnérables, or il y a toutes les raisons de penser que l'aide qui arrive dans ce pays, et qui est canalisée par le régime, ne leur parvient pas. » Plusieurs experts suspectent que le régime nord-coréen utilise, comme base de calcul à la distribution des rations alimentaires, son échelle de classement de la population en trois grandes catégories et une cinquantaine de sous-catégories. Avec, en bas de l'échelle, les familles de « contre-révolutionnaires » et, au sommet, les hauts cadres du système. « La priorité des autorités nord-coréennes est de faire durer le régime, et quiconque n'est pas utile à cette prolongation peut être mis en danger de mort », explique Pierre Rigoulot, un spécialiste de ce pays.

Les inondations des trois dernières années n'ont joué qu'un rôle marginal. « Cette famine, confirme François Jean, a une dimension politique très forte. D'une part parce qu'elle est la résultante des politiques menées depuis cinquante ans, d'autre part parce que le régime distribue les maigres ressources existantes en fonction de critères qui renvoient à la loyauté politique et à l'utilité économique et sociale des gens. Concrètement, donc, les habitants de Pyongyang (qui sont tous, de ce fait, privilégiés), les militaires et les cadres bénéficient toujours des distributions de vivres, alors que les gens qui, du fait de leurs antécédents familiaux, ne sont pas considérés comme loyaux politiquement, ou les gens susceptibles de rapporter des devises, sont privés de toutes distributions, hormis les deux ou trois kilos de riz fournis deux ou trois fois l'an à l'occasion de l'anniversaire du Grand Leader ou de la fondation du Parti des travailleurs... »

Faillite générale

« Ce type de famine est unique », poursuit Jean. Contrairement à toutes celles du xxe siècle, elle n'est pas liée à une situation de guerre. Contrairement aux famines des systèmes communistes (Ukraine en 1932 ou Chine en 1959-1961), elle n'est pas liée à une frénésie de transformation de l'ordre social récent, mais à un problème d'ordre structurel. Elle survient dans une société majoritairement urbaine de type industriel (même si les industries sont en faillite). Les catégories les plus touchées sont les habitants des villes moyennes travaillant pour des entreprises en faillite qui n'intéressent plus le pouvoir. « Cette famine est aussi la conséquence d'une faillite générale de l'économie, ajoute François Jean. Mais il y a tout lieu de penser que cette faillite n'entraînera pas, du

moins à court terme, un effondrement du régime. » En attendant, des milliers d'hommes continuent à mourir.

Témoins de l'horreur au quotidien

L'effrayante réalité quotidienne de la « famine cachée » qui sévit en Corée du Nord ne peut plus faire de doute. Les récits que nous publions ont été recueillis par des chercheurs mandatés par Médecins Sans Frontières en août, du côté chinois de la frontière sino-coréenne. Ils corroborent une autre enquête de MSF réalisée en avril. Dans les régimes clos, les témoignages de réfugiés sont souvent les premiers « révélateurs de vérité ». Ce fut vrai pour le génocide khmer rouge au Cambodge en 1975-1979 (2 millions de morts), relaté dès les premiers mois par les témoignages recueillis par le père François Ponchaud. Ce fut vrai en Chine pour les horreurs de la famine de 1959-1961 (25 à 30 millions de morts), dévoilées par les réfugiés chinois à la presse occidentale ; ou celles de la révolution culturelle en 1966-1976 (30 millions de victimes à titres divers) mises au jour par le sinologue Simon Leys, qui interrogea les réfugiés chinois qui nageaient jusqu'à Hong Kong. Aujourd'hui, c'est vrai des réfugiés nord-coréens qui traversent le fleuve Yalu, séparant la Corée du Nord de la Chine. Deux de ces récits font état de cas d'anthropophagie. S'il convient de les prendre avec prudence, il faut également se souvenir que le cannibalisme fut pratiqué pendant un événement comparable, la grande famine chinoise de 1957-1961, comme en atteste le récent livre-enquête de Jasper Becker, *La Grande Famine de Mao*.

Les cadavres dans les rues, « des visions quotidiennes »

« Je viens de la ville de Hvesan [Hyesan], de l'autre côté de la frontière chinoise. J'ai passé la frontière sino-coréenne en traversant le fleuve Yalu, peu profond, en juillet 1997. J'étais employé dans une entreprise d'État. Quand mon entreprise a peu à peu arrêté sa production, je me suis retrouvé sans salaire (...). Je voyais des gens mourir de faim autour de moi, mais cela ne me touchait pas. Et puis mon fils de 5 ans est mort de faim lui aussi. Alors tout a changé (pleurs). Ma situation n'a rien d'exceptionnel. C'est partout pareil, et Hvesan, ville-frontière, reste privilégiée. En juin dernier, on nous a soudain distribué une ration d'un kilo de riz par famille. J'ai demandé d'où provenait ce riz. On m'a répondu : prends et ne t'occupe pas du reste. J'ai pensé qu'il devait s'agir d'aide internationale. C'est la seule fois qu'une telle chose s'est produite. La majorité de l'aide internationale va aux cadres de l'armée et du gouvernement mais n'arrive jamais jusqu'au peuple. Ceux qui ont un peu d'argent s'enrichissent et font du commerce, les autres s'éteignent dans le froid, la faim et la maladie. À Hvesan, il y a eu des épidémies de choléra. Les hôpitaux sont vides et la médecine n'est pas plus gratuite que la nourriture. Comme les ouvriers d'usine qui démantèlent les entreprises d'État et vendent le métal morceau par morceau, les médecins aussi vendent leurs outils de travail. De plus en plus de gens quittent les villes pour se diriger vers les campagnes, en quête de nourriture. Les gares sont bondées et les morts, surtout des personnes âgées et des enfants, s'y amoncellent. À tel point que les gares de la région sont aujourd'hui fermées. Les cadavres dans la rue font partie des visions quotidiennes. »

« Je suis pasteur de l'église de Hungcun. Depuis 1992, je me rends tous les ans en janvier à Xinouzhu (en Corée du Nord) pour voir mon frère. (...) Il y a cinq ans, il n'y avait pas de marché libre à Xinouzhu. Aujourd'hui, tout le monde converge vers le marché, car c'est le seul endroit où l'on peut s'approvisionner. Des personnes affamées, sans force, sont assises ou allongées sur le sol. On voit de nombreux enfants, extrêmement maigres, à la peau noire et abîmée. Ils ne portent presque pas de vêtements. Sur le marché, des gens vendent des bols de riz à des prix exorbitants. (...) J'ai vu des gens morts dans la rue. Morts de faim, mais aussi de froid. Les gens portent peu de vêtements, pas de

chaussettes, pas de chaussures en cuir. En janvier, lors de ma visite à Xinouzhu, j'ai vu sept enfants morts de froid. Ils s'étaient abrités dans une porcherie. Serrés les uns contre les autres, recroquevillés, à moitié nus, ils ont gelé dans la nuit. Je l'ai vu. Pour ramasser les morts, l'armée utilise une boîte en métal dans laquelle les corps sont mis puis transportés jusqu'à une fosse où ils sont déposés à même le sol. On réutilise la boîte pour ramasser les suivants. Le ramassage est effectué régulièrement la nuit. (...) Vous n' imaginez pas le degré de violence qu'a atteint cette société. J'ai vu des enfants se faire littéralement voler leur pain de la bouche par des plus grands. (...) Les mois d'avril à septembre vont être critiques, comme ils l'ont été en 1996 et 1997. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant d'entendre parler d'anthropophagie. (...) Aujourd'hui, on peut considérer que 15 à 20 % de la population meurt de faim littéralement, et que 5 % des gens vivent bien. »

Couple âgé de 68 et 63 ans, rencontré à Yanji : « un jour, mon fils s'est exclamé qu'il n'était pas dans l'armée pour voler les gens. Il a été fusillé sur-le-champ. » [...]

Jeunes de 19 et 25 ans, Yanji : « des enfants errants, très maigres, qui volent pour se nourrir. » [...]

Couple, un enfant, district de Yanbian : « on nous dit que les médicaments étrangers rendent malade. »

« [...] On voit beaucoup d'enfants, assis, sans force. Leurs têtes sont enflées démesurément et leurs yeux à peine visibles. Leurs jambes sont gonflées, droites comme des piliers du haut des cuisses jusqu'aux chevilles. Ils ont la peau noircie et des infections cutanées sur tout le corps. En hiver, ils sont emportés par le froid, mais en été, ils restent hagards et sans force pendant de longues journées. On voit des adultes aussi, maigres, épuisés... Dans les parcs des villes de la côte, des corps restent parfois jusqu'à deux ou trois jours avant d'être ramassés. La propagande fait rage. On nous dit qu'il faut se serrer la ceinture jusqu'en 2003, que les efforts ne sont pas finis. La Corée est bien trop fière pour admettre l'aide étrangère, ce serait perdre la face. Alors on nous dit que les vêtements qui viennent de Chine transportent des virus, que la nourriture provenant de l'aide internationale fait maigrir et que les médicaments étrangers rendent malade ! (...) Tout le monde est plus ou moins malade : diarrhées, maux d'estomac, typhus et paratyphus, choléra. Finalement, quand les gens meurent, on ne sait pas s'ils sont morts de faim ou de maladie. »

Militaire, 35 ans, et son fils, 9 ans : « l'aide est d'abord distribuée à l'armée, puis aux cadres. » [...]

Une Nord-Coréenne de 18 ans et son frère de 8 ans : « les orphelins deviennent des objets de prédation. »

« Nous étions une famille de quatre enfants (25, 18, 15 et 8 ans), originaire d'un village voisin de Hamhung. Notre père est mort de faim il y a trois ans, notre mère de maladie peu après. Les deux enfants de notre sœur aînée sont aussi morts de faim à respectivement 1 et 4 ans. (...) Nous mangions des herbes et des racines. De plus, la vie des enfants abandonnés sans parents est aujourd'hui dangereuse. Non seulement on ne les prend pas en pitié, mais en plus, ils deviennent des objets de prédation : notre voisin a tué, salé et mangé un orphelin dont personne ne s'occupait. »



« Corée du Nord – Famine – MSF. MSF appelle à une révision de l'aide à la Corée du Nord », **AFP** (France), Hong Kong, 30 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) a appelé mercredi les pays donateurs à réviser leur politique d'aide à la Corée du Nord et à exiger un contrôle de l'utilisation de l'aide alimentaire.

Le Dr Eric Goemaere, directeur général de MSF, a précisé que depuis le début du mois de juin, les autorités du pays communiste ont modifié leur politique à haut niveau pour restreindre et limiter l'aide humanitaire.

L'organisation humanitaire, dont le dernier membre quittera la Corée du Nord jeudi, a été informée que ce pays communiste était capable de revenir à l'autosuffisance et qu'au lieu d'une aide médicale, il souhaitait recevoir des matières premières pour ses laboratoires pharmaceutiques d'État.

« Lorsque nous avons renégocié notre accord, il nous a été demandé de manière inattendue de retirer nos équipes de province pour arrêter la distribution de médicaments et de poursuivre un programme au niveau central », a ajouté le Dr Goemaere.

« Nous ne faisons pas ce genre de choses et nous n'avons pas pu parvenir à un accord », a-t-il précisé.

« La priorité du gouvernement est visiblement de montrer une image d'autosuffisance, plutôt que d'apporter une aide efficace aux plus vulnérables », a ajouté le directeur général de l'organisation humanitaire.

« Nous demandons maintenant aux pays donateurs de modifier leur politique d'aide afin d'accroître la pression sur le gouvernement et de s'assurer que dans l'avenir des organisations comme la nôtre puissent retourner sur le terrain », a déclaré le Dr Goemaere. MSF, présente depuis deux ans en Corée du Nord, gère 1 400 centres de santé et hôpitaux dans ce pays ravagé par la famine.

L'organisation humanitaire avait en Corée du Nord une activité de soutien aux structures de soins et d'aide nutritionnelle et disposait sur place d'une équipe d'une trentaine de personnes.

En avril dernier, le bureau de MSF à Pékin avait indiqué, après avoir recueilli de multiples témoignages de réfugiés nord-coréens, que « presque rien » de l'aide humanitaire internationale ne parvenait aux victimes de la famine. L'État nord-coréen, selon ces témoignages, a cessé de fournir des rations alimentaires à la population depuis trois à cinq ans.



« Les témoignages de réfugiés nord-coréens parlent de famine grave », Pierre Antoine Donnet, **AFP** (France), Tokyo, 30 septembre 1998 (en français).

Extrait :

La famine est grave en Corée du Nord où un grand nombre d'habitants meurt de faim ou de maladies liées à la malnutrition, selon des témoignages concordants de réfugiés nord-coréens recueillis par Médecins Sans Frontière et rendus publics mercredi.

Une vingtaine de réfugiés nord-coréens ont été interviewés entre avril et août cette année en Chine le long de la frontière avec la Corée du Nord, les deux tiers étant originaires du Nord de ce pays coupé du monde et touché par une pénurie alimentaire sans précédent.

« La situation est extrêmement grave. Il n'y a pas de doute à ce sujet », a expliqué à Hong Kong Marine Buissonnière, administrateur de MSF, interrogée par téléphone de Tokyo, le jour où MSF a annoncé son retrait de Corée du Nord.

« Nous ne doutons pas de la sincérité des personnes que nous avons interviewées, bien qu'il nous soit impossible de vérifier leurs dires », a-t-elle ajouté, précisant qu'elle avait assisté en personne à tous ces entretiens dans différents endroits du nord-est de la Chine, le long de la frontière avec la Corée du Nord.

« Les gens avec qui nous avons parlé avaient tous perdu un, deux ou trois membres de leurs familles, morts de faim ou d'affections causées par la malnutrition », a-t-elle dit.

« Il y a plusieurs de ces réfugiés qui ont cité des cas de cannibalisme, nous ne sommes cependant pas en mesure de confirmer nous-même leurs affirmations », a ajouté cette responsable de MSF.

Selon ces témoignages, il n'est pas rare d'apercevoir dans les parcs de certaines villes de province les cadavres de personnes mortes de faim qui restent deux ou trois jours sur place sans que personne ne les enlève.

Les villes nord-coréennes proches de la frontière avec la Chine voient arriver des groupes de Nord-Coréens affamés qui viennent à pied de l'intérieur du pays dans l'espoir de franchir la frontière pour passer en Chine où l'on peut au moins manger à sa faim.

Dans ces villes, « on voit arriver des gens par groupes, des enfants et des adultes, hagards. Il y a des enfants sous-alimentés, la tête énorme et les jambes toutes maigres raides comme des piquets, la peau toute noire », a expliqué une réfugiée de 30 ans qui se déclare originaire de la ville frontière de Hyesan.

« L'hiver, il y en a beaucoup qui meurent. L'été, on les voit qui restent immobiles toute la journée, le regard fixe », dit-elle.

MSF a interrogé deux frères de 19 et 23 ans qui affirment avoir traversé la frontière chinoise en franchissant le fleuve Yalu le 29 juillet dernier, après des heures de marche, et en évitant les contrôles sur les axes routiers.

Se disant originaires de Musan, près de la frontière, ils ont expliqué qu'ils avaient perdu un frère aîné, mort de faim à l'âge de 22 ans en 1997, et qu'ils avaient réussi à survivre en collectant des coquillages et des fruits de mer qu'ils revendaient sur le marché.

Ils ont expliqué que la situation a commencé à se détériorer à la fin de 1993 dans leur région. Les distributions de rations alimentaires sont ensuite devenues irrégulières, puis sporadiques, à raison d'une fois tous les trois ou quatre mois à partir de 1995.

Des distributions de rations ont lieu à l'occasion des fêtes nationales. Les habitants reçoivent alors deux jours de rations, soit 1,2 kg de riz ou de céréales par famille, ont-ils dit.

L'aide internationale, selon ces témoignages, parvient rarement à destination. Dans quelque 70 % des cas, elle bénéficie aux cadres et à l'armée, le reste parvenant aux populations sinistrées.

MSF a annoncé mercredi à Hong Kong qu'elle se retirait de Corée du Nord où elle était l'une des principales organisations caritatives internationales. Elle estime qu'elle ne peut pas mener à bien sa mission du fait des obstacles posés par les autorités communistes nord-coréennes.

L'Unicef et le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU ont pour leur part déclaré mercredi ne pas pouvoir confirmer les accusations de MSF sur le détournement de l'aide et ajouté qu'ils n'envisageaient pas de se retirer de la Corée du Nord. Une délégation du Congrès américain a évalué le mois dernier à entre 300 000 et 800 000 le nombre de morts chaque année causées par la famine.

La Corée du Nord traverse une crise économique aiguë due en partie à des inondations auxquelles ont succédé des vagues de sécheresse ainsi qu'à la déroute économique de ce pays.



« Le changement de politique contraint l'organisation humanitaire à se retirer, abandonnant les victimes de la famine à leur sort », **The South China Morning Post** (Hong Kong), 1^{er} octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

L'organisation humanitaire internationale Médecins Sans Frontières (MSF) a déclaré hier avoir été contrainte de se retirer de Corée du Nord.

L'organisation basée en France a demandé aux gouvernements bailleurs et aux agences multilatérales de réviser les politiques de l'aide à la Corée du Nord et d'exiger une plus grande responsabilisation de la part de Pyongyang.

Le docteur Eric Goemaere, directeur général de MSF, a déclaré qu'il y avait depuis début juin un changement politique clair au plus haut niveau afin de restreindre l'aide humanitaire dans ce pays frappé par la famine.

MSF, qui soutenait 1 400 centres de santé et hôpitaux, a été informée que la Corée du Nord était capable de revenir à l'autosuffisance et qu'au lieu d'aide médicale, elle désirait des produits de base pour alimenter les usines pharmaceutiques étatiques.

« Il est clair qu'en Corée du Nord, la préservation de l'idéologie d'autosuffisance a désormais la priorité sur la fourniture d'une aide efficace et contrôlable à ceux qui en ont le plus besoin », a déclaré le docteur Eric Goemaere.

L'ONG a souligné le fait que depuis le début des années 1990, les hôpitaux dépendaient à 75 % des traitements à base de plantes médicinales coréennes inefficaces contre les maladies graves. Le docteur Goemaere a en outre exprimé la difficulté qu'il y a à confirmer les récits d'une famine largement répandue.

MSF a déclaré être convaincue du fait que l'aide nutritionnelle et médicale était distribuée selon les lignes politiques, les fidèles du parti recevant la nourriture pendant que les autres mourraient de faim. MSF est également préoccupée par le nombre d'enfants orphelins et sans-abri errant dans la campagne à la recherche de nourriture.

Le docteur Goemaere a expliqué que les autorités avaient signifié à l'organisation que les enfants sans-abri n'étaient pas une priorité. MSF a déclaré avoir découvert un taux inhabituellement élevé d'hospitalisation chez les jeunes.

Le docteur Goemaere pense que le retrait de MSF pourrait renvoyer le pays dans une « quasi-expérimentation humaine », assurant que les médecins n'ont pas à leur disposition des médicaments pour traiter les maladies graves et que même s'ils en disposaient, ils ne sauraient pas les utiliser.

Il décrit des conditions terrifiantes dans les hôpitaux de province, où les médecins pratiquent des opérations sans anesthésie, stérilisation ou antibiotiques. Des bouteilles de bière usagées sont utilisées en guise de perfusions en intraveineuse.

La dernière des 14 équipes MSF quittera aujourd'hui la Corée du Nord, après y avoir passé 16 mois.



« L'agence humanitaire se retire de Corée du Nord », **The Guardian** (Royaume-Uni), 1^{er} octobre 1998 (en anglais).



« La Corée du Nord rejette l'aide médicale », Pierre Antoine Donnet, **The Independent** (Royaume-Uni), 1^{er} octobre 1998 (en anglais).



« Une agence humanitaire expulsée », **The Times** (Royaume-Uni), 1^{er} octobre 1998 (en anglais).



« L'agence humanitaire suspend ses opérations en Corée du Nord » **The Telegraph** (Royaume-Uni), 1^{er} octobre 1998 (en anglais).

« Une organisation humanitaire expulsée de Corée », **The Irish Time** (Irlande) Hong Kong/Paris, 1^{er} octobre 1998 (en anglais).



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 30 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Denis Pingaud [directeur de la communication et du développement depuis juillet 1998] est frappé par les divergences profondes qui existent, dans la famille MSF, sur la compréhension de ce que devrait être MSF. Il ne s'agit pas, selon lui, pour MSF France d'adhérer ou de refuser l'international mais de combattre la culture de la « *world company* » qui s'instille au sein de MSF. Cette culture revient à se persuader que le consensus international est prioritaire sur une décision de fond qui pourrait exprimer un désaccord.

Exemple, la Corée du Nord. La question fondamentale est le contenu du message par rapport aux populations. L'accord entre sections pour délivrer un message commun au nom de MSF International lui paraît secondaire. Un hiatus de communication entre deux sections n'est qu'un incident s'il permet de faire entendre par ailleurs un message fort en faveur des populations en danger.

La recherche effrénée du message commun est une tendance que l'on observe dans la société et qui se nomme la globalisation. Elle répond à une logique de « marque internationale » et non à une logique du sens de l'action.



On arrive à Hong Kong. Il avait été décidé que la dernière équipe allait fermer la mission en Corée du Nord et sortir le même jour et qu'on allait faire cette conférence de presse. On finalise le message. Il y a les habituelles discussions avec mille appels à droite et à gauche. On met ensemble les différents témoignages, le communiqué de presse, etc. L'idée était, comme d'habitude, d'avoir un message sous embargo, qui sortirait le jour où l'équipe quittait la Corée. On sentait bien que les Français voulaient vraiment pousser avec leur message de famine et j'avais un peu la trouille qu'ils mettent ça en avant, parce que si on parle le matin à Hong Kong, on a une longueur d'avance sur tout le monde en Europe. Je soupçonnais Paris d'avoir l'intention de sortir quelque chose. J'avais dû me battre pour avoir les journalistes à la conférence de presse parce que c'était la veille d'un long week-end. J'avais parlé avec John Pomfret, le correspondant du Washington Post à Pékin, qui était très intéressé par l'histoire et je lui avais envoyé le rapport la veille au soir en pensant que c'était trop tard pour les deadlines de publication... mais je n'étais pas sûre... Évidemment, il l'a sorti dans l'édition de Pékin du Herald Tribune, le jour même de la conférence de presse. Donc on avait brisé l'embargo. Notre message, c'était : « Les bailleurs de fonds doivent réfléchir à ce qu'ils font car il y a une famine et on ne sait pas où l'aide médicale arrive. » Entre temps, MSF Paris avait lancé son dossier dans Libé, qui disait : « Il y a une famine et des milliers de morts. » Donc il y avait plus ou moins deux messages. Un qui était plutôt sur le médical avec mention de la famine, mais surtout un message très politique, et l'autre qui était complètement axé sur la famine.

On a reçu des fax insultants de droite et de gauche parce que les équipes étaient déjà informées. Elles avaient entendu dire que ça allait sortir dans le journal français et dans le Herald Tribune et demandaient ce que c'était que ce bazar. Eric [Goemaere] et le reste de l'équipe

flippaient parce qu'il y avait encore une expatriée qui était à Pyongyang et que le message allait sortir avant qu'elle n'ait pris son train. Ils disaient qu'ils ne voulaient plus faire la conférence de presse, qu'il ne fallait jamais travailler avec les Français, qu'ils faisaient toujours des coups pareils, etc. Moi, pour calmer la crise – c'était l'hystérie totale – je leur disais : « On s'en fiche, c'est un petit journal français. C'est juste parce que vous êtes belges que ça vous intéresse, mais en réalité, ça ne veut rien dire au niveau mondial. C'est le Herald Tribune qui compte et le Washington Post qui est lu par tout le monde. Regardez le message, fixez-vous sur ce message, c'est ça le message. On s'en fout, de ce torchon français ! » En plus, j'avais organisé des interviews à l'avance avec Eric, qui étaient toutes sous embargo, et tous ces gens qui avaient respecté l'embargo se retrouvaient tout d'un coup avec un article qui était déjà sorti à Pékin. J'ai reçu des appels insultants de journalistes qui étaient furieux parce que leurs rédacteurs en chef leur disaient : « C'est déjà sorti dans les journaux français, dans le Herald Tribune. Vous avez raté le coup. Il faut absolument aller à la conférence de presse. » On s'attendait donc à avoir un plus grand nombre de journalistes à la conférence de presse et des journalistes furieux contre nous. Je me suis fait insulter par tous ces journalistes. Du coup, les membres de l'équipe pétaient les plombs, traînaient les pieds, ne voulaient plus y aller. Et Eric était furieux...

On a pris deux taxis. On a traversé Kowloon [la partie de Hong Kong située sur le continent, où se trouvait le bureau de MSF à l'époque] et je ne sais pas ce qui s'est passé, avec tous ces nouveaux chauffeurs de taxi chinois originaires du continent [Hong Kong est redevenu territoire chinois le 1^{er} janvier 1997], ils n'ont rien compris et ils nous ont emmenés à l'ancien centre de presse, qui n'existait plus. J'étais incapable de m'expliquer avec le chauffeur de taxi, qui ne parlait que le chinois, on avait perdu l'autre voiture, je ne savais pas où était Eric Goemaere et on était en retard pour la conférence de presse : c'était le bordel ! Finalement, on est arrivés avec dix minutes de retard. Les journalistes étaient fâchés. Ils nous crachaient presque au visage. C'étaient les vacances et ils avaient tous hâte de partir. On a commencé. Ça s'est bien passé. Ils ont été tous excellents. Eric a repris le message politique qu'on avait décidé. On a parlé de la famine, des médicaments et aussi de l'incertitude sur la destination de l'aide. Parce que c'était ça qui était scandaleux. Il y avait aussi l'histoire des orphelins. C'était assez fort aussi. Marine a vraiment dit tout ce qu'elle avait à dire sur la famine, les témoignages, etc.

Quand on entendait tous ces témoignages, on comprenait vraiment que c'était le bordel en Corée du Nord, que la famine était une conséquence de tous les autres dysfonctionnements. L'image qui ressortait de tout ce qu'ils disaient, c'était que ce pays était totalement désorganisé, ne contrôlait plus rien, un pays d'affamés. Ça manquait un peu d'équilibre, parce que ces observations étaient faites seulement à partir de la Chine et qu'on n'avait pas de données chiffrées. Et puis il y avait déjà eu plein de choses sur la famine. C'était intéressant que MSF le répète, mais ce n'était pas nouveau. Ce qui intéressait les gens, c'était ce qui se passait en Corée. Ce qu'on avait vu. Le bordel des orphelinats. Le fait qu'on ne puisse pas bouger, qu'on ne puisse pas savoir où allaient nos médicaments. Le fait que les autorités voulaient qu'on relance l'industrie pharmaceutique. On a très clairement dit qu'on trouvait qu'on se faisait manipuler, que l'aide était manipulée.

Ce qu'on disait intéressait les journalistes. Ils écoutaient tous et ils posaient des questions. La salle était pleine. Il y avait des télés derrière et une trentaine de journalistes du monde entier. Eric a saisi l'opportunité de dire exactement l'opposé du message français publié dans Libération, pour vraiment leur mettre une raclée. C'était Eric Goemaere, le directeur général de MSF qui parlait, et son message n'était pas axé en priorité sur la famine. Paris flippait. Je leur ai dit : « Tant pis pour vous. Vous avez cassé l'embargo. Vous n'avez pas tenu le message exactement comme on avait dit. Mais il n'y a pas de problème parce que tout le monde a repris notre message commun, et c'est ça qui est sorti. » C'était un peu une bataille entre les sections... pour changer... mais c'était très marrant. Les Français avaient leur opinion. Ils ont

voulu essayer de le faire à leur façon, dans leurs journaux. Mais ce n'était pas trop grave parce qu'à la fin le message que tout le monde a repris, c'était le message qu'on avait décidé à Bruxelles. Tant pis pour deux journaux en France.

On a fait toutes les télé de la région, CNN, etc. Ça a très bien marché. Le message a été très fort et c'est ce qui a permis, après, de demander l'aide du PAM, des diplomates. Par la suite, il y a eu beaucoup de discussions. Pendant longtemps, on a eu pas mal de retombées, des interviews, des opportunités pour expliquer pourquoi, etc. Par exemple, j'ai dû faire une interview à Londres, 15 minutes sur une télé avec un ancien ambassadeur.

Samantha Bolton, MSF International, coordinatrice de la communication (en français).



J'ai des contacts réguliers avec Romain Franklin, de Libération, depuis longtemps. Il suit la Corée depuis un moment. Je le vois beaucoup, il y a de la confiance. C'est comme cela que je fonctionnais quand j'étais responsable de programme. J'avais des contacts réguliers avec les journalistes, je les suivais, je savais sur quoi ils travaillaient, je les tenais au courant. Là, on sait que pour Libération c'est du « gros », mais on ne sait pas comment ils vont le traiter, on ne sait pas s'ils vont faire la Une. C'est un peu comme sur le Zaïre¹³. On ne le sait pas d'emblée, mais on sait que le contexte est très favorable.

Il y a un lien avec la conférence de presse de Hong Kong. Mais le dossier de Libération est plus étoffé car le journaliste a été tenu au courant au fur et à mesure et il a des documents. Le sujet de la conférence de presse, c'est le retrait. Marcel arrive le 30 septembre avec un sujet qui n'a rien à voir, qui est « la situation en Corée du Nord vue par les réfugiés ». Et cela renforce automatiquement l'effet d'annonce du retrait. C'est là qu'on voit qu'on était dans les bons timings. Quand on le reconstruit, on a toujours l'impression que les étapes sont bien calées, mais c'était beaucoup plus empirique. Et là il y a des fenêtres d'opportunité. Romain en ouvre une. Nous l'utilisons et ça fait caisse de résonance. Les récits des réfugiés, c'est ce qui alimente le fond de son dossier. À l'époque, il n'y a pas beaucoup d'organisations considérées comme indépendantes qui ont fait ce type de travail. Donc en France, cela renforce notre positionnement dans la manière de parler de la Corée : MSF s'en va, et les réfugiés confirment ce qu'on ne voit pas à l'intérieur.

Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme, octobre 1997-décembre 2004, directeur général, janvier 2004-novembre 2007 (en français).



MSF a décidé de quitter la Corée du Nord et de le faire en organisant une conférence de presse publique qui se tiendrait à Hong Kong. Trois personnes étaient présentes pour présenter la position de MSF : Eric Goemaere a présenté la position institutionnelle officielle, Dominique Lafontaine, médecin de l'équipe MSF en Corée du Nord, a décrit l'incapacité d'assister les enfants, notamment dans la partie nord du pays, et moi j'ai parlé des réfugiés. C'est Marcel [Roux, coordinateur MSF France en Chine] qui m'avait envoyée.

Nous avons dit qu'il y avait des besoins urgents, que les réfugiés rapportaient l'existence de la famine, que les besoins humanitaires n'étaient pas ceux que le gouvernement considérait comme des priorités et que nous partions.

Les questions étaient plus pour Eric Goemaere. Dominique et moi étions assez en retrait, nous étions les « petits jeunes ». Le message central a été porté par Eric. C'était le message de départ, que Dominique et moi venions étayer et soutenir.

Au cours de la conférence de presse, j'ai entendu une sorte de contradiction entre les propos

13. Laurence Binet, Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre-Congo, 1996-1997, étude de cas sur les prises de parole publiques de MSF, 2004.

de Goemaere et les miens. Il n'arrivait pas à prononcer le mot famine. Moi, je ne portais pas le message du positionnement de MSF à l'intérieur de la Corée du Nord, mais j'étais très clairement en position légitime de répercuter les propos des réfugiés. J'avais la vision de ces réfugiés, donc une vision plus radicale. Je les connaissais, je me sentais à l'aise par rapport à la manière dont ces informations avaient été collectées, j'avais rencontré suffisamment de réfugiés qui m'avaient décrit une réalité. J'ai rapporté leurs propos. Je ne pense pas en avoir fait un message institutionnel de MSF. Eric Goemaere était là pour ça et je n'ai pas souvenir de m'être mise complètement en porte-à-faux avec lui. Toutefois, à travers les témoignages des réfugiés, nous avons les moyens d'aller plus loin que ce qu'ont pu décrire Eric Goemaere ou Dominique Lafontaine. Notre message final était en quelque sorte le résultat d'un compromis. On avait envie de protester et de dire qu'on ne pouvait pas travailler à l'intérieur de la Corée du Nord, qu'il y avait une instrumentalisation de l'assistance, et en même temps on avait du mal à être plus forts et plus clairs dans nos messages.

On a manqué de lisibilité, ça s'est senti qu'on avait du mal à formuler notre message. Finalement, on a demandé que la pression extérieure sur la Corée du Nord soit renforcée pour qu'on ait accès. Quand un journaliste a demandé si la famine existait en Corée du Nord, Eric a répondu qu'on ne savait pas, et que c'était justement cela le problème. J'ai le sentiment que cela se ressent dans les articles contradictoires publiés à la suite de cette conférence de presse, les uns disant que MSF avait parlé de la famine, les autres que MSF n'avait pas dit qu'il y avait famine. C'était symptomatique d'un malaise.

Marine Buissonnière, MSF France, administratrice en Chine,
décembre 1996-janvier 1999 (en français).



La conférence de presse a eu lieu juste après notre retour en Belgique, nous avons été obligés de retourner à Hong Kong. Je n'étais pas du tout à l'aise d'être obligé de témoigner. Je n'avais pas spécialement envie de le dire comme cela, mon anglais n'a jamais été très bon. J'étais censé représenter une personne du terrain. Je n'ai pas pu dire grand-chose. On a plutôt expliqué le message de base, c'est-à-dire que l'espace humanitaire était très faible, que l'aide humanitaire n'arrivait pas aux populations qui en avaient le plus besoin. L'histoire des enfants n'a pas été discutée. Avant cette conférence de presse, un journaliste nous avait contactés. Samantha Bolton, qui gérait à ce moment-là, nous avait demandé de donner une interview car le journaliste ne pouvait pas assister à la conférence de presse. Il voulait nous parler directement. Nous avons un peu parlé de ces histoires. Ensuite, cela a un peu fait scandale parce que nous avons un accord pour qu'il ne le publie qu'après la conférence de presse, mais il l'a publié avant. Cela a énervé tout le monde. J'ai vu l'article dans l'International Herald Tribune, publié avant la conférence de presse. Ce journaliste avait déjà beaucoup d'informations et connaissait assez bien la situation en Corée. Il a un peu détourné nos propos, parce que nous ne voulions pas parler de choses très précises, et dans l'article publié, il a mis des choses que nous n'avions même pas dites. Il avait mis l'histoire du 27 septembre, alors que nous n'en avions pas parlé. Depuis, je ne fais plus trop confiance aux journalistes.

Au cours de la conférence de presse, on a un peu mis ensemble deux façons de voir les choses. Il y a eu tout de même une entente pour qu'il y ait un message qui soit celui de MSF. Marine est venue avec son message. De leur côté, ils ont présenté quelques informations qui venaient de la frontière pour étayer la réalité sur le terrain, entre autres le détournement de l'aide alimentaire. Les réfugiés qui passaient du côté chinois se plaignaient ou disaient qu'ils n'avaient rien reçu, qu'ils n'avaient pas accès à l'aide. Si d'un côté des personnes passant à l'extérieur disent qu'elles n'ont rien eu et que de l'autre côté des personnes à l'intérieur disent qu'elles distribuent, c'est qu'il y a un problème. C'était incohérent avec leur analyse qui concluait que tout était détourné. J'étais étonné parce qu'il y a eu la conférence de presse elle-même avec

les commentaires officiels d'Eric [Goemaere, MSF Belgique, directeur général], de Marie Rose [Pecchio, coordinatrice MSF en Corée du Nord], mais après, quasiment aucun journaliste n'a posé de question. Ils se sont concentrés sur Eric, sans doute parce que son discours était bien construit. Mais les témoignages sur ce qui se passait sur place, à l'intérieur de la Corée du Nord, cela ne les intéressait sans doute pas. Ce n'est pas du tout ressorti dans la façon dont la presse l'a présenté. J'avais dit que nous étions tous les jours sur le terrain dans les provinces, ce que nous avons pu voir. Peut-être que mon expression anglaise n'était pas très bonne, personne n'a compris.

Dr Dominique Lafontaine, MSF, médecin en Corée du Nord, août 1997-septembre 1998
(en français).



Le témoignage de l'équipe de Marcel Roux [coordinateur MSF France en Chine], ça m'a plus embêté pour l'image globale. À ce moment-là, son témoignage nous prenait un peu à contre-pied. Progressivement, on était en train d'arriver à un accord. On disait : « Quoi qu'on fasse, on n'arrive pas à améliorer la situation, parce que les règles du jeu ne sont pas respectées. » Et voilà que Marcel revenait en disant : « Il y a des millions de morts. » Si tu reviens en disant qu'il y a des millions de morts, à ce moment-là, tu dois dire : « Il faut y aller, quelles que soient les conditions. » Or lui, il disait clairement qu'il fallait inonder le pays d'aide alimentaire, qu'évidemment ils allaient nourrir en priorité les militaires, le fameux million de militaires, mais qu'à un moment les militaires ne pourraient plus absorber et que le surplus irait bien à la population. Selon lui, il fallait littéralement bombarder d'aide alimentaire ce pays, ce qui allait complètement à l'encontre de ce qu'on disait. Je ne sais pas si j'ai raison. Mais je vois là une opposition entre une sorte de spontanéité du témoignage de terrain et une ligne stratégique d'utilisation de ce témoignage qu'on essayait de dessiner. À MSF, on privilégie la spontanéité des gens. Quelque part c'est bien, il n'y a pas de contrôle du parti, il n'y a pas de porte-parole. Mais il y a un moment où on est totalement incompréhensibles, et là, encore une fois, on était totalement incompréhensibles. On mettait la pression pour que l'aide soit coordonnée, en disant que sinon ce n'était pas la peine. Et puis soudain Marcel arrivait en disant : « Il faut bombarder d'aide. » Honnêtement les gens à l'extérieur de MSF, une fois de plus, ils se sont dit : « Ces mecs, est-ce qu'ils savent ce qu'ils veulent ? »

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



Ils ont parlé de 2 millions de morts à cause de la famine. Je ne sais pas si c'est vrai. Mais 2 millions de morts ne disparaissent pas comme ça. Avec tout ce bordel, notre témoignage était quand même fort affaibli, je pense que le message était bon mais on a raté un peu le coup. Le problème était qu'on disait des choses qu'on n'était pas capables de prouver. Je n'ai aucun problème pour dire qu'il y a une famine en Corée du Nord, mais on est une grosse organisation, on est écoutés, il faut utiliser cette notoriété d'une façon intelligente et dire les choses quand on en est certain. Les Français ont lancé des ballons sans être capables de le prouver. Je crois que j'étais en Chine à ce moment-là. [...] C'est au niveau régional que ça a été repris, j'ai été obligé de contredire Marcel d'une façon polie en disant qu'il y avait eu des rumeurs sans confirmation, mais que ce n'était pas l'avis de MSF, qu'on n'avait pas cette preuve. Eric est parti à Hong Kong au moment de la sortie de l'article de presse, et c'est lui qui a fait la conférence de presse.

William Claus, MSF Belgique, responsable de programme en Corée du Nord,
(en français).



On a bien travaillé sur l'absence d'accès aux populations et l'absence de contrôle de la distribution alimentaire. On a eu une bonne couverture de presse. À nouveau, on a bien foutu la pagaille au gouvernement. Le message a été bien reçu, en général. On a dit très clairement : « Les raisons pour lesquelles l'aide humanitaire à la Corée du Nord est aussi importante sont des raisons politiques. » Dire que l'aide internationale équivaut à un demi-milliard par an et n'a pas d'impact parce qu'elle n'est pas justement répartie, parler de l'importance de l'évaluation des besoins, de toutes ces choses qui ont trait au totalitarisme, cela avait une résonance. D'autres le disaient aussi, mais nous étions les seuls de la communauté humanitaire à soulever la question. Et c'était ça, la valeur de notre témoignage. Nous avions la légitimité pour le dire. J'étais complètement en phase avec tout ça. C'était très utile et très efficace en termes de sensibilisation. On a fait du très bon boulot. Je pense que c'est un exemple de campagne qui a marché. Le drame, c'est que c'est le genre de campagne qui fonctionne parce qu'on s'en va...

Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale (en français).



Il y a eu cet article de John Pomfret, du Washington Post. Il y a trois éditions de l'International Herald Tribune [qui reprenaient des articles du Washington Post et du New York Times]. Il y a celle de Hong Kong, celle de Paris et celle de New York. En fait, on a annoncé notre retrait dans l'édition de Hong Kong, c'est-à-dire avant l'annonce de New York [à cause du décalage horaire]. C'était parfait de l'annoncer à Hong Kong. Ça me paraissait tout à fait logique car la région était concernée. De ce fait, il y a eu toute une histoire. MSF Belgique ne voulait plus nous donner d'information. Ils disaient : « Notre accord sur la communication a été brisé par MSF États-Unis, parce que Hong Kong a communiqué avant nous, etc. » Ils nous ont bien embêtés sur cette question. J'ai eu Marie Rose, la coordinatrice au téléphone. Elle m'a reproché : « Et vous, à New York, vous étiez impliqués, etc. », et elle ne voulait même plus me parler. Il a fallu que je développe toute une diplomatie avec elle pour avoir des renseignements parce que j'avais besoin de communiquer directement avec elle pour mieux comprendre ce dont il s'agissait.

Antoine Gérard, MSF États-Unis, responsable du département programmes (en français).



Je pense que nous n'avons pas fait autre chose que libérer nos propres émotions, et c'est tout. Nous avons libéré nos âmes et nos émotions avec ces déclarations « parfaites », et je continue à penser que c'était complètement inutile. Maintenant, ça donne l'impression que nous y sommes allés, nous avons regardé, naïvement nous avons été surpris par l'absence d'amélioration, et puis nous avons décidé de tourner le dos à la Corée du Nord. Il est évident que l'information qu'on nous donnait était manipulée. Nous avons reçu des informations venant du côté chinois et il y a même eu une sorte de mission exploratoire – même deux missions – en Chine parmi les réfugiés nord-coréens. Et l'information qu'ils donnaient, c'est que beaucoup de gens mouraient de faim en Corée du Nord. Or l'information que nous collections à l'intérieur de la Corée du Nord ne correspondait pas du tout à cela. Nous n'avons jamais perçu aucun signe de quelque sorte indiquant que des gens mouraient en grand nombre et à large échelle. Mais nous avons aussi toujours été conscients qu'ils étaient tellement habiles à manipuler l'information que même en étant très méfiants, on ne pouvait pas voir toute la réalité. Ou bien est-ce que le témoignage des Nord-Coréens de Chine sur le nombre important de décès était faux ? C'est l'un ou l'autre. Toutefois, j'ai encore beaucoup de difficultés à croire qu'autant de Nord-Coréens soient morts sans que les équipes de MSF,

présentes dans trois provinces différentes et plus tard dans une quatrième, n'en aient relevé aucune trace. Bien sûr, nous avons de nombreuses preuves concrètes que notre information était manipulée. Mais si 10 % de la population était décédée à cette époque, comme on l'affirmait, nous aurions vu des tombes fraîches. Nous aurions vu des gens mourir. Or nous n'avons jamais vu des gens mourir à l'hôpital. C'est pour cela que je pense que nos informations, des deux côtés, étaient manipulées.

Dr Pim de Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).

Le 30 septembre 1998, alors que les négociations sur la paix et le nucléaire dans la péninsule coréenne sont sur le point de reprendre, les États-Unis promettent de livrer plus de fioul à la RPDC. Ils demandent également aux autorités nord-coréennes de résoudre la question du transport de l'aide afin que MSF puisse reprendre ses activités, mais ils maintiennent la fourniture de 300 000 tonnes d'aide alimentaire supplémentaire à la RPDC.



« Livraison de fioul des États-Unis à la Corée du Nord tandis que les négociations reprennent », Carol Giacomo, **Reuters**, Washington, 30 septembre 1998 (en anglais).

Extrait :

Mercredi, les États-Unis ont tenu leur promesse de fournir plus de fioul lourd à la Corée du Nord alors que les négociations cruciales allaient recommencer à propos des ventes de missiles à Pyongyang et du rétablissement de la paix dans la péninsule coréenne.

Selon des responsables américains, contournant un Congrès réticent, le Président Bill Clinton a usé de son autorité présidentielle pour mobiliser 15 millions de dollars supplémentaires nécessaires à acheter quelque 150 000 tonnes de fioul.

La Maison-Blanche a indiqué dans un communiqué que des fonds de programmes anti-terroristes et de non-prolifération, entre autres, étaient réaffectés afin de permettre aux États-Unis de satisfaire à un accord de collaboration signé en 1994 avec le régime fermé de type stalinien. « Nous continuons à penser qu'il est important d'avancer sur la mise en application de l'accord de collaboration », a déclaré devant les journalistes le porte-parole adjoint du département d'État, James Foley.

Et dans cette perspective, il est essentiel que les États-Unis respectent leurs engagements, tout comme nous demandons évidemment que la Corée du Nord remplisse toutes les obligations découlant de l'accord de collaboration. L'annonce a eu lieu un jour avant la date à laquelle les États-Unis et la Corée du Nord devaient reprendre à New York les pourparlers sur le programme de missiles de Pyongyang. Les deux parties avaient discuté de la question pour la dernière fois en juin 1997.

Washington souhaite que Pyongyang arrête la production, le déploiement et le transfert d'armes à l'Iran, à la Syrie et au Pakistan, entre autres.

La question est redevenue urgente après le 31 août, lorsque la Corée du Nord a lancé un missile à étages qui a survolé le Japon avant de s'écraser dans le Pacifique.

Alors que la fusée a apparemment échoué dans sa tentative de placer un petit satellite en orbite, la région a été ébranlée par cette démonstration de l'avancement des capacités de Pyongyang.

La Corée du Nord a également accepté de reprendre les négociations quadripartites se tenant à Genève entre le 21 et le 25 octobre avec les États-Unis, la Corée du Sud et la Chine. [...]

Les États-Unis ont par ailleurs annoncé récemment qu'ils fourniraient 300 000 tonnes de blé supplémentaires à une Corée du Nord rongée par la famine.

L'ONG Médecins Sans Frontières (MSF), basée en France, a annoncé mercredi son retrait de Corée du Nord pour protester contre le caractère « discriminatoire » de la distribution de l'aide et le manque de contrôle sur le processus.

Foley a déclaré que les États-Unis étaient troublés par la restriction de l'accès aux zones rurales que rapporte MSF et qu'ils appelaient la Corée du Nord à « remédier immédiatement au problème de l'accès ». Il a ajouté que toute l'aide alimentaire américaine passait par le Programme alimentaire mondial des Nations unies et que son contrôle était un prérequis.



« Pyongyang devra résoudre les problèmes d'acheminement de l'aide », **AFP** (France), Washington, 1^{er} octobre 1998 (en français).

Extrait :

Les États-Unis ont demandé mercredi à la Corée du Nord de régler les problèmes d'acheminement de l'aide alimentaire internationale à ce pays – dénoncés par l'organisation Médecins Sans Frontières (MSF), qui a annoncé mardi son retrait.

« Nous demandons aux responsables nord-coréens de remédier aux problèmes d'accès à l'aide alimentaire immédiatement pour que cette organisation puisse reprendre ses activités » a déclaré le porte-parole adjoint du département d'État, James Foley.

MSF avait annoncé mardi son retrait de Corée du Nord après avoir affirmé qu'une partie des enfants nord-coréens étaient privés d'aide internationale car ils n'appartenaient pas à des familles fidèles au régime. MSF avait appelé les pays donateurs à réviser leur politique d'aide à la Corée du Nord et à exiger un contrôle de l'utilisation de l'aide alimentaire.

Toutefois, le département d'État a annoncé que la décision de MSF n'affecterait pas l'envoi de 300 000 tonnes d'aide alimentaire supplémentaire par les États-Unis, soulignant que celle-ci était distribuée par le Programme alimentaire mondial (PAM), qui effectue ces contrôles.

Cette situation est « loin d'être idéale » a commenté M. Foley en soulignant que l'administration américaine souhaitait augmenter les contrôles. Il a cependant ajouté que les États-Unis n'avaient constaté aucun « détournement important » de l'aide américaine.

L'UNICEF et le PAM déclarent qu'il n'existe aucune preuve que l'aide soit détournée et qu'ils ne se retireront pas de la Corée du Nord.



« Polémique sur l'étendue de la famine en Corée du Nord. Les Nations unies estiment que leur aide arrive bien aux destinataires », Valérie Brunschwig, **Le Monde** (France), Hong Kong, 2 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Pour autant, la Corée du Nord souffre-t-elle d'une famine généralisée ? Malgré son coup d'éclat, MSF semble en douter. « La situation est très différente de celle du Soudan », explique Eric Goemaere, directeur général de MSF, de passage mercredi 30 septembre à Hongkong. Il n'y a ni mourants, ni corps abandonnés le long des routes. Nous ne pouvons en aucun cas affirmer qu'il y a une famine générale frappant l'ensemble du pays. On ne peut oublier que la Corée du Nord a reçu cette année la plus grande aide alimentaire jamais octroyée. » Les responsables de MSF seraient-ils passés à côté de victimes parquées dans des endroits inaccessibles ? « En seize mois, nous n'avons jamais vu de camions ramasser des corps, répond Eric Goemaere. Notre seule certitude est que la distribution de nourriture et de soins sur des bases politiques condamne à une mort certaine tous ceux qui sont hors du système. »

Mais ces affirmations ont été mises en doute mercredi par les agences de l'ONU qui opèrent dans le pays. « Nous n'avons pas de preuve d'un quelconque détournement de l'aide alimentaire. Nous poursuivons nos opérations », a dit un porte-parole de l'Unicef. Il a assuré que les enfants que l'UNICEF aidait recevaient la nourriture sans distinction politique. Tout en se disant « préoccupé par les questions soulevées par MSF », le Programme alimentaire mondial (PAM) qui a accès à 210 des 250 comtés du pays et distribue de la nourriture à près d'un tiers de la population a également souligné que son aide parvenait bien à ses destinataires. « Nous croyons que dans l'intérêt des enfants et des autres personnes vulnérables, nous devons rester », a déclaré Christiane Berthiaume, porte-parole du PAM.

« Nous ne pouvons pas affirmer qu'il y a une famine générale » : MSF

[...] Le Vénérable Pomnyun, chef d'une organisation caritative bouddhiste présente en Chine, et qui a interrogé quelque 1 500 réfugiés, affirme que la famine y a fait plus de 3,5 millions de morts depuis 1994, sur une population de 23 millions. Pour l'Américain Andrew Natsios, de l'Institut pour la paix, le bilan serait plus proche de 2,4 millions de morts, les victimes étant concentrées dans les zones agricoles les plus pauvres. Certains recensements électoraux, sortis clandestinement de Corée du Nord, font état d'une baisse de la population entre 35 % et 40 % dans certaines régions. En août, une délégation du Sénat américain déclare, à l'issue d'une mission menée en seulement quatre jours à Pyongyang, que, depuis 1995, il y aurait eu entre 300 000 et 800 000 morts de faim chaque année.

Aussi terrifiants soient-ils, ces chiffres suscitent davantage de moues sceptiques que de réactions d'effroi dans les organisations humanitaires. Les Nations unies, qui coiffent la distribution de l'aide alimentaire mondiale, estiment ces chiffres « peu fiables ». La Croix-Rouge les qualifie de « plutôt improbables ». Entre la thèse du « génocide masqué en famine » et le « syndrome de Timisoara », la voie est étroite pour ceux qui travaillent « dans un régime totalement opaque » qui utilise l'aide humanitaire à des fins politiques. « D'un côté Pyongyang se sert des enfants orphelins, dans un état de malnutrition épouvantable, couverts d'escarres et de poux, pour attirer l'aide alimentaire et médicale. De l'autre, il nous en refuse l'accès au motif qu'il ne s'agit pas d'une population prioritaire », raconte Eric Goemaere, de MSF. Les responsables de MSF ne mettent pas en doute les témoignages de ces réfugiés « qui ont une valeur en eux-mêmes », reconnaît l'une d'entre eux, Marine Buissonnière. « Mais leur extrapolation à l'ensemble de la population mène à des conclusions extravagantes. » MSF sera-t-elle accusée de non-assistance à personne en danger ? Avec ce retrait, l'organisation n'ignore pas qu'elle

précipite le retour du pays vers l'âge de pierre de la médecine, où les opérations chirurgicales sont menées sans antiseptiques, ni antibiotiques ni anesthésies, où des goutte-à-goutte de fortune sont bricolés avec des bouteilles de bière et où les médecins ignorent ce qu'est le paracétamol. « Les risques sont aujourd'hui très sérieux, reconnaît Eric Goemaere. Mais nous ne pouvons continuer à travailler sans pouvoir évaluer librement les besoins, sans venir au secours des plus vulnérables et sans pouvoir mesurer l'impact de notre action. »

Le 5 octobre 1998, les autorités nord-coréennes affirment que les déclarations de MSF sont sans fondement.

Le 13 octobre, le directeur adjoint du PAM déclare que la Corée du Nord refuse l'accès de nombreuses régions aux travailleurs humanitaires qui prévoient d'y superviser la distribution de l'aide.

Tout en reconnaissant que la situation en Corée du Nord est grave, la plupart des ONG et des organisations d'aide continuent à nier l'existence d'une famine de grande ampleur. Un responsable du Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse déclare même que les réfugiés ont volontairement exagéré leurs récits pour donner une justification à leur fuite. Plusieurs ONG augmentent leur aide à la Corée du Nord, affirmant avoir toujours été en mesure de vérifier sa destination.



« La Corée du Nord réfute les accusations de détournement de l'aide alimentaire », **Le Monde / AFP** (France), Tokyo, 7 octobre 1998 (en français).

Extrait :

La Corée du Nord a rejeté, lundi 5 octobre, les accusations de Médecins Sans Frontières (MSF) sur le détournement par les autorités du pays de l'aide internationale aux victimes de la famine (*Le Monde* du 2 octobre). Selon un responsable du Comité d'aide aux victimes des inondations, cité par l'agence officielle KCNA, reçue à Tokyo, les accusations de MSF sont « incohérentes ». L'agence s'est étonnée qu'une organisation humanitaire puisse appeler à la cessation de l'aide à la Corée du Nord, en affirmant que l'assistance était détournée par l'armée. « Nous estimons qu'il s'agit d'un acte motivé par des forces hostiles, décidées à saboter l'assistance humanitaire » à la Corée du Nord, a poursuivi KCNA. L'agence a ajouté que les organisations humanitaires sont libres de se rendre dans les régions touchées, « sauf lorsqu'il y a des problèmes particuliers » et que l'aide parvient aux personnes concernées.



« Un responsable des Nations unies accuse la Corée du Nord d'empêcher le travail des secouristes », **International Herald Tribune/Reuters**, Tokyo, 13 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

Namanga Ngongi, directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial, a déclaré que la Corée du Nord avait refusé aux personnels humanitaires l'accès à au moins 26 comtés frappés par la famine « pour des raisons de sécurité ».

M. Ngongi a rapporté, lors d'une conférence de presse, la demande de son agence au gouvernement nord-coréen d'autoriser son personnel à superviser les distributions alimentaires dans au moins 171 des 210 comtés nationaux.

La Corée du Nord n'a cependant pas fait savoir quand elle permettrait aux acteurs de l'aide d'entrer dans les comtés afin de vérifier les restrictions de nourriture déclenchées par les inondations de 1995 et 1996 et par la sécheresse de l'année dernière.



« La Corée du Nord est-elle décimée par une famine ? », Frédéric Koller, **Le Temps** (Suisse), 26 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Mais Philippe Biberson [président du conseil d'administration de MSF France] dénonce aujourd'hui le silence hypocrite qui entoure la Corée du Nord, « alors que tout le monde s'accorde sur l'état des lieux ». Un accord unanime ? Pas sûr pourtant. Ainsi, alors que les pourparlers diplomatiques sur l'avenir de la péninsule coréenne reprenaient mercredi dernier à Genève, le même jour, à Amsterdam, MSF invitait les ONG toujours actives sur place pour en débattre, à huis clos.

Y a-t-il réellement une famine en Corée ? Est-il impossible de travailler sur place ? À quelques nuances près, la réponse des ONG et des responsables de programmes d'aide internationaux est unanime : il n'existe aucune preuve formelle de la famine dénoncée par MSF, même si la situation est jugée très difficile et que l'accès au territoire nord-coréen est limité. D'autre part, on estime avoir un contrôle satisfaisant de l'aide, bien qu'il ne soit pas toujours possible de l'assurer à 100 %. Enfin, l'aide humanitaire ne peut être liée à une situation politique et on n'a pas le droit d'abandonner des enfants qui n'ont pas choisi leur lieu de naissance.

Ainsi, l'aide humanitaire suisse, qui s'élève à 30 millions de francs, n'a aucune intention d'interrompre son programme et envisage même de le prolonger de deux ans. « On ne peut pas parler de famine, explique Stefan Kaspar, porte-parole à la direction du développement et de la coopération (DDC). Il y a de graves problèmes de malnutrition, mais la situation s'améliore dans les hôpitaux que nous pouvons visiter. » La DDC, qui a un bureau à Pyongyang depuis 1994, peut accéder à trois provinces sur dix, soit 20 % du territoire. « Mais nous avons, lors de nos déplacements, une bonne vue d'ensemble poursuit le porte-parole. Nous avons le contrôle de notre aide qui est destinée aux enfants. »

Famine « au ralenti »

Quant aux témoignages des réfugiés à la frontière, la DDC estime qu'ils sont « exagérés » : ils doivent se justifier d'avoir fui. On ne peut pas s'imaginer qu'il y ait du cannibalisme. Une famine cachée, c'est invraisemblable aujourd'hui : un discours qui est repris par des sources proches de ce dossier au sein de l'ONU. La Fédération internationale des [sociétés de la] Croix-Rouge est également bien implantée en Corée du Nord avec sept délégués. Elle fournit une assistance médicale et une aide d'urgence en vivres et couvertures notamment. Depuis 1995, elle a débloqué 61 millions de francs. Le responsable de ce programme à Genève, Marcel Fortier estime lui aussi qu'une catastrophe a été évitée grâce à l'aide internationale. L'opacité des autorités et les difficultés de travailler sur place ne font pourtant pas de la Corée du Nord une exception qui justifierait un départ.

De retour d'une mission à Pyongyang, la responsable de Caritas à Hong Kong, Kathi Zellweger, parle pour sa part d'une famine « au ralenti ». « Je n'ai jamais vu de gens qui meurent de faim ou des enfants avec des gros ventres comme en Afrique. Mais l'hiver

s'annonce difficile. La récolte de cet automne ne semble pas avoir été très bonne. » Käthi Zellweger s'est rendue par le passé dans toutes les provinces nord-coréennes à l'exception de celle d'Hamgyong dans le nord du pays : « Nous avons le contrôle des 6,2 millions de dollars que nous avons offerts en aide. Elle parvient bien aux plus nécessiteux. Et même si la situation est extrêmement difficile, il est important de rester, de faire preuve de patience. Pyongyang s'ouvre petit à petit. »

Au siège genevois du Programme alimentaire mondial (PAM), on reste toutefois plus prudent. Une famine ? « On [ne] peut ni confirmer ni infirmer. Mais c'est sûr que le pays est menacé, on peut déjà parler de poches de famine » explique Christiane Berthiaume. S'il y a une amélioration pour les enfants de moins de 6 ans, la situation des plus âgés, par contre, se détériore. En 1998, le PAM a débloqué pour près de 400 millions de dollars d'aide alimentaire. Mais cela pourrait baisser l'an prochain. « Nous contrôlons bien notre distribution avec 47 personnes sur place. Mais nous n'avons accès qu'à 171 comtés sur 210. Il est scandaleux que des régions nous soient toujours inaccessibles. »

Pas question de partir, toutefois. D'autant que, le 23 septembre dernier, Pyongyang a enfin permis au PAM, associé à l'Unicef et à l'Union européenne, de réaliser une première enquête nutritionnelle dont les résultats devraient être connus à la fin du mois. « Il est très dangereux de se servir de l'aide humanitaire en vue de pression politique », conclut Christiane Berthiaume face aux critiques de MSF.

Reste la version du régime nord-coréen : MSF se serait retirée d'un commun accord avec le Comité de réhabilitation des dégâts naturels de la République démocratique de Corée. Ménageant MSF, cette agence d'état accuse les médias occidentaux de faire du « tapage » sur la base d'« actes préfabriqués par des forces antagonistes qui manœuvrent afin de contrecarrer l'aide internationale en faveur du peuple coréen. Nous ne quémanderons jamais une aide humanitaire à ceux qui ne veulent pas nous la fournir » conclut son communiqué.

Interview François Jean [Fondation MSF France]

Le Temps : Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer qu'il y a une famine en Corée du Nord ?
F.J. : Très peu d'informations filent du pays et la situation reste extrêmement opaque. Notre conclusion se base sur notre expérience sur le terrain, l'avis d'experts internationaux et finalement les témoignages de réfugiés à la frontière. Nous avons été frappés de voir que ces témoignages confirment l'analyse des chercheurs.

Le Temps : Justement, ces témoignages sont-ils fiables ?

F.J. : Nous nous sommes rendus deux fois à la frontière sino-coréenne. Bien sûr, nous ne donnons pas l'ensemble de ces témoignages pour argent comptant et ils ne sont peut-être pas représentatifs de l'ensemble de la situation. Mais nous nous sommes peu à peu forgé une opinion. [...]

Le Temps : Comment décrire cette famine ?

F.J. : Ce n'est pas une famine traditionnelle. Elle est clairement liée à des choix politiques et économiques depuis plus de quarante ans (notamment le fait d'avoir misé sur l'industrie lourde). C'est la conséquence de l'obsession d'un régime à atteindre l'autosuffisance. C'est un phénomène très diffus qui ne touche que certains groupes de la population : les personnes qui ne sont pas loyales politiquement et inutiles d'un point de vue économique. Les victimes les plus fragiles sont évidemment les vieillards et les enfants. L'État qui contrôle entièrement la distribution alimentaire préserve les ouvriers du secteur stratégique et l'armée. La famine sévit surtout dans des petites villes sinistrées.

Le Temps : MSF parle d'hypocrisie sur la Corée du Nord. Est-ce que tout le monde devrait suivre votre exemple ?

F.J. : Nous ne faisons pas un plaidoyer en faveur d'un arrêt de l'aide humanitaire. Pour nous, l'essentiel est d'avoir accès aux victimes et de pouvoir contrôler l'efficacité de notre action. C'était impossible. Lors de la renégociation de notre plan d'action cet été, les Nord-Coréens nous demandaient de financer un programme de réhabilitation de leur industrie pharmaceutique nationale. Ce n'est pas du tout notre travail. On ne peut pas dire que nous ayons été expulsés, mais plutôt remerciés.

Le Temps : Si ce contrôle n'est pas possible, comme le reconnaît en partie l'ONU, les États doivent-ils stopper leur aide ?

F.J. : Ce n'est pas à une ONG de parler de considérations politiques. Mais l'aide fournie par les États est un message : le monde n'est pas forcément hostile. Il faut encourager une politique de réformes et d'ouverture à Pyongyang dans une transition graduelle pour éviter une véritable catastrophe. Peut-être n'y a-t-il pas d'alternative, mais étant donné que l'effet humanitaire de cette aide est limité, il vaudrait mieux être clair et appeler cela une aide économique.



« Concern dépensera 1,3 million de livres pour aider la Corée du Nord », Conor O'Clery, **The Irish Times** (Irlande), Pékin, 27 octobre 1998 (anglais).

Extrait :

« Concern Worldwide va mener à bien un projet de 2 millions de dollars (1,3 million de livres) l'année prochaine dans la République populaire démocratique de Corée », a déclaré hier à Pékin le directeur général adjoint de l'organisation irlandaise, M. Paddy McGuinness. C'est plus du double de ce qu'a alloué Concern en 1998 à ce pays communiste isolé qui a connu plusieurs années de restrictions de nourriture drastiques. « Des millions de personnes restent vulnérables », a affirmé M. McGuinness avant de revenir en Irlande après une semaine passée en Corée du Nord, où les opérations de Concern sont conduites par le représentant à plein temps de l'organisation, M. Mike McDonagh. « Nous sommes en RPDC pour le long terme », a-t-il ajouté.

Les fonds proviendront majoritairement de l'UE et des gouvernements américains et suédois, et aideront à financer des programmes de « nourriture contre travail » (*food for work*), d'amélioration de l'environnement, d'expérimentation de blé de printemps et de pommes de terre, et de construction de maisons écologiques.

[...] Concern fait partie d'un groupe de sept organisations humanitaires, de cinq agences de l'ONU et d'un certain nombre d'organisations américaines travaillant sous la même responsabilité en Corée du Nord. Sa zone cible, l'arrière-pays de la ville de Pyongsong au nord, connaît un déficit de nourriture de 30 000 tonnes que Concern espère réduire de 12 500 tonnes en introduisant le blé de printemps, une pratique jamais utilisée encore en Corée du Nord.

Le plan nourriture contre travail impliquera des distributions de blé, de riz, d'huile végétale et de sucre majoritairement soutenues par l'UE, en échange d'un travail d'amélioration de la qualité de la terre agricole endommagée.

M. McGuinness s'est dit content de pouvoir voir de ses propres yeux que les efforts de Concern pour aider concrètement les Nord-Coréens bénéficiaient à ceux qui étaient le plus dans le besoin. Récemment, l'organisation française Médecins Sans Frontières a quitté la Corée du Nord après 16 mois de présence, en affirmant ne pas avoir pu négocier un accès libre pour apporter l'aide humanitaire à ceux qui en avaient le plus besoin.



Cette conférence de presse n'a rien confirmé. Elle a juste servi à ventiler un peu notre frustration d'avoir travaillé un an et demi sans aboutir à quoi que ce soit. Notre retrait aurait peut-être eu un impact plus grand si on n'avait pas été court-circuités par les Français, et si la communauté internationale avait été plus près de nous. On a eu beaucoup de promesses, tout le monde disait que c'était très courageux, ce qu'on faisait. C'est ACF qui a repris la province du Nord après notre départ. Et ils sont arrivés aux mêmes conclusions que nous, deux ans plus tard. J'avais un peu discuté avec eux à Paris, ils m'avaient dit : « Oui, tu as raison. » Mais ils sont restés et ils ont eu les mêmes problèmes que nous. Ils pensaient qu'ils étaient plus malins, qu'ils n'auraient pas la même expérience que nous. Ils ont fait leur mission exploratoire, ils ont fait des promesses qu'ils n'ont jamais tenues. Ils étaient très mal vus des Coréens, qui sont très fiers. En fait, le représentant d'Echo sur place était un ancien d'ACF. Il avait toujours poussé pour que ACF vienne en Corée du Nord et avait conservé un budget pour ACF. C'est pour ça que les Coréens les ont acceptés, mais ce n'était pas leur choix. Une ONG états-unienne a bombardé le pays de médicaments et de matériel médical. Notre position pour négocier était très faible. On était sûrs d'être remplacés et on a pu le vérifier. On avait pourtant passé le message et tout le monde était d'accord pour ne pas prendre notre rôle ou notre place. Mais dès qu'on a été partis, la Croix-Rouge a pris notre place parce que l'argent était déjà là. On a un peu discuté avec Echo, tout le monde nous disait de rester, pour avoir vraiment accès. Mais là, je suis entièrement d'accord. On ne pouvait pas rester à n'importe quel prix, comme mettre des millions et des millions dans un pays où on n'avait pas de preuve de malnutrition. Comment peut-on continuer à donner des tonnes et des tonnes de bouffe en sachant qu'il s'agit de nourrir une armée de 2 millions de soldats. Je n'ai aucun problème à ce que les soldats mangent aussi, mais au moins on doit avoir la possibilité de contrôler la chaîne de l'aide alimentaire. J'avais dit aux gens du PAM : « Comment pouvez-vous savoir où arrivent toutes ces tonnes de riz que vous avez données ? C'est quand même normal de faire un food-basket monitoring au bout d'une semaine ! » Ouille, ouille, ouille ! C'était l'horreur de demander ça. « Non, non, on a confiance ! » Comment tu peux discuter ? On ne doit pas jouer les garde-fous, mais il faut quand même un minimum de surveillance. Dans tous nos programmes MSF, dans n'importe quel pays, c'est ce qu'on demande toujours, et si on ne le fait pas, les bailleurs de fond ne sont pas contents. En Corée du Nord, il n'y avait plus aucune règle.

*William Claus, MSF Belgique, responsable de programme en Corée du Nord
(en français).*



De ce que nous avons vu, nous avons toujours eu la conviction que l'aide est restée massive et bien supérieure à ce qui était nécessaire pour nourrir décemment cette population vulnérable. En revanche, l'impact du retrait MSF a été que tout au long de ces trois ou quatre ans où j'ai suivi ce dossier, de 1998 à fin 2003, toutes les organisations présentes en Corée du Nord n'ont cessé de nous reprocher cette prise de parole et ce retrait, en disant que nous leur avions fait beaucoup de mal. Nous avons assisté quasiment à toutes les conférences sur la Corée du Nord au cours de cinq années et chaque fois MSF était le vilain petit canard. Notre prise de parole a eu un impact, elle a été très mal vécue, notamment par de grandes organisations comme Caritas, qui n'ont jamais vraiment digéré la baisse des fonds occasionnée par les critiques sur le système de l'aide en Corée du Nord. Ces organisations étaient dans une démarche de développement. Elles étaient convaincues que tôt ou tard, cette approche aurait un impact et qu'il fallait continuer, même si on ne voyait pas les résultats tout de suite. Nous les avons mis dans l'embarras du fait qu'ils se sont retrouvés face à leurs donateurs à devoir davantage justifier leurs appels de fonds. Notre prise de parole, malgré nous, a été concomitante avec l'arrivée de Georges W. Bush au pouvoir et sa politique a été

totalemment opposée à celle de soft landing de Bill Clinton. Même si les États-Unis ont continué à soutenir le PAM, ils ont beaucoup plus remis en question cette aide alimentaire. Cela a eu un impact délétère sur la plupart des opérateurs parce qu'ils ont dû davantage justifier la demande de fonds.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).

Le 14 octobre 1998, le quotidien français *Le Figaro* publie un article de Philippe Biberson, le président du conseil d'administration de MSF France. Celui-ci explique qu'au-delà de MSF, c'est l'ensemble du système de l'aide qui est mis au défi par le régime nord-coréen.

Dans les semaines qui suivent la conférence de presse, MSF met fin à son processus de retrait de Corée du Nord par l'organisation d'une série de tables rondes et de colloques sur l'aide humanitaire à la Corée du Nord auxquels elle participe. Philippe Biberson et François Jean, de la fondation MSF France, publient des analyses du rôle de l'aide internationale dans le maintien du régime totalitaire nord-coréen.



« Table ronde MSF sur la Corée du Nord », **Courriels** de Corien Swaan, coordinatrice de la table ronde, ancienne membre de MSF en Corée du Nord au réseau interne Corée du Nord de MSF, 8 et 12 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

Courriel du 8 octobre 1998 :

Chers tous,

Le message qui suit a pour but de tenir au courant les sections qui nous soutiennent. En accord avec MSF France, Belgique et Hollande, j'aimerais vous faire part de l'organisation d'une table ronde sur la Corée du Nord le 21 octobre à Amsterdam. C'est l'un des événements prévus dans le processus de retrait de MSF de Corée du Nord. La semaine dernière nous avons averti les médias, et cette table ronde est en partie destinée à informer de notre décision de manière « privée » les autres organisations qui travaillent en Corée du Nord. Cette table ronde a aussi pour objectif de permettre l'échange d'informations et d'essayer, avec les autres organisations, de poser un diagnostic sur les besoins nutritionnels et médicaux en Corée du Nord et sur la manière d'y répondre de façon responsable. Nous essayerons d'établir une liste des questions que se posent les organisations impliquées. La presse ne sera pas présente à cette table ronde. Toutefois, la semaine suivante, nous organiserons une séance de briefing à Genève pour les journalistes et les diplomates. Il est aussi prévu de faire un compte-rendu de la table ronde d'Amsterdam à la conférence de Musgrove (Géorgie, États-Unis) sur l'aide humanitaire, organisée par Mercy Corps, les 23, 24 et 25 octobre.

Courriel du 12 octobre 1998 :

À la suite de la mise à jour que je vous ai envoyée la semaine dernière, j'ai reçu de la part de différentes sections MSF plusieurs demandes d'information complémentaire au sujet du communiqué de presse (voir pièce jointe) et sur les raisons pour lesquelles nous quittons la Corée du Nord. Bien que je ne sois pas le centre d'information officiel de MSF sur la Corée du Nord, je vais essayer de vous fournir quelques informations de base.

Pour dresser un tableau de la situation : MSF a commencé à travailler en Corée du Nord en juillet 1997, sur la base d'un accord de collaboration de un an. Nous avons travaillé dans trois provinces à la distribution de médicaments et de matériel de base et à la mise en place de centres nutritionnels thérapeutiques dans les hôpitaux des comtés. Après une évaluation, la province du Nord Hamgyong a été ajoutée au programme en février 1998. Notre but était de commencer le projet, afin d'occuper le terrain et en apprendre un peu plus sur le problème nutritionnel et les besoins médicaux auxquels le pays fait face.

Au cours de nos activités (moi-même, je travaillais comme médecin dans la province de Nord Hwanghae), nous n'avons pas rencontré beaucoup d'enfants mal nourris admis dans les centres nutritionnels et nous n'avons pas eu un accès suffisant aux données médicales, aux dossiers, aux salles d'hospitalisation qui nous permette d'avoir une meilleure vue de ce qui se passait (voir le rapport officiel de la mission en pièce jointe). En conséquence, nous n'étions donc capables ni d'infirmer ni de confirmer l'existence d'une famine en RPDC (et les seules sources d'information indirectes à ce sujet sont les interviews menées par François Jean, voir pièce jointe). Comme nous n'étions pas très satisfaits de ce projet, nous avons commencé à élaborer une proposition pour un nouveau projet, basé sur une zone d'activité plus réduite et avec une coopération plus serrée avec les institutions médicales (et avec de meilleures conditions d'accès et d'évaluation, mais cela n'a même pas été mentionné).

Un brouillon préliminaire a été présenté début août aux autorités nord-coréennes par William Claus (MSF Belgique, section coordinatrice jusqu'en septembre). Sans même entrer dans les détails de nos plans, ils ont juste réclamé des matières premières pour fabriquer les médicaments et un soutien pour reconstruire leur industrie pharmaceutique. Cette demande n'était pas nouvelle. Marie Rose, notre chef de mission, leur avait déjà expliqué plusieurs fois que MSF n'est pas une organisation qui fournit ce genre de service. Donc les négociations ont été bloquées avant même d'avoir commencé. Ceci signifiait que notre accord de collaboration expirait la première semaine de septembre (nous avons obtenu deux mois supplémentaires pour finaliser la mise en œuvre du projet original), donc les visas des expatriés expiraient aussi et nous avons dû partir (donc pas vraiment mis à la porte, mais nous ne pouvions pas non plus rester, bien que nous le souhaitions). Nous sommes toujours désireux d'apporter une aide humanitaire à la Corée du Nord (bien sûr, sous certaines conditions) et nous sommes partis en passant le message qu'ils pouvaient réouvrir les négociations s'ils le souhaitaient.

Le but du communiqué de presse était d'expliquer au monde extérieur pourquoi nous partions. Donc ce n'était pas à cause du détournement de la nourriture et du matériel (nous n'avons aucune preuve de cela). Personnellement, je regrette que certains journalistes aient interprété le communiqué de presse comme cela. Notre message ne consistait pas non plus à dire qu'il y avait une famine en Corée du Nord. En tant qu'expatriés, nos observations de terrain ne nous ont apporté aucune preuve à ce sujet. Nous avons juste les interviews de François Jean, qui sont bien sûr très alarmantes. La seule chose dont nous ayons des preuves, c'est l'existence de groupes vulnérables parmi les enfants, qui d'une façon ou d'une autre passent à travers les distributions de nourriture et le système médical, et que le gouvernement nord-coréen n'a absolument pas collaboré avec nous pour aider ces enfants en particulier.

Nous avons quitté la Corée du Nord, mais l'histoire n'est pas finie. De l'extérieur, nous essayons de maintenir la discussion sur les besoins nutritionnels et médicaux dans ce pays, et comment lui apporter des secours humanitaires de façon responsable.



« Rapport de MSF sur la politique de l'aide humanitaire à la Corée du Nord », **Memo** (pas de nom, pas de date) probablement de Corien Swaan, probablement novembre 1998 (en anglais).

Extrait :

Comptes-rendus des réunions organisées par le PAM, MSF et Mercy Corps

Réunion PAM/ONG sur la Corée du Nord (Rome, 10/9/98) :

Présents : PAM, OCHA, MDM, ACF, CRS [Catholic Relief Services], Caritas, DFRC, German Agro Action.

Des remarques critiques ont été émises à l'encontre du PAM : quelle sera la valeur de la nouvelle enquête nutritionnelle, ses résultats sont-ils représentatifs, et comment se fait-il qu'une telle organisation ne puisse ni confirmer ni infirmer l'existence de la famine.

Les points principaux qui émergent sont :

- Une approche stratégique et une réflexion collective sont nécessaires.
 - Des critères minimaux et des standards d'engagement doivent être établis.
 - L'information sur l'accès, les conditions de contrôle et les accords-cadres doit être partagée.
 - Une évaluation commune par une équipe humanitaire comme celle conduite après les inondations devrait être mise en place dans le cadre d'un mécanisme de coordination humanitaire.
 - Le personnel international doit pouvoir se déplacer plus librement, avec moins de restrictions.
 - La plupart des organisations travaillant maintenant en RPDC envisagent de déplacer leurs activités de l'aide aux groupes vulnérables vers la reconstruction de l'agriculture.
- On a aussi constaté que l'aide humanitaire avait quitté la phase d'urgence et que des projets de moyen à long terme devaient désormais être proposés. Il est difficile de planifier ces projets avec aussi peu d'information, et les bailleurs sont réticents à les financer pour les mêmes raisons.

OCHA [Bureau de la coordination des affaires humanitaires] a annoncé qu'il faciliterait le développement d'un plan d'action humanitaire commun pour l'appel consolidé de 1999.

Table ronde de MSF sur « Bilan et perspectives des secours humanitaires en Corée du Nord », Amsterdam, 21/10/98

Étaient présents les agences des Nations unies, des ONG européennes et américaines, des bailleurs de fonds gouvernementaux et des « experts » de la Corée. On peut tirer les conclusions suivantes des débats :

Besoins : bien qu'on n'ait pas de données précises, on s'attend que la situation soit pire que ce qu'on en laisse voir (en particulier dans les comtés interdits, information des réfugiés sur la nourriture).

Nourriture : la pénurie alimentaire va persister en raison de l'inefficacité de l'agriculture, l'insuffisance de la redistribution et l'effondrement économique dû au manque de finances. On ne sait pas jusqu'à quel point, mais on s'attend que la situation de malnutrition persiste au moins chez les groupes de vulnérables.

Santé : le système de soins de santé s'est effondré, la population est affaiblie, des maladies resurgissent et la mortalité augmente. [...]

Mercy Corps « Musgrove III : l'aide humanitaire à la Corée du Nord » (Musgrove, Géorgie, États-Unis)

Participants : les ONG américaines travaillant en Corée du Nord (parmi elles Care, CRS, World Vision et Mercy Corps), des représentants du gouvernement états-unien (députés,

membres du Comité des affaires étrangères du Parlement, département [ministère] de l'Agriculture, USAID et département des Affaires étrangères...), PAM, PNUD, Croix-Rouge états-unienne, consultants en épidémiologie de l'Institut John Hopkins et du CDC d'Atlanta, et MSF.

Les débats ont conduit aux conclusions communes suivantes.

Objectifs généraux : répondre aux besoins immédiats et reconsolider les relations Corée du Nord/États-Unis.

[...] Impression générale : les participants américains étaient très optimistes sur les changements en Corée du Nord et leurs possibilités d'intervention. Leur aide/intérêt sont plus basés sur des relations d'aide à long terme avec la Corée du Nord, ils se satisfont déjà de toutes les petites améliorations. [...] Plus d'attention portée à l'aide agricole structurelle à long terme, moins au secours humanitaire direct. Bien qu'ils regrettent que la délégation de l'Union européenne soit arrivée à la conclusion que l'urgence était terminée en Corée du Nord, « l'Europe doit être de nouveau informée ».

3. Conclusions

Sur la situation humanitaire : il existe des besoins médicaux et nutritionnels évidents, mais il est difficile de définir leur ampleur, l'information issue du terrain et de l'enquête à la frontière n'étant pas suffisante. Il y a à la fois des besoins urgents, et la nécessité de lancer simultanément une aide à long terme. Les autorités nord-coréennes semblent avoir réorienté la priorité de l'aide médicale d'urgence vers la réhabilitation à long terme de leur approvisionnement médical (industrie du médicament). L'attitude envers la fourniture directe d'aide alimentaire n'a pas changé, et ils autorisent aussi une aide au développement à plus long terme, essentiellement agricole. Les groupes de vulnérables sont difficiles à identifier, ils sont différents des groupes que nous considérons généralement comme ceux qui sont dans le besoin. Parmi eux se trouvent probablement les « non-productifs ». Il est nécessaire d'avoir une meilleure compréhension du système. Les sans-abris et ceux qui ne sont pas pris en charge par les institutions ont moins accès aux soins. Les contraintes auxquelles MSF a dû faire face en Corée du Nord en matière d'évaluation des besoins des groupes vulnérables, et de travail en accord avec les principes humanitaires sont, en gros, les mêmes que ceux rencontrés par les autres organisations. En conséquence, la plupart des organisations ressentent le besoin d'une approche commune envers les autorités nord-coréennes, afin d'établir une base commune de principes humanitaires, de façon à surmonter certaines des contraintes. Certaines organisations indépendantes aimeraient que les principes proposés par OCHA soient plus concrets, d'autres (comme la FICR) ont déjà entamé des opérations à long terme et sont donc moins flexibles dans leur engagement. De façon générale, les ONG américaines sont plus positives sur les possibilités de travail en Corée du Nord, et pour elles la priorité est d'arriver à avoir des représentants sur le terrain. De plus, comme les ONG américaines sont déjà à peu près toutes sur la même ligne, elles ont moins besoin de principes communs.



« L'aide humanitaire paralysée », Philippe Biberson (président du conseil d'administration de MSF France), **Le Figaro** (France), 14 octobre 1998 (en français).

Extrait :

L'annonce du départ de Médecins Sans Frontières de Corée du Nord, le 30 septembre dernier, a relancé le débat sur l'étendue de la famine et l'utilisation de l'aide dans ce pays fermé. Elle a suscité aussi quelques questions sur les raisons d'une telle décision, à l'heure où des centaines de milliers de Coréens sont victimes de la famine.

Ce départ, cependant, n'a rien de volontaire : il a été imposé par les autorités nord-coréennes, après que MSF eut refusé de financer un programme de relance de l'industrie pharmaceutique nationale. Plus fondamentalement, ce départ forcé illustre les difficultés, les ambiguïtés et peut-être l'impossibilité de l'action humanitaire en Corée du Nord.

Depuis trois ans, Médecins Sans Frontières et les rares organisations humanitaires autorisées à travailler en Corée du Nord sont étroitement contrôlées et contraintes de distribuer une aide à l'aveuglette. Malgré tous leurs efforts, elles n'ont jamais réussi à faire respecter deux principes essentiels de l'action humanitaire : la possibilité d'évaluer les besoins en toute indépendance et de contrôler la bonne distribution de la nourriture. Ceci afin de s'assurer qu'elle parvienne aux affamés. Et c'est précisément à cause de son insistance à faire prévaloir ces principes que Médecins Sans Frontières est forcé de quitter la Corée du Nord. Cette expulsion en douceur (après celle de Médecins du Monde pour les mêmes raisons il y a deux mois) ne soulève cependant aucune réaction de la part des pays donateurs.

N'était la situation dramatique dans laquelle se débat une partie de la population nord-coréenne, cette question de principe pourrait paraître théorique. Mais l'exigence d'une évaluation indépendante des besoins et l'impératif du contrôle de la distribution de l'aide sont plus importants que jamais, à la lumière de ce qui transparaît peu à peu de la réalité du pays.

Etat de famine

Malgré les efforts du régime pour maintenir le huis clos, l'expérience des équipes humanitaires, les travaux des chercheurs et, surtout, les témoignages des réfugiés parvenus jusqu'en Chine, permettent de lever un coin du voile sur la stratégie qui se noue en Corée du Nord. Les récits des réfugiés – toujours précieux dans les situations opaques, comme en témoigne le cas du Cambodge des Khmers rouges, à la fin des années 1970 – font état d'une terrible pénurie alimentaire, provoquant la mort de centaines de milliers de personnes, de faim, d'épuisement ou de maladie.

Cette famine, on s'en doute, est plus politique que climatique. Conséquence de politiques économiques désastreuses, elle reflète l'incapacité de l'économie nord-coréenne à générer des devises pour acheter les céréales nécessaires aux besoins de la population. Ou plutôt la claire volonté de ne pas sacrifier les priorités du régime à la survie d'une partie de la population. Car cette tragédie humaine résulte de décisions politiques conscientes.

Des critères politiques

Dans cette économie pénurie où le rationnement est un moyen de contrôle social, les ressources sont, depuis un demi-siècle, allouées par l'Etat à la population en fonction de critères renvoyant à la loyauté politique et à l'utilité économique. L'aide internationale n'échappe pas à cette règle canalisée par le système de distribution officiel, elle est attribuée en priorité aux cadres, aux militaires ou aux ouvriers travaillant dans des usines stratégiques. Dans le même temps, les groupes considérés comme hostiles du fait de leurs antécédents familiaux, les habitants des villes sinistrées ou les ouvriers des usines non susceptibles de contribuer à la relance de l'économie, sont exclus des distributions et abandonnés sans recours à la famine.

Tout indique que les populations vulnérables auxquelles, précisément, l'aide internationale est destinée, sont aujourd'hui laissées pour compte. L'aide humanitaire est gérée par le régime en fonction de considérations politiques, sans égard pour les besoins de la population.

Plutôt que de s'en accommoder, au nom d'un réalisme à courte vue, les pays donateurs seraient bien inspirés de soutenir les organisations humanitaires dans leurs efforts pour

obtenir un réel accès aux victimes. Il y a, en Corée du Nord, une discordance absolue entre la démarche humanitaire et la logique du régime. C'est pourquoi l'aide internationale, censée être un gage d'ouverture, se heurte aujourd'hui à un mur.



« Corée du Nord : un régime de famine¹⁴ », François Jean, directeur de recherche, Fondation MSF France, *Esprit* (France), février 1999 (en français).

Extrait :

Au printemps 1995, quelques mois après la fin de la crise ouverte par la menace de Pyongyang de se retirer du traité de non-prolifération nucléaire, la Corée du Nord revenait au premier plan de l'actualité en lançant un appel à l'aide alimentaire. Le monde incrédule découvrait alors que ce pays fermé, sur le point de se doter de l'arme nucléaire et de missiles à longue portée, était aussi un pays exsangue, incapable de nourrir sa population et dépendant de l'aide internationale pour sa survie. Depuis quatre ans, la Corée du Nord est sous perfusion internationale : l'urgence alimentaire, présentée officiellement comme la conséquence des inondations de 1995 et 1996, puis de la sécheresse en 1997, a entraîné la mise en œuvre de l'un des plus importants programmes d'assistance alimentaire financés par la communauté internationale au cours de la dernière décennie.

Depuis quatre ans, les rares organisations humanitaires autorisées à travailler en Corée du Nord s'interrogent sur l'ampleur de la crise. Certaines parlent de déficit alimentaire aigu, d'autres évoquent une situation de famine qui aurait provoqué, selon les estimations, entre plusieurs centaines de milliers et plus de trois millions de morts au cours des dernières années. Une telle incertitude renvoie bien évidemment à l'opacité du pays : le régime a certes levé un coin du voile par son appel à l'aide internationale, mais il continue d'occulter la gravité de la situation. Dans ce pays isolé du monde et enfermé dans son complexe obsidional, toutes les données économiques et sociales, jusqu'aux registres de patients dans les hôpitaux, sont considérées comme un secret d'État. Par ailleurs, les quelques organisations humanitaires présentes dans le pays sont soumises à un strict contrôle et sont dans l'incapacité d'évaluer librement la situation. Elles peuvent, occasionnellement, constater des cas de malnutrition aiguë mais ne peuvent observer que ce que le régime laisse à voir.

Cependant, par-delà les difficultés d'évaluation, les interrogations sur l'ampleur de la crise reflètent essentiellement un problème de compréhension du processus de famine en Corée du Nord. [...]

Politique d'engagement...

Depuis quatre ans, la Corée du Nord est dépendante de l'aide internationale. Le régime s'y est fort bien adapté. D'abord parce qu'après de nombreuses années de céréales pauvres, il importe à nouveau du riz, en grandes quantités. Ensuite parce que les échanges internationaux dans le domaine alimentaire continuent d'être équilibrés : des importations gratuites étant venues se substituer aux importations à prix d'ami, le régime peut continuer à brandir l'étendard de l'autosuffisance alimentaire... De même que le chantage nucléaire a permis à Pyongyang d'obtenir, en octobre 1994, la fourniture de deux centrales à eau légère et, dans l'attente de leur mise en service, la livraison de 500 000 tonnes de pétrole par an qui viennent utilement compenser la perte des importations soviétiques ; de même, l'aveu de ses « problèmes agricoles » lui a permis

14. Ce document est consultable dans son intégralité dans le recueil de textes par François Jean, *De l'Éthiopie à la Tchétchénie*, sur le site du CRASH/Fondation MSF France : <https://msf-crash.org/fr/ guerre-et-humanitaire/de-letiopie-la-tchetchenie>

de bénéficier d'une aide considérable qui vient remplacer – ou plutôt s'ajouter, Pékin ayant repris ses livraisons – aux exportations à conditions préférentielles de la Chine. Cet aveu de faillite, pourtant sans précédent, ne constitue pas une rupture. Il s'inscrit dans la logique traditionnelle d'un régime passé maître dans l'art de souffler le chaud et le froid. De la menace nucléaire aux inondations, des aventures balistiques à la famine, la Corée du Nord ne cesse de jouer de sa capacité de nuisance, de la menace et de sa vulnérabilité, des risques d'explosion ou d'implosion, pour soutirer à ses amis et, à présent à ses ennemis, les ressources nécessaires à sa survie.

Les pays concernés, pour leur part, ont bien accueilli cet appel à l'aide et déversent depuis quatre ans des quantités sans cesse croissantes d'aide alimentaire. La principale raison de cet engagement est la peur d'une implosion. Car si chacun espère la fin prochaine de ce système totalitaire, tout le monde redoute son effondrement soudain. La crainte de l'instabilité et des mouvements de réfugiés, de l'incertitude politique et de ses implications stratégiques, de la réunification et de ses conséquences économiques est à l'horizon de toutes les réflexions. Particulièrement en Corée du Sud où le coût financier de la réunification allemande a été analysé avec d'autant plus d'inquiétude que le rapport démographique et les écarts économiques sont beaucoup plus défavorables dans le cas coréen. C'est ainsi que Séoul, Pékin, Washington et Tokyo redoutent le scénario d'un effondrement brutal du régime et d'une « réunification-catastrophe ». C'est pourquoi, pour des raisons diverses, tous les pays concernés ont mis en œuvre une politique d'engagement constructif visant à préserver la stabilité de la péninsule et à encourager des évolutions susceptibles de faciliter une réunification en douceur des deux Corées. Selon l'expression de l'ancien président de la Corée du Sud, Kim Young Sam, qui comparait la Corée du Nord à un avion en perdition, l'objectif est d'éviter le *crash* et de favoriser un atterrissage en douceur (« soft landing »). [...]

Le pari du « soft landing » repose sur le postulat que, confrontés à cette impasse économique, les dirigeants nord-coréens auraient intérêt à mettre en œuvre les réformes nécessaires à la relance de l'économie. Ou que, dans l'immédiat, le régime aurait intérêt à nourrir les plus démunis, pour éviter des mouvements de population et des manifestations de mécontentement, voire de révolte. Les pays impliqués, en somme, raisonnent comme si les priorités du régime rejoignaient, ne serait-ce qu'en raison d'une commune préoccupation de stabilité, leur souci d'éviter la crise par une ouverture progressive. Le second postulat sur lequel repose la politique d'engagement est qu'une aide internationale pourrait encourager un dialogue sur des réformes politiques que, précisément, la communauté internationale pourrait soutenir au cours d'une période de transition propre à faciliter une évolution du système. Pour le régime nord-coréen, également, la situation actuelle est profondément ambiguë. Car s'il a de nouveau fait preuve de sa capacité inégalée à obtenir de l'extérieur les moyens de sa survie, la fin de l'aide des pays frères l'a amené à se tourner vers les pays « impérialistes ». Ce tournant dans sa tradition d'extorsion constitue un véritable défi pour ce régime secret qui maintient sa population dans un isolement complet et fonde sa légitimité sur son rapport à un monde hostile et misérable. Les possibilités de réformes doivent s'apprécier dans ce contexte. Car s'il est fort probable que certains dirigeants nord-coréens soient « en toute logique », conscients des réformes nécessaires pour sortir de l'ornière, il ne semble pas qu'ils soient prêts à en prendre le risque politique. De même que Séoul a suivi avec attention le processus de réunification allemande, de même, Pyongyang a observé avec perplexité puis horreur les processus de réforme dans les pays frères, qui se sont traduits par l'éclatement de l'URSS et les événements de Tien an men. Il en a tiré des leçons d'autant plus claires que sa marge d'erreur est extrêmement réduite dans ce pays divisé : toute perte de contrôle se traduirait non seulement par la chute du régime mais aussi par la disparition, par absorption, de la Corée du Nord. Dans ce contexte, l'attitude

d'isolement et de défiance à l'égard du monde extérieur est perçue comme un facteur clé de survie du système. Le primat reste à l'idéologie et il y a tout lieu de penser que le régime ne s'engagera pas dans des réformes qui pourraient affaiblir son contrôle sur la société.

...et aide « humanitaire »

L'aide internationale à la Corée du Nord a essentiellement pris la forme d'une aide humanitaire d'urgence. D'abord parce qu'elle répond à une demande formulée en ces termes par les autorités nord-coréennes : l'assistance internationale est officiellement censée pallier les conséquences des inondations de 1995 et 1996, puis de la sécheresse de 1997. Cette référence aux catastrophes naturelles a d'ailleurs fini par prendre une certaine consistance au fil des rapports des Nations unies. Sans doute les fonctionnaires de l'organisation internationale ne sont-ils pas dupes de ce discours climatique, qui renvoie avant tout à des considérations diplomatiques. Il n'en reste pas moins qu'on ne peut manquer d'être frappé par l'étonnante convergence entre la propagande du régime et la langue de bois onusienne, au point que l'on a parfois le sentiment que certains se prennent au piège de leur propre discours. Ensuite parce que, dans les pays donateurs, le label humanitaire a permis de surmonter les réticences à l'égard d'un soutien au régime nord-coréen. À Washington, notamment, la « doctrine Reagan » – « un enfant affamé ne fait pas de politique » – énoncée lors de la famine éthiopienne de 1984-85, a permis d'obtenir l'aval d'un Congrès majoritairement hostile à toute forme d'aide à ce pays communiste, de surcroît toujours techniquement en guerre avec les États-Unis. De même, en Corée du Sud, les préoccupations humanitaires ont ouvert la voie, après bien des atermoiements, à une aide à l'autre Corée, avant que l'élection de Kim Dae Jung et la mise en œuvre d'une politique d'ouverture, la « sunshine policy » fournissent un cadre plus favorable au développement d'initiatives en direction du Nord.

C'est ainsi que l'aide humanitaire est devenue un élément-clé du jeu diplomatique entre la Corée du Nord et la « communauté internationale », notamment dans le cadre des négociations quadripartites réunissant Pyongyang, Séoul, Washington et Pékin pour discuter de la réduction des tensions dans la péninsule et de la signature éventuelle d'un traité de paix, quarante-cinq ans après la conclusion de l'armistice de Panmunjom. Les États-Unis, bien qu'ils s'en défendent, utilisent l'aide humanitaire comme appât et comme levier pour convaincre la Corée du Nord de s'asseoir à la table de négociations et de faire des concessions, comme l'a encore montré, en octobre 1998, le déblocage de 300 000 tonnes d'aide alimentaire, à la veille de la reprise des discussions. De son côté, Pyongyang cherche à faire monter les enchères et fait de la fourniture de quantités croissantes de nourriture ou, plus récemment, d'engrais la condition de sa participation aux négociations.

Si l'aide internationale est avant tout l'instrument d'une politique, les préoccupations humanitaires ne sont pas pour autant absentes : chacun espère qu'elle permettra d'améliorer le sort des populations les plus démunies. Confrontés à ce pays fermé, entretenant une relation paranoïaque avec le monde extérieur, les pays donateurs ont encouragé les agences des Nations unies et les organisations non gouvernementales à intervenir pour s'assurer que l'aide aux « victimes des inondations » parvienne bien à ceux auxquels elle est destinée et ne soit pas utilisée par le régime pour renforcer son pouvoir ou nourrir son armée. Par ailleurs, les pays donateurs espèrent que l'accroissement de la présence internationale et la multiplication des échanges sur le terrain permettront d'instaurer un climat de confiance et d'encourager une ouverture progressive du pays. De son côté, Pyongyang perçoit précisément les organisations humanitaires comme un cheval de Troie et craint qu'elles répandent une « pollution spirituelle » ou qu'elles affaiblissent son contrôle de la société. Si le régime a dû, pour

obtenir une aide, accepter la présence d'une dizaine d'organisations humanitaires, il s'ingénie à limiter leur liberté d'action.

La Corée du Nord est un exemple frappant d'aide en milieu opaque : les rares organisations humanitaires autorisées à travailler dans le pays sont dans l'incapacité d'évaluer l'ampleur de la famine et en sont réduites à distribuer une aide à l'aveugle. Depuis 1996, malgré tous leurs efforts, les organisations présentes dans le pays n'ont jamais réussi à faire prévaloir deux principes essentiels de l'action humanitaire : la possibilité d'évaluer les besoins en toute indépendance et de contrôler librement la distribution de l'assistance. En conséquence, elles ne peuvent garantir que l'aide humanitaire parvient effectivement aux populations affamées et en sont réduites à gérer ce qui, à proprement parler, est une aide économique à la Corée du Nord. La question de l'évaluation des besoins et du contrôle de la distribution est certes au cœur des préoccupations de la communauté internationale mais les pressions exercées restent faibles, ne serait-ce que parce que l'aide humanitaire n'est considérée par les pays donateurs que comme un instrument de leur politique d'engagement. Pyongyang ne s'y est pas trompé, qui réagit de manière virulente à toute velléité de contrôle des distributions de nourriture. C'est ainsi qu'en janvier 1996, le ministère des Affaires étrangères déclarait « nous nous passerons de l'aide internationale si des éléments impurs continuent d'entraver l'arrivée de l'aide en Corée du Nord en transformant les questions humanitaires en enjeux politiques ».

La famine occultée

Cette attitude est un élément clé de la famine en Corée du Nord. De même que la poursuite effrénée de l'autosuffisance dans tous les domaines est à l'origine de la famine, de même, le refus de toute ouverture est la condition de son développement. Nul doute que si l'information avait été plus ouverte et la réaction plus rapide, la Corée du Nord aurait pu éviter la famine. Partout la famine ne peut se développer qu'à la faveur de l'indifférence ou de la dissimulation. En Corée du Nord, comme auparavant en URSS ou en Chine, nul ne saurait dire jusqu'à quel point la manipulation de l'information a permis aux habitants de la capitale et aux cercles dirigeants d'ignorer l'ampleur du problème. La nouvelle de la famine circule sans doute en Corée du Nord, tout comme celle de l'opulence relative de la Chine : c'est un élément nouveau, et crucial, dans cette société embrigadée et isolée du monde. Mais, si les cadres savent la gravité de la situation, ils n'en parlent pas clairement et restent prisonniers de la réussite du système. Les organisations internationales, également, répondent au discours de la catastrophe naturelle, constatent des cas de malnutrition aiguë mais n'arrivent pas à identifier les populations vulnérables. Certaines parviennent pourtant à toucher du doigt quelques aspects de la réalité mais elles n'osent en parler, de peur de perdre l'accès à la Corée. C'est ainsi que s'est formé un véritable rideau de fumée qui masque le visage des affamés et interdit de leur porter secours. L'information n'est rien si elle ne s'échange pas ; elle se fige alors en langue de bois. La Chine, en son temps, a révélé les ravages de la propagande : il [a] fallu trois ans – et trente millions de morts – pour que le voile des mots se déchire enfin. Jamais la catastrophe n'aurait eu cette ampleur si les dirigeants n'avaient été à ce point prisonniers de leurs chimères. Jamais la famine n'aurait atteint cette intensité si une information réaliste avait pu faire contrepoids au discours officiel. En Corée du Nord, toutefois, l'information circule plus que dans la Chine du Grand bond en avant. Même si le régime s'acharne à occulter la gravité de la situation, des difficultés ont fini par être admises et l'aide internationale activement recherchée, avec un certain succès. Depuis 1995, Pyongyang a bénéficié de volumes sans cesse croissants d'aide alimentaire – plus d'un milliard de dollars en quatre ans – et le nouvel appel lancé par les Nations unies, pour un montant de 376 millions de dollars, représente le second

programme d'assistance internationale – après l'ex-Yougoslavie – pour 1999. Aujourd'hui, l'aide alimentaire et le commerce à conditions préférentielles semblent suffisants pour combler le déficit alimentaire : à l'aide internationale s'ajoutent, en effet, les livraisons de la Chine et de la Corée du Sud. Mais l'histoire des famines modernes montre qu'une famine peut survenir dans une situation d'équilibre voire d'excédent alimentaire, comme ce fut le cas au Bengale en 1943 et même dans certaines provinces chinoises pendant le Grand bond en avant. En d'autres termes, ce qui caractérise la famine n'est pas forcément le fait qu'il n'y ait pas assez de nourriture – même si ceci peut expliquer cela –, c'est plutôt le fait que certaines catégories de population n'ont pas accès à la nourriture. Dès lors, la question centrale dans une situation de famine est celle de la distribution des vivres aux groupes les plus démunis.

Dans les pays démocratiques, les gouvernants jouent leur crédibilité sur leur capacité à mettre en œuvre une politique redistributive et à aider les populations menacées par une crise de grande ampleur. Lorsque l'information circule et, plus encore, lorsqu'elle est un élément constitutif d'un système politique pluraliste, le gouvernement non seulement dispose d'informations pour réagir mais encore y est-il contraint par la pression des médias et des partis d'opposition et par les réactions de l'opinion. Comme le souligne Amartya Sen, « il est difficile de citer le cas d'une famine qui se soit produite dans un pays doté d'une presse libre et d'une opposition active, au sein d'un système démocratique ». Rien de semblable en Corée du Nord où les dirigeants ne semblent pas prêts à sacrifier les priorités du régime à la sauvegarde d'une partie de la population. En Corée du Nord, aujourd'hui, le problème est moins celui de la disponibilité des vivres que celui de leur distribution. Avec l'aide internationale, le régime nord-coréen semble avoir les moyens d'éviter la famine. S'il ne le fait pas c'est en raison d'un choix politique conscient, celui d'abandonner à son sort une partie de la population, plutôt que de l'exposer au regard et au contact de l'étranger.

Pénurie et rationnement

L'assistance internationale parvenant en Corée du Nord est remise aux autorités puis est canalisée par le système de distribution publique (PDS). L'absence de réelle possibilité d'évaluer la situation et de contrôler la distribution nourrit, depuis quatre ans, questions et controverses sur l'utilisation de l'aide à la Corée du Nord. L'efficacité du PDS n'est pas en cause : il est, depuis quarante ans, responsable de l'approvisionnement de toute la population du pays. Les détournements, si souvent évoqués à propos de l'armée, ne sont pas non plus la question : la nourriture continue d'être distribuée, comme elle l'a toujours été, en fonction des priorités du régime. Ce qui est en cause, c'est le postulat selon lequel le régime aurait également pour priorité de nourrir les « populations vulnérables ». De même que les questions sur l'ampleur de la famine, les controverses sur l'utilisation de l'aide témoignent d'une profonde incompréhension du fonctionnement du système nord-coréen.

En Corée du Nord, le rationnement est un mode de fonctionnement et un moyen de contrôle social. Dans cette société étroitement encadrée et en permanence mobilisée, l'État pourvoit à tous les besoins de la société. Dans un pays où salaires et impôts ne jouent qu'un rôle marginal, la population est totalement dépendante d'un système centralisé et planifié d'allocation des ressources. Chacun dépend de son unité de travail pour l'accès au logement, aux vêtements, à l'éducation, à la santé, à la culture, etc. De même, toute la population – à l'exception des paysans membres de coopératives – dépend des distributions de céréales par l'État. Cette redistribution s'effectue en fonction d'une grille complexe tenant compte du statut, du travail, de l'âge, etc. [...]

La société nord-coréenne est sans doute l'une des plus hiérarchisées du monde. L'une des plus policières aussi : ses membres font l'objet d'une surveillance constante et des

dossiers individuels, en permanence mis à jour, déterminent le statut et la place de chacun dans la société. [...]

C'est ainsi que la société s'organise en cercles concentriques autour de la famille du « Grand Leader » et rejette en enfer les familles de contre-révolutionnaires.

En 1970, Kim Il-Sung présenta, au Ve Congrès du Parti des travailleurs, un système de classification structurant la société en trois classes – le noyau, les « tièdes » et les hostiles – et cinquante et une catégories. Depuis le système a évolué, au rythme des opérations régulières de reclassification, mais le statut de chacun continue d'être déterminé par la loyauté politique et les antécédents familiaux. Cette hiérarchie complexe régit tous les aspects de la vie sociale : elle est bien entendu déterminante pour les possibilités d'accéder à des postes d'encadrement au sein du parti et de l'armée mais elle influe également sur l'accès aux biens matériels. L'appartenance de classe ouvre un accès discriminatoire à l'éducation, aux promotions et aux postes de responsabilités mais aussi aux privilèges qui y sont attachés : voitures, magasins spéciaux, appartements chauffés, soins de santé, etc.

Dans le domaine de l'approvisionnement, également, les distributions de nourriture sont profondément inégalitaires et strictement codifiées. Mais d'autres critères interviennent, tels l'âge ou le type de travail, qui déterminent, au gramme près, les dotations de céréales ou, par le passé, de viande ou de poisson. Dans les années soixante-dix, les rations quotidiennes s'échelonnaient de 800 grammes de riz – dans l'industrie lourde, l'aviation militaire ou la direction du parti – à 200 grammes d'un mélange de céréales pauvres pour les prisonniers des groupes hostiles condamnés à dépérir. Là encore, la situation a évolué, au fil des « retenues patriotiques » opérées sur les rations dans les années soixante-dix et quatre-vingt, puis des réductions drastiques commandées par la « dure marche » de ces dernières années : au début des années quatre-vingt-dix, le rôle du PDS a commencé à diminuer, faute de céréales à distribuer, puis les rations ont été réduites, même à Pyongyang et dans l'armée, puis, au milieu des années quatre-vingt-dix, le PDS s'est tari, dans certaines régions et pour certaines catégories de la population. Certains groupes n'ont plus bénéficié de distributions, notamment ceux qui étaient socialement « entachés », ou qui travaillaient pour des usines désaffectées, ou qui vivaient dans des régions reculées ; le plus souvent, tout est lié. Dans le contexte de pénurie aiguë qui s'est développé dans les années quatre-vingt-dix, ce système inégalitaire d'allocation de ressources a eu des conséquences dramatiques pour certaines catégories de population.

Le système et la famine

L'aggravation de la situation au milieu des années quatre-vingt-dix a marqué les limites du système de rationnement. Face à l'ampleur de la pénurie, le régime a tacitement renoncé à nourrir toute la population. Cette incapacité où s'est trouvé le système centralisé d'allocation de ressources d'assumer ses fonctions s'est traduit par une dévolution de ses responsabilités vers les niveaux provincial et local. Cette décentralisation *de facto* a été particulièrement sensible dans certaines régions qui semblent avoir été exclues des circuits d'approvisionnement et abandonnées à leur sort. Les témoignages de réfugiés parvenus jusqu'en Chine attestent, par exemple, que les distributions de vivres ont été interrompues dès 1994-95 dans les provinces de Hamgyong, Yanggang et Chagan. La plupart des réfugiés étant originaires de ces zones frontalières, nous ne disposons que de peu d'informations sur les autres régions, mais il ne serait pas étonnant que ces provinces reculées et peu peuplées soient parmi les plus affectées. A cela, plusieurs explications : d'abord le manque de transport et de carburant pour approvisionner ces provinces éloignées de la capitale et des régions agricoles du sud-ouest du pays ; ou pas assez d'apparatchiks influents pour obtenir des distributions ; ou trop de personnes sans importance dans ces zones traditionnelles de relégation ; ou

encore, et surtout, pas d'intérêt économique – usines à l'arrêt, mines sinistrées, agriculture de subsistance – dans ces régions montagneuses et septentrionales...

Pour autant, la famine n'est pas circonscrite au plan géographique. D'abord parce que, dans ce pays où les individus sont assignés à des unités de travail, où les déplacements sont contrôlés et où seuls les privilégiés sont autorisés à résider à Pyongyang, la localisation géographique recoupe souvent la classification politique. Ensuite, et surtout, parce que, même dans les régions délaissées, les catégories privilégiées ont continué de recevoir un peu de nourriture. Même si le déficit alimentaire a largement asséché le système de distribution, il ne l'a pas fait disparaître. Le régime s'est adapté à la pénurie sans remettre en cause ses priorités mais au contraire en les réaffirmant. Plutôt que de remettre en cause le dogme de l'autosuffisance alimentaire en important de la nourriture ou de tenter de mettre en place un filet de sécurité pour les plus vulnérables, il a concentré ses maigres ressources sur les groupes utiles à la survie du système et au fonctionnement de l'économie. Paradoxalement, l'aide internationale, en circulant par les canaux de distribution officiels les a en partie revitalisés, au risque de conforter cette logique discriminatoire. Il n'y avait peut-être pas d'autres possibilités, dans ce pays où toute vie sociale est contrôlée par le régime. La famine, en Corée du Nord, s'inscrit en creux, dans les interstices de la trame de privilèges tissée par le régime. Elle n'est pas localisable géographiquement, elle est repérable socialement. [...]

Les affamés

Cette population dépendante de l'État depuis trois générations et aujourd'hui laissée pour compte a dû inventer les moyens de sa survie. C'est ainsi que s'est développée une activité de troc et de commerce qui, en quelques années, a pris une ampleur très importante. Les marchés paysans, auparavant autorisés trois fois par mois, se tiennent à présent tous les jours dans les villes et au bord des routes. On y trouve des céréales hors de prix, des plantes et des coquillages glanés ici et là, des meubles et tout ce que la misère pousse à vendre et des produits chinois, médicaments ou vêtements, ramenés de la frontière. Ce petit commerce, tout juste toléré par les autorités est devenu le principal recours des laissés pour compte. Mais beaucoup ne s'en sortent pas, au fil de ces transactions, qui sont comme le reflet misérable de l'arbitrage calorique pratiqué par le régime dans son commerce extérieur, et qui permettent tout juste de gagner un peu de farine de maïs pour la soupe. Certains meurent en silence, de faim, de maladie et d'épuisement. D'autres, souvent les survivants de familles décimées, se mettent, en dernier recours, à migrer. Dans cette société où quitter sa famille et son unité de travail, c'est perdre tout soutien et toute existence sociale, bien peu se mettent en mouvement. Dans ce pays où il n'y a ni travail ni distribution de rations en dehors des circuits officiels, nul ne sait où aller. Dans ce système où tous les déplacements sont strictement contrôlés, ces mouvements semblent pourtant tolérés. Peut-être parce que ces migrants et, souvent, ces enfants abandonnés, sont devenus des fantômes. Et le régime détourne les yeux : ces déplacés, que l'aide internationale n'arrive pas à toucher, ont disparu du corps social ; ils n'existent pas dans le système nord-coréen. Certains arrivent en Chine, où ils restent quelques jours ou quelques mois. Ils cherchent de la nourriture ou des médicaments, des secours ou du travail, et repartent le plus souvent apporter une aide à leur famille. Ces réfugiés ou ces migrants parvenus jusqu'en Chine sont les seuls Nord-Coréens avec lesquels on puisse parler librement. Sans doute ne sont-ils pas représentatifs de l'ensemble de la population du pays. D'abord parce qu'ils viennent souvent des régions proches de la frontière. Ensuite parce qu'ils ont quitté leur famille et leur unité de travail, un pas que bien peu se sont résolus à franchir. Mais ils reflètent bien le sort des laissés pour compte, de ces populations vulnérables dont parlent les organisations humanitaires et auxquelles l'aide internationale est, en principe destinée.

Il y a, peut-être, nul ne sait, cinq à six millions de laissés pour compte en Corée du Nord, soit le quart de la population du pays, et c'est par centaines de milliers qu'ils sont morts au cours des dernières années. Si rien ne change, c'est par centaines de milliers qu'ils continueront de mourir au cours des prochaines années.



Et puis, il y a eu la table ronde. L'idée était la suivante : « OK, on part mais cela ne signifie pas qu'on ferme les portes ». C'est ce qu'on s'est dit. On s'est demandé : « Qu'est-ce qu'on peut faire ? » Et l'idée nous est venue de rassembler en Europe toutes les organisations qui avaient travaillé en Corée du Nord, de prendre un peu de recul et de se demander : « Qu'est-ce qui se passe ? Quelle position devons-nous prendre ? » Et le constat qui en est sorti, c'est que toutes les organisations avaient les mêmes contraintes et que si nous adoptions la même politique, en disant que nous ne resterions qu'à telle ou telle condition, nous renforcerions notre position face au FDRC.

Nous voulions avoir des retours, une meilleure compréhension : Qu'est-ce qui se passe ? À quel problème sommes-nous confrontés et comment le résoudre ? En gros, il s'agissait un peu de préparer l'avenir pour les autres organisations, comme pour nous de tirer des leçons. Je me souviens que les autres organisations avaient trouvé bizarre que nous publiions un aussi long communiqué de presse, qui ne leur avait pas plu parce qu'il n'avait aucune valeur ajoutée pour le PAM et l'Unicef. Mais ce dont je me souviens, c'est que nous étions très en colère, les ONG étaient très critiques envers le PAM parce qu'il distribuait de grandes quantités sans demander des comptes. Bien sûr, ça ne nous aurait pas déplu que des journalistes aillent voir le PAM et lui demandent : Pourquoi restez-vous ? Quelle garantie avez-vous que votre nourriture ne finit pas entre les mains des militaires ?

Dr Corien Swaan, MSF, médecin, responsable de programme en Corée du Nord, janvier-septembre 1998 (en anglais).



Pour moi, le retrait s'explique totalement. Surtout quand on commence à définir les notions d'espace humanitaire et de relation de proximité avec les patients. Là où, je crois, on a été plutôt faibles, c'est après le retrait. Finalement, il n'y a eu qu'une personne qui a été cohérente, c'est François Jean, dans son travail de recherche après le retrait. François est venu ici pour rencontrer des groupes d'universitaires, des représentants au Congrès pour essayer de comprendre ce qui se passait réellement en Corée. Quel est le régime ? Comment s'articule l'aide vis-à-vis de la crise politique et économique, etc. ? Malheureusement, il n'y avait que lui qui faisait ce travail-là à l'époque. En février 1999, il a publié ce texte, « Corée du Nord, un régime de famine ». On l'a traduit et il a été posté sur notre site Web assez rapidement. François a participé en Floride à un colloque avec Mercy Corps et d'autres ONG américaines, qui étaient les plus batailleuses pour retourner sur la Corée. Ponctuellement, il a continué à approcher cette communauté. À l'époque, à MSF États-Unis, on n'était pas encore au point. J'avoue qu'on n'a pas profité de tous les débats pour vraiment comprendre là où on aurait pu se mettre en phase et vraiment mettre des ressources au service de cette recherche.

En septembre, octobre, novembre et décembre 1998, j'ai continué à participer à ce groupe de travail des ONG sur la Corée du Nord. Une fois par mois, on avait des réunions auxquelles étaient invités des représentants du PAM, etc. Mais progressivement je me suis essoufflé, parce

je me suis aperçu que n'étant plus en Corée du Nord, MSF n'avait plus rien à dire. Notre message était passé une fois pour toutes.

*Antoine Gérard, MSF États-Unis, responsable du département programmes
(en français).*

ÉPILOGUE...

À partir de fin 1998-début 1999, l'équipe de MSF France en Chine développe et explore tous les contacts et les possibilités de porter assistance en Chine et en Corée du Nord à travers des activités trans-frontières, à la population nord-coréenne tentant de fuir son propre pays.

En avril 1999, deux membres de l'équipe MSF France en Chine pénètrent en Corée du Nord, sous couvert d'un voyage d'affaires pour une entreprise chinoise, de Pékin à la province de Sud-Hamgyong. Pendant leur visite, ils réussissent à distribuer un peu d'aide alimentaire à des orphelinats.

Du 3 au 6 mai 1999, à l'occasion d'une réunion, à Pékin, d'ONG actives en Corée du Nord, plusieurs organisations sud-coréennes demandent publiquement à MSF de reprendre ses activités dans ce pays.



« Les ONG sud-coréennes appellent MSF à reprendre son aide au Nord », **Le Monde** (France), Pékin, 7 mai 1999 (en français).

Extrait :

Les vingt-trois organisations non gouvernementales sud-coréennes participant, du 3 au 6 mai, à un séminaire sur l'assistance humanitaire à la Corée du Nord, réuni à Pékin, ont appelé Médecins Sans Frontières à reprendre ses activités de secours à la population nord-coréenne, victime de la famine. Dans un texte diffusé à l'issue du séminaire, les ONG sud-coréennes estiment que la décision de MSF, en 1998, de suspendre ses activités en raison du manque de transparence prévalant dans la distribution de son assistance, a eu pour conséquence « de renoncer à la possibilité de sauver plus de vies humaines » et de décourager l'opinion internationale de s'intéresser au drame nord-coréen.

Les signataires reconnaissent avoir dans le passé pris des décisions similaires à celle de MSF en raison des risques de détournement de leur aide au profit des militaires de Pyongyang : « une telle inaction a, en fait, permis que continuent de se produire des millions de morts. » Ils exhortent en conclusion MSF de « comprendre » la nécessité de poursuivre « avec la plus grande patience » son travail d'assistance aux victimes du régime nord-coréen.



« Les ONG polémiquent sur l'aide à apporter à la Corée du Nord », Philippe Pons, **Le Monde** (France), 9 mai 1999 (en français).

Extrait :

Ces enfants vagabonds sont un exemple du grand dilemme de l'aide humanitaire à la RPDC : l'accès aux populations les plus vulnérables. Ce manque d'accessibilité a provoqué le départ, en septembre 1998, de Médecins Sans Frontières (MSF). Retrait en fanfare qui n'a pas changé les choses. D'où l'appel des ONG sud-coréennes à MSF de reconsidérer

sa décision (*Le Monde* du 7 mai), laquelle a renforcé les segments d'opinion opposés à une telle aide, notamment en Corée du Sud. « Le régime nord-coréen est ce qu'il est. Nous devons le savoir et faire preuve, pour l'aide humanitaire, du même esprit que celui de la Croix-Rouge : soigner même les ennemis. C'est la population [nord-coréenne], et non pas le régime, qui subit les conséquences de nos mouvements d'humeur » estime Moon Kyu-kang de *Korean sharing movement*, une organisation bouddhiste active notamment à la frontière sino-nord-coréenne.



Rapport moral, Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France, 28 mai 1999 (en français).

Extrait :

Corée du Nord : cette mission avait fait l'objet d'un gros paragraphe du précédent rapport moral. Cette année, c'est l'épilogue (provisoire) qu'il nous faut écrire. Sans grande surprise, les négociations que nous menions avec les autorités nord-coréennes n'ont pas abouti. Ou plutôt, elles nous ont conduits dans une impasse. D'un côté, le mur poli et rectiligne de la sourde oreille du régime, sur l'autre trottoir, nos principes et nos propositions « irrecevables » et, au bout, pour fermer le cul-de-sac, la muraille du silence résigné de la « communauté internationale humanitaire ». Médecins Sans Frontières a quitté le pays en octobre en expliquant que la distribution de l'aide à l'aveugle n'offrait aucune garantie que celle-ci bénéficie aux populations qui meurent de faim. Au contraire, le risque existait que cette aide massive (pas uniquement celle apportée par Médecins Sans Frontières) serve à entretenir la machine à affamer. Protestations, silence.

L'on continue de mourir de faim, de maladie, de froid et de dénuement en Corée du Nord. D'aucuns disent même que la situation s'est aggravée et continuent de réclamer plus d'aide. Récemment en congrès à Pékin, les ONG impliquées dans l'aide en Corée du Nord réclamaient le retour de Médecins Sans Frontières à Pyongyang, capitale du pays ! Je ne vais pas trop m'étendre, car ce sera le sujet de notre débat de cet après-midi, mais il semble qu'en Corée du Nord, plus on aide – et l'aide apparaît dérisoire – et moins nous en entendons parler, sinon sporadiquement, lorsque sortent des « témoignages ».

Il me faut dire aussi que ce retrait de Corée du Nord nous avait laissé un grand sentiment de malaise. Retrait ou expulsion ? Ceux qui ont dénoncé le « retrait en fanfare de Médecins Sans Frontières » se sont trompés. Organiser une conférence de presse pour rendre compte de nos doutes sur l'utilisation de dizaines de millions de dollars d'aide publique n'est pas indécent. Ce qui est indécent, c'est de se taire. Médecins Sans Frontières a été une des seules organisations à avoir sérieusement et ouvertement questionné le régime sur l'utilisation de l'aide.

Mais nous n'avons plus de doute sur la réalité de la famine : nous avons cherché tous les moyens de retrouver un accès aux victimes. Marcel [Roux] et Marine [Buissonnière], puis Sophie [Delaunay], ont monté, en avril dernier, une « expédition » depuis Pékin, sous couvert de voyage d'affaires, en compagnie d'hommes d'affaires chinois à destination de la province de Hamhung en Corée du Nord. Y a-t-il une voie plus « indépendante » et plus sûre d'atteindre les populations ? C'est la question à laquelle nous tentons de répondre. Cinquante tonnes de farine et de vivres ont été « déposées » dans des orphelinats de la province. Elles ne feront pas grande différence de toute façon pour la survie d'un peuple. Seront-elles détournées vers certaines structures plutôt que d'autres, commercialisées ? Nous ne le savons pas. Ce qui est sûr, c'est que les autorités nous ont laissé faire. Personne n'est dupe, c'est peut-être là le véritable espoir que quelque chose est en train de changer. A suivre, donc.



Pendant cette année 1999, avec Marcel [Roux, MSF France, coordinateur en Chine], nous avons exploré énormément de voies. D'abord des voies très officielles, parce que début 1999, l'aide humanitaire a un peu diminué. Notamment avec le retrait de MSF et sa médiatisation, les Nations unies ont de plus en plus de mal à récolter des fonds pour la Corée du Nord, le pays n'est pas en très bonne santé depuis longtemps. À ce moment-là, Kim Jong-Il donne l'autorisation aux provinces d'aller chercher l'aide par elles-mêmes, et puisque Pyongyang ne la redistribue plus, les provinces se la gardent. Elles sont un peu abandonnées à elles-mêmes et c'est à ce moment-là que dans le cadre de nos réseaux nous sommes approchés par la province de Hamgyong pour essayer de lui apporter une aide directe. Un dialogue de sourds volontaire s'engage entre eux et nous. Ils savent parfaitement que nous sommes MSF, nous savons parfaitement qu'ils savent mais nous ne le disons pas parce qu'ils ne peuvent pas assumer, vis-à-vis du pouvoir central, de négocier avec MSF. Mais en même temps, ils ont besoin de notre aide. Ce non-dit est maintenu pendant tout le temps de la négociation.

Sur leurs conseils, nous identifions une entreprise chinoise au nom de laquelle se font toutes les invitations, les justifications pour les demandes de visas et les échanges. Nous sommes employés comme consultants pour cette entreprise, nous gardons nos noms, mais à aucun moment, nous ne disons que nous sommes MSF. Nous décidons d'utiliser cette entreprise comme « couverture » pour nous faciliter la vie. Mais c'est aussi plus simple pour eux, car ils auraient du mal à justifier le fait de nous inviter sur place, de nous accueillir, voire même de nous rencontrer.

Les discussions s'étalent sur plusieurs mois avec des allers-retours. À un moment, ils disent qu'ils vont voir. Donc ils rentrent en Corée du Nord, puis pendant des mois, c'est le silence. Après ils reviennent en disant : « D'accord, mais la tutelle demande telle chose. » Tout cela se ne se déroule pas directement avec le chef de la province, le gouverneur, mais passe par un intermédiaire. Quand nous nous rendons là-bas, nous apportons de l'aide. Nous achetons en particulier une grosse cargaison de riz. Nous organisons un petit fret routier par la frontière chinoise. Ensuite nous travaillons ensemble sur un projet de cuisine populaire dans la province, qui finalement n'aboutit pas. Au bout d'un moment, il y a une rupture de confiance et puis nous nous disons qu'il ne faut pas aller plus loin.

À l'époque, une équipe de MSF Hollande est présente en Chine. Dirk van der Tak, son coordinateur est sensibilisé à la cause. Nous partageons des informations. Quand Marcel et moi partons sous couvert d'une entreprise chinoise en Corée du Nord, j'en parle à Dirk parce que je ne veux pas que la section hollandaise se retrouve dans l'embarras à cause de la section française sans connaître tous les éléments. Le fait d'être tenu au courant lui permet de l'assumer avec nous, alors qu'il ne l'aurait pas fait s'il ne l'avait pas su. Pour autant, ils ne soutiennent pas nos initiatives et nous n'aurons jamais de collaboration opérationnelle. En revanche, nous essayons de les tenir informés ainsi que MSF Hong Kong.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).

En mai 1999, un responsable nord-coréen déclare à des visiteurs du PAM que 220 000 Nord-Coréens seraient morts de malnutrition entre 1995 et 1998.



« La Corée du Nord avoue 220 000 morts dus à la famine », **Le Monde** (France) Tokyo, 12 mai 1999 (en français).

Extrait :

Pour la première fois, quatre ans après le commencement de la famine, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a révélé que plus de 200 000 personnes seraient mortes de malnutrition. Jon In-chen, directeur des affaires extérieures du comité responsable des dommages causés par la famine, a déclaré aux membres d'une mission du Programme alimentaire mondial (PAM) en visite dans la région de Komusan, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière chinoise, qu'entre 1995 et 1998 le taux de mortalité était passé de 6,8 à 9,3 pour 1 000. Ce qui signifierait une augmentation de 55 000 morts par an (soit 220 000 personnes si on se base sur le chiffre officiel de la population, 22 millions). Cette évaluation officielle du nombre des morts laisse sceptiques les experts. Il est bien inférieur aux estimations des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales apportant leur assistance à la RPDC, qui font état de un à trois millions de morts. Ces chiffres sont contestés par Pyongyang.

Le 24 avril 2000, au moment d'une rencontre au sommet entre les dirigeants des deux Corées, le magazine états-unien *Newsweek* publie un article de Marie Rose Pecchio, l'ancienne coordinatrice de MSF en Corée du Nord, qui alerte sur le sort des « enfants socialement défavorisés ». En conclusion, elle affirme que MSF est prête à reprendre ses activités en Corée du Nord, à condition que ses équipes puissent porter secours à ceux qui en ont besoin.



« Les enfants du mystère », Marie Rose Pecchio, **Newsweek** (États-Unis), 24 avril 2000 (en anglais).

Extrait :


Le sommet entre Kim Jong-Il et Kim Dae Jung aidera-t-il le peuple nord-coréen ? Le bilan de Pyongyang n'est pas particulièrement bon. De juillet 1997 à septembre 1998, Médecins Sans Frontières est intervenue dans quatre provinces de la République populaire démocratique de Corée – Sud Pyongan, Kangwon, Nord Hwanghae et Nord Hamgyong. Nos médecins mettaient en œuvre un programme médical et nutritionnel destiné à aider les individus mourant de faim dans le pays. Nous nous sommes heurtés à de tels murs de bureaucratie que nous avons dû quitter le pays, non sans frustration. Notre expérience la plus bouleversante aura été d'aider 600 enfants dont l'origine nous est restée mystérieuse. La plupart des enfants arrivaient dans nos centres thérapeutiques de nutrition accompagnés de leurs mères. Ils étaient affamés, mais ils avaient une famille pour s'occuper d'eux. Toutefois au cours des dix mois durant lesquels nous avons travaillé dans deux hôpitaux de la ville de Pyongsong, dans la province du Sud Pyongan, nous avons constaté à plusieurs reprises l'arrivée de groupes d'enfants sans parents – nous en avons compté 600. Leur état nutritionnel était pire que celui des autres. Ils souffraient de graves maladies de peau qui laissaient penser qu'ils avaient été exposés aux intempéries. Ils arrivaient ensemble et, curieusement, repartaient ensemble, après une semaine ou deux de traitement.

Étaient-ce des enfants de la rue ? J'avais déjà aperçu des enfants comme eux, à travers les vitres des trains et des voitures : des bandes de 10 ou 20, debout devant des usines désaffectées ou des gares. Avaient-ils été abandonnés à la vie de la rue après que leurs

parents étaient morts de faim ? Le personnel médical restait silencieux sur leur origine. Où iraient-ils après avoir bénéficié de nos soins ? Dans des écoles de rééducation ? Ces gosses étaient clairement tombés en dehors du système.

Les autorités de Pyongyang ont nié l'existence de ces enfants. Lorsque nous avons suggéré qu'il s'agissait sans doute d'enfants de la rue, les responsables nous ont sèchement répondu que le gouvernement prenait soin de tous les enfants. Nous avons annoncé que nous étions prêts à lancer de nouveaux projets, avec de nouveaux financements pour les aider. Le gouvernement a cyniquement utilisé ses enfants affamés. Au début, ils représentaient une preuve de l'existence de la famine, donc ils étaient utiles pour apitoyer les visiteurs internationaux. Mais lorsque nous avons effectivement essayé de leur porter secours, le gouvernement a rejeté notre offre. Selon lui, les gens avaient faim à cause des inondations et pas à cause de l'effondrement économique.

Pour autant que je sache, la situation économique n'a pas changé depuis deux ans. Alors, qu'en est-il de ces enfants ? Combien en reste-t-il aujourd'hui ? Sont-ils vivants ou morts ? L'aide que nous aurions pu leur apporter a été refusée afin de protéger l'image d'un monde communiste parfait. Médecins Sans Frontières est prête à travailler de nouveau en Corée du Nord, mais nous devons avoir accès à ceux qui ont besoin de notre aide. J'espère que cette rencontre Nord-Sud permettra une réelle ouverture.

Après le retrait de MSF de Corée du Nord, une équipe de MSF France composée de Pierre Salignon, responsable de programme, Sophie Delaunay, coordinatrice en Chine et Marine Buissonnière, responsable des programmes à Tokyo, continue à suivre l'évolution de la situation. Ils rassemblent des informations auprès des réfugiés et des réseaux d'organisation d'aide avec lesquels ils collaborent sur la frontière sino-coréenne pour porter secours aux réfugiés nord-coréens en Chine. Fiona Terry, directrice de recherche à la Fondation MSF France, reprend le travail de François Jean¹⁵  et soutient l'équipe en menant un travail de recherche sur l'aide internationale à la Corée du Nord. Elle donne également des interviews à la presse.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 29 septembre 2000 (en français).

Extrait :

La Corée du Nord (Jean-Hervé Bradol [Directeur des opérations], Fiona Terry)

En 1998, MSF a décidé d'interrompre son activité en Corée du Nord car il est apparu que l'aide apportée n'arrivait pas à ceux qui en avaient le plus besoin et que ces détournements résultaient du système mis en place par le gouvernement. Depuis, la situation du pays ne semble guère s'être améliorée : les estimations évaluent les victimes de la famine à plusieurs centaines de morts par an, et l'équilibre géopolitique n'est pas favorable à un changement de régime. En raison de la gravité de la situation, MSF a voulu explorer de nouvelles pistes pour tenter de faire quelque chose à partir de la Chine, du Japon ou de la Corée du Sud.

Jean-Hervé Bradol : c'est finalement à partir de réseaux commerciaux chinois que nous avons pu repérer des possibilités pour participer à l'envoi de toutes petites quantités de

15. Décédé en décembre 1999.

nourriture ou à l'aide apportée aux réfugiés. Il existe en effet un micro-réseau autour de la frontière chinoise qui présente la caractéristique d'être facilement franchissable sur quelques centaines de kilomètres. Dans cette zone chinoise, les communautés bénéficient d'une forte autonomie politique qui se conjugue à une reconversion économique rapide, elle-même accompagnée d'une intense activité mafieuse. On évalue à 100-150 000 le nombre de réfugiés nord-coréens dans cette région. Ils sont regroupés en trois catégories qui font l'objet d'un traitement différencié : les enfants sont les plus facilement accueillis, intégrés dans des formes d'orphelinat, ils peuvent être inscrits « au noir » à l'école ; les travailleurs manuels sont intégrés à la main-d'œuvre locale et les femmes sont « mariées » à des Chinois ; les intellectuels qui sont perçus comme dangereux sont éloignés de cette zone, voire envoyés dans d'autres pays.

Ces micro-réseaux d'aide sont essentiellement des réseaux d'obédience protestante et il ne faut pas écarter de l'analyse qu'un de leurs objectifs est de procéder à une évangélisation large... Le religieux est aussi un marché, et, d'ailleurs, pour pouvoir célébrer une messe à Pyongyang, un évêque a dû payer 150 000 dollars. Au-delà de cet aspect mercantile ou moral, il a aussi fallu se rendre compte que, pour beaucoup des personnes que nous avons rencontrées, l'idéologie religieuse a servi d'outil de résistance en remobilisant et en redonnant du sens à la solidarité. Ainsi pour eux, la liberté et la pratique religieuse sont des équivalents et ils comprennent mal pourquoi en France les églises sont peu fréquentées alors que rien ne l'interdit.

Ceci dit, dans le contexte chinois, il s'agit plus d'une tolérance, épisodiquement pondérée par des rafles qui renvoient les Coréens en Corée du Nord et qui punissent financièrement leurs appuis sino-coréens. Le HCR n'arrive pas à prendre place dans la région car il reste enfermé dans un débat avec les autorités chinoises qui ne veulent voir dans les Coréens du Nord que des migrants économiques et surtout pas des réfugiés. Pour l'instant, MSF effectue de petites aides financières aux micro-réseaux protestants, avec toutes les contradictions que cela nous pose, mais surtout on essaie de multiplier les visites pour mieux comprendre ce qui se passe et qui n'est pas facilement évaluable vu le caractère clandestin de ces actions.

Fiona Terry : je rentre d'une visite de quinze jours dans ces réseaux chrétiens ; on peut estimer que, dans la hiérarchie des personnes actives que nous avons rencontrées, la volonté d'aider les Nord-Coréens est supérieure à celle de les évangéliser. De ce fait, une proposition en cours d'étude vise à donner des formations médicales ponctuelles (un médecin qui resterait trois semaines tous les trois mois) et à soutenir financièrement l'approvisionnement en nourriture. Le volet de formation permettrait d'établir des liens pratiques, de tester les possibilités de travailler ensemble et aussi de continuer de documenter le système de l'aide en Corée du Nord.

Marc Le Pape : je m'inquiète et je me demande si nos interlocuteurs qui ont la Bible à la main n'effectuent pas une discrimination religieuse entre les chrétiens et les non-chrétiens.

Fiona Terry : nous ne sous-estimons pas ce risque car il est réel et se voit surtout dans le favoritisme à l'égard des Coréens contre les Chinois, alors que ce ne sont pas forcément les plus démunis.



« Une organisation questionne les motivations cachées de l'aide à la Corée du Nord », Ko Hirano, *The Japan Times*, 10 mars 2001 (en anglais).

Extrait :

[Directrice de recherche à la Fondation MSF France, Fiona] Terry a cependant affirmé que l'aide est plus destinée à permettre au Japon de normaliser ses rapports avec la

Corée du Nord qu'à alléger les restrictions alimentaires dans le pays, sauf si Tokyo est capable d'« évaluer de manière indépendante les besoins de la population, de fournir l'aide directement aux gens, et de contrôler et évaluer l'impact de cette aide. »

Depuis 1992, Tokyo et Pyongyang ont organisé un certain nombre de rencontres consacrées à l'ouverture de liens diplomatiques, la plus récente s'étant tenue en octobre. Mais les deux parties restent diamétralement opposées sur plusieurs questions, dont la demande, formulée par Pyongyang, d'excuses et de compensations de la part du Japon pour sa domination coloniale sur la péninsule coréenne. De son côté, Tokyo a demandé que des mesures soient prises concernant des allégations selon lesquelles des agents nord-coréens auraient enlevé un certain nombre de Japonais dans les années 1970 et 1980.

Un responsable du gouvernement japonais a déclaré que le Japon ne pouvait pas grand-chose pour assurer le suivi de ses distributions de riz, parce que Tokyo et Pyongyang n'avaient pas de relations diplomatiques.

« Mais nous pensons qu'il est nécessaire d'enquêter sur la manière dont notre aide sera, dans un futur proche, distribuée en Corée du Nord », a-t-il indiqué sans donner plus de détails.

Terry, de nationalité australienne, a expliqué que MSF, lauréate du prix Nobel de la Paix, s'était retirée de Corée du Nord en 1998, parce que le gouvernement nord-coréen ne respectait pas sa volonté de travailler en direct avec les locaux.

« Nous voulons voir des patients, pouvoir évaluer quels sont leurs besoins et aider les médecins (nord-coréens). Mais nous n'avons jamais été en mesure de le faire », a-t-elle rappelé. « Nous ne sommes pas intéressés par la simple livraison de médicaments à des hôpitaux. C'est le contact qui nous intéresse. »

Terry a expliqué que lorsque les équipes de MSF questionnaient les médecins nord-coréens, ces derniers semblaient se contenter de répéter ce qu'on leur avait demandé de dire, *via* des interprètes officiels.

« Si nous abordions un sujet qui contrariait le gouvernement (nord-coréen), ils ne traduisaient tout simplement pas », a-t-elle ajouté.

« J'aimerais voir le gouvernement japonais s'efforcer un peu plus de comprendre ce que la notion d'"humanitaire" signifie. »



Très vite, nous nous rendons compte, après la mission à Séoul et sur la frontière en été 1998, que l'essentiel de notre activité – si nous devons en avoir une – se déroulera auprès des réfugiés. Il est trop difficile d'avoir une visibilité sur les actions menées en Corée du Nord. Nous continuons à les explorer pour la forme, mais nous savons que nous ne serons jamais complètement à l'aise avec une telle approche. Il y a deux terrains, la Chine et le Japon, à partir desquels nous essayons d'explorer des alternatives opérationnelles. Des ONG japonaises sont impliquées dans l'aide aux réfugiés nord-coréens. Au niveau du Japon et de la Chine, nous essayons d'explorer d'éventuelles voies opérationnelles. À plusieurs reprises, je suis amenée à aller rencontrer des partenaires jusqu'en Corée du Sud parce que l'essentiel des réseaux est en Corée du Sud. Au niveau de Paris, le travail de François [Jean] relayé ensuite par Fiona [Terry] est de documenter, de favoriser la prise de parole. Comme nous allons souvent sur la frontière, nous interviewons des réfugiés, et dès que nous avons des éléments, nous les envoyons à Paris pour alimenter leurs travaux de recherche. Pendant l'hiver, nous emmenons Fiona avec nous sur la frontière. À ce moment-là, nous sommes très en phase.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).



Après le retrait, on se demande comment rebondir. Il y a des discussions avec François Jean sur l'éventualité d'écrire un article de synthèse. Puis progressivement, entre fin 1998 et début 1999, on se dit qu'on va essayer de travailler sur l'extérieur, poursuivre le travail vers la Chine. Petit à petit, des contacts sont pris avec d'autres ONG au Japon, et cela va nous amener à intervenir avec la Corée du Sud, de la Thaïlande, du Cambodge. Sophie et Marine ont tout fait. Elles ont été très créatives dans le domaine opérationnel.

Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme, octobre 1997-décembre 2004, directeur général, janvier 2004-novembre 2007 (en français).

En juin 2001, les autorités chinoises lancent une importante opération de répression contre les réfugiés nord-coréens, traquant et rapatriant de force des milliers d'entre eux. En juillet 2001, tout en continuant à dénoncer la manipulation de l'aide internationale par le régime nord-coréen, MSF en appelle au gouvernement chinois pour qu'il cesse les rapatriements forcés et autorise la mise en œuvre de secours aux réfugiés.



« Criminels... tels des rats en fuite », Jonathan Watts, *The Guardian* (Royaume-Uni), Tokyo, 23 juillet 2001 (en anglais).

Extrait :

Les personnels humanitaires qui ont secrètement aidé les réfugiés nord-coréens affamés ont mis fin à leur silence pour protester contre les mesures énergiques prises par la Chine et qui menacent la vie de dizaines de milliers de réfugiés le long de la frontière entre les deux pays.

Au cours des six dernières années, de nombreux Nord-Coréens ont fui une famine que l'on estime à l'origine de la mort de plus d'un million de personnes. La Chine, qui maintient des relations cordiales avec le régime de Pyongyang, les traite comme des immigrants illégaux. Cela a contraint les institutions religieuses, les familles sino-coréennes et les ONG internationales à se cacher pour fournir leurs nourriture, vêtements, médicaments et refuges.

Ces opérations clandestines subissent une pression intense depuis juin, depuis que la Chine a lancé sa campagne « Frapper fort », qui se manifeste par une nette augmentation des amendes et arrestations des personnels humanitaires et de rapatriements de réfugiés, qui pour la plupart risquent la mort ou l'emprisonnement.

Vu la dégradation quotidienne de la situation, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières est sortie de sa discrétion pour signifier sa « profonde inquiétude » vis-à-vis de l'attitude des autorités chinoises.

« Ce que nous avons vu et entendu, c'est qu'une nouvelle politique met en danger un grand nombre de personnes, et empêche quasiment toute possibilité d'aide discrète, jusque-là menée par les réseaux locaux », a déclaré un volontaire [membre] MSF qui venait de se rendre à la frontière [...].

Cette perspective a fait naître un climat de terreur parmi les réfugiés.

« Les gens sont terrorisés. Ils ont peur de parler, peur de se rencontrer », a ajouté le volontaire MSF.

« Les mesures de répression signifient pour eux qu'ils doivent se cacher encore plus – ils ne peuvent pas aller travailler, ils ne peuvent même pas sortir mendier. En plus de cela, ceux qui leur apportent de l'aide sont mis sous pression, ils n'ont plus de choix. »

On ne sait pas pourquoi la Chine a choisi ce moment précis. Une explication possible serait qu'elle craint une recrudescence de réfugiés le long des 900 kilomètres de frontière, alors que les conditions se détériorent.

On estime le nombre de réfugiés nord-coréens en Chine entre 10 000 et 500 000. Selon MSF, il s'élèverait probablement autour de 200 000.



« La Chine intensifie le rapatriement des réfugiés nord-coréens », John Pomfret, **The Washington Post** (États-Unis), 23 juillet 2001 (en anglais).

Extrait :

Le rapport [de MSF], qui relate des déclarations de réfugiés, souligne que ceux qui sont renvoyés en Corée du Nord risquent des représailles allant de l'« interrogatoire, la rééducation et l'emprisonnement à la peine capitale ».

Le rapport indique que la campagne de rapatriement a culminé après qu'une famille nord-coréenne de sept personnes a cherché refuge au bureau de l'agence des Nations unies pour les réfugiés à Pékin, le mois dernier. Sous la forte pression internationale, la Chine a autorisé la famille à quitter le pays pour la Corée du Sud. La Chine a pris cette décision juste avant la victoire de sa candidature à l'organisation des jeux Olympiques d'été 2008, suscitant les spéculations sur ses motifs, qui pourraient être d'éteindre les critiques sur ses dérives concernant les droits de l'homme.

On ne sait pas combien de personnes ont été rapatriées depuis que la campagne a commencé en mai. L'organisation les estime à plusieurs milliers.

« Les réfugiés et les personnels humanitaires rapportent une augmentation du nombre d'arrestations et de rapatriements forcés depuis le début de la campagne », mentionne le rapport. « Un résident d'une des villes frontalières rapporte que tous les deux jours, 50 personnes sont rapatriées là-bas, alors qu'auparavant il ne s'agissait que d'une vingtaine par semaine. »

Des dizaines de milliers de Nord-Coréens ont fui vers la Chine, la plupart à la recherche de nourriture. Une famine principalement causée par de mauvaises politiques agricoles et économiques ravage la Corée du Nord depuis 1994, et a déjà tué un à deux millions de personnes, sur une population totale de 22 millions.

L'année dernière, la Chine a rapatrié de force une autre famille nord-coréenne, faisant fi de la menace de poursuite exprimée par les responsables du HCR au cas où la famille serait renvoyée chez elle. Les responsables ont accusé Pékin de violer la convention des Nations unies protégeant les réfugiés, dont la Chine est signataire.

Médecins Sans Frontières s'est retirée de Corée du Nord au début de l'année 2000 [erreur : le retrait a eu lieu en 1998] après s'être vu refuser l'accès à certaines des populations les plus pauvres de Corée du Nord. Plusieurs organisations humanitaires occidentales ont affirmé que le gouvernement nord-coréen refusait de distribuer l'aide aux individus qui en ont le plus besoin, et la réservait au contraire aux familles liées au Parti des travailleurs coréens, actuellement au pouvoir, aux militaires et aux ouvriers, considérés comme essentiels au maintien du régime de Kim Jong-Il.

Certaines organisations humanitaires ont souligné le fait que les gouvernements occidentaux s'étaient montrés réticents à critiquer ces pratiques, car leur souci principal restait le maintien par la Corée du Nord de son moratoire sur ses essais de missiles. En 1998, la Corée du Nord avait lancé une fusée dans l'espace aérien japonais, déclenchant une inquiétude grandissante sur son éventuel programme de mise au point de missiles balistiques intercontinentaux. La Corée du Nord était également suspectée de travailler à la création d'une ogive à tête nucléaire.

Citant les commentaires de témoins et les interviews réalisées dans la région, le rapport de Médecins Sans Frontières explique que des affiches posées ce mois-ci dans la ville frontalière de Longjing avertissent la population qu'elle serait sévèrement punie si elle apportait de l'aide aux réfugiés nord-coréens. Il affirme également que la police a dressé des checkpoints afin de repérer les personnes dans les minibus et les taxis, qu'elle est entrée dans les usines et autres lieux de travail pour procéder à des contrôles d'identité, et s'est livrée à du porte-à-porte pour vérifier les permis de résidence.

Toujours selon ce rapport, les « Nord-Coréens vivent dans la peur constante d'être pris dans le filet de la traque systématique, des arrestations et de la politique de rapatriement. La population chinoise est encouragée par la perspective de récompenses à rapporter la présence de Nord-Coréens », ajoute-t-il, précisant que le montant des amendes pour aider des réfugiés vont de 500 à 4 000 dollars.



« La Chine accélère les rapatriements de Nord-Coréens », Mark O'Neil, **The South China Morning Post** (Hong Kong), Pékin, 25 juillet 2001 (en anglais).

Extrait :

Le gouvernement de la province de Jilin, au nord-est de la Chine, a intensifié les rapatriements de force dans le cadre de sa campagne « Frapper fort », et a refusé l'offre d'aide humanitaire, a déclaré Médecins Sans Frontières (MSF) hier (mardi) [...].

Dans une interview donnée à Pékin, un membre de MSF de retour du Nord a indiqué que ce mois-ci son organisation, inquiète de l'état de santé des Nord-Coréens qui sont réfugiés dans la province de Jilin, avait pour la première fois demandé aux autorités de leur fournir une assistance.

« Il était difficile d'obtenir des rendez-vous pour parler de ce sujet. Quand ces rencontres avaient lieu avec les responsables de la santé publique, des affaires civiles et des affaires étrangères, ils disaient qu'il n'y avait pas de Nord-Coréens là-bas et par conséquent pas de problème. »

« Ils connaissent les rapports dans la presse internationale et accusent cette dernière de mentir », a-t-il ajouté.

MSF opère dans six provinces et régions chinoises, avec environ 30 expatriés et 120 employés locaux. « Nous sommes chaleureusement reçus partout, sauf à Jilin », explique-t-il.

Fin juin, la Chine avait autorisé une famille de sept Nord-Coréens qui avaient trouvé refuge dans le bureau de Pékin du UNHCR à quitter la Chine pour se rendre en Corée du Sud *via* Singapour. Cela avait engendré l'espoir de voir Pékin changer sa politique et considérer les Nord-Coréens comme des réfugiés politiques, mais les responsables avaient plus tard déclaré que cela ne pouvait constituer un précédent et que la politique de rapatriements forcés restait en vigueur.

Le volontaire MSF a indiqué qu'après le départ de cette famille, les autorités de Jilin avaient augmenté le rythme de ces rapatriements, dans le cadre de la campagne « Frapper fort », avec des arrestations, des fouilles de porte-à-porte et des amendes infligées aux travailleurs humanitaires, dont la majorité sont des Sino-Coréens chrétiens et bouddhistes.

[...] En une nuit, fin juin, 4 000 personnes, dont des Nord-Coréens et des migrants chinois illégaux, ont été arrêtées dans la ville de Yanji.

« Ces deux dernières années, nous ne voulions pas trop parler de cela, afin de protéger à la fois les travailleurs humanitaires et les réfugiés. Mais notre silence a été vain. Il est inacceptable de poursuivre les Nord-Coréens affamés et de les renvoyer. La peine minimale qu'ils encourent est d'un mois d'emprisonnement et d'interrogatoires, et peut

s'étendre à de longues peines ou à la mort si on découvre qu'ils ont des contacts avec des chrétiens ou des Sud-Coréens, qui sont tous considérés comme des "espions". La Chine ne peut pas leur donner le statut de réfugiés. Si elle le faisait, il lui faudrait reconnaître l'échec du système nord-coréen », a-t-il expliqué.

Médecins Sans Frontières s'est retirée de Corée du Nord en septembre 1998, après y avoir travaillé pendant trois ans, parce qu'elle était en désaccord avec la distribution de son aide, selon elle essentiellement attribuée aux membres du Parti des travailleurs au pouvoir, à l'armée ou aux hauts responsables, et non aux populations les plus vulnérables à qui elle était pourtant destinée.



« La famine manipulée en Corée du Nord », Philippe Grangereau, *Libération* (France), 30 juillet 2001 (en français).

Extrait :

Les Nord-Coréens continuent de mourir de faim en dépit de l'aide internationale massive que livrent les Nations unies au gouvernement de Pyongyang, car celui-ci détourne une partie de cette aide en menant les organisations internationales par le bout du nez. Ce sont les conclusions de la directrice de recherches de Médecins Sans Frontières (MSF), Fiona Terry, qui les a communiquées à *Libération*.

Afin de découvrir ce qui se passe au pays du « Grand Leader », où le régime refuse toute enquête indépendante, MSF a mené une étude plusieurs semaines durant en Chine, juste de l'autre côté de la frontière nord-coréenne, où se sont réfugiés entre 100 000 et 200 000 Nord-Coréens fuyant la faim et la répression. Fiona Terry s'appuie sur ces témoignages pour décrire le quotidien de la dernière dictature du monde se réclamant encore du stalinisme : « Les Mercedes de l'élite nord-coréenne sillonnent Pyongyang, tandis que les citoyens ordinaires en sont réduits à creuser les pelouses des boulevards à cinq voies, à la recherche de racines et d'herbes comestibles. Le système de distribution public, dont dépendent les trois quarts de la population, ne fournit de ration qu'aux dates importantes, tels les anniversaires de Kim Il-Sung et Kim Jong-Il, et laisse les gens se débrouiller le reste du temps. Les témoignages de Nord-Coréens réfugiés en Chine recueillis par des organisations locales suggèrent, par extrapolation, que quelque 3,5 millions de personnes seraient mortes de faim et des maladies liées à la famine de 1995 à 1998. »

Choc

La situation s'est à peine améliorée depuis. « Les réfugiés parlent toujours de gens mourant de faim, mais avec une fréquence moindre, rapporte la représentante de MSF. Ils expliquent que les plus faibles – les vieux, les très jeunes et les malades – sont déjà morts, ce qui laisse moins de bouches à nourrir avec le peu qui est disponible... Imaginez le choc si nous découvrons un jour qu'il n'y a pas 23 millions de Nord-Coréens, comme le gouvernement l'affirme, mais seulement une quinzaine de millions, comme le pensent certains ex-officiels nord-coréens qui ont fui en Chine. »

MSF a quitté la Corée du Nord en 1998, après quatre ans de travail, imité par Médecins du Monde, Action contre la faim et Caritas. Pour ces ONG, l'aide alimentaire n'allait pas aux plus démunis : « Nos équipes se sont rendu compte que le régime mettait en scène tout ce qu'il voulait que les travailleurs humanitaires voient : des orphelins mal nourris lorsqu'ils désiraient une augmentation de l'aide alimentaire, et des enfants bien-portants pour rassurer les donateurs sur l'efficacité des actions entreprises » raconte MSF. Ce genre de manipulations persiste. « Certains réfugiés affirment avoir transporté de la nourriture depuis des entrepôts militaires jusqu'à des nurseries juste avant l'arrivée

d'une visite d'inspection de l'ONU. D'autres disent avoir été mobilisés pour participer à des travaux de terrassement dont l'objet était d'aggraver l'effet des inondations en prévision d'une visite d'inspection onusienne... » Selon la thèse officielle en effet, la famine est provoquée exclusivement par des « catastrophes naturelles ».

Darwinisme social

La représentante de MSF explique en outre « avoir compris que Pyongyang divise sa population en catégories perçues comme loyales ou utiles au régime, et d'autres jugées hostiles ou inutiles dont il estime pouvoir se passer ». Une forme de darwinisme social extrême qui n'étonne plus Fiona Terry : « Kim Jong-Il a même déclaré publiquement en 1996 qu'il suffirait que 30 % de la population survive pour reconstruire une société victorieuse. »

Mais comment expliquer le silence et la passivité des organisations onusiennes telles que le Programme alimentaire mondial (PAM), qui fournit un million de tonnes de nourriture par an à la Corée du Nord, faisant de ce pays l'un des plus assistés du monde ? Le PAM est officiellement supposé depuis plusieurs années subvenir aux besoins des 8 millions de Nord-Coréens jugés les plus vulnérables. Mais nombre de réfugiés interrogés par MSF disent n'en avoir jamais bénéficié. « Personne ne sait ce que devient cette aide » affirme MSF. Le PAM avait déjà été montré du doigt en juin par le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à la nourriture, Jean Ziegler, qui affirmait que la majeure partie de l'aide fournie de 1995 à 2000 a été « détournée par l'armée, les services secrets et le gouvernement nord-coréen ». « L'affirmation concernant le détournement de l'aide, avait rétorqué la porte-parole du PAM, Catherine Bertini, est « sans fondement et ne correspond pas à ce que nous observons sur place ».

« Bien que leur aide soit qualifiée d'*humanitaire*, les gouvernements donateurs et les organisations d'aide ont mis la Corée du Nord sous perfusion pour des raisons politiques, économiques et diplomatiques » maintient MSF. « Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud souhaitent éviter une implosion du régime qui pourrait conduire à une action militaire ou provoquer une hémorragie de réfugiés en Chine et en Corée du Sud. » Pour la directrice de recherches de MSF, « si le but de toute aide humanitaire est bien de sauver des vies, confier sa distribution à un pouvoir coupable de persécuter les souffrances en fait un élément du système d'oppression ».

« Rats »

Ceux des Nord-Coréens qui échappent à la famine en se réfugiant en Chine ne sont pas tirés d'affaire. MSF constate que le gouvernement chinois, allié de Pyongyang a accéléré depuis quelques semaines le rapatriement forcé de ces réfugiés qu'il pourchasse en les assimilant à des « criminels ». Un tract policier incitant à la délation, affiché le 21 mai, les compare à « des rats courant les rues ». Pékin, qui les qualifie au mieux de « migrants économiques », refuse de leur accorder un statut de réfugié.

Les reconductions à la frontière sont passées en moyenne de 10 à 25 par jour ces dernières semaines. Les rapatriés risquent l'interrogatoire, le camp de rééducation, la prison, voire le peloton d'exécution. « Nous avons demandé expressément au gouvernement chinois à la mi-juillet l'autorisation de porter assistance à ces réfugiés nord-coréens en Chine », rapporte le responsable de programmes de MSF Pierre Salignon. « Nous attendons sa réponse. »



« Dire que l'aide est détournée, c'est faux », Interview de Catherine Bertini, directrice générale du Programme alimentaire mondial, par Pierre Haski, correspondant à Pékin, *Libération* (France), 30 juillet 2001 (en français).

Extrait :

De passage à Pékin à son retour de Corée du Nord, Catherine Bertini, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), chargée d'acheminer l'aide, a souligné qu'avec la sécheresse qui a sévi, il n'y aurait aucune amélioration de la situation alimentaire du pays cette année, même si, individuellement, les bénéficiaires de l'aide se portent mieux.

Le mois dernier, toutefois, Médecins Sans Frontières (MSF), sur la base des témoignages de réfugiés parvenus en Chine, avait affirmé que l'aide n'arrivait pas à ses destinataires et que le PAM se montrait complice du « système d'oppression » nord-coréen (*Libération* du 30 juillet). Dans une interview à *Libération* à Pékin, Catherine Bertini a défendu son action et affirme que l'aide alimentaire qui passe par le PAM parvient bien à ses destinataires. [...]

[Bertini] - Si ceux-ci ne recevaient pas la nourriture, ils seraient en mauvais état. Or ils sont en raisonnablement bonne santé et vont davantage à l'école qu'il y a deux ou trois ans.

- Mais vous devez quand même indiquer à l'avance où vous allez. Ce n'est pas le cas dans d'autres opérations du PAM.

- Oui, nous le faisons, le gouvernement ne nous permet pas l'accès que nous avons dans d'autres pays. Je ne dirai jamais que notre système de vérification fonctionne comme nous le souhaiterions, ce n'est pas le cas. Mais, de là à dire que, pour cette raison, l'aide est détournée, c'est faux.

- Pourquoi accepter ces conditions du gouvernement nord-coréen ?

- Si vous n'acceptez pas, vous ne pouvez pas nourrir les enfants. Or c'est notre mission. Notre objectif, depuis le début de notre opération en 1995, est d'assurer à chaque enfant nord-coréen la possibilité de grandir.

- MSF parle de manipulations, de mises en scène...

- Nous voyons beaucoup d'endroits. Nous avons cessé d'envoyer de l'aide dans les hôpitaux parce que nos contrôleurs avaient le sentiment de mises en scène lorsqu'ils y allaient. Mais on ne peut pas parler de mises en scène quand nous retournons dans les mêmes écoles et voyons les progrès des enfants. Tout est-il toujours honnête et clair ? Sans doute pas mais nous sommes sûrs de parvenir à aider les gens dans les endroits où nous pouvons aller. Notre inquiétude est plutôt pour les districts où nous ne pouvons toujours pas aller, officiellement pour raisons de sécurité, soit 44 sur 211. Que s'y passe-t-il ? Nous ne le savons pas.

- N'y a-t-il pas contradiction entre les fortes dépenses militaires de ce régime et le fait qu'un tiers de sa population dépende de l'aide internationale ?

- Absolument, et c'est vrai de trop d'endroits dans le monde, pas seulement de la Corée du Nord. Mais si nous décidons que, parce que nous n'aimons pas leur budget militaire, nous n'allons pas les aider, c'est une position immorale.

- Votre position est donc que, quoi qu'ils fassent, tant qu'on peut nourrir les enfants, on a moralement raison ?

- Je dis simplement que l'idée que nous devrions laisser mourir de faim ces enfants parce que nous n'aimons pas ce gouvernement est une idée immorale. C'est une idée qu'aucun humanitaire ne défendra, ni d'ailleurs aucun humanitaire ou gouvernement de cette planète. Du Bangladesh au Canada, je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui m'ait dit : « Laissez mourir ces enfants parce que nous voulons que ce gouvernement change. »

Jamais. Et si les principaux donateurs (États-Unis, Japon, Corée du Sud) pensent que l'aide était détournée, vous croyez qu'ils continueraient à payer... Ce n'est pas le cas.

- Le gouvernement de Pyongyang prend-il, selon vous, la moindre mesure pour éviter d'être éternellement dépendant de l'aide alimentaire ?

- Non. La Corée du Nord restera dépendante de l'aide alimentaire dans un avenir prévisible.



« Le point sur MSF et la Corée du Nord », **Courriel** de MSF Pékin aux réseaux internes Corée du Nord de MSF Belgique et MSF Hollande, 3 août 2001 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Merci à tous pour votre intérêt et votre soutien sur la question de la Corée du Nord. Vous trouverez dans ce courriel un peu d'information de base sur notre stratégie concernant cette très sensible affaire de Corée du Nord, ainsi qu'un point sur les derniers développements, afin de faciliter la communication entre nous et vous faire partager « un peu de l'ambiance locale. »

Résumé des activités de MSF sur la question de la Corée du Nord depuis 1998

1. Depuis que MSF s'est retirée de Corée du Nord en 1998, des actions ont été entreprises par MSF Japon et MSF Chine pour identifier des alternatives, des moyens de porter secours et de continuer à documenter la situation sanitaire à l'intérieur du pays. Grâce à des contacts sur le terrain (à la frontière sino-coréenne) et dans la région (Japon, Chine, Corée du Sud, Thaïlande) nous avons progressivement rassemblé de l'information sur les conditions à l'intérieur de la Corée du Nord et sur la frontière et enquêté sur l'environnement général qui a conduit à la crise. Aujourd'hui cette activité est gérée par Sophie [Delaunay] (MSF Chine) et Marine [Buissonnière] (MSF Japon), sous la supervision de Pierre Salignon à Paris. Les informations collectées sont systématiquement transmises à Paris et Fiona Terry (MSF Fondation) est chargée du travail de recherche. Régulièrement, les témoignages des réfugiés sont remis à des journalistes fiables à Pékin, Tokyo ou Bangkok, mais jusqu'au mois de juin, nous n'avons pas considéré que MSF devait être citée dans la presse.

2. Le temps passant, nous en avons appris de plus en plus sur la situation du peuple nord-coréen, en particulier sur ceux qui essayent de fuir leur pays pour demander asile et assistance en Chine. Bien que la répression chinoise contre les réfugiés se soit continuellement manifestée ces trois dernières années, la nécessité de protéger les travailleurs humanitaires locaux et leurs bénéficiaires, combinée à l'opacité sur la frontière, a accentué la difficulté à aborder la question du rapatriement forcé et du manque d'accès humanitaire. À la suite de l'incident de Guilsu, fin juin 2001, des rumeurs se sont répandues au sujet d'une répression majeure sur la frontière sino-coréenne.

Nous avons pris la décision de nous rendre sur la frontière afin de :

- a. recouper les informations sur le nombre croissant de rapatriements forcés,
- b. présenter une demande officielle aux autorités locales chinoises pour pouvoir porter secours à cette population. Cette visite de terrain nous a fourni des preuves substantielles de la réalité de la répression qui frappe les réfugiés nord-coréens et de la poursuite de la traque. Les demandes faites au niveau officiel se sont révélées infructueuses, les autorités chinoises niant l'existence des réfugiés nord-coréens, et par conséquent la nécessité d'un quelconque engagement de MSF.

Circonstances et ampleur du positionnement public de MSF

Médias

Début juillet, nous avons présenté les résultats de notre enquête et proposé d'aborder la question publiquement et au nom de MSF. Paris a soutenu l'idée et les autres sections impliquées (Hollande et Belgique) ont donné leur accord à cette initiative.

La stratégie de communication suivante a donc été décidée :

1. Exprimer les inquiétudes de MSF concernant le manque d'accès aux réfugiés nord-coréens et les rapatriements forcés.
2. Cibler un groupe de journalistes fiables avec lesquels nous avons déjà travaillé sur ce sujet.
3. Afin de protéger les opérations en Chine, éviter de mentionner le nom des gens du terrain ou la nature de l'activité de MSF sur la frontière, mais plutôt exprimer la position générale de MSF.
4. Les interviews avec les journalistes choisis seraient données par Pierre, Fiona, Marine ou Sophie, qui sont les quatre personnes impliquées sur la question.
5. Les interviews radiophoniques impliquant la mention du nom de la personne seraient assurées par Pierre et Fiona à Paris.

Nous avons privilégié une approche progressive. Notre idée, pour une première étape, était de rendre notre message public de façon relativement modérée et contrôlée afin de pousser les Chinois au dialogue et éviter d'être expulsés aussitôt. Pour éviter autant que possible que notre message soit déformé, nous avons fait l'effort de briefer individuellement chaque journaliste identifié.

Les médias suivants ont rapporté les déclarations de MSF : *The Guardian*, *Asahi Shinbun*, *The Washington Post*, *The South China Morning Post*, *Libération*, *AFP*, *The Japan Times*, *the Chosun Ilbo*. Des articles restent à publier dans *Le Monde*, et *Sankei Shimbun* dans les jours à venir. Pierre a également donné quelques interviews à des radios. Pierre et Fiona ont été invités à une émission de télévision française, « Des racines et des ailes », qui sera diffusée en septembre.

Autres acteurs

Avant de lancer notre appel, nous avons rencontré le président de la fédération des organisations de charité chinoises à Pékin et lui avons demandé de nous aider à trouver un espace humanitaire. Il y travaille. L'UNHCR, l'Union européenne, l'ambassade de France et celle de Corée du Sud à Pékin ont également été approchées. Toutes ont fait part de leurs vives inquiétudes, mais n'ont montré aucune volonté de bouger (sauf l'Union européenne qui a proposé d'envoyer un mémo à Bruxelles). En parallèle à notre approche médiatique, la question devait être soulevée auprès de l'Union européenne à Bruxelles (Pierre Salignon et Alex Parisel) et à l'UNHCR à Genève (Pierre ou Fiona).

Cette semaine, Catherine Harper, de MSF États-Unis, a brièvement soulevé la question à New York à l'ambassadeur de Chine auprès du Conseil de sécurité des Nations unies. Un autre contact sera pris la semaine prochaine.

Impact de l'appel de MSF

Il n'y a pas eu encore d'impact direct ou indirect, de réaction de la part du gouvernement chinois. À Séoul, le ministre de la Réunification sud-coréen a exprimé son grand intérêt pour les déclarations de MSF et a souhaité partager notre information au sujet de l'utilisation de l'aide humanitaire à l'intérieur de la Corée du Nord. La presse a toutefois été assez réactive et quasiment chaque jour nous recevons des demandes d'information et d'interviews, principalement *via* les bureaux délégués de MSF.

Perspectives

Pour l'instant, nous ne nous sentons pas très à l'aise pour diffuser plus avant l'appel de MSF et prendre le risque de perdre le contrôle de notre message. Ceci pour les raisons suivantes :

1. Il est évident que les Chinois ont déjà reçu notre message.
2. Il semble que les médias intéressés par les questions de droits de l'homme soient prêts à soutenir et relayer le message de MSF. Ceci n'est évidemment pas une critique, mais la question des droits de l'homme est « épidermique » pour les Chinois, et l'aborder sous cet angle, c'est la vouer à l'échec. Jusqu'ici nous avons réussi à rester concentrés sur le souci humanitaire, qui est suffisamment fort et nous permet de continuer à demander le dialogue.
3. Avant de décider de renforcer nos déclarations publiques, nous aimerions avoir quelques semaines de pause pour approcher de nouveau les responsables chinois et tester leur capacité de réponse. S'il n'y a aucune amélioration, ni aucune perspective d'ici la fin août, nous suggérons de discuter entre nous d'une nouvelle stratégie de communication. Août étant la période des vacances, il sera toujours temps en septembre de frapper à nouveau. Nous vous tiendrons informés des prochains développements. N'hésitez pas à nous contacter par courriel. Nous partageons toutes les informations à ce sujet, mais pour éviter toute perte de temps, merci d'envoyer une copie de vos questions ou commentaires à chacune d'entre nous.

Bien à vous !

Marine et Sophie



« Nourrir le dictateur », Fiona Terry, directrice de recherche à MSF, *The Guardian* (Royaume-Uni), 6 août 2001 (en anglais).

Extrait :

Kim Jong-Il, le leader nord-coréen, a acheté pour 300 millions de livres d'armes à la Chine ce week-end. Pendant ce temps, chez lui, des millions d'individus meurent de faim.

La Corée du Nord, dernier bastion du stalinisme, est en proie à une crise économique qui a provoqué une famine dans de nombreuses parties du pays. Pourtant, le régime maintient le budget pour ses forces de défense fortes de 1,1 millions d'hommes. Pendant que des monuments, érigés pour le culte ridicule de la personnalité de Kim Jong-Il et de son défunt père, Kim Il-Sung, sont éclairés de toutes parts, des quartiers entiers de Pyongyang, la capitale-vitrine, sont sans électricité.

Les zones rurales ont abandonné les tracteurs et sont revenues à la traction animale pour les labours.

Les Mercedes Benz de l'élite dirigeante circulent dans les rues de la capitale, tandis que les citoyens ordinaires creusent pour trouver des racines et des plantes comestibles sur le bord des boulevards à cinq voies. Le système de distribution publique, dont dépendent les trois-quarts de la population pour se nourrir, ne fournit des rations qu'à l'occasion des dates « importantes » comme les anniversaires de Kim Il-Sung ou Kim Jong-Il.

Par extrapolation, des témoignages de réfugiés nord-coréens en Chine suggèrent qu'entre 1995 et 1998, jusqu'à 3,5 millions de personnes pourraient être mortes de faim ou de maladies associées à la faim. Les comptes-rendus de décès continuent de traverser la frontière, à une fréquence cependant moindre, désormais : les réfugiés disent que les plus faibles ont déjà péri – les plus âgés, les jeunes et les malades – laissant moins de bouches à nourrir avec la faible quantité de nourriture disponible.

Tout cela se passe alors que la Corée du Nord reçoit l'une des plus importantes allocations d'aide alimentaire dans le monde – près d'un million de tonnes par an. Cette nourriture,

canalisée par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, est théoriquement destinée aux 8 millions de Nord-Coréens les plus vulnérables : écoliers, femmes enceintes et qui allaitent, les personnes âgées et les malades. Pourtant, les réfugiés en Chine venant des provinces du Nord les plus touchées où le PAM concentre son aide prétendent qu'ils n'ont jamais reçu cette nourriture.

Que se passe-t-il avec l'aide alimentaire ? Personne ne le sait, pas même les organisations chargées de la distribuer, parce que le régime nord-coréen ne donne pas aux organisations humanitaires l'accès nécessaire pour s'assurer que l'aide parvient bien à ceux à qui elle est destinée. Toute l'aide passe par le système de distribution dirigé par le gouvernement, ce qui renforce concrètement un des instruments de contrôle principaux à sa disposition.

Les acteurs de l'aide sont autorisés à la « superviser », mais ils doivent annoncer leurs visites de contrôle une semaine à l'avance ; aucune visite à l'improviste chez les particuliers, maternelles ou écoles n'est permise. Les travailleurs humanitaires n'ont que très peu de contacts avec les Nord-Coréens ordinaires, puisqu'un traducteur du gouvernement les accompagne où qu'ils aillent, et ne traduit pas les questions considérées comme polémiques.

Médecins Sans Frontières (MSF) s'est efforcée de surmonter ces restrictions et de créer des conditions minimales pour travailler décemment en Corée du Nord entre 1995 et 1998, sans succès. Les équipes ont réalisé que le gouvernement fabriquait sur mesure ce qu'il voulait montrer aux personnels humanitaires : des enfants malnutris dans les crèches lorsqu'il désirait plus d'aide alimentaire, et des enfants bien nourris lorsqu'il fallait rassurer les bailleurs sur le fait que l'aide alimentaire était efficace.

Les témoignages de réfugiés corroborent cela : certains affirment avoir transporté de la nourriture depuis des entrepôts militaires vers des crèches avant une visite des Nations unies et d'autres racontent avoir été mobilisés, en prévision d'une inspection des Nations unies pour creuser dans certaines zones afin d'exagérer les dégâts causés par les inondations.

MSF a commencé à comprendre que le gouvernement nord-coréen classait sa population en fonction de la perception de sa loyauté et de son utilité vis-à-vis du régime, et que ceux jugés hostiles ou inutiles étaient laissés de côté.

En fait, en 1996, Kim Jong-Il a publiquement déclaré qu'il suffisait, pour reconstruire une société victorieuse, que seulement 30 % de la population survive. Face à l'impossibilité de diriger l'aide vers ceux qui en avaient le plus besoin, MSF s'est retirée.

Bien qu'ils qualifient leur aide d'*humanitaire*, les gouvernements et les organisations bailleurs de fonds maintiennent la Corée du Nord à flot pour des raisons politiques, économiques et diplomatiques. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud poursuivent une politique « d'atterrissage en douceur » destinée à éviter l'implosion d'un régime qui pourrait déclencher une action militaire ou un flot de réfugiés vers la Chine et la Corée du Sud. L'aide alimentaire a pour objectif d'ouvrir le dialogue et la confiance afin de tracer la voie vers une réunification contrôlée.

D'autres gouvernements, comme l'Australie, espèrent améliorer leurs relations avec le régime pour de futurs bénéfices commerciaux. La plupart des membres de l'UE – dont la Grande-Bretagne, qui a ouvert une ambassade à Pyongyang le mois dernier – ont rétabli des relations diplomatiques complètes avec le régime, conférant ainsi une légitimité à Kim Jong-Il et à sa clique.

Alors que l'engagement politique et diplomatique sont les seuls moyens de réellement influencer le régime, utiliser l'aide alimentaire pour le faire dans un pays rongé par la famine est répréhensible. L'objectif de l'aide humanitaire est de sauver des vies. La faire transiter *via* le régime responsable du système d'oppression, c'est renforcer ce système.



Des rafles de réfugiés nord-coréens se produisent régulièrement, et nous restons en veille sur ces questions. À certains moments, nous trouvons qu'il est important de réagir et nous en profitons pour aborder de nouveau la question de l'aide en Corée du Nord.

Fiona engage un énorme travail sur le PAM et nous essayons de montrer que l'aide de ce dernier est quasiment supérieure aux besoins et qu'il ne devrait donc pas y avoir de famine. Nous montrons que l'aide conjuguée du PAM, de la Chine, de tous les acteurs devrait largement suffire à nourrir toute cette population. Car tous les chiffres officiellement donnés sont tronqués, au dire des réfugiés que nous interviewons. Fiona se concentrera sur ce sujet pendant deux-trois ans. Finalement, pendant ces trois années, on ne prend pas la parole pour dénoncer directement la Corée du Nord. On considère qu'il n'y a plus rien à dire à la Corée du Nord, pas de leçon à donner, puisqu'on n'est même pas présent à l'intérieur. En revanche, on continue à donner des leçons au PAM parce qu'on documente l'aide. Le PAM nous dit qu'il apporte des millions. On lui répond qu'on a un réfugié qui vient de telle ou telle ville ou province où le PAM est censé avoir distribué de l'aide et que ce réfugié n'a rien reçu depuis trois mois. C'est le travail de Fiona de mettre en perspective les déclarations du PAM avec les déclarations des réfugiés, sur la base des interviews que nous récoltons.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).



Dans ces fameuses provinces où l'aide internationale est censée arriver en masse et atteindre les plus vulnérables, en tout cas sur le papier, on continue à recueillir des témoignages de personnes qui n'ont vu de l'aide internationale que celle qu'ils ont portée dans les stocks pour les besoins de l'armée. Les organismes des Nations unies et certains humanitaires ont clamé avoir porté assistance aux plus vulnérables, que ce soit dans les jardins d'enfants, les maternités, les hôpitaux, aux personnes âgées, enfin à toutes les catégories vulnérables. Mais cette assistance-là n'a pas atteint ceux qui sont sortis en Chine, c'est une évidence.

Nous avons eu à moult reprises, nous-mêmes, mais aussi d'autres personnes à MSF, des échanges avec Catherine Bertini, responsable à l'époque du PAM, et avec différents responsables du PAM à différentes échelles. Ils nous ont expliqué que les plus vulnérables étaient atteints puisqu'ils [le PAM] alimentaient telle ou telle structure dans lesquelles ceux-ci étaient censés se trouver. Nous sommes alors retournés les voir avec une liste d'interviews de réfugiés venant de tel et tel endroit, censés être des endroits couverts par le PAM, en leur disant que ces réfugiés n'avaient rien reçu. Avec les gens du PAM, nous sommes arrivés très vite à une discussion surréaliste. Quand nous leur avons montré les noms des institutions dans lesquelles l'aide du PAM était censée officiellement être distribuée, nous nous sommes rendu compte qu'ils n'avaient pas de liste des institutions qu'ils étaient censés couvrir. D'ailleurs, à ma connaissance, jusqu'à très récemment, ils ne l'avaient toujours pas. Dans ces conditions, il est difficile de dire que les plus vulnérables sont atteints et de savoir où va l'assistance. C'est problématique !

Nous avons fait analyser par Epicentre les résultats de la fameuse enquête nutritionnelle de l'Unicef-PAM en 2002, en Corée du Nord. Nous voulions repérer les éventuels biais méthodologiques. Nous sommes retournés voir l'Unicef et le PAM avec ces éléments pour essayer d'avoir une discussion de fond sur notre compréhension de la situation nutritionnelle en Corée du Nord. À l'arrivée dans le bureau de la responsable, dès le premier élément soulevé, elle nous a arrêtés tout de suite en nous disant que nous avons sûrement raison sur l'ensemble des éléments, parce que finalement, leur enquête n'avait été entreprise qu'à des fins de com-

munication, qu'elle n'était pas basée sur une réalité épidémiologique. Nous avons donc eu une discussion presque philosophique sur l'utilité de procéder de cette manière. Elle nous a expliqué qu'ils se réconciliaient avec l'idée de ne pas atteindre les plus vulnérables, en « se convainquant » que plus il y avait d'aide, plus ce qui n'est pas utilisé par les autorités en temps normal avait des chances d'arriver aux plus vulnérables.

*Marine Buissonnière, MSF Japon, directrice des programmes
avril 2000-septembre 2001, MSF France, co-coordinatrice en Corée du Sud,
février 2002-novembre 2003 (en français).*

En 2002, MSF France étend son programme d'assistance aux réfugiés nord-coréens qui fuient la Chine vers d'autres États asiatiques, pour rejoindre la Corée du Sud. L'équipe MSF ouvre un bureau à Séoul, en Corée du Sud. Elle continue de partager ses informations sur la situation des réfugiés avec les correspondants de la presse internationale basés à Séoul, Pékin et Tokyo, et à faire du lobbying sur tous les fronts possibles.

Le 2 mai 2002, Sophie Delaunay, la co-coordinatrice de MSF France en Corée du Sud, présente à la commission des Affaires étrangères sur l'Asie et le Pacifique du Congrès des États-Unis un témoignage sur le sort des Nord-Coréens en Corée du Nord et en Chine.



« Corée du Nord : la situation humanitaire et les réfugiés », **Témoignage** de MSF devant la commission des Affaires étrangères sur l'Asie et le Pacifique du Congrès des États-Unis à Washington, par Sophie Delaunay, coordinatrice de MSF pour la Corée du Nord, 2 mai 2002 (en anglais).

Extrait :

La compréhension qu'a MSF de la situation humanitaire en Corée du Nord se base sur des informations fournies par les sources suivantes :

- des réfugiés nord-coréens en Chine,
- des Nord-Coréens qui ont fait défection dans des pays tiers,
- des travailleurs humanitaires qui fournissent une aide à travers la frontière.

Le manque d'accès des populations nord-coréennes les plus vulnérables à l'aide internationale

En octobre 2001, j'ai raconté à un réfugié nord-coréen comment MSF avait fourni de l'aide à la Corée du Nord. Après m'avoir écouté, il a souri et il m'a dit : « Ce n'est pas comme cela que vous pouviez atteindre les gens... les gens ordinaires. »

Ses remarques illustrent le décalage frappant qui existe entre les organisations humanitaires présentes en Corée du Nord et les travailleurs humanitaires qui portent secours aux réfugiés nord-coréens, concernant la question de savoir si l'aide arrive aux personnes auxquelles elle prétend arriver. C'est une des caractéristiques de la crise que connaît la Corée du Nord depuis ces sept dernières années. MSF elle-même a connu de pareils décalages quand en 1998, la famine de vaste ampleur que décrivaient les réfugiés interviewés par l'une de ses équipes à la frontière chinoise ne correspondait pas à ce que pouvaient observer ses équipes opérant en RPDC. Cette situation était due aux restrictions imposées par le gouvernement nord-coréen aux organisations d'aide, qui les empêchaient d'évaluer les besoins humanitaires de façon indépendante.

À ce jour, la grande majorité de réfugiés interviewés par MSF disent qu'ils n'ont jamais reçu d'aide alimentaire. Y compris ceux qui étaient ciblés par le programme des Nations unies. Quiconque s'est assis pour discuter avec ces réfugiés a du mal à croire le Programme alimentaire mondial lorsqu'il affirme que l'aide sauve des millions de vies et qu'ils ont accès aux gens et connaissent la destination de l'aide.

La Corée du Nord est l'un des plus importants bénéficiaires d'aide alimentaire au monde depuis de nombreuses années. Pourtant, ses populations vulnérables rencontrent toujours autant de difficultés pour avoir accès à de la nourriture. Malgré un renforcement des contrôles frontaliers, des Nord-Coréens, principalement originaires des provinces du Nord, continuent à traverser vers la Chine à la recherche de moyens de survie. Selon les réfugiés interviewés par MSF, la situation alimentaire reste critique pour la plupart des gens ordinaires de Corée du Nord. Selon leurs propres mots, après dix ans de pénurie alimentaires dans le pays, ceux qui restent sont des survivants et seuls les plus forts ont résisté.

Même des groupes de population comme les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées, qui sont spécifiquement ciblés par le PAM, ne bénéficient pas des distributions de nourriture. En février 2002, une équipe MSF a rencontré 12 enfants nord-coréens âgés de 6 à 15 ans qui étaient arrivés récemment en Chine. Aucun d'entre eux n'avait jamais reçu de nourriture à l'école primaire. [...]

Pour MSF, les témoignages des réfugiés nord-coréens soulèvent de graves questions sur la façon dont l'aide humanitaire est délivrée en Corée du Nord. De notre point de vue, deux faiblesses dans les programmes de secours favorisent l'exclusion des populations vulnérables du système de l'aide. Ces faiblesses sont :

- L'utilisation du système public de distribution pour faire transiter l'aide alimentaire.
- La qualité du contrôle de la destination de l'aide alimentaire.

Le système de distribution public

Dès 1998, MSF a dénoncé le fait que toute aide transitant par le PDS [système de distribution publique] était discriminatoire par nature. En utilisant le PDS comme canal de distribution de l'aide, les organisations collaborent à la discrimination de ses propres citoyens, organisée par le gouvernement sur la base de critères politiques plutôt que sur celle des besoins.

[...] Selon les individus que nous avons interviewés, les résidents ordinaires des villes ne peuvent pas compter sur le PDS pour survivre et sont obligés de trouver des voies alternatives pour se procurer de la nourriture. Fonctionnant de manière erratique pendant des années, il est devenu complètement inopérant à la fin des années 1990, mis à part quelques faibles distributions les jours de fête nationale.

La qualité du contrôle de la destination de l'aide alimentaire

Après sept ans d'assistance internationale massive à la Corée du Nord, les conditions de contrôle restent inacceptables. La Corée du Nord ne fournit toujours pas la liste complète des institutions bénéficiaires et les équipes du PAM sont toujours empêchées d'effectuer des contrôles locaux. Pouvoir avoir accès pour faire des évaluations au hasard semble être impossible, ce qui pose la question de la transparence des inspections de terrain. Certains réfugiés ont assisté à des visites des Nations unies et leurs témoignages soulèvent des questions sur la façon dont les inspections de terrain sont organisées, si ce n'est mises en scène par les partenaires nord-coréens.

Se basant sur son expérience et sa compréhension du système nord-coréen, MSF voudrait rappeler que l'accès des populations à l'aide dont elle a besoin ne peut être amélioré que s'il est possible de mener des évaluations des besoins indépendantes, des

mécanismes de distribution indépendants et un contrôle indépendant par les agences opérationnelles.

L'absence de protection et d'assistance aux réfugiés nord-coréens

Une fois sortis de Corée du Nord, les Coréens du Nord qui cherchent refuge hors de leur pays rencontrent des obstacles persistants. La plupart d'entre eux n'envisagent même pas d'atteindre la Corée du Sud. À la place, ils traversent la frontière vers la Chine pour chercher de la nourriture pour leur famille ou un travail temporaire qui va leur permettre d'acheter des médicaments ou des produits de première nécessité. Ces réfugiés vivent dans des conditions précaires en Chine et ont besoin d'aide en urgence. Considérés comme des migrants illégaux par les autorités chinoises, ils vivent cachés et risquent d'être arrêtés à tout moment, rapatriés de force et soumis à de sévères représailles en Corée du Nord. Les règles frontalières affichées le long de la rivière Tumen en chinois et en coréen stipulent qu'« il est interdit d'aider financièrement, d'autoriser à séjourner, d'héberger ou d'aider à s'installer des gens du pays voisin qui ont traversé la frontière illégalement ».

Les amendes et les récompenses décourageant les citoyens chinois de porter assistance aux réfugiés nord-coréens et les récentes arrestations d'employés d'ONG illustrent à quel point il est impossible de fournir une aide humanitaire adéquate. Seule une poignée de réfugiés réussit à rejoindre un pays tiers, où ils continuent à risquer d'être arrêtés à tout moment comme migrants illégaux pendant les trois à quatre mois du processus de vérification. Jusqu'ici, aucun des 1 988 transfuges qui se sont réinstallés en Corée du Sud n'a reçu le statut de réfugié.

Les nombreuses discussions sur les besoins de protection entre MSF et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), se sont révélées infructueuses. En juillet 2001, MSF a lancé un appel aux autorités chinoises pour qu'elles mettent fin aux rapatriements forcés et autorise l'assistance humanitaire aux réfugiés. Ces appels n'ont reçu aucun écho. La répression qui s'abat actuellement sur les réfugiés nord-coréens et ceux qui les aident limite l'ampleur de toute opération d'assistance humanitaire sur la frontière sino-coréenne. Il n'y aura peut-être bientôt plus de réfugiés pour vous parler de la Corée du Nord.

Conclusion

Le besoin d'assistance du peuple nord-coréen est largement connu. Les témoignages des réfugiés nord-coréens confirment que malgré l'arrivée dans le pays d'une aide internationale massive, un segment important de la population connaît une situation alimentaire précaire. Ces témoignages suggèrent également que l'aide humanitaire n'est pas dirigée vers les populations les plus vulnérables et ne les atteint pas.

MSF exprime sa sérieuse inquiétude au sujet des souffrances sans fin du peuple nord-coréen et presse les organisations d'aide opérant à l'intérieur de la Corée du Nord d'améliorer leur contrôle et de se comporter de façon responsable vis-à-vis des populations qu'elles se sont engagées à aider. Nous sommes également inquiets du sort désespéré des Coréens du Nord qui cherchent refuge en Chine. Médecins Sans Frontières demande instamment à l'UNHCR et au gouvernement chinois d'ouvrir le dialogue en vue d'assurer la protection des réfugiés nord-coréens en Chine et d'autoriser la fourniture de secours d'urgence à la population réfugiée.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 30 août 2002 (en français).

Extrait :

Présentation Jean-Hervé Bradol [Président du conseil d'administration]

La campagne de répression des autorités chinoises (incitations et primes à la dénonciation, ambassades encerclées de barbelés, etc.) lancée depuis plus d'un an et demi, cible maintenant les petits réseaux afin de les dissoudre. Ces réseaux d'aides sont principalement confessionnels (protestants, ou plus rarement bouddhistes). Nous entretenons des relations avec ces réseaux (abris, nourritures, santé).

Nous avons décidé de contacter les autorités chinoises pour savoir s'il existe un espace pour l'aide aux réfugiés sur la frontière. Sophie Delaunay (CM [chef de mission à] Séoul) et Jean-Hervé se sont rendus à Pékin pour rencontrer le président de la *Chinese Charity Federation* et un groupe de directeurs du ministère des Affaires civiles. Réponse : « Il n'y a aucun problème, nous nous en occupons et cela se passe très bien... » ou « nous ne sommes pas habilités à aborder ce sujet ». Après de telles déclarations et malgré les tentatives de relancer la discussion, le sujet n'a plus pu être abordé. Comment interpréter une telle rencontre ? Aucune déclaration hostile au fait que MSF exprime un intérêt pour ce sujet n'a été faite. Notre sentiment : les autorités connaissent notre intérêt pour le sujet depuis plusieurs années et continuent à être pragmatiques dans leurs réponses à notre égard.

Pour suivre la trajectoire des réfugiés, il semblait important d'être présent en Corée du Sud. Pour ce faire, nous avons décidé d'y ouvrir un petit bureau. Sophie et Jean-Hervé ont eu des entretiens au ministère de la Réunification et avec le directeur du Centre national chargé d'accueillir les réfugiés à leur arrivée en Corée du Sud pour une période de deux mois afin de favoriser leur « insertion » dans ce pays. Les réfugiés sont peu nombreux mais chaque année leur nombre augmente. Le directeur de ce centre nous a proposé de travailler dans les services médicaux de l'institution. Nous avons aussi discuté avec le principal psychiatre qui s'est intéressé aux réfugiés nord-coréens. De son point de vue, il y a des malades mais les réfugiés ne sont pas très demandeurs de ce type de soins (dont ils ont une image négative).

Discussion

Sylvie Lemmet : pourquoi le gouvernement sud-coréen nous invite-t-il à participer à cette structure ?

Didier Fassin : la France demande bien à la Croix-Rouge d'aller à Sangatte... car c'est de l'humanitaire !

Jean-Hervé Bradol : les Sud-Coréens sont ouverts et pensent que dans une société démocratique notre présence fait sens. Ils mettent des moyens sur ce programme qui ne donne pas le sentiment d'un univers carcéral ; il en émane au contraire une vraie attention portée aux pensionnaires : ils ont de vraies activités, couture, informatique, des transmissions de connaissances, qu'est-ce qu'une banque, etc.)

Virginie Raison : la transparence des réseaux en Chine est faible et il nous faut assumer que l'on ne peut mesurer le risque.

Jean-Hervé Bradol : c'est souvent pour des raisons liées à des difficultés économiques, maladie, misère que les gens fuient. Les stratégies des réfugiés nord-coréens sont multiples, ils ne cherchent pas tous l'exil définitif et beaucoup aspirent à des traversées ponctuelles pour collecter de la nourriture.

Didier Fassin : cet accueil des autorités chinoises plus indifférent qu'optimiste peut aussi nous renvoyer à l'insignifiance de notre participation...

Jean-Hervé Bradol : oui, une puce sur le dos d'un éléphant !

Virginie Raison : pour beaucoup moins que cela, on a refusé de nous renouveler nos passeports pour la province de Xinxiang et le Tibet.

Thierry Durand : y a-t-il des fuites de type *boat people* ?

Jean-Hervé Bradol : c'est une hypothèse envisagée par certains réseaux d'activistes.

Conclusion

Avis consultatif du CA : le CA soutient l'activité de l'équipe de terrain y compris dans les aspects délicats de son activité.



Nous avions en Chine un gros réseau de journalistes à qui nous donnions l'information, nous leur présentions des réfugiés, des activistes et ils écrivaient leurs papiers.

La plupart du temps, nous nous arrangions pour que MSF ne soit pas citée. C'était une manière de protéger le programme Chine. Pendant l'année 2001, nous avons pris plus souvent la parole publiquement, et à la fin de l'année les Chinois commençaient à se braquer en disant : « MSF, cela suffit. » À ce moment-là, nous avons déjà tout essayé. D'abord la voie la plus légale possible. Nous avons rencontré les autorités de la province du Hwanghae en Corée du Nord, et celles des trois provinces du nord-est de la Chine. Nous avons vu la Croix-Rouge, qui affirmait n'avoir jamais vu de réfugiés nord-coréens, qu'il n'y avait aucun problème, que tout allait bien. Tout le monde niait le problème alors même que nous rencontrions clandestinement les réfugiés, nous savions qu'ils existaient. Nous sommes allées jusqu'à Pékin, pour essayer de rencontrer les autorités centrales les plus ouvertes, des personnes qui avaient été actives pendant le soulèvement de Tien an men, des progressistes qui étaient désormais proches du pouvoir. Même ces gens-là nous ont clairement signifié leur incapacité à défendre le sujet, surtout en raison de l'amitié liant la Chine et la Corée du Nord.

À cette époque-là, la Corée était en délicatesse avec les États-Unis sur le nucléaire et la Russie essayait de prendre la direction des négociations, ce que refusait obstinément la Chine. Pour elle, ce n'était donc pas le moment de lâcher la Corée du Nord, étant donné qu'elle se faisait passer pour son meilleur allié. Par ailleurs, en 2001, la question des jeux Olympiques de 2008 était en train d'être réglée et la Chine voulait absolument les accueillir. Donc il s'agissait de montrer que la frontière n'était absolument pas poreuse et qu'il n'y avait pas de problème de migrants. Le timing n'était donc pas bon pour nous. Notre analyse, c'était que si nous continuions ouvertement, de Chine, au nom de MSF, à prendre des prises de position publiques, nous mettrions les Chinois dans une position impossible. Ils ne pourraient pas accepter plus longtemps et ils seraient obligés de nous renvoyer de Chine. Or à l'époque, en Chine, après trois ans d'exploration, nous étions en train d'ouvrir à Nanning un projet de prise en charge du SIDA.

Après cette longue approche, les autorités de la province du Guangxi étaient enfin prêtes à accepter l'introduction de traitements. À ce moment-là, les seules voies possibles d'aide aux Nord-Coréens passaient par la Chine, mais si nous étions trop visibles et que nous assumions trop au nom de MSF Chine, nous risquions de tout perdre. Nous avons donc proposé à Paris d'ouvrir un programme en Corée du Sud, mais à partir duquel nous pourrions intervenir en Chine. Cela ne posait pas de problème aux Chinois, parce qu'ils pouvaient ainsi éventuellement renvoyer l'équipe de MSF Corée sans être obligés de renvoyer celle de MSF Chine. Ce type de contradiction ne leur posait pas du tout de problème. De fait, ils nous ont laissés agir jusqu'à ce qu'ils sentent que nous allions trop loin. Ils nous ont alors envoyé, par personnes interposées, les messages adéquats pour que Marine [Buissonnière] et moi arrêtions d'aller sur la frontière. À aucun moment, cela n'a mis en danger la section française en Chine, et c'était bien notre objectif. Une des autres raisons qui nous incitaient à proposer de basculer la mission en Corée, c'était le fait que les réseaux sud-coréens s'étaient énormément développés et que l'essentiel de l'assistance à l'égard des Nord-Coréens venait désormais de Corée du

Sud. Et puis, au cours de nos rencontres avec les réfugiés, nous nous étions rendu compte qu'ils effectuaient un parcours d'exil extrêmement long avant d'arriver en Corée du Sud et qu'ils étaient tous psychologiquement affectés. Il était donc important de les suivre à l'arrivée et de voir comment ils se réintégraient ou pas dans cette société sud-coréenne.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).

En décembre 2002, les autorités chinoises lancent une nouvelle opération de répression à l'encontre des réfugiés nord-coréens. Des travailleurs humanitaires locaux sont arrêtés et il devient de plus en plus difficile pour les organisations d'aide de porter secours aux réfugiés. Le 19 janvier 2003, MSF Séoul publie un communiqué de presse demandant au HCR d'insister auprès des autorités chinoises afin qu'elles relâchent 48 Nord-Coréens arrêtés alors qu'ils essayaient de quitter la Chine pour la Corée du Sud, et trois travailleurs humanitaires qui les aidaient. Le 24 janvier 2003, Marine Buissonnière, co-coordinatrice de MSF en Corée du Sud, témoigne devant le parlement japonais du sort des Nord-Coréens en fuite, victimes de la campagne massive de rapatriement forcé.



« Appel urgent pour la protection des réfugiés nord-coréens en Chine », **Communiqué de presse** MSF, Séoul, 19 janvier 2003 (en anglais et en français).

Extrait :

Samedi 18 janvier, 48 Nord-Coréens dont des familles avec enfants, qui s'apprêtaient à quitter la Chine par la mer et à demander l'asile à la Corée du Sud et au Japon, ont été arrêtés par les services de sécurité chinois dans la ville de Yantai, province du Shandong. Trois volontaires humanitaires qui assuraient leur protection ont été également interpellés. Comme leurs milliers de compatriotes, ces réfugiés sont en danger : ils risquent d'être sévèrement interrogés puis rapatriés de force en Corée du Nord où un sort dramatique les attend. Les trois volontaires qui les soutenaient risquent, quant à eux, de lourdes peines de prison en Chine. L'exemple de ces 48 réfugiés est édifiant : il témoigne de la détresse de ces populations et de l'urgente nécessité de leur porter secours. Il traduit une tragédie humaine qui ne saurait être réglée par la répression. On ne peut que condamner leur arrestation et dénoncer une fois de plus le non-respect de leur droit de fuite et les persécutions dont ils sont victimes. Au cours des trois dernières années, la Chine a arrêté et rapatrié de force des milliers de Nord-Coréens fuyant leur pays en quête d'asile et d'assistance. Depuis début décembre 2002, comme pour se débarrasser définitivement de la question embarrassante des réfugiés nord-coréens, une nouvelle chasse à l'homme se déroule en Chine avec la complicité active des forces de sécurité nord-coréennes. À la mi-janvier 2003, 3 200 civils nord-coréens ont déjà été refoulés à la suite de cette campagne dite « des 100 jours ». 1 300 autres attendent leur rapatriement dans les centres de détention de Tumen et Longjing. La traque systématique organisée et menée en Chine n'offre d'autre issue aux réfugiés nord-coréens que la fuite désespérée vers un troisième pays, au péril de leur vie.

Les volontaires humanitaires qui tentent de leur venir en aide sont aussi soumis à la détermination brutale des autorités chinoises pour lesquelles aider un Nord-Coréen est

considéré comme un crime. Aux emprisonnements et aux expulsions, aux amendes pour assistance et aux primes à la délation, viennent aujourd'hui s'ajouter des engagements écrits de non-assistance aux Nord-Coréens que les résidents du Yanbian soupçonnés d'apporter un soutien aux Nord-Coréens, sont tenus de signer. Dans ce contexte, l'aide aux Nord-Coréens en immense détresse est de plus en plus rare et constitue un défi que peu d'organismes de secours, brisés par cette politique de sanction, sont en mesure de relever.

Si l'attention internationale est à présent tournée vers le régime de Pyongyang, le sort des réfugiés nord-coréens reste résolument ignoré. La violation avérée des conventions internationales par la Chine, et les tentatives désespérées de centaines de Nord-Coréens pour trouver refuge auprès des représentations étrangères, n'ont pas permis de faire avancer la question de la protection des Nord-Coréens en quête d'asile. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés à Pékin, maintes fois sollicité, se révèle incapable d'assurer cette protection.

MSF demande instamment au Haut-Commissariat aux réfugiés d'intervenir auprès des autorités chinoises et d'examiner comme il se doit les demandes d'asile des Nord-Coréens arrêtés samedi. MSF demande que conformément aux dispositions du droit international, ils ne soient pas renvoyés en Corée du Nord au risque de leur vie et qu'ils soient protégés. MSF demande que les volontaires humanitaires soient relâchés. Médecins Sans Frontières (MSF) condamne vigoureusement la répression et le rapatriement forcé des Nord-Coréens en Chine et dénonce la politique chinoise visant à criminaliser l'assistance humanitaire apportée aux réfugiés nord-coréens.



« MSF se bat pour les droits des Nord-Coréens qui fuient leur pays », **Témoignage** de Marine Buissonnière devant le parlement japonais, 24 janvier 2003 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui, nous aimerions vous faire part de trois sources d'inquiétude fondamentales au sujet de la situation humanitaire désastreuse des demandeurs d'asile nord-coréens :

1. L'absence de protection des Nord-Coréens fuyant leur pays.
2. La criminalisation de l'aide humanitaire aux Coréens du Nord en Chine, qui entraîne une réduction de l'espace humanitaire.
3. L'absence de volonté politique de reconnaître et garantir les droits élémentaires des demandeurs d'asile nord-coréens.

Le mandat du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR) est de promouvoir les droits des réfugiés et de suivre la mise en œuvre de la convention sur les réfugiés par les États qui y sont partie, dont la Chine. Présent en Chine depuis des années, l'UNHCR a échoué à engager un dialogue constructif avec le gouvernement chinois sur le statut des demandeurs d'asile nord-coréens. Les nombreuses discussions entre MSF et l'UNHCR sur le besoin de protection n'ont pas abouti.

Les pays impliqués dans la région, dont la Chine, le Japon, la Corée du Sud, les États-Unis et l'Union européenne (UE) partagent tous la responsabilité de cette crise. MSF a approché à plusieurs reprises les autorités chinoises pour faire cesser les rapatriements forcés et autoriser l'assistance humanitaire aux réfugiés nord-coréens. Ces appels sont restés sans réponse. Les informations remontées du terrain au sujet des conditions de vie des réfugiés ont également été portées à la connaissance des représentants de l'UE, des États européens et du gouvernement états-unien.

Comme l'attention internationale est désormais tournée vers la dictature de Pyongyang, pour une crise différente, le sort des réfugiés nord-coréens reste résolument ignoré. Ni les violations répétées des conventions internationales par la Chine, ni les tentatives désespérées de centaines de Nord-Coréens de demander asile auprès des représentations étrangères n'ont abouti à des progrès mesurables sur la question de la protection des réfugiés nord-coréens à la recherche d'asile.

Quelle est la responsabilité des pays concernés ?

Le récent échec de la demande d'asile d'un groupe de 48 Coréens du Nord est très révélateur : il met en lumière la détresse de la population des réfugiés nord-coréens en Chine et l'urgente nécessité de leur fournir une assistance. Il illustre très clairement cette tragédie humaine qui ne sera pas résolue par la répression. Le filet qui s'abat de façon systématique et organisée sur les réfugiés et les travailleurs humanitaires s'est renforcé en Chine, et ne laisse aux Nord-Coréens d'autre alternative qu'une fuite désespérée vers un pays tiers, au risque de leur vie.

Médecins Sans Frontières exprime sa profonde inquiétude au sujet des souffrances sans fin des Nord-Coréens réfugiés en Chine. La crise des réfugiés ne sera résolue que par une volonté politique ferme des pays et des institutions impliquées dans la protection des Coréens du Nord en quête d'asile et la garantie de leurs droits élémentaires. En l'absence de protection, l'assistance humanitaire est impossible. En conséquence, les pays impliqués dans la région devraient négocier des solutions pratiques avec la Chine, qui incluraient un espace pour les secours et leur protection.

La société japonaise se montre soucieuse du sort des demandeurs d'asile nord-coréens. En tant que puissance régionale, le Japon a le devoir d'user de son influence en faveur des réfugiés nord-coréens. MSF espère que le gouvernement japonais jouera un rôle moteur dans la stimulation d'un débat international sur la question des réfugiés nord-coréens et dans la promotion de leur protection. Merci de votre attention.

Du 27 février au 27 mars 2003, l'équipe MSF en Corée du Sud organise une campagne de diplomatie humanitaire ciblée et rencontre plusieurs responsables d'États occidentaux et des agences des Nations unies. Elle ouvre également un programme de soutien social et psychologique aux transfuges nord-coréens qui arrivent en Corée du Sud, après une odyssée longue de milliers de kilomètres à travers l'Asie. L'équipe s'efforce aussi de soutenir les différentes organisations d'aide aux demandeurs d'asile nord-coréens dans des pays tiers (Thaïlande, Russie, Vietnam, Cambodge). [V17](#) ▶



« Diplomatie humanitaire/Mission Corée » du 27 février 2003 au 27 mars 2003, **Rapport** de Sophie Delaunay et Marine Buissonnière, MSF Corée du Sud (en anglais).

Extrait :

Arguments et objectifs

La situation des réfugiés nord-coréens s'étant sérieusement détériorée ces derniers mois, MSF et d'autres organisations travaillant avec la Corée du Nord ont dû faire face à une restriction drastique de leur espace humanitaire en Chine. Aujourd'hui, il est devenu pratiquement impossible d'assister efficacement les réfugiés nord-coréens qui fuient

leur propre pays, car les Chinois les traquent et arrêtent comme des criminels ceux qui leur portent secours.

Nous avons vraiment l'impression que le problème est politique et que nous ne pouvons pas y faire grand-chose à notre niveau, sauf si un minimum de protection est assuré aux réfugiés. Jusqu'ici, aucun État n'a pris sur lui d'affronter la Chine sur ce sujet, et le HCR est resté impuissant à initier tout dialogue constructif avec les autorités chinoises. Réduits à cette extrémité par la situation sur cette question en Chine, nous sommes résolus à augmenter nos efforts de diplomatie humanitaire et à utiliser la fenêtre d'opportunité qui se présente juste avant le début de la guerre en Irak pour essayer encore une fois de mettre le sujet des réfugiés nord-coréens sur l'agenda et mettre les responsables politiques en face de leurs responsabilités.

[...] **Conclusion : où allons-nous ?**

Il est difficile de mesurer de façon précise l'impact de nos efforts diplomatiques. Toutefois, quelques signes indiquent clairement que la pression portée par diverses organisations et activistes ces derniers mois n'a pas été totalement vaine.

Au niveau du HCR, il semble que pour la première fois ils envisagent d'offrir un choix aux réfugiés nord-coréens.

Au niveau du gouvernement français, il semble que le ministre des Affaires étrangères (Villepin) ait été assez virulent devant la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme : « Il est grand temps que la Commission s'intéresse à la situation en Corée du Nord, alors que toute une population souffre en silence et dans l'oubli. » Villepin a demandé instamment à la Commission des Nations unies de se concentrer sur la Corée du Nord. Les états membres de l'Union européenne ont tous ensemble dénoncé les atteintes aux droits humains commises en Corée du Nord.

Au niveau des parlements, il semble que quelques députés souhaitent mettre leur énergie en commun pour présenter des résolutions similaires devant les parlements des différents pays : Japon, États-Unis, Royaume-Uni...



Rapport d'activité internationale de MSF, 2003 (en anglais et en français).

Extrait :

MSF continue à condamner les rapatriements forcés de Nord-Coréens et la répression des travailleurs humanitaires qui leur portent secours, par les autorités chinoises. MSF exhorte le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à exiger l'accès aux réfugiés nord-coréens détenus en Chine et à examiner leurs demandes d'asile.

Active en Corée du Nord de 1995 à 1998, MSF s'en est retiré en raison du manque d'accès à la population dans le besoin et de son impossibilité à mener ses programmes de manière indépendante. Toutefois, MSF continue à assister les Coréens du Nord. En 2002, MSF a fourni de la nourriture et de l'aide médicale à environ 900 personnes : des abris, des vêtements et de la nourriture pour ceux qui se cachent le long de la frontière chinoise, une aide à la réinstallation et des soins médicaux pour ceux qui ont réussi à atteindre la Corée du Sud ; des soins médicaux à la demande en Chine et dans les pays tiers ; et une aide à plusieurs familles ainsi qu'une fourniture d'aide occasionnelle en Corée du Nord même.

MSF recueille également les récits de réfugiés, avec lesquels elle s'efforce de sensibiliser les médias, les gouvernements, les agences des Nations unies et les organisations de défense des droits humains.

En juin-juillet 2003, MSF Hollande réalise une « recherche préparatoire à une mission exploratoire » afin d'évaluer la faisabilité d'une nouvelle mission MSF à l'intérieur de la Corée du Nord.

En octobre 2003, l'un des chapitres du livre de MSF *À l'ombre des guerres justes* est consacré à la Corée du Nord. Il est rédigé par Fiona Terry et porte le titre « Corée du Nord : nourrir le totalitarisme ».



« Recherche en vue d'une mission exploratoire en Corée du Nord », version 3 du **Rapport**, Tim Pitt, MSF Hollande, juillet 2003 (en anglais).

Extrait :

Introduction

C'est le sentiment, à la lecture des médias juste avant octobre 2002, que l'attention des leaders de la Corée du Nord au monde extérieur était peut-être en passe de se modifier qui a motivé la réalisation de ce rapport. Au siège de MSF Hollande à Amsterdam, nous avons également constaté que la Corée du Nord restait en proie à une crise humanitaire significative sur laquelle il s'agissait de rester au moins pleinement informé, si ce n'est actif du point de vue opérationnel – la génération de ceux qui avaient géré la mission avortée de 1997-1998 n'étant plus là, et personne n'ayant plus aucun aperçu direct sur cet étrange pays. Avec ces deux constats en tête, nous avons estimé raisonnable d'envisager de nouveau l'examen de la faisabilité d'une éventuelle mission MSF à l'intérieur de la Corée du Nord.

Depuis la cessation d'activités et le retrait de MSF en septembre 1998, aucun effort n'a été entrepris pour continuer et lancer de nouvelles opérations en Corée du Nord.

Ceci principalement en raison du manque de respect du régime nord-coréen pour les principes opérationnels élémentaires de l'action humanitaire.

Les atteintes aux principes humanitaires de base qui ont mené au départ de MSF de Corée du Nord sont les suivants : peu d'information, voire aucune, sur les infrastructures de santé et la démographie, aucun accès direct aux bénéficiaires et aucune capacité pour repérer, suivre et évaluer. Dans ce cas, aucune mission humanitaire en tant que telle, pouvant répondre aux problèmes de morbidité et de mortalité, n'était possible. Et par conséquent, la question qui reste au cœur de cette recherche exploratoire est la suivante : est-ce que l'environnement humanitaire opérationnel a changé de façon significative au point qu'une mission MSF soit désormais faisable ?

Les objectifs de cette recherche exploratoire sont donc les suivants :

1. Décrire et résumer la situation qui a amené MSF à se retirer de RPDC en 1998.
2. Faire l'inventaire des organisations travaillant actuellement à l'intérieur de la RPDC et analyser les contraintes qui pèsent sur leurs opérations.
3. Établir un plan d'approche du gouvernement de RPDC pour une éventuelle exploration-intervention à l'intérieur du pays. [...]

Chapitre 3 [...]

L'environnement humanitaire en Corée du Nord a-t-il changé de façon suffisamment significative pour qu'une mission MSF soit faisable ?

- La réponse est brève et simple : non.

- Toutefois, si on change les prémisses de la question, la réponse pourrait bien être : oui.

D'abord, les raisons pour lesquelles la réponse courte et simple est négative :

Depuis le départ de MSF en 1998, le gouvernement de RPDC n'a laissé aucune liberté de mouvement, n'a autorisé aucune évaluation indépendante ; en gros, il n'a autorisé aucun

contact avec les Nord-Coréens ordinaires ou les bénéficiaires (à l'exception du CICR qui est nécessairement en contact avec les gens qui ont besoin de prothèses) et n'a pas autorisé les agences à évaluer leurs programmes. On peut donc constater que la mise en œuvre de programmes humanitaires standard avec des objectifs humanitaires mesurables n'est pas possible.

On doit garder en tête que ceci s'applique en particulier à une organisation comme MSF qui accorde une valeur primordiale au contact direct entre le patient et le médecin, au diagnostic et au suivi. Toutefois, les agences qui poursuivent d'autres programmes qui, structurellement ou éthiquement, ne requièrent pas autant de proximité avec les populations locales, quoique sensibles aux inquiétudes de MSF, semblent avoir moins de dilemmes moraux avec leur propre travail en Corée du Nord.

La réforme agricole, l'aide alimentaire, les projets de développement qui ciblent les infrastructures sont des programmes qui semblent suivre une voie moins chaotique. De fait, l'assistance humanitaire est difficile à concilier avec l'idéologie du *Juche*, tandis que l'aide au développement est plus facile à cacher à la population locale et contient des éléments de propagande plus faciles à utiliser.

Deuxièmement, si nous en modifions les prémisses, nous pouvons donner une réponse affirmative à cette question clé.

Pour pouvoir dire oui, on doit accepter que l'objectif réel du programme ne se mesure pas à la même aune que les autres programmes MSF. Dans un sens, le changement requis peut même être nous éloigner des objectifs humanitaires, qui voient le médecin MSF soulager directement la souffrance d'un groupe d'individus particuliers. L'objectif « recalibré » devrait être plus orienté vers le développement.

Quel type de programme ?

- Distribution de matériel médical.
 - Formation (quoique présentée plutôt sous la forme de cours de formation continue).
- On peut envisager ce programme de façon pragmatique ainsi :

1. Tout d'abord, un programme de distribution de matériel médical pourrait vraiment aider un système de santé sous-équipé et archaïque à prodiguer des soins au peuple nord-coréen. Même les critiques les plus féroces du régime nord-coréen n'oseront pas avancer l'argument du niveau de corruption générale du personnel médical dans sa manière de traiter les patients. Pour un tel programme, MSF devra organiser des listes de distribution de produits qui laissent peu d'espace pour un mauvais usage, étant donné la mauvaise qualité des connaissances médicales et le fait que MSF ne sera pas capable de contrôler cet usage. Des programmes de ce type ont déjà existé à MSF. Quoique, de l'aveu général, ils aient été mis en œuvre dans des endroits où on en savait plus sur la qualité du système de santé et les compétences des gens qui utiliseraient le matériel. Afin de garantir une certaine sécurité à MSF, le niveau de sophistication du matériel à distribuer en Corée du Nord serait probablement faible. Cela pourrait faire l'objet de désaccord avec les Nord-Coréens. Il faudrait donc reconsidérer ce point plus tard avec le personnel médical.

2. Ensuite, il est à noter qu'un tel programme exigerait une présence en Corée du Nord qui pourrait au moins ouvrir pour l'avenir une possibilité d'évaluer (de façon évidemment très limitée) les conditions humanitaires et sanitaires. Gardant en tête le fait que les autres organisations ont trouvé des occasions inattendues d'avoir des conversations ou de recueillir des anecdotes éclairantes, un programme de distribution avec un partenaire tel que le ministère de la Santé et soutenu en partie par l'OMS nécessiterait des contacts parmi les professionnels médicaux et offrirait des occasions de poser toutes sortes de questions d'ordre médical.

3. Dans le cadre de tels contacts, et également des contacts avec les représentants du FDRC, une forme de témoignage pourrait être mise en œuvre sous la forme de questions énoncées poliment mais fermement. Plutôt que de faire simplement des déclarations sur la mauvaise qualité des pratiques, on pourrait poser des questions de type « socratique » qui amèneraient les Nord-Coréens à comprendre qu'il existe une autre voie.

Par exemple : *est-ce que ceci est un problème ? Pourquoi non ? Qu'est-ce que vous faites si ceci et cela se produit ? Ne devrions-nous pas y réfléchir plus ?*

Ce type d'engagement pourrait susciter d'autres opportunités. Toutefois, il faut reconnaître qu'il faudra peut-être des années avant de pouvoir aboutir à un dialogue et obtenir des réponses qui permettront de faire avancer la résolution des problèmes identifiés. Ce type de témoignage pourrait avoir plus de valeur et d'impact pour les Nord-Coréens que le ton scandalisé actuellement adopté dans les articles de MSF et les témoignages que l'on peut trouver sur la toile.

Quelle approche adopter ?

Tout d'abord, il faut examiner l'exemple de MSF Hollande en Birmanie...

Il faut étudier les premières années de travail en Birmanie et voir si on peut en tirer des leçons instructives qui pourraient s'appliquer en Corée du Nord.

Puis il faudra que le siège à Amsterdam réponde affirmativement à des questions réelles et importantes.

« Questions internes »

Dans l'immédiat, et en gardant en tête les leçons de 1998, ainsi que les leçons plus récentes...

1. Est-ce que MSF Hollande peut réussir à garder MSF France dans le rang ? Est-ce que MSF Hollande peut réussir à faire en sorte que MSF France reste tranquille tandis que ces efforts sont entrepris ?

2. Ressources humaines : il ne s'agit certainement pas d'un programme intensif, mais est-ce que Amsterdam peut identifier un responsable avec une expérience médicale, de préférence quelqu'un de plus âgé que la moyenne des MSF, avec un solide sens politique et de bonnes capacités de négociation ?

3. Amsterdam : est-ce qu'Amsterdam est prêt à s'octroyer une longue période d'intervention avant de porter un jugement sur le succès ou l'échec de cette intervention ? !! Chacune de ces conditions est rédhibitoire. Si l'une d'entre elles n'est pas remplie, il ne faut pas aller plus loin !



Abrégé de « Corée du Nord : nourrir le totalitarisme », Fiona Terry, chapitre 11 de *À l'ombre des guerres justes*, sous la direction de Fabrice Weissman, MSF, Flammarion, 2003 (en français).

Extrait :

Un demi-siècle après la signature de l'armistice qui a mis fin à la guerre de Corée (1950-53), la péninsule coréenne est toujours divisée. Quelque 37 000 soldats américains sont stationnés en Corée du Sud, pour empêcher toute tentative de réunification par la force, et 700 000 soldats nord-coréens sont mobilisés en permanence contre l'éventualité d'une « agression impérialiste ». Les citoyens de Corée du Nord, dernier bastion du stalinisme, figurent parmi les populations les plus opprimées de la planète. Les libertés

les plus essentielles leur sont refusées et ils doivent se plier au culte de la personnalité grotesque de feu le « Grand Leader » Kim Il-Sung et de son fils, le « cher leader » Kim Jong-Il. On évalue entre 150 000 et 200 000, le nombre de personnes croupissant dans les goulags nord-coréens pour avoir commis un « crime contre l'État » – à savoir, un acte de défi ou d'irrespect, aussi insignifiant soit-il, à l'égard des autorités. Au cours des dix dernières années, la famine s'est ajoutée aux souffrances de la population nord-coréenne. Les témoignages recueillis auprès de réfugiés nord-coréens en Chine laissent supposer que trois millions de leurs compatriotes sont morts de faim et de maladies pour la seule période 1995-1998. Les agences des Nations unies et les ONG humanitaires ont réagi face à la crise, mais elles ont rapidement atteint les limites propres à une action d'assistance dans un État totalitaire. Ainsi, malgré le déploiement d'un des plus importants programmes d'assistance alimentaire de l'histoire des Nations unies, les Nord-Coréens continuent à souffrir de la faim.

Du 18 au 22 mai 2004, Michiel Hofman et Dirk van der Tak, de MSF Hollande, se rendent en visite en Corée du Nord, grâce à une invitation obtenue *via* la représentation de la RPDC en Suisse. Leur objectif est de négocier une éventuelle mission exploratoire médicale de MSF dans le pays. Les conditions de cette visite sont discutées par l'ensemble des responsables du mouvement MSF impliqués dans la question de la Corée du Nord.



Rapport de visite en République démocratique et populaire de Corée. Michiel Hofman et Dirk Van der Tak, 18-22 mai 2004 (en anglais).

Extrait :

Objectifs de la visite

L'objectif principal de la visite était de négocier les termes et les conditions d'une éventuelle mission exploratoire médicale de MSF en Corée du Nord.

Avant la visite, une réunion d'étude a été organisée à Amsterdam avec toutes les parties intéressées à MSF, dont les responsables de programme de Paris (Gaëlle [Fédida]) et l'ancienne chef de mission du programme Corée du Nord (Marine [Buissonnière]) afin de déterminer quelles étaient les conditions minimales requises par MSF pour cette explo :

Non-négociable :

- La définition d'un (éventuel) programme est basée sur une évaluation des besoins.
- Accès aux patients et expatriés impliqués dans les diagnostics et les traitements.
- Nous prendrons en compte les recommandations du gouvernement concernant les zones d'intervention, mais nous ferons aussi nos propres suggestions.
- Nous ne ferons pas de grosse donation, nous travaillerons seulement à partir des besoins.
- Nous choisirons nous-même la composition de l'équipe exploratoire.

Hautement recommandé :

- Venir avec notre propre traducteur.
- Pouvoir changer d'itinéraire.
- Mener des programmes horizontaux ou verticaux.
- Pouvoir traverser les frontières à l'intérieur de la Corée du Nord.
- Le ministère de la Santé doit s'engager.

L'invitation à visiter la RPDC pour discuter avec les ministres de la Santé et le FDRC a été négociée *via* les voies officielles de l'ambassade de la RPDC à Berne, qui assure aussi la représentation pour les Pays-Bas.

Nous n'avons fait aucune donation de matériel médical pendant notre visite. [...]

Conclusions

Au cours de notre visite, les autorités se sont clairement efforcées d'apparaître comme le plus « flexibles » possible, autorisant des changements dans des programmes préétablis, autorisant des arrêts et des visites imprévues dans des salles d'hospitalisation. Comme les deux organisations qui faisaient une visite d'évaluation à la même époque que nous n'ont pas eu la même expérience que nous et ont plutôt eu à faire face à des attitudes inflexibles et obstructives, il reste à voir ce qui se passera réellement pendant la mission exploratoire. Il est possible que :

- Les responsables de RPDC soient toujours aimables à la première visite et deviennent plus désagréables dès qu'on met un orteil dans la porte.
- La théorie sur l'influence des officiers de liaison soit correcte et que nous ayons juste eu de la chance avec « notre » ange gardien.
- Il y ait une raison cachée à leur enthousiasme à voir MSF se réengager en RPDC, ce qui expliquerait notre marge de manœuvre.

Bien que nous doutions que notre expérience d'accès aux patients et de flexibilité dans le choix de nos zones d'intervention soit un signe de réel changement, les autres acteurs (PAM, SCF-UK, ECHO, Merlin) apportent suffisamment de preuves qu'une sorte de « dégel » s'est produit l'année dernière vis-à-vis de l'aide humanitaire, autorisant plus de liberté de mouvement, un meilleur accès aux bénéficiaires et des zones d'intervention plus variées, pour qu'une mission exploratoire de MSF nous semble justifiée.

Cette mission a besoin de faire quelques compromis pour pouvoir avancer – sans toutefois perdre de vue les conditions minimales requises pour une intervention de MSF – d'où la suggestion d'évaluer l'une des provinces proposées par le gouvernement en plus des deux proposées par MSF, et cette logique doit être étendue à tous les niveaux pendant la mission exploratoire.



Commentaires sur le rapport de visite par Marine Buissonnière, secrétaire générale de MSF International, juillet 2004 (en anglais).

Extrait :

Commentaires sur les conclusions

Je pense qu'on peut trouver une explication supplémentaire à l'apparente flexibilité de nos homologues de RPDC, dans le fait que MSF n'a rien demandé de scandaleux, seulement l'accès à des zones et des hôpitaux où notre visite ne leur pose pas de problèmes et où nous avons déjà travaillé dans le passé. Comme vous le dites, les responsables de la RPDC sont « agréables », mais ils ont des contraintes et une compréhension très claire de là où on peut aller ou pas, de ce qu'on peut demander ou pas. En conséquence, je pense qu'il est prématuré, à ce niveau, de conclure que nous avons fait la preuve de notre capacité à nous rendre dans les endroits où se trouvent les plus vulnérables. Mais cela vaut certainement la peine d'essayer ! Dans cet esprit, je comprends parfaitement que toute exploration doive impliquer une part de compromis, mais j'aimerais de nouveau souligner que nous devons mettre toutes les chances de notre côté, dans un contexte où l'importance des choix géographiques, la nature des institutions auxquelles nous avons accès et la présence de nos propres traducteurs de coréen seront primordiaux. Je suis convaincue que cela vaut la peine d'essayer, mais

aussi qu'en Corée du Nord, plus que partout ailleurs, le défi ne réside pas dans le fait de revenir pour simplement revenir, mais dans ce qu'on peut y faire une fois de retour, dans ce pays où il est si facile d'être manipulé pour prendre en charge ceux que le système considère comme utiles, et pas ceux qui ont le plus besoin d'aide.



À Amsterdam, on n'a pas eu de débat du genre : « Est-ce que la décision de quitter la Corée du Nord était mauvaise ? » Tout le monde a compris et accepté qu'il était impossible de continuer dans ces circonstances. En général, personne ne pensait qu'il y avait une erreur à réparer. Mais des conversations continuaient à mijoter : « Et la Corée du Nord ? Qu'est-ce qui s'y passe ? » Les gens étaient conscients qu'il y avait des besoins, que la population changeait, que le temps avait passé. Donc qu'il devait y avoir des occasions nouvelles de considérer d'autres choix pour un retour de MSF et une intervention dans des circonstances acceptables.

Pour faire simple, notre premier objectif c'était d'aller serrer des mains, et avant tout de rectifier les malentendus et aussi de tester les limites. Nous n'avions aucune idée de ce à quoi nous devons nous attendre en revenant. Le deuxième objectif était de négocier une mission exploratoire de plus longue durée. Il était clair qu'en quatre ou cinq jours en Corée du Nord, il était impossible de faire quoi que ce soit de significatif. Et tout bien considéré, il aurait été trop ambitieux de penser qu'on pourrait immédiatement commencer un projet. Donc l'objectif était de négocier une mission exploratoire de deux à trois mois afin d'avoir des gens plus longtemps sur le terrain pour réaliser une évaluation correcte des besoins et également évaluer les conditions de travail en Corée du Nord.

Pour être honnête, je ne sais pas pourquoi ils nous ont invités à revenir... Ils connaissent très bien la position de MSF. Pendant les négociations avant notre visite, la question de notre départ en 1998 a été abordée. Ils ont demandé que ce soit MSF Hollande qui soit chargée de la mission, parce que cette section avait pris un peu de distance avec la position de MSF en 1998. Nous avons répondu : « Non, nous sommes un mouvement, nous avons pris cette position et vous devez négocier avec nous comme avec une seule organisation, notre point de vue n'a pas changé. » C'était très clair, très clairement énoncé. Et ils ont quand même accepté notre visite. À mon avis, ils avaient une bonne raison pour nous inviter. Ils ne nous ont pas invités à prendre le thé. Et je dois dire que la visite a été plutôt agréable. On s'était préparés à être un peu intimidés, à se faire sermonner sur la supériorité du système nord-coréen et sur ces « saletés d'ONG qui sont tous des espions à la solde des Américains, etc. » Mais cela ne s'est pas du tout passé comme cela. Ils nous ont laissé observer aux alentours, ils ont accepté les changements d'itinéraires. Donc, je ne comprends pas. Toutefois je pense qu'on a dû faire quelque chose qui leur a déplu, puisqu'ils ont de nouveau claqué la porte. Mais je ne sais pas quoi. Je n'en ai aucune idée.

En gros, la conclusion, c'est que personne n'en a la moindre idée. Tout le monde n'était pas d'accord avec le retour de MSF en Corée du Nord. Il y avait des inquiétudes, en particulier à Paris, du genre : « Est-ce vraiment le bon moment ? Quelles conditions est-ce que MSF va accepter ? etc. » Donc la proposition a été également discutée au sein du mouvement international et il a été proposé que ce soit Marine [Buissonnière, secrétaire générale de MSF International], ou Rowan [Gillies, président de MSF International] qui participent à la mission exploratoire. Je ne suis pas certain pour Marine. Sans doute parce qu'introduire son nom dans un ordinateur en Corée du Nord revient à faire clignoter tous les boutons rouges et à faire sortir de la fumée de toutes les machines !

Dirk van der Tak, MSF Hollande, coordinateur en Chine, janvier 1999-mai 2000,
conseiller au département des affaires humanitaires, juillet 2000-juin 2003,
MSF Hong Kong, directeur général, 2003-2010.



La visite de MSF Hollande en 2004 était tout à fait officielle, je crois qu'ils sont passés par la représentation nord-coréenne en Suisse pour obtenir des visas et aller faire un tour là-bas.

Ils n'étaient absolument pas mandatés par le Bureau international de MSF. Par la suite, cela a fait débat et il était question d'une mission exploratoire de suivi, qui pour le coup devait faire l'objet d'une approche internationale, puisque je faisais partie des gens sur la liste pour y aller [Marine à l'époque était secrétaire générale du Bureau international de MSF], s'il y avait eu la possibilité d'y retourner. Mais à ma connaissance, il n'y a pas eu de suite.

Je ne suis pas surprise. Médecins du Monde était dans la même situation. On sait que ce qui intéresse les autorités de Corée du Nord, c'est finalement d'obtenir des ressources, des volumes d'aide importants avec un contrôle minimal. Il est évident qu'une approche à hauteur d'hommes comme l'avait souhaitée Philippe Biberson au milieu des années 1990, impliquant la prise en charge directe des populations, est quelque chose qui, à mon sens, n'est pas près d'être accepté par les autorités centrales. J'ai du mal à l'imaginer.

Marine Buissonnière, MSF International, secrétaire générale, 2004-2007 (en français).

En janvier 2006, MSF France ferme son programme en Corée du Sud.



Rapport d'activité MSF International 2006 (en anglais-en français).

Extrait :

Les conditions qui règnent en République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) font qu'il est impossible d'apporter une aide humanitaire indépendante et impartiale directement à l'intérieur du pays, là où les personnes en ont le plus besoin. En 2005-2006, des réfugiés nord-coréens ont reçu des soins dans des projets de MSF en Corée du Sud.

À Séoul, MSF est la seule organisation étrangère présente dans le centre de transit d'État de Hanawon, où les réfugiés nord-coréens sont placés pendant trois mois à leur arrivée dans le pays. À Hanawon, MSF a mis sur pied un service de soins de santé mentale pour aider les réfugiés à surmonter les symptômes dus aux traumatismes. En 2005, plus de deux cents patients ont trouvé une aide psychologique auprès de MSF.

À la suite de démarches diplomatiques de la part de MSF, les autorités sud-coréennes ont pris des mesures pour apporter un soutien psychologique aux Nord-Coréens pendant et après leur séjour dans les centres de transit.

En avril 2006, 150 professionnels de santé mentale ont assisté à un séminaire organisé avec la collaboration de l'université de psychiatrie de Séoul, et ont débattu des approches de soins thérapeutiques et passé en revue les trois années du projet de santé mentale de MSF. MSF a transmis aux autorités locales ses activités de soutien psychologique aux réfugiés.



On peut se raconter des histoires, mais les vraies périodes de famine et de mort en Corée du Nord, liées à l'absence de distribution alimentaire à certains groupes, ce sont les années 1995 à 1998. Ensuite, la Corée du Nord est le pays qui reçoit les quantités de nourriture les plus importantes au monde. On n'est plus dans la problématique humanitaire d'une organisation qui essaie de construire des secours. Ce n'est plus la même chose. Le

Le système nord-coréen s'est défendu, il a su casser les réseaux de fuite mis en place, tout le système autour des ambassades, etc. On peut avoir un regard critique sur la façon dont MSF a peut-être participé à cela, peut-être aussi permis l'identification de réseaux sans s'en rendre compte. Il faut simplement accepter de se dire que les choses évoluent.

Dans ce cas-là, c'est à un organisme des droits de l'homme d'aller essayer de recueillir des témoignages. Mais il ne s'agit plus de faire du secours. Ou alors on participe à la reconstruction du système. Il y a des ONG là-bas qui, financées par l'Union européenne, s'efforcent de redémarrer les capacités de production locale.

Pierre Salignon, MSF France, responsable de programme, octobre 1997-décembre 2004, directeur général, janvier 2004-novembre 2007 (en français).



Je regrette que nous ayons mal intégré cette mission au niveau de MSF. Le fait que Marine et moi portions personnellement ce projet, et que nous soyons soutenues par Pierre [Salignon, responsable de programme puis directeur général] et Jean-Hervé [Bradol, président du conseil d'administration] a permis d'avancer très vite, sans avoir de frein. Mais, d'un autre côté, cela a eu un effet assez délétère sur la communication concernant ce projet, sur la façon dont l'équipe qui le menait était perçue, sur les possibilités pour la section française mais aussi le mouvement MSF de se l'approprier. La situation était compliquée parce que nous ne pouvions pas dire publiquement que nous travaillions auprès des réfugiés, nous devons faire attention aux dénonciations. Mais en interne, au sein de MSF nous aurions sans doute dû faire preuve de plus de pédagogie pour que le département des opérations s'approprie la mission, pour que cela ne reste pas l'affaire de Pierre et Jean-Hervé. Ils nous ont donné carte blanche, mais après quand d'autres volontaires [membres] ont pris le relais, ils ne les ont pas autant soutenus que nous. Les autres sections étaient aussi exaspérées. Nous devons avoir des airs de conspiratrices. Nous aurions dû faire des réunions d'information, proposer des journées Corée, des articles. C'est pour cela que j'ai arrêté en 2003 parce que je me suis dit que si nous voulions donner une chance à ce projet, il fallait en partir et que quelqu'un se l'approprie.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).

En mars 2007, Marine Buissonnière et Jean-Fabrice Pietri, ex-responsable d'ACF en Corée du Nord, mènent pour MSF Suisse une mission exploratoire en Extrême-Orient afin d'explorer les possibilités d'opérations transfrontières d'assistance à l'intérieur de la Corée du Nord et, ou auprès des réfugiés nord-coréens.



« Corée du Nord : quelle assistance apporter ? », **Article** de Marine Buissonnière, publié dans TAG, journal interne de MSF Suisse, septembre 2007 (en français).

Extrait :

À 45 ans, M. Lee en paraît aisément quinze de plus. Nous le rencontrons dans une grande ville du Nord-Est de la Chine, où il vit dans la clandestinité depuis plusieurs années. Malgré le risque quotidien d'être dénoncé, de se faire arrêter par la police chinoise ou par des agents nord-coréens, il ne se résout pas à quitter la zone de la

frontière. Il a laissé sa fille en Corée du Nord, et s'il tente le périlleux voyage vers un pays tiers, il devra se résoudre à l'abandonner définitivement. Pupille de la nation, ancien garde du corps de l'ancien leader Kim Il-Sung, M. Lee a fui son pays après s'être opposé avec violence au gouvernement central durant l'été 1996 – cet été meurtrier où il avait dû enterrer un tiers des administrés du village dont il avait la charge. Et si les signes de la famine semblent en cette année 2007 rappeler ceux de 1996, M. Lee souligne une différence fondamentale : les gens qui ont survécu connaissent intimement l'horreur de la famine et ils ne sont pas prêts à revivre cela.

Le mécontentement semble croître dans les provinces du Nord du pays où la perspective de nouvelles périodes de disette, associée à des épidémies de rougeole et de choléra, pousse les frontaliers à des appels désespérés. Les demandes d'assistance alimentaire se multiplient de la part de Nord-Coréens venus quémander illégalement en Chine une aide qu'ils ne recevront pas d'un gouvernement central, qui a choisi depuis longtemps de les sacrifier sur l'autel de la survie du régime.

Des dizaines de milliers de M. Lee se cachent en Chine, souvent aidés par des réseaux clandestins d'assistance. Souvent d'obédience religieuse, celles-ci tentent, avec leurs faibles moyens, de leur offrir gîte et nourriture. Certains sont venus pour chercher de quoi subsister et n'ont pas pu ou pas voulu rentrer. D'autres ont fui un emprisonnement, voire une condamnation à mort ou bien encore ont été vendus sur la frontière par des intermédiaires peu scrupuleux alimentant mariages ruraux et réseaux de prostitution. De ces unions sont aussi nés des enfants métis de père chinois et de mère nord-coréenne, dont personne ne s'occupe après que les mères sont renvoyées de force en Corée.

Un programme à l'intérieur du pays semble inconcevable

On estime aujourd'hui à 400 000 le nombre de Nord-Coréens sur le territoire chinois, dont la moitié sur la zone frontière. La Chine les considère comme des migrants économiques, des illégaux, et n'a de cesse, dans cette période préolympique, de les arrêter ainsi que ceux qui les assistent – et de les renvoyer chez eux. Ils y rejoignent pour quelques mois ou des années les 1,2 million de détenus du système carcéral nord-coréen. Pourtant, quelles que soient les mesures prises par la Chine et la Corée du Nord pour prévenir leur fuite (encouragement et récompenses à la délation, renforcement des contrôles, rotation rapide des équipes de gardes, adjonction de chien aux patrouilles des garde-frontières, etc.), les réfugiés continuent à franchir la frontière.

Les besoins médicaux, sanitaires et nutritionnels sont énormes, tant à l'intérieur du pays que pour les Nord-Coréens qui ont réussi à fuir. Alors pour MSF, quelle assistance pertinente apporter à cette population en souffrance ? Tant que l'assistance internationale officielle en RPDC sera canalisée par le gouvernement, qui choisira les bénéficiaires de l'aide en fonction de critère d'utilité sociale et de loyauté politique, un programme à l'intérieur me semble inconcevable. De fait, l'organisation du régime qui s'appuie sur un système orwellien de classes, détermine aussi le droit à l'assistance. Celui qui appartient à la classe des fidèles (11 % de la population) pourra rêver d'habiter Pyongyang, d'être nourri en priorité par le système de distribution publique et d'envoyer ses enfants à l'université. Tel autre, issu de la classe hostile (27 %), sera condamné à une vie de forçat dans les mines du Nord-Est et à trouver par lui-même les moyens de subsister. Maudit soit celui dont les ascendants étaient propriétaires terriens ou dont la mère n'a pas pleuré avec suffisamment de conviction la mort de Kim Il-Sung.

Les tonnes de nourriture et de médicaments déversées en Corée du Nord à partir du milieu des années 1990 par la communauté internationale ont été distribuées *via* le gouvernement central, naturellement selon le modèle qui a toujours prévalu : attribution aux fidèles en priorité (pouvoir central, cadres du parti, armée, personnels des industries-

clefs), puis stockage en vue de l'effort de guerre, et distribution d'une portion congrue au reste de la population lors des fêtes nationales. L'accès aux structures de santé s'opère sur les mêmes principes et les médicaments sont réservés en exclusivité à la classe privilégiée, alors que les autres doivent se contenter de faux ou de miettes de l'aide internationale revendues à prix d'or au marché noir par les épouses des officiels.

Les critères d'une aide impartiale ne sont pas réunis

Riche d'une analyse développée auprès des réfugiés nord-coréens en fuite et de trois années de tentatives pour développer une assistance pertinente, MSF quitte la Corée du Nord en 1998, convaincue non seulement que son assistance n'atteignait pas les plus vulnérables, mais qu'elle contribuait à renforcer le régime. Partialité totale dans le choix des bénéficiaires, impossibilité de mesurer les besoins et de cibler les plus vulnérables, opacité de la distribution, accès aux bénéficiaires totalement contrôlé ou mis en scène, mesure de l'impact impossible : rarement espace humanitaire n'aura été aussi inexistant et aussi marquée l'instrumentalisation de l'aide au profit du renforcement d'un régime. Et pourtant, rarement les besoins n'auront été aussi évidents.

Neuf ans plus tard, et à l'issue de la visite exploratoire en Asie du Nord-Est (Corée, Japon, Chine) que nous venons de conduire, la situation n'a pas, à mon sens, fondamentalement changé. Le régime reste étayé par le soutien inconditionnel des fidèles qui bénéficient du système, resserrés à Pyongyang autour de Kim Jong-Il. Récemment acculé par les sanctions et les retombées de ses essais de missiles et de son chantage au nucléaire, le gouvernement tente – et parviendra certainement, une fois encore, en agitant l'épouvantail de la menace nucléaire et en ravivant les peurs, à soutirer à la communauté internationale donations énergétiques et alimentaires. Kim Jong-Il se gargarisait déjà, mi-mars 2007, de la reconnaissance de la supériorité nord-coréenne par les puissances occidentales qui allaient bientôt inonder la Corée du Nord de denrées. Il reste certes possible pour les organisations humanitaires d'acheter leur billet d'entrée *via* le gouvernement central et de développer des opérations d'aide en direction des populations que le gouvernement nord-coréen aura choisies, en fonction de leur utilité sociale et de leur loyauté politique. Certains ont fait ce choix, convaincus de la possibilité de voir s'ouvrir progressivement un espace de travail pertinent à l'intérieur. D'autres encore, comme longtemps les Nations Unies, ont fait le pari suivant : plus il y aura d'aide, plus une partie des ressources sera susceptible au bout du compte d'atteindre les plus vulnérables.

Pour MSF, cette option ne me paraît pas répondre aux critères d'une aide impartiale acceptable. Reste donc la possibilité, et à mon sens la responsabilité, pour une organisation comme la nôtre :

- D'explorer les possibilités d'assistance à l'intérieur de la Corée du Nord qui contourneraient le gouvernement central (ex : cross-frontalier en direction des provinces frontalières, Chinois commerçant avec le Nord, droit de visite familiale des Coréens ethniques chinois). De réelles options existent pour faire parvenir une assistance à des villages des provinces frontalières depuis la Chine. MSF devra suivre avec attention dans les mois à venir l'évolution de la situation alimentaire et se préparer à réagir rapidement en cas de dégradation de la situation.
- D'envisager la construction d'un programme de premier secours (abri, nourriture) et d'aide médicale en Chine et dans les pays-tiers d'Asie du Sud-Est à ceux qui ont réussi à fuir le régime. Ce travail ne peut s'imaginer qu'en étroite collaboration avec les réseaux d'assistance locaux à ces populations, qui sont en demande d'un appui médical de la part de MSF.

De telles opérations à destination des populations nord-coréennes nécessitent un investissement dans la durée, et le choix lucide et raisonné d'opérations discrètes, souples et particulièrement réactives. Le travail au plus près des réseaux, portes d'entrée dans cette épineuse problématique, demande aussi le tissage d'une confiance réciproque, seule à même de donner à MSF l'accès à une population vivant dans la clandestinité. Une opération complexe donc, et peu orthodoxe pour une organisation comme la nôtre. Le régime nord-coréen n'entre pas dans notre typologie standard des crises. Pourtant, il me semble plus nécessaire que jamais de continuer à investir et à tenter d'apporter une assistance aux victimes de ce système totalitaire dont la férocité dépasse l'entendement. A juste titre, MSF réinvestit en Irak, poursuit ses efforts en Tchétchénie et s'intéresse de nouveau à l'Afghanistan. N'est-il pas temps, également, de se ressaisir, en cet Orient lointain, du sort des populations les plus vulnérables du régime implacable du « Cher Leader » ?



Un des éléments de cette mission exploratoire – j'étais vraiment ouverte à cela –, c'était d'essayer de comprendre si, oui ou non, il y avait un espace à gagner à l'intérieur et si cela avait évolué. En avril 2007, après ma visite, je reste sur une analyse similaire à celle du milieu et de la fin des années 1990. Aujourd'hui, nous sommes face à un régime qui tient sur un système de classe associé à la terreur, sur un système de répression et de délation. Contrairement à celles ouvertes par la Chine des années 1980 de Deng Xiaoping, les zones économiques spéciales que ce régime commence à mettre en place restent complètement fermées et contrôlées, et servent uniquement à générer des ressources qui n'ont pour objectif que de relancer [la pompe à dollars] d'un pays dont l'économie nationale est au niveau zéro. Kim Jong-Il, qui tient entouré par un cartel de généraux et par les leaders de l'armée et du Parti des travailleurs arrivant à vivre du système mafieux, ne peut pas, à mon sens, se permettre de relâcher et d'ouvrir plus, au risque de perdre le pouvoir. Je ne crois pas à une évolution graduelle de la situation. Les quelques personnes connaissant bien la Corée du Nord, comme les Jasper Becker et autres, arrivent à la même conclusion : même si, aujourd'hui, il existe une insatisfaction à l'intérieur du pays, notamment dans les provinces du Nord, la capacité de résistance [au changement] et la tenue du système sont telles qu'aujourd'hui, la clé est l'armée, et tant que l'armée vivra du système, cela ne bougera pas.

Marine Buissonnière, MSF Suisse, mission exploratoire frontière Chine-Corée du Nord, mars-avril 2007 (en français).



J'ai toujours soutenu les activités de MSF France concernant la Corée du Nord, parce que c'était quelque chose que MSF pouvait faire. Et je crois que le jour où le régime actuel en Corée du Nord s'effondrera, nous devons nous poser la question : « Qu'est-ce que MSF a fait pour le peuple nord-coréen ? Et nous devons pouvoir y répondre en disant qu'au moins nous avons essayé. »

Dirk van der Tak, MSF Hollande, coordinateur en Chine, janvier 1999-mai 2000, conseiller au département des affaires humanitaires, juillet 2000-juin 2003, MSF Hong Kong, directeur général, 2003-2010.



Avec du recul, je pense que la prise de parole de MSF en 1998 était justifiée et pertinente. J'aurais plus mauvaise conscience à n'avoir rien fait qu'à avoir pris cette position, qui était une prise de position courageuse. Nous l'avons payée très cher dans le

milieu humanitaire, et surtout par notre incapacité, par la suite, à assurer une assistance aux Nord-Coréens, alors même que nous étions convaincus qu'ils en avaient besoin. Pour moi, cela a été le plus dur et je n'ai toujours pas la solution : nous avons quand même porté assistance après à plusieurs centaines de réfugiés nord-coréens, mais pour autant le problème demeure aujourd'hui, et toucher ces personnes et les accompagner comme il le faut nécessite une énergie totalement disproportionnée. Je regrette de ne pas avoir trouvé de deuxième voie, d'alternative opérationnelle et que nous ne soyons pas allés plus loin dans la démarche que nous avons initiée, une démarche de réseaux, qui nécessitait d'être novateurs. J'apparente beaucoup le problème de la Corée du Nord à celui de la Tchétchénie. Au niveau de la Corée du Nord, nous aurions dû essayer d'identifier davantage des acteurs locaux sur lesquels nous aurions pu nous appuyer. Nous n'avons pas réussi avec la Corée du Nord parce que les seuls acteurs locaux étaient des Chinois, et personne en Chine n'aurait pris le risque de s'élever contre la politique du parti, c'était un risque trop grand.

Nous savions que notre impact opérationnel était limité et qu'il pouvait s'arrêter du jour au lendemain. Quand on est dans la clandestinité, on ne peut pas prendre le risque de mettre des personnes ou une organisation en danger. Nous étions extrêmement vigilantes et nous étions prêtes à assumer de fermer un abri du jour au lendemain. Nous voulions garder un lien avec ces personnes, être un poste d'observatoire, continuer à suivre ce qui se passait à l'intérieur pour réagir, pour documenter, pour continuer à en parler. C'est ce qui m'a peinée quand j'ai vu que les réseaux n'étaient pas entretenus. Nous étions dans des dimensions opérationnelles ridicules par rapport à ce que fait MSF aujourd'hui, c'était 100 000 euros, ce n'était rien. En revanche, cela nous demandait une sacrée énergie, mais au moins nous avions des informations en permanence sur les événements à l'intérieur. Je suis très contente que MSF Suisse veuille reprendre le flambeau. C'est comme la Tchétchénie ou l'Afghanistan, il faut garder le contact... On n'est pas obligés de sortir l'artillerie et d'installer un gros programme, on peut rester en veille.

Sophie Delaunay, Fondation MSF France, chargée de mission, juin-août 1998, MSF France, coordinatrice en Chine, janvier 1999-décembre 2001, co-coordinatrice en Corée du Sud, janvier 2002-octobre 2003 (en français).

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1910-2007

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en situant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Corée du Nord	MSF
1910	Le Japon occupe officiellement la Corée.		
1945	<u>Défaite du Japon</u> : Division de la péninsule coréenne autour du 38° parallèle, administration et troupes soviétiques au nord, états-uniennes au sud.		
1948	<u>Deux gouvernements séparés</u> : prosoviétique au nord (Kim IlSung Premier ministre), pro-USA au sud.		
1950 JUIN 1950	Juin 1950 <u>Invasion du Sud</u> par les troupes du Nord en vue de réunification. <u>Guerre de Corée</u> , soutien soviétique et chinois au Nord, troupes ONU (dont celles des États-Unis) au Sud.		
1953 JUIL. 1953	27 juillet 1953 <u>Cessez-le-feu</u> proclamé à Panmunjeom. <u>Pas de traité de paix</u> .		
1972		Kim Il-Sung président de la République démocratique et populaire de Corée (et secrétaire général du Parti des travailleurs).	
1990	Début années 1990 <u>Fin de l'aide soviétique</u> à la Corée du Nord : pénurie d'énergie, de devises, effondrement de l'industrie et de l'agriculture mécanisée. Maintien des budgets militaires.		

	International	Corée du Nord	MSF
1992		Début des <u>pénuries</u> alimentaires.	
1994 JUIL. 1994		7 juillet 1994 Mort de Kim Il-Sung. Son fils Kim Jong-Il prend la tête de l'État.	
	22 juillet 1994 <u>Premier accord États-Unis/Corée du Nord</u> pour la reprise des négociations de paix.		
NOV. 1994	21 novembre 1994 <u>Accord États-Unis/Corée du Nord</u> sur le gel du programme nord-coréen de réacteurs nucléaires.		
1995 AVRIL 1995		23 avril 1995 La <u>Corée du Nord</u> menace de reprendre son programme nucléaire.	
JUIN 1995	13 juin 1995 <u>Accord États-Unis/Corée du Nord</u> sur la fourniture de deux réacteurs nucléaires à la Corée du Nord.		
AOÛT 1995		28 août 1995 À la suite de graves inondations, <u>appel</u> du gouvernement nord-coréen à <u>l'aide internationale</u> <i>via</i> le FDRC.	
SEPT. 1995			4 au 9 septembre 1995 <u>Mission exploratoire</u> MSF en Corée du Nord.
OCT. 1995			3 octobre 1995 Communiqué de presse MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande : « MSF répond à l'appel à l'aide de la Corée du Nord. »

	International	Corée du Nord	MSF
1995 OCT. 1995			5 octobre 1995 Réunion des <u>responsables de programme MSF Belgique/MSFFrance/MSFHollande</u> : organisation d'une intervention internationale de MSF en Corée du Nord.
NOV. 1995			21 novembre 1995 <u>AFP (France)</u> : « La Corée du Nord dévastée par les inondations, selon une organisation humanitaire », citation MSF.
DÉC. 1995	11 décembre 1995 Le <u>directeur du PAM</u> en Corée du Nord prévoit une famine à grande échelle si l'aide n'arrive pas.		Fin décembre 1995 <u>Fin du programme MSF</u> de 3 mois, début de négociations pour un nouveau programme.
1996 JANV. 1996	4 janvier 1996 <u>Kim Young Sam</u> , président de Corée du Sud, est inquiet d'une éventuelle famine en Corée du Nord.		Janvier 1996 <u>Désaccord sur la proposition de programme médico-nutritionnel</u> de MSF. <u>Accord de collaboration non prorogé.</u>
FÉV. 1996		8 février 1996 Les <u>autorités nord-coréennes demandent</u> aux organisations de secours de <u>cesser leurs appels à l'aide alimentaire</u> pour les victimes des inondations.	Fin février 1996 Le dernier membre du <u>personnel international de MSF</u> quitte la Corée du Nord. <u>Le coordinateur MSF à la presse</u> : « Sans parler de famine, la situation est grave et doit être prise en charge. »
AVRIL 1996			Avril 1996 Le <u>représentant de la Corée du Nord en France</u> invite <u>MSF</u> à une nouvelle visite dans son pays.

	International	Corée du Nord	MSF
1996	16 avril 1996		
AVRIL 1996	En visite en Corée du Nord, <u>Bill Clinton, président des États-Unis, propose des négociations</u> quadripartites pour un armistice définitif.		
AVRIL-MAI 1996			20 avril au 22 mai 1996 <u>Mission exploratoire de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande</u> en Corée du Nord.
MAI 1996	15 mai 1996 <u>Les États-Unis et le Japon</u> excluent d'envoyer de l'aide alimentaire à la Corée du Nord.		17 mai 1996 <u>MSF refuse la proposition de la mission exploratoire d'ouvrir un programme sans expatriés</u> en Corée du Nord.
	29 mai 1996 La <u>FICR</u> lance une <u>alerte à la famine</u> en Corée du Nord.		31 mai 1996 <u>Discussion sur la Corée du Nord au Conseil d'administration de MSF France</u> : opposition de certains à une « collaboration avec un régime totalitaire ».
JUIN 1996	11 juin 1996 <u>Le Japon et la Corée du Sud</u> promettent une aide à la Corée du Nord.		
JUIL. 1996		Fin juillet 1996 <u>Tempêtes et inondations en Corée du Nord</u> - famine, selon les autorités.	

	International	Corée du Nord	MSF
1996 AOÛT 1996	25 août 1996 À son retour de Corée du Nord, un <u>représentant au Congrès états-unien</u> demande une aide alimentaire des États-Unis à la Corée du Nord.		
SEPT. 1996	30 septembre 1996 <u>Accord du consortium États-Unis/Corée du Nord</u> sur l'élimination du programme nucléaire nord-coréen et la construction de deux réacteurs civils.	1996 <u>Kim Jong-Il</u> déclare publiquement que la survie de 30 % suffira pour reconstruire une société victorieuse.	11 septembre 1996 <u>Attribution du prix de la Paix de Séoul</u> à MSF.
1997 JANV. 1997	26 janvier 1997 <u>Préliminaires aux discussions de paix</u> entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.		
FÉV. 1997	23 février 1997 <u>Visite de la secrétaire d'État états-unienne Madeleine Albright</u> sur la zone démilitarisée eElle déclare que la paix dépend de la Corée du Nord. ntre les deux Corées.	3 février 1997 Les autorités nord-coréennes affirment que <u>les inondations</u> ont réduit les récoltes de moitié.	
FÉV.-MARS 1997			25 février au 8 mars 1997 <u>MSF distribue des semences d'orge</u> dans plusieurs comtés de Corée du Nord.

	International	Corée du Nord	MSF
1997 MARS 1997	4 au 26 mars 1997 Visite d'ECHO en Corée du Nord et enquête nutritionnelle réduite aux résultats alarmants.		
AVRIL 1997		29 mars 1997 <u>La Corée du Nord</u> demande de l'aide alimentaire à la Corée du Sud et aux États-Unis. 8 avril 1997 <u>Accord pour achat de blé américain</u> par la Corée du Nord.	20 avril 1997 <u>MSF propose au représentant de la Corée du Nord en France d'envoyer une équipe pour évaluer les possibilités d'assistance médico-nutritionnelle.</u>
MAI 1997	8 mai 1997 <u>Le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud</u> lient la fourniture d'aide alimentaire à la reprise des négociations de paix. 12 mai 1997 <u>La Croix-Rouge sud-coréenne</u> annonce la livraison à la Corée du Nord de 15 000 tonnes de nourriture.		14 mai 1997 <u>Réponse du représentant de Corée du Nord en France à MSF</u> : besoin d'aide concrète, pas d'évaluations.
MAI-JUIN 1997			24 mai au 4 juin 1997 <u>Mission exploratoire de MSF</u> dans les comtés de Ichon, Unpa, Pakchon, Huichon et à la maternité de Pyongyang.

	International	Corée du Nord	MSF
1997 JUIN 1997			5 juin 1997 Ouverture, pour un mois, d'un programme MSF Belgique/MSF France/MSF Hollande de fourniture de matériel dans les comtés de Unpa, Pakchon et Huichon, sous la coordination de MSF France.
		18 juin 1997 Le porte-parole du ministère de la Défense nord-coréenne déclare que la Corée du Nord est prête pour la « bataille finale » contre les États-Unis et la Corée du Sud.	Courant juin 1997 Visite d'évaluation de la récolte d'orge par la <u>cellule d'urgence alimentaire de MSF France</u> .
JUIL. 1997	1^{er} juillet 1997 La Corée du Nord accepte de reprendre les négociations de <u>paix</u> avec la Corée du Sud, la Chine et les États-Unis.		3 juillet 1997 Signature d'un accord de collaboration de un an entre MSF et les autorités nord-coréennes pour programme de nutrition, distribution de médicaments, matériel et formation dans 3 provinces : Sud Pyongan, Nord Hwanghae, Kangwon.
	15 juillet 1997 Décision des États-Unis d'augmenter de 27 millions de dollars le montant de leur aide en céréales à la Corée du Nord.		

	International	Corée du Nord	MSF
1997 AOÛT 1997	<p>5 août 1997 Selon des <u>agences humanitaires</u>, une sécheresse frappe la Corée du Nord.</p> <p>6 août 1997 <u>Reprise des négociations de paix</u> entre la Corée du Nord, la Corée du Sud, les États-Unis et la Chine.</p> <p>8 août 1997 <u>The New York Times</u> (États-Unis) appelle les États-Unis à prendre la tête des fournisseurs d'aide alimentaire à la Corée du Nord.</p> <p>14 août 1997 Selon des <u>membres du Congrès états-unien</u> de retour de visite en Corée du Nord : - Détournement d'une partie de l'aide par l'armée. - Nécessité de prendre des mesures pour diriger l'aide vers les plus vulnérables. - Augmenter l'aide.</p> <p>20 août 1997 Remise de 2 réacteurs nucléaires civils à la Corée du Nord. Pyongyang renonce à 2 réacteurs plus anciens qui se prêteraient à fabriquer des armes nucléaires.</p>		
SEPT. 1997	<p>15 septembre 1997 Selon <u>World Vision</u>, la famine pourrait tuer 15 % des habitants des villes nord-coréennes.</p>		
OCT.-NOV. 1997			<p>3 octobre au 11 novembre 1997 <u>Visite de William Claus</u>, responsable de programme MSF Belgique, en Corée du Nord : négociations pour extension de programme.</p>

	International	Corée du Nord	MSF
1997 OCT. 1997		<p>9 octobre 1997 Kim Jong-Il devient le nouveau <u>Secrétaire général du Parti des travailleurs.</u></p>	
NOV. 1997			<p>22 octobre 1997 <u>Décision intersection d'une mission exploratoire dans la province du Nord Hamgyong ; désaccord MSF France et MSF Hollande sur l'extension de programme à une quatrième province, proposée par <u>MSF Belgique</u> et acceptée par <u>FDRC</u>.</u></p> <p>Fin octobre-début novembre 1997 Discussions intersections sur la pertinence de l'extension géographique des programmes en Corée du Nord et une éventuelle communication publique.</p> <p>24 novembre 1997 <u>Autorisation officielle d'extension géographique. Au total : 59 comtés, 12 membres du personnel international.</u></p> <p>Courant novembre 1997 MSF découvre l'existence d'enfants orphelins affamés, rejetés du système.</p> <p>Fin novembre 1997 <u>Visite d'Eric Goemaere, directeur général MSF Belgique en Corée du Nord : mission exploratoire dans la province du Nord Hamgyong.</u></p>
DÉC. 1997			<p>7 décembre 1997 <u>Conférence de presse MSF à Hong Kong. Communiqué de presse : « À la suite de l'effondrement du système de santé de la Corée du Nord, une aide d'urgence est nécessaire, qui requiert supervision des distributions et formation du personnel. »</u></p>

	International	Corée du Nord	MSF
1997 DÉC. 1997			<p>9 décembre 1997 Conférence de presse <u>MSF</u> sur la Corée du Nord, à Bruxelles.</p> <p>Décembre 1997 <u>L'équipe MSF France en Chine</u> reçoit des informations sur les réfugiés nord-coréens à la frontière sino-coréenne.</p>
1998 JANV. 1998	<p>7 janvier 1998 <u>Le PAM lance un appel</u> pour 378 millions de dollars d'aide alimentaire pour environ 1/3 de la population nord-coréenne.</p>		<p>Courant janvier 1998 Polémique autour d'un <u>article</u> du journal satirique interne de <u>MSF France</u>.</p> <p>31 janvier 1998 <u>Recommandation du Conseil d'administration de MSF France</u> pour une visite d'évaluation des programmes en Corée du Nord.</p>
FÉV. 1998	<p>5 février 1998 <u>Les États-Unis annoncent l'octroi de 75 millions de dollars d'aide alimentaire</u> à la Corée du Nord.</p> <p>Février 1998 <u>Afflux massif de réfugiés nord-coréens</u> sur la frontière chinoise ; publication par le Mouvement de solidarité bouddhiste coréen d'entretiens avec ces réfugiés, faisant état d'une famine en Corée du Nord.</p>		<p>Février 1998 <u>Lettre de Tony Hall</u>, représentant au Congrès états-unien, demandant le soutien de MSF à sa campagne pour une augmentation de l'aide alimentaire des États-Unis à la Corée du Nord.</p> <p>Février 1998 <u>Ouverture du programme de MSF</u> dans la région du Nord Hamgyong.</p>

	International	Corée du Nord	MSF
1998 FÉV. 1998			<p>11 février 1998 MSF Hong Kong suggère une mission d'évaluation sur la frontière et dans les hôpitaux nord-coréens où MSF intervient.</p>
MARS 1998		<p>3 mars 1998 Les autorités nord-coréennes annoncent que les <u>stocks de nourriture seront épuisés mi-mars</u> et annoncent des risques de famine.</p>	<p>8 mars 1998 Début des <u>négociations MSF/FDRC</u> sur d'éventuelles activités après l'expiration de l'accord de collaboration, en juillet.</p> <p>10 au 20 mars 1998 Visite des <u>programmes MSF en Corée du Nord</u> par <u>Philippe Biberson, président du conseil d'administration</u> et <u>Pierre Salignon, responsable de programme de MSF France</u> : annonce aux autorités que MSF ne continuera pas à travailler dans les conditions actuelles.</p> <p>Deuxième quinzaine de mars 1998 Recueil de <u>récits de réfugiés</u> par l'équipe MSF Chine sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord, transmis à certains correspondants de la presse internationale à Pékin.</p> <p>Fin mars 1998 Visite des <u>programmes MSF en Corée du Nord</u> par <u>Pim de Graaf, directeur des opérations de MSF Hollande</u>.</p> <p>Fin mars 1998 Ébauche de <u>plan de communication</u> en Corée du Nord par <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF International</u>, finalement abandonné.</p>

	International	Corée du Nord	MSF
1998 AVRIL 1998			<p>1^{er} avril 1998 Dossier sur la <u>Corée du Nord</u>, dont des citations de Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France, dans <i>Libération</i> (France).</p> <p>8 avril 1998 Transmission des <u>récits collectés par MSF Chine</u> au responsable de programme MSF France, qui les transmet aux autres responsables de programme.</p> <p>9 avril 1998 Décision des responsables de programme de cesser la distribution et de renégocier les programmes avec les autorités, et gel de la transmission des récits de réfugiés aux journalistes.</p> <p>9 avril 1998 Lettre du directeur général de MSF Belgique au FDRC : les récits de réfugiés sont le fruit d'une démarche personnelle, et non assumés par MSF.</p> <p>11 avril 1998 Publication de <u>récits de réfugiés</u>, avec mention MSF dans <i>South China Morning Post</i> (Pékin) et dans <i>Le Figaro</i> (France). Mention d'actes de cannibalisme.</p> <p>23 avril 1998 Les <u>ONG états-uniennes</u> demandent à MSF États-Unis plus de coordination sur la Corée du Nord et lui reprochent ses prises de position publiques.</p> <p>24 avril 1998 Lettre de FDRC à MSF exprimant son désaccord avec les déclarations publiques de MSF.</p>

	International	Corée du Nord	MSF
1998 AVRIL 1998			<p>24 avril 1998 Récit du coordinateur de MSF Chine au Conseil d'administration de MSF France, qui décide que MSF doit rester et prendre la parole publiquement.</p> <p>29 avril 1998 Décision commune des responsables de programme de MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande : MSF doit rester, soutenir l'équipe et suivre les questions posées par les récits des réfugiés.</p>
MAI 1998	<p>Fin avril 1998 Le PAM, l'UNICEF et ECHO obtiennent un accord de principe des autorités nord-coréennes pour pouvoir mener une enquête nutritionnelle.</p> <p>19 mai 1998 Son directeur de programme annonce que le PAM cessera son aide à la Corée du Nord, s'il n'obtient pas accès à tout le pays.</p>		<p>Mai 1998 Tournée des bailleurs de fonds (dont l'UE) par les responsables de MSF Belgique, France et Hollande. Recherches de François Jean (Fondation MSF) sur l'aide alimentaire à la Corée du Nord.</p> <p>16 mai 1998 Part importante consacrée à la Corée du Nord dans le rapport moral du président à l'assemblée générale de MSF France.</p> <p>29 mai 1998 Le conseil d'administration de MSF France discute de la stratégie à appliquer en Corée du Nord.</p>

	International	Corée du Nord	MSF
1998 JUIN 1998	<p>14 juin 1998 PAM et FAO déclarent que la situation alimentaire en Corée du Nord reste précaire et que les autorités ne distribuent pas toute la nourriture.</p>	<p>Mi-juin 1998 Non renouvellement de l'accord de collaboration de <u>Médecins du Monde</u>, qui quitte la Corée du Nord.</p>	<p>9 juin 1998 Conférence-débat de la <u>Fondation MSF France</u> sur la Corée du Nord. <u>Courant juin</u> : dans la province du Nord Hamgyong, l'équipe MSF n'obtient aucun accès aux populations.</p>
JUIL. 1998			<p>Début juillet 1998 William Claus, responsable de programme MSF <u>Belgique</u>, propose aux autorités nord-coréennes un travail en coopération plus serrée, dans une zone restreinte.</p> <p>Courant juillet 1998 L'équipe MSF découvre le statut des enfants identifiés selon le décret « 27/09 » sur les « rejetés de la société ».</p> <p>20-21 juillet 1998 Discussions au sein de l'<u>équipe MSF Corée du Nord</u> sur le bilan et les perspectives des programmes.</p> <p>24 juillet 1998 MSF obtient du FDRC l'<u>extension de l'accord de collaboration</u> pour un mois et la proposition de mener un programme de fourniture de matière première pour l'industrie pharmaceutique nord-coréenne.</p>

	International	Corée du Nord	MSF
1998 JUIL. 1998			29 juillet 1998 <u>Recommandation d'un groupe de réflexion de MSF Hollande</u> : essayer d'avoir accès à la population et se fixer un seuil de tolérance.
AOÛT 1998	19 août 1998 Selon les déclarations de représentants au Congrès <u>états-unien</u> , à CNN à la suite d'une visite à Pyongyang : depuis 1995, 10% de la population nord-coréenne serait morte de faim.	26 août 1998 Une <u>tempête détruit les récoltes</u> en Corée du Nord.	10 août 1998 <u>La coordinatrice de MSF Corée du Nord propose un plan de fermeture de mission.</u>
			13 août 1998 <u>Accord des responsables de programme</u> sur la fermeture de la mission Corée du Nord à l'expiration de l'accord de collaboration en cours.
			19 août 1998 <u>Réflexion des responsables de programme et des départements de communication de MSF</u> sur une stratégie de communication concernant le retrait de Corée du Nord.
			18 au 25 août 1998 <u>Mission de collecte de récits</u> de l'équipe MSF France en Chine et de François Jean sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord.
			24 août 1998 <u>Lettre du FDRC à MSF</u> : merci de considérer notre proposition de nous fournir des matières premières pour notre industrie pharmaceutique.

	International	Corée du Nord	MSF
1998 AOÛT 1998	<p>31 août 1998 La Corée du Nord tire un <u>missile au-dessus du territoire japonais</u>. Le Japon suspend la fourniture d'aide alimentaire à la Corée du Nord (reprise en décembre 1999).</p>		
SEPT. 1998		<p>Septembre 1998 <u>Kim Jong-Il</u> obtient les pleins pouvoirs.</p>	<p>9 septembre 1998 Publication dans le <u>South China Morning Post</u> (Hong Kong) avec citation de MSF, des extraits des récits de réfugiés, mentionnant la famine et des actes de cannibalisme. <u>MSF États-Unis</u> est questionnée par les agences de l'ONU et les ONG états-uniennes.</p> <p>11 septembre 1998 Mise en circulation auprès des organisations internationales du <u>rapport de l'équipe de MSF Corée du Nord</u> sur les « enfants socialement défavorisés (27/09) ».</p> <p>20 septembre 1998 <u>Les responsables de programme</u> posent un embargo au 30 septembre sur la communication MSF concernant la Corée du Nord.</p>
	<p>15 septembre 1998 <u>Les États-Unis</u> affirment que le missile nord-coréen est en réalité une fusée de lancement d'un satellite.</p> <p>21 septembre 1998 Le <u>PAM</u>, l'<u>UNICEF</u> et l'<u>UE</u> obtiennent l'autorisation de mener une enquête nutritionnelle sur le tiers du territoire nord-coréen déjà accessible aux étrangers.</p>		

	International	Corée du Nord	MSF
1998 SEPT. 1998			<p>28 septembre 1998 Lettre des directeurs généraux de MSF Belgique, France et Hollande au FDRC annonçant la publication d'un communiqué de presse pour expliquer le départ de MSF de Corée du Nord.</p>
	<p>30 septembre 1998 Les États-Unis promettent de livrer plus de fioul à la Corée du Nord. Ils demandent à la Corée du Nord de résoudre le problème du transport de l'aide afin que MSF puisse reprendre ses activités.</p>		<p>30 septembre 1998 Les derniers membres du personnel international MSF quittent la Corée du Nord. Dans <i>Libération</i> (France) et <i>The International Herald Tribune</i> (États-Unis), « fuite » des récits de réfugiés collectés par MSF France en Chine.</p>
OCT. 1998			<p>1^{er} octobre 1998 Conférence de presse MSF à Hong Kong et communiqué de presse MSF : « MSF appelle les bailleurs de fonds à revoir leur stratégie en RDPC. Les besoins sont urgents en Corée du Nord, mais MSF est obligée de se retirer. »</p>
	<p>2 octobre 1998 L'UNICEF et le PAM déclarent qu'il n'existe aucune preuve que l'aide soit détournée en Corée du Nord.</p>		<p>5 octobre 1998 Les autorités nord-coréennes affirment que les déclarations de MSF sont sans fondement.</p>
	<p>13 octobre 1998 Le directeur adjoint du PAM déclare que la Corée du Nord refuse aux travailleurs humanitaires l'accès à de nombreuses régions.</p>		<p>14 octobre 1998 « L'aide humanitaire paralysée », article de Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France dans <i>Le Figaro</i> (France).</p>

	International	Corée du Nord	MSF
1998 OCT. 1998	20 au 25 octobre 1998 Reprise des <u>négociations de paix</u> entre les deux Corées.		21 octobre 1998 Table ronde des <u>sections internationales</u> intervenant en Corée du Nord, organisée par MSF à Amsterdam.
1999 FÉV. 1999			Février 1999 « Corée du Nord : un régime de famine », <u>article de François Jean, Fondation MSF France</u> dans la revue <i>Esprit</i> (France).
AVRIL 1999			Avril 1999 « Voyage d'affaires » clandestin de l'équipe de MSF Chine dans la province nord-coréenne de Hamhung.
MAI 1999		12 mai 1999 <u>Selon le FDRC</u> , la famine aurait causé la mort de 220 000 Nord-Coréens.	3 au 6 mai 1999 Des <u>ONG sud-coréennes réunies à Pékin</u> demandent publiquement à MSF de reprendre ses opérations d'assistance en Corée du Nord.
2000 AVRIL 2000			24 avril 2000 Publication dans <i>Newsweek International</i> (États-Unis) d'un article de Marie Rose Pecchio, ancienne coordinatrice de MSF en Corée du Nord, sur les enfants socialement défavorisés (27/09).

	International	Corée du Nord	MSF
2000 SEPT. 2000			29 septembre 2000 Informations au Conseil d'administration de MSF France sur le programme auprès des réfugiés nord-coréens en Chine.
2001 MARS 2001			10 mars 2001 Interview de Fiona Terry, Fondation MSF France, sur la Corée du Nord dans le <i>Japan Times</i> (Tokyo).
JUIN 2001	Juin 2001 Les autorités chinoises lancent une opération de <u>répression</u> et de <u>rapatriement forcé</u> contre les réfugiés nord-coréens.		
JUIL. 2001			23 juillet 2001 Articles de <i>The Guardian</i> (Royaume Uni) et <i>The Washington Post</i> (États-Unis) sur l' <u>appel de MSF au gouvernement chinois</u> pour que cessent la répression et les rapatriements forcés contre les Nord-Coréens. 25 juillet 2001 Article de <i>South China Morning Post</i> (Hong Kong) sur l' <u>appel de MSF au gouvernement chinois</u> pour que cessent la répression et les rapatriements forcés contre les Nord-Coréens. 30 juillet 2001 Publication dans <i>Libération</i> (France) de l' <u>interview de Fiona Terry, Fondation MSF France</u> , sur la manipulation de la famine en Corée du Nord <u>Interview de Catherine Bertini, du PAM</u> , infirmant les déclarations de MSF.
AOÛT 2001			6 août 2001 Article de Fiona Terry, Fondation MSF France, sur la manipulation de la famine en Corée du Nord dans <i>The Guardian</i> (Royaume-Uni).

	International	Corée du Nord	MSF
2002 FÉV. 2002			Février 2002 Ouverture d'un bureau MSF France à Séoul et extension progressive du programme auprès des réfugiés nord-coréens en Asie.
MAI 2002			2 mai 2002 Témoignage de Sophie Delaunay, co-coordinatrice MSF France en Corée du Sud devant la Commission des Affaires étrangères sur l'Asie et le Pacifique du Congrès des États-Unis, sur le sort des Nord-Coréens dans leur pays et dans les pays où ils sont réfugiés.
AOÛT 2002			30 août 2002 Décision du Conseil d'administration de MSF France de soutenir l'activité de l'équipe de Corée du Sud, y compris dans ses « aspects délicats ».
DÉC. 2002	Décembre 2002 Nouvelle vague de répression des autorités chinoises contre les réfugiés nord-coréens.		
2003 JANV. 2003			19 janvier 2003 Communiqué de presse de MSF Corée : « Appel urgent pour la protection des réfugiés nord-coréens en Chine. » 24 janvier 2003 Témoignage de Marine Buissonnière, co-coordinatrice MSF France en Corée du Sud devant le parlement du Japon sur le sort des réfugiés nord-coréens victimes de la campagne de répression et de rapatriement forcé.

	International	Corée du Nord	MSF
2003 FÉV.-MARS 2003			27 février au 27 mars 2003 Campagne de diplomatie humanitaire de l'équipe de MSF France en Corée du Sud auprès des responsables politiques occidentaux et des institutions internationales.
JUIN-JUIL. 2003			Juin-juillet 2003 MSF Hollande produit un document de « recherche préparatoire à une mission exploratoire » en Corée du Nord.
OCT. 2003			Octobre 2003 Chapitre par Fiona Terry sur la Corée du Nord dans <i>À l'ombre des guerres justes</i> , publié par MSF France.
2004 MAI 2004			18 au 22 mai 2004 Visite en Corée du Nord d'une <u>délégation de MSF Hollande, Dirk van der Tak et Michiel Hofman</u> , sans suite.
2006 JANV. 2006			Janvier 2006 Fermeture du programme de MSF France auprès des réfugiés nord-coréens en Corée du Sud.
2007 MARS- AVRIL 2007			Mars-avril 2007 <u>Mission exploratoire de MSF Suisse</u> auprès des réfugiés nord-coréens sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord et en Extrême-Orient ; décision d'ouvrir une mission.

Les études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières (MSF) explorent les actions et les processus de prise de décision de l'organisation lors d'interventions humanitaires complexes, qui l'ont amenée à prendre la parole publiquement. Chaque étude de cas s'intéresse à des situations dans lesquelles la prise de parole publique a posé des dilemmes ou/et fait courir un risque à MSF. La méthodologie employée restitue de manière chronologique les dilemmes, les contraintes et les controverses, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Toutes les études de cas sont disponibles au téléchargement en français et en anglais sur le site : www.msf.org/fr/speakingout/accueil



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES INTERNATIONAL

Route de Ferney 140, Geneva, Switzerland
Tel: +41 (0)22 849 84 84, Fax: +41 (0)22 849 84 04, www.msf.org